PRÉFET DE LA
RÉGION NOUVELLE-
AQUITAINE

Liberté
Égalité
Fraternité

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS N°R75-2025-066

PUBLIÉ LE 3 AVRIL 2025

Sommaire

ARS DELEGATION DEPARTEMENTALE DES PYRENEES-ATLANTIQUES 64 /

R75-2025-04-03-00016 - Arrêté portant modification de l'agrément de la SARL "GUICHANDUT" (3 pages) Page 3

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE /

R75-2025-03-13-00007 - Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine Conseil d'Administration du 13 mars 2025 délibérations CA-2025-001 à CA-2025-008 (247 pages) Page 7

RECTORAT / Affaires juridiques

R75-2025-04-01-00008 - Arrêté portant nomination de responsables du service de défense et de sécurité pour l'académie de Poitiers (1 page) Page 255

ARS DELEGATION DEPARTEMENTALE DES PYRENEES-ATLANTIQUES 64

R75-2025-04-03-00016

Arrêté portant modification de l'agrément de la SARL "GUICHANDUT"

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine

Délégation départementale des Pyrénées-Atlantiques

Pôle Animation Territoriale et Parcours de Santé
Dossier suivi par : Delphine SASSUS
Téléphone : 05 59 14 51 78
Courriel : ars-dd64-transports-sanitaires@ars.sante.fr

Pau, le 03 AVR. 2025

Arrêté n° R75-2025-04-03-00016

Portant modification de l'agrément de la SARL « GUICHANDUT », agréée sous le n°64-14

Le Directeur Général
de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine,

VU le Code de la Santé Publique, articles L 6311-1 et suivants, L 6312-1 à L 6312-5, R 6312-1 à 6313-7 et R 6312-1 à R 6312-23 ;

VU l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

VU le décret 2012-1007 du 29 août 2012 relatif à l'agrément nécessaire aux transports sanitaires et à l'autorisation de mise en service de véhicule de transports sanitaires ;

VU le décret du 7 octobre 2020, publié au Journal Officiel de la République Française le 8 octobre 2020, portant nomination de Monsieur Benoît ELLEBOODE en qualité de directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle Aquitaine (DGARS) ;

VU le décret n°2022-631 du 22 avril 2022 portant réforme des transports sanitaires urgents et de leur participation à la garde ;

VU l'arrêté du Préfet des Pyrénées-Atlantiques du 21 février 1979 portant agrément de l'entreprise de transport sanitaire terrestre « Ambulances GUICHANDUT », sous le numéro 64-14 ;

VU l'arrêté conjoint du Préfet des Pyrénées-Atlantiques et de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine du 28 février 2023, portant composition du Comité Départementale de l'Aide Médicale Urgente, de la permanence des Soins et des Transports Sanitaires ;

VU la décision du directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature, en date du 02 janvier 2025 et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région (N°R75-2025-003), à Monsieur Alain GUINAMANT en qualité de directeur départemental des Pyrénées-Atlantiques ;

VU la décision du directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine, en date du 24 janvier 2023, autorisant la mise en service d'une ambulance hors quota dédiée à la réponse au SAMU par la SARL « GUICHANDUT » ;

VU les statuts de la SARL « GUICHANDUT » et le procès-verbal l'assemblée générale, en date du 03 avril 2023, prenant acte du transfert du siège social du 4 Avenue de la Gare, 64120 SAINT PALAIS au 55 impasse Anetaenia, 64120 SAINT PALAIS ;

VU les statuts de la SARL « GUICHANDUT » et le procès-verbal l'assemblée générale, en date du 03 avril 2023, prenant acte de la démission de Monsieur Christian GUICHANDUT au 31 mars 2023 et de la nomination, à compter du 1er avril 2023, de Madame Christelle GUICHANDUT et Monsieur Mickael GUICHANDUT, en qualité de co-gérants de la société ;

VU l'annonce n°1101 du Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales, en date du 14 juillet 2023, transmis à nos services par courrier électronique le 13 mars 2025 par Monsieur Mickael GUICHANDUT ;

VU la déclaration sur honneur en date du 12 mars 2025, transmis à nos services, par courrier électronique le 13 mars 2025, signée par Madame Christelle NOUTARY, née GUICHANDUT, et Monsieur Mickaël GUICHANDUT, cogérants de la SARL « GUICHANDUT » ;

Considérant que les modifications de gérance, de siège social et d'implantation des véhicules de la société « GUICHANDUT » ont été portées à la connaissance de l'Agence Régionale de Santé le 13 mars 2025, modifiant l'agrément n°64-14 ;

Considérant que le personnel, les véhicules sanitaires et les installations matérielles des locaux sont conformes à la règlementation et que l'activité sera poursuivie dans les mêmes conditions sans altération de l'offre pour la population ;

Sur proposition du Directeur de la Délégation Départementale des Pyrénées-Atlantiques de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine ;

ARRETE

Article 1er : La SARL « GUICHANDUT » agréée comme entreprise de transport sanitaire terrestre sous le numéro 64-14 a pour cogérants, depuis le 1er avril 2023, Madame Christelle NOUTARY, née GUICHANDUT et Monsieur Mickael GUICHANDUT.

Article 2 : La SARL « GUICHANDUT » dont le siège social est fixé, depuis le 03 avril 2023, au 55 impasse Anetania ; 64120 SAINT-PALAIS, exerce son activité sur l'unique site suivant :

- 55 impasse Anetania, 64120 SAINT-PALAIS

Article 3 : La SARL « GUICHANDUT » comprend les véhicules figurant sur la fiche jointe au présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication à l'égard des tiers, de faire l'objet :
- d'un recours gracieux devant le Directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine ;
- d'un recours hiérarchique devant Madame la Ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr).

Article 5 : Le Directeur de la Délégation Départementale des Pyrénées-Atlantiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Pau, le 03 AVR. 2025

p/Le Directeur Général
de l'Agence régionale de santé
Nouvelle-Aquitaine

Le Directeur de la Délégation Départementale des Pyrénées-Atlantiques

Alain GUINAMANT

Pour le Directeur de la Délégation départementale,
et par délégation

Morgane GUILLEMOT

Tél standard : 09 69 37 00 33 – Courriel : ars-dd64-direction@ars.sante.fr
Adresse postale : 103 bis rue Belleville, CS 91704 – 33063 BORDEAUX Cedex
Adresse bureaux : Cité administrative – Boulevard Tourasse – CS 11604 – 64016 Pau Cedex
www.ars.nouvelle.aquitaine.sante.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine

Délégation départementale des Pyrénées-Atlantiques

Pôle Animation Territoriale et Parcours de Santé
Dossier suivi par : Delphine SASSUS
Téléphone : 05 59 14 51 78
Courriel : ars-dd64-transports-sanitaires@ars.sante.fr

FICHE TECHNIQUE N°10

SARL « GUICHANDUT »
Agréée sous le n° 64-14
par arrêté préfectoral du 21 février 1979

Nom de l'entreprise : SARL « GUICHANDUT »
Cogérants : Mme Christelle NOUTARY, née GUICHANDUT et M. Mickaël GUICHANDUT
Adresse : 55 impasse Anetania, 64120 SAINT-PALAIS
@ : guichandut@wanadoo.fr
Téléphone : 05 59 65 74 49

Véhicules Ambulances		Véhicules Sanitaires Légers	
Renault	GK-991-VH	Citroën	GR-704-NS
Renault	GZ-688-SN	Citroën	GR-678-NS

Véhicule ambulance hors quota dédiée à la réponse au SAMU

Peugeot	FN-824-JR

Cette fiche abroge et remplace la précédente fiche en date du 04 décembre 2024.

Fait à Pau, le 31 mars 2025

Animatrice Territoriale « Premier Recours »

Delphine SASSUS

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2025-03-13-00007

Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine Conseil d'Administration du 13 mars 2025 délibérations CA-2025-001 à CA-2025-008

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du jeudi 13 mars 2025

Délibération n° **CA-2025-** 001

Désignation du représentant de l'Etat comme membre titulaire du Bureau

Le conseil d'administration de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine,

Vu les articles L321-1 et suivants, et R321-1 et suivant du Code de l'urbanisme,

Vu le décret n°2008-645 du 30 juin 2008 portant création de l'Établissement public foncier de Poitou-Charentes, vu le décret n°2017-837 du 5 mai 2017 le renommant notamment en EPF de Nouvelle-Aquitaine, vu dans sa dernière version modifiée par le décret n° 2024-352 du 15 avril 2024,

Vu l'article 8, du décret n°2008-645 du 30 juin 2008, le conseil d'administration élit également douze membres qui, avec le président, les cinq vice-présidents et un représentant de l'Etat désigné par les membres de ce collège en son sein, constituent le bureau.

Vu le règlement intérieur institutionnel de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine approuvé par le conseil d'administration par délibération n° CA-2024-047 du 09 octobre 2024, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine spécial n° R75-2024-198 du 16 octobre 2024,

Sur proposition de la présidente du conseil d'administration,

- APPROUVE de la désignation du représentant de l'Etat, Mme Isabelle VALADE, DREAL comme membre titulaire du Bureau en application de l'article 8 du décret n°2008-645 du 30 juin 2008.

La présidente du conseil d'administration, le 13 mars 2025
Laurence ROUEDE

Approbation par la préfecture de région,
Bordeaux, le 24 MARS 2025

Le Préfet de Région
Etienne GUYOT

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
| 107 boulevard du Grand Cerf - CS70432 – 86011 Poitiers Cedex | **contact@epfna.fr** - 05 49 62 67 52 - epfna.fr
Siret 510 194 186 00035 - Code APE 8413

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du jeudi 13 mars 2025

Rapport du directeur général : Nomination d'un membre du bureau issu des représentants Etat

I. Instances délibératives de l'EPFNA

L'EPF de Nouvelle-Aquitaine est piloté par un **conseil d'administration** composé de :

- 10 représentants du conseil régional,
- 11 représentants des conseils départementaux,
- 4 représentants de Bordeaux Métropole,
- 20 représentants des communautés d'agglomération et communautés urbaines,
- 10 représentants des autres établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (un par département du territoire d'intervention),
- 4 représentants de l'État.

A chaque membre est associé un suppléant, seul habilité à le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement.

Le conseil d'administration élit un président et cinq vice-présidents répartis de façon à compter au moins un représentant de la région, d'un département, de Bordeaux Métropole, des communautés d'agglomération et communautés urbaines, et des autres EPCI.

Le bureau, qui agit par délégation du conseil d'administration, est composé du président et des 5 vice-présidents du conseil d'administration, d'un représentant de l'État et de douze autres membres élus du conseil d'administration de manière à assurer la représentation suivante :

- 2 représentants du conseil régional,
- 3 représentants des conseils départementaux,
- 1 représentant de Bordeaux Métropole,
- 7 représentants des communautés d'agglomération et communautés urbaines,
- 5 représentants des autres établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre,
- 1 représentant de l'État.

Un siège de membre du bureau représentant Etat est vacant depuis le départ de Madame Isabelle LASMOLES.

II. Déroulement de la désignation au sein des instances de l'EPFNA

Le poste de titulaire représentant l'Etat au Bureau est à pourvoir maintenant que l'ensemble des postes d'administrateurs sont pourvus au Conseil d'administration.

La présidente du conseil d'administration, en application de l'article 8 du décret n°2008-645 du 30 juin 2008 qui prévoit que le conseil d'administration élit un représentant de l'Etat désigné par les membres de ce collège en son sein, demandera aux représentants de l'Etat qui ils désignent pour intégrer le bureau.

III. Approbation

La présidente du conseil d'administration demandera l'approbation de cette désignation aux administrateurs présents à la séance.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA DÉCENTRALISATION

Arrêté du 20 février 2025 portant nomination au conseil d'administration de l'Etablissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

NOR : *ATDL2504997A*

Par arrêté du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation en date du 20 février 2025, sont nommés représentants de l'Etat au conseil d'administration de l'Etablissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine :

Mme Isabelle VALADE, directrice régionale adjointe de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine, en qualité de titulaire, au titre du logement.

Mme Hélène BURGAUD-TOCCHET, directrice départementale des territoires de la Creuse, en qualité de titulaire, au titre de l'urbanisme.

M. Mathieu ESCAFFRE, directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, en qualité de suppléant, au titre de l'urbanisme.

CA – CB/MM – 13/03/2025 – point III

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du jeudi 13 mars 2025

Délibération n° **CA-2025-** 002

Vote du compte financier 2024 et affectation du résultat

Le conseil d'administration de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine,

Vu les articles L321-1 et suivants, et R321-1 et suivant du Code de l'urbanisme,

Vu le décret n°2008-645 du 30 juin 2008 portant création de l'Établissement public foncier de Poitou-Charentes, vu le décret n°2017-837 du 5 mai 2017 le renommant notamment en EPF de Nouvelle-Aquitaine, vu dans sa dernière version modifiée par le décret n° 2024-352 du 15 avril 2024,

Vu le règlement intérieur institutionnel de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine approuvé par le conseil d'administration par délibération n° CA-2024-047 du 09 octobre 2024, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine spécial n° R75-2024-198 du 16 octobre 2024,

Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu l'arrêté du 20 septembre 2023 relatif aux règles budgétaires des organismes,

Vu le rapport du directeur général,

Sur proposition de la présidente du conseil d'administration,

Article 1 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 63,06 ETPT dont 63,06 ETPT hors plafond d'emplois législatif
- 74 920 854.24 € d'autorisations d'engagement dont :
  - 4 235 125.23 € personnel
  - 70 455 042.35 € fonctionnement
  - 0 € intervention
  - 230 686.66 € investissement
- 55 457 700.19 € de crédits de paiement
  - 4 235 125.23 € personnel
  - 50 949 384.79 € fonctionnement
  - 0 € intervention
  - 273 190.17 € investissement
- 60 444 968.19 € de recettes
- + 4 987 268.00 € de solde budgétaire

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
| 107 boulevard du Grand Cerf - CS70432 – 86011 Poitiers Cedex | **contact@epfna.fr** - 05 49 62 67 52 - epfna.fr
Siret 510 194 186 00035 - Code APE 8413

Article 2 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- + 3 803 102.16 € de variation de trésorerie
- 26 945 563.12 € de résultat patrimonial
- 27 678 988.42 € de capacité d'autofinancement
- 28 061 259.34 € de variation du fonds de roulement

Article 3 :

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur 26 945 563.12 € en réserves (compte 1068).

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, le compte de résultat, le bilan, et l'annexe sont joints à la présente délibération.

La présidente du conseil d'administration, le 13 mars 2025
Laurence ROUEDE

Approbation par la préfecture de région,
Bordeaux, le
24 MARS 2025

Le Préfet de Région
Etienne GUYOT

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du jeudi 13 mars 2025

Rapport du directeur général

Compte financier de l'exercice 2024
Rapport de gestion du directeur général

Conformément à l'article 212 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la Gestion Budgétaire et Comptable Publique (GBCP), le compte financier est composé :

- **Du rapport de gestion de l'ordonnateur**

- **Des états financiers et tableaux :**
  - *Tableau 1 : Autorisations d'emplois,*
  - *Tableau 2 : Autorisations budgétaires,*
  - *Tableau 3 : Dépenses par destination et recettes par origine,*
  - *Tableau 4 : Equilibre financier,*
  - *Tableau 5 : Opérations pour compte de tiers,*
  - *Tableau 6 : Situation patrimoniale,*
  - *Tableau 7 : Plan de trésorerie,*
  - *Tableau 8 : Opérations liées aux recettes fléchées,*
  - *Tableau 10 : Tableau de synthèse budgétaire et comptable,*
  - *Bilan,*
  - *Compte de résultat,*
  - *Balance définitive des comptes,*
  - *Balance des valeurs inactives,*
  - *Tableau des flux de trésorerie (méthode directe),*
  - *Tableau des flux de trésorerie (méthode indirecte),*
  - *Bilan fonctionnel,*
  - *Soldes intermédiaires de gestion.*

- **Des annexes :**
  - *Balance définitive avant clôture des comptes,*
  - *Tableau de bord des indicateurs d'analyse,*
  - *Stock foncier,*
  - *Suivi des consignations,*
  - *Suivi des subventions,*
  - *Etat des subventions intégrées en stock,*
  - *Etat des provisions,*
  - *Etat des amortissements,*
  - *Suivi des minorations ayant fait l'objet d'une dépréciation de stock.*

Ces documents sont distincts de l'annexe des comptes annuels produite par l'agent comptable qui retrace l'ensemble des écritures comptables 2024 et établit le bilan de l'EPFNA, en cumulé depuis sa création.

SOMMAIRE

1- CONTEXTE

1. L'intervention du commissaire aux comptes
2. Les faits marquants de l'année
3. La création d'un outil de portage foncier de long terme - Projet d'une filiale : La foncière
4. Mobilisation exceptionnelle du fonds SRU pour la production de logements sociaux
5. Les actions de l'établissement dans le cadre de sa politique RSE
6. La poursuite du plan de transformation de l'établissement

2- LES DONNEES GENERALES

3- LES RECETTES

3-1- Les recettes globalisées

3.1.1- La Taxe Spéciale d'Equipement (TSE)
3.1.2- La dotation budgétaire de l'Etat
3.1.3- Les cessions foncières
3.1.4- Les produits SRU (*Solidarités et Renouvellement Urbain*)
3.1.5- Les recettes locatives

3-2- Les recettes fléchées (*les subventions*)

4- LES DEPENSES

4.1- Les dépenses d'interventions foncières
- ✓ Les acquisitions foncières
- ✓ Les études
- ✓ Mobilisation exceptionnelle du fonds SRU pour la production de logements sociaux
- ✓ Les travaux
- ✓ Les minorations

4.2- Le fonctionnement courant de l'établissement
4.3- Le personnel
4.4- Les dépenses d'investissement

5- LES STOCKS

6- CONCLUSION

1-CONTEXTE

Ce budget 2024 a été conçu conformément et dans la continuité des orientations et actions de l'établissement déterminées dans son Programme Pluriannuel d'Intervention (PPI) 2023-2027 approuvé lors du conseil d'administration du 24 novembre 2022.

La trajectoire budgétaire 2024 s'inscrivait dans un contexte de crise immobilière à la fois conjoncturelle et structurelle. Conjoncturelle, du fait des effets conjugués de l'inflation et de la hausse des taux d'intérêt et structurelle, par la rareté des logements là où il en faudrait. Avec pour conséquence des loyers chers et des prix parfois inabordables. La hausse du prix des matières premières a conduit à une hausse du coût de la construction sur un foncier déjà cher ne permettant pas de produire des logements à prix abordable. Dans ce contexte, l'établissement entendait maintenir son niveau d'intervention foncière pour répondre aux enjeux de demain en matière de logement.

Ainsi l'établissement a notamment mené une réflexion, avec les services de l'Etat, sur une mobilisation appropriée du fonds SRU pour répondre à cette crise qui a permis d'aboutir à la signature d'une convention de partenariat, le 12 avril 2024, avec M. Étienne GUYOT, préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la Gironde et M. Sylvain BRILLET, directeur général de l'Établissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine (EPFNA).

Au troisième trimestre 2024, malgré quelques premières inflexions de tendance, la conjoncture de l'immobilier reste très dégradée. Les conditions de financement s'améliorent avec la poursuite du fléchissement des taux d'intérêt. La demande de crédits se redresse et le rebond de la production de crédits nouveaux se confirme. Le recul du nombre de transactions dans l'ancien continue de ralentir, les prix se stabilisent et les ventes aux particuliers de logements neufs se redressent à nouveau.
En revanche, le nombre des autorisations et des mises en chantier demeurent à des niveaux particulièrement bas et les mises en ventes continuent de reculer. L'emploi salarié poursuit son recul dans les secteurs des activités immobilières, de la promotion immobilière et du bâtiment. Les perspectives d'activité continuent de se détériorer dans le bâtiment tandis que celles, très dégradées dans la promotion immobilière, tendent à être un peu moins pessimistes (*source Données et études statistiques du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires*).

Ces difficultés doivent amener les services de l'Etat, les établissements publics fonciers et l'ensemble des opérateurs à concentrer leurs efforts pour amplifier la production de logements et créer un « choc d'offres ». Le contexte appelle en particulier à prendre des mesures décisives pour accélérer les projets de construction et à une mobilisation sans faille.

La priorité est donc de relancer l'offre de logements en actionnant, par tous les leviers, la construction de nouveaux logements. Pour amortir cette crise, le Gouvernement a annoncé plusieurs mesures visant notamment à soutenir la construction de 75 000 logements intermédiaires dans les zones marquées par une forte tension immobilière, et à accélérer la production de 30 000 logements dans 22 territoires engagés pour le logement (dont sur Bordeaux Métropole : OIN Euratlantique et La Jallère).

En parallèle Bordeaux Métropole a annoncé une enveloppe de 35M€ pour aider à la construction de logements sociaux sur son territoire (2024 et 2025).

En avril 2024, il a été demandé, par le Gouvernement, à l'ensemble des EPF d'Etat (*Cf. courrier du 29 avril 2024*) de tout mettre en œuvre en lien avec les collectivités pour accélérer les cessions de foncier afin de permettre le lancement d'opérations d'aménagement et de construction de logements neufs.

Ainsi, il a été fixé pour 2024 à l'ensemble des établissements fonciers un objectif de 17 000 logements pour les cessions de foncier et il est également demandé d'accélérer l'acquisition de nouveaux fonciers avec un

objectif de 1 Md€ d'acquisitions en 2024, correspondant à une production d'environ 25 000 logements pour les années suivantes.

A ce titre, il est proposé de mobiliser, lorsque les circonstances le nécessitent, les capacités financières de l'établissement par des minorations foncières pour relancer les opérations bloquées. Il est également demandé de mobiliser les ressources et l'expertise des EPF d'Etat afin d'accompagner les 22 territoires engagés pour le logement et les 74 premiers lauréats du programme de transformation des zones commerciales qui sont présents sur l'ensemble du territoire national.

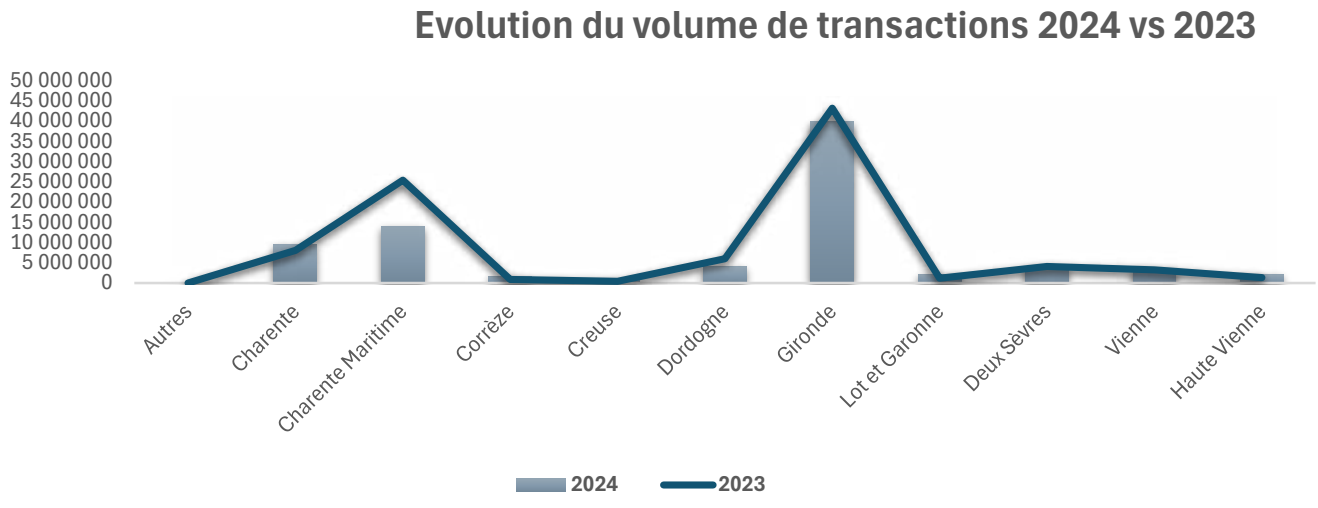
En vue de répondre à cette commande, l'EPFNA a mené le plan d'actions suivant :

- Intervention sur des opérations bloquées avec des permis de construire délivrés, par une maîtrise foncière des terrains sous promesse de vente. Cette intervention permet de sécuriser le foncier et d'envisager des phasages de construction adaptés.
- Signature d'un projet de contrat territorial pour le territoire de Bordeaux Métropole.
- Mobilisation exceptionnelle du fonds SRU (voir ci-après)
- Abandonner les pénalités de retard dues par des organismes de logement social en raison de la difficulté à recruter des entreprises de construction.
- Suppression de la caution bancaire ou toute forme d'indemnité d'immobilisation pour les cessions aux bailleurs sociaux lors de la signature d'une promesse de vente, en cas de non-réalisation de l'opération et ce jusqu'à fin 2025.

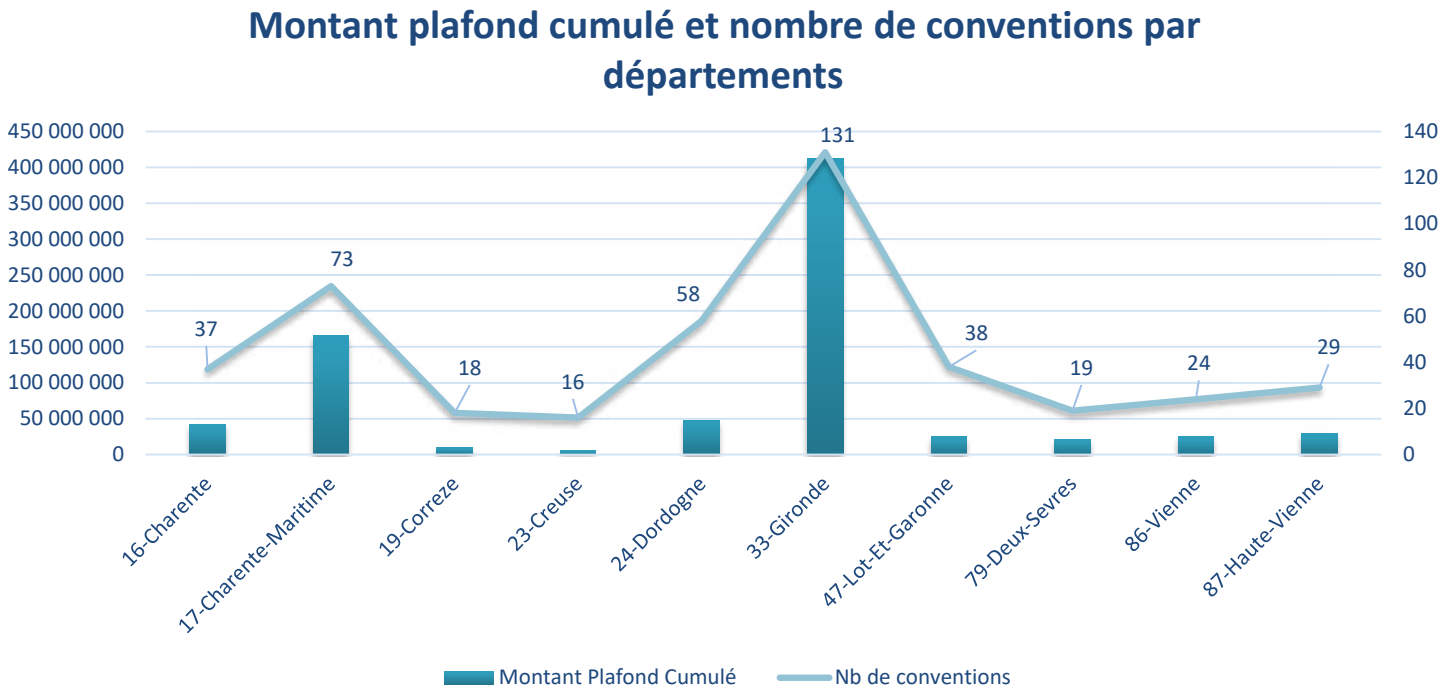
Dans un contexte de conjoncture de l'immobilier qui demeure dégradée et face aux objectifs fixés lors du vote du budget initial 2024, l'établissement a résisté au choc conjoncturel qui affecte tout le secteur depuis 2022 en maintenant un niveau d'activité opérationnelle ; sur le volume d'engagement d'intervention foncière en dépenses ; sensiblement supérieure à 2023 (*+21% en Autorisation d'Engagement – AE*).

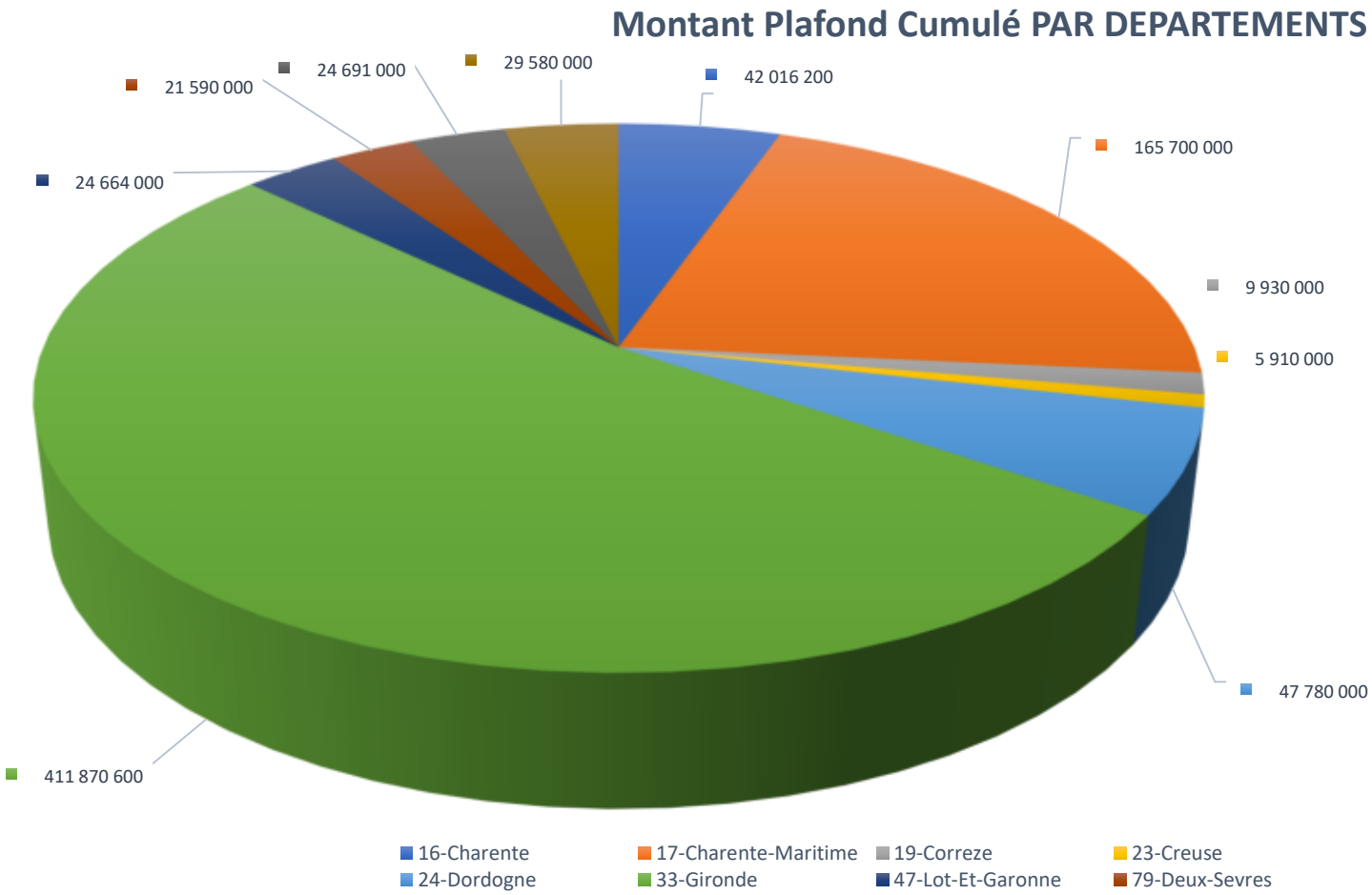
	BI	Exécuté-AE	*tx exécution AE*	Exécuté-CP	*tx exécution CP*
2022	64,1	55,5	*87%*	52,7	*82%*
2023	72,0	51,0	*71%*	50,3	*70%*
2024	75,0	69,0	*92%*	49,8	*66%*

De même et après une année 2022 exceptionnelle en matière de cessions foncières (*41.16 M€ pour un budget de 30 M€*), l'année 2024, à l'instar de 2023, confirme un retour à la normale pour s'établir à un niveau équivalent à 2023 : 20.7 M€ pour un budget de 37.9 M€. Une analyse plus fine sur le volume financier des transactions (*acquisitions + cessions / source stocks*) dénote un léger recul de 15% sur 2024 vs 2023 : respectivement 81.38 M€ contre 93.74 M€.



Plus globalement à l'échelle du conventionnement au 31.01.2025, l'EPF de Nouvelle Aquitaine pilote et coordonne approximativement 836 projets pour 444 conventions actives et pour un montant plafond cumulé de dépenses d'un peu plus de 783 M€.





1. L'intervention du commissaire aux comptes

L'EPF de Nouvelle Aquitaine a recours à un commissaire aux comptes depuis 2022 (délibération n°CA-2022-031 du conseil d'administration du 28 juin 2022) en vue de la certification légale de ses comptes pour les exercices 2022 à 2024. Cette démarche qui s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la qualité des comptes, constitue un levier décisif de qualité financière. Au-delà de son objectif premier de régularité, elle permet de remettre à plat les procédures, le rôle des acteurs et de garantir le correct déploiement des dispositifs de maitrise des risques.
Le commissaire aux comptes a présenté au Conseil d'Administration du 14 mars 2024 **sa seconde certification des comptes sans réserve pour l'exercice 2023**.

2. Les faits marquants de l'année

- **Signature des 12 contrats de mixité (CMS) de Gironde - 6 février 2024 :**

En présence d'Etienne Guyot, préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, de Pierre Hurmic, maire de Bordeaux, et de représentants de Bordeaux Métropole et du département de la Gironde, délégataires des aides à la pierre.
L'EPFNA est pleinement mobilisé pour accompagner ces communes dans la production de logement social, en agissant en priorité sur le foncier déjà urbanisé. Il n'est pas signataire mais partenaire de ces contrats. Le CMS est signé par les communes, l'Etat et tous les partenaires concernés dans l'objectif de faciliter le rattrapage du déficit entre l'offre et la demande de logement locatif social dans les communes déficitaires au titre de l'article 55 de la loi SRU.
Il permet notamment de lisser et d'adapter le calcul du nombre de logements sociaux à produire dans chaque commune, de rappeler l'engagement de la commune à produire des logements HLM et de coordonner l'intervention des différents partenaires.





- **Pose de la première pierre résidence Léonie Chaptal à Libourne - 7 février 2024 :**

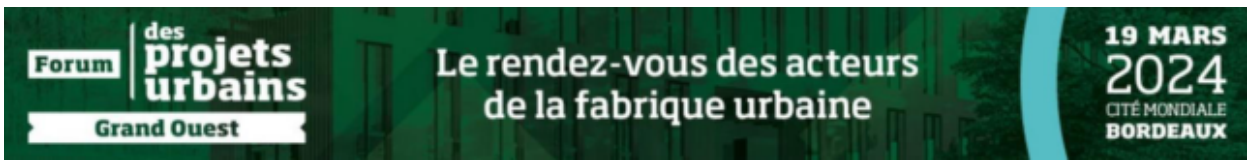
Laurence Rouède, présidente de l'EPFNA, a participé, avec Sylvain BRILLET, directeur général, à la pose de la première pierre de la résidence Léonie Chaptal à Libourne (33) le 7 février dernier. Cette opération offrira 37 logements locatifs sociaux au deuxième trimestre 2025, en construction neuve et rénovation, réalisés par Aquitanis - Office public de l'habitat de Bordeaux Métropole sur un foncier auparavant occupé par le GRETA et d'anciens logements militaires. Il s'agissait d'intervenir sur un site stratégique sous-exploité pouvant susciter une dynamique d'ensemble dans le cadre du programme Action Cœur de Ville. L'EPFNA a été mobilisé par la mairie de Libourne pour mener l'acquisition foncière par exercice du droit de priorité sur une partie du bien.





- **Forum des Projets Urbains Grand Ouest (FPU) Bordeaux - 19 mars 2024 :**

L'EPFNA était présent au Forum des Projets Urbains Grand-Ouest à la Cité Mondiale de Bordeaux le 19 mars dernier.
Dans le prolongement du Forum des Projets Urbains organisé depuis 20 ans à Paris, Innovapresse consacre chaque année une édition au Grand Ouest pour offrir aux acteurs régionaux un lieu d'informations et d'échanges sur le thème de l'aménagement du territoire. « Le recyclage urbain, la norme de demain » était au cœur de l'édition 2024 et nombreux étaient les collectivités et opérateurs qui sont venus nous rencontrer et participer à notre atelier intitulé « Entre ville et campagne, entre mer et montagne, l'EPFNA, l'outil pour développer vos projets de territoire », animé par Alexandre VILLATTE, directeur général adjoint de l'EPFNA.



- **Atelier au SELAQ Bordeaux – 22 mai 2024 :**

Alexandre VILLATTE et Sylvain BRILLET ont animé un atelier de 14h30 à 15h30 à l'occasion du Sélaq (Salon des élus locaux et agents publics de la Nouvelle-Aquitaine) le 22 mai 2024 au Palais 2 l'Atlantique à Bordeaux-Lac.
Au programme :
En réponse à des enjeux sans cesse plus nombreux, l'EPFNA dispose de capacités techniques, juridiques et financières pour appuyer la définition et la sortie opérationnelle de vos projets immobiliers et urbains dans 10 départements de la Nouvelle-Aquitaine. Dans un contexte en tension, il adapte sa stratégie d'intervention pour soutenir le développement des territoires dans toute leur diversité. Soutien à la production de logement social dans les zones tendues, recyclage des friches et des grands fonciers, revitalisation des territoires en déprise : l'atelier propose un tour d'horizon de l'actualité de l'EPFNA, avec le témoignage d'élus de Nouvelle-Aquitaine.



- **Diffusion du 1er Rapport ruralité :**

Le premier rapport ruralité de l'EPFNA est disponible. L'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine accompagne depuis 15 ans les communes rurales de la région dans leurs projets en les aidant à franchir la marche du foncier.

Ce premier rapport de l'EPFNA sur le thème de la ruralité fait suite à la conférence sur l'avenir et les perspectives de développement des territoires ruraux donnée à l'occasion des 15 ans de l'établissement en juin 2023. Il est le fruit d'un travail d'équipe incluant les collaborateurs de l'EPFNA, les administrateurs et les maires ruraux et poursuit un double objectif :

- ❖ Approfondir le socle commun de connaissances relatif aux espaces ruraux que l'EPFNA acquiert et cultive au fil de ses interventions (éclairage sur les définitions de ces espaces, sur leurs variétés et réalités ainsi que sur les défis qui se présentent à eux).
- ❖ Explorer et détailler les pratiques de l'EPFNA sur ces territoires, les partenariats existants ou futurs, les nouvelles voies d'intervention pour répondre à la question : quel modèle de développement pour les territoires ruraux ?

- **Montmorillon (86) - Participation au Printemps des cartes, le festival de cartographie – 23 mai 2024**

Le Printemps des cartes et un festival de cartographie et de toutes les représentations géographiques ouvert à tous qui rassemble pendant 4 jours habitants, curieux de tous âges, citoyens, publics scolaires (du primaire à l'Université), associations, simples usagers, créateurs et passionnés de cartes. Organisé depuis 2018 par l'Université de Poitiers, en collaboration avec la Maison des Jeunes et de la Culture Claude Nougaro de Montmorillon et l'Espace Mendès France de Poitiers, le Printemps des cartes 2024 a élu domicile à Montmorillon. L'EPFNA y a animé un atelier le jeudi 23 mai intitulé : Foncier invisible, où se cache la ville de demain ? L'occasion pour l'Établissement de présenter sa mission et ses connaissances cartographiques au travers de son outil web SIG «mon territoire carto», outil précieux pour les professionnels de l'aménagement du territoire puisqu'il favorise le décloisonnement de l'information au sein des différents services en répondant à la fois aux services techniques, aux élus et aux citoyens, avant de conclure avec un travail sur carte invitant les participants à repérer le foncier disponible en centre-ville de Montmorillon.

- **Réhabilitation du quartier de la Robinière – juillet 2024**

Le quartier de la Robinière à Royan (17) héberge, depuis les années 1970, quatre immeubles construits par le bailleur social Habitat 17 qui, malgré une première réhabilitation en 1990, sont dans un état peu satisfaisant vis-à-vis de ses occupants. Ces immeubles sont situés au milieu d'une zone sans véritable affectation, en outre, les espaces situés au pied des immeubles ont fait l'objet d'envahissements par des gens du voyage.
La Ville, Habitat 17 et l'État ont souhaité que ces immeubles puissent faire l'objet d'une requalification et qu'un véritable quartier soit créé. C'est dans ces conditions que, dans le PLU approuvé en juin 2008, la commune avait instauré une zone de « gel » à destination d'habitat. Il s'agissait de pouvoir geler la constructibilité éventuelle de ces terrains, dans l'attente de la définition d'un projet d'aménagement global. Plusieurs pistes ont été évoquées, comme la réhabilitation pure et dure ou bien la démolition et la reconstruction.
La Ville a sollicité l'EPFNA aux fins d'acquérir des fonciers à côté des immeubles actuels, pour proposer une véritable opération de requalification. A l'issue d'une consultation, la candidature de Nexity et d'Habitat 17 a été retenue.
Sur ce quartier, les 88 logements locatifs sociaux seront détruits et 120 logements seront construits dont 68 logements locatifs sociaux. Il est en effet apparu que 120 logements était le nombre maximal susceptible d'être construit et que 68 logements locatifs sociaux étaient la « jauge » maximale admissible pour créer un cadre de vie plus aéré et plus agréable à vivre pour les occupants du futur site, et permettre une expression architecturale et urbaine satisfaisante, propice au changement de regard sur ce quartier.



- **Congrès USH 2024 – Réseau des EPF d'Etat – septembre 2024**

Le Congrès USH est l'événement annuel du secteur HLM ! Il rassemble les décideurs des organismes Hlm autour de réflexions sur les grandes orientations et priorités d'action pour le secteur du logement social. L'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine (EPFNA) était présent sur le stand du Réseau National des EPF d'Etat pour le 84e congrès HLM de l'Union Sociale pour l'Habitat, qui s'est déroulé cette année du 24 au 26 septembre à Montpellier.

- **Congrès des notaires à Bordeaux - 27 septembre 2024**

L'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine (EPFNA) était présent au congrès des notaires à Bordeaux au cours duquel les différentes thématiques suivantes ont été évoquées : Mieux appréhender les risques naturels et environnementaux, maitriser et délivrer l'information utile ; Proposer des solutions concrètes et effectives à la réalisation et à la réussite de opérations immobilières en tenant compte des enjeux environnementaux liés au changement climatique, tout en préservant la nature et la biodiversité ; Refondre l'urbanisme sur les bases du développement durable, tenir compte des externalités positives, mettre en œuvre la séquence ERC (Eviter – Réduire – Compenser) ; Simplifier les procédures en matière d'urbanisme ; proposer, à l'heure du ZAN, des solutions de réappropriation de l'existant, de densification des territoires dans le respect de la nature.

- **Reconversion de la friche de la STAR à Châtellerault – 22 octobre 2024**

Les acteurs de la reconversion de la friche Star de 2,5 hectares, ancienne société de transports à l'abandon depuis plusieurs années à Châtellerault (vienne - 86), et les représentants de l'Etat se sont réunis jeudi 17 octobre dernier à l'occasion d'une signature symbolique -> la Préfecture de La Vienne, l'ADEME Nouvelle-Aquitaine, Grand Châtellerault et l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine (EPFNA) ont ainsi démontré leur volonté commune de revaloriser cette friche d'activité polluée en une opération de renouvellement urbain, le long d'un axe d'entrée de ville de Châtellerault, en plein cœur du tissu urbain.

La matinée s'est poursuivie avec une visite sur site pour une présentation des travaux menés par l'EPFNA :

- ✓ Phase 1 : sécurisation, curage du site, déconstruction des ruines immobilières de 2 400 m2 et lancement de l'opération de désamiantage
- ✓ Phase 2 : dépollution du site, confiée à l'entreprise de travaux Brézillon pour ses solutions innovantes

L'EPFNA, qui dispose d'une forte expertise en matière de gestion et de recyclage de fonciers en friche, a acquis le foncier de la Star en 2019 et poursuit depuis des travaux de remise en état dans l'objectif de livrer un terrain prêt à l'emploi à un opérateur d'ici début 2025, en l'espèce Vertigo, pour la réalisation d'un multiplexe de loisirs attractif.







- **Reconversion de friches : participation de l'EPFNA à la démarche Atelier des Territoires sur le site SNPE à Angoulême – novembre 2024**

L'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine (EPFNA) participait le 20 novembre dernier à l'atelier 1er de la démarche nationale ATELIER DES TERRITOIRES sur le site SNPE (ancienne Poudrerie Nationale) à Angoulême (16), organisé par la direction départementale des territoires de Charente et l'agglomération de Grand Angoulême, pilotée par la Direction Générale de l'Aménagement du Logement et de la Nature dont le site SNPE d'Angoulême est lauréat.
L'Atelier des territoires propose aux acteurs locaux de partager leur expertise et d'élaborer collectivement une vision d'avenir à partir des atouts et des ressources locales, des dynamiques et des coopérations inter-territoriales.

L'objectif : articuler des visions d'avenir et des réalités sur cet espace d'opportunités de + de 170 ha et re-grouper de nombreuses compétences et expertises pour aborder les questions de patrimoine, de nature et d'industrie. Pour cela, les participants étaient invités à une visite comprenant plusieurs points d'arrêt alimentés d'une présentation thématique des différents enjeux le matin, puis un travail sur table l'après-midi.

Après plusieurs mois de négociation ayant notamment permis de baisser significativement le prix d'achat, l'acquisition de ce site d'envergure est intervenue le 19 décembre 2024 au prix 6 100 000 € HT soit un prix convenant à l'évaluation réalisée par le service de France Domaine mais sans avoir recours à la marge de 10% de négociation qui avait été donné.
Les conditions de cette acquisition ont été validées en conseil communautaire à l'agglomération d'Angoulême.

- **Signature contrat territorial en faveur de la transition énergétique et la production de logements sociaux en Nouvelle-Aquitaine – 5 décembre 2024**

L'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine (EPFNA) est heureux de s'inscrire aux côtés de l'ensemble des acteurs mobilisés en faveur du logement en Nouvelle-Aquitaine avec la signature du contrat territorial en faveur de la transition énergétique et de la production de logements sociaux, qui s'est tenue hier dans les Salons d'Honneur de l'Hôtel Métropolitain aux côtés de la présidente de Bordeaux Métropole Christine Bost, du Préfet de région Etienne GUYOT, du président d'Action Logement et de l'Union régionale Hlm en Nouvelle-Aquitaine.

- **La reconversion des friches – La méthode SVP - 11 décembre 2024**

L'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine (EPFNA), qui accompagne de nombreuses communes dans leurs ambitieux projets de reconversion de sites, a mis en place un processus commun de gestion des friches à adapter à chaque contexte. Cette méthodologie de travail appelée « méthode SVP » est un outil de stratégie foncière qui contribue à la lutte contre l'artificialisation des sols en répondant aux besoins des territoires et aux ambitions des communes qui engagent des opérations de reconversion de leurs friches.
Elle se décompose en **3 phases** qui consistent à :

1. **S**ÉCURISER et STABILISER le site pour éviter qu'il ne se dégrade davantage,
2. **V**ALORISER le site avec la mise en place d'un plateau témoin permettant de VOIR LES POSSIBLES,
3. **P**ROMOUVOIR, PROSPECTER et PARTAGER en approfondissant le travail engagé par la commune pour identifier les potentiels acquéreurs et les associer à la méthodologie.



3. La création d'un outil de portage foncier de long terme - Projet d'une filiale : La foncière

En partenariat avec la Banque des Territoires, l'objet de la filiale serait de constituer des réserves foncières sous maitrise publique en complément de l'offre de service de l'EPFNA.
L'offre actuelle de l'EPFNA porte sur du portage foncier limité à 8 ans sur des fonciers où l'intention et la programmation sommaire du projet existent dans un cadre conventionnel avec une collectivité garante.
L'offre complémentaire via une filiale serait de :

- ✓ Constituer des réserves foncières stratégiques.
- ✓ Avec un portage allant au-delà de 8 ans.
- ✓ Lutter contre la pression foncière en milieu urbain dense.
- ✓ Avec des projets non obligatoirement définis mais avec un potentiel de développement urbain important.
- ✓ Pouvoir répondre rapidement à de la maîtrise foncière à l'initiative de l'EPFNA et en dehors d'une garantie de rachat collectivité.

La création de cet outil commun à l'EPFNA et à la Banque des Territoires s'inscrit dans une logique de complémentarité :

- ✓ Des SEM d'aménagement : L'EPFNA n'est pas aménageur et la foncière en question n'a pas vocation à porter en propre les missions d'aménagement. La valorisation des fonciers portés devra passer par des mécanismes indirects (bail à construction, bail emphytéotique…).
- ✓ Des SAS foncières : Les SAS foncières créées sur le territoire sont des outils de portage immobilier, pas de portage foncier. Contrairement à elles, cet outil ne sera pas une foncière de revitalisation de centre-ville et en ce sens ne visera pas des cellules commerciales. Elle visera des projets d'une taille significative.

4. Mobilisation exceptionnelle du fonds SRU pour la production de logements sociaux

Étienne GUYOT, préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la Gironde et Sylvain BRILLET, directeur général de l'Établissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine (EPFNA) ont signé le vendredi 12 avril 2024 une convention de partenariat visant à la mobilisation exceptionnelle du fonds SRU (solidarité au renouvellement urbain) sur les années 2024 et 2025 : 9,5 millions d'euros permettront de soutenir la production de 2 300 logements sociaux en Nouvelle-Aquitaine.

Cette convention est le fruit d'un investissement fort de l'EPFNA depuis le mois d'octobre 2023, en partenariat avec les services de l'Etat (DDT-M, DREAL et SGAR) qui se poursuit encore aujourd'hui.

Venant s'ajouter au dispositif de minoration habituel de l'EPFNA, cette convention dotée de 9,5 millions d'euros permettra à l'EPFNA à titre dérogatoire d'accompagner sur deux ans les organismes de logements sociaux dans son territoire de compétence, et ce en contrepartie d'un démarrage des travaux en 2024 ou en 2025 et de renforcer l'accompagnement dans les communes soumises à la loi SRU et les communes tendues ainsi que certaines opérations, en zone détendue, s'inscrivant dans une politique publique de redynamisation territoriale.

Au regard de l'importance des demandes d'aide formulées par les bailleurs sociaux, le Conseil d'administration du 9 octobre 2024 avait également décidé d'augmenter de 2,24 M€ la disponibilité des fonds pour les enveloppes n° 1 et n°2 (fongibles en application de l'article 2-1 de la convention de coopération), la portant ainsi de 9,5 à 11,74 M€ afin de renforcer l'action contracyclique du dispositif.

Cette convention visant à la mobilisation exceptionnelle (hors actions usuelles de l'EPFNA) du fonds SRU sur les années 2024 et 2025, prévoit d'intervenir sur 3 types d'aides (*l'enveloppe 2 est fongible vers l'enveloppe 1*) :

- ✓ **5.24 M€ - Enveloppe 1** - Communes SRU en zones tendues (hors foncier EPFNA) - Aide financière directe au bailleur
- ✓ **5 M€ - Enveloppe 2** - OIN Bordeaux-Euratlantique - Aide financière directe au bailleur

- ✓ **1.5 M€ - Enveloppe 3** - Communes en zones détendues (foncier EPFNA) – Minoration sur foncier EPFNA

Les critères d'éligibilité des projets retenus dans la convention de coopération sont :

- ✓ Opération dont le bailleur social est maître d'ouvrage ou co-maître d'ouvrage ;
- ✓ Démarrage des travaux au plus tard le 31 décembre 2025 ;
- ✓ Projet répondant à l'objectif de densification des constructions et de consommation parcimonieuse du foncier disponible en utilisant de façon maximale la constructibilité permise par le document d'urbanisme ;
- ✓ Optimisation économique du projet tant en recettes qu'en dépenses permettant de démarrer la construction tout en préservant au mieux les résultats à atteindre en matière environnementale.

Après sollicitation des bailleurs, de nombreuses demandes ont été déposées ce qui a nécessité des analyses approfondies et des arbitrages par l'EPFNA et les services de l'Etat.

5. <u>Les actions de l'établissement dans le cadre de sa politique RSE</u>

L'année 2024 a été marquée dans nos engagements RSE par :

- ✓ La réalisation du 3ème rapport RSE qui a regroupé toutes les informations concernant nos enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance interne, sur nos opérations et avec nos parties prenantes. Ce rapport nous permet comme chaque année de suivre des données objectives et chiffrées afin d'être toujours dans une optique d'amélioration continue de nos pratiques.

- ✓ L'organisation de notre Café RSE permet de rappeler notre stratégie et nos nouveaux enjeux de performances environnementales des EPF en termes de sobriété foncière, de lutte contre l'érosion de la biodiversité, de prévention et recyclage des déchets.

- ✓ Le développement de notre plan de mobilité durable : avec l'entrée dans une démarche de labélisation « Objectif Employeur Pro-Vélo » afin de développer la pratique du vélo (test de VAE, formation sécurité, mise en place de stationnement…), l'achat et la mise à disposition d'un vélo pliant pour les déplacements professionnels avec casque et gilet haute visibilité et du matériel d'entretien et réparation ; avec toujours en place le Forfait Mobilité Durable pour les collaborateurs à hauteur de 500 € ; l'animation d'un « café mobilité » pendant la semaine européenne de la mobilité, un « ¼ h sécurité » sur la sécurité à vélo et le défi Mai à vélo relevé par l'Etablissement. A aussi été créé, un guide sur les modes de déplacements durables à Poitiers et Bordeaux afin d'inciter et faciliter les choix des collaborateurs.

- ✓ La poursuite de notre stratégie en matière de numérique responsable avec l'organisation d'une semaine de nettoyage numérique "le Digital Clean Up week" afin de diminuer notre empreinte numérique.

- ✓ La mise en place d'actions sur le sujet de nos déchets avec la mise en place d'une box afin de collecter les déchets numériques/informatiques et les envoyer vers une structure de l'économie circulaire reconnue par l'Etat (Ecologic). Nous avons également changé de prestataire pour le traitement de nos mégots, l'organisme retenu est aussi un acteur de l'économie circulaire qui utilise un procédé innovant sans eau.

- ✓ L'adhésion au cluster construction et aménagement durable Odeys et poursuite des échanges avec la communauté Eviter Réduire Compenser portée par l'Agence Régionale de la Biodiversité.

- ✓ Des actions QVCT (Qualité de Vie et Conditions de Travail) organisées par le groupe de travail du même nom et le service RSE :

- Fabrication de « bombes à graines »,
- Massage assis (avec participation financière du CSE),
- Coaching sportif (pilâtes et renforcement musculaire) + achat de tapis et élastiques,
- Renouvellement de la mise à disposition d'un panier de fruits chaque semaine,
- Le lancement de notre participation au concours photos inter-EPF (mi-juin).

✓ La sensibilisation des collaborateurs avec les différentes semaines thématiques :

- Semaine Européenne du Développement Durable, il a été proposé aux collaborateurs de calculer leur empreinte carbone à l'aide de l'outil de « Nos gestes climat » et de partager des actions d'amélioration.
- Semaine Européenne de la Réduction des Déchets, création collective d'une « frise anti-gaspi » qui a permis aux collaborateurs de partager leurs astuces et une activité de fabrication de gâteaux à la peau de banane.

6. <u>La poursuite du plan de transformation de l'établissement</u>

La direction générale a poursuivi la mise en œuvre du plan de transformation initié en 2019. L'année 2024 a vu le lancement de la dernière phase « Cap vers 2026 ».

L'objectif définit par le directeur général est : « Après avoir achevé notre transformation organisationnelle à l'été 2025, je veux que l'EPFNA soit en ordre de marche pour répondre aux enjeux post municipales de mars 2026 et obtenir un bon bilan PPI 2027. En mesure de définir un PPI 2028-2032 qui réponde aux attentes de nos territoires. ». Pour ce faire, l'établissement suit 3 axes de progression :

- Finalisation de la réorganisation,
- Poursuite de la standardisation et de la simplification des process ; appropriation des nouveaux outils et process,
- Développement d'une culture d'entreprise reconnue, basée sur nos 5 valeurs.

Un nouvel organigramme de notre structure synthétise cette réorganisation.
Il acte la disparition des deux pôles « foncier » et « ressources », la place et le rôle des membres de la direction générale et le positionnement des collaborateurs qui ne sont pas au sein d'un service ou d'une direction.
Ainsi, les deux directeurs généraux adjoints sont légitimes à intervenir sur l'ensemble des actions de l'établissement et auprès de tous les salariés, le code couleur entre le rouge et le bleu permet de différencier le positionnement hiérarchique des uns et des autres, ainsi réparti entre "support" et "opérationnel" (DGA opérationnel (AV) et DGA support (CB).
Les neuf collaborateurs qui ne sont pas au sein d'une direction ou service sont rattachés directement aux trois membres de la direction générale, et bénéficient eux aussi d'un code couleur représentant le rattachement hiérarchique.
Cette organisation doit permettre plus de souplesse, d'efficacité et d'agilité dans nos actions de tous les jours.

Réorganisation des équipes opérationnelles :

Les directions territoriales (DT) ont été redimensionnées afin d'être toutes alignées sur une structure homogène, permettant un meilleur management des collaborateurs. Ainsi l'ajustement des périmètres spatiaux des directions territoriales a vu le passage de 4 à 6 DT :

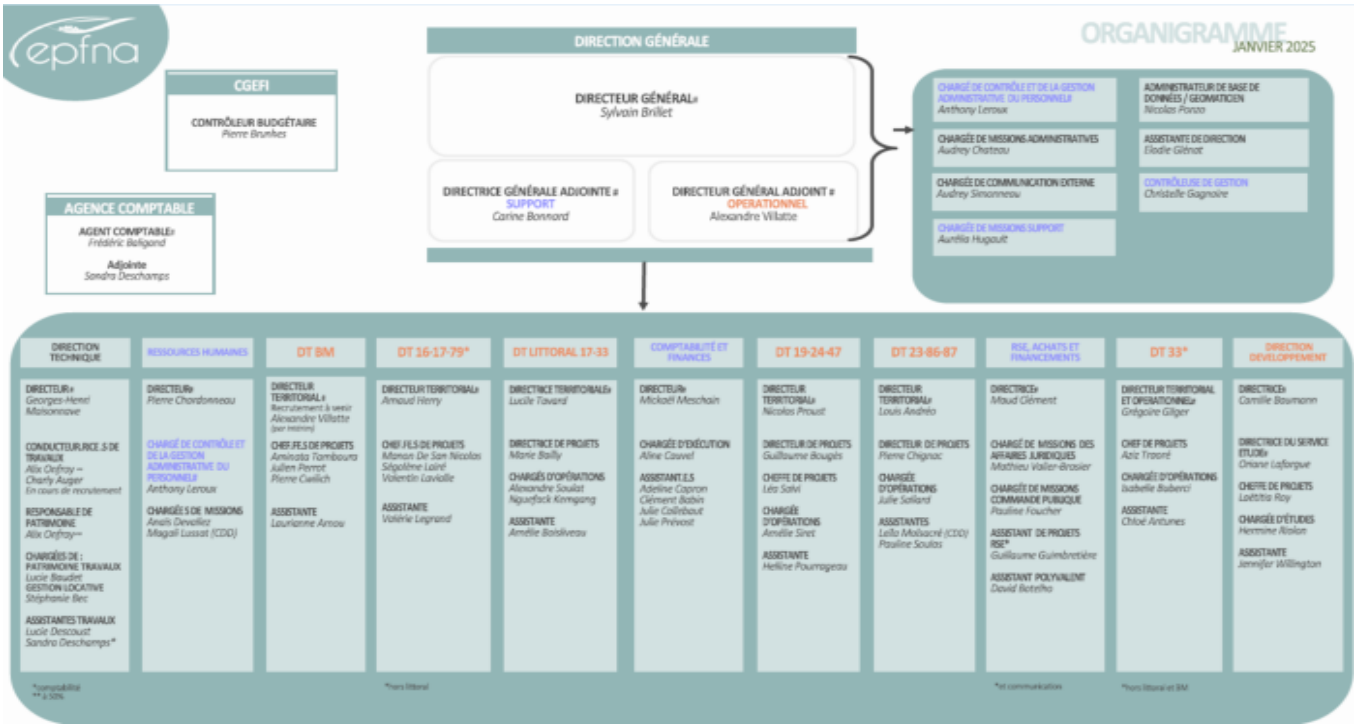
- Création d'une DT dite littorale au 1er avril 2024 avec la nomination d'une directrice ;
- Création d'une DT dite Bordeaux Métropole (BM) au 1er décembre 2024 avec le recrutement d'un directeur, qui prendra ses fonctions le 1er avril 2025 ; l'intérim est assuré par le DGA opérationnel.
- Création le 2 décembre 2024 d'une direction développement pour encadrer et participer à l'ensemble du champ de production de développement de projets immobiliers et fonciers, portés par l'établissement et ses partenaires collectivités. La directrice, manage une équipe composée du service études

et du service conventionnement, nouvellement créé avec l'arrivée en mobilité interne d'une collaboratrice. De même a été créé le poste d'assistant de la direction développement occupé, grâce à la mobilité interne.

- Création le 2 décembre 2024 d'une direction technique pour affirmer le métier « travaux » comme un des piliers des métiers EPF, au même titre que le foncier. Le directeur, gère une équipe composée du service patrimoine et du service travaux à proprement parlé. Ce dernier est fort de 2 conducteurs de travaux. Le 3e est en cours de recrutement. Il bénéficie de l'appui de 2 assistantes ; une à temps plein, l'autre à mi-temps avec l'agence comptable. Conformément aux préconisations de l'audit externe, le service patrimoine a été réorganisé. Cela s'est traduit par le maintien de la gestion en interne et la spécialisation des 3 gestionnaires, dont une recrutée pour la partie comptabilité et affectée au service comptabilité et finances.
- Fin du service « partenariat et innovation », à la suite du départ de la directrice le 3 juin 2024.
- Création d'un poste de cheffe de projet au sein de la direction développement pour accompagner les opérationnels dans l'amélioration de l'analyse et la définition des projets, dès la sollicitation des collectivités, dans le respect de nos objectifs et effectuer un contrôle qualité de la rédaction des conventions qui en découle. Ce poste vise également à donner une impulsion en interne pour garantir les attendus de l'EPFNA en matière de définition des projets, conformément aux objectifs stratégiques portés par les tutelles de l'établissement, et au moyen d'un contrôle de qualité ainsi renforcé. Il contribuera enfin à harmoniser les pratiques au sein de l'EPFNA tout en tenant compte de la riche diversité d'intervention sur l'ensemble du territoire régional.
- Création d'un poste de chargée de mission auprès de la Dga support.
- 7 promotions internes : 5 femmes et 2 hommes.
- Lancement en décembre 2024 du recrutement d'un(e) chargé(e) de missions coordination, qui devra assister le DGA opérationnel et assurer la gestion des déplacements des opérationnels.

Réorganisation des services support :

- Recrutement au 1er juillet 2024 d'un chargé de contrôle de gestion sociale (CGS) et de la gestion administrative du personnel. Il accompagne la direction générale dans la préfiguration du service " coordination, pilotage et contrôle interne", veille à la bonne application des procédures et consignes " RH "existantes. Il a la charge de la cartographie des risques afférents au CGS, de l'actualisation du document unique, et de la supervision des organigrammes nominatifs fonctionnels. Concernant la partie gestion du personnel, il contribuera à la partie gestion administrative du personnel. Ce recrutement fait suite au départ de la chargée de missions GEPP le 6 avril 2024.
- Recrutement d'une chargée de missions support le 16 décembre 2024, qui assiste la DGA support.



2- LES DONNEES GÉNÉRALES

En dépit d'une conjoncture très dégradée, le solde budgétaire de l'exercice 2024 est excédentaire de 4 987 268 € pour un déficit prévisionnel de - 7 673 638 €. Pour rappel et malgré les difficultés de prévision des acquisitions foncières et du ralentissement de la dynamique de croissance, le budget initial 2024 de l'action foncière de l'établissement s'inscrivait dans un rôle contracyclique (poursuite de l'action foncière) avec un degré de vigilance sur les niveaux de prix. Les résultats obtenus s'écartent quelque peu de la trajectoire initiale mais globalement les engagements pris sont conformes à la budgétisation 2024.

On constate certes, une stabilisation des dépenses d'intervention ; d'un niveau identique à l'exécution budgétaire 2023 (50 M€ en crédits de paiement) ; néanmoins le budget de l'intervention foncière alloué au titre de l'exercice 2024 en crédits de paiement est sous-consommé (-34 %) s'expliquant par un certain nombre d'opérations n'ayant pu aboutir sur l'exercice 2024 mais pour lesquelles les engagements sont d'ores et déjà pris. En effet, ce constat est à nuancer compte tenu du niveau d'exécution budgétaire en autorisation d'engagement de l'ordre de 92 % qui dénote de l'impact positif du plan d'actions que mène maintenant depuis plusieurs mois l'établissement qui plus est dans un contexte économique dégradé (y.c. mobilisation exceptionnelle du fonds SRU).

Les recettes propres sont sous-consommées (taux d'exécution 56%) s'expliquant par un niveau de recettes de cessions foncières perçues bien moindre que celui attendu et d'un rang approximativement identique à 2022 et 2023 qui trouve notamment son origine dans le contexte de conjoncture immobilière particulière.

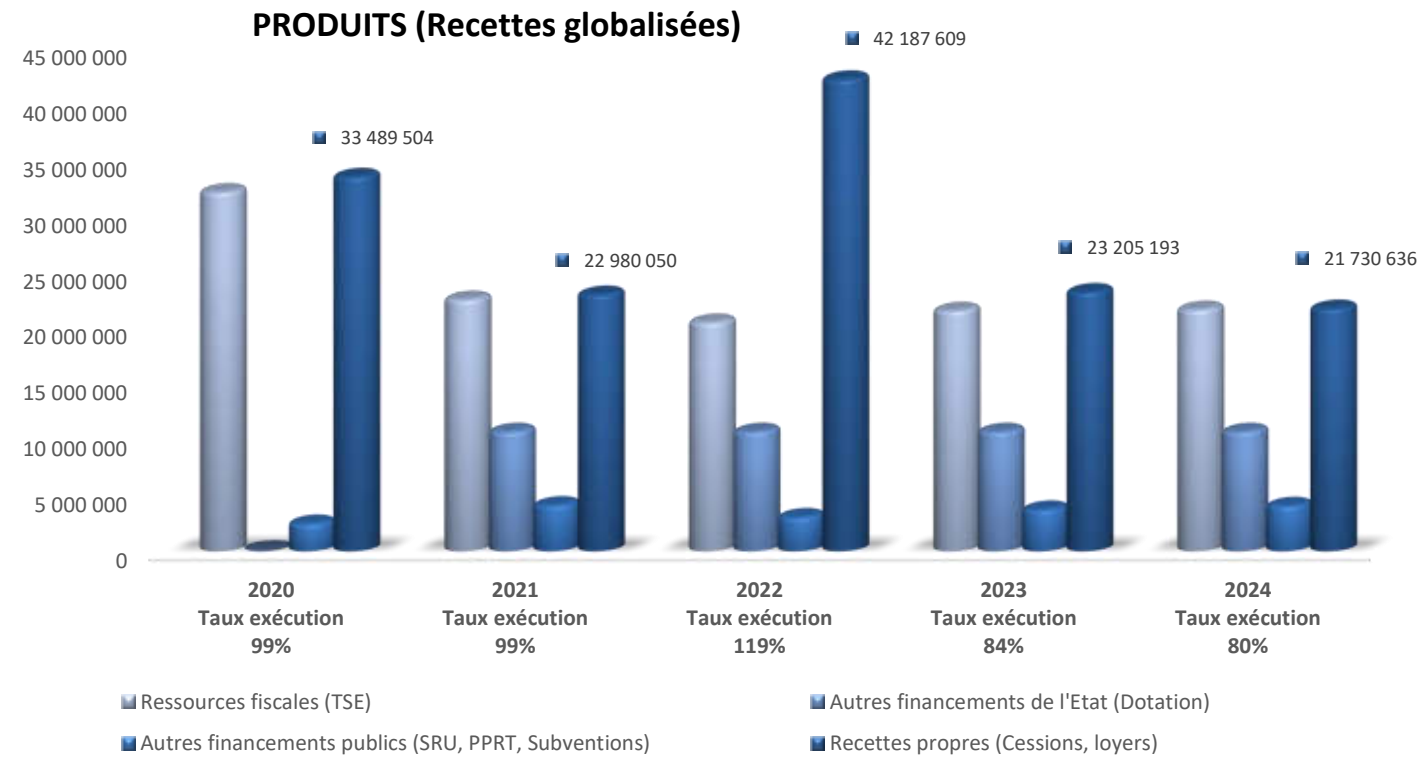
Le niveau global de recettes (globalisées et fléchées) est relativement maîtrisé (taux d'exécution 80%).

TABLEAU DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES 2024			
RECETTES	Prévision (BI)	Exécution (CF)	***Taux D'exécution***
Recettes globalisées Fiscalité affectée (TSE)	21 150 220.00 €	21 638 029.00 €	***102 %***
Recettes globalisées Autres financements de l'Etat (Dotation)	10 700 192.00 €	10 700 192.00 €	***100 %***
Recettes globalisées Autres financements publics (SRU)	3 000 000.00 €	4 064 697.74 €	***135 %***
Recettes globalisées Recettes propres (Cessions, loyers)	38 575 000.00 €	21 730 635.98 €	***56 %***
Recettes fléchées Financements de l'Etat	1 835 000.00 €	1 940 126.38 €	***106 %***
Recettes fléchées Autres financements publics	135 000.00 €	241 882.11 €	***179 %***
Recettes fléchées Recettes propres (PPRT)	135 000.00 €	129 404.98 €	***96 %***
Tableau AB - Total des recettes	**75 530 412.00 €**	**60 444 968.19 €**	***80 %***

DEPENSES	**Prévision (BI)**	**Exécution (CF)**	***Taux D'exécution***
Personnel	5 350 000.00 €	4 235 125.23 €	***79 %***
Fonctionnement Fonctions support	2 194 050.00 €	1 161 997.84 €	***53 %***
Fonctionnement Activité foncière	75 000 000.00 €	49 787 386.95 €	***66 %***
Investissement	630 000.00 €	273 190.17 €	***43 %***
Tableau AB - Total des dépenses CP	**83 204 050.00 €**	**55 457 700.19 €**	***67 %***

Résultat budgétaire (excédentaire)	**+ 4 987 268.00 €**

Evolution des recettes et dépenses sur les 5 dernières années *(Tableau des Autorisations Budgétaires)* :



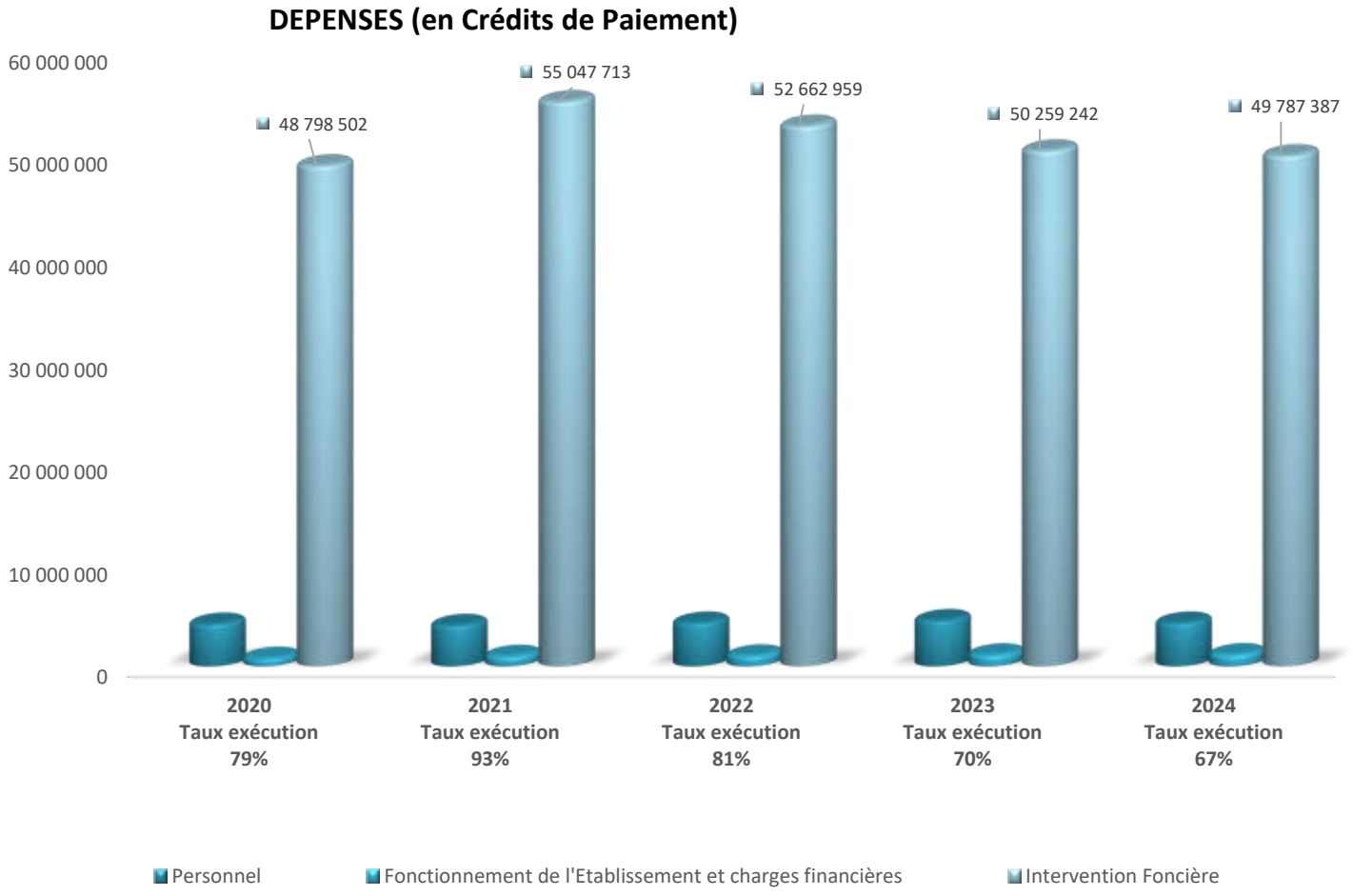


Tableau des autorisations budgétaires 2024

DEPENSES							RECETTES			
	Prévision BI 2024 CA du 23/11/2023		Exécution		Taux d'exécution		Taux d'exécution	Exécution	Prévision BI 2024 CA du 23/11/2023	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
Personnel	**5 350 000,00**	**5 350 000,00**	**4 235 125,23**	**4 235 125,23**	**79%**	**79%**	**79%**	**58 133 554,72**	**73 425 412,00**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension	*30 000,00*	*30 000,00*	*33 469,06*	*33 469,06*	*112%*	*112%*				Subvention pour charges de service public
							100%	10 700 192,00	10 700 192,00	Autres financements de l'Etat
							102%	21 638 029,00	21 150 220,00	Fiscalité affectée
Fonctionnement	**77 224 050,00**	**77 224 050,00**	**70 455 042,35**	**50 949 384,79**	**91%**	**66%**	135%	4 064 697,74	3 000 000,00	Autres financements publics
dont intervention foncière :	*75 000 000,00*	*75 000 000,00*	*69 011 844,37*	*49 787 386,95*	*92%*	*66%*	56%	21 730 635,98	38 575 000,00	Recettes propres
** dont acquisitions et frais accessoires (601111 & 601112)*	*61 900 000,00*	*61 900 000,00*	*53 908 975,36*	*42 845 930,71*	*87%*	*69%*	*55%*	*20 689 637,16*	*37 895 000,00*	*Dont Cessions*
** dont frais d'études (compte 601113)*	*1 000 000,00*	*1 000 000,00*	*356 160,10*	*430 890,30*	*36%*	*43%*	*159%*	*956 995,24*	*600 000,00*	*Dont Loyers*
** dont études non stockées (compte 617)*	*100 000,00*	*100 000,00*	*81 825,00*	*143 646,50*	*82%*	*144%*	*105%*	*84 003,58*	*80 000,00*	*Autres recettes*
** dont travaux-portage (compte 601114)*	*10 000 000,00*	*10 000 000,00*	*5 136 988,46*	*4 467 727,98*	*51%*	*45%*				
** dont impôts (compte 6011151)*	*2 000 000,00*	*2 000 000,00*	*1 538 719,45*	*1 539 191,46*	*77%*	*77%*				
** dont mobilisation exceptionnelle Fonds SRU (6573) - Enveloppe 1*	-	-	*5 334 176,00*	*104 000,00*						
** dont mobilisation exceptionnelle Fonds SRU (6573) - Enveloppe 2*	-	-	*2 655 000,00*	*256 000,00*						
dont fonction support	*2 194 050,00*	*2 194 050,00*	*1 443 197,98*	*1 161 997,84*	*66%*	*53%*				
dont frais financiers	*30 000,00*	*30 000,00*	-	-						
							110%	**2 311 413,47**	**2 105 000,00**	**Recettes fléchées**
							106%	1 940 126,36	1 835 000,00	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	**630 000,00**	**630 000,00**	**230 686,66**	**273 190,17**	**37%**	**43%**	179%	241 882,11	135 000,00	Autres financements publics fléchés
							96%	129 404,98	135 000,00	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	**83 204 050,00**	**83 204 050,00**	**74 920 854,24**	**55 457 700,19**	**90%**	**67%**	**80%**	**60 444 968,19**	**75 530 412,00**	**TOTAL DES RECETTES (C)**
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		**- €**		**4 987 268,00**				**- €**	**7 673 638,00**	**SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)**

Le niveau d'endettement est nul, absence d'emprunt.

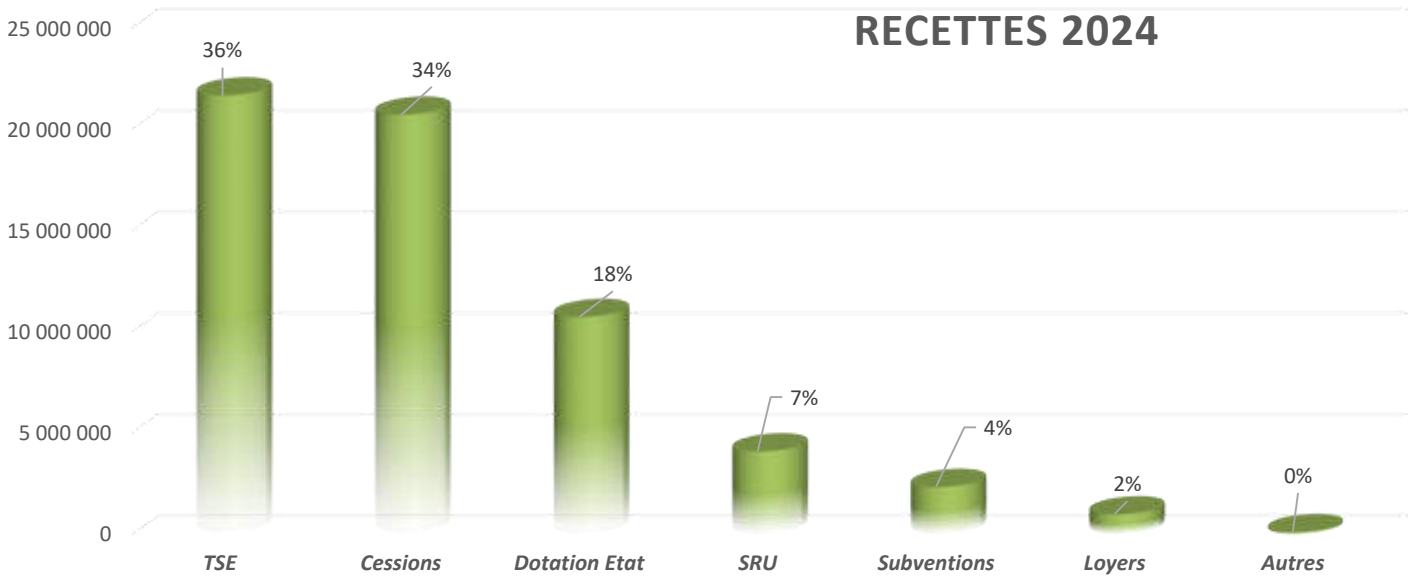
3- LES RECETTES

Les recettes de l'établissement sont constituées principalement :

- ✓ D'une recette fiscale,
- ✓ Des produits de cessions (revente des biens acquis),
- ✓ D'une dotation budgétaire de l'Etat,
- ✓ Des conventions faisant l'objet de paiement anticipé échelonné,
- ✓ Des recettes locatives.

Certaines recettes peuvent varier d'une année sur l'autre, elles comprennent :

- ✓ Des produits SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain),
- ✓ Des subventions, participations de différents financeurs dans le cadre d'opérations spécifiques.

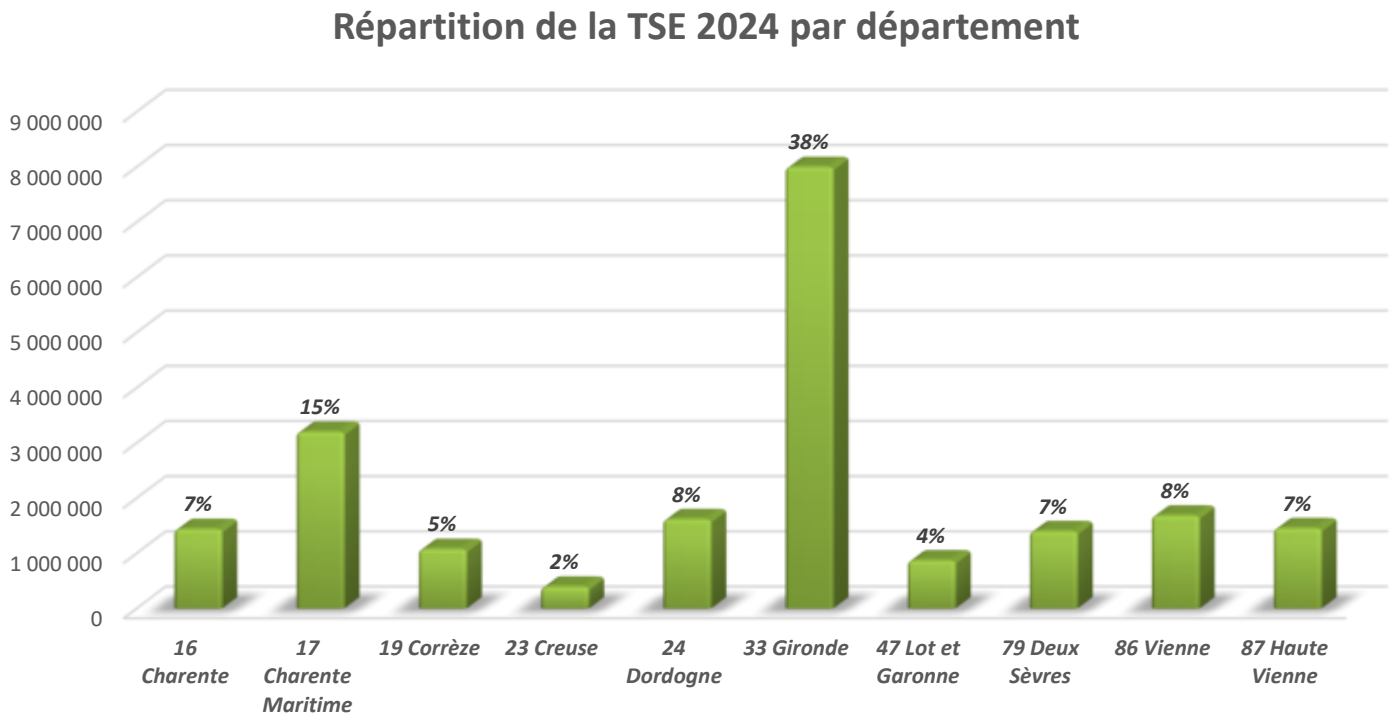


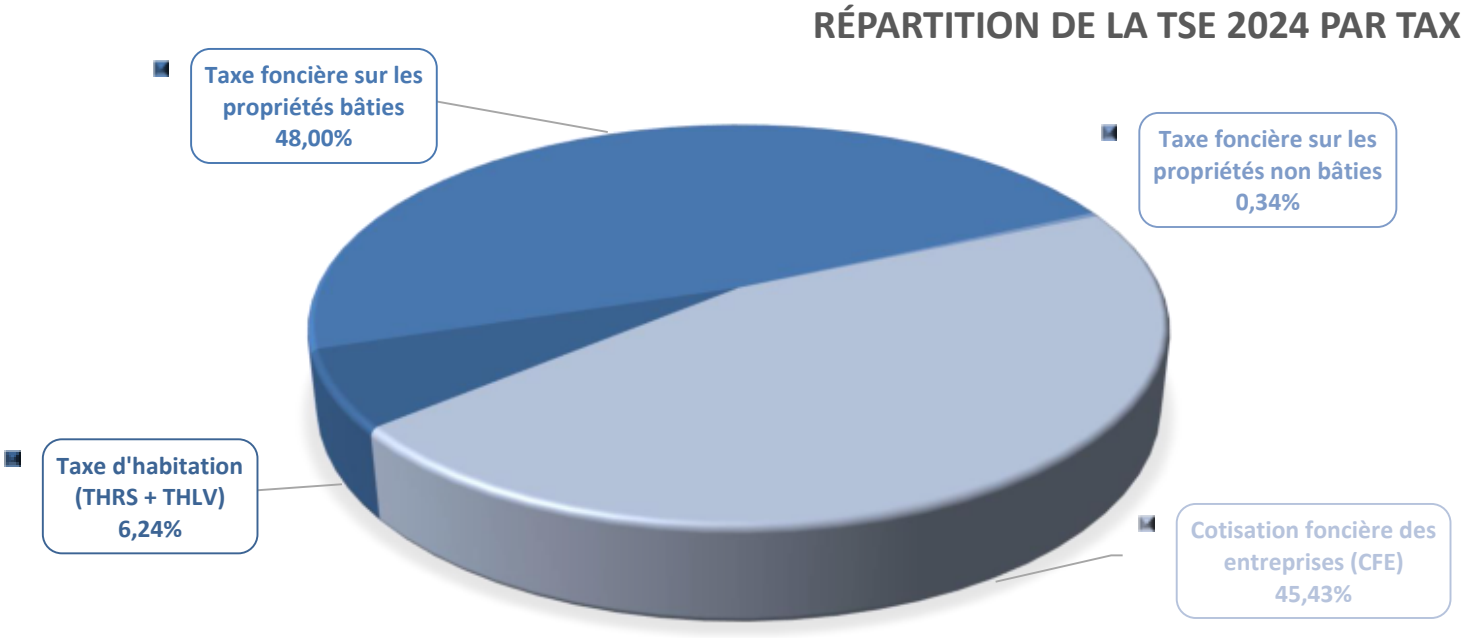
3-1- Les recettes globalisées

3.1.1- La Taxe Spéciale d'Equipement (TSE)

Au titre de 2024, le conseil d'administration avait approuvé au budget initial, en novembre 2023, un produit de Taxe Spéciale d'Equipement égal à 21 150 220 € nets (*après déduction des frais de recouvrement*), comme le prévoyait le projet de loi de finances pour 2024 qui plafonnait la TSE de l'EPF de Nouvelle Aquitaine à 23 242 000 € brut.

Calculée sur les bases fiscales d'impôts locaux (*taxe d'habitation, foncier bâti et non bâti, contribution foncière des entreprises*), le montant perçu pour l'exercice 2024 s'élève à 21 638 029 € dont 487 809 € au titre des rôles supplémentaires et complémentaires.





3.1.2- La dotation budgétaire de l'Etat

L'année 2024 est la quatrième année de la mise en place de la compensation budgétaire de la Taxe Spéciale d'Equipement. Le Gouvernement a décidé de mettre en place le même mécanisme de compensation que celui décidé pour la Taxe d'Habitation, ne générant ainsi aucun report sur les autres redevables.

Ainsi le principe d'une compensation à l'euro près par le budget général de l'Etat reste inchangé au regard de la LFI 2024 et s'établit à hauteur de celle perçue au titre de 2023. La dotation budgétaire pour l'année 2024 s'élève donc à 10 700 192 €.

Cette dotation a été versée en une seule fois au cours du premier trimestre 2024.

	CF2022	BI2023	CF2023	BI2024	CF2024
Taxe Spéciale d'Equipement (TSE)	20.49 M€ (*)	21.15 M€	21.54 M€ (*)	21.15 M€	21.64 M€ (*)
Dotation de l'Etat	10.70 M€	10.70 M€	10.70 M€	10.70 M€	10.70 M€
TOTAL	**31.19 M€**	**31.85 M€**	**32.24 M€**	**31.85 M€**	**32.34 M€**

(*) dont rôles supplémentaires et complémentaires

3.1.3 - Les cessions foncières

L'exécution budgétaire liée aux recettes de cessions foncières s'établit à 20 689 637.16 € (*recettes propres du tableau des autorisations budgétaires*) pour un prévisionnel de 37 895 000 € (*hors loyers*) soit un taux de réalisation en deçà des prévisions budgétaires de 45% reflétant la crise du logement actuelle qui touche notamment le secteur de la promotion immobilière.

De manière plus explicite, le prix cession (= le prix de revient) correspond à la valeur comptable HT mentionnée dans les écritures de l'établissement. Il est égal à la somme des dépenses réglées dites de portage foncier affectées à l'unité foncière considérée diminuée des recettes d'exploitation, recettes opérationnelles de valorisation des biens (loyers, indemnité d'occupation, etc.) et des subventions perçues qui lui sont attachées. Les dépenses dites de portage foncier consistent en :

- Le prix d'acquisition de la propriété vendue, les frais de notaire et de publication et autres frais connexes ;
- Le coût des études techniques réalisées ;
- Le coût des travaux de requalification et de sécurisation réalisés comprenant les coûts de maitrise d'œuvre et tous autres frais connexes ;
- Le cas échéant, les frais de relogement et de résiliation relatifs aux contrats d'occupation ;
- Les frais de gestion afférents (assurances, taxes et impôts affectés, sécurisation et entretien du patrimoine, etc.) ;
- Les frais de consultation d'opérateurs le cas échéant ;
- Les honoraires de conseils ou autres, et de contentieux le cas échéant ;
- Toutes autres dépenses relatives au foncier considéré.

L'année 2024 enregistre 81 actes de cessions signés correspondant à 376 parcelles pour une superficie très légèrement supérieure à 88 hectares.

Les recettes de cessions foncières perçues sur l'exercice 2024 se répartissent de la manière suivante :

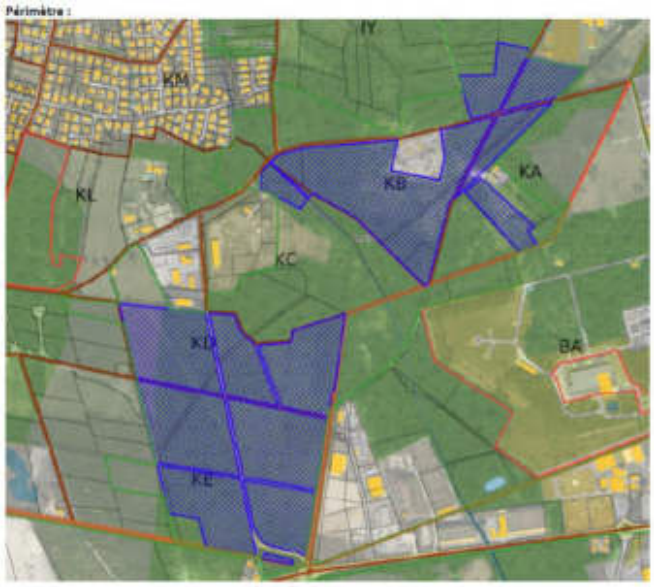
- 77% au profit des collectivités territoriales ;
- 23% auprès d'opérateurs de la sphère privée.

Plusieurs cessions d'envergures se sont signées au cours de l'année 2024, dont :

- **Département de la Gironde (33) - Saint-Médard-En-Jalles, Mérignac, et le Haillan**

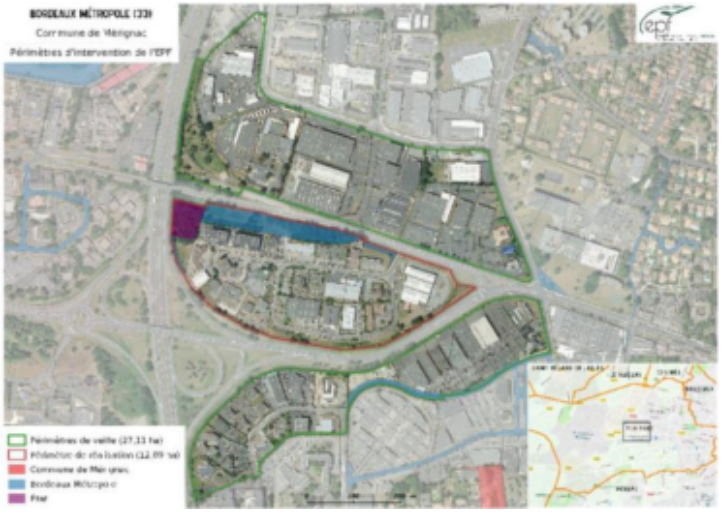
Dans la poursuite de la mise en œuvre de la convention opérationnelle n° 33-18-048 d'action foncière pour le développement de l'activité économique sur le site de projets de l'OIM Aéroparc, conclue le 11 octobre 2018 entre Bordeaux Métropole et l'EPFNA, la cession d'une emprise foncière de 600 000 m2 est intervenue en juin 2024 au prix de 4.4 M€.
L'intervention sur ce secteur s'inscrit dans le cadre de l'Opération d'Intérêt Métropolitain Bordeaux Aéroparc. L'OIM créée par délibération du 25 septembre 2015 du conseil métropolitain, dont le périmètre de 2 515 ha s'étend sur les trois communes de Saint-Médard-En-Jalles, Mérignac, et le Haillan, apportera un réel essor de l'activité économique sur le territoire métropolitain, assurant sa compétitivité et son attractivité aux échelles interrégionale et nationale. Le site constituera un des 3 pôles majeurs d'attractivité économique de la

métropole et vise le développement de nombreux emplois, sur les territoires de Saint-Médard-en-Jalles, le Haillan et Mérignac.
L'emprise objet de la présente cession est fléchée pour de la réserve foncière à vocation pour partie d'aménagement pour le développement économique, et pour partie de compensations environnementales, dans le cadre du projet de l'OIM.



- **Département de la Gironde (33) - Mérignac**

Cession d'un local commercial sur deux niveaux, d'une contenance d'environ 855 m², sur un terrain d'assiette de 1631 m² comportant des places de stationnement. Le bien est partiellement occupé par un preneur au titre d'un bail commercial. Ce bien a été acquis par l'EPF en 2022 suite à l'exercice du droit de préemption. La Métropole de Bordeaux souhaite maitriser les fonciers du parc d'activité de L'Hippodrome / Château Rouquey, situé à proximité immédiate de l'OIM et de la zone d'activité Mérignac-Soleil.
La présente cession s'inscrit dans le projet de la Métropole permettant un renouvellement urbain qualitatif, en lien avec la desserte récente du quartier par l'extension du tramway. Cette cession s'est effectuée au prix de revient de l'EPFNA, au montant de 1 432 020 €.

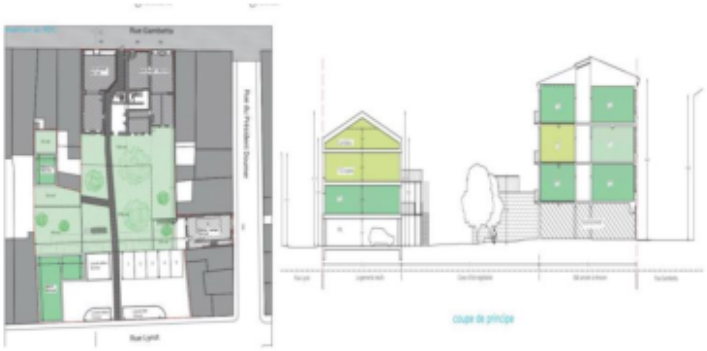


- **Département de la Gironde (33) - Libourne**

Au cœur de ce projet, action prioritaire de la commune dans sa revitalisation du centre ancien, les fonciers acquis sont des biens très dégradés dont certains ont nécessité une intervention en urgence de l'EPFNA en raison de péril imminent. Incité a été retenu en tant que concessionnaire d'aménagement. Après appel à projets, le bien a été rétrocédé à un bailleur social au prix de 1 041 074 €. Les premiers éléments de programmation, validés dans les grandes lignes par la collectivité, font apparaître la possibilité de réalisation

de 23 LLS et de maintenir 2 cases commerciales adaptées en RDC, en réhabilitation pour les biens donnant sur la rue Gambetta et en construction neuve afin de densifier le programme. Le cahier des charges actuel fixe pour objectif :

- la création de 1400 m² de surface habitable répartis entre le neuf et la réhabilitation
- de développer un minimum de 40% de logements PLAI, le reste étant à développer en logements PLUS.
- 175m² de surface commerciale répartis en deux locaux d'activités positionnés en rez-de-chaussée des bâtiments conservés rue Gambetta.
- L'aménagement du cœur d'îlot avec à minima 550m² d'espaces végétalisés soit 60% de l'emprise au sol non construite conformément au PLU.
- La création de locaux communs sur le programme de réhabilitation et construction neuve
- La création d'une circulation piétonne à destination des résidents, créant une liaison entre les rues Gambetta et Lyrot.



➢ **Département des Deux Sèvres (79) - Echiré**

Une vaste propriété composée d'une maison d'habitation et de dépendances avec un jardin, acquise par l'EPFNA le 11 décembre 2019 pour la somme de 650 000 € a fait l'objet d'une rétrocession, en date du 30 mai 2024, au prix de revient de 661 K€ à la commune d'Echiré. Le bien présentait un intérêt stratégique pour la commune compte tenu de sa localisation en cœur de bourg et la qualité architecturale de son bâti, par ailleurs en très bon état.

Cette propriété a été intégrée dans une étude globale lancée par la Commune sur le devenir du centre-bourg dite « Echiré 2040 » visant à déterminer le réaménagement du bourg sur la partie qui n'a pas été affectée par la création des nouvelles fonctionnalités (entre la place des Halles et la Sèvre Niortaise). Une première réflexion sur l'usage de ce bien, dans le cadre d'une réorganisation des équipements communaux, a été lancée au cours de l'année 2022.

Fin 2023, la commune a lancé une mission de programmation sur cette propriété (partie Ouest). Une dépendance, appelée « la Chapelle » d'une surface de plancher de plus de 150 m², aurait vocation à être réhabilitée afin d'y accueillir des associations aujourd'hui présentes dans une autre bâtisse du bourg destinée à être démolie. Cette dépendance, après réhabilitation, comprendrait une salle/studio de danse, une salle d'exposition/spectacle ainsi que la maison de la solidarité et de la gouvernance associative. Une autre dépendance, appelée « le ballet » d'une surface de 280 m², aurait vocation à être ouverte au public avec une usage de préau.

Concernant la partie Est de la propriété, l'aménagement et la destination restent encore à définir à ce jour.



La Chapelle – Logis des Ourneaux (source : commune d'Échiré)



Le Ballet –Logis des Ourneaux (source : commune d'Échiré)

- **Département de la Charente (16) - Barbezieux Saint Hilaire**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention opérationnelle n° 16-22-088 pour la requalification de l'îlot Marcel Jambon signée le 22 novembre 2022 entre la commune de Barbezieux-Saint-Hilaire et l'EPFNA, l'établissement a cédé à la ville de Barbezieux un bien qui était en état d'abandon et de déshérence situé rue Marcel Jambon dans le centre-bourg au prix de revient de 421 K€.
Au regard de l'état de vétusté de ces immeubles (dont l'un a fait l'objet d'un arrêté de péril en 2019), il a été décidé par la Commune que l'EPFNA effectue des travaux de démolition qui ont été réalisés pour un montant de 680 000 € HT. Le chantier a débuté en octobre 2022 et s'est achevé à l'été 2023.
En parallèle, l'EPFNA a obtenu auprès de l'Etat une subvention du Fonds friches à hauteur de 289 829,54 € au regard du caractère structurant de cette opération de renouvellement urbain en cœur de ville vouée à permettre la revitalisation du centre-bourg.
La Commune de Barbezieux-Saint-Hilaire a souhaité engager sur cet îlot Marcel Jambon un projet de requalification avec l'idée qu'une opération de logements locatifs sociaux puisse y être développée à terme.
Au regard notamment des divers aléas rencontrés durant le chantier, ce projet s'est avéré être particulièrement complexe (retard du chantier de démolition au regard des études complémentaires à entreprendre, difficultés dues à la mitoyenneté du bien avec d'autres habitations).
La réflexion globale du projet porte sur une démolition-reconstruction partielle de l'îlot afin de recréer un front bâti sur la rue Marcel Jambon avec du logement et des espaces publics.



- **Département de la Charente-Maritime (17) - Saintes**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention signée le 31/12/2021 avec la ville de Saintes, l'EPFNA avait acquis deux propriétés en 2018 par l'exercice du droit de préemption. Suite au changement de l'objet de la préemption mentionné dans la décision, et conformément aux dispositifs du code de l'urbanisme, l'EPFNA a préalablement proposé la revente du bien à l'ancien propriétaire et à l'acquéreur évincé par courrier datant respectivement du 13 avril 2021 et 28 juillet 2021, ceux-ci n'ayant pas donné suite.
La ville de Saintes a désigné Monsieur Youssef ALAOUI HASSINI et Madame Catherine MABILLE pour la réalisation d'un projet mixte comprenant des commerces et logements dont la vente s'est concrétisée le 15 février dernier au prix de 406 K€ HT.





- **Département de la Creuse (23) - Guéret**

Dans le cadre du projet portant sur la mise en œuvre de la convention pour l'aménagement d'un pôle d'échange multimodal en gare de Guéret, l'EPFNA a acquis une maison cadastrée AS n°365 et située 8 Place de la Gare. Cette habitation est composée de 5 pièces sur trois étages, d'un garage et d'un emplacement de bascule.
L'EPFNA a également acquis des lots de copropriété (lots n°2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8) dans un ensemble immobilier cadastré AS n°174 et 344, situé 2 avenue Pierre Leroux. Cet ensemble immobilier comprend un bâtiment de 2 étages avec divers locaux commerciaux et de bureaux, une aire de stationnement et une aire de circulation et de manœuvre. Initialement, la communauté d'agglomération du Grand Guéret prévoyait création d'un pôle d'échange multimodal au niveau de la gare de Guéret. Cependant, le projet n'a, pour le moment, pas pu se concrétiser et c'est pourquoi la collectivité a confirmé le rachat de l'ensemble du foncier acquis par l'EPFNA en date du 22 mai 2024 au prix de revient de 330 K€ HT.

- **Département de la Gironde (33) – Gujan Mestras**

L'EPFNA est intervenu sur ces fonciers, dans le cadre de la convention tripartite SRU n°33-18-034 signée le 20 septembre 2018.
La commune déficitaire au regard de ces obligations de logement social (art 55 de la loi SRU), a été carencée le 08 décembre 2017, au titre d'une production insuffisante de logements locatifs sociaux. L'EPFNA s'est donc vue délégataire du droit de préemption sur l'ensemble des zones U et AU du PLU de la commune, suite à arrêté préfectoral en date du 21 septembre 2018.
Sur le bien sis Allée du Petit Mestey, après réception successive de 3 DIA distinctes issues d'une division parcellaire, une étude de faisabilité a été réalisée par l'EPFNA afin de déterminer la possibilité de réaliser une opération de logements sur l'ensemble de ces 3 fonciers. Elle a conclu à un potentiel de 14 logements dont 50% de sociaux. Sur cette base, l'EPFNA a préempté le bien, préemption pour laquelle le Cgefi a donné un avis favorable n°2019/150 en date du 15 avril 2019. L'acte de vente, au prix de 620 500€ pour la totalité des lots, a été signé le 26 août 2019.
Sur le bien sis 128 rue Aimé Broustaud, suite à réception d'une DIA et réalisation d'une étude de faisabilité, l'EPFNA a préempté le bien, après accord de toutes les parties. Le CGEFI a donné un avis favorable n°2019/411 en date du 26 novembre 2019, pour cette préemption. L'acte de vente, au prix de 800 000 €, a été signé le 12 février 2020.
Suite à ces acquisitions, la collectivité et l'EPFNA ont souhaité montrer rapidement leur implication dans la production de logements locatifs sociaux. Dès lors, une consultation d'opérateur multisites à prix fixe, au prix de revient estimé, a été lancée fin 2020, en vue de la cession des 2 fonciers précédemment cités. L'EPFNA et la collectivité ont collégialement retenu le groupement SIGNATURE PROMOTION / NOALIS. Plusieurs critères ont été étudiés dans le cadre de la consultation (nombre de logements, réponse au prix et pourcentage de LLS). Le groupement fléché, dans le cadre de cette cession (SIGNATURE PROMOTION/NOALIS) répondait à l'ensemble de ces critères.
Le projet porté par le groupement et validé par la collectivité est le suivant :

- Rue Aimé Broustaud : 24 logements dont 50% de LLS pour une surface plancher d'environ 1420 m².
- Allée Petit Mestey : 14 logements dont 50% de LLS pour une surface plancher de 812 m².

Les 19 logements sociaux crées seront répartis en 7 PLAI, 9 PLUS et 3 PLS sur les deux opérations.
La cession s'est effectuée au profit de l'opérateur désigné au prix de 1 440 000 €.

- **Département du Lot et Garonne (47) – Villeneuve sur Lot**

Le centre-ville de Villeneuve-sur-Lot concentre aujourd'hui d'importantes difficultés socio-économiques qui nuisent à l'attractivité de la ville centre et de l'agglomération : concentration de population à faibles revenus, logements dégradés, dévitalisation commerciale, insécurité… La configuration de la bastide (densité des ilots, étroitesse des parcelles, caractère patrimonial de l'ensemble de la bastide) a pour effet de complexifier les traitements des enjeux urbains et d'habitat. Ces dégradations sociales, économiques et urbaines ont conduit au classement du centre-ville de Villeneuve en Quartier Prioritaire de la Ville en 2014.
Aujourd'hui ce projet vise à faire de la bastide un lieu plus attractif en améliorant les conditions de vie de ses

habitants et en attirant une nouvelle population. Il s'agit de lutter contre le mal logement et la vacance immobilière et d'offrir des logements contemporains et plus habitables (lumineux, avec un extérieur …). L'objectif est également d'éviter les îlots de chaleur en créant des jardins et espaces publics. Ce projet vise également à adapter notre centre-ville au changement climatique en offrant de nouveaux espaces de jardins en ville.
Il s'inscrit pleinement dans le cadre du projet action cœur de ville dont il constitue les actions 18 et 19. Ce projet figure d'ailleurs en action prioritaire à lancer en priorité.

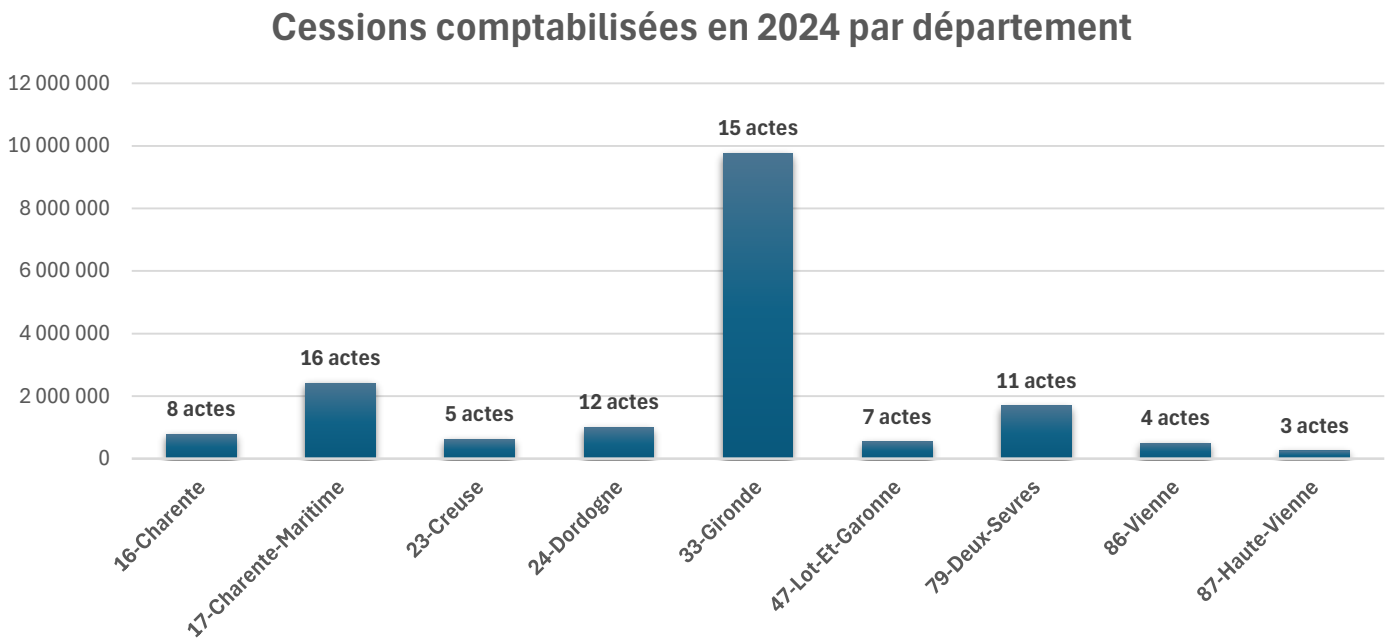
La commune de Villeneuve sur Lot a ciblé les îlots Dijon et Gouget pour un projet de redynamisation de centre de bastide. L'objectif principal de l'intercommunalité et de la commune est de donner un nouveau souffle au centre-bourg par la réalisation d'un curage sur une partie de l'îlot avec aménagement d'un espace public, le traitement de la venelle, la création de 15 à 20 logements et d'une crèche (réhabilitation de bâtiments indignes et dégradés). Les objectifs développés par la collectivité sont :

- Restructurer ces îlots pour proposer une offre attractive d'habitat en centre-ville ;
- Offrir des logements plus lumineux et bénéficiant d'espaces extérieurs en centre-ville ;
- Améliorer les conditions d'accès aux logements par la réfection et la sécurisation des venelles ;
- Aérer le tissu urbain pour proposer des espaces extérieurs ;

L'îlot Dijon : il est prévu la construction/réhabilitation de 14 logements locatifs : 12 T3 et 2 T2, création espace public 250 m2 permettra d'offrir un espace végétalisé au sein de cet îlot et requalification et sécurisation de l'impasse de Dijon dans sa globalité.

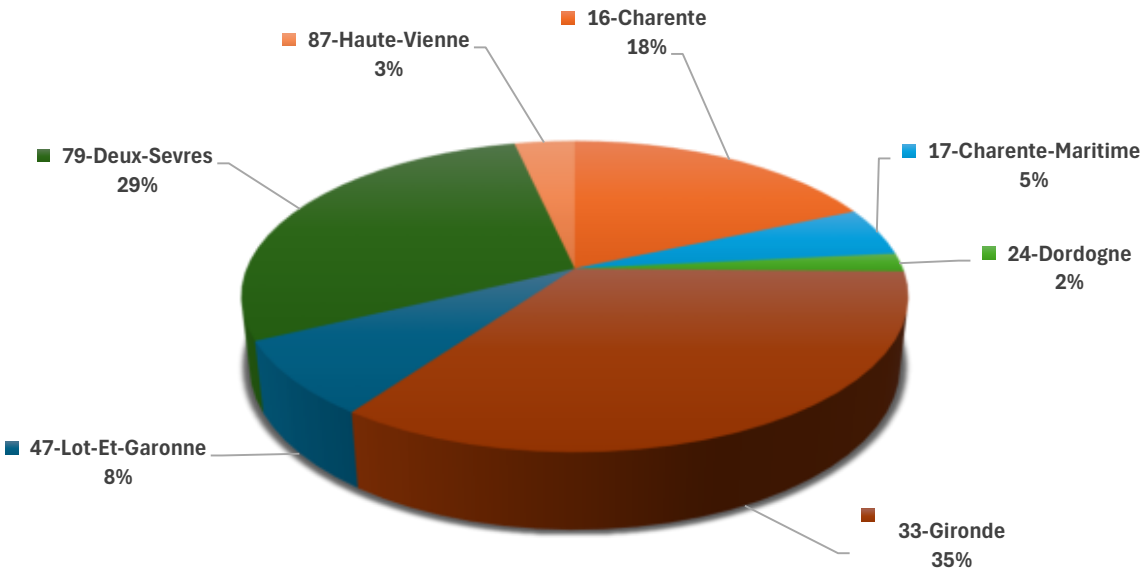
L'îlot Gouget : Il est prévu la création de 2 logements de ville très qualitatifs : 1 T5 et 1 T4 et démolition : aérer la venelle, créer des espaces de jardins et donc un ilot de fraîcheur.

Au cours de l'année 2024, la plupart des actes de cessions se sont concrétisés en Charente-Maritime et en Gironde, comme l'illustre le graphique ci-dessous en tenant compte des recettes budgétaires ainsi que du nombre d'actes signés :



Véritable levier financier concourant à la sortie opérationnelle de certains projets des collectivités, l'établissement mobilise des minorations qui visent à limiter l'impact financier des opérations et ce afin d'optimiser la rotation du stock. *(Point repris au 4.1 Les dépenses d'intervention foncière).* Les minorations

REPARTITION DES MINORATIONS MOBILISEES PAR DEPARTEMENT SUR LES CESSIONS 2024



Plusieurs minorations importantes ont été mobilisées sur les communes de Libourne pour le projet de réhabilitation des biens donnant sur la rue Gambetta (600 000 €), de Barbezieux Saint Hilaire dans le cadre du projet de requalification pour une opération de logements locatifs sociaux sur l'ilot Marcel Jambon (200 000 €) ou encore dans le cadre d'une opération de 11 maisons individuels en VEFA au profit de LOGELIA, dont 8 en logement locatif social dans le cadre de la reconstitution de l'offre ORU à Gond-Pontouvre (126 000 €).

3.1.4 - Les produits SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain)

Les communes de plus de 3 500 habitants appartenant à des agglomérations ou intercommunalités de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants doivent disposer de 25 % de logement social, en regard des résidences principales, d'ici 2025.

Toutefois, dans les communes appartenant à des territoires dont la situation locale ne justifie pas un renforcement des obligations de production, cette obligation est fixée à 20 % de logements sociaux.

Par ailleurs, les communes de plus de 15 000 habitants en croissance démographique de plus de 5 %, ne se situant pas dans les territoires précités et justifiant d'un effort de production supplémentaire au vu du fonctionnement de leur marché local de l'habitat, ont également l'obligation de disposer de 20 % de logements sociaux.

En cas d'absence de résultats relatifs à cette obligation, l'Etat sanctionne les collectivités déficitaires qui doivent payer une pénalité dont l'objectif est de participer au financement de logements sociaux.

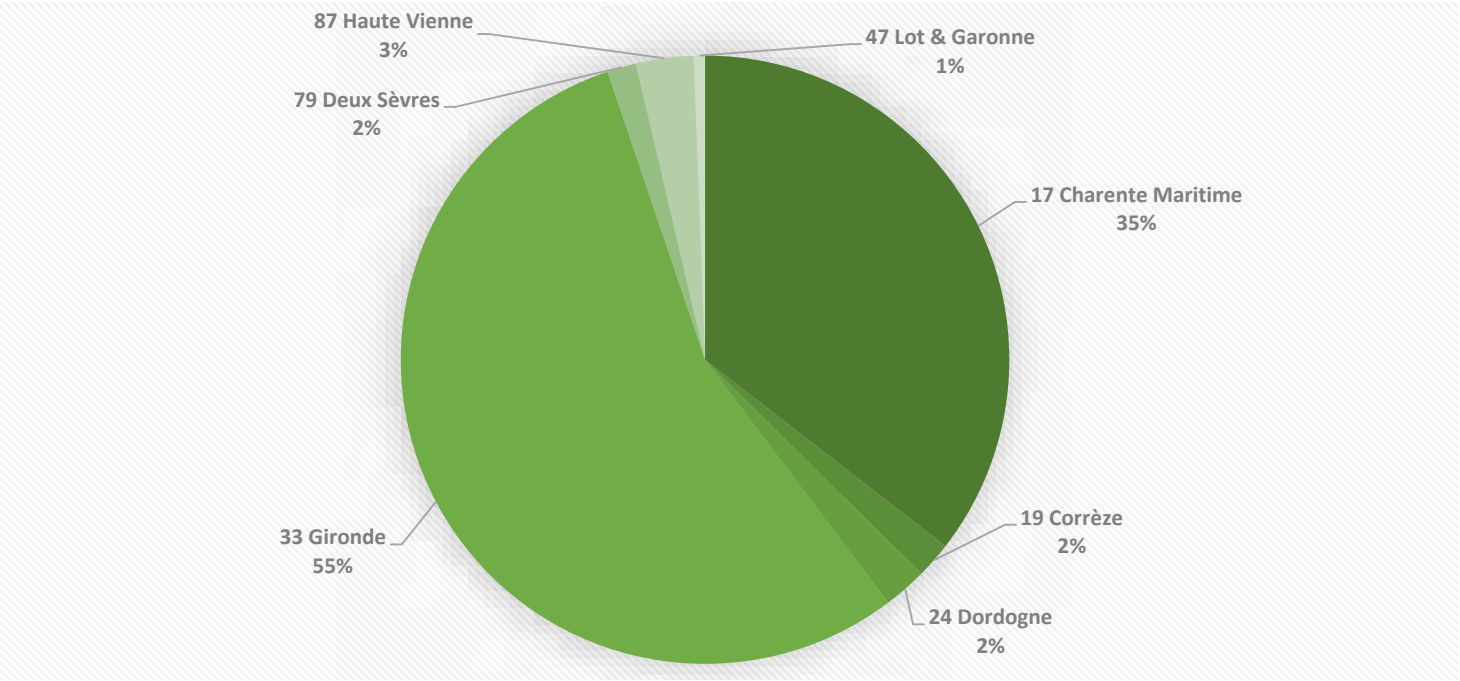
Hormis pour les communes appartenant à des EPCI à fiscalité propre disposant de la délégation des aides à la pierre de l'Etat (notamment, Bordeaux Métropole et Grand Poitiers), l'EPFNA perçoit le produit des prélèvements des communes déficitaires concernées par les dispositions de la loi SRU sur son périmètre de compétence.
Lorsque les communes déficitaires sont déclarées carencées, le préfet délègue le droit de préemption à l'EPF.

Le conseil d'administration peut choisir de financer, par délibération, une prise en charge à la couverture d'éventuels déficits d'opérations sur les fonciers portés par l'EPF et dans le cadre de conventions relatives au développement de l'offre de logement social avec les communes déficitaires et/ou carencées. En effet, la valeur du foncier est particulièrement élevée sur une partie de ces communes.

Au titre de 2024, l'EPFNA a perçu un peu plus de 4 M€ €, provenant de pénalités payées par 42 communes, pour un prévisionnel budgétaire de 3 000 000 €.

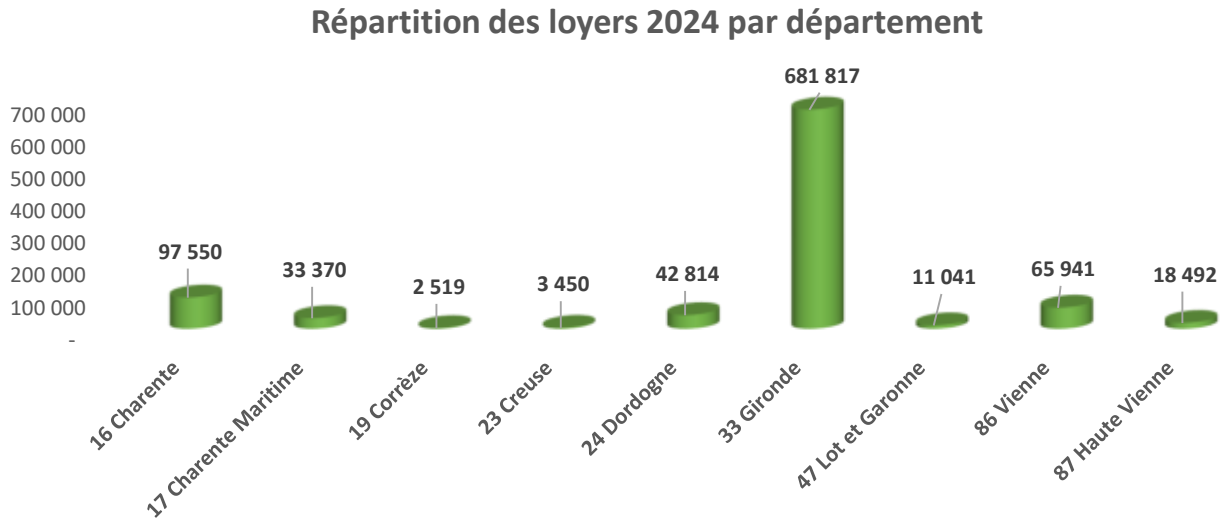
Ces recettes, qui peuvent être très variables d'une année sur l'autre, sont affectées par le conseil d'administration et font l'objet d'un suivi quant à leur utilisation future en dépenses. L'exécution de l'affectation des minorations SRU ne se fait qu'au moment de la cession d'où un décalage entre l'attribution de la minoration SRU et son exécution.

Le graphique suivant détaille les versements par département :

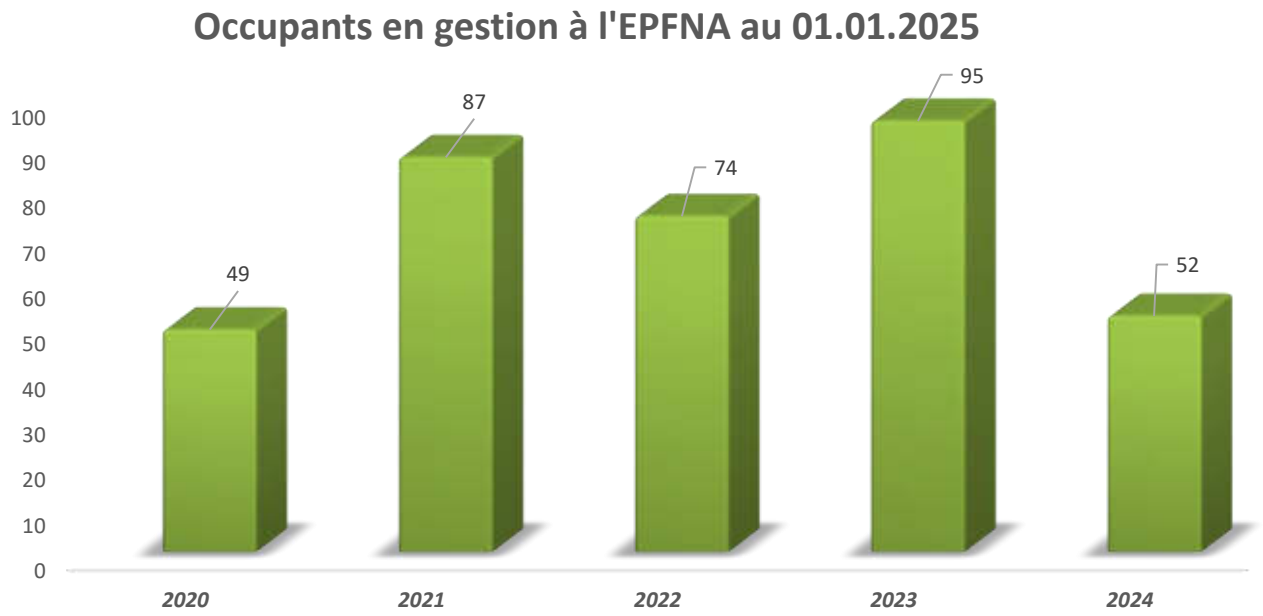


3.1.5- Les recettes locatives

L'établissement perçoit les loyers et charges et assure le paiement des charges d'entretien et de fonctionnement afférentes au bien dont il est propriétaire. Il assure les relations avec les locataires et les occupants.
Pour 2024, ces recettes budgétaires représentent 956 K€ pour un prévisionnel de 600 000 € (tableau des autorisations budgétaires). Ces recettes viendront en déduction des futurs prix de vente pour les opérations concernées. Le graphique suivant montre la répartition des loyers par département. Pour 2024, les loyers concernent majoritairement la Gironde :



Le graphique ci-dessous montre l'évolution du nombre de locataires gérés par l'EPF de Nouvelle Aquitaine :

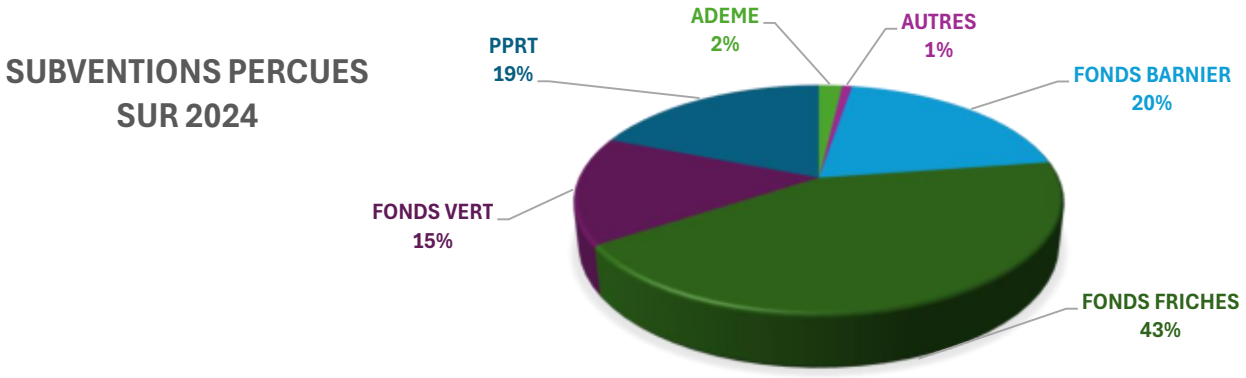


3-2- Les recettes fléchées (les subventions)

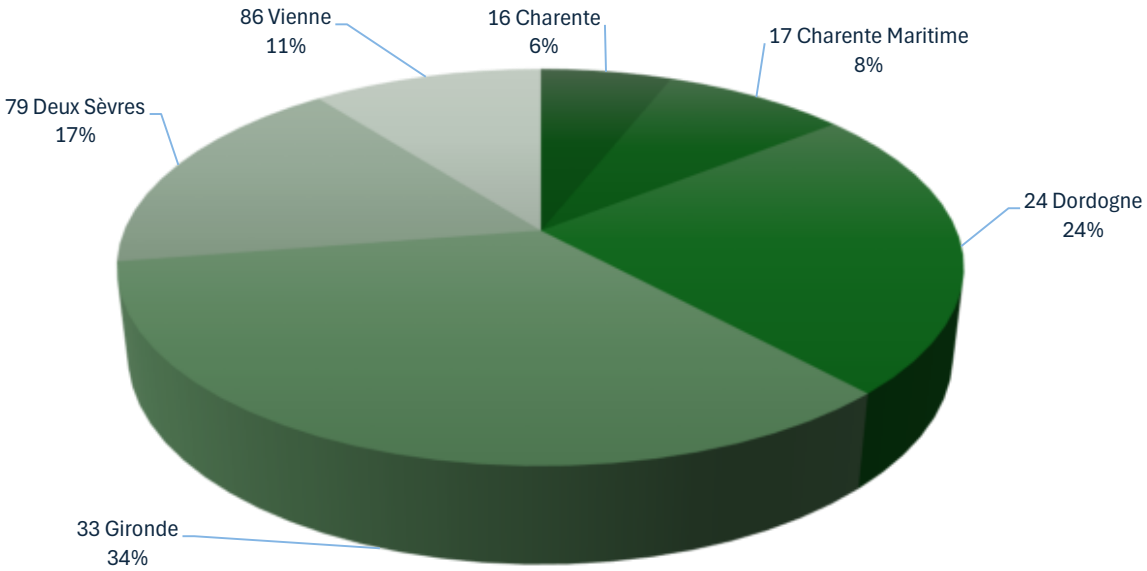
Pour faciliter la sortie opérationnelle des projets des collectivités, l'EPF de Nouvelle Aquitaine recherche des cofinancements auprès de partenaires. Aussi, à titre d'exemple, l'ADEME, la Région et l'État appuient les projets de restructuration des friches et les projets de préservation de l'environnement aux côtés de l'Agence de l'eau. Les projets qui visent à reconquérir des îlots anciens en cœur de ville peuvent recevoir des financements de l'ANAH et de la Région Nouvelle-Aquitaine afin de financer le déséquilibre d'opérations souvent complexes.

En effet par un lien étroit avec les services de la Région, l'établissement est en veille sur les outils et dispositifs de financement qui peuvent faciliter les équilibres d'opérations, que ce soit dans le cadre de la politique contractuelle (subvention régionale à des opérations qui entrent dans le champ du règlement d'intervention de la Région), ou des appels à projets financés ou co-financés.

Les équipes se sont mobilisées pour poursuivre la mise en œuvre de l'exécution des conventions Fonds Friches avec les demandes d'acompte, la préparation de nos premières demandes de solde et la transmission des bilans semestriels demandés par l'Etat. L'EPFNA a également poursuivi sa mobilisation pour déposer les dossiers de demande de subventions dans le cadre du Fonds verts « Recycler le foncier » et également volet "Ingénierie". Un premier dossier déposé dans le cadre du Fonds Barnier avec une subvention appelée à hauteur de 1 225 700 € (Gauriac) et un dossier dans le cadre de dispositif d'accompagnement à la transformation environnementale de zones commerciales périurbaines (Tonneins).
Au titre de l'année 2024, l'établissement a perçu 2.3 M € de subventions, participations. 16 dossiers de demande de subvention ont été déposés avec un total de 3 194 K€ de subventions attribuées en 2024.



SUBVENTIONS PERCUES SUR 2024 PAR DEPARTEMENTS

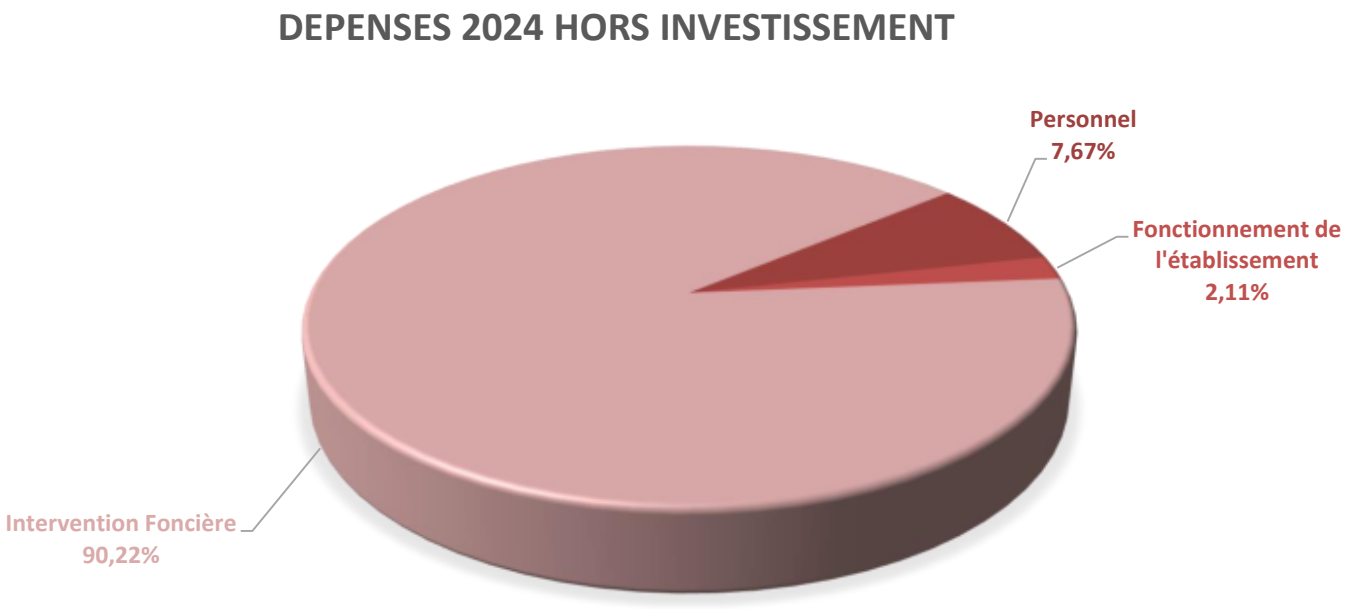


4- LES DEPENSES

Comme lors du vote du budget initial, le compte financier s'exécute par enveloppes budgétaires :

- L'enveloppe « Fonctionnement » qui regroupe les dépenses d'intervention foncière et le fonctionnement courant de l'établissement ;
- L'enveloppe « Personnel » ;
- L'enveloppe « Investissement ».

Pour l'exercice 2024, le montant total des dépenses réalisées y compris les charges financières s'élève à 55 184 510 € en crédits de paiement (*investissement non compris*) pour un prévisionnel de 82 574 050 € soit un taux d'exécution de 67% soit à un niveau similaire à 2023.
Le graphique ci-dessous présente la répartition de ces dépenses en crédit de paiement, mentionnées dans le tableau des autorisations budgétaires :



4.1 - LES DEPENSES D'INTERVENTION FONCIERE

L'intervention foncière enregistre la totalité des dépenses effectuées au cours de l'opération de portage : les acquisitions, les frais de notaire, de géomètre, les études, les travaux, les dépollutions et démolitions, les assurances, les impôts…
Pour rappel, le budget initial 2024 a été conçu tenant compte des difficultés de prévision des acquisitions foncières et du ralentissement de la dynamique de croissance. L'établissement se devait, et se doit, d'adopter un rôle contracyclique (poursuite de l'action foncière) avec un degré de vigilance sur les niveaux de prix. Le volume d'acquisitions foncières budgété pour 2024 tenait par conséquent la trajectoire définie dans le PPI 2023-2027 en étant sensiblement à la hausse en comparaison du budget précédent.
L'action foncière en 2024 ciblait l'acquisition de quelques fonciers d'envergure, avec par exemple les anciennes poudreries d'Angoulême (SNPE), l'ancien CFM d'Hourtin, et sur le territoire de Bordeaux Métropole pour le compte de la collectivité ou de l'EPA Bordeaux Euratlantique suite à la nouvelle feuille de route validée. Un certain nombre d'opérations n'ayant pu aboutir sur l'exercice 2024 (l'ancien CFM d'Hourtin notamment) mais pour lesquelles les engagements sont d'ores et déjà pris (projet porté par Eiffage et Clairsienne sur le foncier de la copropriété Compostelle à Pessac – 9 M€).
Les dépenses d'intervention foncière (Tableau 2 des autorisations budgétaires) s'élèvent à hauteur de 49 787 386.95 € en crédits de paiement, pour un prévisionnel de 75 000 000 €, soit un taux d'exécution de 66%.

✓ **<u>Les acquisitions foncières :</u>**

Au cours de l'année 2024, 166 actes ont été comptabilisés dont 140 signés et payés sur l'exercice 2024 pour 276 parcelles d'une superficie totale supérieure à 214 hectares.
Le portage foncier (compte 601111) d'un montant de 40 330 190.61 € se répartit sur le territoire de d'intervention de la façon suivante :



L'ensemble des acquisitions intervenues sur 2024 pour un montant supérieur à 500 K€ concerne majoritairement les départements de la Charente Maritime et de la Gironde. Le site emblématique, envisagé sur la programmation budgétaire 2024, de la SNPE sur la commune d'Angoulême s'est concrétisé pour un prix de vente de 6.1 M€.

- ✓ ANGOULEME (16) - 6.1 M € auprès de la SNPE, le site correspond à une ancienne poudrerie nationale fondée en 1819. En exploitation jusqu'en 2004, cet établissement a fourni durant près de deux siècles une importante contribution de la Défense Nationale.
  L'activité de la poudrerie s'est considérablement ralentie depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à la cessation de l'activité sur site au début des années 2000. Depuis sa fermeture, ce site a fait l'objet d'un vaste chantier de dépollution et de démolition pour un budget total de 200 millions d'euros à charge de l'actuel propriétaire. Les conséquents travaux de démolition et dépollution entrepris sont aujourd'hui en cours d'achèvement. Il subsiste en effet la démolition d'un ancien four dont la réception des travaux était prévue en décembre 2024 mais devrait être retardée.
  Avec une surface de 183 hectares, ce site représente un enjeu structurant pour le développement de l'agglomération d'Angoulême dans un contexte de Zéro Artificialisation Nette. La valeur patrimoniale, écologique et forestière du site SNPE est réelle et devra être valorisée à terme notamment par l'ouverture de ce site au public. Aussi, au regard des multiples enjeux qu'il représente, différents acteurs seront associés aux projets à y développer comme le Département de la Charente qui aura notamment vocation à se porter acquéreur des espaces naturels sensibles situés en Bord de Charente en vue de leur préservation et valorisation.
  Les emprises urbanisables à l'échelle de la propriété SNPE représentent une surface d'environ 60 hectares qui pourraient être mobilisés pour le compte d'une ou plusieurs activités à dominante économique. A ce titre, dans le cadre de la volonté de l'Etat Français de réindustrialiser le Pays, un dispositif dénommé « sites industriels clé en main 2030 » a été initié par le gouvernement en Janvier 2020 et suite à une sélection, le site SNPE a été retenu parmi les 55 sites à l'échelle nationale. Ce dispositif vise à accélérer la mobilisation d'un foncier industriel de qualité, en identifiant et labellisant des sites à fort potentiel de développement.

- ✓ LE HAILLAN (33) – 1.8 M€ auprès d'une SCI. Le bien est situé 96 avenue Pasteur, au Haillan, dans un secteur en pleine mutation en lien avec la future desserte du quartier par la ligne de bus express reliant la gare Saint-Jean et Saint-Aubin-du-Médoc. Cette future ligne empruntera l'avenue Pasteur et plusieurs stations sont prévues sur la commune dont une au niveau du Collège Emile Zola, à quelques minutes à pied des parcelles concernées. Aussi, une requalification de l'avenue Pasteur est prévue dans le cadre de la mise en service de cette future ligne. Il s'agit d'un ensemble de bâtis destinés à des activités commerciales ou tertiaires, avec deux corps de bâtis juxtaposés : le bar et la boulangerie à l'avant, donnant sur l'avenue Pasteur ; et les locaux d'activités, ainsi que l'étage supérieur à l'arrière. D'après des premiers estimatifs, le foncier pourrait permettre de créer entre 2500 et 3500 m² de surface de plancher, selon l'implantation du stationnement (rez-de-chaussée ou souterrain).

- ✓ SOULAC SUR MER (33) – 1.45 M€ auprès d'une SARL. Commune soumise au recul du trait de côte, et engagée depuis plusieurs années dans une stratégie de gestion locale de la bande côtière. En ce sens, la parcelle AT25 est ciblée dans le projet de gestion globale du littoral du Nord Médoc de la communauté de communes Médoc Atlantique et par le plan de réduction de la vulnérabilité du littoral. Ce foncier exposé à moyen terme au risque d'érosion est entouré de fonciers communaux et communautaires. La commune souhaite l'acquérir dans le cadre de la préservation de la bande côtière. Il s'agira dans ce projet de la démolition de la résidence de vacances pour éviter la destruction par l'érosion marine avec pour objectif de retrouver un littoral naturel, en créant une zone tampon entre la mer et l'urbanisation avec notamment la préservation des cordons dunaires et de ses écosystèmes, la création d'espaces naturels paysagers. La cession du bien se ferait au profit de la commune. Ce foncier pourrait s'inscrire dans la démarche de création de solutions d'hébergement temporaire pour les saisonniers

- ✓ BORDEAUX (33) – 1.3 M€. L'EPFNA a conclu en janvier 2023 la convention multisites d'intervention sur des secteurs de renouvellement urbain de Bordeaux Métropole. Celle-ci a permis la mise en place d'un périmètre de veille de 472 hectares sur 13 communes de la Métropole. Cette convention répond aux objectifs de l'intercommunalité en vue de mobiliser la capacité d'intervention de l'EPFNA pour maîtriser des parcelles ou secteurs stratégiques dont les caractéristiques de localisation et/ou de capacité de construction sont les plus aptes à répondre aux objectifs métropolitains. Il s'agit d'un

immeuble situé rue Robert Caumont à Bordeaux. Le secteur est pressenti pour de la densification et restructuration urbaines, dans le cadre de la trajectoire ZAN notamment, car les bureaux sont assez anciens et présentent une configuration peu dense. Cela impliquera une modification du PLU pour permettre de la mixité fonctionnelle à terme.

- ✓ AYTRE (17) - 957 K€. L'établissement accompagne, depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de La Rochelle sur le secteur, destiné à l'ouverture à l'urbanisation de long terme, de la ZAC des Cottes Mailles à Aytré. Cette convention vise à accompagner la collectivité dans sa démarche de mise en œuvre d'une opération mixte de grande qualité, par la réalisation de logements (33% de LLS et 20% de logements abordables), d'équipements publics et tertiaires développés de façon diversifiée. L'établissement s'est porté acquéreur d'un foncier composé d'un terrain non bâti d'une superficie de 11.603 m².

- ✓ PUILBOREAU (17) – 800 K€. L'EPFNA accompagne la Communauté d'Agglomération de La Rochelle et la commune de Puilboreau dans la constitution de réserve foncière en vue d'un projet urbain d'ensemble sur le secteur Malmore-Baillac visant la création à terme d'environ 600 logements avec une part importante de logement sociaux (33%) et de logements abordables (20%). La collectivité envisage de redonner une cohérence territoriale à cette entrée d'agglomération marquée par l'éclatement des fonctions urbaines.
  Afin de permettre le renouvellement urbain de ce secteur d'environ 24 ha, l'EPFNA a acquis ce tènement foncier d'une superficie totale d'un peu plus de 2 ha.

Convention d'appui à la maîtrise foncière de l'Opération d'intérêt national Bordeaux Euratlantique signée entre l'EPA Bordeaux Euratlantique et l'EPFNA – 13 décembre 2024

Le 9 octobre 2024 l'EPF de Nouvelle Aquitaine et l'Etablissement Public d'Aménagement de Bordeaux Euratlantique (33) ont signé une convention cadre d'appui à la maîtrise foncière de l'opération d'intérêt national (OIN) ainsi qu'une convention opérationnelle.

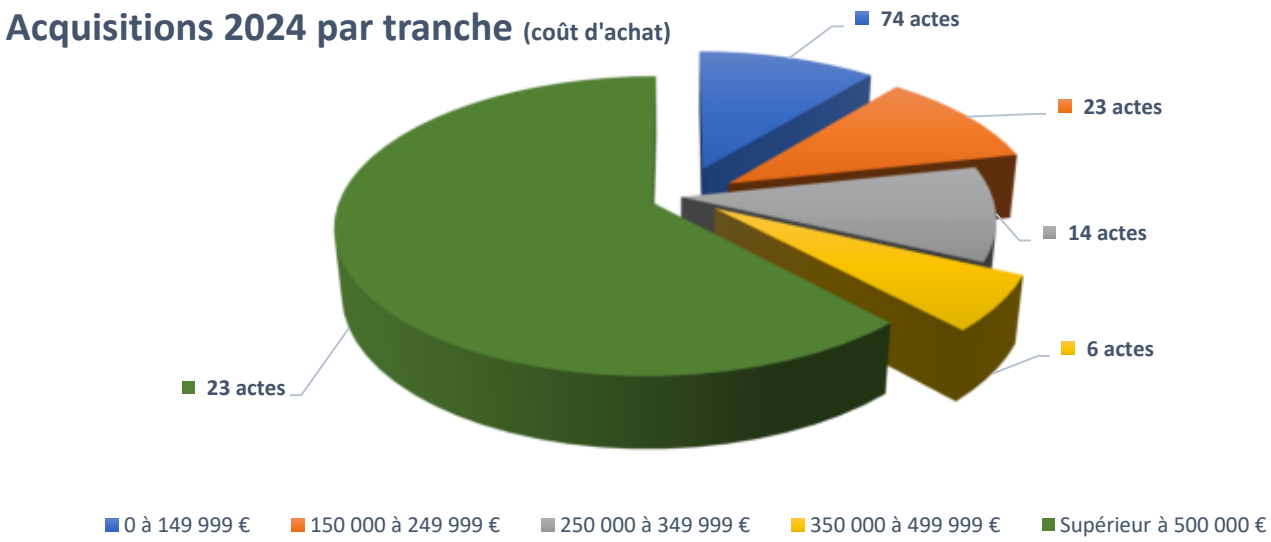
Le projet consistera en la requalification de secteurs aujourd'hui composés en grande partie d'anciens quartiers populaires, caractérisée par la juxtaposition de quartiers d'habitat, d'emprises industrielles, d'activités économiques diversifiées, de vastes terrains ferroviaires et d'infrastructures marquant fortement le territoire, en vue d'accueillir à terme de nouveaux quartiers d'habitat comprenant également des locaux d'activité, de l'emploi et des équipements publics en requalification et densification.
Le périmètre concerné par l'intervention de l'EPFNA correspond au périmètre de l'OIN à l'intérieur duquel cinq territoires de projet sont définis :

1. le quartier de la Gare Saint-Jean, des emprises ferroviaires à la Garonne, entre le pont Saint-Jean et le futur franchissement Jean-Jacques Bosc,
2. le secteur Rive Droite de l'OIN, le long de la voie ferrée, au Nord de la gare : le débouché du pont Saint-Jean rive droite et le projet urbain d'entrée Est du cœur d'agglomération,
3. le quartier Gare de Bègles / Stade Moga,
4. le secteur Grand-Port / Sècheries,
5. le secteur Floirac Sud.

La durée du portage est mesurée par tènement mais ne pourra excéder 10 ans et la durée moyenne de portage des tènements devra être inférieure à 7 ans pour un en-cours de 40 M€ déterminé dans le protocole partenarial de l'EPABE signé le 26 avril 2024, signé entre l'Etat, Bordeaux Métropole, la Ville de Bordeaux, la Ville de Bègles, la ville de FLOIRAC, la Région Nouvelle-Aquitaine, le Département de la Gironde et l'EPABE.
Deux négociations sont en cours sur le secteur de Bègles Garonne, sur lequel une ZAC doit être prochainement créée pour la poursuite de l'Opération d'Intérêt National Bordeaux Euratlantique pour approximativement 600 K€, dont :

- une préemption au prix de la DIA réalisée en fin d'année 2024 pour laquelle un acte d'acquisition doit être signé d'ici mi-mars 2025,
- une préemption de mars 2024 effectuée en révision de prix pour laquelle les vendeurs ont déposé un recours, nous attendons le jugement.

La majorité des actes se situent dans une tranche comprise entre 150 K€ et 250 K€ comme l'illustre le graphique ci-après :



✓ **Les études :**

Les études sont nécessaires à la décision des élus des collectivités ainsi qu'à l'appréciation du contexte et des difficultés des projets.
Les finalités des études sont diverses et peuvent concerner les dynamiques de territoire, le foncier mutable, la mesure de risques d'un projet, l'appréciation du potentiel de construction d'un foncier, la réalisation d'un diagnostic imposé par la réglementation.

Prioritairement, ces études doivent être réalisées en amont de la ou des acquisitions afin de sécuriser le projet objet de la convention. L'EPFNA oriente et accompagne les collectivités dans leur relation avec les partenaires locaux de l'ingénierie (agence technique départementale, CAUE, SEM, etc), l'objectif étant de solliciter les acteurs les plus compétents dans la réalisation et la collecte des études. Si l'offre d'ingénierie locale est insuffisante, l'EPFNA peut réaliser les études, ou les faire réaliser, dans le cadre de la convention.

L'EPFNA définit le besoin en études au regard :

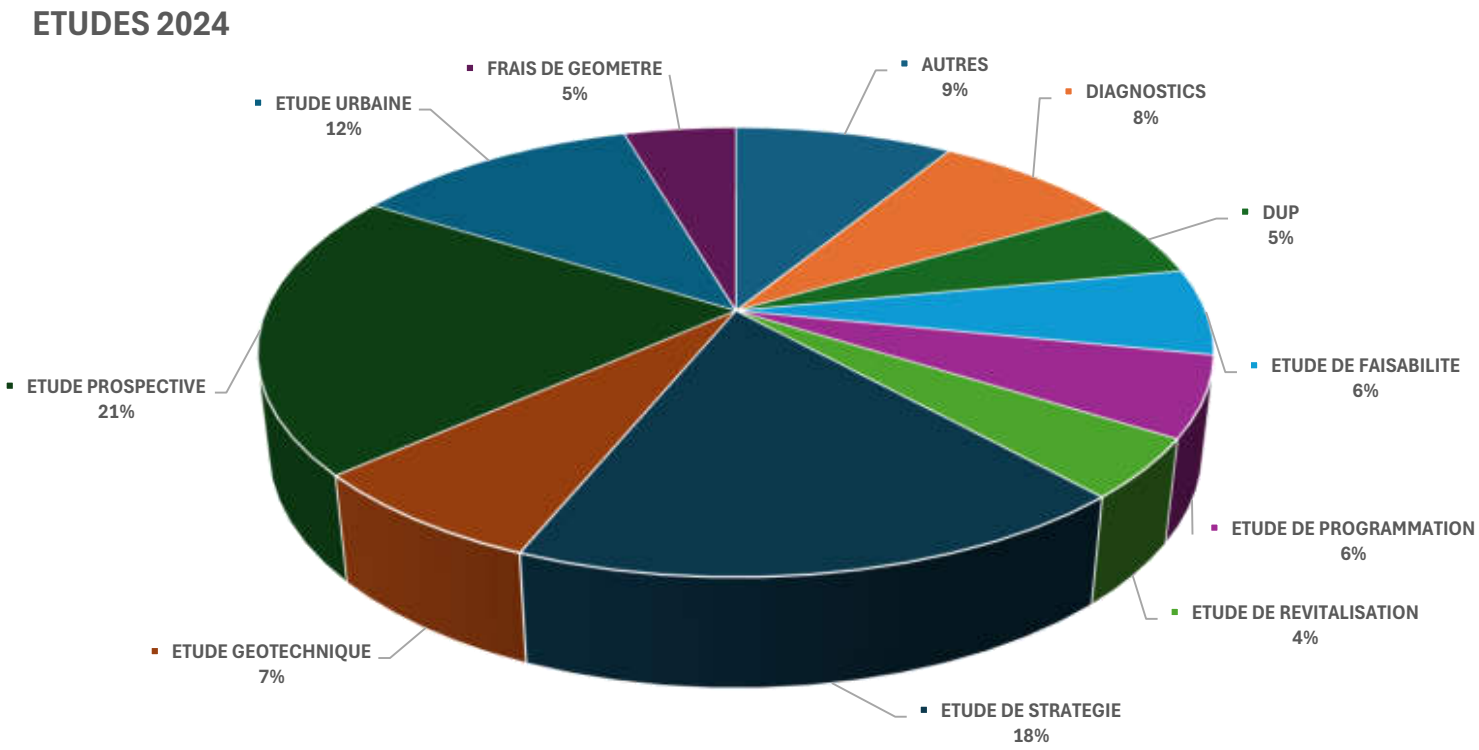
- ✓ Des obligations règlementaires pour concentrer l'appui de l'EPFNA sur les études nécessaires à sa prise de décision ou à la réalisation du projet,
- ✓ Des capacités financières et techniques de la collectivité, donc de sa capacité en propre à faire, ou faire faire,
- ✓ Et de l'offre d'ingénierie locale.

Pour 2024, le niveau d'exécution atteint 52% de la programmation budgétaire pour s'établir à 575 K€ en crédits de paiement pour un prévisionnel de 1.1 M€.

A noter que l'établissement a lancé une étude prospective visant à accompagner la mise en œuvre de stratégies foncières en faveur de la création de logements sociaux en Nouvelle-Aquitaine. Les départements littoraux de Nouvelle-Aquitaine sont soumis à de fortes tensions immobilières qui, associées à la raréfaction des fonciers urbanisables, renforcent les difficultés d'accès au logement non seulement pour les plus modestes mais également pour une part croissante de la classe « moyenne ». Afin d'atteindre les objectifs ambitieux de création de logements sociaux dans ces départements, la DREAL, les DDTM de Gironde, Charente Maritime, Landes et Pyrénées Atlantique, la Banque des territoires, l'EPFNA et l'EPFL Pays Basque souhaitent disposer d'une étude permettant d'analyser les problématiques liées à la mobilisation de fonciers par les acteurs de l'aménagement, de comprendre les enjeux fonciers actuels , à venir, ainsi que les outils et

les méthodes à déployer (organisation post études / moyens juridiques et financiers à mobiliser…) qui pourraient être utilisés pour faciliter l'atteinte des objectifs tels que définis dans les PLH.
L'étude prospective porte sur les départements littoraux de Nouvelle-Aquitaine dont la Charente-Maritime. **Pour le lot 1 en Charente Maritime**, l'étude porte sur les EPCI suivants : CC de l'île de Ré, CA Rochefort Océan, CC Aunis Atlantique, CA de la Rochelle, CC Aunis Sud, CA Royan Atlantique, CC du Bassin de Marennes, CC de l'Île d'Oléron. Les phases 1 et 2 de la présente étude sont à présent terminées.
Les objectifs de cette mission s'articulent autour des principaux objectifs suivants :

- Disposer d'une étude prospective des dynamiques et enjeux fonciers à l'échelle des départements qui composent le littoral de la Nouvelle-Aquitaine ;
- Analyser les stratégies de l'Etat et des collectivités en matière de foncier pour le logement social ;
- Quantifier et qualifier le foncier disponible pouvant être mobilisé pour produire du logement social ;
- Définir une méthode de travail et une gouvernance dédiée visant à répondre aux besoins spécifiques des territoires tout en s'inscrivant dans une logique de sobriété foncière ;
- Consolider les outils fonciers et les moyens existants ainsi que définir les acteurs adaptés pour répondre à ces attentes et besoins
- Identifier les outils existants et les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs poursuivis.



✓ **<u>Mobilisation exceptionnelle du fonds SRU pour la production de logements sociaux</u>**

Comme indiqué dans les éléments de contexte, par délibération en date du 14 mars 2024, le Conseil d'administration de l'EPFNA a approuvé le principe d'une mobilisation exceptionnelle du fonds SRU de l'EPFNA sur les années 2024-2025 pour la production de logement social dans un contexte de crise. Dans le prolongement, l'Etat et l'EPFNA ont signé le 12 avril 2024 une convention de coopération fixant les modalités de mise en œuvre de ce dispositif.

Lors de sa séance du 9 octobre 2024, le Conseil d'administration de l'EPFNA a approuvé une première liste de 39 opérations en attribuant :

- Sur l'enveloppe n° 1 (SRU) : 5 334 176 € (26 dossiers) ;
- Sur l'enveloppe n° 2 (OIN) : 2 655 000 € d'aides (10 dossiers) ;
- Sur l'enveloppe n° 3 (zone détendue) : 570 000 € (3 dossiers) ;

Pour l'ensemble de ces opérations, les conventions relatives à l'octroi de l'aide financière ont toutes été complétées et transmises aux bailleurs pour signature (dématérialisée). Seules quelques-unes restent en attente de réception à l'EPFNA.

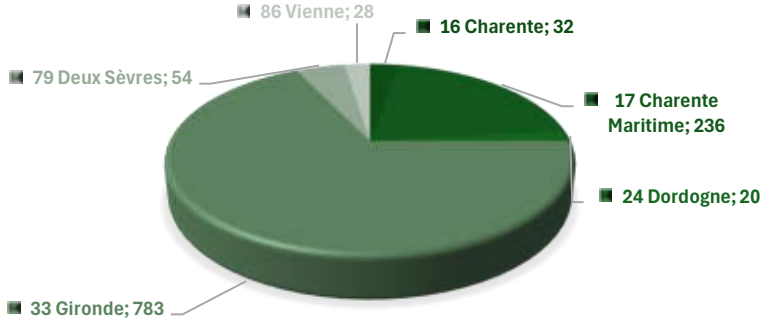
Concernant les demandes d'avance envisagées d'ici la fin de l'année, les retours des bailleurs font actuellement état d'un seul dossier sur la liste SRU (soit 104 000 €) et de trois sur l'OIN (soit 600 000 €).

Au regard de l'importance des demandes d'aide formulées par les bailleurs sociaux, le Conseil d'administration du 9 octobre avait également décidé d'augmenter de 2,24 M€ la disponibilité des fonds pour les enveloppes n° 1 et n° 2 (fongibles en application de l'article 2-1 de la convention de coopération), la portant ainsi de 9,5 à 11,74 M€ afin de renforcer l'action contracyclique du dispositif.

Sur l'exercice 2024, l'établissement a engagé 36 conventions pour un potentiel de 1 153 logements aidés pour un montant total de subvention s'élevant à 7 989 176 €

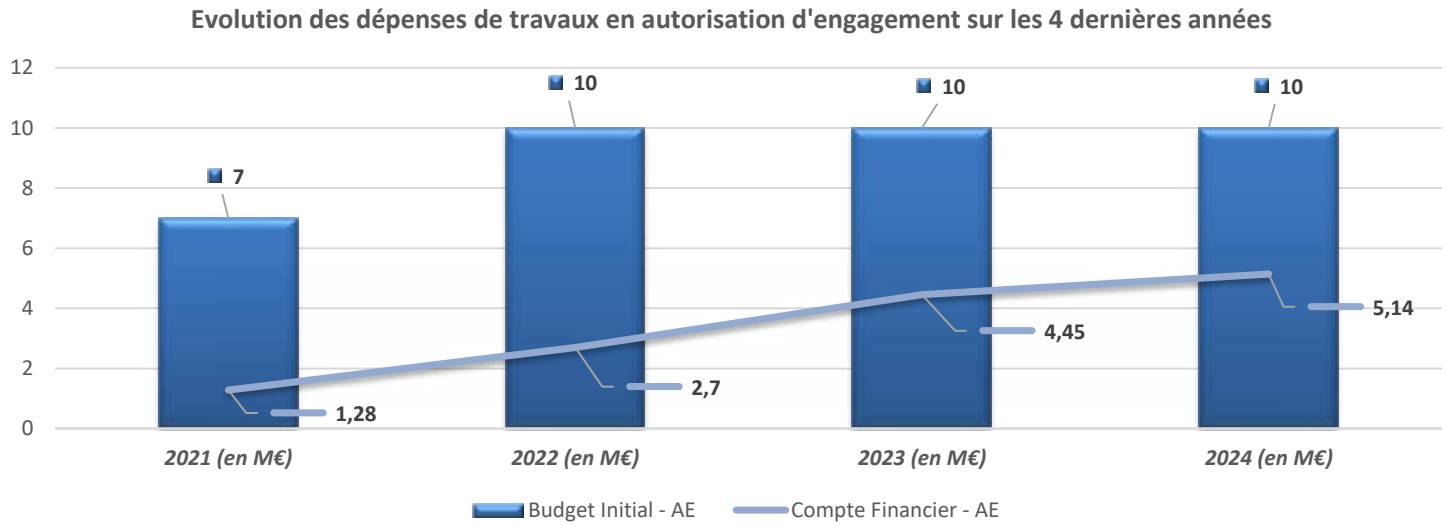
Enveloppe	Raison sociale	Commune	Nb de logements subventionnés	Subvention
Mobilisation exceptionnelle fonds SRU - Enveloppe 1	ASSOSCIATION L'ESCALE	BRESSUIRE	20	200 000
	ASSOSCIATION L'ESCALE	PUILBOREAU	29	290 000
	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	BORDEAUX	117	585 000
	CLAIRSIENNE	CESTAS	34	239 176
	CLAIRSIENNE	LA TREMBLADE	17	170 000
	CLAIRSIENNE	ST-GEORGES DE DIDONNE	46	460 000
	COOP CHARENTE MARITIME HABITAT	SAUJON	18	180 000
	COOP CHARENTE MARITIME HABITAT	ST-PALAIS SUR MER	42	420 000
	COOP CHARENTE MARITIME HABITAT	VAUX-SUR-MER	13	130 000
	DEUX-SEVRES HABITAT	MAULEON	11	110 000
	DOMOFRANCE	ARCACHON	62	620 000
	DOMOFRANCE	GUJAN-MESTRAS	19	190 000
	HABITAT 17 - OPH DE LA CHARENTE MARITIME	DOMPIERRE-SUR-MER	11	110 000
	IMMOBILIERE ATLANTIC AMENAGEMENT	MAULEON	15	150 000
	LOGELIA - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA CHARENTE	ANGOULEME	32	320 000
	MESOLIA HABITAT	BERGERAC	20	200 000
	MESOLIA HABITAT	BOULIAC	20	200 000
	NOALIS	VAUX-SUR-MER	18	180 000
	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE	SAINT-BENOIT	20	100 000
	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE	ST-GEORGES DE DIDONNE	9	90 000
	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE GRAND POITIERS – EKIDOM	LIGUGE	8	80 000
	OPH DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA ROCHELLE	AYTRE	20	100 000
	OPH DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA ROCHELLE	CHATELAILLON-PLAGE	13	130 000
	SOLIHA	BRESSUIRE	8	80 000
		TOTAL	**622**	**5 334 176**
Mobilisation exceptionnelle fonds SRU - Enveloppe 2 (OIN)	3F RESIDENCES	BORDEAUX	47	235 000
	AQUITANIS OPH DE BORDEAUX METROPOLE	BORDEAUX	94	470 000
	CLAIRSIENNE	BORDEAUX	203	1 015 000
	DOMOFRANCE	BORDEAUX	39	195 000
	GIRONDE HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	BORDEAUX	64	320 000
	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	FLOIRAC	84	420 000
		TOTAL	**531**	**2 655 000**
		TOTAL	**1 153**	**7 989 176**

NOMBRE DE LOGEMENTS AIDES PAR DEPARTEMENTS



✓ **Les travaux :**

En 2024, le montant budgétaire en autorisations d'engagement du poste travaux s'établit à 5 136 988.46 € (4 467 727.98 € en crédits de paiements) (tableau AB) pour un prévisionnel de 10 000 000 €, soit un taux d'exécution de 51% contre 44% en 2023. Ce niveau d'exécution budgétaire dénote une réelle montée en charge progressive de ce poste de dépense, sur ces 4 dernières années, s'expliquant notamment par la structuration d'un pôle technique adapté et calibré aux enjeux et par une volonté de la direction de mobiliser les équipes sur ces sujets.



Sur les emprises acquises en matière de déconstruction, dépollution et travaux, l'action de l'établissement demeure soutenue :

✓ Châtellerault (86) - La Star. La friche de la Star, ancienne entreprise de transports située à l'entrée nord de Châtellerault sur l'avenue Louis-Ripault, a été acquise fin 2019 par l'Etablissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine. Agissant pour le compte de la municipalité de Châtellerault, l'EPFNA a acquis le terrain de 2 hectares et les ruines immobilières de 2 400 m^2 pour la somme de 185.000 € dont il assure depuis cette date la gestion et ce, pendant toute la durée du portage, au moyen d'une convention de réalisation dont l'échéance est fixée au 31/12/2026. L'EPFNA répond ainsi au besoin du territoire et aux ambitions de la commune qui souhaitait engager une opération de reconversion de cette friche en faveur d'une opération de renouvellement urbain.

❖ Phase 1 : curage et démolition

Après une phase de sécurisation et de curage du site, l'EPFNA a engagé dans la foulée des travaux de démolition (déconstruction du bâtiment) s'élevant à 158 500 € et lancé l'opération de désamiantage à l'été 2021.

❖ Phase 2 : réhabilitation des sols pollués

La phase 2 porte sur la dépollution du site après une deuxième phase de diagnostic des sols afin de chiffrer le montant de la dépollution. En 2024, considérant la complexité des travaux liés à la reconversion de cette friche de 2,5 hectares, l'EPFNA publie un appel à candidature pour des travaux de réhabilitation de sols pollués : procédure adaptée restreinte de type « conception-réalisation » comportant une mission d'étude et de conception des travaux de réhabilitation des sols pollués, puis l'exécution desdits travaux. A ce titre, 3 groupements ont été retenus et auditionnés. C'est l'entreprise Brezillon qui a été retenue. A noter que le processus de sélection du groupement a fait l'objet d'un dialogue constant avec les services de l'ADEME.

Le projet : réalisation d'un multiplexe de loisirs attractif de 4 300 m^2 au cœur de Châtellerault. A l'achèvement des travaux, ce sont plus de 2 hectares de foncier qui auront été libérés pour accueillir de nouvelles constructions. L'EPFNA a été chargé de trouver un opérateur privé en fonction des souhaits de la municipalité.

L'opérateur Vertigo, porte aujourd'hui un projet de réalisation d'un pôle loisir axé autour d'un bâtiment principal intégrant des pistes de bowling, un kids parc, un laser game, une salle de billard ainsi qu'un espace dédié à un bar à bières. Cet ensemble est la clé de voûte du projet de Vertigo, qui réplique ici un modèle déjà éprouvé dans des villes moyennes de la région (Libourne, Villeneuve sur-Lot, Cognac ou Angoulême). Deux autres tranches ultérieures sont prévues en termes de construction (dont la première intégrant une enseigne de restauration).





- ✓ Montmorillon (86) - Maison Dieu. Le site est localisé au sein de la commune de Montmorillon (6 095 hab.), dans la Communauté de communes Vienne et Gartempe (39 261 hab.), au Sud du département de la Vienne. La Maison-Dieu fut fondée au XIe siècle pour permettre l'accueil des pèlerins et des malades. Elle connaît un essor exceptionnel jusqu'au XVIe siècle puis est reprise par les Augustins réformés de Bourges qui construisent, au XVIIe siècle, les bâtiments conventuels de style classique. En 1807, la Maison-Dieu est transformée en Petit Séminaire avant de devenir un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) en 1969 puis de fermer ses portes en 2009. Ainsi, a émergé l'idée d'un portage du site par l'EPFNA pour le compte des collectivités, permettant de gérer au mieux la phase transitoire nécessaire pour préciser le projet, mettre en valeur le site, faciliter sa prise en main par des investisseurs et continuer à le faire vivre sur le plan culturel tout en bénéficiant de l'expertise de l'EPFNA. Le portage par l'EPFNA permet de coordonner les acteurs et de fédérer toutes les initiatives propres à dessiner un avenir digne de la Maison-Dieu.
  L'EPFNA réalise depuis février 2024, des travaux de curage et désamiantage sur le site de la Maison Dieu à Montmorillon. L'objectif est de créer des plateaux vides dans les bâtiments afin qu'un futur acquéreur puisse se projeter.



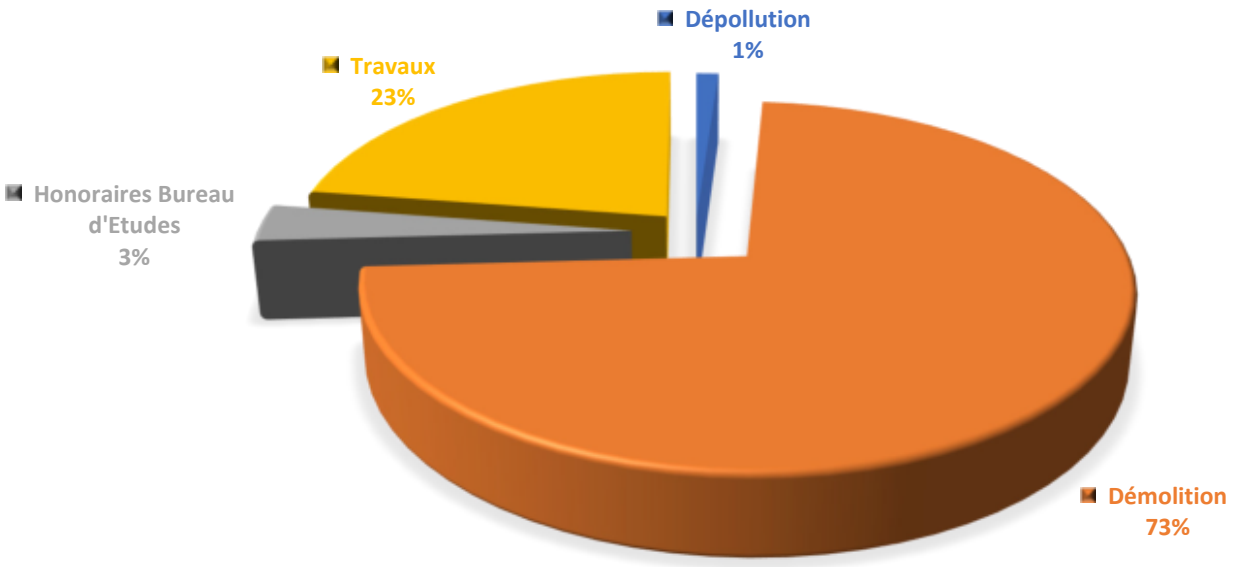
- ✓ La Rochelle (17) – Ancien CFA. Déconstruction partielle de l'ancien CFA de La Rochelle : Les travaux de démolition et désamiantage ont démarré sur le site de l'ancien CFA de la Rochelle. Une réunion publique a lieu début juillet 2024, afin de présenter les enjeux du chantier aux habitants. Une attention particulière est portée sur la sécurisation des avoisinants, le site se trouvant mitoyen à une école encore en activité. La durée des travaux prévue est de 22 semaines. Des objectifs de réemploi est mis en œuvre sur ce chantier, notamment sur l'ossature métallique d'un des bâtiments, mais aussi sur l'ensemble des gravillons présents en toiture terrasse. Cette opération a bénéficié d'une subvention au titre du fonds friches afin de financer une partie du désamiantage et de la déconstruction du site.



- ✓ Angoulême (16) – Ilot du Port. Le marché a pour objet les travaux de confortement du mur de soutènement soutenant la rue de bordeaux et les travaux de gestion des terres non inertes présentes sur les parcelles en contrebas du mur. Le marché comprend des travaux préparatoires et travaux de confortement et de dépollution et stabilité provisoire du mur accolé au garage.
  Les travaux ont commencé l'été 2023 et ont dû être stoppés après la découverte d'amiante sur une grande partie de la parcelle. La reprise du chantier s'est faite au mois de février, les travaux de désamiantage ont duré 3 semaines. L'évacuation des terres polluées et le confortement du mur de soutènement ont donc pu reprendre courant mars. A ce jour, le chantier est toujours en cours.



DÉTAIL DES TRAVAUX 2024



✓ **<u>Les minorations :</u>**

Le dispositif de minoration foncière introduit maintenant depuis plusieurs années par l'établissement permet de prendre en charge une partie de la différence entre la charge foncière réelle et la charge foncière de référence, c'est-à-dire entre le prix de revient du foncier et le prix supportable par l'opération. Grâce à ce fonds de minoration foncière, l'établissement contribue à l'émergence de projets difficiles dans les centre-bourgs ruraux comme dans les zones urbaines ou dans la reconquête de friches industrielles dans le cadre d'une analyse économique du projet. Le coût de revient du portage de l'EPFNA, au moment de la cession du foncier, s'en retrouve diminué.
Ce fonds est doté à la fois par les fonds propres de l'établissement mais également par le fond SRU qui est alimenté par les prélèvements payés par les communes déficitaires au titre de la loi SRU. Pour ce dernier et dès lors que les communes n'appartiennent pas à un EPCI délégataire des aides à la pierre, la partie non majorée des prélèvements est versée à l'EPFNA au service de la production de logements dans des projets difficiles sur le plan technique ou financier.

Le montant des minorations **affectées (votées) par les différents conseils d'administration** au cours de l'année 2024 s'élève à :

- ✓ 3 460 000 € au titre des minorations SRU,
- ✓ 1 252 598 € au titre des minorations EPFNA.

Le montant des minorations **annulées** par les différents conseils d'administration au cours de l'année 2024 s'élève à :

- ✓ 622 000 € au titre des minorations SRU,
- ✓ 997 582.14 € au titre des minorations EPFNA.

Le montant des minorations **mobilisées** concomitamment aux cessions signées en 2024 s'élève à :

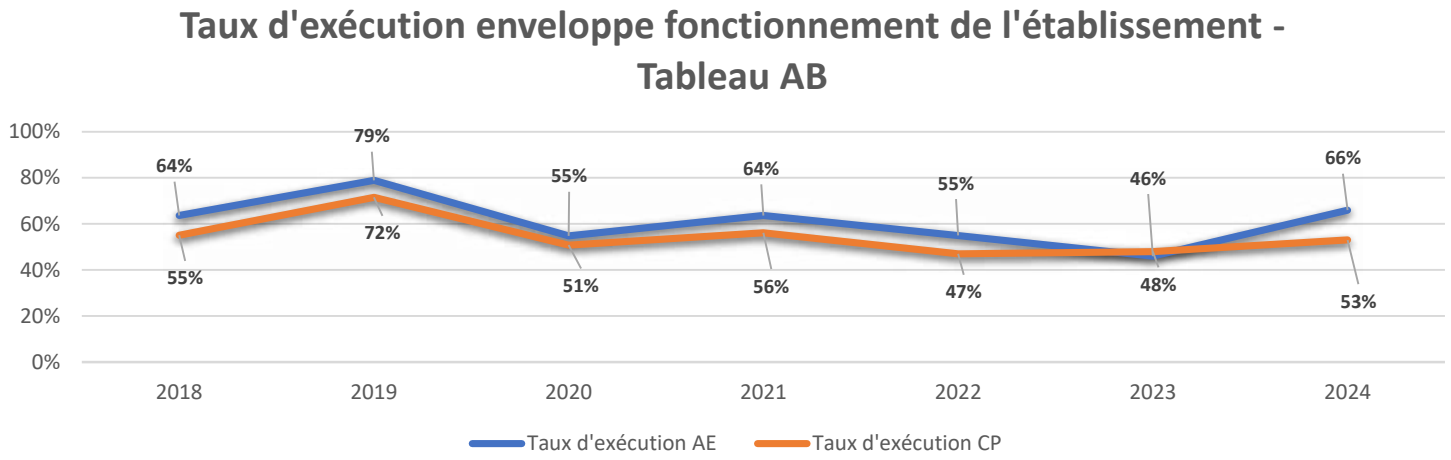
- ✓ 656 376 € au titre des minorations SRU,
- ✓ 1 936 857 € au titre des minorations EPFNA,

Parallèlement et dans le prolongement des recommandations formulées par le commissaire aux comptes en 2022, l'établissement a procédé à une revue exhaustive de l'ensemble des minorations non mobilisées et annulées à fin 2024. La majorité des minorations font l'objet d'une présentation en annexe dans les engagements hors bilan. Par ailleurs et s'agissant des minorations affectées, sur 2024, pour lesquelles l'établissement est en mesure de justifier de son utilisation future par un avant contrat signé (*promesses de vente*), ces dernières ont fait l'objet d'une écriture de dépréciation de stock pour un montant de 1 355 000 €

(*voir annexe du compte financier*). Enfin et tenant compte des écritures de reprise pour dépréciation du stock comptabilisées sur l'exercice concerné, le niveau de dépréciation de stock cumulé à fin 2024, s'établit à 2 521 000 €.

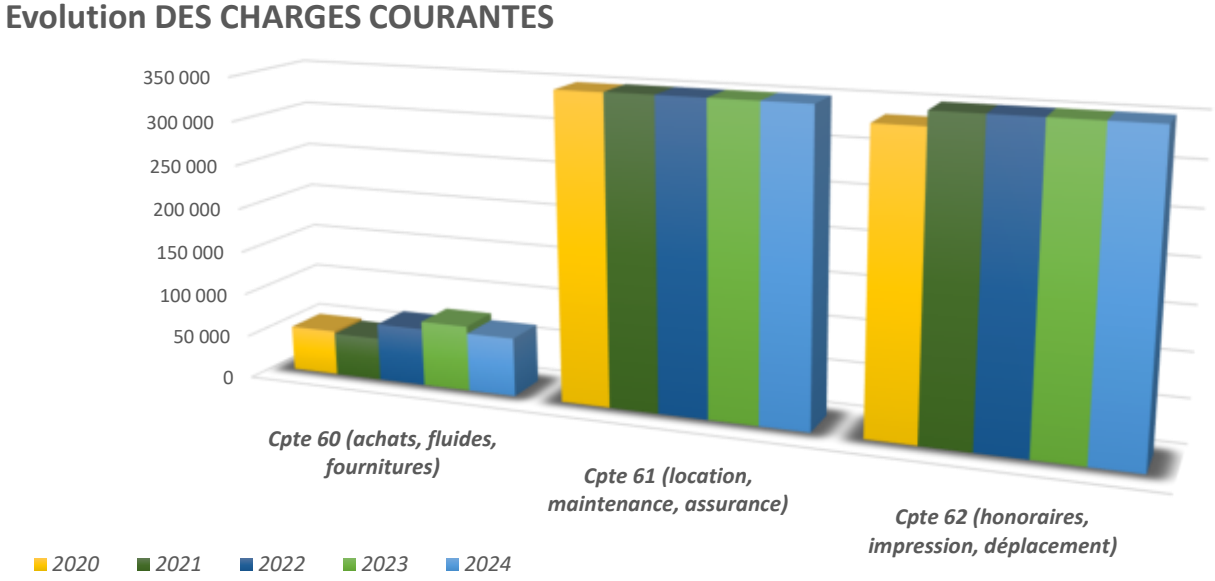
4.2 - LE FONCTIONNEMENT COURANT DE L'ETABLISSEMENT

Le fonctionnement courant de l'Etablissement (*hors personnel*) s'élève quant à lui à 1 161 997.84 € (*tableau AB en crédits de paiement)* pour un prévisionnel de 2 194 050 €, soit un taux d'exécution avoisinant les 53 % et à niveau sensiblement similaire à 2023 (1 138 K€ en crédits de paiement) dénotant d'une gestion contenue et maitrisée des dépenses utiles au bon de fonctionnement courant de l'établissement.



Sous ce poste, on retrouve l'ensemble des frais de fonctionnement de l'établissement tels que l'électricité ; le chauffage ; le carburant ; les différentes maintenances informatique, téléphonique ; les locations ; la communication ; les prestations de nettoyage ; les frais de déplacement…
Les charges de fonctionnement courantes se maintiennent à un niveau équivalent comparé aux années antérieures.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Cpte 60 (achats, fluides, fournitures)	51 023	51 839	49 074	66 452	75 322	67 261
Cpte 61 (location, maintenance, assurance)	321 497	349 410	482 553	521 472	563 627	525 273
Cpte 62 (honoraires, impression, déplacement)	388 654	334 028	405 381	409 895	473 694	560 243
Total	**761 174**	**735 278**	**937 008**	**997 819**	**1 112 643**	**1 152 777**



Le niveau d'exécution budgétaire 2024 comparé à l'année 2023 est stable :

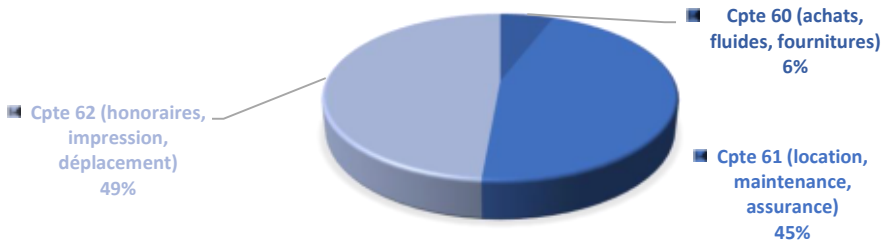
- ✓ Les dépenses d'électricité sont maitrisées (46 K€ au titre de 2023 contre 30 K€ au titre de 2024),
- ✓ Les charges locatives liées aux locaux de l'établissement progressent de 6%,
- ✓ Les locations de véhicules sont en baisse de 16% dénotant une réelle volonté de faire un meilleur usage des déplacements en privilégiant les moyens de communication moderne,
- ✓ Le poste assistance à maîtrise d'ouvrage progresse de 40% qui s'explique par la passation d'un marché ayant pour objet l'assistance ponctuelle de l'EPFNA pour le pilotage des études auprès de ses partenaires ainsi qu'en interne lors de l'absence de la directrice du service études,
- ✓ La formation continue du personnel de l'établissement progresse passant de 40 K€ à 76 K€ entre 2023 et 2024 (+47%). Les actions ont été nombreuses. Outil majeur à la disposition des salariés qui leur permet de se former tout au long de leur parcours professionnel, pour acquérir ou développer les compétences ; faire reconnaître ses compétences, ses connaissances et ses aptitudes acquises dans l'exercice de son métier ; s'adapter aux évolutions de son poste ;
- ✓ Les frais de mission chutent de 67% entre 2023 et 2024 démontrant ainsi la volonté de la direction générale de rationaliser les déplacements. Dans l'objectif d'améliorer les échanges, la transversalité et le mode projet entre tous les collaborateurs, il a été conseillé aux opérationnels de travailler selon une semaine type, à compter de septembre 2024 : lundi et mardi en présentiel, mercredi, jeudi et vendredi déplacement ou présence bureau / télétravail. Il a été fortement recommandé aussi de définir à l'avance les jours récurrents de présence dans les territoires, permettant ainsi aux collectivités de pouvoir positionner leurs réunions par anticipation.

L'ensemble des autres dépenses de fonctionnement demeurent à un niveau équivalent aux années antérieures sans qu'elles soient de nature à bousculer les équilibres globaux de l'enveloppe.
A souligner la prise à bail d'un local sis 4 rue de la Rousselle à Bordeaux (33000) en août 2024. Ce souhait de prendre à bail un local sur Bordeaux s'explique par la forte montée en charge de l'intervention de l'établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine (EPFNA) sur le sud de son territoire d'intervention : Intervention sur le littoral de Gironde, Bordeaux Métropole (OIN et hors OIN), Lot et Garonne, voire Corrèze.

La prise à bail de ce local de moins de 50 m² permettra de répondre aux besoins suivants :

- Disposer d'une salle de réunion propre à l'EPFNA pour recevoir ses partenaires (maires et techniciens des communes périphériques, promoteurs et opérateurs basés à Bordeaux) et ainsi réduire la durée et la distance des déplacements des collaborateurs de l'EPFNA.
- Disposer d'un espace de bureaux de proximité s'adressant aux collaborateurs de l'EPFNA pour travailler entre deux rendez-vous lorsqu'ils sont en déplacement ou dans l'attente d'un train dans un objectif d'améliorer les conditions de vie au travail.
- Marquer la présence de l'établissement sur le territoire et réduire les déplacements.

Le choix du lieu s'explique par la proximité de la croisée des tramways, porte de bourgogne : 4 stations de la Gare Saint Jean SNCF et 5 stations de Mériadeck (préfecture de région, siège de Bordeaux Métropole).
La configuration du local et des aménagements envisagés (une cloison à poser, équipement mobilier par réutilisation du matériel existant), ainsi qu'un faible investissement (achat d'un système de visioconférence et d'un vélo pliant) permettra au local d'être rapidement opérationnel.
Un travail est également mené avec les collaborateurs concernés et les représentants du CSE de l'EPFNA pour mettre en place un cadre d'usage qui soit le plus robuste possible au regard des règles internes de l'établissement applicable au personnel (notion de déplacement professionnel, télétravail, horaires).



L'établissement a lancé, depuis plusieurs années, un vaste chantier en matière de refonte des supports informatiques et logiciels rendus nécessaire notamment par la mise en place du télétravail mais aussi et surtout pour doter les équipes de l'établissement d'outils performants et appropriés aux missions et également pour répondre aux besoins de la direction générale de bénéficier de données fiables et synthétisées et permettre un meilleur pilotage de l'activité.

Mon Territoire Carto (SOGEFI)

Développement de la plateforme Web permettant de visualiser les données sur une cartographie Web.

- Développement d'indicateurs dents creuses et parcelles sous-densifiées (BIMBY),
- Nouvel outil de requêtage sur les parcelles avec plus de critères.



ArcGIS Dashboards

Déploiement de la plateforme Web permettant de visualiser des tableaux de bord qui exposent les données dans un format facile à lire :

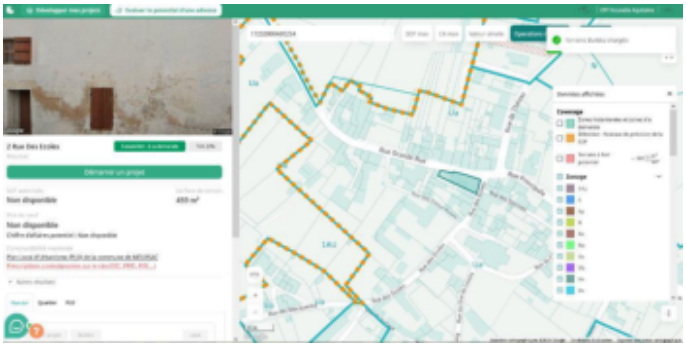
- Réaliser des présentations visuelles,
- Comprendre rapidement facilement des informations pertinentes sur un seul et même écran,
- Aidez et offrir aux utilisateurs un outil avec lequel ils peuvent interagir sur des données dynamiques.



Buildrz

Cette plateforme Web est un outil permettant de réaliser des études capacitaires (simulation de projets 3D selon règlements d'urbanisme avec l'aide de l'IA).

- Identifier des fonciers,
- Évaluer des projets et valider leur opportunité,
- Piloter les projets.



4.3 - LE PERSONNEL

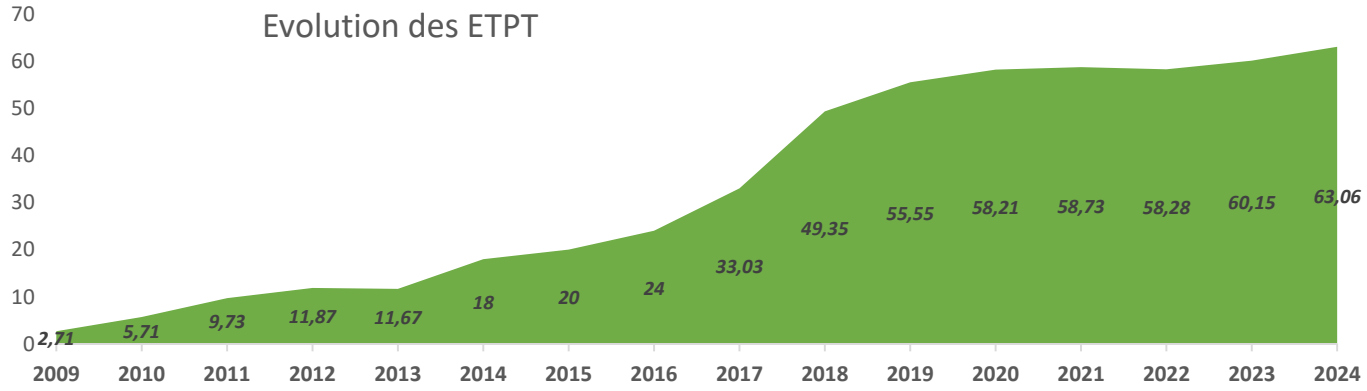
Les charges de personnel qui correspondent à l'enveloppe de « Personnel » telle que définie dans GBCP, s'élèvent à 4 235 125.23 € (Tableau AB – en CP) pour un budget voté de 5 350 000 €, soit un taux d'exécution de 79 % contre 84% en 2023. Le budget initial 2024 prévoyait 70 ETPT pour 63.06 ETPT réalisés.

L'année 2024 devait initialement permettre de poursuivre la réorganisation des services opérationnels et l'affirmation du management de ceux-ci par Alexandre VILLATTE.
Les dépenses de personnel sont maîtrisées pour atteindre un niveau similaire à 2023 à niveau d'ETPT inférieur (61.15 en 2023 contre 63.06 en 2024), le coût moyen par ETPT passant de 73 K€ en 2023 à 67 K€ en 2024.

Elle représente 8% des dépenses globales de l'établissement pour l'année écoulée.

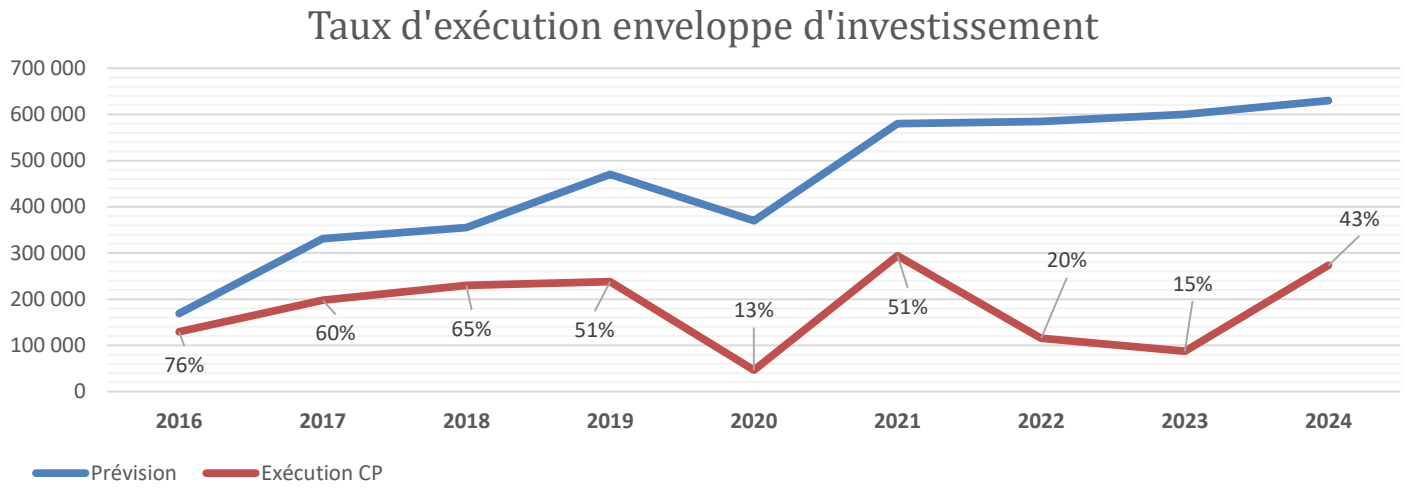
Les principales actions RH de l'année 2024 sont :

- ✓ Entrée en vigueur du nouveau règlement intérieur et nouveau règlement du personnel en collaboration avec le CSE ;
- ✓ Mise en place du nouveau CSE de l'établissement (4 titulaires et 4 suppléants) ;
- ✓ Stagiaires : 1 stagiaire dans le cadre d'un Master 2 droit de l'urbanisme et de la construction et accueil de 3 stagiaires de seconde (stages d'observation en milieu professionnel) ;
- ✓ Mise en œuvre d'un groupe de travail relatif au nouvel accord d'intéressement 2024-2026 qui a abouti à la signature d'un nouvel accord d'intéressement le 18 juin 2024 ;
- ✓ Révision de la note de service relative à l'évacuation de l'établissement en cas d'incendie ;
- ✓ Mise en place d'1/4 d'heure mensuel relatif à la sécurité, santé et conditions de travail ;
- ✓ Poursuite du partenariat avec la médecine du travail à propos de l'évaluation des RPS (risques psychosociaux) et sensibilisation RPS, en partenariat avec les membres du CSE : restitution de l'audit sur l'évaluation des RPS de l'établissement, mise en place d'un plan d'actions ;
- ✓ Mise à jour du DUERP (document unique d'évaluation des risques professionnels) ;
- ✓ Poursuite du travail concernant les organigrammes fonctionnels nominatifs (OFN) ;
- ✓ Mise à jour du passeport intégration des nouveaux collaborateurs ;
- ✓ Poursuite du partenariat avec l'association NQT "nos quartiers ont du talent, pour l'égalité vers l'emploi" ;
- ✓ Nouveau plan d'actions égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- ✓ Nouvelle décision relative aux déplacements et aux remboursements des frais professionnels des collaborateurs ;
- ✓ Poursuite du déploiement des modules entretien et compétence sur SIRH Eurecia, révision de nos différentes trames d'entretiens dématérialisées ;
- ✓ Elaboration d'une enquête à chaud sur le retour des formations ;
- ✓ Campagne d'entretiens annuels 2024/2025 ;
- ✓ Mise en place du local archives et d'une procédure de consultation ;
- ✓ Audits de la direction territoriale 33 et du service comptable et financier.



4.4 – LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement s'établissent à 273 190.17 € en CP pour un budget de 630 000 € soit un taux de réalisation de 43 %. Cette enveloppe regroupe le mobilier, le matériel informatique et logiciels ainsi que les travaux sur sol d'autrui, l'EPF étant locataire de ses bureaux.

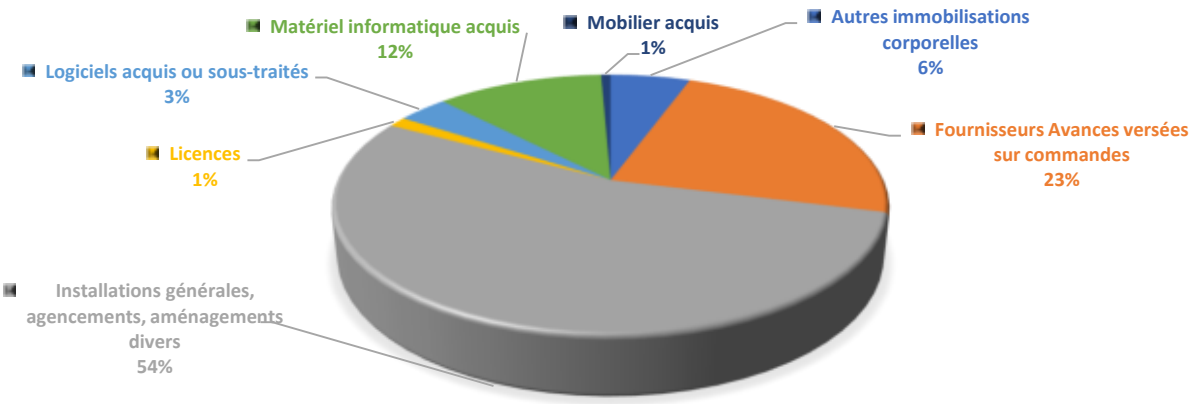


Le budget 2024 devait essentiellement être consacré à la réalisation des travaux et aménagements envisagés dans les locaux de l'établissement (représentant 80% de l'enveloppe budgétée) ainsi qu'au renouvellement usuel du parc informatique.

Les travaux envisagés ont été réalisés :

- Travaux de remplacement du système de climatisation au 3ème étage et dans la mezzanine des locaux (47 K€) de l'établissement comprenant la dépose et évacuation de l'existant, la fourniture, pose, raccordement et mise en service du groupe extérieur.
- Travaux de climatisation dans les locaux de l'établissement au R+2 et R+4 (88 K€).
- Travaux d'aménagement intérieurs au 4ème étage des bureaux : création d'une ouverture d'1m80 de largeur pour relier 2 bureaux au 4ème étage, pose de châssis type verrière et modification d'une porte par l'installation d'une partie vitrée, agrandissement de bureau par le déplacement d'une cloison création d'une ouverture d'1m80 de largeur pour relier 2 bureaux au 4ème étage et suppression d'un placard intégré et mise en place de panneaux type verrière pour agrandissement du bureau (27 K€).
- Construction, en lieu et place de locaux sanitaires existants, de deux espaces juxtaposés contenant chacun un espace de douche cloisonné et un espace déshabillage ainsi qu'un espace attenant de type vestiaire (19 K€).

ETAT DES CREDITS DE PAIEMENT DE L'ENVELOPPE INVESTISSEMENT 2024

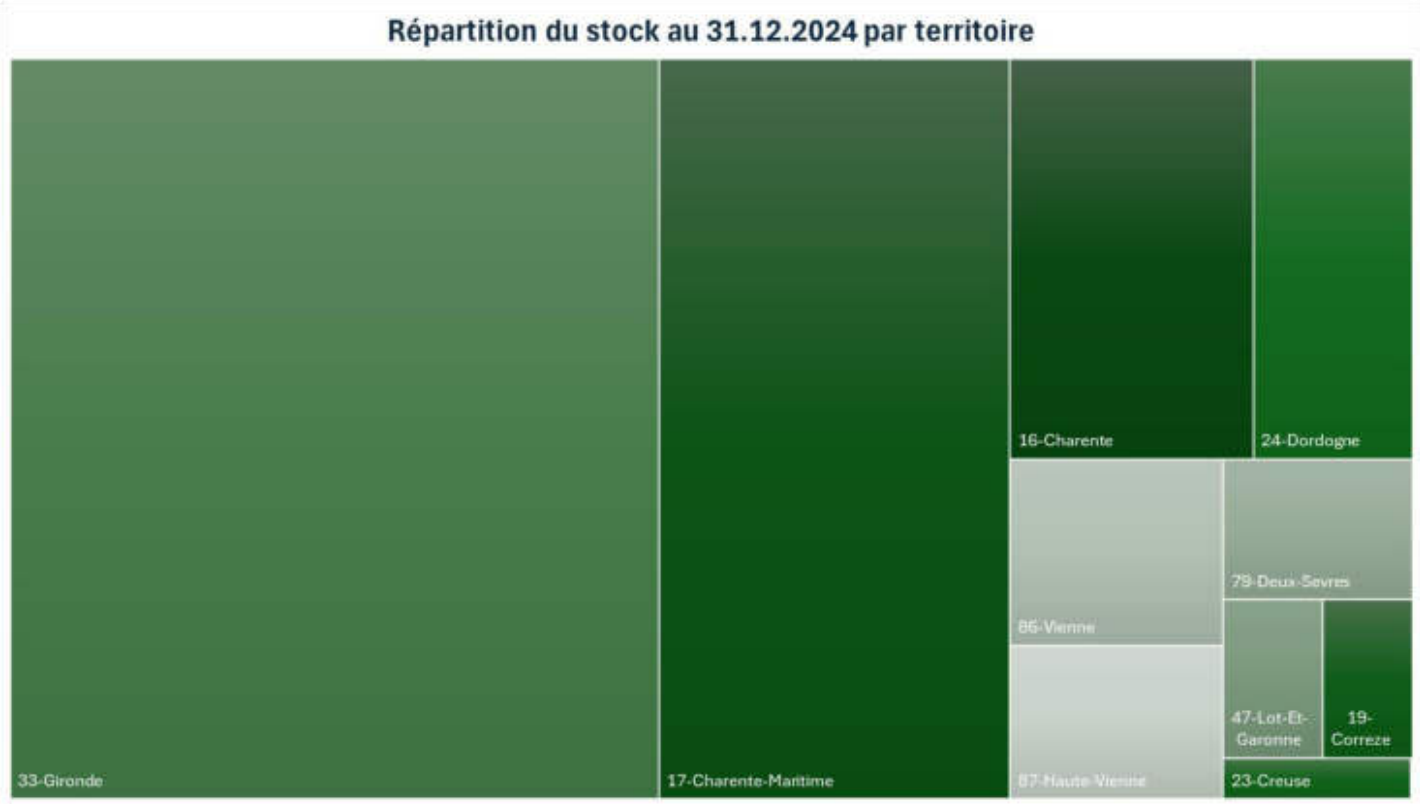


L'état des amortissements détaillant les investissements, est **annexé au compte financier.**

5- LES STOCKS

Au 31.12.2024, le stock foncier s'élève à 211 062 749.20 € (*après retraitement des subventions et des minorations*) (**en annexe du compte financier**).
Ce point est repris dans l'annexe de l'agent comptable.

Départements	Stock au 31/12/2023	Entrées	Sorties	Stock au 31/12/2024	Variation
16 Charente	13 324 274,02	7 976 022,41	1 482 772,88	19 817 523,55	6 493 249,53
17 Charente Maritime	46 304 073,57	10 183 332,62	3 656 452,69	52 830 953,50	6 526 879,93
19 Corrèze	1 672 347,76	1 407 478,61	163 007,33	2 916 819,04	1 244 471,28
23 Creuse	1 969 897,90	185 985,03	629 124,62	1 526 758,31	-443 139,59
24 Dordogne	12 424 599,02	2 287 188,11	1 747 786,48	12 964 000,65	539 401,63
33 Gironde	89 174 647,90	24 164 041,58	15 727 025,21	97 611 664,27	8 437 016,37
47 Lot et Garonne	2 676 690,18	1 316 764,33	768 860,48	3 224 594,03	547 903,85
79 Deux Sèvres	7 482 743,66	987 766,58	3 056 482,17	5 414 028,07	-2 068 715,59
86 Vienne	6 549 009,87	2 542 300,50	1 003 482,82	8 087 827,55	1 538 817,68
87 Haute Vienne	5 385 853,41	1 669 956,83	405 524,95	6 650 285,29	1 264 431,88
Non affecté	4 633,00	13 661,94		18 294,94	13 661,94
TOTAL	**186 968 770,29**	**52 734 498,54**	**28 640 519,63**	**211 062 749,20**	**24 093 978,91**



6- CONCLUSION

Le résultat comptable 2024 est excédentaire et s'établit à 26 945 563.12 €.

La trésorerie finale au 31.12.2024 affiche un solde disponible de 56 398 729.78 €. La question de la trésorerie, cruciale pour l'EPFNA et l'ensemble des opérateurs économiques, est traitée selon des principes de bonne gestion : l'établissement public foncier de Nouvelle Aquitaine, comme chaque EPF, vise à disposer de l'équivalent en caisse de trois à six mois d'activité budgétée et ce pour permettre une intervention plus ou moins rapide et massifs compte tenu de la pression foncière sur certains territoires.
A ce titre et compte tenu notamment de la programmation budgétaire 2025 en dépenses et en recettes en lien notamment avec le plan d'actions déclinés plus avant, l'établissement dispose à fin 2024 pour tenir les objectifs 2025 d'un niveau de trésorerie équivalent à sept mois d'activité.

Aussi et malgré des résultats excédentaires, l'établissement doit être vigilant au regard de l'incertitude pesant sur la pérennité du montant de la dotation de l'Etat pour les années à venir.

Enfin, le compte financier 2024 fait apparaitre un reste à payer budgétaire de 19 463 154.05 € qu'il conviendra de prendre en compte au cours de l'année 2025, en fonction de l'évolution des dépenses réalisées. L'évolution des restes à payer (AE-CP) est la suivante :

	CF 2018	CF 2019	CF 2020	CF 2021	CF 2022	CF 2023	CF 2024
Restes à payer (AE-CP)	7 488 448,39	5 499 555,01	-1 413 069,60	1 222 720,14	3 006 481.21	674 158.13	19 463 154.05

L'ensemble des tableaux et annexes **sont joints** à la délibération approuvant le compte financier de l'exercice 2024.

ANNEXE DU COMPTE FINANCIER

2024

L'instruction comptable commune du 17 décembre 2019 définit la notion d'annexe des comptes annuels des établissements publics nationaux. Document essentiel pour l'amélioration de la qualité comptable et la transparence accrue de l'information financière des établissements publics nationaux, elle constitue avec le bilan et le compte de résultat, les « comptes annuels », qui sont eux-mêmes des composantes du compte financier.

L'annexe est ainsi un état financier qui complète et commente les informations fournies par le bilan et le compte de résultat. L'information donnée dans l'annexe doit apporter les explications nécessaires pour une meilleure compréhension de ces documents comptables et complète, en tant que de besoin, ou présente sous une autre forme, les informations qu'ils contiennent.

L'Agent Comptable est chargé de la tenue, de l'établissement des comptes et il élabore l'annexe.

L'exercice comptable a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2024.

Préambule

L'Etablissement public foncier de Nouvelle Aquitaine (EPFNA), est un établissement public national à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministre chargé du logement.

Opérateur public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, l'EPFNA contribue au développement de l'offre de logements et au soutien du développement économique.

L'établissement public foncier de Nouvelle Aquitaine est soumis depuis le 1er janvier 2016, à l'instruction comptable et budgétaire commune, année de la mise en œuvre du décret n°2012-1246 du 7 Novembre 2012 relatif à la Gestion Budgétaire et Comptable Publique (GBCP) qui vise à l'amélioration de la qualité budgétaire et comptable.

La mise en place d'une comptabilité générale en droits constatés et d'une comptabilité budgétaire de caisse permet de disposer de deux outils complémentaires aux finalités distinctes. La comptabilité budgétaire permet de disposer d'un outil d'anticipation et d'analyse afin de mener à bien les projets et activités en prévoyant les ressources nécessaires à leur réalisation. La comptabilité générale détermine la situation patrimoniale et le résultat de l'activité.

Les comptes 2024 de l'EPFNA sont également soumis aux référentiels et textes présentés au point II de la présente annexe.

I / Faits caractéristiques de l'exercice

1) Le ministère chargé du budget et des comptes publics a décidé de développer une nouvelle application dénommée Infinoé (Information financière des organismes de l'Etat). Cet outil a pour objectif de constituer l'application unique de centralisation et de traitement automatique des informations budgétaires et comptables de l'ensemble des organismes public nationaux. Il doit remplacer à terme l'infocentre actuellement en service. Sa mise en œuvre devait s'étaler de 2023 à 2024.
Cependant à la suite de reports successifs, la mise en place effective d'infinoe et de transmission de document budgétaire et comptable sera effectuée pour l'exercice 2025.

2) L'année 2024 a aussi été l'exercice où l'application de la norme 24 a été finalisée, notamment en matière de comptabilisation des loyers issus des biens en portage ou encore la comptabilisation de la gestion des stocks.

3) Afin de soutenir la production de logements sociaux, dans un cadre de crise de la construction neuve, une convention de partenariat a été signée entre l'Etat représenté par le préfet de la Région Nouvelle Aquitaine et l'EPFNA.
Cette convention prévoit la mobilisation exceptionnelle de la part de l'EPFNA, du fond de solidarité au renouvellement urbain à hauteur de 11 millions d'euros sur les années 2024 et 2025.

4) L'EPFNA a signé une nouvelle convention cadre avec l'Etablissement public d'aménagement Bordeaux Euratlantique portant la convention initiale de 30M€ à 40M€ dans le cadre de l'Opération d'intérêt national définit et suivi par la DHUP

5) Des réorganisations au sein de l'établissement ont été engagées :
   - Une nouvelle répartition des territoires de l'EPFNA au sein du pôle foncier avec un retour à 5 Directions avec la création d'une Direction Littorale,
   - Rattachement de la Direction patrimoine à la Direction travaux,
   - Rattachement direct à la Direction générale du poste de géomaticien,
   - Création d'une Direction de développement incluant la Direction des Etudes.

II / Les principes, règles et méthodes comptables

A) Principes

L'EPFNA applique les principes comptables et les règles d'établissement et de présentation des comptes annuels définis par le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.
En sus de ce texte, l'EPFNA applique aussi les principes et règlements comptables et financiers définis par :

- L'arrêté du 01 juillet 2015 portant adoption du Recueil des normes comptables applicables aux organismes visés aux alinéas 4 à 6 de l'article 1er du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, modifié par arrêté du 19 juillet 2023.
- Le recueil des normes comptables pour les établissements publics du 19 juillet 2023, regroupant l'ensemble des normes comptables applicables aux organismes visés à l'article 1er, alinéas 4 à 6 du décret GBCP.

- L'instruction comptable commune (BOFIP-GCP-23-0047 du 19/12/2023) qui décrit les modalités de mise en œuvre du recueil des normes comptables des organismes dépendant de l'Etat.
- Le recueil des règles budgétaires des établissements publics du 20 septembre 2023 qui fixe les principes de la comptabilité budgétaire et non actualisé à ce jour.
- La circulaire du 26 juillet 2022 relative à la gestion budgétaire et comptable publique des organismes qui précise les éléments de doctrines budgétaires et comptables appliquées aux organismes, dans la continuité du recueil des normes comptables qui n'a pas fait l'objet d'une réactualisation.
- Le plan comptable commun des organismes publics.
- L'arrêté du 05 mai 2021 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des organismes publics modifié par arrêté du 26 juin 2024 et l'arrêté du 24 octobre 2018 fixant la liste des pièces justificatives des recettes modifié par arrêté du 31 octobre 2024.
- L'instruction juridique commune (BOFIP-GCP-24-0021 du 26/09/2024) qui constitue le pendant juridique de l'instruction comptable commune.

B) Changement de méthodes comptables

L'année 2024 a été l'année de finalisation de la mise en place de la norme 24.

Les changements de l'exercice portent principalement sur la comptabilisation du stock ainsi que des loyers.

- La comptabilisation de la variation de stock se fait désormais selon la méthode des « en cours de production » par le compte 713 et non plus par la méthode « variation de stocks » en passant par le compte 603 comme auparavant.
  Désormais dans le cadre du portage foncier, l'entrée en stock est comptabilisée de la manière suivante, pour le montant des dépenses engagées :

  Débit du compte 333X
  Crédit du compte 713X (auparavant compte 603X)

  Et lors de la sortie des stocks (en cas de cession par exemple) :

  Débit du compte 713X
  Crédit du compte 333X

- L'autre changement comptable concerne la comptabilisation des loyers auparavant enregistrés au crédit du compte 6011 « recettes en atténuation de charge » venant en déduction des dépenses engagées. Ils sont désormais comptabilisés en compte de recettes 752 « recettes de loyers ».

C) Correction d'erreur sur exercices antérieurs

En 2024, plusieurs écritures des années antérieures ont été régularisées, suivant la méthode de correction d'erreur prévue dans l'instruction comptable commune.

- Le compte 110 « report à nouveau » a été mouvementé en débit pour un montant de 4 287,60 euros pour le montant de la cotisation sur les chèques restaurant qui a été enregistré uniquement qu'en compte de tiers en 2023.
- Le compte 110 « report à nouveau » a été mouvementé en crédit pour un montant de 1 896,93 euros pour un amortissement d'un bien enregistré de

façon erronée en investissement alors qu'il aurait dû être enregistré en fonctionnement en 2023.

- Le compte 119 Report à nouveau a été mouvementé en débit pour un montant de 4 407,15 euros pour le montant d'un bien enregistré en investissement en 2023 alors qu'il aurait dû être enregistré en fonctionnement.

III / NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

Le bilan est une photographie de la situation patrimoniale de l'établissement à un moment défini. Au 31 décembre 2024, le bilan de l'EPFNA se décompose entre actif et passif pour un montant équilibré de 284 M€ brut (ou de 280 M€ net).
Les changements de méthodes comptables finalisant la mise en place de la norme 24 n'ayant pas d'impact sur le bilan, il n'y a pas lieu de retraiter le bilan 2023.

A / L'Actif

1) Actif immobilisé

a) Immobilisations

Les immobilisations au sein de l'EPFNA se répartissent entre :

- Les immobilisations incorporelles composées de frais d'établissement, des logiciels acquis et de licences. Ces immobilisations sont comptabilisées pour leur valeur d'acquisition et amorties sur 3 ans selon la méthode linéaire.
- Les immobilisations corporelles constituées d'actifs dont l'utilisation s'étalent sur plus d'un exercice et dont la valeur est supérieure à 500 euros l'unité ainsi que les biens acquis constituant un lot dont la valeur unitaire peut être inférieure à 500 euros (délibération du Conseil d'administration du 25 novembre 2021). Elles regroupent par exemple les mobiliers, les matériels de transport, les biens informatiques, les outillages, des lots de mobiliers…
  Elles sont amorties sur leur valeur d'acquisition sur le mode linéaire. Leur durée d'amortissement varie selon leur nature et selon les durées définies par la délibération du Conseil d'administration du 10 décembre 2013.
- Les immobilisations financières essentiellement constituées de consignations auprès de la caisse des dépôts et de consignations, enregistrées par exemple lors des procédures de préemption ou d'expropriation.

Les durées d'amortissement (Délibération du conseil d'administration du 10 décembre 2013)

Nature du bien	**Compte budgétaire**	**Durée d'amortissement**
Licences et logiciel	205	3 ans
Construction sur sol d'autrui	214	Sur la durée du bail
Installations générales	2181	5 ans
Véhicules	2182	5 ans
Matériels de bureau	21831	5 ans
Matériels informatiques	21832	3 ans
Bien de faible valeur <500€ HT	Comptes de classe 2	1 an

Les immobilisations au Bilan

	2023	2024
ACTIF IMMOBILISE (VALEUR BRUT)	8 493 199,54	8 063 784,66
% total des actifs du bilan	3%	3%
Immobilisations incorporelles	208 961,09	215 267,94
Immobilisations corporelles	1 209 972,25	1 406 541,39
Immobilisations financières	7 074 266,20	6 441 975,33

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

2024		AUGMENTATIONS		DIMINUTIONS			
Rubriques et postes	Valeur brute en début d'exercice	Virement poste à poste	Acquisitions	Virement poste à poste	Cessions / Mise au rebut	Valeur brute à la fin de l'exercice	Variation (%)
Immobilisations incorporelles							
2012 - Frais de premier établissement	197,48					197,48	0,00%
2051 - Licences	64 074,84		3 448,00	6 711,15		60 811,69	-5,09%
20531 - Logiciels acquis ou sous-traités	144 688,77		9 570,00			154 258,77	6,61%
Total immobilisations incorporelles	208 961,09	0,00	13 018,00	6 711,15	0,00	215 267,94	3,02%
Immobilisations corporelles							
214158 – Autres	39 972,95					39 972,95	0,00%
215148 - Autres installations complexes spécialisées sur sol	17 305,80					17 305,80	0,00%
2181 - Installations générales, agencements, aménagements	542 543,12		149 768,84	2 382,56		689 929,40	27,17%
21827 - Matériel de transport acquis	61 466,41		304,78			61 771,19	0,50%
218317 - Matériel de bureau acquis	59 494,67					59 494,67	0,00%
218327 - Matériel informatique acquis	291 435,69		31 889,00			323 324,69	10,94%
21847 - Mobilier acquis	183 989,95		1 805,81			185 795,76	0,98%
21887 - Matériels acquis	12 996,16					12 996,16	0,00%
Total immobilisations corporelles	1 209 204,75	0,00	183 768,43	2 382,56	0,00	1 390 590,62	15,00%
Immobilisations en cours							
2318 - Autres immobilisations corporelles	767,50		15 183,27			15 950,77	1978,28%
Total Immobilisations en cours	767,50	0,00	15 183,27	0,00	0,00	15 950,77	1978,28%
Immobilisations financières							
2751 – Dépôts	7 074 266,20		3 598 802,41	4 231 093,28		6 441 975,33	-8,94%
Total Immobilisations financières	7 074 266,20	0,00	3 598 802,41	4 231 093,28	0,00	6 441 975,33	-8,94%
TOTAL GENERAL	8 493 199,54	0,00	3 810 772,11	4 240 186,99	0,00	8 063 784,66	-5,06%

Le montant brut de l'actif immobilisé représente toujours une faible part de l'actif (en 2024, il représente 3% de l'ensemble de l'actif) dans la continuité des autres exercices.

Cette répartition s'explique par la politique d'acquisition de l'EPFNA. En effet, l'établissement n'est pas dans une politique d'acquisition de bien, mais privilégie la location, notamment dans le domaine immobilier ou encore pour les véhicules.

En valeur brute, le montant de l'actif immobilisé est en diminution par rapport à l'exercice 2023 (diminution de 429 K€). Une baisse qui est due principalement par la diminution du poste immobilisation financière (baisse de 632 K€), du fait de déconsignations plus importantes que de consignations (3,6 M€ de consignations contre 4,2 M de déconsignations).

a) Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont quasi stables (0,20 M€ euros en 2023 et 2024). Les postes les plus représentatifs sont l'acquisition et le renouvellement d'abonnement de licences et de logiciels (Sharepoint, windows 360, Gesprojet…).

b) Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles ont légèrement augmenté en valeur brut (+ 181 K€ euros entre 2023 et 2024).
Elles concernent en entrée d'immobilisation, essentiellement des acquisitions effectuées dans le cadre de l'aménagement des locaux de l'EPFNA pour de nouveau bureaux et travaux d'isolation (+ 147 K€ euros), ainsi que des achats de matériels informatiques (+32 K€).

c) Immobilisations financières :

Les immobilisations financières ont diminué entre 2023 et 2024 (- 632 K€).
Les immobilisations financières sont constituées essentiellement de consignations effectuées auprès de la caisse des dépôts dans le cadre des acquisitions par voie de préemption et expropriation.
La baisse de ces consignations s'explique par des déconsignations en montant plus important que celui des consignations. Pour 2024, nous constatons, 4,23 M€ de déconsignations contre 3,59 M € de consignations. Cependant ces montant restent largement en deçà du niveau de 2023, puisqu'on avait alors, 6,96 M € de consignations contre 5,82 M€ de déconsignations.

2) Les amortissements et dépréciations des immobilisations

ACTIF	Exercice 2024		
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations incorporelles	215 267,94 €	207 410,17 €	7 857,77 €
Immobilisations corporelles			
Terrains			- €
Constructions	39 972,95 €	33 748,08 €	6 224,87 €
Installations techniques, matériels, et outillage	17 305,80 €	4 812,34 €	12 493,46 €
Collections			- €
Biens historiques et culturels			- €
Autres immobilisations corporelles	1 333 311,87 €	964 646,04 €	368 665,83 €
Immobilisations mises en concession			- €
Immobilisations corporelles en cours	15 950,77 €		15 950,77 €
Avances et acomptes sur commandes			- €
Immobilisations grevées de droits			- €
Immobilisations corporelles (biens vivants)			
Immobilisations financières	6 441 975,33 €		6 441 975,33 €
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**8 063 784,66 €**	**1 210 616,63 €**	**6 853 168,03 €**

Le détail des amortissements se répartissent de la manière suivante :

Comptes		Montant en 2023	Dotation amortissement 2024	Diminution amortissement (Sorties 2024)	Montant cumulé 2024
28051	Licences	60 979,51	611,59	1 896,93	59 694,17
280531	Logiciels acquis ou sous traités	142 673,88	5 042,12		147 716,00
Total immobilisations incorporelles		**203 653,39**	**5 653,71**	**1 896,93**	**207 410,17**
2814158	Autres	30 765,89	2 982,19		33 748,08
2815148	Autres installations complexes spécialisées sur sol d'autrui	2 889,48	1 922,86		4 812,34
28181	Installations générales, agencements, aménagements divers	328 032,87	78 028,05		406 060,92
281827	Matériel de transport acquis	59 950,96	304,78		60 255,74
2818317	Matériel de bureau acquis	46 491,69	5 867,80		52 359,49
2818327	Matériel informatique acquis	256 361,44	28 922,52		285 283,96
281847	Mobilier acquis	144 097,38	9 320,32		153 417,70
281887	Matériels acquis	5 272,30	1 995,93		7 268,23
Total immobilisations corporelles		**873 862,01**	**129 344,45**	**0,00**	**1 003 206,46**
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		**1 077 515,40**	**134 998,16**	**1 896,93**	**1 210 616,63**

Les amortissements cumulés sur les biens immobilisés sont en légère hausse, passant de 1 077 K€ euros en 2023 à 1 210 K€ euros en 2024 (+ 133 K€). Cette légère augmentation est due aux achats de matériels informatiques ainsi que l'augmentation des postes « installations et agencement » en raison de la poursuite de l'aménagement des locaux de l'EPFNA.

3) Les actifs circulants

L'actif circulant constitue le poste principal de l'actif à l'EPF (puisqu'il représente 76 % de l'ensemble du poste de l'actif du bilan).

L'actif circulant brut a très fortement augmenté 2024 par rapport à 2023 (+ 25,73 M€), de même que l'actif circulant net (+ 25,18 M €). Une hausse qui est due principalement à l'augmentation des stocks et en-cours (+ 24,62 M€ en brut et +24,09 M€ en net), et en marge à l'augmentation des autres créances d'exploitation (+ 1,69 M€)

Le détail de l'actif brut est le suivant :

	2023		2024	
	Brut	Net	Brut	Net
ACTIF CIRCULANT	**194 645 410,66 €**	**192 413 108,70 €**	**220 380 551,61 €**	**217 596 822,51 €**
% total actif	76%	76%	77%	76%
Actif circulant d'exploitation	**194 629 364,20 €**	**192 397 062,24 €**	**220 158 314,25 €**	**217 374 585,15 €**
Stocks et en-cours	188 959 770,29 €	186 968 770,29 €	213 583 749,20 €	211 062 749,20 €
Clients et comptes rattachés	4 704 294,34 €	4 462 992,38 €	4 137 025,57 €	3 874 296,47 €
Autres créances d'exploitation	472 290,15 €	472 290,15 €	2 169 926,82 €	2 169 926,82 €
Avances et acomptes versés	493 009,42 €	493 009,42 €	267 612,66 €	267 612,66 €
Actif circulant hors exploitation	**16 046,46 €**	**16 046,46 €**	**222 237,36 €**	**222 237,36 €**
Créances diverses	16 046,46 €	16 046,46 €	222 237,36 €	222 237,36 €
Comptes de régularisation	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

a) Actif circulant d'exploitation

- Les stocks et en-cours

VARIATION DE STOCKS		Solde à l'ouverture de l'exercice	Augmentation du Stock (Entrées)	Diminution du Stock (Sorties)	Solde à la clôture de l'exercice
	STOCK PORTAGE FONCIER				
	Coût d'achat - Portage	174 800 631,03	42 006 696,66	16 912 639,45	199 894 688,24
	Frais d'acquisition - Portage	4 857 094,53	1 946 225,75	909 526,87	5 893 793,41
	Frais d'études - Portage	2 009 020,91	442 447,10	447 588,64	2 003 879,37
	Travaux - Portage	16 510 222,87	4 621 183,42	1 274 611,55	19 856 794,74
	Impôts fonciers - Portage	4 621 365,34	1 585 819,92	723 641,16	5 483 544,10
	Frais accessoires - Portage	681 812,92	266 867,53	403 428,74	545 251,71
	Assurances - Portage	269 071,07	332 775,43	325 799,89	276 046,61
	Dépenses résiduelles-Solde du reste à charge	0,00	40,23	618,61	-578,38
	SOUS TOTAL	203 749 218,67	51 202 056,04	20 997 854,91	233 953 419,80
					ATTENUATION DU STOCK
	Produits en atténuation des charges	-9 021 021,80	647 008,35	1 176 838,29	-9 550 851,74
	Subventions en atténuation de charges	-2 830 752,37	39 041,90	2 567 593,67	-5 359 304,14
	Minoration EFNA	-1 524 666,12	20 269,71	1 886 857,11	-3 391 253,52
	Minoration SRU	-1 413 008,09		656 375,65	-2 069 383,74
	Recettes résiduelles-Solde du reste à charge	0,00	1 122,54		1 122,54
	Dépréciation du stock	-1 991 000,00	825 000,00	1 355 000,00	-2 521 000,00
	SOUS TOTAL	-16 780 448,38	1 532 442,50	7 642 664,72	-22 890 670,60
	TOTAL	**186 968 770,29**	**52 734 498,54**	**28 640 519,63**	**211 062 749,20**

Les stocks représentent la part principale de l'actif circulant (plus de 96 % de l'actif circulant).

Les stocks sont évalués selon la méthode de l'inventaire permanent, en l'application de la norme 8 de l'instruction comptable commune. Les stocks fonciers sont comptabilisés à leur date d'entrée dans le patrimoine de l'EPFNA et ce à leur coût d'acquisition, auquel s'ajoute les charges imputables directement aux opérations de portage foncier (coût et frais d'acquisition, assurance du site, frais de démolition, impôts, électricité et eau…). On diminue de ce stock, les produits issus du foncier porté (comme les loyers, les redevances perçues, les remises et déductions, les dégrèvements d'impôts…), ainsi que depuis l'exercice 2022, les dépréciations de stock liées au changement de méthode de la comptabilisation des minorations (SRU ou sur fonds propres allouées aux opérations de portage). Pour précision, pour parachever la mise en place de la norme 24 de l'instruction comptable commune, les loyers auparavant comptabilisés en « produits en atténuation des charges » en sont exclus et sont désormais comptabilisés de manière distincte au compte 7521 « loyers ».

Ce stock est alors constitué quasi exclusivement des dépenses d'acquisition et de frais liés au portage foncier qui fera l'objet d'une rétrocession à un tiers (collectivités, opérateurs).
La valeur du stock brut (avant prise en compte de la dépréciation) continue à augmenter fortement entre 2023 et 2024 puisqu'il passe de 188,96 M€ euros à 213,58 M€ en 2024 (soit une hausse de 16 % à 24,62 M€ contre + 22,85 M€ euros entre 2022 et 2023).

Sur l'exercice 2024, l'établissement a acheté bien plus de biens qu'il n'en a cédé dans le cadre de son activité de portage foncier. Cette hausse est alors liée à un volume d'acquisition plus forte que des ventes. Dans le même temps, le volume des achats a augmenté entre 2023 et 2024, alors que celui des cessions a diminué (+ 1,57M€ en matière d'acquisitions contre -2,81 M€ pour les cessions).

Pour exemple, l'EPFNA a réalisé en 2024 de grosses acquisitions, notamment 7 acquisitions à plus de 1 million d'euros (ce qui représente un montant cumulé de plus de 14,33 millions d'euros) dont 1 acquisition à plus de 6 millions d'euros, en contrepartie de 3 cessions de plus de 1 million d'euros (pour un montant cumulé de 6,81 millions d'euros).

Pour rappel et information, la comptabilisation des minorations en 2024 se fait comme les autres exercices :

- Lorsque la minoration est votée et mobilisée dans le même exercice : pas d'écriture comptable (existence d'un déficit lors de la vente).
- Lorsque la minoration est votée dans l'exercice mais mobilisée dans les exercices suivants mais que le montant est connu, la date de mobilisation est connue et le tiers bénéficiaire est connu : enregistrement d'une dépréciation du stock lors de la période d'inventaire. Une dépréciation d'un montant de 1 355 000 euros a été enregistrée dans l'exercice 2024.
- Lorsque la minoration est votée mais aucune information permet l'enregistrement d'une dépréciation : suivi en engagement en hors bilan (EHB) présenté à l'annexe du compte financier. Pour 2024, les minorations suivies en engagement hors bilan, représentent 25 130 726,71 euros.

Dans le même temps, l'établissement a procédé à la réintégration des dépréciations sur minorations pour un montant de 825 K€ pour 2024.
A titre d'information, dans le cadre de la finalisation de la mise en place de la norme 24, la comptabilisation des sorties et entrées de stocks se fait à travers les comptes d'« en cours de production » compte 713 (et non plus comme auparavant sur le compte 603) en contre partie des comptes 333.

- Les créances

Les créances peuvent se distinguer selon plusieurs types :

- Les créances sur des entités publiques correspondent au solde de subventions non encore perçu.

- Clients et comptes rattachés qui se répartissent entre :
  - Les créances issues de la cession des biens aux collectivités locales ou opérateurs dans le cadre de l'activité de portage foncier de l'EPF
  - Les loyers que perçoit l'établissement sur les locaux dont il a la charge en attendant le dénouement de l'opération foncière.

- Les avances et acomptes versés sur commandes (notamment les avances versées dans le cadre des marchés publics).

- Les créances sur les autres débiteurs qui correspondent au compte de régularisation (472 notamment).

CREANCES CLIENTS ET CREANCES DIVERSES	2023	2024
	Montant	Montant
-Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux… (subvention de fonctionnement, Tva sur facture non parvenues)	472 290,15	2 169 926,82
-Créances clients et comptes rattachés (créances clients, clients douteux, clients facture à établir)	4 704 294,34	4 137 025,57
-Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)		
-Avances et acomptes versés sur commandes	493 009,42	267 612,66
-Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)		
-Créances sur les autres débiteurs (autre dépense à régulariser)	16 046,46	222 237,36
-Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)		
TOTAL	**5 685 640,37**	**6 796 802,41**

Les créances ont augmenté de +19,54% (soit +1,11 M€).

Dans le détail, nous avons :

- Une forte augmentation des créances sur les entités publiques du fait d'appel de subvention plus importante qu'en 2023, notamment dans le cadre des fonds friches et fonds verts (+ 1,69 M€)
- Les « créances clients et comptes rattachés » qui comprennent :

    - Les créances issues des cessions de biens en portage foncier : elles se montent en 2024 à 3,26 M€ contre 2,57 M€ en 2023, un montant qui augmente légèrement par rapport à l'exercice précédent (+0,69 M€).

    - Les créances issues des autres produits (notamment les financements et participations des différentes entités publiques) : Elles s'élèvent en 2024 à un montant de 443 K€ contre un montant de 423 K€ euros en 2023, ce qui montre là aussi une stabilité entre les deux exercices.

    - Les créances clients concernant les locations regroupent aussi les créances qui font l'objet d'une dépréciation pour le montant HT transféré au compte 416 « clients douteux », ces créances sont réintégrées dans le stock à la constatation de l'irrécouvrabilité de la créance (notamment lors de l'admission en non-valeur) pour le montant restant à solder. Ces créances douteuses ont augmenté de 21 K€ (en passant de 265 K€ en 2023 à 286 K€ en 2024). Deux gros dossiers de recouvrement contentieux qui n'ont pas encore été dénoués représentent plus de 50 % de ce poste.

      Pour l'exercice 2024, le montant de la dépréciation de créances clients est passée de 241 K€ euros à 262 K€ euros soit une augmentation de 21 K€.

    - Factures à émettre (compte 418) : elles sont en forte diminution puisqu'elles s'établissent à 0,14 M€ en 2024 contre 1,44 M€ en 2023. Une diminution qui montre un effort d'anticipation et de traitement au fil de l'eau des factures émises et du respect de la note de clôture

.

- Les avance et acomptes versés ont diminué en 2024 par rapport à 2023 (- 0,22 M€) pour s'établir à 0,26 M€. Cette baisse s'explique par des avances versées moins importantes qu'en 2023. Nous avons en 2024 un total de versement d'avance de 390 K€ alors qu'on a récupéré 616 K€ d'avance dans le cadre des marchés publics.

- Une augmentation des créances sur les autres débiteurs (+200 K€) due principalement au paiement des salaires de décembre 2024 régularisé en janvier 2025.

b) Actif circulant hors exploitation :

Le poste « créances sur les autres débiteurs » (222 K€), correspond aux postes de dépenses à régulariser (dépenses payées avant ordonnancement). Ce poste a fortement augmenté (d'un montant de 16 K€ en 2023 à un montant de 222 K€ en 2024 soit +206 K€). Une augmentation qui s'explique par un montant plus élevé de virements non régularisés dans le compte d'imputation provisoire de dépenses (cela concerne notamment le versement de la paie de décembre 2024 régularisé en janvier 2025).

c) Trésorerie :

TRESORERIE		
	2023	2024
TRESORERIE ACTIVE	52 595 627,62	56 398 729,78
% total actif	21%	20%
Valeurs mobilières de placement		
Banque	52 595 627,62	56 398 729,78
Caisse		
Virements internes, régies		

L'EPFNA dispose d'un compte de dépôt de fond auprès du Trésor Public. Son solde au 31/12/2024 est de 56 398 729,78 euros ce qui représente une augmentation de + 7 % (+ 3,8 M€ d'augmentation), une hausse continue depuis 2018.

Cette augmentation de la trésorerie a été réduit en fin d'année 2024, en raison de l'accélération des acquisitions au mois de décembre (la trésorerie passe de 66,40 M€ fin novembre 2024 à 56,39 M€ fin décembre 2024).

Pour illustrer les mouvements de trésorerie, un tableau de flux de trésorerie est inséré ci-dessous.
Un tableau de flux de trésorerie est un document qui représente les entrées et les sorties de liquidités sur un période donnée.
Il permet de montrer la gestion des liquidités au sein de l'établissement et de voir comment l'EPFNA utilise ses fonds dans le financement de son activité.

	2023	2024
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
ENCAISSEMENTS		
Produits sans contrepartie directe : subventions et produits assimilés	36 885 194,05 €	38 714 332,21 €
Produits avec contrepartie directe : produits directs d'activité	23 205 192,67 €	21 730 635,98 €
DECAISSEMENTS		
Charges de fonctionnement	55 875 449,89 €	54 824 510,02 €
Charges de personnel	*4 477 652,09 €*	*4 235 125,23 €*
Charges de fonctionnement (hors charges de personnel)	*51 397 797,80 €*	*50 589 384,79 €*
Charges d'intervention : dispositifs pour compte propre		360 000,00 €
TOTAL (I)	**4 214 936,83 €**	
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
ENCAISSEMENTS		
Cessions d'immobilisations incorporelles		
Cessions d'immobilisations corporelles		
Cessions d'immobilisations financières		
Autres opérations		
DECAISSEMENTS		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	3 491,30 €	6 306,85 €
Acquisitions d'immobilisations corporelles	83 754,12 €	266 883,32 €
Acquisitions d'immobilisations financières		
Autres opérations		
TOTAL (II)	**- 87 245,42 €**	**- 273 190,17 €**
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
ENCAISSEMENTS		
Dotations en capitaux propres		
Emissions d'emprunts		
Autres opérations	98 477,80 €	103 969,30 €
DECAISSEMENTS		
Remboursements d'emprunts		
Autres opérations	6 982 947,14 €	3 629 226,42 €
TOTAL (III)	**- 6 884 469,34 €**	**- 3 525 257,12 €**
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS GEREES POUR LE COMPTE D'ORGANISMES TIERS		
ENCAISSEMENTS	**3 103 323,23 €**	**1 066 065,18 €**
DECAISSEMENTS	**- 2 458 288,89 €**	**- 1 275 026,10 €**
TOTAL (IV)	**5 561 612,12 €**	**2 341 091,28 €**
VARIATION DE TRESORERIE (V= I+II+III+IV)	**2 804 834,19 €**	**3 803 102,16 €**
TRESORERIE A L'OUVERTURE	**49 790 793,43 €**	**52 595 627,62 €**
TRESORERIE A LA CLOTURE	**52 595 627,62 €**	**56 398 729,78 €**

B / Le passif

1) Fonds propres

PASSIF	2023	2024
FONDS PROPRES		
Financements reçus		
Financement de l'actif par l'Etat		
Financement de l'actif par des tiers		
Fonds propres des fondations		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	195 161 032,48	222 938 658,39 €
Report à nouveau	24 797 574,66	24 790 776,84 €
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	27 777 625,91	26 945 563,12 €
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES	**247 736 233,05 €**	**274 674 998,35 €**

Le fond propre de l'EPFNA est constitué en priorité par les « réserves ». Les « réserves » sont abondées par les résultats d'exploitation successifs. Ils représentent en cumulé 222 938 658,39 euros en 2024.

De même, les fonds propres sont aussi constitués par le poste « report à nouveau » pour un montant de 24 790 776,84 euros. Ce montant provient des corrections d'erreur effectuées sur les exercices antérieurs à 2022 à la suite des préconisations du Commissaire aux Comptes ainsi que des régularisations sur exercices antérieurs effectuées en 2024.
Le report à nouveau se détaille de la façon suivante par des comptabilisations au compte 110 :

- Annulation des provisions pour minorations antérieures à 2022 : 28 692 753,82 euros (crédit compte 110)
- Réintégration de subventions en réduction du stock pour les années antérieurs à 2022 : - 1 662 179,16 euros (débit compte 110)
- Régularisation de la dépréciation antérieure à 2022 : - 2 139 000 euros (débit compte 110)
- Correction erreur provision CET antérieur à 2022 : - 89 000 euros (débit compte 110)
- Correction erreur provision CET cotisations sociales et fiscales antérieur à 2022 : - 46 000 euros (débit compte 110)
- Annulation amortissement sur bien comptabilisé à tort en investissement en 2023 : 1 896,93 euros (crédit compte 110)
- Annulation comptabilisation d'un bien inscrit à tort en investissement en 2023 : -4 407,15 (débit compte 119)
- Régularisation charges patronale sur chèques restaurant 2023 : - 4 287,60 euros (débit compte 110).

Et en troisième lieu, les fonds propres sont aussi constitués du « résultat de l'exercice » qui sera intégré aux réserves après l'affectation du résultat.

Le passif fait apparaitre ensuite, le poste des « provisions pour risque et charges ».
Selon le principe de précaution et de sincérité, une provision est constatée lorsqu'une obligation certaine nécessitera une sortie de ressources mais que l'échéance ou le montant ne sont pas déterminés de manière certaine.

2) Provisions

PASSIF	2023	2024
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques Provisions pour charges	303 000,00 €	350 000,00 €
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**303 000,00 €**	**350 000,00 €**

Détail des provisions :

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Provision reprise	Solde à la clôture de l'exercice
Provisions pour CET	144 000,00	31 000,00		175 000,00
Provisions pour CET Charges sociales et fiscales	72 000,00	16 000,00		88 000,00
Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement	87 000,00			87 000,00
TOTAL GENERAL	**303 000,00**	**47 000,00**		**350 000,00**

Les provisions se répartissent de la manière suivante :

- Les consommations de CET par les salariés sont provisionnés pour un montant de 175 000,00 euros, de même les charges sociales et fiscales qui y sont liées pour un montant de 88 000,00 euros.

- L'obligation de versement d'une allocation pour perte d'emploi a été provisionnée à hauteur de 87 000 euros.

3) Les dettes

PASSIF	2023	2024		
		Moins d'un an	Plus d'un an	Total
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires				
Emprunts souscrits auprès des établissements financiers				
Dettes financières et autres emprunts	56 781,01 €		18 331,80	18 331,80
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	**56 781,01 €**		**18 331,80**	**18 331,80**
DETTES NON FINANCIERES				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	116 771,02 €	602 746,49		602 746,49
Dettes fiscales et sociales	266 243,95 €	529 356,51		529 356,51
Avances et acomptes reçus	2 373 839,40 €	810 168,71	2 373 839,40	3 184 008,11
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)				
Autres dettes non financières	1 571 552,03 €	1 489 279,06		1 489 279,06
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	**4 328 406,40 €**	**2 621 382,06**	**3 184 008,11**	**5 805 390,17**

a) Dettes financières :

L'EPFNA ne possède pas actuellement d'emprunt bancaire.
Les dettes financières (18 331,80 euros) correspondent aux cautions déposées par les locataires des biens dont l'EPF a la charge.

b) Dettes non financières :

Les dettes non financières de l'EPF se répartissent entre :

- Les dettes fournisseurs (dans le cadre de dépenses courantes et lors des portages fonciers) qui sont en forte augmentation en 2024. Elles ont en effet augmenté de 486 K€ (passant de 116 K€ euros en 2023 à 602 K€ euros en 2024). La plus grande partie concerne des dettes constatées en fin d'année mais dont les factures ne sont pas parvenues en 2024 (417 K€ sur 602 K€).

- Les dettes fiscales et sociales (cotisations sociales, TVA, …) augmentent aussi fortement (+ 263 K€) pour un montant de 526 K€ euros en 2024 contre 266 K€ euros en 2023.

- Les avances et acomptes reçus continuent à augmenter. Ces avances sont principalement constituées des versements effectués par les collectivités locales dans le cadre du paiement échelonné. Ce dispositif permet aux collectivités de payer par des avances annuelles une partie du prix du bien en portage foncier avant l'acte de vente final.
  La hausse s'élève à 810 K€ euros (soit une hausse de 34 % en passant de 2 373 K€ euros en 2023 à 3 184 K€ en 2024).

- Les autres dettes non financières correspondent principalement aux demandes d'avance de subvention sur fonds friches et fonds verts (pour 1 251 K€). Ces dettes comprennent aussi les indemnités d'immobilisation pour 90 K€ et le compte des « recettes à régulariser » pour 148 K€.
  Ce poste a connu une diminution entre 2023 et 2024 (- 5 % avec 1 571 K€ en 2023 et 1 489 K€ en 2024) du fait principalement de demandes moins importantes en 2024 des avances sur les subventions fonds friches et fonds verts qu'en 2023 (1 251 K€ de demande en 2024 contre 1 494 K€ en 2023).

III / NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Le compte de résultat, selon les instructions comptables, retrace d'une part les produits de fonctionnement, les produits financiers et les autres produits ; et d'autre part, les charges de fonctionnement et financier afin de déterminer le résultat de l'exercice. Contrairement au résultat budgétaire qui résulte de la différence entre encaissement et décaissement, le compte de résultat détermine le résultat comptable en faisant la différence entre les droits et obligations financières constatés de l'exercice, hors flux de trésorerie.

En ce qui concerne l'EPFNA, le résultat comptable dépend en grande partie de la valorisation des stocks. En effet, dans la comptabilité de l'établissement, les opérations de cession et les opérations d'acquisition et d'achat se compensent par les écritures de valorisation de stock lors de leurs réalisations (crédit du compte 7133 subdivisé pour le montant des acquisitions et achats liés au portage foncier et débit du même compte 7133 subdivisé pour le montant des cessions réalisées dans le cadre du portage foncier).

Le résultat comptable de l'exercice 2024, à l'instar des autres exercices, est bénéficiaire (26 945 563,12 euros). Ce résultat est en légère diminution de 0,83 M€ par rapport à 2023. Une diminution qui s'explique par une augmentation des charges d'exploitation (+ 1,33 M€) avec des produits d'exploitation stables entre 2023 et 2024 (+ 0,50 M€).

Au préalable, il convient de noter que le changement de méthode comptable concernant la valorisation du stock pour respecter l'application de la norme 24 a entrainé la comptabilisation en produit de la variation du stock sur le poste « production stockée et immobilisée » et non plus en charge sur le poste « variation de stocks » (passage d'une comptabilisation sur le compte 603 en 2023 au compte 713 en 2024). De Même, les recettes de loyers ne sont plus comptabilisées en réduction de charges (crédit du compte 6011) mais en produits (crédit du compte 7521).

A la suite des changements de méthodes comptables ainsi que de corrections d'erreur sur les années antérieures, il a été nécessaire de dresser un compte de résultat retraité prenant en compte les modifications ci-dessus indiquées afin de permettre la comparabilité des comptes et des données financières.

En effet, les charges sont passées en 2023 de 31,70 M€ à 55,31 M€ une fois retraité le changement comptable de la valorisation du stock et des loyers, alors que dans le même temps, les production stockée et immobilisée passe de 0,00 M€ à 22,85 M€ et les autres produits de gestion passent de 3,71 M€ à 4,47 M€ à la suite de l'intégration des loyers en produits.

HARGES	2023 compte financier voté en mars 2024	2023 retraitements à faire	2023 retraité	2024	PRODUITS	2023 compte financier voté en mars 2024	2023 retraitements à faire	2023 retraité	2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					**PRODUITS DE FONCTIONNEMENT**				
Achats	47 269 744,72 €	759 404,02 €	48 029 148,74 €	48 845 321,55 €					
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	- 21 577 662,18 €	22 851 702,07 €	1 274 039,89 €	1 351 162,46 €	**Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)**				
					Subventions pour charges de service public	10 700 192,00 €		10 700 192,00 €	
Charges de personnel					Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	679 252,95 €		679 252,95 €	13 260 589,47 €
Salaires, traitements et rémunérations diverses	2 864 693,80 €		2 864 693,80 €	2 846 745,83 €	Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques			- €	
Charges sociales	1 174 040,93 €		1 174 040,93 €	1 170 233,85 €	Dons et legs			- €	
Intéressement et participation	57 293,86 €		57 293,86 €	66 108,05 €	Produits de la fiscalité affectée	21 539 384,00 €		21 539 384,00 €	21 638 029,00 €
Autres charges de personnel	126 804,97 €		126 804,97 €	129 475,42 €				- €	
								- €	
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	256 754,84 €		256 754,84 €	324 338,09 €	**Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)**			- €	
								- €	
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	1 529 760,96 €		1 529 760,96 €	1 558 425,30 €					
					Ventes de biens ou prestations de services	20 901 532,63 €		20 901 532,63 €	18 085 754,52 €
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**31 701 431,90 €**	**23 611 106,09 €**	**55 312 537,99 €**	**56 291 810,55 €**	Produits de cessions d'éléments d'actif			- €	
					Autres produits de gestion	3 715 731,03 €	759 404,02 €	4 475 135,05 €	5 148 701,90 €
CHARGES D'INTERVENTION					Production stockée et immobilisée		22 851 702,07 €	22 851 702,07 €	24 623 978,91 €
Dispositif d'intervention pour compte propre					Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public			- €	
Transferts aux ménages								- €	
Transferts aux entreprise					**Autres produits**			- €	
Transferts aux collectivités territoriales								- €	
Transferts aux autres collectivités				360 000,00 €					
					Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	1 946 604,20 €		1 946 604,20 €	842 731,87 €
					Reprises du financement rattaché à un actif			- €	
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme								- €	
Dotations aux provisions et dépréciations					**Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)**			- €	
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	**- €**	**- €**	**- €**	**360 000,00 €**				- €	
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)								- €	
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	**31 701 431,90 €**	**23 611 106,09 €**	**55 312 537,99 €**	**56 651 810,55 €**	**TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT**	**59 482 696,81 €**	**23 611 106,09 €**	**83 093 802,90 €**	**83 599 785,67 €**

CHARGES FINANCIERES Charges d'intérêt Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement Pertes de change Autres charges financières Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières					**PRODUITS FINANCIERS** Produits des participations et des prêts Produits nets sur cessions des immobilisations financières Intérêts sur créances non immobilisées Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement Gains de change Autres produits financiers Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERE	**- €**		**- €**	**- €**	**TOTAL PRODUITS FINANCIERS**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
Impôts sur les sociétés	3 639,00 €		3 639,00 €	2 412,00 €					
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	27 777 625,91 €		27 777 625,91 €	26 945 563,12 €	RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)				
TOTAL CHARGES	**59 482 696,81 €**	**23 611 106,09 €**	**83 093 802,90 €**	**83 599 785,67 €**	**TOTAL PRODUITS**	**59 482 696,81 €**	**23 611 106,09 €**	**83 093 802,90 €**	**83 599 785,67 €**

A / Produits d'exploitation

PRODUITS	2023 retraité	2024
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)		
Subventions pour charges de service public		
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	11 379 444,95 €	13 260 589,47 €
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques		
Dons et legs		
Produits de la fiscalité affectée	21 539 384,00 €	21 638 029,00 €
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)		
Ventes de biens ou prestations de services	20 901 532,63 €	18 085 754,52 €
Produits de cessions d'éléments d'actif		
Autres produits de gestion	4 475 135,05 €	5 148 701 90 €
Production stockée et immobilisée	22 851 702,07 €	24 623 978,91 €
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public		
Autres produits		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	1 946 604,20 €	842 731,87 €
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**83 093 802,90 €**	**83 599 785,67 €**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	**0,00 €**	**0,00 €**
RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)		
TOTAL PRODUITS	**83 093 802,90 €**	**83 599 785,67 €**

Les principales ressources de l'EPFNA sont :

- Les produits de fiscalité affectée (Taxe spéciale d'équipement) : le montant a connu une quasi-stabilité par rapport à 2023 (+0,09 M€). Une stabilité qui s'explique par une TSE votée par le conseil d'administration en 2024 dans les mêmes proportions qu'en 2023.

- Les « subventions de fonctionnement » : elles sont constituées de la dotation complémentaire pour un montant de 10,70 M€ d'euros (pour rappel, cette dotation a été instaurée en 2021 afin de compenser la baisse de la TSE à la suite de la suppression de la TH). Ce poste comprend également des subventions fonds friches et fonds vert (2,11 M€ en 2024 contre 0,1 M€ en 2023) et diverses autres subventions (PPRT/ aides à l'acquisition…), ces dernières se montent à 0,65 M€ en 2024 contre 0,31M€ en 2023.

- Les « ventes de biens ou prestations de services » : elles reprennent les produits des cessions de biens ayant fait l'objet de portage dans le cadre de l'activité foncière de l'EPFNA. Ces produits connaissent une diminution entre 2023 et 2024 comme entre 2022 et 2023 (- 5,60 M€ euros entre 2022 et 2023 et -2,8 M€ entre 2023 et 2024)

- A la suite de changement de comptabilisation de la valorisation du stock, le poste production stockée et immobilisée est mouvementée en hausse entre 2023 et 2024. Dans le compte de résultat retraité, nous constatons un en cours de 24,62 M€ en 2024 contre 22,85 soit une hausse de 1,77 M€. Ce poste représente l'ancienne poste variation du stock, ce qui signifie une augmentation de stocks entre 2023 et 2024.

Les autres produits comprennent :

- Les « autres produits de gestion » qui sont principalement constitués :

  - Du reversement SRU par les collectivités locales déficitaires en logements sociaux (soit 4,05 M€ euros) et qui a pour objet de permettre l'attribution de minoration au prix de vente notamment pour les communes concernées par la loi SRU.
  - Ce poste comptabilise aussi les diverses recettes perçues par l'EPFNA dans son fonctionnement (remboursement factures, intérêts perçus sur les sommes consignées, pénalités sur marchés reçues…) pour un montant de 40 K€.
  - Ce poste comptabilise aussi depuis l'exercice 2024, les loyers perçus par l'EPF dans le cadre de son portage foncier auparavant comptabilisés dans les réductions de charges. Ces loyers représentent en 2024 1,05 M€ contre 0,76 M€ en 2023.

- Les reprises sur amortissement et provision.

  Le montant des reprises en 2024 est en diminution par rapport à 2023 (- 1,10 M€), du fait d'une reprise moins importante de provisions pour dépréciations de stock (1,73 M€ en 2023 contre 0,82 M€ en 2024), et contrairement à 2023, il n'y pas eu d'autre reprise (notamment de reprise de dépréciations créances clients).

B/ Charges d'exploitation

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2023 retraité	2024
Achats	48 029 148,74 €	48 845 321,55 €
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	1 274 039,89 €	1 351 162,46 €
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	2 864 693,80 €	2 846 745,83 €
Charges sociales	1 174 040,93 €	1 170 233,85 €
Intéressement et participation	57 293,86 €	66 108,05 €
Autres charges de personnel	126 804,97 €	129 475,42 €
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	256 754,84 €	324 338,09 €
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	1 529 760,96 €	1 558 425,30 €
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**55 312 537,99 €**	**56 291 810,55 €**
CHARGES D'INTERVENTION		360 000,00 €
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION		**360 000,00 €**
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	**55 312 537,99 €**	**56 651 810,55 €**
CHARGES FINANCIERES		
TOTAL CHARGES FINANCIERE		
Impôts sur les sociétés	3 639,00 €	2 412,00 €
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	27 777 625,91 €	26 945 563,12 €
TOTAL CHARGES	**83 093 802,90 €**	**83 599 785,67 €**

Le total des charges de fonctionnement est à nouveau en légère hausse entre 2023 et 2024 (+ 0,50 M€ euros).
Cette hausse vient principalement des achats (hausse de 0,81 M€ entre 2023 et 2024), les autres postes restant relativement stables.
Il faut aussi noter la comptabilisation d'opérations au poste « charges d'intervention » pour un montant global de 360 K€. Ces comptabilisations font suite à la mise en place de la mobilisation exceptionnelle des fonds SRU limitée aux exercices 2024 et 2025. Ce dispositif permet d'accorder des aides exceptionnelles aux bailleurs sociaux pour la construction de logements sociaux. Ces aides sont prises sur les fonds propres de l'établissement (sur les dotations reçues au titre des fonds SRU).

1) les achats

Ces achats regroupent les dépenses liées à l'action foncière de l'EPFNA comprenant entre autres les acquisitions foncières et les dépenses y afférant (assurance, travaux, impôts… les dépenses comptabilisées dans les divers comptes 601…).
Ils ont très légèrement augmenté (+ 0,81 M€ soit + 1,6%).

Cette hausse limitée s'explique par un montant en légère diminution des dépenses d'acquisition (on passe d'un volume d'acquisition en 2023 de 41,96 M€ à 40,33 M€ en 2024) et baisse des dépenses de travaux (1,23 M€ en 2023 contre 0,98 M€ en 2024), le tout compensé par une forte augmentation des dépenses de démolitions (3,21 M€ en 2024 contre 1,38 M€ en 2023).

2) Les consommations de marchandises et approvisionnements et charges liées à la variation de stock

Ces charges correspondent aux dépenses de fonctionnement de l'EPFNA.
Depuis l'exercice 2024, elles ne comprennent plus les variations de stocks, désormais comptabilisées en produits au compte 713.
Les dépenses exclusivement liées au fonctionnement de l'établissement sont stables (elles passent de 1,27 M€ en 2023 à 1,35 M€ 2024). Ces dépenses comprennent par exemple les dépenses de fluides, d'entretiens, de locations…

3) Les charges de personnel

Elles sont stables entre 2023 et 2024 en passant de 4,22 M€ euros à 4,21 M€ euros (soit -0.01 M€ euros entre 2023 et 2024). Une évolution qui s'explique par une stabilité de l'emploi dont l'ETPT s'établit à 63,06 en 2024 (contre 61,15 en 2023).

4) Autres charges de fonctionnement

Ce poste comprend tout d'abord, les charges liées aux impôts et taxes (qui passent entre 2023 et 2024 de 257 K€ à 263 K€). Ces impôts et taxes sont constitués à majorité par la Taxe sur le salaire, les participations de l'employeur, contribution association de gestion de personnes handicapées (AGEFIPH) et à titre accessoire l'impôt sur les bénéfices.
Ce poste comprend également les charges liées aux pénalités versées (Intérêts moratoires, pénalités judiciaires…) et autres dépenses (admission en non-valeurs, remise…) qui s'élèvent en 2024 à 61 K€ contre 55 K€ en 2023.

5) les dotations et les amortissements

Elles sont stables entre 2023 et 2024 puisque nous passons respectivement de 1,52 M€ à 1,55 M€ (soit + 0,03 M€). Ces dotations sont constituées principalement de la provision pour dépréciation du stock (pour 2024 elles représentent 1,35 M€ sur les 1,55 M€ du poste dotations et amortissements).

Ces dotations et amortissements se répartissent entre :

a) Les dotations aux amortissements sur biens immobilisés (corporelles et incorporelles) pour 134 K€
b) Les dotations pour dépréciation de créances clients inscrite cette année : 21 K€
c) Les dotations aux provisions pour dépréciation de stock inscrites pour un montant de 1 355 k€.
d) Les dotations aux provisions pour CET et charges liées pour un montant de 47 K€

6) Les charges d'intervention :

Du fait de la diminution des échanges immobilières et de la crise qui touche le secteur et afin de favoriser la création de logements sociaux, l'EPFNA a décidé de mobiliser les dotations de fonds SRU dont elle bénéficie pour aider financièrement les bailleurs sociaux pour la construction de logements sociaux.

Une convention de partenariat a alors été signée entre l'Etat représenté par le préfet de la Région Nouvelle Aquitaine et l'EPFNA.
Cette convention prévoit la mobilisation exceptionnelle de la part de l'EPFNA, du fond de solidarité au renouvellement urbain à hauteur de 11 millions d'euros sur les années 2024 et 2025.
Les premiers paiements ont été enregistrés en 2024 à hauteur de 360K€.

C/ <u>Charges financières</u>

L'EPFNA n'a pas d'emprunt en cours.

IV / AUTRES INFORMATIONS

A / Réintégration des subventions perçues dans les stocks

Le tableau ci-après, donne le détail des subventions perçues qui font l'objet d'une réintégration dans les stocks des opérations concernées.

Opération	Libellé de l'opération	Montant HT cumulé des subventions perçues à intégrer dans le stock au 31/12/2024
1716021014	La Tremblade - Développement de l'offre de logement social - 80 bis bd Mal Joffre et lieu-dit Tirpee	5 107,20
3318013001	Coutras - Développement Économique et d'habitat - Quartier Gare	5 808,25
7916063001	La Ferrière en Parthenay - Revitalisation du centre bourg - Centre bourg	4 785,90
8621060009	Grand Poitiers Communauté Urbaine - Renouvellement du quartier de la gare - 3 Bd Jeanne d'Arc	6 906,20
8624001001	Savigny-Lévescault - Développement de l'habitat et du commerce en centre-bourg - Rue de la Mairie	5 180,00
8622067001	Châtellerault - Réalisation - Reconversion de la friche STAR (AW51/247/248	15 065,75
3322096001	Gauriac - réalisation - action foncière au titre du FPDRNM (AB 205/206/207/374)	463 203,28
8620046001	Lussac les Châteaux - Revitalisation de cœur de bourg - Usines DUVIVIER	338 076,14
2418028001	Périgueux - Développement de la ZAC du grand quartier de la gare - Secteur Gare - Section 1	312 000,00
2417089002	Bergerac - Centre ville - Ilot Bourbarraud	237 100,00
3317037005	Libourne - Redynamisation du centre bourg - Îlot Lyrot Gambetta	160 000,00
3317069001	Rauzan - Redynamisation du centre bourg - Place de la Halle (ZA168/170/176	41 483,60
1719100001	CA de la Rochelle - Requalification du quartier du Prieuré-Lafond - Ilot 1 CFA	137 588,38
8619127001	Chauvigny - Développement Éco, culturel et de logements - Ancien site de la Gare	29 040,00
3319008001	Pugnac - Développement de l'habitat - L'Ombrage (B205-206-207-363-376-377)	203 880,00
1714021001	CA de la Rochelle - PPRT Picoty / SDLP	183 685,00
7916012001	CA du Niortais - PPRT SIGAP Ouest NIORT - De 1 KRATON CHEMICAL SAS (EY9)	2 615,97
7916012003	CA du Niortais - PPRT SIGAP Ouest NIORT - De 4 TECNAL (EZ13)	397 848,00
7916012004	CA du Niortais - PPRT SIGAP Ouest NIORT - De 5 ORTEC (EX156)	-12 210,20
1617002002	Angoulême - Requalification des friches industrielles et d'activités - SAFT	18 220,00
		2 555 383,47

Nota : Ce tableau ne tient pas compte des avances sur subventions perçues (compte de classe 46 mouvementé) et ne tient pas compte également des subventions déduites des cessions réalisées. Les subventions recensées et précisées ci-dessus sont extraites du compte comptable 74 (tous exercices confondus).

Ecriture comptable réalisée

Débit => 713331 => 1 239 022,05 €
Débit => 713333 => 61 073,30 €
Débit => 713334 => 1 255 288,12 €
Crédit => 333172 => 2 555 383,47 €

B / La TVA

REPARTITION TVA

			2023	2024
44562		Acquisition immobilisation par l'EPFNA en propriété propre	15 558,77	41 904,71
Total 44562		**TVA DEDUCTIBLE SUR IMMOBILISATIONS**	**15 558,77**	**41 904,71**
44566		Dépenses de fonctionnement EPFNA	190 784,50	175 910,52
		Dépenses cadre portage	912 425,22	2 417 685,62
		Salaires	1 911,50	1 823,91
		Régularisation TVA diverses (contribution formation, arrondis)	5 034,87	- 1 600,12
		Opérationnel Réserve phase études	35 115,06	126 517,23
TOTAL 44566		**TVA DEDUCTIBLE SUR AUTRES BIENS ET SERVICES**	**1 145 271,15**	**2 720 337,16**
44571		Remboursement frais fonctionnement EPFNA	3 813,55	35,16
		Diverses régul (arrondis et avoirs)	1,06	655,07
		Participation financière autres EPF	11 479,02	
		Autres participations	189 155,77	3 644,00
		Loyers	127 791,23	173 070,44
		Cessions foncières	538 527,63	870 647,10
TOTAL 44571		**TVA COLLECTEE**	**870 768,26**	**1 048 051,77**
44586		CAPAC Dépenses fonctionnement EPFNA	896,56	898,00
		CAPAC Dépenses frais de portage	6 926,11	6 870,00
TOTAL 44586		**TVA SUR FACTURE NON PARVENUES**	**7 822,67**	**7 768,00**

L'EPFNA est soumis pour l'ensemble de ses activités à la TVA, aussi bien pour ses activités d'achat et de vente dans le cadre des opérations foncières que de ses dépenses pour son fonctionnement propre.

La TVA déductible sur les dépenses d'activité, connait une forte augmentation (elles passent de 1,14 M€ en 2023 à 2,72 M€ soit une hausse de 137 % à +1,57 M€).
Cette augmentation s'explique principalement par une très grosse acquisition effectuée en fin d'exercice 2024 pour un montant TVA de 1,22 M€ (acquisition à plus de 6 M€).

En matière de TVA collectée, le montant augmente aussi, mais de façon moins marquée, et concerne principalement la TVA liée aux cessions foncières (+ 178 K€ en 2024).

B/ <u>Engagement Hors Bilan</u>

Les engagements Hors bilan, retracent les opérations et engagement qui ne peuvent pas figurer ni dans la comptabilité, ni dans le budget, mais peuvent entraîner des conséquences financières et doivent faire l'objet d'information.
Les minorations ont pour objet de faciliter les opérations foncières (opérations de construction, d'acquisition, amélioration…), en allégeant la charge financière de ces opérations pour les collectivités débitrices de l'EPFNA.
En pratique, la minoration permet de revendre le foncier, à un prix inférieur au coût de revient. Dans ce cas, l'EPFNA accepte de prendre en charge, le déficit qui résulterait de la comparaison entre le prix de revient et la valeur vénale du bien cédé. L'objet de ces minorations est donc de couvrir un éventuel déficit financier, d'où la nécessité de suivre en hors bilan, ces engagements financiers à venir.
Le tableau de suivi ci-après, recense les minorations votées en conseil d'administration au titre des conventions de portage foncier mais ne donnant pas lieu à affectation à un actif ou tiers désigné.

Au sein de l'EPFNA, il existe plusieurs natures de minorations :

- La minoration SRU : c'est une minoration financée par les pénalités encaissées par l'EPFNA auprès des communes ne respectant pas le taux requis de logements sociaux. Ces minorations sont prioritairement affectées aux communes concernées par la loi SRU.

- La minoration travaux : c'est une minoration prise sur les fonds propres de l'EPFNA ayant pour objet de prendre en charge partiellement ou totalement les coûts des travaux engagés lors du portage foncier.

- La minoration foncière d'opération : c'est une minoration prise sur les fonds propre de l'EPFNA, ayant pour objet de réduire le reste à charge pour la collectivité au moment de la revente à cette dernière du bien foncier. Elle permet de minorer le prix de revient du bien.

Les engagements hors bilan pour 2024 sont essentiellement constitués de ces minorations votées mais non mobilisées.

Les minorations détaillées dans le tableau ci-dessous n'ont pas fait l'objet d'utilisation au 31/12/2024.

Elles se répartissent de façon suivante :

- Les minorations fonds propres et minoration SRU attribuées par l'EPFNA sur la base des conventions pour un montant non décaissé de 14 225 048,24 euros,
- La mobilisation exceptionnelle de fond SRU, dans le cadre de l'aide à la construction de logements sociaux par les bailleurs pour un montant non décaissé de 10 754 176,00 euros,
- Le solde de RSU non affecté après déduction de la mobilisation exceptionnelle qui se monte à 151 502,47 euros.

Le montant total des minorations non décaissées se monte alors à 25 130 726,71 euros.

Convention	Commune	N° délibération CA	Montant attribué (1)	Utilisation antérieure (2)	Utilisation de l'exercice (3)	Annulation sur exercice (4)	Minoration résiduelle à mobiliser 5 = 1 - (2+3+4)	Commentaire pour suivi
7915011	THOUARS	CA2016-56	150 000,00	-		150 000,00	-	Fonds propres 2016
8614015	ITEUIL	CA2016-56	200 000,00	-		-	200 000,00	Fonds propres 2016
1614004	COGNAC	CA2016-56	250 000,00	-		250 000,00	-	Fonds propres 2016
1614007	BARBEZIEUX SAINT HILAIRE	CA2017-09	200 000,00	-		-	200 000,00	Fonds propres 2017 / Travaux 2017
1614004	COGNAC	CA2017-09	400 000,00	-		400 000,00	-	Fonds propres 2017
1614070	SOYAUX	CA2017-09	225 000,00	-		-	225 000,00	Fonds propres 2017
1615005	ANGOULEME	CA2017-34	480 000,00	-		-	480 000,00	Fonds propres 2017 / Travaux 2017
1716024	LA JARRIE	CA2017-34	300 000,00	-		-	300 000,00	Fonds propres 2017 / Travaux 2017
1715014	BOURGNEUF	CA2017-34	150 000,00	-		-	150 000,00	Fonds propres 2017 / Travaux 2017
1715044	VERINES	CA2017-48	70 000,00	-		-	70 000,00	Fonds propres 2017
3317069	RAUZAN	C2018-132	200 000,00				200 000,00	Fonds propres 2018 = Enlever du tableau PSV car acte signé sans mobilisation de la mino car en attente du montant du fonds vert pour mobiliser la mino sur le reste
3318096	CAPTIEUX	CA2018-160	103 000,00	-		-	103 000,00	Fonds propres 2018
7912011	VANNEAU IRLEAU / CA NIORT	CA2015-180	400 000,00	-	400 000,00		-	Travaux 2015
1614025	GOND PONTOUVRE	CA2016-56	400 000,00	-		-	400 000,00	Travaux 2016
1612019	ANGOULEME	CA2021-47	700 000,00	-		-	700 000,00	Travaux 2016
1612003	LA ROCHEFOUCAULD	CA2016-56 / CA2018-132	390 000,00	-		-	390 000,00	Travaux 2016
1715020	LA ROCHELLE	CA2016-56	95 000,00	-		-	95 000,00	Travaux 2016
1714033	ST MARTIN D'ARY	CA2017-09	300 000,00	-		-	300 000,00	Travaux 2017
1618085	LA COURONNE	CA2018-93	900 000,00	-		-	900 000,00	Travaux 2018

7912011	VANNEAU IRLEAU / CA NIORT	CA2018-132	800 000,00	-	173 578,62	626 421,38	-	Travaux 2018
1917052	USSEL	CA2018-132	600 000,00	-		-	600 000,00	Travaux 2018
2317054	LA SOUTERRAINE	CA2018-132	200 000,00	-		-	200 000,00	Travaux 2018
1617002	ANGOULEME	CA2018-132	410 000,00	-		-	410 000,00	Travaux 2018
1614024	ISLE D'ESPAGNAC	CA2018-160	100 000,00	-		-	100 000,00	Travaux 2018
1710013	SURGERES	CA2018-160	100 000,00	-		-	100 000,00	Travaux 2018
8615013	CHATELLERAULT	CA2018-160	130 000,00	-		-	130 000,00	Travaux 2018
1718053	SAINT JEAN D'ANGELY	CA2020-29	83 375,00	-		-	83 375,00	EPFNA 2020
4717074	MEILHAN SUR GARONNE	CA2021-47	55 000,00	-		55 000,00	-	EPFNA 2021
1714001	ROCHEFORT	CA2021-47	900 000,00	879 843,82	- 20 156,18		40 312,36	EPFNA 2021
1614004	COGNAC	CA2021-90	49 474,34	-	49 474,34		-	EPFNA 2021
4719088	LAVARDAC	CA2022-21	28 000,00	-	28 000,00		-	EPFNA 2022
1614004	COGNAC	CA2022-39	30 082,14	-		30 082,14	-	EPFNA 2022
4718124	VILLENEUVE SUR LOT	CA-2022-41	80 000,00	-		80 000,00	-	EPFNA 2022
4722080	SAINTE LIVRADE SUR LOT	CA2022-42	4 700,00	-		-	4 700,00	EPFNA 2022
8719070	CU LIMOGES METROPOLES	CA2022-43	90 000,00	-	90 000,00		-	EPFNA 2022
3318174	CTE DE CNES DU BAZADAIS	CA2022-83	12 560,00	-		-	12 560,00	EPFNA 2022
7915035	NIORT	CA2022-23	184 000,00				184 000,00	EPFNA 2022
1619046	ROULLET SAINT ESTEPHE	CA2020-33	60 000,00				60 000,00	SRU
1714051	SAUJON	CA2015-104	200 000,00				200 000,00	SRU
1715029	VAUX S/MER	CA2016-56	150 000,00	-		-	150 000,00	SRU
1715029	VAUX S/MER	CA2017-09	250 000,00	-		-	250 000,00	SRU
1714051	SAUJON	CA2017-09	10 000,00				10 000,00	SRU
1715029	VAUX S/MER	CA2017-94	50 000,00	-		-	50 000,00	SRU
1718016	SAINT GEORGES DE DIDONNE	CA2018-132	235 000,00	-		-	235 000,00	SRU
1718016	SAINT GEORGES DE DIDONNE	CA2018-132	120 000,00				120 000,00	SRU
1718035	CHATELAILLON PLAGE	CA2018-132	622 000,00	-		622 000,00	-	SRU

3318063	IZON	CA2019-104	168 000,00	-	68 000,00		100 000,00	SRU
3318019	VAYRES	CA2019-104	30 000,00	-		-	30 000,00	SRU
1716021	LA TREMBLADE	CA2020-09	11 500,00				11 500,00	SRU
1716021	LA TREMBLADE	CA2020-09	75 200,00				75 200,00	SRU
1716030	BREUILLET	CA2021-48	79 000,00		79 000,00		-	SRU
3318063	IZON	CA2022-45	92 800,00	-		-	92 800,00	SRU
7915064	MAULEON	CA2022-46	114 315,77	-	114 315,77		-	SRU
1716021	LA TREMBLADE	CA2022-84	50 000,00	-		-	50 000,00	SRU
3318063	IZON	CA2022-85	66 000,00	-	66 000,00		-	SRU
	Etude prospective départements littoraux	CA-2023-011	40 000,00	-		-	40 000,00	SRU
4718076	SAINT MAURIN	CA-2023-012	50 000,00	-	15 290,62	34 709,38	-	EPFNA 2023
3317037	LIBOURNE	CA-2023-014	600 000,00	-	600 000,00		-	EPFNA 2023
4718089	SAINT PIERRE DE BUZET	CA-2023-015	27 000,00	-			27 000,00	EPFNA 2023
1716021	LA TREMBLADE	CA-2023-016	300 000,00	-		-	300 000,00	SRU
1716021	LA TREMBLADE	CA-2023-017	50 000,00	-		-	50 000,00	SRU
1723021	ROYAN	CA-2023-018	155 000,00	-		-	155 000,00	SRU
1723012	SAINT GEORGES DE DIDONNE	CA-2023-019	46 500,00	-		-	46 500,00	SRU
1723014	SAINT GEORGES DE DIDONNE	CA-2023-020	150 000,00	-		-	150 000,00	SRU
1723016	SAUJON	CA-2023-021	555 000,00				555 000,00	SRU
1723008	VAUX S/MER	C2023-022	70 000,00		51 728,36		18 271,64	SRU
1722073	LA ROCHELLE	CA-2023-024	320 000,00	300 000,00			20 000,00	SRU
3317058	CREON	CA-2023-026	170 240,00	-		-	170 240,00	SRU
	Etude stratégique logements sociaux départements littoraux	CA-2023-048	90 575,00	-	70 825,00		19 750,00	SRU
1614025002	GOND PONTOUVRE	CA-2023-049	126 000,00	-	126 000,00	-	-	SRU
1723018001	ROYAN	CA-2023-050	450 000,00	429 429,43			20 570,57	SRU
3317037004	LIBOURNE	CA-2023-051	100 000,00	-	91 331,52		8 668,48	SRU
3318112006	LA TESTE DE BUCH	CA-2023-052	60 000,00	-		-	60 000,00	SRU

7915064001	MAULEON	CA-2023-055	60 000,00	-	60 000,00		-	SRU
1622088001	BARBEZIEUX SAINT HILAIRE	CA-2023-056	200 000,00	-	200 000,00		-	EPFNA 2023
1723131001	CHADENAC	CA-2023-057	185 000,00	-		-	185 000,00	EPFNA 2023
2419086001	SAINT PIERRE DE COLE	CA-2023-058	30 000,00	-	30 000,00		-	EPFNA 2023
3321077001	EGLISOTTES ET CHALAURE	CA-2023-059	25 600,00	-		-	25 600,00	EPFNA 2023
3323024001	BIGANOS	CA-2023-060	70 400,00	-	70 400,00		-	EPFNA 2023
4724052001	VILLENEUVE SUR LOT	CA-2023-061	80 000,00	-			80 000,00	EPFNA 2023
4718075001	MAS D'AGENAIS	CA-2023-062	160 000,00	-	160 000,00		-	EPFNA 2023
Transversal	Etude	CA-2024-009	300 000,00		49 097,81		250 902,19	SRU
1615025001	MONTIGNAC CHARENTE	CA-2024-013	50 000,00	-	50 000,00		-	EPFNA 2024
2421056001	CHERVAIX CUBAS	CA-2024-014	20 000,00	-	20 000,00		-	EPFNA 2024
4717074005	MEILHAN SUR GARONNE	CA-2024-015	121 000,00				121 000,00	EPFNA 2024
4722014001	MONFLANQUIN	CA-2024-016	264 000,00				264 000,00	EPFNA 2024
3324010001	GUJAN MESTRAS	CA-2024-017	690 000,00				690 000,00	SRU
3319152002	MIOS	CA-2024-018	100 000,00				100 000,00	SRU
1716005001	NIEUL SUR MER	CA-2024-019	880 000,00				880 000,00	SRU
1718035011	CHATELAILLON PLAGE	CA-2024-030	210 000,00				210 000,00	SRU
1723022001	ROYAN	CA-2024-032	125 000,00				125 000,00	SRU
1723047001	ARVERT	CA-2024-033	400 000,00				400 000,00	SRU
3319115001	SAINT DENIS DE PILE	CA-2024-035	20 000,00				20 000,00	SRU
8721093001	LE PALAIS SUR VIENNE	CA-2024-036	235 000,00				235 000,00	SRU
1614004002	COGNAC	CA-2024-043	32 500,00			32 500,00	-	EPFNA 2024
4722104001	CA DU GRAND VILLENEUVOIS / VILLENEUVE SUR LOT	CA-2024-044	327 598,00				327 598,00	EPFNA 2024
7920048001	NUEIL LES AUBIERS	CA-2024-045	100 000,00				100 000,00	EPFNA 2024
7921084002	SAINT MAIXENT L'ECOLE	CA-2024-046	140 000,00				140 000,00	EPFNA 2024
1624156001	COGNAC	CA-2024-073	32 500,00				32 500,00	EPFNA 2024
2319004000	MARSAC	CA-2024-074	15 000,00				15 000,00	EPFNA 2024

3324023001	IZON	CA-2024-075	120 000,00				120 000,00	EPFNA 2024
3319163001	LANGON	CA-2024-076	30 000,00				30 000,00	EPFNA 2024 ETUDES
1723139001	TONNAY CHARENTE	CA-2024-077	200 000,00				200 000,00	SRU
3324023001	IZON	CA-2024-078	20 000,00				20 000,00	SRU
SOUS TOTAL			**20 757 920,25**	**1 609 273,25**	**2 642 885,86**	**2 280 712,90**	**14 225 048,24**	

Mobilisation exceptionnelle SRU	Enveloppe 1 - SRU	CA-2024-029	5 334 176,00		104 000,00		5 230 176,00
	Enveloppe 2 - OIN	CA-2024-029	2 655 000,00		256 000,00		2 399 000,00
	Enveloppe 3 - Zone détendue	CA-2024-029	570 000,00				570 000,00
	Enveloppe 1 - SRU	CA-2024-071	2 555 000,00		-		2 555 000,00
SOUS TOTAL			**11 114 176,00**	**0,00**	**360 000,00**	**0,00**	**10 754 176,00**

Solde de SRU à affecter après déduction de la mobilisation exceptionnelle					**151 502,47**

TOTAL GENERAL	**31 872 096,25**	**1 609 273,25**	**3 002 885,86**	**2 280 712,90**	**25 130 726,71**

COMPTE FINANCIER 2024

ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER
DE NOUVELLE-AQUITAINE

COMPTE FINANCIER 2024
SOMMAIRE

Autorisations d'emplois 2024

Tableau des autorisations budgétaires 2024

Tableau de l'exécution des dépenses par destination et des recettes par origine 2024

Tableau d'équilibre financier 2024

Opérations pour compte de tiers 2024

Plan de trésorerie 2024

Opérations liées aux recettes fléchées 2024

Bilan 2024

Compte de résultat 2024

Situation patrimoniale 2024

Balance définitive des comptes 2024

Balance des comptes des valeurs inactives 2024

Synthèse budgétaire et comptable 2024

Tableau des flux de trésorerie 2024 (méthode directe)

Tableau des flux de trésorerie 2024 (méthode indirecte)

Bilan fonctionnel 2024

Soldes intermédiaires de gestion 2024

ANNEXES

Autorisations d'emplois 2024

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	**0**	**63,06**	**63,06**

Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) : 0

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat (c).

Tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme (décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme) et des autres dépenses de personnel

	EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI		EMPLOIS HORS PLAFOND LFI		PLAFOND ORGANISME	
	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *
TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 + 4)	**0**	**0**	**63,06**	**4 235 125,23**	**63,06**	**4 235 125,23**
1 - TITULAIRES	**0**	**0**			**0**	**-**
* Titulaires État	0	0			0	-
* Titulaires organisme (corps propre)	0	0			0	-
2 - CONTRACTUELS	**0**	**0**	**62,38**	**4 218 685,75**	**62,38**	**4 218 685,75**
*** Contractuels de droit public**	**0**	**0**	**3,60**	**326 104,90**	**3,60**	**326 104,90**
CDI	0	0			0	-
CDD	0	0	0	-	0	-
. Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	3,60	326 104,90	3,60	326 104,90
*** Contractuels de droit privé**	**0**	**0**	**58,78**	**3 892 580,85**	**58,78**	**3 892 580,85**
CDI	0	0	**58,78**	**3 892 580,85**	58,78	3 892 580,85
CDD	0	0	0	-	0	-
3 - CONTRATS AIDES			**0,68**	**16 439,48**	**0,68**	**16 439,48**
4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés…)						**-**

* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, le total des emplois doit être égal au plafond d'autorisation d'emplois voté par l'organe délibérant (figurant ci-dessus pour vote).

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité

(Mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

	EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITE, REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DECOMPTES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS	
	ETPT **	Dépenses de personnel **
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (5 + 6)	**0**	**0**
5 - EMPLOIS REMBOURSES A L'ORGANISME	**0**	**0**
6 - EMPLOIS NON REMBOURSES A L'ORGANISME	**0**	**0**

** Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant pas dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme

(Mise à disposition entrantes)

	EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON REMUNERES PAR LUI ET NON DECOMPTES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS	
	ETPT ***	Dépenses de fonctionnement ***
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8)	**0**	**0**
7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME	**0**	**0**
8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME	**0**	**0**

*** Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

Tableau des autorisations budgétaires 2024

DEPENSES							RECETTES			
	Prévision BI 2024 CA du 23/11/2023		Exécution		Taux d'exécution		Taux d'exécution	Exécution	Prévision BI 2024 CA du 23/11/2023	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
Personnel	**5 350 000,00**	**5 350 000,00**	**4 235 125,23**	**4 235 125,23**	**79%**	**79%**	**79%**	**58 133 554,72**	**73 425 412,00**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension	*30 000,00*	*30 000,00*	*33 469,06*	*33 469,06*	*112%*	*112%*				Subvention pour charges de service public
							100%	10 700 192,00	10 700 192,00	Autres financements de l'Etat
							102%	21 638 029,00	21 150 220,00	Fiscalité affectée
Fonctionnement	**77 224 050,00**	**77 224 050,00**	**70 455 042,35**	**50 949 384,79**	**91%**	**66%**	135%	4 064 697,74	3 000 000,00	Autres financements publics
dont intervention foncière :	*75 000 000,00*	*75 000 000,00*	*69 011 844,37*	*49 787 386,95*	*92%*	*66%*	56%	21 730 635,98	38 575 000,00	Recettes propres
** dont acquisitions et frais accessoires (601111 & 601112)*	*61 900 000,00*	*61 900 000,00*	*53 908 975,36*	*42 845 930,71*	*87%*	*69%*	*55%*	*20 689 637,16*	*37 895 000,00*	*Dont Cessions*
** dont frais d'études (compte 601113)*	*1 000 000,00*	*1 000 000,00*	*356 160,10*	*430 890,30*	*36%*	*43%*	*159%*	*956 995,24*	*600 000,00*	*Dont Loyers*
** dont études non stockées (compte 617)*	*100 000,00*	*100 000,00*	*81 825,00*	*143 646,50*	*82%*	*144%*	*105%*	*84 003,58*	*80 000,00*	*Autres recettes*
** dont travaux-portage (compte 601114)*	*10 000 000,00*	*10 000 000,00*	*5 136 988,46*	*4 467 727,98*	*51%*	*45%*				
** dont impôts (compte 6011151)*	*2 000 000,00*	*2 000 000,00*	*1 538 719,45*	*1 539 191,46*	*77%*	*77%*				
** dont mobilisation exceptionnelle Fonds SRU (6573) - Enveloppe 1*	-	-	*5 334 176,00*	*104 000,00*						
** dont mobilisation exceptionnelle Fonds SRU (6573) - Enveloppe 2*	-	-	*2 655 000,00*	*256 000,00*						
dont fonction support	*2 194 050,00*	*2 194 050,00*	*1 443 197,98*	*1 161 997,84*	*66%*	*53%*				
dont frais financiers	*30 000,00*	*30 000,00*	-	-			**110%**	**2 311 413,47**	**2 105 000,00**	**Recettes fléchées**
							106%	1 940 126,38	1 835 000,00	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	**630 000,00**	**630 000,00**	**230 686,66**	**273 190,17**	**37%**	**43%**	179%	241 882,11	135 000,00	Autres financements publics fléchés
							96%	129 404,98	135 000,00	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	**83 204 050,00**	**83 204 050,00**	**74 920 854,24**	**55 457 700,19**	**90%**	**67%**	**80%**	**60 444 968,19**	**75 530 412,00**	**TOTAL DES RECETTES (C)**
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		**-**		**4 987 268,00**				**-**	**7 673 638,00**	**SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)**

Tableau de l'exécution des dépenses par destination 2024

Budget	DEPENSES									
	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
FONCTIONS SUPPORT	4 235 125,23	4 235 125,23	1 469 860,79	1 188 660,65			230 686,66	273 190,17	**5 935 672,68**	**5 696 976,05**
LOGEMENT			48 317 634,75	30 161 376,44					**48 317 634,75**	**30 161 376,44**
DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES ECONOMIQUES			12 725 662,55	11 046 857,28					**12 725 662,55**	**11 046 857,28**
PROTECTION RISQUES TECHNOLOGIQUES ET NATURELS			2 251 499,96	2 304 133,01					**2 251 499,96**	**2 304 133,01**
PRESERVATION ESPACES NATURELS ET AGRICOLES			27 485,81	43 807,12					**27 485,81**	**43 807,12**
AUTRES INTERVENTIONS			5 662 898,49	6 204 550,29					**5 662 898,49**	**6 204 550,29**
TOTAL GÉNÉRAL	**4 235 125,23**	**4 235 125,23**	**70 455 042,35**	**50 949 384,79**	**-**	**-**	**230 686,66**	**273 190,17**	**74 920 854,24**	**55 457 700,19**

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	**4 987 268,00**

Tableau des recettes par origine (facultatif) 2024

BUDGET	RECETTES								
	RECETTES GLOBALISEES					RECETTES FLECHEES			TOTAL
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics (dont SRU)	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
PORTAGE FONCIER					21 646 632,40	1 810 721,40	61 073,30		**23 518 427,10**
PPRT						129 404,98	180 808,81	129 404,98	**439 618,77**
COLLECTIVITES				4 051 010,22					**4 051 010,22**
TSE		10 700 192,00	21 638 029,00						**32 338 221,00**
FONCTIONS SUPPORT				13 687,52	84 003,58				**97 691,10**
TOTAL GÉNÉRAL	**-**	**10 700 192,00**	**21 638 029,00**	**4 064 697,74**	**21 730 635,98**	**1 940 126,38**	**241 882,11**	**129 404,98**	**60 444 968,19**

Tableau d'équilibre financier 2024

BESOINS			FINANCEMENTS		
	Prévision BI 2024 CA du 23/11/2023	Exécution	Exécution	Prévision BI 2024 CA du 23/11/2023	
Solde budgétaire (déficit) (D2)	7 673 638,00	-	4 987 268,00	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)
Remboursements d'emprunts (capital) Nouveaux prêts (capital) Dépôts et cautionnements (b1)	2 000 000,00	3 629 226,42	103 969,30	2 000 000,00	Nouveaux emprunts (capital) Remboursements de prêts (capital) Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)		2 762 193,62	788 008,02		Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)		- 4 037 219,72	278 057,16		Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	**9 673 638,00**	**2 354 200,32**	**6 157 302,48**	**2 000 000,00**	**Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)**
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	**-**	**3 803 102,16**	**-**	**7 673 638,00**	**PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)**
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)	-	*120 000,00*	-	-	*dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)*
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	-	*3 683 102,16*	-	*7 673 638,00*	*dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)*
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	**9 673 638,00**	**6 157 302,48**	**6 157 302,48**	**9 673 638,00**	**TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)**

Opérations pour compte de tiers 2024

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements réalisés (c1)	Encaissements réalisés (c2)
TVA	445	TVA	2 762 193,62	788 008,02
	467	Opérations pour compte de tiers	-	-
TOTAL GÉNÉRAL			**2 762 193,62**	**788 008,02**

Plan de trésorerie 2024

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	**52 595 627,62**	**55 671 919,84**	**66 921 541,04**	**67 675 363,05**	**68 361 457,26**	**64 523 862,94**	**65 736 410,10**	**70 113 076,96**	**68 259 534,69**	**69 573 343,89**	**66 893 692,03**	**66 407 295,87**	**56 398 729,78**
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	**3 008 168,81**	**4 082 947,56**	**14 096 161,33**	**3 555 822,52**	**2 422 953,91**	**4 098 082,28**	**7 245 838,76**	**3 316 501,68**	**3 710 565,63**	**3 443 630,71**	**4 182 566,20**	**4 970 315,33**	**58 133 554,72**
Subvention pour charges de service public													-
Autres financements de l'État			10 700 192,00										10 700 192,00
Fiscalité affectée		3 525 036,00	1 762 518,00	1 956 692,00	1 762 518,00	1 770 723,00	1 762 518,00	1 762 518,00	1 762 518,00	1 772 396,00	2 010 027,00	1 790 565,00	21 638 029,00
Autres financements publics	6 221,60	1 244,32	442 484,80	457 262,90	451 041,30	451 041,30	451 041,30	451 041,30	451 041,30	451 041,30	451 236,32		4 064 697,74
Recettes propres	3 001 947,21	556 667,24	1 190 966,53	1 141 867,62	209 394,61	1 876 317,98	5 032 279,46	1 102 942,38	1 497 006,33	1 220 193,41	1 721 302,88	3 179 750,33	21 730 635,98
Recettes budgétaires fléchées	**-**	**-**	**281 491,89**	**494 688,38**	**-**	**4 785,90**	**-**	**5 808,25**	**-**	**154 429,60**	**428 432,59**	**941 776,86**	**2 311 413,47**
Financements de l'État fléchés			266 426,14	494 688,38							312 000,00	867 011,86	1 940 126,38
Autres financements publics fléchés			15 065,75			4 785,90		5 808,25		25 024,62	116 432,59	74 765,00	241 882,11
Recettes propres fléchées										129 404,98			129 404,98
Opérations non budgétaires	**1 772 322,33**	**10 329 451,17**	**- 11 164 372,22**	**- 66,88**	**328 042,89**	**300 535,29**	**1 089 706,00**	**- 476 866,32**	**- 643 605,53**	**430 230,60**	**- 401 691,29**	**- 393 651,56**	**1 170 034,48**
Emprunts : encaissements en capital													-
Prêts : encaissement en capital													-
Dépôts et cautionnements		398,93	280,00		22 369,50	5 900,00	660,00	37 200,00	35 600,00	548,00	500,00	512,87	103 969,30
Opérations gérées en comptes de tiers :	1 772 322,33	10 329 052,24	- 11 164 652,22	- 66,88	305 673,39	294 635,29	1 089 046,00	- 514 066,32	- 679 205,53	429 682,60	- 402 191,29	- 394 164,43	1 066 065,18
- TVA encaissée	41 518,65	19 659,36	34 407,96	62 346,62	12 442,76	41 557,47	218 353,29	15 895,92	147 923,13	44 934,28	66 964,74	82 003,84	788 008,02
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements													-
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	1 730 803,68	10 309 392,88	- 11 199 060,18	- 62 413,50	293 230,63	253 077,82	870 692,71	- 529 962,24	- 827 128,66	384 748,32	- 469 156,03	- 476 168,27	278 057,16
A. TOTAL	4 780 491,14	14 412 398,73	3 213 281,00	4 050 444,02	2 750 996,80	4 403 403,47	8 335 544,76	2 845 443,61	3 066 960,10	4 028 290,91	4 209 307,50	5 518 440,63	61 615 002,67
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	**2 148 253,18**	**3 130 885,84**	**1 586 248,31**	**3 267 785,54**	**5 384 118,71**	**3 367 066,56**	**5 226 213,66**	**4 348 320,44**	**2 373 813,17**	**7 368 429,45**	**3 872 852,59**	**13 383 712,74**	**55 457 700,19**
Personnel	215 358,22	345 665,08	340 051,88	406 171,43	364 851,34	402 424,26	366 387,48	334 343,48	338 317,13	392 496,61	365 092,71	363 965,61	4 235 125,23
Fonctionnement	1 921 020,96	2 783 933,76	1 212 802,29	2 850 164,22	4 983 181,82	2 907 907,63	4 856 422,51	3 996 093,46	2 035 496,04	6 963 519,23	3 486 593,86	12 952 249,01	50 949 384,79
Intervention													-
Investissement	11 874,00	1 287,00	33 394,14	11 449,89	36 085,55	56 734,67	3 403,67	17 883,50		12 413,61	21 166,02	67 498,12	273 190,17
Dépenses liées à des recettes fléchées	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Personnel													-
Fonctionnement													-
Intervention													-
Investissement													-
Opérations non budgétaires	**- 444 054,26**	**31 891,69**	**873 210,68**	**96 564,27**	**1 204 472,41**	**- 176 210,25**	**- 1 267 335,76**	**350 665,44**	**- 620 662,27**	**- 660 486,68**	**822 851,07**	**2 143 293,98**	**2 354 200,32**
Emprunts : remboursements en capital													-
Prêts : décaissements en capital													-
Dépôts et cautionnements	11 797,01	705 140,00	35 260,00	6 240,00	201 737,00	50 810,00	110 425,00	54 102,00	106 970,00	5 397,41	495 400,00	1 845 948,00	3 629 226,42
Opérations gérées en comptes de tiers :	- 455 851,27	- 673 248,31	837 950,68	90 324,27	1 002 735,41	- 227 020,25	- 1 377 760,76	296 563,44	- 727 632,27	- 665 884,09	327 451,07	297 345,98	- 1 275 026,10
- TVA décaissée	83 367,34	113 844,63	111 934,13	84 931,71	76 709,93	113 613,66	266 592,25	122 521,69	51 652,20	140 178,07	118 050,90	1 478 797,11	2 762 193,62
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements													-
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	- 539 218,61	- 787 092,94	726 016,55	5 392,56	926 025,48	- 340 633,91	- 1 644 353,01	174 041,75	- 779 284,47	- 806 062,16	209 400,17	- 1 181 451,13	- 4 037 219,72
B. TOTAL	1 704 198,92	3 162 777,53	2 459 458,99	3 364 349,81	6 588 591,12	3 190 856,31	3 958 877,90	4 698 985,88	1 753 150,90	6 707 942,77	4 695 703,66	15 527 006,72	57 811 900,51
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	3 076 292,22	11 249 621,20	753 822,01	686 094,21	- 3 837 594,32	1 212 547,16	4 376 666,86	- 1 853 542,27	1 313 809,20	- 2 679 651,86	- 486 396,16	- 10 008 566,09	3 803 102,16
SOLDE CUMULE (1) + (2)	55 671 919,84	66 921 541,04	67 675 363,05	68 361 457,26	64 523 862,94	65 736 410,10	70 113 076,96	68 259 534,69	69 573 343,89	66 893 692,03	66 407 295,87	56 398 729,78	

Opérations liées aux recettes fléchées 2024

	Prévision BI 2024 CA du 23/11/2023	Exécution
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**1 093 250,00**
Recettes fléchées (b)	**2 105 000,00**	**2 311 413,47**
Financements de l'État fléchés	1 835 000,00	1 940 126,38
Autres financements publics fléchés	135 000,00	241 882,11
Recettes propres fléchées	135 000,00	129 404,98
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	**2 105 000,00**	**2 191 413,47**
Personnel		
AE=CP		
Fonctionnement		
AE	2 105 000,00	
CP	2 105 000,00	2 191 413,47
Intervention		
AE		
CP		
Investissement		
AE		
CP		
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**-**	**120 000,00**

Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c)	**-**	**1 213 250,00**

Bilan 2024

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	215 267,94	207 410,17	7 857,77	5 307,70
Immobilisations corporelles				
Terrains			-	
Constructions	39 972,95	33 748,08	6 224,87	9 207,06
Installations techniques, matériels, et outillage	17 305,80	4 812,34	12 493,46	14 416,32
Collections			-	
Biens historiques et culturels			-	
Autres immobilisations corporelles	1 333 311,87	964 646,04	368 665,83	311 719,36
Immobilisations mises en concession			-	
Immobilisations corporelles en cours	15 950,77		15 950,77	767,50
Avances et acomptes sur commandes			-	
Immobilisations corporelles (biens vivants)			-	
Immobilisations financières	6 441 975,33		6 441 975,33	7 074 266,20
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**8 063 784,66**	**1 210 616,63**	**6 853 168,03**	**7 415 684,14**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	213 583 749,20	2 521 000,00	211 062 749,20	186 968 770,29
Créances				
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	2 169 926,82		2 169 926,82	472 290,15
Créances clients et comptes rattachés	4 137 025,57	262 729,10	3 874 296,47	4 462 992,38
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)			-	
Avances et acomptes versés sur commandes	267 612,66		267 612,66	493 009,42
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)			-	
Créances sur les autres débiteurs	222 237,36		222 237,36	16 046,46
Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)			-	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	**220 380 551,61**	**2 783 729,10**	**217 596 822,51**	**192 413 108,70**
TRESORERIE				
Valeurs mobilières de placement			-	
Disponibilités	56 398 729,78		56 398 729,78	52 595 627,62
Autres			-	
TOTAL TRESORERIE	**56 398 729,78**	**-**	**56 398 729,78**	**52 595 627,62**
Comptes de régularisation			-	
Écart de conversion Actif			-	
TOTAL GENERAL	**284 843 066,05**	**3 994 345,73**	**280 848 720,32**	**252 424 420,46**

Bilan 2024

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Financements reçus		
Financement de l'actif par l'Etat		
Financement de l'actif par des tiers		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	222 938 658,39	195 161 032,48
Report à nouveau	24 790 776,84	24 797 574,66
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	26 945 563,12	27 777 625,91
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES	**274 674 998,35**	**247 736 233,05**
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	350 000,00	303 000,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**350 000,00**	**303 000,00**
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires		
Emprunts souscrits auprès des établissements financiers		
Dettes financières et autres emprunts	18 331,80	56 781,01
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	**18 331,80**	**56 781,01**
DETTES NON FINANCIERES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	602 746,49	116 771,02
Dettes fiscales et sociales	529 356,51	266 243,95
Avances et acomptes reçus	3 184 008,11	2 373 839,40
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)		
Autres dettes non financières	1 489 279,06	1 571 552,03
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	**5 805 390,17**	**4 328 406,40**
TRESORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive		
TOTAL TRESORERIE	**-**	**-**
Comptes de régularisation		
Écart de conversion Passif		
TOTAL GENERAL	**280 848 720,32**	**252 424 420,46**

Compte de résultat 2024

CHARGES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats	48 845 321,55	47 269 744,72
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	1 351 162,46	- 21 577 662,18
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	2 846 745,83	2 864 693,80
Charges sociales	1 170 233,85	1 174 040,93
Intéressement et participation	66 108,05	57 293,86
Autres charges de personnel	129 475,42	126 804,97
Autre charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	324 338,09	256 754,84
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	1 558 425,30	1 529 760,96
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**56 291 810,55**	**31 701 431,90**
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositif d'intervention pour compte propre		
Transferts aux ménages		
Transferts aux entreprise		
Transferts aux collectivités territoriales		
Transferts aux autres collectivités	360 000,00	
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme		
Dotations aux provisions et dépréciations		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	**360 000,00**	**-**
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	**56 651 810,55**	**31 701 431,90**
CHARGES FINANCIERES		
Charges d'intérêt		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Pertes de change		
Autres charges financières		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières		
TOTAL CHARGES FINANCIERE	**-**	**-**
Impôts sur les sociétés	2 412,00	3 639,00
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	26 945 563,12	27 777 625,91
TOTAL CHARGES	**83 599 785,67**	**59 482 696,81**

Compte de résultat 2024

PRODUITS	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)		
Subventions pour charges de service public		10 700 192,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	13 260 589,47	679 252,95
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques		
Dons et legs		
Produits de la fiscalité affectée	21 638 029,00	21 539 384,00
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)		
Ventes de biens ou prestations de services	18 085 754,52	20 901 532,63
Produits de cessions d'éléments d'actif		
Autres produits de gestion	5 148 701,90	3 715 731,03
Production stockée et immobilisée	24 623 978,91	
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public		
Autres produits		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	842 731,87	1 946 604,20
Reprises du financement rattaché à un actif		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**83 599 785,67**	**59 482 696,81**
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des participations et des prêts		
Produits nets sur cessions des immobilisations financières		
Intérêts sur créances non immobilisées		
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Gains de change		
Autres produits financiers		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	**-**	**-**
RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)		
TOTAL PRODUITS	**83 599 785,67**	**59 482 696,81**

Situation patrimoniale 2024

Compte de résultat 2024

CHARGES	Prévision BI 2024 CA du 23/11/2023	Exécution	PRODUITS	Prévision BI 2024 CA du 23/11/2023	Exécution
Personnel	5 116 000,00	4 212 563,15	Subventions de l'Etat	10 700 192,00	12 817 696,38
dont charges de pensions civiles	30 000,00	29 136,12	Fiscalité affectée	21 150 220,00	21 638 029,00
Fonctionnement autre que les charges de personnel	40 753 050,00	52 081 659,40	Autres subventions		442 893,09
Intervention (le cas échéant)		360 000,00	Autres produits	43 080 000,00	48 701 167,20
TOTAL DES CHARGES (1)	**45 869 050,00**	**56 654 222,55**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**74 930 412,00**	**83 599 785,67**
Résultat : bénéfice (3) = (2) - (1)	**29 061 362,00**	**26 945 563,12**	**Résultat : perte (4) = (1) - (2)**	**-**	**-**
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat (1) + (3) = (2) + (4)	**74 930 412,00**	**83 599 785,67**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat (1) + (3) = (2) + (4)**	**74 930 412,00**	**83 599 785,67**

Capacité d'autofinancement 2024

	Prévision BI 2024 CA du 23/11/2023	Exécution
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	29 061 362,00	26 945 563,12
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	300 000,00	1 558 425,30
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		825 000,00
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		
- produits de cession d'éléments d'actifs		
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs		
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	**29 361 362,00**	**27 678 988,42**

Etat de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés 2024

EMPLOIS	Prévision BI 2024 CA du 23/11/2023	Exécution	RESSOURCES	Prévision BI 2024 CA du 23/11/2023	Exécution
Insuffisance d'autofinancement	-	-	Capacité d'autofinancement	29 361 362,00	27 678 988,42
Investissements	630 000,00	3 807 892,33	Financement de l'actif par l'État		
			Financement de l'actif par des tiers autres que l'État		
			Autres ressources		4 230 900,84
Remboursement des dettes financières	2 000 000,00	32 999,01	Augmentation des dettes financières	2 000 000,00	9 399,80
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**2 630 000,00**	**3 840 891,34**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**31 361 362,00**	**31 919 289,06**
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	**28 731 362,00**	**28 078 397,72**	**Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)**	**-**	**-**

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie 2024

	Prévision BI 2024 CA du 23/11/2023	Exécution
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	**28 731 362,00**	**28 061 259,34**
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	**36 405 000,00**	**24 258 157,18**
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)	**- 7 673 638,00**	**3 803 102,16**
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	**274 329 326,00**	**270 973 891,22**
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**228 285 116,00**	**214 575 161,44**
Niveau final de la TRESORERIE	**46 044 209,00**	**56 398 729,78**

Balance définitive des comptes 2024

Compte et intitulé	Débit			Crédit			Solde	
	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
10688 Réserves diverses		27 777 625,91	27 777 625,91	195 161 032,48	55 555 251,82	250 716 284,30		222 938 658,39
110 Report à nouveau (solde créditeur)		4 287,60	4 287,60	24 797 574,66	1 896,93	24 799 471,59		24 795 183,99
119 Report à nouveau (solde débiteur)		4 407,15	4 407,15				4 407,15	
120 Résultat de l'exercice (bénéfice)		55 555 251,82	55 555 251,82	27 777 625,91	54 723 189,03	82 500 814,94		26 945 563,12
1582 Provisions pour CET				144 000,00	31 000,00	175 000,00		175 000,00
1583 Provisions pour CET Charges sociales et fiscales				72 000,00	16 000,00	88 000,00		88 000,00
1587 Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement				87 000,00		87 000,00		87 000,00
1651 Dépôts		62 699,01	62 699,01	56 781,01	24 249,80	81 030,81		18 331,80
2012 Frais de premier établissement	197,48		197,48				197,48	
2051 Licences	64 074,84	3 448,00	67 522,84		6 711,15	6 711,15	60 811,69	
20531 Logiciels acquis ou sous-traités	144 688,77	9 570,00	154 258,77				154 258,77	
214158 Autres	39 972,95		39 972,95				39 972,95	
215148 Autres installations complexes spécialisées sur sol d'autrui	17 305,80		17 305,80				17 305,80	
2181 Installations générales, agencements, aménagements divers	542 543,12	149 768,84	692 311,96		2 382,56	2 382,56	689 929,40	
21827 Matériel de transport acquis	61 466,41	304,78	61 771,19				61 771,19	
218317 Matériel de bureau acquis	59 494,67		59 494,67				59 494,67	
218327 Matériel informatique acquis	291 435,69	31 889,00	323 324,69				323 324,69	
21847 Mobilier acquis	183 989,95	1 805,81	185 795,76				185 795,76	
21887 Matériels acquis	12 996,16		12 996,16				12 996,16	
2318 Autres immobilisations corporelles	767,50	15 183,27	15 950,77				15 950,77	
2751 Dépôts	7 074 266,20	3 598 802,41	10 673 068,61		4 231 093,28	4 231 093,28	6 441 975,33	
28051 Amortissements - Licences		1 896,93	1 896,93	60 979,51	611,59	61 591,10		59 694,17
280531 Logiciels acquis ou sous-traités				142 673,88	5 042,12	147 716,00		147 716,00
2814158 Autres				30 765,89	2 982,19	33 748,08		33 748,08
2815148 Autres installations complexes spécialisées sur sol d'autrui				2 889,48	1 922,86	4 812,34		4 812,34
28181 Installations générales, agencements, aménagements divers				328 032,87	78 028,05	406 060,92		406 060,92
281827 Matériel de transport acquis				59 950,96	304,78	60 255,74		60 255,74
2818317 Matériel de bureau acquis				46 491,69	5 867,80	52 359,49		52 359,49
2818327 Matériel informatique acquis				256 361,44	28 922,52	285 283,96		285 283,96
281847 Mobilier acquis				144 097,38	9 320,32	153 417,70		153 417,70
281887 Matériels acquis				5 272,30	1 995,93	7 268,23		7 268,23
333161 Coût d'achat - Portage	174 800 631,03	42 006 696,66	216 807 327,69		16 912 639,45	16 912 639,45	199 894 688,24	
333162 Frais d'acquisition - Portage	4 857 094,53	1 946 225,75	6 803 320,28		909 526,87	909 526,87	5 893 793,41	
333163 Frais d'études - Portage	2 009 020,91	442 447,10	2 451 468,01		447 588,64	447 588,64	2 003 879,37	
333164 Travaux - Portage	16 510 222,87	4 621 183,42	21 131 406,29		1 274 611,55	1 274 611,55	19 856 794,74	
333165 Impôts fonciers - Portage	4 621 365,34	1 585 819,92	6 207 185,26		723 641,16	723 641,16	5 483 544,10	
333167 Frais accessoires - Portage	681 812,92	266 867,53	948 680,45		403 428,74	403 428,74	545 251,71	
333168 Assurances - Portage	269 071,07	332 775,43	601 846,50		325 799,89	325 799,89	276 046,61	
333169 Dépenses résiduelles - Solde du reste à charge		40,23	40,23		618,61	618,61		578,38
333171 Produits en atténuation des charges - Portage		647 008,35	647 008,35	9 021 021,80	1 176 838,29	10 197 860,09		9 550 851,74
333172 Subventions en atténuation des charges		39 041,90	39 041,90	2 830 752,37	2 567 593,67	5 398 346,04		5 359 304,14
333173 Minoration EPFNA		20 269,71	20 269,71	1 524 666,12	1 886 857,11	3 411 523,23		3 391 253,52
333174 Minoration SRU				1 413 008,09	656 375,65	2 069 383,74		2 069 383,74
333175 Recettes résiduelles - Solde du reste à charge		1 122,54	1 122,54				1 122,54	
39333 Minoration foncière	155 000,00	825 000,00	980 000,00	2 146 000,00	1 355 000,00	3 501 000,00		2 521 000,00
4011 Fournisseurs - Achats de biens ou de prestations de services		56 240 408,09	56 240 408,09	24,00	56 240 408,09	56 240 432,09		24,00
40171 Retenues de garanties et oppositions	0,80	22 793,27	22 794,07	70 085,15	84 564,64	154 649,79		131 855,72
4041 Fournisseurs Achats d'immobilisations		252 026,97	252 026,97		252 026,97	252 026,97		
4081 Fournisseurs Achats de biens ou de prestations de services	1,66	51 619 917,99	51 619 919,65	46 664,33	52 044 122,09	52 090 786,42		470 866,77
4084 Fournisseurs d'immobilisations Achats d'immobilisations		254 318,30	254 318,30		254 318,30	254 318,30		
4091 Fournisseurs Avances versées sur commandes	493 009,42	390 852,49	883 861,91		616 249,25	616 249,25	267 612,66	
4111 Clients Ventes de biens ou de prestations de services	3 000 697,92	29 875 691,35	32 876 389,27	1 714,48	29 168 626,17	29 170 340,65	3 706 048,62	
416 Clients douteux ou litigieux	265 031,95	84 172,32	349 204,27		62 226,84	62 226,84	286 977,43	
4181 Clients Factures à établir	1 440 278,95	143 999,52	1 584 278,47		1 440 278,95	1 440 278,95	143 999,52	

Balance définitive des comptes 2024

Compte et intitulé	Débit			Crédit			Solde	
	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
4191 Clients Avances reçues sur commande en cours		132 600,00	132 600,00	2 373 839,40	942 768,71	3 316 608,11		3 184 008,11
421 Personnel Rémunérations dues		1 903 010,99	1 903 010,99		2 127 378,54	2 127 378,54		224 367,55
422 Oeuvres sociales		2 726,29	2 726,29		2 726,29	2 726,29		
425 Personnel Avances et acomptes	600,00	4 600,00	5 200,00	600,00	4 600,00	5 200,00		
4286 Autres charges à payer		59 728,88	59 728,88	59 728,88	68 918,00	128 646,88		68 918,00
4311 Cotisation patronale		1 265 779,00	1 265 779,00		1 265 780,08	1 265 780,08		1,08
4312 Cotisation salariale		155 581,04	155 581,04		155 581,04	155 581,04		
4313 Cotisation sociale généralisée		197 879,46	197 879,46		197 879,46	197 879,46		
4314 Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS)		85 496,41	85 496,41		85 496,41	85 496,41		
43721 CAS Pension civile		33 469,06	33 469,06		33 469,06	33 469,06		
43722 CNRACL		21 645,14	21 645,14	6 324,05	26 121,26	32 445,31		10 800,17
4373 Chèques restaurants	7 146,00	110 758,00	117 904,00		117 904,00	117 904,00		
43741 RAFP		2 366,46	2 366,46	2 219,08	2 008,10	4 227,18		1 860,72
43742 IRCANTEC		58 152,20	58 152,20		58 152,20	58 152,20		
43743 AGFF et ARRCO		241 793,42	241 793,42		241 793,42	241 793,42		
4376 Cotisations de prévoyance		79 740,09	79 740,09	13 561,70	79 797,18	93 358,88		13 618,79
4377 Assurance chômage		112 930,24	112 930,24		112 930,24	112 930,24		
43781 Formation continue AGEFOS - OPCO EP		27 961,45	27 961,45		27 961,45	27 961,45		
43782 Cotisations aux mutuelles		96 033,37	96 033,37	140,82	96 033,37	96 174,19		140,82
4386 Autres charges à payer		187 143,42	187 143,42	187 143,42	206 949,86	394 093,28		206 949,86
4417 Subventions	154 233,48		154 233,48				154 233,48	
4421 Etat - TSE	6,00	21 638 041,00	21 638 047,00		21 638 047,00	21 638 047,00		
4426 Prélèvement à la source (PAS) - Impôt sur le revenu		155 841,63	155 841,63		155 841,63	155 841,63		
44342 Opérations particulières avec l'état et les entités publiques		10 700 192,00	10 700 192,00		10 700 192,00	10 700 192,00		
44551 TVA à décaisser		19 465,00	19 465,00	4 278,00	15 187,00	19 465,00		
44562 TVA déductible sur immobilisations	2 180,12	41 904,71	44 084,83	2 180,12	41 904,71	44 084,83		
44566 TVA déductible sur autres biens et services	171 373,00	2 746 134,57	2 917 507,57	171 373,00	2 746 134,57	2 917 507,57		
44567 Crédit de T.V.A. à reporter	526 689,00	1 807 163,00	2 333 852,00	216 455,00	108 229,00	324 684,00	2 009 168,00	
44571 TVA collectée	124 254,15	1 074 538,94	1 198 793,09	124 254,15	1 074 538,94	1 198 793,09		
44586 TVA sur factures non parvenues	7 824,33	2 788 327,92	2 796 152,25	1,66	2 789 625,25	2 789 626,91	6 525,34	
44587 TVA sur facturation à établir					2 699,52	2 699,52		2 699,52
44711 Taxe sur les salaires		197 349,30	197 349,30		197 349,30	197 349,30		
4663 Virements à réimputer		2 463,14	2 463,14		2 463,14	2 463,14		
4664 Excédents de versement à rembourser		543 266,97	543 266,97		543 266,97	543 266,97		
46733 Conventions de mandats (hors dispositifs d'intervention) – Mandataires	30 474,00		30 474,00		30 474,00	30 474,00		
46791 Autres comptes débiteurs ou créditeurs - Avances		484 127,60	484 127,60	1 494 698,35	240 000,00	1 734 698,35		1 250 570,75
46792 Autres comptes débiteurs ou créditeurs – Indemnités d'immobilisation				60 000,00	30 000,00	90 000,00		90 000,00
47182 Autres recettes à régulariser		37 840 089,47	37 840 089,47	16 853,68	37 971 944,10	37 988 797,78		148 708,31
47281 Autres dépenses à régulariser - Compensation légale		7 499,07	7 499,07		7 499,07	7 499,07		
47283 Autres dépenses à régulariser	3 988,83	4 636 777,35	4 640 766,18	18 416,37	4 400 112,45	4 418 528,82	222 237,36	
47284 Autres dépenses à régulariser - Préemptions		7 530 000,00	7 530 000,00		7 530 000,00	7 530 000,00		
4911 Clients divers	97 079,89		97 079,89	338 381,85	21 427,14	359 808,99		262 729,10
5112 Chèques à encaisser		85 444,63	85 444,63		84 775,80	84 775,80	668,83	
5151 Compte au Trésor	52 595 627,62	61 529 558,04	114 125 185,66		57 727 124,71	57 727 124,71	56 398 060,95	
581 Virements internes de comptes		1 250 009,08	1 250 009,08		1 250 009,08	1 250 009,08		
890 Bilan d'ouverture	271 317 915,33		271 317 915,33	271 317 915,33		271 317 915,33		
TOTAL GÉNÉRAL	**542 635 830,66**	**438 693 207,71**	**981 329 038,37**	**542 635 830,66**	**438 693 207,71**	**981 329 038,37**	**305 218 844,72**	**305 218 844,72**

Balance des comptes des valeurs inactives 2024

Compte et intitulé	Prix unitaire	Débit						Crédit						Solde			
		Bilan d'entrée		Opérations		Total		Bilan d'entrée		Opérations		Total		Débiteur		Créditeur	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
COMMANDE ET DISTRIBUTION TICKETS RESTAURANT JANVIER 2024	9,00	0	-	1062	9 558,00	1062	9 558,00			1062	9 558,00	1062	9 558,00	0	-		
COMMANDE ET DISTRIBUTION TICKETS RESTAURANT FEVRIER 2024	9,00			1038	9 342,00	1038	9 342,00			1038	9 342,00	1038	9 342,00	0	-		
COMMANDE ET DISTRIBUTION TICKETS RESTAURANT MARS 2024	9,00			1134	10 206,00	1134	10 206,00			1134	10 206,00	1134	10 206,00	0	-		
COMMANDE ET DISTRIBUTION TICKETS RESTAURANT AVRIL 2024	9,00			888	7 992,00	888	7 992,00			888	7 992,00	888	7 992,00	0	-		
COMMANDE ET DISTRIBUTION TICKETS RESTAURANT MAI 2024	9,00			949	8 541,00	949	8 541,00			949	8 541,00	949	8 541,00	0	-		
COMMANDE ET DISTRIBUTION TICKETS RESTAURANT JUIN 2024	9,00			982	8 838,00	982	8 838,00			982	8 838,00	982	8 838,00	0	-		
COMMANDE ET DISTRIBUTION TICKETS RESTAURANT JUILLET 2024	9,00			1006	9 054,00	1006	9 054,00			1006	9 054,00	1006	9 054,00	0	-		
COMMANDE ET DISTRIBUTION TICKETS RESTAURANT AOUT 2024	9,00			743	6 687,00	743	6 687,00			743	6 687,00	743	6 687,00	0	-		
COMMANDE ET DISTRIBUTION TICKETS RESTAURANT SEPTEMBRE 2024	9,00			905	8 145,00	905	8 145,00			905	8 145,00	905	8 145,00	0	-		
COMMANDE ET DISTRIBUTION TICKETS RESTAURANT OCTOBRE 2024	11,00			1052	11 572,00	1052	11 572,00			1052	11 572,00	1052	11 572,00	0	-		
COMMANDE ET DISTRIBUTION TICKETS RESTAURANT NOVEMBRE 2024	11,00			951	10 461,00	951	10 461,00			951	10 461,00	951	10 461,00	0	-		
COMMANDE ET DISTRIBUTION TICKETS RESTAURANT DECEMBRE 2024	11,00			942	10 362,00	942	10 362,00			942	10 362,00	942	10 362,00	0	-		
TOTAL		**0**	**-**	**11652**	**110 758,00**	**11652**	**110 758,00**			**11652**	**110 758,00**	**11652**	**110 758,00**	**0**	**-**		

Synthèse budgétaire et comptable 2024

				Exécution
Niveaux initiaux	1	**Niveau initial de restes à payer**		**3 680 639,34**
	2	**Niveau initial du fonds de roulement**		**242 912 631,88**
	3	**Niveau initial du besoin en fonds de roulement**		**190 317 004,26**
	4	**Niveau initial de la trésorerie**		**52 595 627,62**
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		1 093 250,00
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		51 502 377,62
Flux de l'année	5	**Autorisations d'engagement**		**74 920 854,24**
	6	**Résultat patrimonial**		**26 945 563,12**
	7	**Capacité d'autofinancement (CAF)**		**27 678 988,42**
	8	**Variation du fonds de roulement**		**28 061 259,34**
	9	**Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire**		**3 525 257,12**
	10	**Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF**	**SENS**	**24 626 611,53**
		Variation des stocks	+ / -	**24 623 978,91**
		Charges sur créances irrécouvrables	-	**- 37 273,30**
		Produits divers de gestion courante	+	**39 905,92**
	11	**Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie**	**SENS**	**- 5 077 877,31**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	**- 520 784,62**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	**- 3 866 142,00**
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	**- 383 376,76**
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	**- 307 573,93**
	12	**Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11**		**4 987 268,00**
	13	**Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires**		**1 184 165,84**
	14	**Variation de la trésorerie = 12 - 13**		**3 803 102,16**
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée		120 000,00
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		3 683 102,16
	15	**Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13**		**24 258 157,18**
	16	**Variation des restes à payer**		**19 463 154,05**
Niveaux finaux	17	**Niveau final de restes à payer**		**23 143 793,39**
	18	**Niveau final du fonds de roulement**		**270 973 891,22**
	19	**Niveau final du besoin en fonds de roulement**		**214 575 161,44**
	20	**Niveau final de la trésorerie**		**56 398 729,78**
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		1 213 250,00
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée		55 185 479,78

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

Tableau des flux de trésorerie 2024 (méthode directe)

	Exercice N	Exercice N-1
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
ENCAISSEMENTS		
Produits sans contrepartie directe : subventions et produits assimilés	38 714 332,21	36 885 194,05
Produits avec contrepartie directe : produits directs d'activité	21 730 635,98	23 205 192,67
DECAISSEMENTS		
Charges de fonctionnement	54 824 510,02	55 875 449,89
Charges de personnel	*4 235 125,23*	*4 477 652,09*
Charges de fonctionnement (hors charges de personnel)	*50 589 384,79*	*51 397 797,80*
Charges d'intervention : dispositifs pour compte propre	360 000,00	
TOTAL (I)	**5 260 458,17**	**4 214 936,83**
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
ENCAISSEMENTS		
Cessions d'immobilisations incorporelles		
Cessions d'immobilisations corporelles		
Cessions d'immobilisations financières		
Autres opérations		
DECAISSEMENTS		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	6 306,85	3 491,30
Acquisitions d'immobilisations corporelles	266 883,32	83 754,12
Acquisitions d'immobilisations financières		
Autres opérations		
TOTAL (II)	**- 273 190,17**	**- 87 245,42**
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
ENCAISSEMENTS		
Dotations en capitaux propres		
Emissions d'emprunts		
Autres opérations	103 969,30	98 477,80
DECAISSEMENTS		
Remboursements d'emprunts		
Autres opérations	3 629 226,42	6 982 947,14
TOTAL (III)	**- 3 525 257,12**	**- 6 884 469,34**
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS GEREES POUR LE COMPTE D'ORGANISMES TIERS		
ENCAISSEMENTS	**1 066 065,18**	**3 103 323,23**
DECAISSEMENTS	**- 1 275 026,10**	**- 2 458 288,89**
TOTAL (IV)	**2 341 091,28**	**5 561 612,12**
VARIATION DE TRESORERIE (V= I+II+III+IV)	**3 803 102,16**	**2 804 834,19**
TRESORERIE A L'OUVERTURE	**52 595 627,62**	**49 790 793,43**
TRESORERIE A LA CLOTURE	**56 398 729,78**	**52 595 627,62**

Tableau des flux de trésorerie 2024 (méthode indirecte)

	Exercice N	Exercice N-1
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
RÉSULTAT NET	**26 945 563,12**	**27 777 625,91**
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Amortissements et provisions, hors provisions sur actif circulant	733 425,30	- 385 178,93
Plus-values de cession		
Autres		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :		
Stocks	24 623 978,91	22 851 702,07
Créances et dettes liées à l'activité	- 2 205 448,66	325 808,08
Comptes d'imputation provisoire non débouclés		
TOTAL (I)	**5 260 458,17**	**4 214 936,83**
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
ENCAISSEMENTS		
Cessions d'immobilisations incorporelles		
Cessions d'immobilisations corporelles		
Cessions d'immobilisations financières		
Autres opérations		
DECAISSEMENTS		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	6 306,85	3 491,30
Acquisitions d'immobilisations corporelles	266 883,32	83 754,12
Acquisitions d'immobilisations financières		
Autres opérations		
TOTAL (II)	**- 273 190,17**	**- 87 245,42**
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
ENCAISSEMENTS		
Dotations en capitaux propres		
Emissions d'emprunts		
Autres opérations	103 969,30	98 477,80
DECAISSEMENTS		
Remboursements d'emprunts		
Autres opérations	3 629 226,42	6 982 947,14
TOTAL (III)	**- 3 525 257,12**	**- 6 884 469,34**
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS GEREES POUR LE COMPTE D'ORGANISMES TIERS		
ENCAISSEMENTS	**1 066 065,18**	**3 103 323,23**
DECAISSEMENTS	**- 1 275 026,10**	**- 2 458 288,89**
TOTAL (IV)	**2 341 091,28**	**5 561 612,12**
VARIATION DE TRESORERIE (V= I+II+III+IV)	**3 803 102,16**	**2 804 834,19**
TRESORERIE A L'OUVERTURE	**52 595 627,62**	**49 790 793,43**
TRESORERIE A LA CLOTURE	**56 398 729,78**	**52 595 627,62**

Bilan fonctionnel 2024

Éléments	Exercice N	
	Montants	Totaux
RESSOURCES STABLES		279 037 675,88
Capitaux propres	274 674 998,35	
Provisions pour risques et charges	350 000,00	
Amortissements et dépréciations	3 994 345,73	
Dettes financières	18 331,80	
EMPLOIS STABLES		8 063 784,66
Immobilisations incorporelles	215 267,94	
Immobilisations corporelles	1 406 541,39	
Immobilisations financières	6 441 975,33	
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL		**270 973 891,22**
ACTIF CIRCULANT D'EXPLOITATION		220 158 314,25
Stocks	213 583 749,20	
Avances et acomptes versés	267 612,66	
Créances clients d'exploitation	4 137 025,57	
Autres créances d'exploitation	2 169 926,82	
Charges constatées d'avance	-	
PASSIF CIRCULANT D'EXPLOITATION		4 316 111,11
Avances et acomptes reçus	3 184 008,11	
Dettes fournisseurs d'exploitation	602 746,49	
Dettes fiscales et sociales	529 356,51	
Autres dettes d'exploitation		
Produits constatés d'avance	-	
Autres dettes rattachées		
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION		**215 842 203,14**
ACTIF CIRCULANT HORS EXPLOITATION		222 237,36
Créances opérations pour comptes de tiers	-	
Créances sur les autres débiteurs	222 237,36	
PASSIF CIRCULANT HORS EXPLOITATION		1 489 279,06
Dettes opérations pour comptes de tiers	-	
Autres dettes	1 489 279,06	
BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT HORS EXPLOITATION		**- 1 267 041,70**
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT		**214 575 161,44**
TRÉSORERIE ACTIVE		56 398 729,78
Disponibilités	56 398 729,78	
Valeurs mobilières de placement	-	
TRÉSORERIE PASSIVE		-
Découverts bancaires	-	
TRÉSORERIE NETTE		**56 398 729,78**
VÉRIFICATION (FR - BFR = T)		
FONDS DE ROULEMENT		270 973 891,22
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT		214 575 161,44
TRÉSORERIE		56 398 729,78

Soldes intermédiaires de gestion 2024

Vente de marchandises		
- coût d'achat des marchandises vendues		
= MARGE COMMERCIALE		-
+ production de l'exercice	42 709 733,43	
- consommations de l'exercice en provenance de tiers	50 196 484,01	
= VALEUR AJOUTEE		- 7 486 750,58
+ subventions d'exploitations	13 260 589,47	
- impôts, taxes et versements assimilés	263 134,66	
- charges de personnel	4 212 563,15	
= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		1 298 141,08
+ autres produits d'exploitation	26 786 730,90	
- autres charges d'exploitation	421 203,43	
+ reprises sur provisions	842 731,87	
- dotations aux amortissements et provisions	1 558 425,30	
= RESULTAT D'EXPLOITATION		26 947 975,12
Produits financiers		
- charges financières		
= RESULTAT FINANCIER		-
Résultat d'exploitation	26 947 975,12	
+ résultat financier	-	
= RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		26 947 975,12
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
= RESULTAT EXCEPTIONNEL		-
Résultat courant avant impôts	26 947 975,12	
+ résultat exceptionnel	-	
- participation des salariés		
- impôt sur les bénéfices	2 412,00	
= RESULTAT NET		26 945 563,12
Produits des cessions d'éléments d'actif		
- Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés		
= PLUS OU MOINS-VALUE SUR CESSION D'ACTIFS		-

RESULTAT DE L'EXERCICE	**26 945 563,12**

COMPTE FINANCIER 2024
ANNEXES

Balance définitive avant clôture des comptes

Tableau de bord des indicateurs d'analyse

Stock foncier au 31.12.2024

Suivi des consignations

Suivi des subventions

Etat des subventions intégrées en stock

Etat des provisions

Etat des amortissements

Suivi des minorations ayant fait l'objet d'une dépréciation de stock

Visa du compte financier 2024

Page d'émargement

BALANCE GENERALE 2024

Tous les comptes - au 31/12/2024

Compte et intitulé		Débit			Crédit			Solde	
		Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
10688	Réserves diverses		27 777 625,91	27 777 625,91	195 161 032,48	55 555 251,82	250 716 284,30		222 938 658,39
	Total Rubrique 106		**27 777 625,91**	**27 777 625,91**	**195 161 032,48**	**55 555 251,82**	**250 716 284,30**		**222 938 658,39**
	Total Chapitre 10		**27 777 625,91**	**27 777 625,91**	**195 161 032,48**	**55 555 251,82**	**250 716 284,30**		**222 938 658,39**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		4 287,60	4 287,60	24 797 574,66	1 896,93	24 799 471,59		24 795 183,99
	Total Rubrique 110		**4 287,60**	**4 287,60**	**24 797 574,66**	**1 896,93**	**24 799 471,59**		**24 795 183,99**
119	Report à nouveau (solde débiteur)		4 407,15	4 407,15				4 407,15	
	Total Rubrique 119		**4 407,15**	**4 407,15**				**4 407,15**	
	Total Chapitre 11		**8 694,75**	**8 694,75**	**24 797 574,66**	**1 896,93**	**24 799 471,59**	**4 407,15**	**24 795 183,99**
120	Résultat de l'exercice (bénéfice)		55 555 251,82	55 555 251,82	27 777 625,91	27 777 625,91	55 555 251,82		
	Total Rubrique 120		**55 555 251,82**	**55 555 251,82**	**27 777 625,91**	**27 777 625,91**	**55 555 251,82**		
	Total Chapitre 12		**55 555 251,82**	**55 555 251,82**	**27 777 625,91**	**27 777 625,91**	**55 555 251,82**		
1582	Provisions pour CET				144 000,00	31 000,00	175 000,00		175 000,00
1583	Provisions pour CET Charges sociales et fiscales				72 000,00	16 000,00	88 000,00		88 000,00
1587	Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnit				87 000,00		87 000,00		87 000,00
	Total Rubrique 158				**303 000,00**	**47 000,00**	**350 000,00**		**350 000,00**
	Total Chapitre 15				**303 000,00**	**47 000,00**	**350 000,00**		**350 000,00**
1651	Dépôts		62 699,01	62 699,01	56 781,01	24 249,80	81 030,81		18 331,80
	Total Rubrique 165		**62 699,01**	**62 699,01**	**56 781,01**	**24 249,80**	**81 030,81**		**18 331,80**
	Total Chapitre 16		**62 699,01**	**62 699,01**	**56 781,01**	**24 249,80**	**81 030,81**		**18 331,80**
	Total Classe 1		**83 404 271,49**	**83 404 271,49**	**248 096 014,06**	**83 406 024,46**	**331 502 038,52**	**4 407,15**	**248 102 174,18**

Tous les comptes - au 31/12/2024

Compte et intitulé		Débit			Crédit			Solde	
		Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
2012	Frais de premier établissement	197,48		197,48				197,48	
	Total Rubrique 201	**197,48**		**197,48**				**197,48**	
2051	Licences	64 074,84	3 448,00	67 522,84		6 711,15	6 711,15	60 811,69	
20531	Logiciels acquis ou sous-traités	144 688,77	9 570,00	154 258,77				154 258,77	
	Total Rubrique 205	**208 763,61**	**13 018,00**	**221 781,61**		**6 711,15**	**6 711,15**	**215 070,46**	
	Total Chapitre 20	**208 961,09**	**13 018,00**	**221 979,09**		**6 711,15**	**6 711,15**	**215 267,94**	
214158	Autres	39 972,95		39 972,95				39 972,95	
	Total Rubrique 214	**39 972,95**		**39 972,95**				**39 972,95**	
215148	Autres installations complexes spécialisées sur sol d	17 305,80		17 305,80				17 305,80	
	Total Rubrique 215	**17 305,80**		**17 305,80**				**17 305,80**	
2181	Installations générales, agencements, aménagemen	542 543,12	149 768,84	692 311,96		2 382,56	2 382,56	689 929,40	
21827	Matériel de transport acquis	61 466,41	304,78	61 771,19				61 771,19	
218317	Matériel de bureau acquis	59 494,67		59 494,67				59 494,67	
218327	Matériel informatique acquis	291 435,69	31 889,00	323 324,69				323 324,69	
21847	Mobilier acquis	183 989,95	1 805,81	185 795,76				185 795,76	
21887	Matériels acquis	12 996,16		12 996,16				12 996,16	
	Total Rubrique 218	**1 151 926,00**	**183 768,43**	**1 335 694,43**		**2 382,56**	**2 382,56**	**1 333 311,87**	
	Total Chapitre 21	**1 209 204,75**	**183 768,43**	**1 392 973,18**		**2 382,56**	**2 382,56**	**1 390 590,62**	
2318	Autres immobilisations corporelles	767,50	15 183,27	15 950,77				15 950,77	
	Total Rubrique 231	**767,50**	**15 183,27**	**15 950,77**				**15 950,77**	
	Total Chapitre 23	**767,50**	**15 183,27**	**15 950,77**				**15 950,77**	
2751	Dépôts	7 074 266,20	3 598 802,41	10 673 068,61		4 231 093,28	4 231 093,28	6 441 975,33	
	Total Rubrique 275	**7 074 266,20**	**3 598 802,41**	**10 673 068,61**		**4 231 093,28**	**4 231 093,28**	**6 441 975,33**	
	Total Chapitre 27	**7 074 266,20**	**3 598 802,41**	**10 673 068,61**		**4 231 093,28**	**4 231 093,28**	**6 441 975,33**	
28051	Amortissements - Licences		1 896,93	1 896,93	60 979,51	611,59	61 591,10		59 694,17
280531	Logiciels acquis ou sous-traités				142 673,88	5 042,12	147 716,00		147 716,00
	Total Rubrique 280		**1 896,93**	**1 896,93**	**203 653,39**	**5 653,71**	**209 307,10**		**207 410,17**
2814158	Autres				30 765,89	2 982,19	33 748,08		33 748,08
2815148	Autres installations complexes spécialisées sur sol d				2 889,48	1 922,86	4 812,34		4 812,34
28181	Installations générales, agencements, aménagemen				328 032,87	78 028,05	406 060,92		406 060,92
281827	Matériel de transport acquis				59 950,96	304,78	60 255,74		60 255,74
2818317	Matériel de bureau acquis				46 491,69	5 867,80	52 359,49		52 359,49

Tous les comptes - au 31/12/2024

Compte et intitulé		Débit			Crédit			Solde	
		Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
2818327	Matériel informatique acquis				256 361,44	28 922,52	285 283,96		285 283,96
281847	Mobilier acquis				144 097,38	9 320,32	153 417,70		153 417,70
281887	Matériels acquis				5 272,30	1 995,93	7 268,23		7 268,23
	Total Rubrique 281				**873 862,01**	**129 344,45**	**1 003 206,46**		**1 003 206,46**
	Total Chapitre 28		**1 896,93**	**1 896,93**	**1 077 515,40**	**134 998,16**	**1 212 513,56**		**1 210 616,63**
	Total Classe 2	**8 493 199,54**	**3 812 669,04**	**12 305 868,58**	**1 077 515,40**	**4 375 185,15**	**5 452 700,55**	**8 063 784,66**	**1 210 616,63**

Tous les comptes - au 31/12/2024

Compte et intitulé		Débit			Crédit			Solde	
		Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
333161	Coût d'achat - Portage	174 800 631,03	42 006 696,66	216 807 327,69		16 912 639,45	16 912 639,45	199 894 688,24	
333162	Frais d'acquisition - Portage	4 857 094,53	1 946 225,75	6 803 320,28		909 526,87	909 526,87	5 893 793,41	
333163	Frais d'études - Portage	2 009 020,91	442 447,10	2 451 468,01		447 588,64	447 588,64	2 003 879,37	
333164	Travaux - Portage	16 510 222,87	4 621 183,42	21 131 406,29		1 274 611,55	1 274 611,55	19 856 794,74	
333165	Impôts fonciers - Portage	4 621 365,34	1 585 819,92	6 207 185,26		723 641,16	723 641,16	5 483 544,10	
333167	Frais accessoires - Portage	681 812,92	266 867,53	948 680,45		403 428,74	403 428,74	545 251,71	
333168	Assurances - Portage	269 071,07	332 775,43	601 846,50		325 799,89	325 799,89	276 046,61	
333169	Dépenses résiduelles - Solde du reste à charge		40,23	40,23		618,61	618,61		578,38
333171	Produits en atténuation des charges - Portage		647 008,35	647 008,35	9 021 021,80	1 176 838,29	10 197 860,09		9 550 851,74
333172	Subventions en atténuation des charges		39 041,90	39 041,90	2 830 752,37	2 567 593,67	5 398 346,04		5 359 304,14
333173	Minoration EPFNA		20 269,71	20 269,71	1 524 666,12	1 886 857,11	3 411 523,23		3 391 253,52
333174	Minoration SRU				1 413 008,09	656 375,65	2 069 383,74		2 069 383,74
333175	Recettes résiduelles - Solde du reste à charge		1 122,54	1 122,54				1 122,54	
	Total Rubrique 333	**203 749 218,67**	**51 909 498,54**	**255 658 717,21**	**14 789 448,38**	**27 285 519,63**	**42 074 968,01**	**233 955 120,72**	**20 371 371,52**
	Total Chapitre 33	**203 749 218,67**	**51 909 498,54**	**255 658 717,21**	**14 789 448,38**	**27 285 519,63**	**42 074 968,01**	**233 955 120,72**	**20 371 371,52**
39333	Minoration foncière	155 000,00	825 000,00	980 000,00	2 146 000,00	1 355 000,00	3 501 000,00		2 521 000,00
	Total Rubrique 393	**155 000,00**	**825 000,00**	**980 000,00**	**2 146 000,00**	**1 355 000,00**	**3 501 000,00**		**2 521 000,00**
	Total Chapitre 39	**155 000,00**	**825 000,00**	**980 000,00**	**2 146 000,00**	**1 355 000,00**	**3 501 000,00**		**2 521 000,00**
	Total Classe 3	**203 904 218,67**	**52 734 498,54**	**256 638 717,21**	**16 935 448,38**	**28 640 519,63**	**45 575 968,01**	**233 955 120,72**	**22 892 371,52**

Tous les comptes - au 31/12/2024

Compte et intitulé		Débit			Crédit			Solde	
		Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
4011	Fournisseurs - Achats de biens ou de prestations de		56 240 408,09	56 240 408,09	24,00	56 240 408,09	56 240 432,09		24,00
40171	Retenues de garanties et oppositions	0,80	22 793,27	22 794,07	70 085,15	84 564,64	154 649,79		131 855,72
	Total Rubrique 401	**0,80**	**56 263 201,36**	**56 263 202,16**	**70 109,15**	**56 324 972,73**	**56 395 081,88**		**131 879,72**
4041	Fournisseurs Achats d'immobilisations		252 026,97	252 026,97		252 026,97	252 026,97		
	Total Rubrique 404		**252 026,97**	**252 026,97**		**252 026,97**	**252 026,97**		
4081	Fournisseurs Achats de biens ou de prestations de s	1,66	51 619 917,99	51 619 919,65	46 664,33	52 044 122,09	52 090 786,42		470 866,77
4084	Fournisseurs d'immobilisations Achats d'immobilisati		254 318,30	254 318,30		254 318,30	254 318,30		
	Total Rubrique 408	**1,66**	**51 874 236,29**	**51 874 237,95**	**46 664,33**	**52 298 440,39**	**52 345 104,72**		**470 866,77**
4091	Fournisseurs Avances versées sur commandes	493 009,42	390 852,49	883 861,91		616 249,25	616 249,25	267 612,66	
	Total Rubrique 409	**493 009,42**	**390 852,49**	**883 861,91**		**616 249,25**	**616 249,25**	**267 612,66**	
	Total Chapitre 40	**493 011,88**	**108 780 317,11**	**109 273 328,99**	**116 773,48**	**109 491 689,34**	**109 608 462,82**	**267 612,66**	**602 746,49**
4111	Clients Ventes de biens ou de prestations de service	3 000 697,92	29 875 691,35	32 876 389,27	1 714,48	29 168 626,17	29 170 340,65	3 706 048,62	
	Total Rubrique 411	**3 000 697,92**	**29 875 691,35**	**32 876 389,27**	**1 714,48**	**29 168 626,17**	**29 170 340,65**	**3 706 048,62**	
416	Clients douteux ou litigieux	265 031,95	84 172,32	349 204,27		62 226,84	62 226,84	286 977,43	
	Total Rubrique 416	**265 031,95**	**84 172,32**	**349 204,27**		**62 226,84**	**62 226,84**	**286 977,43**	
4181	Clients Factures à établir	1 440 278,95	143 999,52	1 584 278,47		1 440 278,95	1 440 278,95	143 999,52	
	Total Rubrique 418	**1 440 278,95**	**143 999,52**	**1 584 278,47**		**1 440 278,95**	**1 440 278,95**	**143 999,52**	
4191	Clients Avances reçues sur commande en cours		132 600,00	132 600,00	2 373 839,40	942 768,71	3 316 608,11		3 184 008,11
	Total Rubrique 419		**132 600,00**	**132 600,00**	**2 373 839,40**	**942 768,71**	**3 316 608,11**		**3 184 008,11**
	Total Chapitre 41	**4 706 008,82**	**30 236 463,19**	**34 942 472,01**	**2 375 553,88**	**31 613 900,67**	**33 989 454,55**	**4 137 025,57**	**3 184 008,11**
421	Personnel Rémunérations dues		1 903 010,99	1 903 010,99		2 127 378,54	2 127 378,54		224 367,55
	Total Rubrique 421		**1 903 010,99**	**1 903 010,99**		**2 127 378,54**	**2 127 378,54**		**224 367,55**
422	Oeuvres sociales		2 726,29	2 726,29		2 726,29	2 726,29		
	Total Rubrique 422		**2 726,29**	**2 726,29**		**2 726,29**	**2 726,29**		
425	Personnel Avances et acomptes	600,00	4 600,00	5 200,00	600,00	4 600,00	5 200,00		
	Total Rubrique 425	**600,00**	**4 600,00**	**5 200,00**	**600,00**	**4 600,00**	**5 200,00**		
4286	Autres charges à payer		59 728,88	59 728,88	59 728,88	68 918,00	128 646,88		68 918,00
	Total Rubrique 428		**59 728,88**	**59 728,88**	**59 728,88**	**68 918,00**	**128 646,88**		**68 918,00**
	Total Chapitre 42	**600,00**	**1 970 066,16**	**1 970 666,16**	**60 328,88**	**2 203 622,83**	**2 263 951,71**		**293 285,55**
4311	Cotisation patronale		1 265 779,00	1 265 779,00		1 265 780,08	1 265 780,08		1,08
4312	Cotisation salariale		155 581,04	155 581,04		155 581,04	155 581,04		
4313	Cotisation sociale généralisée		197 879,46	197 879,46		197 879,46	197 879,46		

Tous les comptes - au 31/12/2024

Compte et intitulé		Débit			Crédit			Solde	
		Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
4314	Contribution au remboursement de la dette sociale (		85 496,41	85 496,41		85 496,41	85 496,41		
	Total Rubrique 431		**1 704 735,91**	**1 704 735,91**		**1 704 736,99**	**1 704 736,99**		**1,08**
43721	CAS Pension civile		33 469,06	33 469,06		33 469,06	33 469,06		
43722	CNRACL		21 645,14	21 645,14	6 324,05	26 121,26	32 445,31		10 800,17
4373	Chèques restaurants	7 146,00	110 758,00	117 904,00		117 904,00	117 904,00		
43741	RAFP		2 366,46	2 366,46	2 219,08	2 008,10	4 227,18		1 860,72
43742	IRCANTEC		58 152,20	58 152,20		58 152,20	58 152,20		
43743	AGFF et ARRCO		241 793,42	241 793,42		241 793,42	241 793,42		
4376	Cotisations de prévoyance		79 740,09	79 740,09	13 561,70	79 797,18	93 358,88		13 618,79
4377	Assurance chômage		112 930,24	112 930,24		112 930,24	112 930,24		
43781	Formation continue AGEFOS - OPCO EP		27 961,45	27 961,45		27 961,45	27 961,45		
43782	Cotisations aux mutuelles		96 033,37	96 033,37	140,82	96 033,37	96 174,19		140,82
	Total Rubrique 437	**7 146,00**	**784 849,43**	**791 995,43**	**22 245,65**	**796 170,28**	**818 415,93**		**26 420,50**
4386	Autres charges à payer		187 143,42	187 143,42	187 143,42	206 949,86	394 093,28		206 949,86
	Total Rubrique 438		**187 143,42**	**187 143,42**	**187 143,42**	**206 949,86**	**394 093,28**		**206 949,86**
	Total Chapitre 43	**7 146,00**	**2 676 728,76**	**2 683 874,76**	**209 389,07**	**2 707 857,13**	**2 917 246,20**		**233 371,44**
4417	Subventions	154 233,48		154 233,48				154 233,48	
	Total Rubrique 441	**154 233,48**		**154 233,48**				**154 233,48**	
4421	Etat - TSE	6,00	21 638 041,00	21 638 047,00		21 638 047,00	21 638 047,00		
4426	Prélèvement à la source (PAS) - Impôt sur le revenu		155 841,63	155 841,63		155 841,63	155 841,63		
	Total Rubrique 442	**6,00**	**21 793 882,63**	**21 793 888,63**		**21 793 888,63**	**21 793 888,63**		
44342	Opérations particulières avec l'état et les entités pub		10 700 192,00	10 700 192,00		10 700 192,00	10 700 192,00		
	Total Rubrique 443		**10 700 192,00**	**10 700 192,00**		**10 700 192,00**	**10 700 192,00**		
44551	TVA à décaisser		19 465,00	19 465,00	4 278,00	15 187,00	19 465,00		
44562	TVA déductible sur immobilisations	2 180,12	41 904,71	44 084,83	2 180,12	41 904,71	44 084,83		
44566	TVA déductible sur autres biens et services	171 373,00	2 746 134,57	2 917 507,57	171 373,00	2 746 134,57	2 917 507,57		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	526 689,00	1 807 163,00	2 333 852,00	216 455,00	108 229,00	324 684,00	2 009 168,00	
44571	TVA collectée	124 254,15	1 074 538,94	1 198 793,09	124 254,15	1 074 538,94	1 198 793,09		
44586	TVA sur factures non parvenues	7 824,33	2 788 327,92	2 796 152,25	1,66	2 789 625,25	2 789 626,91	6 525,34	
44587	TVA sur facturation à établir					2 699,52	2 699,52		2 699,52
	Total Rubrique 445	**832 320,60**	**8 477 534,14**	**9 309 854,74**	**518 541,93**	**6 778 318,99**	**7 296 860,92**	**2 015 693,34**	**2 699,52**
44711	Taxe sur les salaires		197 349,30	197 349,30		197 349,30	197 349,30		

Tous les comptes - au 31/12/2024

Compte et intitulé		Débit			Crédit			Solde	
		Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
	Total Rubrique 447		**197 349,30**	**197 349,30**		**197 349,30**	**197 349,30**		
	Total Chapitre 44	**986 560,08**	**41 168 958,07**	**42 155 518,15**	**518 541,93**	**39 469 748,92**	**39 988 290,85**	**2 169 926,82**	**2 699,52**
4663	Virements à réimputer		2 463,14	2 463,14		2 463,14	2 463,14		
4664	Excédents de versement à rembourser		543 266,97	543 266,97		543 266,97	543 266,97		
	Total Rubrique 466		**545 730,11**	**545 730,11**		**545 730,11**	**545 730,11**		
46733	Conventions de mandats (hors dispositifs d'intervent	30 474,00		30 474,00		30 474,00	30 474,00		
46791	Autres comptes débiteurs ou créditeurs - Avances		484 127,60	484 127,60	1 494 698,35	240 000,00	1 734 698,35		1 250 570,75
46792	Autres comptes débiteurs ou créditeurs – Indemnités				60 000,00	30 000,00	90 000,00		90 000,00
	Total Rubrique 467	**30 474,00**	**484 127,60**	**514 601,60**	**1 554 698,35**	**300 474,00**	**1 855 172,35**		**1 340 570,75**
	Total Chapitre 46	**30 474,00**	**1 029 857,71**	**1 060 331,71**	**1 554 698,35**	**846 204,11**	**2 400 902,46**		**1 340 570,75**
47182	Autres recettes à régulariser		37 840 089,47	37 840 089,47	16 853,68	37 971 944,10	37 988 797,78		148 708,31
	Total Rubrique 471		**37 840 089,47**	**37 840 089,47**	**16 853,68**	**37 971 944,10**	**37 988 797,78**		**148 708,31**
47281	Autres dépenses à régulariser - Compensation légal		7 499,07	7 499,07		7 499,07	7 499,07		
47283	Autres dépenses à régulariser	3 988,83	4 636 777,35	4 640 766,18	18 416,37	4 400 112,45	4 418 528,82	222 237,36	
47284	Autres dépenses à régulariser - Préemptions		7 530 000,00	7 530 000,00		7 530 000,00	7 530 000,00		
	Total Rubrique 472	**3 988,83**	**12 174 276,42**	**12 178 265,25**	**18 416,37**	**11 937 611,52**	**11 956 027,89**	**222 237,36**	
	Total Chapitre 47	**3 988,83**	**50 014 365,89**	**50 018 354,72**	**35 270,05**	**49 909 555,62**	**49 944 825,67**	**222 237,36**	**148 708,31**
4911	Clients divers	97 079,89		97 079,89	338 381,85	21 427,14	359 808,99		262 729,10
	Total Rubrique 491	**97 079,89**		**97 079,89**	**338 381,85**	**21 427,14**	**359 808,99**		**262 729,10**
	Total Chapitre 49	**97 079,89**		**97 079,89**	**338 381,85**	**21 427,14**	**359 808,99**		**262 729,10**
	Total Classe 4	**6 324 869,50**	**235 876 756,89**	**242 201 626,39**	**5 208 937,49**	**236 264 005,76**	**241 472 943,25**	**6 796 802,41**	**6 068 119,27**

Tous les comptes - au 31/12/2024

Compte et intitulé		Débit			Crédit			Solde	
		Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
5112	Chèques à encaisser		85 444,63	85 444,63		84 775,80	84 775,80	668,83	
	Total Rubrique 511		**85 444,63**	**85 444,63**		**84 775,80**	**84 775,80**	**668,83**	
5151	Compte au Trésor	52 595 627,62	61 529 558,04	114 125 185,66		57 727 124,71	57 727 124,71	56 398 060,95	
	Total Rubrique 515	**52 595 627,62**	**61 529 558,04**	**114 125 185,66**		**57 727 124,71**	**57 727 124,71**	**56 398 060,95**	
	Total Chapitre 51	**52 595 627,62**	**61 615 002,67**	**114 210 630,29**		**57 811 900,51**	**57 811 900,51**	**56 398 729,78**	
581	Virements internes de comptes		1 250 009,08	1 250 009,08		1 250 009,08	1 250 009,08		
	Total Rubrique 581		**1 250 009,08**	**1 250 009,08**		**1 250 009,08**	**1 250 009,08**		
	Total Chapitre 58		**1 250 009,08**	**1 250 009,08**		**1 250 009,08**	**1 250 009,08**		
	Total Classe 5	**52 595 627,62**	**62 865 011,75**	**115 460 639,37**		**59 061 909,59**	**59 061 909,59**	**56 398 729,78**	**0,00**

Tous les comptes - au 31/12/2024

Compte et intitulé		Débit			Crédit			Solde	
		Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
601111	Coût d'achat		40 475 404,60	40 475 404,60		145 213,99	145 213,99	40 330 190,61	
6011121	Frais de notaire		772 684,39	772 684,39		72 695,62	72 695,62	699 988,77	
6011123	Autres frais d'acquisition		606 753,89	606 753,89		163 413,78	163 413,78	443 340,11	
6011124	Frais d'éviction		152 175,62	152 175,62		3 277,68	3 277,68	148 897,94	
6011125	Frais d'huissier		72 713,21	72 713,21		1 323,13	1 323,13	71 390,08	
6011126	Indemnité de remploi		126 836,19	126 836,19				126 836,19	
6011128	Honoraires avocats sur acquisition		181 378,46	181 378,46		3 945,00	3 945,00	177 433,46	
6011131	Frais d'études		349 561,45	349 561,45		34 750,00	34 750,00	314 811,45	
6011133	Autres frais d'études		52 875,95	52 875,95		235,80	235,80	52 640,15	
6011134	Frais de géomètre		25 988,70	25 988,70				25 988,70	
6011138	Honoraires avocats sur études		7 975,00	7 975,00		650,00	650,00	7 325,00	
6011141	Dépollution		49 667,25	49 667,25				49 667,25	
6011142	Démolition		3 253 004,37	3 253 004,37		35 643,91	35 643,91	3 217 360,46	
6011143	Honoraires Bureau d'Etudes		150 984,02	150 984,02				150 984,02	
6011144	Archéologie		1 410,00	1 410,00				1 410,00	
6011145	Travaux		1 085 168,28	1 085 168,28		98 374,03	98 374,03	986 794,25	
6011146	Diagnostics et analyses avant démolition		65 358,50	65 358,50				65 358,50	
6011148	Honoraires avocats sur travaux		6 750,00	6 750,00				6 750,00	
6011151	Impôts fonciers		1 551 649,33	1 551 649,33		42 762,87	42 762,87	1 508 886,46	
6011153	Frais accessoires		141 461,56	141 461,56		5 398,19	5 398,19	136 063,37	
6011154	Assurances		332 775,43	332 775,43		38 314,41	38 314,41	294 461,02	
6011155	Autres taxes		73 567,72	73 567,72		95 426,00	95 426,00		21 858,28
6011157	Gardiennage		48 902,04	48 902,04				48 902,04	
6011158	Honoraires avocats		1 700,00	1 700,00				1 700,00	
	Total Rubrique 601		**49 586 745,96**	**49 586 745,96**		**741 424,41**	**741 424,41**	**48 867 179,83**	**21 858,28**
6031113	Frais d'études		34 350,00	34 350,00		34 350,00	34 350,00		
	Total Rubrique 603		**34 350,00**	**34 350,00**		**34 350,00**	**34 350,00**		
60611	Électricité		29 654,29	29 654,29				29 654,29	
60612	Carburants et lubrifiants		24 877,77	24 877,77				24 877,77	
60617	Eau		39,37	39,37				39,37	
60619	Recharge électrique		84,53	84,53				84,53	
60631	Fournitures d'entretien et de petit équipement		803,65	803,65				803,65	

Tous les comptes - au 31/12/2024

Compte et intitulé		Débit			Crédit			Solde	
		Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
60632	Mobiliers petits materiels		723,00	723,00				723,00	
60633	Matériels informatique		3 285,22	3 285,22				3 285,22	
6064	Fournitures administratives		2 493,11	2 493,11				2 493,11	
6065	Linge, vêtements de travail		1 361,12	1 361,12				1 361,12	
6068	Autres matières et fournitures non stockées		3 938,81	3 938,81				3 938,81	
	Total Rubrique 606		**67 260,87**	**67 260,87**				**67 260,87**	
6096	D'approvisionnements et de fournitures non stockés					172,09	172,09		172,09
	Total Rubrique 609					**172,09**	**172,09**		**172,09**
	Total Chapitre 60		**49 688 356,83**	**49 688 356,83**		**775 946,50**	**775 946,50**	**48 934 440,70**	**22 030,37**
6132	Locations immobilières		251 013,43	251 013,43		275,00	275,00	250 738,43	
61351	Locations mobilières		2 203,61	2 203,61				2 203,61	
61352	Locations véhicules		60 577,68	60 577,68		343,96	343,96	60 233,72	
61353	Locations photocopieurs		7 494,03	7 494,03		199,68	199,68	7 294,35	
61354	Autres locations (temporaires)		2 760,87	2 760,87				2 760,87	
61355	Locations informatiques		70 456,97	70 456,97		11 424,96	11 424,96	59 032,01	
61356	Locations informatiques SRU		26 822,81	26 822,81				26 822,81	
6138	Autres locations		1 341,67	1 341,67				1 341,67	
	Total Rubrique 613		**422 671,07**	**422 671,07**		**12 243,60**	**12 243,60**	**410 427,47**	
614	Charges locatives et de copropriété		63 218,52	63 218,52		255,53	255,53	62 962,99	
	Total Rubrique 614		**63 218,52**	**63 218,52**		**255,53**	**255,53**	**62 962,99**	
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers		9 796,76	9 796,76		1 375,33	1 375,33	8 421,43	
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers		9 684,74	9 684,74		443,00	443,00	9 241,74	
61561	Maintenance locaux		10 105,86	10 105,86		1 850,92	1 850,92	8 254,94	
61562	Maintenance informatique et technique		10 384,62	10 384,62				10 384,62	
	Total Rubrique 615		**39 971,98**	**39 971,98**		**3 669,25**	**3 669,25**	**36 302,73**	
6161	Multirisques		9 426,22	9 426,22				9 426,22	
6163	Assurance transports		7 378,69	7 378,69				7 378,69	
6168	Autres assurances		800,16	800,16				800,16	
	Total Rubrique 616		**17 605,07**	**17 605,07**				**17 605,07**	
6171	Etudes et recherches - FONCTIONS SUPPORTS		5 400,00	5 400,00				5 400,00	
6172	Etudes et recherches - OPERATIONNEL		56 296,50	56 296,50		5 750,00	5 750,00	50 546,50	
6173	Etudes et recherches - FONDS SRU		98 850,00	98 850,00		5 750,00	5 750,00	93 100,00	

Tous les comptes - au 31/12/2024

Compte et intitulé		Débit			Crédit			Solde	
		Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
	Total Rubrique 617		**160 546,50**	**160 546,50**		**11 500,00**	**11 500,00**	**149 046,50**	
6181	Divers		1 278,67	1 278,67				1 278,67	
6182	Documentation		14 903,69	14 903,69		1 978,81	1 978,81	12 924,88	
6185	Frais de colloques, séminaires, conférences		10 894,99	10 894,99				10 894,99	
	Total Rubrique 618		**27 077,35**	**27 077,35**		**1 978,81**	**1 978,81**	**25 098,54**	
619	Rabais, remises et ristournes obtenus sur services e					2 674,28	2 674,28		2 674,28
	Total Rubrique 619					**2 674,28**	**2 674,28**		**2 674,28**
	Total Chapitre 61		**731 090,49**	**731 090,49**		**32 321,47**	**32 321,47**	**701 443,30**	**2 674,28**
6211	Personnel intérimaire		12 104,45	12 104,45				12 104,45	
6212	Gratifications stagiaires		3 276,38	3 276,38				3 276,38	
	Total Rubrique 621		**15 380,83**	**15 380,83**				**15 380,83**	
6221	Commissions et courtages sur achats		2 165,59	2 165,59		140,85	140,85	2 024,74	
62261	Honoraires		98 490,19	98 490,19		6 100,00	6 100,00	92 390,19	
62262	Assistance à maîtrise d'ouvrage		112 607,50	112 607,50				112 607,50	
62263	Prestations d'avocat		13 346,14	13 346,14				13 346,14	
6227	Frais d'actes et de contentieux		416,00	416,00		85,00	85,00	331,00	
6228	Divers		5,00	5,00				5,00	
	Total Rubrique 622		**227 030,42**	**227 030,42**		**6 325,85**	**6 325,85**	**220 704,57**	
62311	Annonces & insertions légales - ADMG		5 233,80	5 233,80				5 233,80	
62312	Annonces & insertions - RH		1 350,00	1 350,00				1 350,00	
62314	Annonces & insertions légales - OPERATIONNEL		1 710,00	1 710,00				1 710,00	
62361	Catalogues et imprimés		4 544,68	4 544,68				4 544,68	
	Total Rubrique 623		**12 838,48**	**12 838,48**				**12 838,48**	
6241	Transports sur achats		267,86	267,86				267,86	
	Total Rubrique 624		**267,86**	**267,86**				**267,86**	
6251	Voyages et déplacements du personnel		48 169,92	48 169,92		3 905,00	3 905,00	44 264,92	
62561	Missions - Frais de transports		5 969,00	5 969,00				5 969,00	
62562	Missions - Repas		8 138,22	8 138,22				8 138,22	
62563	Missions - Hôtels		11 105,96	11 105,96		526,82	526,82	10 579,14	
6257	Réceptions		24 683,90	24 683,90		346,00	346,00	24 337,90	
	Total Rubrique 625		**98 067,00**	**98 067,00**		**4 777,82**	**4 777,82**	**93 289,18**	
6261	Affranchissements		12 526,11	12 526,11				12 526,11	

Tous les comptes - au 31/12/2024

Compte et intitulé		Débit			Crédit			Solde	
		Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
6262	Frais de communication		18,52	18,52				18,52	
6263	Communication mobile		3 532,66	3 532,66				3 532,66	
6264	Internet		11 011,49	11 011,49				11 011,49	
	Total Rubrique 626		**27 088,78**	**27 088,78**				**27 088,78**	
6281	Concours divers		10 625,00	10 625,00				10 625,00	
6283	Formation continue du personnel de l'établissement		107 190,50	107 190,50		24 698,74	24 698,74	82 491,76	
6286	Prestation extérieure de nettoyage		23 955,24	23 955,24				23 955,24	
6287	Prestation extérieure d'informatique		79 307,30	79 307,30				79 307,30	
628881	Prestations extérieures COM		2 350,00	2 350,00				2 350,00	
628882	Prestations extérieures autres		18 002,44	18 002,44		627,04	627,04	17 375,40	
	Total Rubrique 628		**241 430,48**	**241 430,48**		**25 325,78**	**25 325,78**	**216 104,70**	
629	Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres ser					369,74	369,74		369,74
	Total Rubrique 629					**369,74**	**369,74**		**369,74**
	Total Chapitre 62		**622 103,85**	**622 103,85**		**36 799,19**	**36 799,19**	**585 674,40**	**369,74**
6311	Taxe sur les salaires		208 554,81	208 554,81		2 435,00	2 435,00	206 119,81	
	Total Rubrique 631		**208 554,81**	**208 554,81**		**2 435,00**	**2 435,00**	**206 119,81**	
6333	Participation des employeurs à la formation professi		28 095,84	28 095,84				28 095,84	
6334	Participation des employeurs à l'effort de constructio		12 373,00	12 373,00				12 373,00	
	Total Rubrique 633		**40 468,84**	**40 468,84**				**40 468,84**	
63514	Taxe sur les véhicules des sociétés		4 474,00	4 474,00				4 474,00	
6352	Taxes sur le chiffre d'affaires non récupérables		10 909,00	10 909,00				10 909,00	
	Total Rubrique 635		**15 383,00**	**15 383,00**				**15 383,00**	
6373	Contribution FIPHFP		506,88	506,88				506,88	
6378	Taxes diverses		656,13	656,13				656,13	
	Total Rubrique 637		**1 163,01**	**1 163,01**				**1 163,01**	
	Total Chapitre 63		**265 569,66**	**265 569,66**		**2 435,00**	**2 435,00**	**263 134,66**	
64111	Traitements, salaires et appointements		2 688 348,03	2 688 348,03		9 078,10	9 078,10	2 679 269,93	
64112	Heures supplémentaires		4 692,16	4 692,16				4 692,16	
64131	Primes et gratifications		9 529,31	9 529,31		3 529,31	3 529,31	6 000,00	
64132	Prime de grand déplacement		135,00	135,00				135,00	
64133	Prime exceptionnelle		8 000,00	8 000,00				8 000,00	
64134	Prime objectifs		22 140,00	22 140,00				22 140,00	

Tous les comptes - au 31/12/2024

Compte et intitulé		Débit			Crédit			Solde	
		Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
64135	Prime Partage de la Valeur (PPV)		47 030,32	47 030,32				47 030,32	
64136	Prime d'astreinte		4 800,00	4 800,00				4 800,00	
641411	Frais de transport		24 854,18	24 854,18				24 854,18	
641412	Forfait mobilté durable		3 466,40	3 466,40		500,00	500,00	2 966,40	
641431	Indemnités de licenciement		3 771,00	3 771,00				3 771,00	
641434	Indemnités compensatrice de CET		20 849,92	20 849,92				20 849,92	
641435	Indemnités compensatrice de congés payés		7 597,37	7 597,37				7 597,37	
641436	Indemnités compensatrice de RTT		2 286,26	2 286,26				2 286,26	
641437	Indemnités de précarité		566,82	566,82				566,82	
641438	Indemnités de préavis		5 052,00	5 052,00				5 052,00	
641439	Indemnités conciliation		4 078,28	4 078,28				4 078,28	
641441	Indemnités journalières - CPAM		36 469,73	36 469,73		8 946,24	8 946,24	27 523,49	
641442	Indemnités journalières - Prévoyance		13 104,91	13 104,91				13 104,91	
64145	Indemnités comptable		4 304,04	4 304,04				4 304,04	
641931	Remboursement IJSS CPAM sur rémunérations du		263,22	263,22		30 198,99	30 198,99		29 935,77
641932	Remboursement PREVOYANCE sur rémunérations					12 340,48	12 340,48		12 340,48
	Total Rubrique 641		**2 911 338,95**	**2 911 338,95**		**64 593,12**	**64 593,12**	**2 889 022,08**	**42 276,25**
6451	Cotisations d'assurance maladie		685 557,85	685 557,85				685 557,85	
6452	Cotisations aux mutuelles		65 677,06	65 677,06				65 677,06	
645311	Pensions civiles (cotisations pour le cas pensions)		29 136,12	29 136,12				29 136,12	
64532	CNRACL		20 590,97	20 590,97				20 590,97	
645351	RAFP		1 042,90	1 042,90				1 042,90	
645352	IRCANTEC		36 024,52	36 024,52				36 024,52	
645358	Autres caisses de retraite complémentaire		141 476,19	141 476,19				141 476,19	
6454	Cotisations à Pôle emploi		113 481,99	113 481,99				113 481,99	
6456	Cotisations liées au risque invalidité		77 246,25	77 246,25				77 246,25	
	Total Rubrique 645		**1 170 233,85**	**1 170 233,85**				**1 170 233,85**	
6472	Versements aux comités d'entreprise et d'établissem		51 361,86	51 361,86				51 361,86	
6475	Médecine du Travail, Pharmacie		7 863,89	7 863,89				7 863,89	
6478	Divers		66 454,80	66 454,80				66 454,80	
	Total Rubrique 647		**125 680,55**	**125 680,55**				**125 680,55**	
6481	Intéressement		123 401,93	123 401,93		57 293,88	57 293,88	66 108,05	

Tous les comptes - au 31/12/2024

Compte et intitulé		Débit			Crédit			Solde	
		Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
6482	Autres charges de personnel		3 794,87	3 794,87				3 794,87	
	Total Rubrique 648		**127 196,80**	**127 196,80**		**57 293,88**	**57 293,88**	**69 902,92**	
	Total Chapitre 64		**4 334 450,15**	**4 334 450,15**		**121 887,00**	**121 887,00**	**4 254 839,40**	**42 276,25**
6511	Redevances pour concessions, brevets, licences, m		180,00	180,00				180,00	
6516	Droits d'auteurs et de reproduction		1 170,65	1 170,65				1 170,65	
	Total Rubrique 651		**1 350,65**	**1 350,65**				**1 350,65**	
654	Pertes sur créances irrécouvrables		37 273,30	37 273,30				37 273,30	
	Total Rubrique 654		**37 273,30**	**37 273,30**				**37 273,30**	
657341	Mobilisation exceptionnelle fonds SRU - Enveloppe		104 000,00	104 000,00				104 000,00	
657342	Mobilisation exceptionnelle fonds SRU - Enveloppe 2		256 000,00	256 000,00				256 000,00	
	Total Rubrique 657		**360 000,00**	**360 000,00**				**360 000,00**	
65811	Pénalités sur contrats ou conventions		1 811,13	1 811,13				1 811,13	
6588	Autres charges diverses		20 768,35	20 768,35				20 768,35	
	Total Rubrique 658		**22 579,48**	**22 579,48**				**22 579,48**	
	Total Chapitre 65		**421 203,43**	**421 203,43**				**421 203,43**	
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations ir		134 998,16	134 998,16				134 998,16	
68151	Dotations aux provisions pour risques et charges de		47 000,00	47 000,00				47 000,00	
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants (au		1 376 427,14	1 376 427,14				1 376 427,14	
	Total Rubrique 681		**1 558 425,30**	**1 558 425,30**				**1 558 425,30**	
	Total Chapitre 68		**1 558 425,30**	**1 558 425,30**				**1 558 425,30**	
695	Impôts sur les bénéfices		2 412,00	2 412,00				2 412,00	
	Total Rubrique 695		**2 412,00**	**2 412,00**				**2 412,00**	
	Total Chapitre 69		**2 412,00**	**2 412,00**				**2 412,00**	
	Total Classe 6		**57 623 611,71**	**57 623 611,71**		**969 389,16**	**969 389,16**	**56 721 573,19**	**67 350,64**

Tous les comptes - au 31/12/2024

Compte et intitulé		Débit			Crédit			Solde	
		Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
7011211	Collectivités-cout d'achat portage foncier		1 523 562,57	1 523 562,57		13 965 044,88	13 965 044,88		12 441 482,31
7011212	Collectivités-frais acquisition foncier		33 683,99	33 683,99		568 368,29	568 368,29		534 684,30
7011213	Collectivités-frais etudes		6 046,00	6 046,00		385 115,00	385 115,00		379 069,00
7011214	Collectivités-travaux terrains		8 841,00	8 841,00		512 596,02	512 596,02		503 755,02
7011215	Collectivités-impots fonciers		34 099,95	34 099,95		526 540,98	526 540,98		492 441,03
7011217	Collectivités-frais accessoires					61 629,36	61 629,36		61 629,36
7011218	Collectivités-assurances		1 236,21	1 236,21		33 308,65	33 308,65		32 072,44
7011219	Collectivités-produits en attenuation de charges		327 556,75	327 556,75		166 650,80	166 650,80	160 905,95	
7011221	Bailleurs sociaux-cout achat portage foncier					359 645,91	359 645,91		359 645,91
7011222	Bailleurs sociaux-frais acquisition foncier					17 973,30	17 973,30		17 973,30
7011223	Bailleurs sociaux-frais etudes					3 675,93	3 675,93		3 675,93
7011224	Bailleurs sociaux-travaux terrains					2 941,25	2 941,25		2 941,25
7011225	Bailleurs sociaux-impots fonciers					552,58	552,58		552,58
7011228	Bailleurs sociaux-assurances					214,03	214,03		214,03
7011231	Autres opérateurs privés-cout achat portage foncier		7 729,49	7 729,49		2 442 734,67	2 442 734,67		2 435 005,18
7011232	Autres opérateurs privés-frais acquisition foncier					78 530,07	78 530,07		78 530,07
7011233	Autres opérateurs privés-frais etudes					23 161,91	23 161,91		23 161,91
7011234	Autres opérateurs privés-travaux terrains					625 056,34	625 056,34		625 056,34
7011235	Autres opérateurs privés-impots fonciers		70,64	70,64		153 784,73	153 784,73		153 714,09
7011237	Autres opérateurs privés-frais accessoires					74 324,39	74 324,39		74 324,39
7011238	Autres opérateurs privés-assurances					253 962,80	253 962,80		253 962,80
7011239	Autres opérateurs privés-produits en attenuation de		227 230,77	227 230,77				227 230,77	
	Total Rubrique 701		**2 170 057,37**	**2 170 057,37**		**20 255 811,89**	**20 255 811,89**	**388 136,72**	**18 473 891,24**
	Total Chapitre 70		**2 170 057,37**	**2 170 057,37**		**20 255 811,89**	**20 255 811,89**	**388 136,72**	**18 473 891,24**
713331	Coût d'achat		19 798 977,77	19 798 977,77		42 038 949,37	42 038 949,37		22 239 971,60
713332	Frais d'acquisition		960 627,48	960 627,48		1 946 638,31	1 946 638,31		986 010,83
713333	Frais d'études		540 220,32	540 220,32		442 447,10	442 447,10	97 773,22	
713334	Travaux		3 324 227,55	3 324 227,55		4 621 183,42	4 621 183,42		1 296 955,87
713336	Impôts fonciers		744 660,88	744 660,88		1 585 819,92	1 585 819,92		841 159,04
713338	Frais accessoires		1 890 137,30	1 890 137,30		1 247 792,09	1 247 792,09	642 345,21	
	Total Rubrique 713		**27 258 851,30**	**27 258 851,30**		**51 882 830,21**	**51 882 830,21**	**740 118,43**	**25 364 097,34**
	Total Chapitre 71		**27 258 851,30**	**27 258 851,30**		**51 882 830,21**	**51 882 830,21**	**740 118,43**	**25 364 097,34**

Tous les comptes - au 31/12/2024

Compte et intitulé		Débit			Crédit			Solde	
		Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
74118	Autres subventions					10 700 192,00	10 700 192,00		10 700 192,00
74128	Autres subventions		4 069,66	4 069,66		2 117 074,04	2 117 074,04		2 113 004,38
741323	Aide de l'État versée par l'ASP au titre des contrats a					4 500,00	4 500,00		4 500,00
	Total Rubrique 741		**4 069,66**	**4 069,66**		**12 821 766,04**	**12 821 766,04**		**12 817 696,38**
7442	Région		322,35	322,35		20 436,25	20 436,25		20 113,90
7443	Département		626,38	626,38		57 898,80	57 898,80		57 272,42
7444	Communes et groupements de communes		3 122,15	3 122,15		134 628,64	134 628,64		131 506,49
74483	Autres organismes publics					42 853,30	42 853,30		42 853,30
	Total Rubrique 744		**4 070,88**	**4 070,88**		**255 816,99**	**255 816,99**		**251 746,11**
7488	Autres		4 069,66	4 069,66		195 216,64	195 216,64		191 146,98
	Total Rubrique 748		**4 069,66**	**4 069,66**		**195 216,64**	**195 216,64**		**191 146,98**
	Total Chapitre 74		**12 210,20**	**12 210,20**		**13 272 799,67**	**13 272 799,67**		**13 260 589,47**
7521	Loyers		86 304,39	86 304,39		1 006 308,34	1 006 308,34		920 003,95
7522	Charges locatives		5 916,44	5 916,44		143 698,25	143 698,25		137 781,81
	Total Rubrique 752		**92 220,83**	**92 220,83**		**1 150 006,59**	**1 150 006,59**		**1 057 785,76**
75711	Taxe spéciale d'équipement					21 638 029,00	21 638 029,00		21 638 029,00
7574	Produits issus du fonds de minoration foncière					4 051 010,22	4 051 010,22		4 051 010,22
	Total Rubrique 757					**25 689 039,22**	**25 689 039,22**		**25 689 039,22**
75841	Contentieux					5 700,00	5 700,00		5 700,00
75842	Pénalités sur marchés					14 241,00	14 241,00		14 241,00
7588	Autres produits divers					19 964,92	19 964,92		19 964,92
	Total Rubrique 758					**39 905,92**	**39 905,92**		**39 905,92**
	Total Chapitre 75		**92 220,83**	**92 220,83**		**26 878 951,73**	**26 878 951,73**		**26 786 730,90**
7817	Reprises sur dépréciation des actifs circulants (autre					825 000,00	825 000,00		825 000,00
	Total Rubrique 781					**825 000,00**	**825 000,00**		**825 000,00**
	Total Chapitre 78					**825 000,00**	**825 000,00**		**825 000,00**
791	Transfert de charges de fonctionnement					17 731,87	17 731,87		17 731,87
	Total Rubrique 791					**17 731,87**	**17 731,87**		**17 731,87**
	Total Chapitre 79					**17 731,87**	**17 731,87**		**17 731,87**
	Total Classe 7		**29 533 339,70**	**29 533 339,70**		**113 133 125,37**	**113 133 125,37**	**1 128 255,15**	**84 728 040,82**

Tous les comptes - au 31/12/2024

Compte et intitulé		Débit			Crédit			Solde	
		Bilan d'entrée	Opérations	Total	Bilan d'entrée	Opérations	Total	Débiteur	Créditeur
890	Bilan d'ouverture	271 317 915,33		271 317 915,33	271 317 915,33		271 317 915,33		
	Total Rubrique 890	**271 317 915,33**		**271 317 915,33**	**271 317 915,33**		**271 317 915,33**		
	Total Chapitre 89	**271 317 915,33**		**271 317 915,33**	**271 317 915,33**		**271 317 915,33**		
	Total Classe 8	**271 317 915,33**		**271 317 915,33**	**271 317 915,33**		**271 317 915,33**		**0,00**
	Total Général	**542 635 830,66**	**525 850 159,12**	**1 068 485 989,78**	**542 635 830,66**	**525 850 159,12**	**1 068 485 989,78**	**363 068 673,06**	**363 068 673,06**

Tableau de bord Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine

Date de vote du budget initial 2024 : 23/11/2023
Date de vote du dernier budget rectificatif : Néant
Date du vote du dernier compte financier 2023 : 14/03/2024

1 - Autorisations budgétaires et équilibre financier

1.1 - Emplois

Données	Unité	BI 2021	CF 2021	BI 2022	CF 2022	BI 2023	CF 2023	BI 2024	CF 2024
Autorisation d'emplois	ETPT	65	58,73	67	58,28	69	61,15	70	63,06
dont emplois sous plafond législatif	ETPT								
dont emplois hors plafond legsilatif	ETPT	65	58,73	67	58,28	69	61,15	70	63,06
Schéma d'emplois *	ETP								

1.2 - Crédits

Données	Unité	BI 2021	CF 2021	BI 2022	CF 2022	BI 2023	CF 2023	BI 2024	CF 2024
Total des AE	K€	65 160	61 572	71 998	61 062	80 280	56 637	83 204	74 921
Total des CP	K€	65 160	60 349	72 068	58 056	80 280	55 963	83 204	55 458
Total des recettes	K€	60 850	60 342	65 366	78 112	71 450	60 090	75 530	60 445
Solde budgétaire	K€	-4 310	-7	-6 702	20 056	-8 830	4 127	-7 674	4 987

1.3 - Trésorerie

Données	Unité	BI 2021	CF 2021	BI 2022	CF 2022	BI 2023	CF 2023	BI 2024	CF 2024
Niveau de trésorerie	k€	37 852	29 667	38 251	49 791	15 874	52 596	46 044	56 399
dont trésorerie fléchée	k€		1 056	600	809	-	285	-	120
dont trésorerie non fléchée	k€	37 852	28 611	37 651	48 982	15 874	52 311	46 044	56 279

2 - Indicateurs

2.1 - Indicateurs d'analyse budgétaire

Données	Unité	BI 2021	CF 2021	BI 2022	CF 2022	BI 2023	CF 2023	BI 2024	CF 2024
Dépenses de personnel (CP)	k€	5 100	4 008	5 150	4 236	5 300	4 478	5 350	4 235
Poids des dépenses de personnel / Dépenses totales hors investissements	%	7,90	6,67	7,20	7,31	6,65	8,01	6,48	7,67
Coût moyen par ETPT	K€	78	68	77	73	77	73	76	67
Niveau des RAP	k€		1 223		3 006		674		19 463
Poids des CP issus des AE consommées sur exercices antérieurs	%		12,97		12,78		18,17		17,63
Poids relatif des RAP *(RAP/Total CP hors personnel)*	%		2,17		5,59		1,31		38,00
Poids des CAP au sein des RAP *(CAP/Total RAP)*	%		72,12		14,17		6,97		2,42
Recettes propres	K€	28 000	22 830	30 500	42 188	35 100	23 205	38 575	21 731
Poids des recettes propres / recettes totales	%	46,01	37,83	46,66	54,01	49,13	38,62	51,07	35,95
Nombre de jours de fonctionnement /Trésorerie	jours fonct.	209,13	176,97	191,07	308,75	71,18	338,34	199,22	366,11

2.2 - Ratio d'analyse financière

	Unité	BI 2021	CF 2021	BI 2022	CF 2022	BI 2023	CF 2023	BI 2024	CF 2024
Résultat	K€	21 930	28 562	19 184	22 604	26 850	27 778	29 061	26 946
Capacité d'autofinancement	K€	15 970	29 892	14 384	23 016	21 170	27 392	29 361	27 679
Niveau du fonds de roulement	K€	189 041	193 857	205 840	216 718	216 697	242 912	274 329	270 974

* Les données relatives au schéma d'emplois (ETP) sont disponibles dans le tableau n°1 (Suivi des emplois) du DPGECP (Document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de personnel)

COMPTE FINANCIER 2024

STOCKS PAR DEPARTEMENTS ET PAR CONVENTIONS AU 31.12.2024

DEPT	COMMUNE	AFFAIRES	LIBELLE AFFAIRES	STOCK FINAL 2023	2024 - D	2024 - R	STOCK FINAL 2024
16	LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS	1612003	CC Bandiat Tardoire - Maîtrise foncière "Saint Florent-Taracole"	618 598,58	68 691,88	61 187,64	626 102,82
16	ANGOULEME	1612019	CA du Grand Angoulême - Maîtrise foncière SCPU Angoulême 2020	1 932 419,70	1 081 222,83		3 013 642,53
16	COGNAC	1614003	Cognac - Site de l'ancien hôpital	-4 105,90	4 105,90		-
16	COGNAC	1614004	Cognac - Chais Monnet et rues piétonnes	572 571,36	10 443,39	65 828,04	517 186,71
16	BARBEZIEUX-SAINT-HILAIRE	1614007	Barbezieux - Revitalisation du centre ancien	11 138,13	641,91	11 780,04	-
16	L'ISLE-D'ESPAGNAC	1614024	Isle d'Espagnac - Aménagement du centre bourg	-40,23	80,46	40,23	-
16	GOND-PONTOUVRE	1614025	Gond-Pontouvre - Requalification du centre bourg	1 251 214,17	6 964,65	231 610,47	1 026 568,35
16	COGNAC	1614065	CC de Cognac - Voie Douce	11 603,23	12 903,40	26 264,97	-1 758,34
16	ANGOULEME	1615003	CA du Grand Angoulême - Voie Douce & Coulée verte	-6 215,76	29 364,74	12 047,81	11 101,17
16	ANGOULEME	1615005	Angoulême - Requalification urbaine de la "caserne Broche"	704 569,93	23 395,63		727 965,56
16	SOYAUX	1615070	Soyaux - Dvlpt offre de logements et densification en renouvellement urbain	506 107,92	4 365,16	503,00	509 970,08
16	MONTIGNAC-CHARENTE	1616025	Montignac-charente - Revitalisation du centre bourg	226 395,40	3 362,36	207 480,64	22 277,12
16	ANGOULEME	1616033	Angoulême - Redynamisation économique & residentielle du centre historique	781 297,71	9 974,33	14 773,64	776 498,40
16	ANGOULEME	1616060	Angoulême - Projets d'aménagement des ilôts de la gare	1 415 038,99	4 881,99	5 840,61	1 414 080,37
16	ANGOULEME	1617002	Angoulême - Requalification des friches industrielles et d'activités	390 466,98	41 489,02	18 220,00	413 736,00
16	MORNAC	1617004	Mornac - Revitalisation du centre-bourg et développement offre de logements	1 672,64			1 672,64
16	SERS	1617005	Sers - Revitalisation du centre bourg	117 282,57	121,00	24,00	117 379,57
16	RUELLE-SUR-TOUVRE	1617010	Ruelle sur Touvre - Revitalisation du centre ville	165 679,91	7 378,03		173 057,94
16	LIGNIERES-SONNEVILLE	1617033	Lignières-Sonneville - Développement d'opérations en renouvellement urbain	1 943,34			1 943,34
16	VAL-DE-BONNIEURE	1619013	Val de Bonnieure - Revitalisation du centre ville	892,11	164,43	371,88	684,66
16	DIRAC	1619080	Dirac - Revitalisation du centre bourg	527,03	373,69	900,72	-
16	ROULLET-SAINT-ESTEPHE	1619096	Roullet Saint Estèphe - Requalification d'un entrepôt	619 442,96	74 454,03	107 795,42	586 101,57
16	SERS	1619140	Sers - Maintien d'une action commerciale en centre-bourg	147 068,83	535,83		147 604,66
16	BARBEZIEUX-SAINT-HILAIRE	1620051	Barbezieux - Réinvestissement d'une propriété en vue de structurer la place du château	128 478,55	2 543,68		131 022,23
16	SAINT-YRIEIX-SUR-CHARENTE	1621003	Saint Yrieix sur Charente - Restructuration et densification pour opération en LLS	720 308,62	110 356,54		830 665,16
16	AIGRE	1621005	Aigre - Réinvestissement d'un ancien commerce de centre-bourg	128 370,94	373,69		128 744,63
16	SAINT-FRAIGNE	1621054	Saint Fraigne - Reconversion de bâtis vacants en centre bourg	122 860,92	1 453,30		124 314,22
16	NERSAC	1621061	Nersac - Réinvestissement de batis dégradés en centre bourg	71 050,84	1 655,36		72 706,20
16	ANGOULEME	1621091	Angoulême - Renouvellement urbain du quartier NPNRU de "Bel Air Grand Font"	55 512,25	153,40	55 544,65	121,00
16	CONFOLENS	1622069	Confolens - Réalisation - Création pôle social et solidaire réhabilitation friche urbaine	219 268,28	365,89		219 634,17
16	CHALAIS	1622087	Chalais - Réserve foncière à l'emplacement d'une friche	2 838,40		2 838,40	-
16	BARBEZIEUX SAINT HILAIRE	1622088	Barbezieux - Réalisation - Requalification de l'Ilôt Marcel Jambon	829 445,50	42 461,92	630 384,80	241 522,62
16	JUILLAC-LE-COQ	1623001	Juillac Le Coq - Réalisation - Requalification d'une friche en entrée de bourg - E800	18 475,80	1 343,77	534,96	19 284,61
16	RUFFEC	1623025	CC Val de Charente - Création nouveau siège communautaire - Ruffec	2 163,75			2 163,75
16	NIEUIL	1623102	Nieuil - Réalisation - Réinvestissement ancien restaurant pour la revitalisation du centre bourg		92 311,01		92 311,01
16	ANGOULEME	1623119	CA du Grand Angoulême - Réalisation - Résorption de la friche des Chais Montaigne - Angoulême	113 385,70		2 487,74	110 897,96
16	LA COURONNE	1618085	La Couronne - Intervention foncière en matière de logements, Dév éco & restructuration industrielle	3 568,11	3 401,43	3 271,11	3 698,43
16	LA COURONNE	1621055	La Couronne - action foncière pour la redynamisation du centre ville	95 568,93	3 186,50	2 598,12	96 157,31
16	LA COURONNE	1623120	La Couronne - Réalisation - Reconversion de l'ancienne carrière industrielle Lafarge	200 000,00	-	-	200 000,00
16	LA COURONNE	1623124	La Couronne - Réalisation - Reconversion des anciennes carrières Brousse-Marteau	100 000,00			100 000,00
16	LA COURONNE	1623121	La Couronne - Réalisation - Reconvertion de l'ancien site de préhomogénéisation de Lafarge	151 786,01	42 408,54	387,00	193 807,55
16	LA COURONNE	1623122	La Couronne - Réalisation - Reconversion de la friche dite "Maison Albert" en centre ancien	268 667,39	5 606,11	946,00	273 327,50
16	LA COURONNE	1623123	La Couronne - Réalisation - Reconversion patrimoine historique Lafarge - Abbaye	626 954,43	38 486,61	4 610,99	660 830,05
16	AUNAC SUR CHARENTE	1623137	Aunac-sur-Charente - Réalisation - Maintien d'une activité commerciale en centre-bourg		145 000,00	14 500,00	130 500,00
16	ANGOULEME	1624116	CA du Grand Angoulême - Réalisation - Requalification du site SNPE - Angoulême		6 100 000,00		6 100 000,00
17	DOMPIERRE-SUR-MER	1709001	CA de la Rochelle - ZAC multisites de la gare de Dompierre s/ Mer	923 486,92	8 118,83	10,00	931 595,75
17	SURGERES	1710013	Surgères - Reconquête friche "Sergent Prolac"	-			-
17	PUILBOREAU	1710014	Puilboreau - Requalification du centre-bourg	-6,82			-6,82
17	SAINT-XANDRE	1711001	CA de la Rochelle - "ZAC du Fief des Dompierres" à Saint Xandre	-			-
17	ARVERT	1712008	Arvert - Maîtrise foncière "Fief de Volette"	99 080,81	3 328,69	93 411,45	8 998,05
17	CLAVETTE	1713002	Clavette - Densification du centre bourg	-			-
17	SAINT-SAUVEUR-D'AUNIS	1713003	Saint Sauveur d'Aunis - Densification du centre bourg	-			-
17	RIVEDOUX-PLAGE	1713004	Rivedoux plage - "Quartier du château"	-			-
17	ROCHEFORT	1714001	CA Rochefort Océan - Requalification de la ZAE de "l'Arsenal"	-20 156,18	20 269,71	113,53	-
17	ROYAN	1714006	Royan - Maîtrise foncière d'emprises "multisites"	5 508,65			5 508,65
17	LA ROCHELLE	1714021	CA de la Rochelle - PPRT Picoty/SDLP	56 118,03	67 386,02	189 519,65	-66 015,60
17	ANGOULINS	1714026	Angoulins sur Mer - Requalification urbaine en faveur du logement	1 488 690,43	674 697,97	1 149,00	2 162 239,40
17	VILLARS-LES-BOIS	1714034	Villars les Bois - Redynamisation du centre bourg	2 693,22	106,78	2 800,00	-
17	SAINT-JEAN-D'ANGELY	1714042	Saint Jean d'Angély - Parcelle AT N°24	-			-
17	JONZAC	1714047	Jonzac - Développement économique et revitalisation du centre bourg	10 266,56	3 798,00		14 064,56
17	PONS	1714048	Pons - Développement économique et revitalisation du centre bourg	194 752,59	800,00		195 552,59
17	CHANIERS	1714049	Chaniers - Développement du logement social et redynamisation du centre bourg	-2 896,30	3 717,42	821,12	-
17	SAUJON	1714051	Saujon - Production de logement social	12 821,91	388,00		13 209,91
17	MARENNES-HIERS-BROUAGE	1715008	Marennes Hiers Brouage - Développement du cœur de ville	-2 068,00			-2 068,00
17	BOURGNEUF	1715014	Bourgneuf - Restructuration de foncier en centre bourg	211 325,26	1 267,92	211 360,97	1 232,21
17	LA ROCHELLE	1715020	CA de la Rochelle - Restructuration du boulevard Sautel et densification des boulevards	-328,92	1 317,97	989,05	-
17	LA ROCHELLE	1715021	CA de la Rochelle - Densification et restructuration sur le secteur de Rompsay	10 555,96		10 555,96	-
17	FONTCOUVERTE	1715022	Fontcouverte - Maintien de l'emploi & du développement du parc de logements accessibles	-			-
17	LAGORD	1715023	Lagord - Développement de l'offre de logements	-7 729,49	7 729,49		-
17	ORIGNOLLES	1715024	Orignolles - Revitalisation du centre bourg	-58,79	58,79		-
17	SAINT-SIMON-DE-BORDES	1715027	Saint Simon de Bordes - Revitalisation du centre bourg	10 662,03	501,58		11 163,61
17	VAUX-SUR-MER	1715029	Vaux sur Mer - Développement du parc de logements	4 927,39			4 927,39
17	ROCHEFORT	1715032	CA Rochefort Océan - Développement économique & traitement des friches d'activité	-5 376,84			-5 376,84
17	SAINT-PALAIS-SUR-MER	1715039	Saint Palais sur Mer - Développement du parc de logements	3 009 172,35	16 152,64	200 058,00	2 825 266,99
17	ILE-D'AIX	1715057	Ile d'Aix - Maîtrise foncière du centre d'hébergement Armand Fallières	5 807,00	48,00		5 855,00
17	TAILLEBOURG	1715059	Taillebourg - Revitalisation du centre bourg	-127,80	127,80		-
17	AULNAY	1715068	Aulnay de Saintonge - Revitalisation du centre bourg	-			-
17	SAINT-HILAIRE-DE-VILLEFRANCHE	1715069	Saint Hilaire de Villefranche - Opérations de densification de l'urbanisation en coeur de bourg	-			-
17	NIEUL-SUR-MER	1716005	CA de la Rochelle - Densification de l'urbanisation et en renouvellement urbain (Nieul sur Mer)	7 759 244,68	34 363,83	3 992,00	7 789 616,51
17	AYTRE	1716007	Aytré - Développement offre de logements et projets mixtes en densification urbaine	-			-
17	FOURAS	1716010	Fouras - Dévelpmt de l'offre de logements en densification & en renouvellement urbain	1 193 623,72	5 639,47	230 000,00	969 263,19
17	LA TREMBLADE	1716021	La Tremblade - Développement de l'offre de logement social	1 142 833,07	24 745,82	5 115,03	1 162 463,86
17	THAIRE	1716022	Thairé - Revitalisation du centre bourg	1 689,50		1 689,50	-
17	LA JARRIE	1716024	La Jarrie - Développement de l'offre de logements	141 018,66	1 832,06	140 883,17	1 967,55
17	BREUILLET	1716030	Breuillet - Renouvellement urbain et densification centre bourg	442 335,16	12 063,25	387 000,00	67 398,41
17	SAINT-AGNANT	1716035	Saint Agnant - Revitalisation du centre bourg				-
17	TESSON	1716038	Tesson - Densification du centre bourg	-			-
17	CHADENAC	1716040	Chadenac - Revitalisation du centre bourg				-
17	CHERMIGNAC	1717006	Chermignac - Redynamisation du centre bourg	-			-
17	RIVEDOUX-PLAGE	1717024	Conservatoire du Littoral - Protection du site du marais du Défend sur l'Ile de Ré	21 802,64	4 699,68	834,82	25 667,50
17	VILLEDOUX	1718003	Villedoux - Redynamisation du centre bourg	644 524,29	3 865,88	331 162,61	317 227,56
17	SURGERES	1718005	CC Aunis Sud - Requalification d'un site industriel à Surgères	324 782,91	19 229,55		344 012,46
17	SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE	1718016	Saint Georges de Didonne - Développement de l'offre de logement social	4 377,63	748,87		5 126,50
17	CERCOUX	1718024	Cercoux - Action foncière pour le développement économique	6 168,66	1 186,83	7 355,49	-
17	CHATELAILLON-PLAGE	1718035	Chatelaillon Plage - Production de logements sociaux en densification	3 499 966,11	439 434,96	3 921,17	3 935 479,90
17	SAINT-JEAN-D'ANGELY	1718053	Saint Jean d'Angély - Redynamisation du centre ancien	151 142,12	209 105,46		360 247,58
17	MARENNES-HIERS-BROUAGE	1718072	CC du Bassin de Marennes - Requalification de la zone artisanale et économique des Grossines	245 688,55	7 590,74	73 532,85	179 746,44
17	MEDIS	1718092	Médis - Restructuration et densification du centre-bourg	3 191,49			3 191,49
17	SALIGNAC-SUR-CHARENTE	1719041	Salignac sur Charente - Revitalisation du centre bourg	80 357,43	1 190,00	81 457,43	90,00
17	COURCON	1719057	Courçon - Développement du centre bourg	219 395,91	1 081,93	220 786,91	-309,07
17	LA ROCHELLE	1719100	CA de la Rochelle - Requalification du quartier du Prieuré-Lafond à la Rochelle	8 226 633,24	685 049,40	138 804,70	8 772 877,94
17	BUSSAC-SUR-CHARENTE	1719103	Bussac sur Charente - Développement économique et de l'offre de logement	3 169,00		3 169,00	-
17	FORGES	1719128	Forges - Revitalisation du centre bourg	104 221,56			104 221,56
17	TAUGON	1719129	Taugon - Développement du centre bourg	94 912,78	670,43	98 455,20	-2 871,99
17	SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX	1720013	Saint Georges des Coteaux - Développement économique et offre de logement	2 119,25		2 119,25	-
17	SABLONCEAUX	1720022	Sablonceaux - Redynamisation du centre bourg	102 097,48	860,98	102 048,46	910,00
17	ANDILLY	1720047	Andilly les Marais - Densification et restructuration du centre bourg	463 512,79	2 018,14	47,25	465 483,68
17	AYTRE	1720053	CA de la Rochelle - Réalisation d'opérations mixtes sur le secteur de la petite Courbe	1 088 574,00	22 692,16		1 111 266,16
17	THENAC	1720058	Thénac - Redynamisation du centre bourg				-

COMPTE FINANCIER 2024

STOCKS PAR DEPARTEMENTS ET PAR CONVENTIONS AU 31.12.2024

DEPT	COMMUNE	AFFAIRES	LIBELLE AFFAIRES	STOCK FINAL 2023	2024 - D	2024 - R	STOCK FINAL 2024
17	BURIE	1720059	Burie - Développement éco & résidentiel du centre bourg	12,00		12,00	-
17	SAINT-XANDRE	1720091	Saint Xandre - Densification et restructuration du centre bourg				-
17	MATHA	1721001	Matha - Densification et restructuration du centre bourg	103 598,90	1 494,75		105 093,65
17	AYTRE	1721002	CA de la Rochelle - "ZAC des Cottes-Mailles" à Aytré	27 116,47	1 103 247,11		1 130 363,58
17	TESSON	1721006	Tesson - Densification du centre bourg	1 959,81	723,46	139,44	2 543,83
17	TONNAY-CHARENTE	1721028	Tonnay charente - Développement de l'offre de logement social	158,13	72,24		230,37
17	NUAILLE-D'AUNIS	1721035	Nuaillé d'Aunis - Densification du centre bourg	98 960,91	345,29		99 306,20
17	LA JARNE	1721050	La Jarne - Densification du centre bourg	799,37		799,37	-
17	PUILBOREAU	1721051	CA de la Rochelle - Réserve foncière sur les secteurs de Malmore & Baillac à Puilboreau	2 024 859,00	846 226,11	11 842,61	2 859 242,50
17	LAGORD	1721057	CdA La Rochelle - Structuration des entrées de ville - Lagord	626 390,93	6 377,53	8 710,49	624 057,97
17	LAGORD	1721058	Lagord - Développement de l'offre de logements en densification	-		387,64	-387,64
17	FLOIRAC	1721098	Floirac - Village intergénérationnel de Floirac	1 044,00			1 044,00
17	AYTRE	1721103	Aytre - veille foncière sur un site sous OAP	890,45	37,67	928,12	-
17	ARS-EN-RE	1721106	CC de l'ile de Ré - Ars en Ré - Action foncière pour la réalisation de logements sociaux	1 050 706,50	12 317,44	9,00	1 063 014,94
17	LE BOIS-PLAGE-EN-RE	1721107	CC de l'ile de Ré - Bois Plage en Ré - Action foncière pour la réalisation de logements sociaux	396 726,62	174 774,27	0,01	571 500,88
17	SAINT-CLEMENT-DES-BALEINES	1721108	CC de l'ile de Ré - St clément des Baleines - Action foncière réalisation de logements sociaux	12,00			12,00
17	SAINTES	1721109	Saintes - Redynamisation du centre ville	486 849,59	10 141,95	487 432,54	9 559,00
17	SAINTE-MARIE-DE-RE	1722015	CC de l'Ile de ré -St Marie de Ré - Action foncière l'aménagement d'une ZAE en densification urbaine	342 201,21	357 839,84	144 532,74	555 508,31
17	SAINT-AGNANT	1722050	Saint Agnant - Maitrise foncière de l'emprise rue du collège	242 997,61	8 057,03		251 054,64
17	LA CLOTTE	1722054	La Clotte – Revitalisation de centre bourg	150 865,51	80,67		150 946,18
17	ARVERT	1722055	Arvert - Développement de l'offre de logement		135 888,24		135 888,24
17	LA ROCHELLE	1722071	CA de la Rochelle - Action foncière sur le secteur boulevard Sautel - Ilot Robinet	1 664 604,62	30 066,98	1 563,79	1 693 107,81
17	LA ROCHELLE	1722073	CA de la Rochelle - Action foncière sur le secteur Rompsay - Ilot Ocar	-132,50	12 738,31	3 642,64	8 963,17
17	SAINT-XANDRE	1722079	Saint Xandre - Réalisation - Revitalisation du centre bourg phase 2	1 000 155,42	973 341,59	2 059,35	1 971 437,66
17	TESSON	1722107	Tesson - Veille - Ilot Impasse des Glycines				-
17	DOLUS-D'OLERON	1723005	CC de l'ile d'oleron - réalisation - maitrise fonciere 'ilot " route de st piere" - Dolus D'oléron		456 282,30	19 508,06	436 774,24
17	VAUX-SUR-MER	1723008	Vaux-sur-mer - Réalisation - Création de logements chemin de Chauchamp (A3038)	165 147,36	71 581,00	236 728,36	-
17	SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE	1723010	Saint Georges De Didonne - Réalisation - logements sur les sites de la DUP multisites	2 378 903,96	19 986,05	16,00	2 398 874,01
17	SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE	1723011	Saint Georges de Didonne - Réalisation - Logements sociaux - 50 Chemin de margite	141 771,36	256,00	141 301,00	726,36
17	SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE	1723012	Saint Georges de Didonne - Réalisation - Fonchain - Rue du commandant cousin	46 454,40		142,88	46 311,52
17	SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE	1723013	Saint Georges de Didonne - Réalisation - Logements aidés - Les Perrasses	-13 702,19			-13 702,19
17	SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE	1723014	Saint Georges de Didonne - Réalisation - Rue de Médis	314 234,20	2 122,12	481,00	315 875,32
17	SAUJON	1723016	Saujon - Réalisation - Opérations multisites de logements en centre bourg	504 983,65	561 914,24		1 066 897,89
17	ROYAN	1723018	Royan - Réalisation de logements aidés - La robinière - Cl 810/826	3 273,00			3 273,00
17	ROYAN	1723019	Royan - Réalisation - Production de logements DUP multisites		2 921 813,41		2 921 813,41
17	ROYAN	1723020	Royan - Réalisation de logements aidés - Allée des Mignardises (AY133)	1 087,78	128,55	24,78	1 191,55
17	ROYAN	1723021	Royan - Réalisation - Projet chemin de la Glacière	442 859,57	3 543,16		446 402,73
17	ROYAN	1723022	Royan - Réalisation de logements aidés - Ilot st pierre / av de rochefort - BH158/159	700 170,78			700 170,78
17	GUITINIERES	1723046	Guitinières - Veille - Amenagement du domaine de la cour	350 487,37	7 855,96	52 977,17	305 366,16
17	ARVERT	1723047	Arvert - Réalisation - Développement offre de logements - Secteur les Moulinades	621 321,54	5 972,49		627 294,03
17	PONS	1723048	Pons - Veille - Revitalisation du centre-ville Pons	1 898,53	6 292,26		8 190,79
17	SAINT-MEDARD-D'AUNIS	1723054	Saint Médard d'Aunis - Réalisation - Ilot Allée de la Mairie	-4 620,00	4 609,79	50,13	-60,34
17	TESSON	1723118	Tesson - Réalisation - Action foncière ilot Impasse des Glycines	106 863,05	2 580,21		109 443,26
17	CHADENAC	1723131	Chadenac - Réalisation - Revitalisation du centre bourg	129 924,04	736,00		130 660,04
17	TONNAY-CHARENTE	1723139	Tonnay-Charente - Réalisation - Développement d'une opération de logement locatif social	216 214,41	3 066,36		219 280,77
17	THENAC	1724016	Thénac - Réalisation - Redynamisation de l'ilot Place du Marché	1 521,61	152 937,19		154 458,80
19	ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	1917051	Argentat sur Dordogne - Redynamisation centre ville & valorisation des berges de la Dordogne	195,00	159,00		354,00
19	USSEL	1917052	Ussel - Revitalisation du centre-ville	314 080,45	30,00		314 110,45
19	TULLE	1918117	Tulle - Redynamisation du coeur historique	200 535,33	338 901,39	160 488,19	378 948,53
19	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	1919074	Beaulieu sur Dordogne - Revitalisation du centre bourg	49 431,94	1 588,56		51 020,50
19	DONZENAC	1919156	Donzenac - Résorption de bâtis vacants & dégradés en centre bourg	104 960,80	6 017,87		110 978,67
19	TREIGNAC	1920050	Treignac - Réhabilitation d'un bâti remarquable en coeur de bourg	-			-
19	BRIVE-LA-GAILLARDE	1922046	Brive la Gaillarde - opérationnelle - Requalification de l'îlot guierle	507 145,39	6 007,01		513 152,40
19	CHAMBOULIVE	1922053	Chamboulive - Réalisation d'un tiers lieu culturel	102 546,96	5 460,41		108 007,37
19	NEUVIC	1922098	Neuvic - Réalisation - Maintien d'un tiers lieu culturel et associatif	63 000,00	2 186,44		65 186,44
19	BRIVE-LA-GAILLARDE	1923038	CA du bassin de Brive - Etudes - Réalisation gisement foncier à vocation economique		3 381,50		3 381,50
19	ALLASSAC	1923105	Allassac - Realisation - Requalification de l'Ilot Bourdarias		98 502,10		98 502,10
19	TULLE	1923134	Tulle - Réalisation - Requalification Ilot Victor Hugo	330 451,89	173 944,33	2 519,14	501 877,08
19	USSAC	1924002	Ussac - Veille- Production de logements locatifs sociaux		347 300,00		347 300,00
19	EGLETONS	1924093	Egletons - Réalisation - Reconversion de la minoterie		424 000,00		424 000,00
23	BOURGANEUF	2317053	Bourganeuf - Revitalisation du centre bourg	76 870,15	336,95	1 249,25	75 957,85
23	LA SOUTERRAINE	2317054	La Souterraine - Revitalisation du centre bourg	151 542,95	4 029,84		155 572,79
23	GUERET	2317077	CA du Grand Guéret - Aménagement d'un pôle d'échange multimodal en gare de Guéret	335 352,77	23 305,38	329 701,28	28 956,87
23	GUERET	2318054	Guéret - Redynamisation du centre ville	-206,00	1 831,00	1 625,00	-
23	AUBUSSON	2318080	Syndicat Mixte de la cité internationale de la tapisserie - Extension de la cité d'Aubusson	2 473,50		2 473,50	-
23	SAINT-FIEL	2318082	Saint Fiel - Réalisation d'un projet mixte en centre bourg	76 338,61	114,01	76 454,62	-2,00
23	MARSAC	2319004	Marsac - Revitalisation du centre bourg	103 712,44	49,55		103 761,99
23	DONTREIX	2319054	Dontreix - Revitalisation du centre bourg	709,64	804,36	744,00	770,00
23	JARNAGES	2319056	Jarnages - Revitalisation du centre bourg	184 130,26	715,99	32 249,95	152 596,30
23	GOUZON	2319122	Gouzon - Requalification de bâtisses vacantes & dégradées & ancien local professionnel	806,12	400,60	883,33	323,39
23	MAISONNISSES	2321033	Maisonnisses - Acquisition & reconversion de plusieurs bâtis vacants	42 210,11	1 779,31	25 039,94	18 949,48
23	AHUN	2321037	Ahun - Reconversion de plusieurs bâtis vacants en centre bourg	19 481,20	136,00		19 617,20
23	MOURIOUX-VIEILLEVILLE	2321038	Mourioux Vieilleville - Revitalisation du centre bourg	32 871,33	224,21		33 095,54
23	GOUZON	2321090	Gouzon - Action foncière pour la requalification d'une maison de bourg	31 500,00	78,08		31 578,08
23	MAINSAT	2321101	CC Marche et Combraille en Aquitaine - préservation de la maison de sante de la commune de Mainsat	153 107,17	3 499,09	156 506,26	100,00
23	PARSAC-RIMONDEIX	2322001	Parsac Rimondieux - Réalisation - Maison assistantes maternelles & logements locatifs communaux	87 412,78	254,11		87 666,89
23	FAUX-LA-MONTAGNE	2322008	Faux la Montagne - Réalisation - Développement économique à l'échelle du centre bourg	40 500,00	2 809,09		43 309,09
23	GUERET	2322012	Guéret - requalification d'une friche industrielle	28,80			28,80
23	ROYERE-DE-VASSIVIERE	2322051	Royere de Vassiviere - Préservation d'un commerce dans le centre bourg	83 153,56	373,69		83 527,25
23	AUZANCES	2322052	Auzances - reconquete d'une batisse vacante et dvp economique de la commune		32 587,98	72,49	32 515,49
23	BUDELIERE	2323126	Budeliere - Réalisation - Réinvestissement d'une auberge en centre-bourg		90 015,37		90 015,37
23	GUERET	2324002	Guéret - Réalisation - Réhabilitation 5 Grand Rue	60 567,40	2 881,91	2 100,00	61 349,31
23	GUERET	2324003	Guéret - Réalisation - Réinvestissement ilot Carnot	487 335,11	19 758,51	25,00	507 068,62
24	BERGERAC	2417089	Bergerac - Centre ville	1 358 799,99	46 361,83	347 960,97	1 057 200,85
24	SARLIAC-SUR-L'ISLE	2418004	Sarliac s/ l'Isle - Développement de l'habitat	20 865,88	15 206,28	36 072,16	-
24	MONTPON-MENESTEROL	2418011	Montpon Menesterol - Revitalisation du centre bourg	17 608,37	858,00	705,37	17 761,00
24	PERIGUEUX	2418028	Périgueux - Développement de la ZAC du grand quartier de la gare	3 938 710,14	193 684,63	341 719,70	3 790 675,07
24	MONTPON-MENESTEROL	2418038	CC Isle Double Landais - Action foncière pour le développement économique	-570,40	570,40		-
24	CHANCELADE	2418079	Chancelade - Développement et densification de l'habitat	257 251,55	207 720,05		464 971,60
24	LE FLEIX	2418107	Le Fleix - Développement et densification de l'habitat	751,00		45,00	706,00
24	CHANCELADE	2418111	CA du Grand Périgueux - Développement économique - Commune de Chancelade	874 902,32	14 150,34	974,35	888 078,31
24	PAYS DE BELVES	2418125	Pays de Belvès - Revitalisation du centre bourg	1 611,03	285,50	1 896,53	-
24	SAINT-GENIES	2418135	Saint Geniès - Action foncière pour le développement de l'habitat	0,01		0,01	-
24	MONPAZIER	2418164	Monpazier - Revitalisation du centre bourg	167 777,54	2 190,42	641,00	169 326,96
24	PAUSSAC-ET-SAINT-VIVIEN	2418177	Paussac & St Vivien - Revitalisation du centre bourg	3 020,73	677,12	3 697,85	-
24	GRIVES	2419023	Grives - Redynamisation du centre bourg	63 607,72	179,37	23,05	63 764,04
24	MARSAC-SUR-L'ISLE	2419024	Marsac sur l'Isle - Développement et densification de l'habitat	104 988,62	8 633,97	285,98	113 336,61
24	CARSAC-AILLAC	2419043	CC du Pays de Fénelon - Requalification d'une friche	86,43		86,43	-
24	ISSIGEAC	2419044	Issigeac - Revitalisation du centre bourg	56,00		56,00	-
24	FAUX	2419053	Faux - Revitalisation du centre bourg	4 367,57			4 367,57
24	ANTONNE-ET-TRIGONANT	2419065	Antonne et Trigonant - Action foncière pour la production de logements	306 700,28	102,00	30 337,00	276 465,28
24	SAINT-POMPONT	2419067	Saint Pompont - Redynamisation du centre bourg	16 058,76	179,37		16 238,13
24	VILLAMBLARD	2419069	Villamblard - Revitalisation du centre bourg	-44,08	44,08		-
24	MONTREM	2419072	Montrem - Revitalisation du centre bourg	-68,63	68,63		-
24	MENSIGNAC	2419073	Mensignac - Revitalisation du centre bourg	149 587,86	103 808,16		253 396,02
24	LANQUAIS	2419084	Lanquais - Revitalisation du centre bourg	3 856,50	1 134,51	218,67	4 772,34
24	SAINT-AUBIN-DE-CADELECH	2419085	Saint Aubin de Cadelech - Revitalisation du centre bourg	42 340,86	298,95		42 639,81
24	SAINT-PIERRE-DE-COLE	2419086	Saint Pierre de Côle - Redynamisation du centre bourg	60 172,44	1 582,80	60 992,44	762,80
24	BOULAZAC ISLE MANOIRE	2419118	CA du Grand Périgueux - Développement économique de la ZAC EPICENTRE	-194,49	37,67		-156,82

COMPTE FINANCIER 2024

STOCKS PAR DEPARTEMENTS ET PAR CONVENTIONS AU 31.12.2024

DEPT	COMMUNE	AFFAIRES	LIBELLE AFFAIRES	STOCK FINAL 2023	2024 - D	2024 - R	STOCK FINAL 2024
24	SAINT-JORY-DE-CHALAIS	2419123	Saint Jory de Chalais - Redynamisation du centre bourg	74 776,77	185,35		74 962,12
24	CHATEAU-L'EVEQUE	2419126	Château l'Evêque - Redynamisation du centre bourg	139 452,61	503,73	139 909,35	46,99
24	AGONAC	2419133	Agonac - Redynamisation du centre bourg	92 495,76	1 146,84		93 642,60
24	SALIGNAC-EYVIGUES	2419134	CC du Pays de Fénelon - Redynamisation du centre bourg	-36,52	36,52		-
24	MARSAC-SUR-L'ISLE	2419137	CA du Grand Périgueux - Développement économique de péri-ouest	320 928,54	17 450,81	66 056,75	272 322,60
24	SAINTE-NATHALENE	2419148	Sainte Nathalène - Redynamisation du centre bourg	144 140,29	804,16	144 787,29	157,16
24	COLY-SAINT-AMAND	2419149	Coly Saint Amand - Redynamisation du centre bourg	184 995,47	1 676,11	18 000,00	168 671,58
24	SAINT-JEAN-DE-COLE	2419151	Saint Jean de Côle - Redynamisation du centre bourg	126 177,30	772,79	126 177,30	772,79
24	SARLAT-LA-CANEDA	2419159	CC Sarlat Périgord Noir - Requalification d'une friche industrielle	2 224 441,16	275 518,36	1 644,03	2 498 315,49
24	SAINT-CAPRAISE-DE-LALINDE	2420015	Saint Capraise de Lalinde - Revitalisation du centre bourg	107 945,86	149,48	108 095,34	-
24	MAYAC	2420061	Mayac - Redynamisation du centre ville	-			-
24	NABIRAT	2420078	Nabirat - Redynamisation du centre bourg	1 089,01	186,84	36,01	1 239,84
24	SAINT-MAYME-DE-PEREYROL	2420079	Saint Mayme de Pereyrol - Redynamisation du centre bourg	197 062,77	1 163,26	198 553,39	-327,36
24	BOURROU	2420083	Bourrou - Redynamisation du centre bourg	27 752,86	1 822,85		29 575,71
24	PERIGUEUX	2420085	CA du Grand Périgueux - Développement du grand quartier de la gare	48 219,42	2 494,73	4 912,86	45 801,29
24	CAMPAGNAC-LES-QUERCY	2420088	Campagnac Les Quercy - Redynamisation du centre bourg	30 300,00	2 497,74	3 000,00	29 797,74
24	TRELISSAC	2421008	Trélissac - Développement de l'habitat	1 925,00		1 925,00	-
24	SAINT-CYPRIEN	2421014	Saint Cyprien - Revitalisation du centre bourg	145 379,26	1 616,52		146 995,78
24	COUX ET BIGAROQUE-MOUZENS	2421018	Coux et Bigaroque-Mouzens - Redynamisation du centre bourg	43,22	224,21	267,43	0,00
24	CHERVEIX-CUBAS	2421056	Cherveix-Cubas - Redynamisation du centre bourg	73 822,08	57,00	73 882,08	-3,00
24	LAVAUR	2421071	Lavaur - Redynamisation du centre bourg	41 000,00	6 449,27		47 449,27
24	SAINT-AULAYE-PUYMANGOU	2421120	Saint Aulaye Puymangou - Réalisation - Revitalisation du centre bourg	99 000,00	4 466,84	2 401,43	101 065,41
24	TERRASSON-LAVILLEDIEU	2421123	Terrasson-Lavilledieu - Veille - Redynamisation du quartier de la gare	195 203,61	15 717,11		210 920,72
24	VEYRINES-DE-DOMME	2421124	Veyrines de Domme - Revitalisation du centre bourg	336 666,00	6 368,97	32 000,00	311 034,97
24	JUMILHAC-LE-GRAND	2422041	Jumilhac le Grand - Revitalisation du centre bourg	87 162,90	448,43	200,03	87 411,30
24	LACROPTE	2422042	Lacropte - Revitalisation du centre bourg	63 532,16	509,72		64 041,88
24	CHATEAU-L'EVEQUE	2422056	Château l'Evêque - Réalisation - Développement économique	128 012,92	25,93		128 038,85
24	SAINT-FELIX-DE-VILLADEIX	2422102	Saint Felix De Villadeix - realisation - Redynamisation centre ancien	140 866,57	55 873,54		196 740,11
24	VERGT	2423030	Vergt - Réalisation - Requalification friche bd eugene le roy - AE 154	-	179 415,13		179 415,13
24	SAINT-GENIES	2423034	Saint Geniès - Réalisation - Redynamisation du centre ancien	-	203 022,27		203 022,27
24	PAYS DE BELVES	2423035	Pays de Belvès - Réalisation - Rue Jacques Manchote	-	37 990,78		37 990,78
24	MONBAZILLAC	2423037	Monbazillac - Réalisation - Redynamisation du centre bourg	-	479 003,00		479 003,00
24	BASSILLAC ET AUBEROCHE	2423069	Bassillac et Auberoche - Réalisation - Développement de l'Habitat	-	193 180,00		193 180,00
24	TOCANE-SAINT-APRE	2423086	Tocane-Saint-Apre - Réalisation - Développement de l'habitat et du commerce en Centre Bourg	-	85 500,00		85 500,00
24	TEYJAT	2423091	Teyjat - Réalisation - Développement de l'Habitat	-	49 646,14		49 646,14
24	SAINT MARTIAL DE VALETTE	2423100	Nontron - Réalisation - Requalification ancien quartier de la gare - St Martial de Valette	-	59 508,35	225,68	59 282,67
24	EGLISE-NEUVE-DE-VERGT	2423140	Eglise-Neuve-de-Vergt - Veille - Reconversion d'une friche en vue dvpt habitat et commerces	-	3 829,00		3 829,00
24	RIBERAC	2424069	Ribérac - Réalisation - Développement commerce et services en centre-ville	-	152,25		152,25
33	LIBOURNE	3317037	Libourne - Redynamisation du centre bourg	3 478 944,55	296 707,76	1 959 443,38	1 816 208,93
33	LACANAU	3317056	Lacanau - Densification du centre bourg et développement de l'habitat	11 144,01	180,86	34,86	11 290,01
33	LACANAU	3317057	Lacanau - Opération d'action foncière de la station-balnéaire	18 420,92	4 252,57	819,64	21 853,85
33	CREON	3317058	Créon - Revitalisation du centre bourg	541 647,63	25 310,41	5 150,64	561 807,40
33	CABANAC-ET-VILLAGRAINS	3317064	Cabanac & Villagrains - Reconversion de friche et développement du parc de logements	-			-
33	RAUZAN	3317069	Rauzan - Redynamisation du centre bourg	119 061,75	270 182,26	178 048,95	211 195,06
33	ETAULIERS	3317071	Etauliers - Requalification friche urbaine et réhabilitation d'un bâti en centre bourg	471 723,50	4 131,12		475 854,62
33	EYRANS	3317072	Eyrans - Réalisation d'un programme de logements mixtes en centre-bourg	99 050,39	4 229,46		103 279,85
33	COUTRAS	3318013	Coutras - Requalification du quartier de la Gare	1 379 898,92	24 042,23	5 808,25	1 398 132,90
33	LA LANDE-DE-FRONSAC	3318018	La Lande de Fronsac - Restructuration du centre bourg	239 415,61	1 366,00	240 746,61	35,00
33	VAYRES	3318019	Vayres - Action foncière pour la production de logements	1 016 508,72	5 618,77	1 447,00	1 020 680,49
33	GUJAN-MESTRAS	3318032	Gujan Mestras - Action foncière pour la production de logements	12 605 344,37	119 381,26	877 657,44	11 847 068,19
33	GUJAN-MESTRAS	3318033	Gujan Mestras - Action foncière pour le développement de la commune	511 571,95	73,00		511 644,95
33	SAINTE-FOY-LA-GRANDE	3318040	Sainte Foy la Grande - Revitalisation du centre bourg	627 671,70	18 791,77	3 150,00	643 313,47
33	PESSAC	3318046	Bordeaux Métropole - Développement de l'habitat à Pessac	348 133,01	1 568,72	4 620,00	345 081,73
33	MERIGNAC	3318048	Bordeaux Métropole - Activité éco sur le site de projets de l'OIM Aéroparc	9 740 606,64	2 761 027,86	6 204 869,80	6 296 764,70
33	SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	3318051	Bordeaux Métropole - Développement de l'habitat à Saint Aubin de Médoc	39,00			39,00
33	CANEJAN	3318059	Canéjan - Densification et développement de l'habitat	786 960,67	3 293,78	856,79	789 397,66
33	IZON	3318063	Izon - Reconversion de friches et habitat	59 138,31	50 703,31	69 699,41	40 142,21
33	QUEYRAC	3318066	Queyrac - Développement et densification de l'habitat	-34,08	34,08		-
33	SAINT-JEAN-D'ILLAC	3318078	Saint Jean d'Illac - Développement de l'offre de logements	806 599,33	4 897,04	445 584,83	365 911,54
33	CENON	3318083	Bordeaux Métropole - Développement économique à Lissandre, Cenon et Lormont	72,00			72,00
33	CADAUJAC	3318087	Cadaujac - Redynamisation du centre bourg et production de logements	117 592,47	1 289,61		118 882,08
33	LOUPIAC	3318088	Loupiac - Redynamisation du centre bourg	-			-
33	CAPTIEUX	3318096	Captieux - Redynamisation du centre bourg	276 540,82	8 570,53	150 717,00	134 394,35
33	CADILLAC	3318104	Cadillac - Redynamisation du centre bourg	1 093 177,08	250 251,64		1 343 428,72
33	CERONS	3318105	CC Convergence Garonne - Développement économique	213 863,36	4 474,16	1,55	218 335,97
33	LA TESTE-DE-BUCH	3318112	La Teste de Buch - Action foncière en faveur de la production de logements	329 421,90	43 313,55	56 440,15	316 295,30
33	LUSSAC	3318113	Lussac - Redynamisation du centre bourg	10 381,86		10 381,86	-
33	AILLAS	3318114	Aillas - Réhabilitation du centre bourg	1 954,48	206,28	371,76	1 789,00
33	PAUILLAC	3318117	Pauillac - Revitalisation du centre bourg	170 333,30	5 706,21	1 400,94	174 638,57
33	LA REOLE	3318118	La Réole - Redynamisation du centre bourg	395 159,26	18 434,85	4 262,87	409 331,24
33	SOULAC-SUR-MER	3318121	Soulac sur Mer - Développement économique	1 882 362,53	14 531,26		1 896 893,79
33	PETIT-PALAIS-ET-CORNEMPS	3318165	Petit Palais et Cornemps - Redynamisation du centre bourg	231 055,99	1 928,12		232 984,11
33	SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC	3318166	Saint André de Cubzac - Redynamisation du quartier de la gare	1 804 831,35	36 638,70		1 841 470,05
33	SAINT-EMILION	3318168	Saint Emilion - Redynamisation du centre bourg	511 480,57	9 910,43	698,00	520 693,00
33	MACAU	3318172	Macau - Revitalisation du centre bourg	846 881,03	10 292,71	13 785,63	843 388,11
33	BAZAS	3318174	CC du Bazadais - Développement économique	15 700,00			15 700,00
33	SAINT-SAVIN	3318178	Saint Savin - Restructuration du centre bourg	104 973,15	164,43		105 137,58
33	GIRONDE-SUR-DROPT	3319006	Gironde sur Dropt - Restructuration du centre bourg	127 273,74	3 759,33	405,00	130 628,07
33	PUGNAC	3319008	Pugnac - Développement de l'habitat	240 320,00	13 460,07	207 180,00	46 600,07
33	CASTELNAU-DE-MEDOC	3319009	Castelnau de Médoc - Revitalisation du centre bourg	142 775,94	2 281,80		145 057,74
33	PINEUILH	3319016	Pineuilh - Développement de l'habitat		134 623,99	8 107,08	126 516,91
33	CASTILLON-LA-BATAILLE	3319028	Castillon la Bataille - Redynamisation du centre ancien	635 952,84	14 708,99	11 536,97	639 124,86
33	SAINT-LAURENT-DU-BOIS	3319029	Saint Laurent du Bois - Redynamisation du centre bourg	158 624,78	1 391,09	158 624,78	1 391,09
33	MARGUERON	3319039	Margueron - Action foncière pour la production de logements	49 342,11			49 342,11
33	MERIGNAC	3319060	Région Nouvelle Aquitaine - Développement éco de la filière aéronautique	16 636,29		16 636,29	-
33	TALAIS	3319083	Talais - Développement et densification de l'habitat	3 690,56			3 690,56
33	GAURIAC	3319112	Gauriac - Redynamisation du centre bourg	84 297,43	1 790,31	84 297,43	1 790,31
33	SAINT-DENIS-DE-PILE	3319115	Saint Denis de Pile - Développement de l'habitat	95 429,28	44 134,90	646,00	138 918,18
33	SAINT-PIERRE-D'AURILLAC	3319116	Saint Pierre d'Aurillac - Action foncière pour le développement de l'habitat	65 057,36			65 057,36
33	LE VERDON SUR MER	3319144	Verdon sur Mer - Développement et densification de l'habitat	12,00		12,00	-
33	MIOS	3319152	Mios - Revitalisation du centre bourg	888 879,75	4 007,57	2 739,97	890 147,35
33	TOULENNE	3319153	Toulenne - Redynamisation du centre bourg	310 802,45	7 376,61	28 000,00	290 179,06
33	LANGON	3319163	CC Sud Gironde - Requalification du quartier de la gare	197 956,91	94 435,40	68 310,59	224 081,72
33	MERIGNAC	3320006	Bordeaux Métropole - Intervention foncière sur les espaces en tension	5 117 321,38	176 747,16	1 053 426,30	4 240 642,24
33	MERIGNAC	3320007	Bordeaux Métropole - Développement éco sur secteur Hiippodrome/Château Rouquey	1 427 029,26	85 844,58	1 541 707,85	-28 834,01
33	MONTAGNE	3320020	Montagne - Action foncière pour la production de logements	51 002,65	449,98	614,84	50 837,79
33	BIGANOS	3320021	Biganos - Redynamisation du centre bourg				-
33	CAMPS-SUR-L'ISLE	3320037	Camps sur l'Isle - Développement de l'habitat et reconversion de friches	145 309,66	215 113,15	12,00	360 410,81
33	SAINT-GIRONS-D'AIGUEVIVES	3320038	Saint Girons d'Aiguevives - Redynamisation du centre bourg	2 096,67	418,53	815,67	1 699,53
33	SAINT-PAUL	3320040	Saint Paul - Redynamisation du centre bourg	988,62			988,62
33	POMPEJAC	3320064	Pompéjac - Redynamisation du centre bourg	158 977,68	103,72		159 081,40
33	PRECHAC	3320065	Préchac - Redynamisation du centre bourg	82 844,74	373,69		83 218,43
33	FARGUES-SAINT-HILAIRE	3320066	Fargues Saint Hillaire - Redynamisation du centre bourg	54 926,77		54 926,77	-
33	SAINT-SYMPHORIEN	3320067	Saint Symphorien - Reconversion d'une friche industrielle	36 173,00			36 173,00
33	GUITRES	3320071	Guîtres - Requalification du centre bourg	404 859,92	12 057,50	1 674,03	415 243,39
33	ARCACHON	3320072	Arcachon - Maintien du commerce en centre-ville	720,00			720,00
33	ARCACHON	3320073	Arcachon - Action foncière pour la production de logements	5 797,23	1 172,82	2 280,26	4 689,79
33	ARCACHON	3324046	Arcachon - Veille - Production de logements rue Jehenne	646 584,40	16 290,54	6 723,44	656 151,50
33	ARCACHON	3324047	Arcachon - Réalisation - Production de logements "Avenue de la Libération"	1 286 729,18	2 372,67		1 289 101,85

COMPTE FINANCIER 2024

STOCKS PAR DEPARTEMENTS ET PAR CONVENTIONS AU 31.12.2024

DEPT	COMMUNE	AFFAIRES	LIBELLE AFFAIRES	STOCK FINAL 2023	2024 - D	2024 - R	STOCK FINAL 2024
33	ARCACHON	3324048	Arcachon - Réalisation - Production de logements "rue Baleste Guilhem et Thomas Illyricius"	2 242 918,48	20 287,89		2 263 206,37
33	ARCACHON	3324050	Arcachon - Production de logements "Avenue du Général Berdoulat"	901 765,97	2 678,90		904 444,87
33	ARCACHON	3324049	Arcachon - Réalisation - Production de logements "Avenue de la Règue Verte"	996 413,33	4 806,97	647,00	1 000 573,30
33	SAINTE-FOY-LA-GRANDE	3320074	Sainte Foy La Grande - Reconquête des bâtis dégradés et des logements indignes en coeur de bastide	34 702,80	2 990,63	1 552,00	36 141,43
33	SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE	3320075	Saint Ciers sur Gironde - Redynamisation du centre bourg	77 742,07	3 192,67	397,00	80 537,74
33	NAUJAN-ET-POSTIAC	3320080	Naujan & Postiac - Production de logements	119 500,00	5 179,84		124 679,84
33	CREON	3320081	CC du Créonnais - Action foncière pour le développement économique	435 775,58	448,43		436 224,01
33	CIVRAC-DE-BLAYE	3320084	Civrac de Blaye - Redynamisation du centre bourg	138 500,00	2 738,53		141 238,53
33	LA BREDE	3320089	La Brède - Redynamisation du centre bourg				-
33	LA BREDE	3320090	La Brède - Requalification d'une ZA Coudougney/Souriguey Mons	34 656,55		34 656,55	-
33	LANGOIRAN	3321015	Langoiran - Redynamisation du centre bourg	500,00			500,00
33	SAINT-FERME	3321021	Saint Ferme - Redynamisation du centre bourg	3 500,00			3 500,00
33	SAINT-LOUBES	3321022	Saint Loubès - Redynamisation du centre ville	409 930,46	5 039,74	16 200,00	398 770,20
33	PLASSAC	3321032	Plassac - Redynamisation du centre bourg	180 714,59	2 378,01	835,00	182 257,60
33	SAINT-LAURENT-MEDOC	3321043	Saint Laurent Médoc - Développement de l'habitat	24,00			24,00
33	LAMARQUE	3321044	Lamarque - Redynamisation du centre bourg		100,10		100,10
33	CABARA	3321052	Cabara - Redynamisation du centre bourg	108 362,17	359,75	223,00	108 498,92
33	FLOIRAC	3321053	EPA de Bordeaux Euratlantique - OIN secteur Souys sud Floirac	6 187 744,47	211 295,68	214 579,47	6 184 460,68
33	PUJOLS-SUR-CIRON	3321064	Pujols sur Ciron - Action fonciere pour la production d'habitat	4 400,00	163 925,00		168 325,00
33	MARSAS	3321066	Marsas - Production de logements	245 237,04	763,67		246 000,71
33	VERAC	3321067	Verac - developpement du centre bourg	2 750,00			2 750,00
33	SAUCATS	3321069	Saucats - Revitalisation du centre bourg	543 132,73	30 383,64	7 267,72	566 248,65
33	PREIGNAC	3321075	Preignac - Production d'habitat	61 657,85	75,34	37,67	61 695,52
33	PELLEGRUE	3321076	Pellegrue - Redynamisation du centre ancien	107 982,01	5 274,24		113 256,25
33	EGLISOTTES-ET-CHALAURES	3321077	Eglisottes et Chalaures - Revitalisation du centre bourg	455,00	900,00		1 355,00
33	SAINT-MEDARD-DE-GUIZIERES	3321081	Saint Médard de Guizieres - Revitalisation du centre bourg	25 600,00			25 600,00
33	FLOIRAC	3321097	EPA de Bordeaux Euratlantique - OIN secteur Souys nord Garonne Eiffel				-
33	YVRAC	3322004	Yvrac - Veille secteur avenue du pin Franc	214 770,28	1 103,40		215 873,68
33	SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC	3322022	Saint André de Cubzac - Veille - Production de logements locatifs sociaux	580,43	404 377,78		404 958,21
33	SOULAC-SUR-MER	3322024	Soulac sur Mer - Protection de l'environnement Sable d'Argent	8 866,42			8 866,42
33	LATRESNE	3322037	Latresne - Redynamisation du centre bourg et production de logements	2 243 831,43	8 204,64		2 252 036,07
33	MAZERES	3322038	Mazères - Réalisation - Restructuration du centre bourg Cazebonne	229 649,39	577,82		230 227,21
33	FLOIRAC	3322093	Bordeaux Metropole - multisites - intervention sur des secteurs de renouvellement urbain	1 994 073,04	11 080 619,39	9 040,04	13 065 652,39
33	GAURIAC	3322096	Gauriac - réalisation - action fonciere au titre du FPDRNM	3 250,00	732 263,13	714 263,28	21 249,85
33	SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX	3323002	Saint Caprais de Bordeaux - Veille - Production de logements 17 Avenue de Loustallaut				-
33	VAL DE VIRVEE	3323003	Val de Virvee - Réalisation - Le fortin	750 000,00	11 638,23		761 638,23
33	SOULAC-SUR-MER	3323006	Soulac sur Mer - Réalisation - "Les Naiades" (21 boulevard de l'Amélie - AT25)		1 474 130,20		1 474 130,20
33	BIGANOS	3323024	Biganos - Réalisation - 49 Avenue de la libération - AI 282	362 312,50	5 985,18	366 373,25	1 924,43
33	HOURTIN	3323027	Hourtin - Veille - Requalification de l'ancien CFM - BP 303/AD 528/AD 587	3 800,00			3 800,00
33	FLOIRAC	3323041	EPA de Bordeaux Euratlantique - Réalisation - OIN secteur Rive droite	5 486 726,50	412 872,79		5 899 599,29
33	CASTILLON LA BATAILLE	3323056	Castillon-la-Bataille - réalisation - 29 rue des Frères Daud	181 473,36	652 223,96		833 697,32
33	BEGLES	3323075	EPA de Bordeaux Euratlantique - OIN Secteur Begles Garonne	810 406,47	228 036,55		1 038 443,02
33	POMPIGNAC	3323083	Pompignac - Veille - Developpement de la Commune		700,00		700,00
33	SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC	3323096	Saint André de Cubzac - Réalisation - 129 rue Nationale (AD166/706)	448 424,27	2 784,90		451 209,17
33	SAINT-DENIS-DE-PILE	3323103	Saint Denis de Pile - Réalisation - Developpement culturel du centre bourg		203 913,70	3 072,58	200 841,12
33	MARTILLAC	3323111	Martillac - Réalisation - 9/11 Avenue Charles - C511/1263		600 197,42		600 197,42
33	SAINT-LEON	3324151	Saint-Léon - Réalisation - Requalification urbaine du secteur "Gaillard Bourg"		490,29		490,29
33	AILLAS	3323130	Aillas - Veille - Centre Bourg Reprise friche "Maison Beyrie"		63,00		63,00
33	VERAC	3324021	Vérac - Veille - Redynamisation du Centre Bourg		181 143,76	2 883,87	178 259,89
33	IZON	3324022	Izon - Réalisation - 115, 119 & 129 Avenue du Général de Gaulle	312 850,88	1 735,00	268 000,00	46 585,88
33	IZON	3324023	Izon - Réalisation - 86 Avenue des Anciens Combattants	357 868,01	13 620,55		371 488,56
33	IZON	3324024	Izon - Réalisation - 476 Avenue du Général de Gaulle	311 965,08	1 615,95	145 000,00	168 581,03
33	IZON	3324025	Izon - Réalisation - Chemin de Lavergne	448 751,49	4 701,70		453 453,19
33	IZON	3324026	Izon - Réalisation - Route d'Anglumeau	353 747,30	195,00		353 942,30
33	IZON	3324027	Izon - veille stratégique	281 318,20	247 525,20		528 843,40
33	LA TESTE-DE-BUCH	3324034	La Teste de Buch - Réalisation - Ilot Dignac	486 069,39	2 425,00		488 494,39
33	LA TESTE-DE-BUCH	3324035	La Teste de Buch - Réalisation - Façade Maritime	914 909,95	1 221 367,46	3 000,00	2 133 277,41
33	LA TESTE-DE-BUCH	3324036	La Teste de Buch - Réalisation - Rue du Port	873 397,94	8 085,00		881 482,94
33	LA TESTE-DE-BUCH	3324037	La Teste de Buch - Réalisation - Ilot les Boyens	263 022,73	1 704,00		264 726,73
33	LA TESTE-DE-BUCH	3324038	La Teste de Buch - Réalisation - Ilot Franklin	467 282,07	1 640,00		468 922,07
33	LA TESTE-DE-BUCH	3324039	La Teste de Buch - Réalisation - Secteur Baou	93 405,79	670,32		94 076,11
33	LA TESTE-DE-BUCH	3324040	La Teste de Buch - Réalisation - Rue du Général Castelnau	439 630,55	4 061,60	430 000,00	13 692,15
33	LA TESTE-DE-BUCH	3324041	La Teste de Buch - Réalisation - 4 Imp Galliéni/25 rue Victor Hugo	1 627 374,19	18 009,92	24 265,80	1 621 118,31
33	LA TESTE-DE-BUCH	3324042	La Teste de Buch - Réalisation - Opération de logements rue du Port/rue de la Humeyre	1 287 947,96	259 055,76		1 547 003,72
33	LA TESTE-DE-BUCH	3324043	La Teste de Buch - Réalisation - Chemin de la Procession	904 217,42	4 559,22		908 776,64
33	LA TESTE-DE-BUCH	3324044	La Teste de Buch - Réalisation - Opération logements rue Lody & Charles de Gaulle	842 051,31	38,98		842 090,29
33	LIBOURNE	3324068	Libourne - Veille - Requalification du quartier des Chais		750 000,00		750 000,00
33	COUTRAS	3324083	Coutras - Veille stratégique pour la production de logements		323 030,93	56,35	322 974,58
33	SAINT-LOUBES	3324089	Saint Loubès - Veille - Production de logements locatifs sociaux	667,80	796,20		1 464,00
33	SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX	3324131	Saint Caprais de Bordeaux - Réalisation - Production de logements secteur "17 avenue de Loustallaut"		639,48		639,48
47	MEILHAN-SUR-GARONNE	4717074	Meilhan sur Garonne - Redynamisation du centre bourg	353 223,05	6 653,80	36 264,66	323 612,19
47	SAINTE-BAZEILLE	4718026	Sainte-Bazeille - Redynamisation du centre bourg	78 618,09	1 088,31	78 618,09	1 088,31
47	COCUMONT	4718030	Cocumont - Redynamisation du centre bourg	-			-
47	SAINT-BARTHELEMY-D'AGENAIS	4718039	Saint Barthélémy d'Agenais - Redynamisation du centre bourg	41 629,85	438,66	41 781,25	287,26
47	LE MAS-D'AGENAIS	4718075	Le Mas d'Agenais - Redynamisation du centre bourg	192 404,31	3 035,33	195 929,08	-489,44
47	SAINT-MAURIN	4718076	Saint Maurin - Redynamisation du centre bourg	15 290,62		15 290,62	-
47	CASTELNAU-SUR-GUPIE	4718077	Castelnau sur Gupie - Redynamisation du centre bourg	151 084,23	919,52	151 084,23	919,52
47	SAINT-PIERRE-DE-BUZET	4718089	Saint Pierre de Buzet - Redynamisation du centre-bourg	22 737,81		17,29	22 720,52
47	TONNEINS	4718142	Tonneins - Redynamisation du centre bourg	493 628,48	11 313,78		504 942,26
47	PORT-SAINTE-MARIE	4718161	Port Sainte Marie - Redynamisation du centre bourg	-	-	-	-
47	PORT-SAINTE-MARIE	4723061	CC Confluent des Coteaux de Prayssas - Réalisation - Reconversion d'une friche à Port Sainte Marie	12 269,00			12 269,00
47	FAUGUEROLLES	4718162	Fauguerolles - Redynamisation du centre bourg	93 117,86	2 315,04		95 432,90
47	PUCH-D'AGENAIS	4719032	Puch d'Agenais - Redynamisation du centre bourg	745,45	95,66	18,44	822,67
47	BRUCH	4719037	Bruch - Reconversion de friches	-			-
47	FRANCESCAS	4719081	Francescas - Redynamisation du coeur de ville	101 877,59	1 302,95		103 180,54
47	AIGUILLON	4719087	Aiguillon - Redynamisation du centre ancien	124 428,07	4 228,84	3 320,00	125 336,91
47	LAVARDAC	4719088	Lavardac - Redynamisation du centre-ville	33 709,99	22,91	33 732,90	-
47	PRAYSSAS	4719114	CC du Confluent & des Coteaux de Prayssas - Développement économique	-			-
47	MONSEGUR	4719155	Monségur - Redynamisation du centre-bourg	30 953,11	4 510,86	24,20	35 439,77
47	VILLEBRAMAR	4720031	Villebramar - Redynamisation du centre bourg	195,00			195,00
47	CASTELNAUD-DE-GRATECAMBE	4720054	Castelnaud de Gratecambe - Redynamisation du centre bourg	37 532,51	22 177,37	38 037,09	21 672,79
47	LA SAUVETAT-DU-DROPT	4720055	Sauvetat du Dropt - Redynamisation du centre bourg	80 000,00	2 723,59	55,32	82 668,27
47	FOURQUES-SUR-GARONNE	4721042	Fourques sur Garonne - Redynamisation du centre bourg	103 012,58	9 411,07		112 423,65
47	VIANNE	4721070	Vianne - Reconversion d'une friche industrielle	59 750,40			59 750,40
47	LAUZUN	4721089	Lauzun - Redynamisation du centre bourg	169 912,94	1 266,59		171 179,53
47	MONFLANQUIN	4722014	Monflanquin - Revitalisation du centre bourg		333 979,52		333 979,52
47	SAINTE-LIVRADE-SUR-LOT	4722080	Sainte Livrade sur Lot - Redynamisation du centre ancien	34 576,00	32 773,19		67 349,19
47	TONNEINS	4722090	Tonneins - Réalisation - Reconversion d'une friche industrielle - Manufacture	57 196,10	59 883,88	8,00	117 071,98
47	VILLENEUVE-SUR-LOT	4722104	CA du Grand Villeneuvois - Réalisation - Restructuration des ilots Dijon et Gouget	328 315,25	284 494,79	173 479,31	439 330,73
47	LAVARDAC	4722115	Lavardac - réalisation - redynamisation du centre ville	57 761,84	2 132,72		59 894,56
47	VERTEUIL-D'AGENAIS	4723033	Verteuil d'Agenais - Réalisation - Reconvertion friche en centre bourg - AH21/22	2 720,05	105 588,19	1 200,00	107 108,24
47	PORT-SAINTE-MARIE	4723065	Port-Sainte-Marie - Réalisation- En faveur de la production de logements		94 058,61		94 058,61
47	MARMANDE	4723067	Val de Garonne Agglomération - Etudes - Reconversion friches industrielles et commerciales		18 830,00		18 830,00
47	VILLENEUVE-SUR-LOT	4723088	CA du Grand Villeneuvois - Veille - Reconversion de la friche de l'Hopital St Cyr - Villeneuve/Lot				-
47	VILLENEUVE-SUR-LOT	4724052	CA du Grand Villeneuvois - Réalisation - Reconversion de la friche hôpital de St Cyr		870,00		870,00
47	MIRAMONT DE GUYENNE	4723089	Miramont-de-Guyenne -Réalisation - Reconversion friche Urbaine		116 610,21		116 610,21
47	PORT-SAINTE-MARIE	4723093	Port Sainte Marie - Veille - Revitalisation du centre bourg		196 038,94		196 038,94
79	ECHIRE	7910011	Echiré - "Coeur de Bourg"	654 793,49	6 558,16	660 158,44	1 193,21
79	VASLES	7911009	Vasles - Ecoquartier Gaïa	-			-

COMPTE FINANCIER 2024

STOCKS PAR DEPARTEMENTS ET PAR CONVENTIONS AU 31.12.2024

DEPT	COMMUNE	AFFAIRES	LIBELLE AFFAIRES	STOCK FINAL 2023	2024 - D	2024 - R	STOCK FINAL 2024
79	LE VANNEAU-IRLEAU	7912011	CA de Niort - "Le Vanneau Irleau - site Mathé"	677 368,77	94 693,94	784 555,97	-12 493,26
79	LA CRECHE	7913010	CC Arc en Sèvre - Maîtrise foncière des secteurs de "Groies-Perron" et de "Baussais 2 "	1 464,00		1 464,00	-
79	THOUARS	7915011	Thouars - Revitalisation du centre ville	-			-
79	NIORT	7915035	Niort - Opération urbaine Sud avenue de Limoges	2 195 330,76	30 232,00		2 225 562,76
79	GLENAY	7915061	Glénay - Revitalisation du centre bourg	1 261,77		1 261,77	-
79	MAULEON	7915064	Mauléon - Revitalisation du centre bourg	220 720,03	23 763,21	174 340,82	70 142,42
79	SAINT-MAIXENT-L'ECOLE	7916004	Saint Maixent l'Ecole - Caserne Marchand	146 769,18	2 971,60		149 740,78
79	NIORT	7916012	CA de Niort - Mise en oeuvre du PPRT "SIGAP Ouest" sur la commune de Niort	434 730,58	49 908,11	407 753,97	76 884,72
79	CHERVEUX	7916018	Cherveux - Revitalisation du centre bourg	-			-
79	SAINT-GEORGES-DE-REX	7916041	Saint Georges de Rex - Revitalisation du centre bourg	-32,42	103,06	70,64	-
79	NIORT	7916061	Niort - Structuration du pôle gare Niort-Atlantique	1 016 818,96	13 844,82	121 244,56	909 419,22
79	LA FERRIERE-EN-PARTHENAY	7916063	La Ferrière en Parthenay - Revitalisation du centre bourg	376 918,72	10 050,57	4 785,90	382 183,39
79	NIORT	7917016	Niort - Requalification de l'îlot Denfert-Rochereau	-114,33	114,33		-
79	BEAUVOIR-SUR-NIORT	7917019	Beauvoir sur Niort - Revitalisation du centre-bourg	187 077,23	3 579,00	63 848,00	126 808,23
79	CHEF-BOUTONNE	7917038	Chef-Boutonne - Revitalisation du centre bourg	-79,74	79,74		-
79	VAL EN VIGNES	7917054	Val en Vignes - Revitalisation de centres-bourgs et reconversion de sites	46 287,30	1 852,43	46 377,30	1 762,43
79	FAYE-L'ABBESSE	7918154	Faye l'Abbesse - Revitalisation du centre ville	14 536,97	149,48		14 686,45
79	LA FORET-SUR-SEVRE	7918160	La Forêt sur Sèvre - Revitalisation du centre ville	6 901,48	308,09		7 209,57
79	AIFFRES	7919142	Aiffres - Création de logements sociaux et équipements scolaires en centre bourg	162 432,98	43,00		162 475,98
79	MELLE	7920034	Melle - Redynamisation du centre bourg	117 641,70	4 351,14		121 992,84
79	NUEIL-LES-AUBIERS	7920048	Nueil les Aubiers - Développement éco-touristique du Val de Scie	226 723,41	298,95		227 022,36
79	SAINT-LOUP-LAMAIRE	7920068	Saint Loup Lamairé - Création de logements pour personnes agées	23 788,50	1 974,78	23 040,91	2 722,37
79	SAINT-MAIXENT-L'ECOLE	7921084	Saint Maixent l'Ecole - Revitalisation du centre ville	275 501,79	367 171,37	229 007,87	413 665,29
79	THOUARS	7922010	Thouars - Requalification de l'Ilot saint médard / berton	471 563,58	22 523,65	493 546,02	541,21
79	SAINT REMY	7923138	Saint-Rémy - Réalisation - Requalification Ilot Alfred Poussard		20 000,00		20 000,00
79	CHIZE	7924004	Chizé - Réalisation - Requalification propriété 53-55 rue Dugueslin		94 321,15	45 000,00	49 321,15
79	ECHIRE	7924018	Echiré - Réalisation - Requalification ilot Grand Rue		238 812,00		238 812,00
79	ECHIRE	7924065	Echiré - Réalisation - Opération de logement propriété sise rue de la Roche Paillée	224 338,95	62,00	26,00	224 374,95
86	POITIERS	8609001	CA de Grand Poitiers - ZAC République IV	12 775,14			12 775,14
86	CENON-SUR-VIENNE	8613011	Cenon sur Vienne - Maîtrise foncière du secteur de" Bornais du Prieuré"	170 147,17	9 399,41	95 553,66	83 992,92
86	ITEUIL	8614015	Iteuil - Requalification urbaine en faveur du logement	123 538,31	1 875,09		125 413,40
86	CHATELLERAULT	8615013	Chatellerault - Requalification du centre ancien	-	-		-
86	MIGNE-AUXANCES	8615015	Migné-Auxances - Réalisation de logements en densification et en renouvellement	318,50	131 866,95		132 185,45
86	CHATELLERAULT	8615063	Chatellerault - Site ancienne école de gendarmerie	797 304,66	149,57		797 454,23
86	LA PUYE	8615067	La Puye - Revitalisation du centre bourg	-412,55	412,55		-
86	CHATELLERAULT	8616019	Châtellerault- Développement économique multisites	-	-	-	-
86	ARCHIGNY	8617007	Archigny - Revitalisation du centre bourg	89 093,18	913,30	89 136,18	870,30
86	NEUVILLE-DE-POITOU	8617061	Neuville de Poitou - Renouvellement urbain	26 414,00		26 414,00	-
86	CHASSENEUIL-DU-POITOU	8618108	Chasseneuil du Poitou - Redynamisation du centre bourg	325 000,00	20 709,59		345 709,59
86	MIGNALOUX-BEAUVOIR	8618140	Mignaloux Beauvoir - Redynamisation du centre bourg	1 189,37	142,00	1 216,74	114,63
86	SAINT-GEORGES-LES-BAILLARGEAUX	8618173	Saint Georges les Baillargeaux - Redynamisation du centre bourg	-73,36	73,36		-
86	ANGLES-SUR-L'ANGLIN	8619012	Angles sur l'Anglin - Redynamisation du centre bourg	92 097,12	1 355,67		93 452,79
86	SAINT-SAUVANT	8619036	Saint Sauvant - Redynamisation du centre bourg	1 365,25	696,56	1 499,50	562,31
86	SAINT-BENOIT	8619050	Saint Benoit - Redynamisation du centre bourg	219 926,80	3 743,77	225 926,35	-2 255,78
86	LA ROCHE-POSAY	8619076	La Roche Posay - Revitalisation du centre bourg	2 007,00		2 007,00	-
86	CHAUVIGNY	8619127	Chauvigny - Développement éco, culturel et de logements	351 748,80	74 960,92	31 450,00	395 259,72
86	OYRE	8620019	Oyré - Redynamisation du centre bourg	85 023,16	1 042,85	86 893,64	-827,63
86	LUSSAC-LES-CHATEAUX	8620046	Lussac les Châteaux - Revitalisation de coeur de bourg	496 652,27	317 102,42	340 044,82	473 709,87
86	VALENCE-EN-POITOU	8620087	Valence en Poitou - Redynamisation du centre bourg	6 761,50	2 055,00	8 816,50	-
86	MONTHOIRON	8621030	Monthoiron - Redynamisation du centre bourg	54 671,64	2 193,70		56 865,34
86	POITIERS	8621060	Grand Poitiers Communauté Urbaine - Renouvellement du quartier de la gare de Poitiers	986 718,74	440 117,29	64 164,32	1 362 671,71
86	BERUGES	8621062	Béruges - Redynamisation du centre bourg	180 111,00	420,03		180 531,03
86	CIVRAY	8621110	Civray - Redynamisation du centre bourg	102 193,33	6 631,84		108 825,17
86	LUSIGNAN	8621112	Lusignan - redynamisation du centre bourg	270 426,00	146 304,47	3 497,33	413 233,14
86	MONTMORILLON	8622043	Département de la Vienne - Reconvertion de la maison Dieu à Montmorillon	502 065,97	576 472,98	546,17	1 077 992,78
86	CHATELLERAULT	8622067	Chatellerault - Réalisation - Reconversion de la friche STAR	535 109,38	488 466,41	15 065,75	1 008 510,04
86	POITIERS	8623082	Grand Poitiers Communauté urbaine - Renouvellement Ilot Nord - secteur Gare - Poitiers	328 917,02	18 631,22	6 070,86	341 477,38
86	CHATELLERAULT	8623115	Chatellerault - Réalisation - Opération d'habitation sur le site de l'Hotellerie St Jacques	327 459,28	9 498,17		336 957,45
86	CHATELLERAULT	8623116	Chatellerault - Réalisation - Requalification ancien Cinea	321 218,42	7 527,32		328 745,74
86	CHATELLERAULT	8623117	Chatellerault - Réalisation - Restructuration de l'ilot place Dupleix	137 212,77	14 971,94		152 184,71
86	SAVIGNY-LEVESCAULT	8624001	Savigny-Levescault - Réalisation - Décloppement de l'habitat et du commerce en centre-bourg	2 030,00	4 445,00	5 180,00	1 295,00
86	CHARROUX	8624067	CDC du Civraisien - Réinvestissement restaurant de l'Abbaye de Charroux - Charroux		260 121,12		260 121,12
87	LIMOGES	8717027	Limoges - Opération en renouvellement urbain au niveau de l'ancienne clinique du Colombier	46 488,22	4 830,00		51 318,22
87	COUZEIX	8718044	Couzeix - Valorisation d'un patrimoine bâti de caractère en coeur de ville	3 999,89			3 999,89
87	EYJEAUX	8718045	Eyjeaux - Revitalisation du centre bourg	105 598,57	709,77		106 308,34
87	LIMOGES	8718137	Limoges - Requalification de friches urbaines en bord de Vienne	374 610,85	10 298,66		384 909,51
87	LIMOGES	8718138	Limoges - Requalification d'ilots bâtis en centre ville	1 055 556,83	73 599,31	3 066,31	1 126 089,83
87	VERNEUIL-SUR-VIENNE	8719001	Verneuil sur Vienne - Action foncière pour le développement de la commune	6 790,00	295 486,19	105,00	302 171,19
87	LIMOGES	8719070	CU Limoges Métropole - Opération de Restauration Immobilière (ORI)	93 513,35		93 513,35	-
87	LIMOGES	8719094	CU Limoges Métropole - Développement du parc d'activités de Limoges Sud	-			-
87	CONDAT-SUR-VIENNE	8719107	Condat sur Vienne - Développement de l'offre de logements locatifs sociaux	32 307,10	1 265,75	1 703,92	31 868,93
87	LIMOGES	8719141	CU Limoges Métropole - Requalification d'une zone d'activité en entrée de ville	121 932,30	109 117,25	228 714,03	2 335,52
87	LIMOGES	8720001	CU Limoges Métropole - Traitement d'un espace commercial quartier des portes Ferrées	243 249,01	21 276,04	200,00	264 325,05
87	LIMOGES	8720010	CU Limoges Métropole - Requalification à l'échelle du quartier NPNRU du Val de l'Aurence Sud	350 755,95	10 082,01		360 837,96
87	RILHAC-RANCON	8720042	Rilhac-Rancon - Renouvellement urbain & densification de l'urbanisation rue Jean Jaurès	468 210,15	15 590,76		483 800,91
87	BLOND	8720049	Blond - Redynamisation du centre bourg		41,77	41,77	-
87	LADIGNAC-LE-LONG	8721039	Ladignac le Long - Redynamisation du centre bourg	60 981,14	2 723,33	53,30	63 651,17
87	LIMOGES	8721074	Limoges - Requalification du quartier marceau	991 009,64	360 123,97	14 974,65	1 336 158,96
87	SAINT-LEONARD-DE-NOBLAT	8721085	Saint Léonard de Noblat - Valorisation de l'ancien hôpital médévial	123 597,85	2 244,70		125 842,55
87	LE-PALAIS-SUR-VIENNE	8721093	CU Limoges metropole - Palais sur Vienne - Op d'habitat en densification coeur de ville	184 490,47	50 739,90		235 230,37
87	BOISSEUIL	8721094	Boisseuil - Renforcement du centre bourg par la création de commerces logements et locaux associatif		181 405,54	17 176,20	164 229,34
87	PANAZOL	8721096	Panazol - Structuration d'un pole d'activités en coeur de ville	39 025,00		39 025,00	-
87	COUSSAC-BONNEVAL	8721099	Coussac Bonneval - Redynamisation du centre bourg	77 630,32	1 148,72		78 779,04
87	LIMOGES	8721100	Limoges - opérations de requalification du quartier Val De L'aurence Sud	367 933,13	112 068,95	951,42	479 050,66
87	VERNEUIL-SUR-VIENNE	8722017	CU Limoges métropole - Verneuil sur Vienne - Opération de densification du centre bourg	347 916,49	1 909,14		349 825,63
87	BERSAC-SUR-RIVALIER	8722081	Bersac Sur Rivalier - Création d'un bar tabac restaurant	102 770,63	969,29		103 739,92
87	BESSINES-SUR-GARTEMPE	8722091	CC Elan Limousin - Bessines sur Gartempe - Création hotel d'entreprise - AB 336	187 486,52	10 176,07	6 000,00	191 662,59
87	SAINT-JUST-LE MARTEL	8722100	CU de Limoges Metropole - Réalisation - Ancienne boulangerie à Saint Just le Martel		67 549,71		67 549,71
87	BOISSEUIL	8723125	Boisseuil - Réalisation - Création d'une maison de santé		336 600,00		336 600,00
(vide)		PNR2010	Opérationnel non réparti	4 633,00	13 661,94		18 294,94
			TOTAL GENERAL	**186 968 770,29**	**52 734 498,54**	**28 640 519,63**	**211 062 749,20**

COMPTE FINANCIER 2024

STOCKS PAR DEPARTEMENTS ET PAR CONVENTIONS AU 31.12.2024

	Stock au 31/12/2023	Entrées	Sorties	Stock au 31/12/2024	Variation
16 Charente	13 324 274,02	7 976 022,41	1 482 772,88	19 817 523,55	6 493 249,53
17 Charente Maritime	46 304 073,57	10 183 332,62	3 656 452,69	52 830 953,50	6 526 879,93
19 Corrèze	1 672 347,76	1 407 478,61	163 007,33	2 916 819,04	1 244 471,28
23 Creuse	1 969 897,90	185 985,03	629 124,62	1 526 758,31	-443 139,59
24 Dordogne	12 424 599,02	2 287 188,11	1 747 786,48	12 964 000,65	539 401,63
33 Gironde	89 174 647,90	24 164 041,58	15 727 025,21	97 611 664,27	8 437 016,37
47 Lot et Garonne	2 676 690,18	1 316 764,33	768 860,48	3 224 594,03	547 903,85
79 Deux Sèvres	7 482 743,66	987 766,58	3 056 482,17	5 414 028,07	-2 068 715,59
86 Vienne	6 549 009,87	2 542 300,50	1 003 482,82	8 087 827,55	1 538 817,68
87 Haute Vienne	5 385 853,41	1 669 956,83	405 524,95	6 650 285,29	1 264 431,88
Non affecté	4 633,00	13 661,94		18 294,94	13 661,94
Total général	**186 968 770,29**	**52 734 498,54**	**28 640 519,63**	**211 062 749,20**	**24 093 978,91**

SUIVI DES CONSIGNATIONS REALISEES AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS - COMPTE 2751 "Dépôts"

Département	Numéro projet	Lieu de réalisation	Nom projet	Lieu de realisation	Tiers concerné	Nature de l'obstacle	N° décision consignation	Référence SifoW	Date consignation	Date récépissé	Date déconsignation	Montant Acquisition	%	Montant Consignation	Intérêts perçus	Déconsignation	Récépissé reçu	Prise en charge SF
86-Vienne	164101	86000 POITIERS	CA DE GRAND POITIERS-ZAC REP IV-TRANCHES 1 ET 2 REVENTE 2014	86000 POITIERS	SAUMUR Auguste	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2015/54	2016/15	02/11/2015	05/11/2015	30/05/2023	1 425,24	100%	1 425,24	-	VRAI	VRAI	VRAI
86-Vienne	164101	86000 POITIERS	CA DE GRAND POITIERS-ZAC REP IV-TRANCHES 1 ET 2 REVENTE 2014	86000 POITIERS	LAURENT Jacques	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2015/55	2016/14	02/11/2015	05/11/2015	30/05/2023	6 434,70	100%	6 434,70	-	VRAI	VRAI	VRAI
86-Vienne	164101	86000 POITIERS	CA DE GRAND POITIERS-ZAC REP IV-TRANCHES 1 ET 2 REVENTE 2014	86000 POITIERS	MAURY Lucien	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2015/53	2016/13	02/11/2015	05/11/2015	30/05/2023	4 915,20	100%	4 915,20	-	VRAI	VRAI	VRAI
87-Haute-Vienne	170201	87000 LIMOGES	LIMOGES-OPERATION EN RENOUVELLEMENT URBAIN AU NIVEAU DE L'ANCIENNE CLINIQUE DU COLOMBIER	87000 LIMOGES	SCI PAUL VERLAINE	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2018/06	2018/3	15/01/2018	18/01/2018		200 000,00	100%	200 000,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
87-Haute-Vienne	170201	87000 LIMOGES	LIMOGES-OPERATION EN RENOUVELLEMENT URBAIN AU NIVEAU DE L'ANCIENNE CLINIQUE DU COLOMBIER	87000 LIMOGES	POLYCLINIQUE DE LIMOGES	Préemption - Le préempté a engagé une procédure au fond afin de contester la procédure de préemption	2018/05	2018/2	15/01/2018	18/01/2018		1 200 000,00	15%	180 000,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	110301	17138 PUILBOREAU	PUILBOREAU-CENTRE BOURG	17138 PUILBOREAU	CTS GAILLARD	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2018/35	2018/130	21/03/2018	28/03/2018		1,00	100%	1,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
87-Haute-Vienne	170401	87270 COUZEIX	COUZEIX-AMENAGEMENT DU CHATEAU DE COYOL	87270 COUZEIX	COLONIE DE VACANCES	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2018/135	2018/644	07/11/2018	22/11/2018		450 000,00	100%	450 000,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	117101	17100 FONTCOUVERTE	FONTCOUVERTE-MAINTIEN DE L'EMPLOI & DU DVLPT DU PARC DE LOGMTS ACCESSIBLES-RN234 ET RTE DU BOURG	17100 FONTCOUVERTE	M CHARRIER JACKY	Préemption - Le préempté a engagé une procédure au fond afin de contester la procédure de préemption	2019/152	2019/656	11/09/2019	01/10/2019	19/04/2023	97 000,00	15%	14 550,00	273,48	VRAI	VRAI	VRAI
33-Gironde	181140	33260 LA TESTE DE BUCH	LA TESTE-DE-BUCH - OP FACADE MARITIME	33260 LA TESTE DE BUCH	M BROUSTET	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2020/38	2020/231	18/03/2020	30/03/2020		350 000,00	100%	350 000,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	113503	17300 ROCHEFORT	CA ROCHEFORT OCEAN-ZAE DE L'ARSENAL-EMPRISE DUP	17300 ROCHEFORT	SA ACMR	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2020/156	2020/802	19/11/2020	08/12/2020	30/05/2023	1,00	100%	1,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	113503	17300 ROCHEFORT	CA ROCHEFORT OCEAN-ZAE DE L'ARSENAL-EMPRISE DUP	17300 ROCHEFORT	M .DE OLIVEIRA COSTA REGO	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2020/157	2020/801	19/11/2020	04/12/2020	30/05/2023	48 088,00	100%	48 088,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	CSTS BOUCHOOU	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2021/242	2022/24	14/01/2021	28/01/2022		11,00	100%	11,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M CHEVAILLIER	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2021/250	2022/23	14/01/2021	28/01/2022		316,00	100%	316,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M CHESSON	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2021/244	2022/18	14/01/2021	24/01/2022		691,00	100%	691,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M CHATAIN	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2021/243	2022/17	14/01/2021	24/01/2022		131,00	100%	131,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M SAVARY	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2021/246	2022/16	14/01/2021	24/01/2022	31/10/2024	31,00	100%	31,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	CSTS SAVARY VADOT	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2021/247	2022/15	14/01/2021	24/01/2022	31/10/2024	352,00	100%	352,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	CSTS SOULANEIX	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2021/248	2022/14	14/01/2021	24/01/2022	31/10/2024	8,00	100%	8,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M SOULANEIX	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2021/249	2022/13	14/01/2021	24/01/2022	31/10/2024	10,00	100%	10,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	CSTS JOUIN	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2021/245	2022/12	14/01/2021	24/01/2022	13/11/2023	1 799,50	100%	1 799,50	-	VRAI	VRAI	VRAI
33-Gironde	147101	33210 TOULENNE	TOULENNE-REDYNAMISATION DU CENTRE BOURG-80 AVENUE DU 8 MAI 1945 (B134 & 135)	33210 TOULENNE	CSTS MESSINES	Préemption - Le préempté a engagé une procédure au fond afin de contester la procédure de préemption	2021/54	2021/32	12/04/2021	04/05/2021	29/06/2023	280 000,00	15%	39 000,00	283,73	VRAI	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	126501	17440 AYTRÉ	CA DE LA ROCHELLE - ZAC DES COTTES-MAILLES A AYTRE - LES COTTES MAILLES	17440 AYTRÉ	CSTS MATHE	Préemption - Le préempté a engagé une procédure au fond afin de contester la procédure de préemption	2021/91	2021/58	11/05/2021	07/06/2021		280 000,00	15%	42 000,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	126501	17440 AYTRÉ	CA DE LA ROCHELLE - ZAC DES COTTES-MAILLES A AYTRE - LES COTTES MAILLES	17440 AYTRÉ	CSTS NAUD	Préemption - Le préempté a engagé une procédure au fond afin de contester la procédure de préemption	2021/90	2021/57	11/05/2021	07/06/2021		380 000,00	15%	57 000,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	126501	17440 AYTRÉ	CA DE LA ROCHELLE - ZAC DES COTTES-MAILLES A AYTRE - LES COTTES MAILLES	17440 AYTRÉ	MME CLATZ MARIE	Préemption - Le préempté a engagé une procédure au fond afin de contester la procédure de préemption	2021/89	2021/56	11/05/2021	07/06/2021		278 000,00	15%	41 700,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	126501	17440 AYTRÉ	CA DE LA ROCHELLE - ZAC DES COTTES-MAILLES A AYTRE - LES COTTES MAILLES	17440 AYTRÉ	CSTS MALLARD	Préemption - Le préempté a engagé une procédure au fond afin de contester la procédure de préemption	2021/88	2021/55	11/05/2021	07/06/2021	07/05/2024	298 000,00	15%	44 700,00	410,12	VRAI	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	125801	17440 AYTRE	CA DE LA ROCHELLE - REALISATION D'OPERATIONS MIXTES - SECTEUR DE LA PETITE COURBE	17440 AYTRE	CSTS AUDONNEAU	Préemption - Le préempté a engagé une procédure au fond afin de contester la procédure de préemption	2021/87	2021/54	11/05/2021	07/06/2021		50 000,00	15%	7 500,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	125801	17440 AYTRE	CA DE LA ROCHELLE - REALISATION D'OPERATIONS MIXTES - SECTEUR DE LA PETITE COURBE	17440 AYTRE	CSTS RENAUD HARDY - MME MICHAUD	Préemption - Le préempté a engagé une procédure au fond afin de contester la procédure de préemption	2021/86	2021/53	11/05/2021	07/06/2021		178 000,00	15%	26 700,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	125801	17440 AYTRE	CA DE LA ROCHELLE - REALISATION D'OPERATIONS MIXTES - SECTEUR DE LA PETITE COURBE	17440 AYTRE	CSTS NAUD GUILBAUD	Préemption - Le préempté a engagé une procédure au fond afin de contester la procédure de préemption	2021/85	2021/52	11/05/2021	07/06/2021		379 000,00	15%	56 850,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	125801	17440 AYTRE	CA DE LA ROCHELLE - REALISATION D'OPERATIONS MIXTES - SECTEUR DE LA PETITE COURBE	17440 AYTRE	M REYLANS	Préemption - Le préempté a engagé une procédure au fond afin de contester la procédure de préemption	2021/84	2021/51	11/05/2021	07/06/2021		154 000,00	15%	23 100,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	125801	17440 AYTRE	CA DE LA ROCHELLE - REALISATION D'OPERATIONS MIXTES - SECTEUR DE LA PETITE COURBE	17440 AYTRE	CSTS HAMELOTTE	Préemption - Le préempté a engagé une procédure au fond afin de contester la procédure de préemption	2021/83	2021/50	11/05/2021	07/06/2021		4 000,00	15%	600,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	125801	17440 AYTRE	CA DE LA ROCHELLE - REALISATION D'OPERATIONS MIXTES - SECTEUR DE LA PETITE COURBE	17440 AYTRE	MME CAILLAUD	Préemption - Le préempté a engagé une procédure au fond afin de contester la procédure de préemption	2021/82	2021/49	11/05/2021	07/06/2021		71 000,00	15%	10 650,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	125801	17440 AYTRE	CA DE LA ROCHELLE - REALISATION D'OPERATIONS MIXTES - SECTEUR DE LA PETITE COURBE	17440 AYTRE	CSTS MOREAU	Préemption - Le préempté a engagé une procédure au fond afin de contester la procédure de préemption	2021/81	2021/48	11/05/2021	07/06/2021		26 000,00	15%	3 900,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
33-Gironde	140320	33470 GUJAN MESTRAS	GUJAN MESTRAS - 85-89 COURS DE VERDUN	33470 GUJAN MESTRAS	MME LAGUE FRANCOISE	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2021/184	2021/114	22/09/2021	05/10/2021	07/11/2023	660 000,00	100%	660 000,00	4 136,00	VRAI	VRAI	VRAI
33-Gironde	138709	33500 LIBOURNE	LIBOURNE - REDYNAMISATION DU CENTRE BOURG - 78 RUE GAMBETTA (CN248)	33500 LIBOURNE	SCI DU 145	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2021/207	2021/135	15/10/2021	11/11/2021	10/07/2024	248 000,00	15%	37 200,00	307,52	VRAI	VRAI	VRAI
24-Dordogne	133801	24310 PAUSSAC ET ST VIVIEN	PAUSSAC & ST VIVIEN - REVITALISATION DU CENTRE BOURG - PLACE DU BOURG - (BC 36 & 37)	24310 PAUSSAC ET ST VIVIEN	M CHAIGNAUD ERIC	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2021/215	2021/132	28/10/2021	11/11/2021	12/04/2023	40 000,00	100%	40 000,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
24-Dordogne	137401	24380 ST MAYME DE PEREYROL	SAINT MAYME DE PEREYROL - REDYNAMISATION DU CENTRE BOURG - 110 ROUTE DE LA FORGE	24380 ST MAYME DE PEREYROL	CSTS HUOT	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2021/220	2021/134	09/11/2021	11/11/2021	23/06/2023	150 000,00	100%	150 000,00	727,50	VRAI	VRAI	VRAI
33-Gironde	140207	33870 VAYRES	VAYRES - ACTION FONCIERE POUR LA PRODUCTION DE LOGEMENTS - AVENUE D'EMBEYRES (AN90 & 91)	33870 VAYRES	CSTS TREMEA	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2021/255	2021/148	06/12/2021	13/12/2021		220 000,00	100%	220 000,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
33-Gironde	140601	33600 PESSAC	BORDEAUX METROPOLE-DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT A PESSAC-PESSAC/BACALAN OUEST	33600 PESSAC	CSTS LAPRELLE	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2021/226	2021/145	07/12/2021	13/12/2021	15/04/2024	126 000,00	15%	22 369,50	162,37	VRAI	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	114101	17000 LA ROCHELLE	CA DE LA ROCHELLE-PPRT PICOTY / SDLP	17000 LA ROCHELLE	CSTS CHASSEAU	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/27	2022/30	28/01/2022	14/02/2022		71 000,00	100%	71 000,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	CSTS LAGARDE	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/32	2022/54	11/02/2022	18/02/2022		167,32	100%	167,32	-	FAUX	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	CSTS GOULET/GAURON	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/33	2022/53	11/02/2022	18/02/2022	31/10/2024	128,00	100%	128,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M JABOUILLE OLIVIER	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/34	2022/52	11/02/2022	18/02/2022	31/10/2024	50,00	100%	50,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	CSTS RIFFAUD/PREYSSAS	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/35	2022/51	11/02/2022	18/02/2022	31/10/2024	146,00	100%	146,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	SCI DDZ	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/36	2022/50	11/02/2022	18/02/2022	31/10/2024	46,00	100%	46,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	CSTS BERTON	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/37	2022/49	11/02/2022	18/02/2022	15/12/2023	48,00	100%	48,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M NIORT THIERRY	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/38	2022/48	11/02/2022	18/02/2022	16/05/2024	297,36	100%	297,36	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M NIORT THIERRY	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/39	2022/47	11/02/2022	18/02/2022	16/05/2024	2 736,00	100%	2 736,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	CSTS MOULIDIER	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/40	2022/46	11/02/2022	18/02/2022		140,00	100%	140,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M ALLEMENT BERNARD	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/41	2022/45	11/02/2022	18/02/2022	15/12/2023	279,00	100%	279,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M FOUR JEAN MICHEL	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/42	2022/44	11/02/2022	18/02/2022	31/10/2024	54,00	100%	54,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	CSTS BRUN	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/43	2022/43	11/02/2022	18/02/2022	15/12/2023	151,00	100%	151,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M TURLOT THIERRY	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/44	2022/42	11/02/2022	18/02/2022		63,00	100%	63,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M LEVEQUE ROGER	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/45	2022/41	11/02/2022	18/02/2022		57,00	100%	57,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	MME CAILLAUD EPOUSE MIGAUD	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/46	2022/40	11/02/2022	18/02/2022	15/12/2023	67,00	100%	67,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	CSTS RENAUD-DANIAS	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/48	2022/39	11/02/2022	18/02/2022	31/10/2024	96,00	100%	96,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M BESSON JEAN	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/47	2022/38	11/02/2022	18/02/2022	31/10/2024	90,00	100%	90,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	CSTS AIGUZEAU/DUMERGUE	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/49	2022/62	22/02/2022	08/03/2022	09/10/2023	266,40	100%	266,40	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	CSTS DUMERGUE	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/50	2022/61	22/02/2022	08/03/2022	09/10/2023	1 003,00	100%	1 003,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	CSTS LECOINTRE	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/51	2022/60	22/02/2022	08/03/2022	15/12/2023	47,20	100%	47,20	-	VRAI	VRAI	VRAI
86-Vienne	166303	86440 MIGNE AUXANCES	MIGNE-AUXANCES - REALISATION DE LOGEMENTS - 18 ROUTE DE POITIERS (AB10)	86440 MIGNE AUXANCES	SCI GALOUPIOT	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2022/87	2022/71	09/03/2022	22/03/2022	25/10/2024	102 000,00	15%	15 300,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103106	16130 GENSAC LA PALLUE	CC DE COGNAC-GENSAC LA PALLUE-MAITRISE FONCIERE VOIE DOUCE	16130 GENSAC LA PALLUE	CHATEAU DE GARDEMOULIN TREIZE	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/62	2022/100	17/03/2022	01/04/2022	14/12/2023	487,00	100%	487,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103104	16200 BOURG CHARENTE	CC DE COGNAC-BOURG-CHARENTE-MAITRISE FONCIERE VOIE DOUCE	16200 BOURG CHARENTE	SAS COMPAGNIE DE BONBONNET	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/72	2022/92	17/03/2022	28/03/2022	27/10/2023	66,00	100%	66,00	0,32	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103104	16200 BOURG CHARENTE	CC DE COGNAC-BOURG-CHARENTE-MAITRISE FONCIERE VOIE DOUCE	16200 BOURG CHARENTE	M GERARD SANSAUD	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/73	2022/91	17/03/2022	28/03/2022	14/12/2023	545,00	100%	545,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103104	16200 BOURG CHARENTE	CC DE COGNAC-BOURG-CHARENTE-MAITRISE FONCIERE VOIE DOUCE	16200 BOURG CHARENTE	CSTS SANSAUD	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/74	2022/90	17/03/2022	28/03/2022	14/12/2023	626,00	100%	626,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103104	16200 BOURG CHARENTE	CC DE COGNAC-BOURG-CHARENTE-MAITRISE FONCIERE VOIE DOUCE	16200 BOURG CHARENTE	GFA DE CHEZ MAUXION	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/75	2022/89	17/03/2022	28/03/2022	14/12/2023	157,00	100%	157,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103104	16200 BOURG CHARENTE	CC DE COGNAC-BOURG-CHARENTE-MAITRISE FONCIERE VOIE DOUCE	16200 BOURG CHARENTE	M JEAN PIERRE DEISS	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/76	2022/88	17/03/2022	28/03/2022	14/12/2023	155,00	100%	155,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103104	16200 BOURG CHARENTE	CC DE COGNAC-BOURG-CHARENTE-MAITRISE FONCIERE VOIE DOUCE	16200 BOURG CHARENTE	MME ZINS JACQUELINE	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/71	2022/87	17/03/2022	28/03/2022	14/12/2023	182,00	100%	182,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103104	16200 BOURG CHARENTE	CC DE COGNAC-BOURG-CHARENTE-MAITRISE FONCIERE VOIE DOUCE	16200 BOURG CHARENTE	CSTS BILLY	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/70	2022/86	17/03/2022	28/03/2022	14/12/2023	35,00	100%	35,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103104	16200 BOURG CHARENTE	CC DE COGNAC-BOURG-CHARENTE-MAITRISE FONCIERE VOIE DOUCE	16200 BOURG CHARENTE	CSTS BRACHET	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/69	2022/85	17/03/2022	28/03/2022	14/12/2023	43,00	100%	43,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103104	16200 BOURG CHARENTE	CC DE COGNAC-BOURG-CHARENTE-MAITRISE FONCIERE VOIE DOUCE	16200 BOURG CHARENTE	M HENRI JALLET	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/68	2022/84	17/03/2022	28/03/2022	14/12/2023	402,00	100%	402,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103104	16200 BOURG CHARENTE	CC DE COGNAC-BOURG-CHARENTE-MAITRISE FONCIERE VOIE DOUCE	16200 BOURG CHARENTE	MME RENEE GUERIN	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/67	2022/83	17/03/2022	31/03/2022	14/12/2023	268,00	100%	268,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103104	16200 BOURG CHARENTE	CC DE COGNAC-BOURG-CHARENTE-MAITRISE FONCIERE VOIE DOUCE	16200 BOURG CHARENTE	MME HAUDOS DE POSSESSE	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2022/66	2022/82

SUIVI DES CONSIGNATIONS REALISEES AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS - COMPTE 2751 "Dépôts"

Département	Numéro projet	Lieu de réalisation	Nom projet	Lieu de realisation	Tiers concerné	Nature de l'obstacle	N° décision consignation	Référence SifoW	Date consignation	Date récépissé	Date déconsignation	Montant Acquisition	%	Montant Consignation	Intérêts perçus	Déconsignation	Récépissé reçu	Prise en charge SF
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M ET MME DUMAS	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2023/126	DV 2023/85	23/05/2023	26/05/2023		46,08	100%	46,08	-	FAUX	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M ET MME BALLANGER	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2023/124	DV2023/84	23/05/2023	26/05/2023	31/10/2024	27,96	100%	27,96	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M ET MME DELACROIX	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2023/123	DV 2023/83	23/05/2023	26/05/2023	31/10/2024	69,68	100%	69,68	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M CHAULET RICHARD	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2023/122	DV 2023/82	23/05/2023	26/05/2023	31/10/2024	70,52	100%	70,52	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	M BOULARD JEAN CHRISTOPHE	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2023/121	DV 2023/81	23/05/2023	26/05/2023	31/10/2024	62,50	100%	62,50	-	VRAI	VRAI	VRAI
16-Charente	103501	16000 ANGOULEME	CA DU GRAND ANGOULEME-VOIE DOUCE-ST YRIEIX-ANGOULEME-FLEAC-LINARS-TROIS PALIS	16000 ANGOULEME	CSTS AMETEAU/BUTLER	Expropriation - Autre cas d'obstacle au paiement (cf. Art.R323-8 du code de l'expropriation)	2023/120	DV 2023/80	23/05/2023	26/05/2023	13/11/2023	213,80	100%	213,80	-	VRAI	VRAI	VRAI
86-Vienne	166303	86440 MIGNE AUXANCES	MIGNE-AUXANCES - REALISATION DE LOGEMENTS - 18 ROUTE DE POITIERS (AB10)	86440 MIGNE AUXANCES	SCI GALOUPIOT	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2023/148	DV2023/97	07/06/2023	12/06/2023	25/10/2024	125 160,00	100%	109 860,00	564,93	VRAI	VRAI	VRAI
33-Gironde	180661	33320 EYSINES	BORDEAUX METROPOLE - MULTISITES - EYSINES - RUE DU VIGNAN/RUE SIBASSIE/ILOT RUE DE LA CLIDE	33320 EYSINES	CSTS OLLIVIER	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2023/193	DV 2023/120	11/07/2023	12/07/2023	23/10/2023	620 000,00	100%	620 000,00	408,17	VRAI	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	180750	17500 GUITINIERES	GUITINIERES - AMENAGEMENT DU DOMAINE DE LA COUR - PREEMPTION BIROLLEAU	17500 GUITINIERES	M BIROLLEAU DANIEL	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2023/213	2023/132	22/08/2023	28/08/2023	24/11/2023	350 000,00	100%	350 000,00	256,67	VRAI	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	126501	17440 AYTRÉ	CA DE LA ROCHELLE - ZAC DES COTTES-MAILLES A AYTRE - LES COTTES MAILLES	17440 AYTRÉ	CSTS MALLARD	Préemption - Procès-verbal de défaut ou de carence du notaire	2023/245	2023/144	25/09/2023	27/09/2023	07/05/2024	956 800,00	100%	912 100,00	1 694,99	VRAI	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	181005	17460 TESSON	TESSON - REALISATION - ILOT IMPASSE DES GLYCINES - OP	17460 TESSON	CSTS ROBIN	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2023/246	2023/150	03/10/2023	12/10/2023	27/10/2023	99 500,00	100%	99 500,00	12,44	VRAI	VRAI	VRAI
33-Gironde	180742	33185 LE HAILLAN	BORDEAUX METROPOLE - CONVENTION MULTISITES - LE HAILLAN	33185 LE HAILLAN	CSTS DIGNAN	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2023/262	2023/154	16/10/2023	18/10/2023		100 000,00	100%	100 000,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
33-Gironde	180612	33240 ST ANDRE DE CUBZAC	SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC - VEILLE STRATEGIQUE - PRODUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - CAFE DE L'HOTEL DE VILLE	33240 ST ANDRE DE CUBZAC	SCI INVESTIGIRONDE	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2023/286	2023/163	08/11/2023	16/11/2023	12/09/2024	396 500,00	100%	396 500,00	984,64	VRAI	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	125801	17440 AYTRE	CA DE LA ROCHELLE - REALISATION D'OPERATIONS MIXTES - SECTEUR DE LA PETITE COURBE	17440 AYTRE	M REYLANS M	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2023/278	2023/165	13/11/2023	16/11/2023		138 600,00	100%	115 500,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	125801	17440 AYTRE	CA DE LA ROCHELLE - REALISATION D'OPERATIONS MIXTES - SECTEUR DE LA PETITE COURBE	17440 AYTRE	CSTS MOREAU	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2023/295	2023/174	14/11/2023	22/11/2023		23 699,50	100%	19 799,50	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	125801	17440 AYTRE	CA DE LA ROCHELLE - REALISATION D'OPERATIONS MIXTES - SECTEUR DE LA PETITE COURBE	17440 AYTRE	CSTS NAUD GUILBAUD	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2023/305	2023/173	14/11/2023	22/11/2023		341 100,00	100%	284 250,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	125801	17440 AYTRE	CA DE LA ROCHELLE - REALISATION D'OPERATIONS MIXTES - SECTEUR DE LA PETITE COURBE	17440 AYTRE	MME CAILLAUD	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2023/297	2023/172	14/11/2023	22/11/2023		64 044,25	100%	53 394,25	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	125801	17440 AYTRE	CA DE LA ROCHELLE - REALISATION D'OPERATIONS MIXTES - SECTEUR DE LA PETITE COURBE	17440 AYTRE	CSTS AUDONNEAU	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2023/306	2023/171	14/11/2023	22/11/2023		45 140,25	100%	37 640,25	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	125801	17440 AYTRE	CA DE LA ROCHELLE - REALISATION D'OPERATIONS MIXTES - SECTEUR DE LA PETITE COURBE	17440 AYTRE	CSTS RENAUD HARDY - MME MICHAUD	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2023/304	2023/170	14/11/2023	22/11/2023		160 200,00	100%	133 500,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	125801	17440 AYTRE	CA DE LA ROCHELLE - REALISATION D'OPERATIONS MIXTES - SECTEUR DE LA PETITE COURBE	17440 AYTRE	CSTS HAMELOTTE	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2023/302	2023/169	14/11/2023	22/11/2023		4 170,00	100%	3 570,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	126501	17440 AYTRÉ	CA DE LA ROCHELLE - ZAC DES COTTES-MAILLES A AYTRE - LES COTTES MAILLES	17440 AYTRÉ	CSTS NAUD CORNUAUD	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2023/281	2023/177	15/11/2023	22/11/2023		605 750,00	100%	548 750,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	126501	17440 AYTRÉ	CA DE LA ROCHELLE - ZAC DES COTTES-MAILLES A AYTRE - LES COTTES MAILLES	17440 AYTRÉ	CSTS MATHE	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2023/290	2023/176	15/11/2023	22/11/2023		603 941,25	100%	561 941,25	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	126501	17440 AYTRÉ	CA DE LA ROCHELLE - ZAC DES COTTES-MAILLES A AYTRE - LES COTTES MAILLES	17440 AYTRÉ	MME CLATZ	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2023/277	2023/175	15/11/2023	22/11/2023		272 350,00	100%	230 650,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
33-Gironde	180784	33000 BORDEAUX	BORDEAUX METROPOLE - CONVENTION MULTISITES - BORDEAUX - SECTEUR LAC	33000 BORDEAUX	ASSOCIATION ATINA	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2023/335	2023/185	08/12/2023	13/12/2023	15/01/2024	1 300 000,00	100%	1 300 000,00	325,00	VRAI	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	180863	17800 PONS	PONS - REVITALISATION DU CENTRE BOURG - OPE BISSEUIL	17800 PONS	M BISSEUIL	Préemption - Refus par le préempté de recevoir le prix de vente du bien	2023/318	DV 2023/188	14/12/2023	20/12/2023		46 000,00	15%	6 900,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
33-Gironde	181140	33260 LA TESTE DE BUCH	LA TESTE-DE-BUCH - OP FACADE MARITIME	33260 LA TESTE DE BUCH	CSTS QUENON	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2024/015	2024/27	13/02/2024	21/02/2024	20/08/2024	600 000,00	100%	600 000,00	950,00	VRAI	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	123302	17400 ST JEAN D ANGELY	SAINT JEAN D'ANGELY-REVITALISATION DU CENTRE ANCIEN-3-5-7 RUE DES BANCS	17400 ST JEAN D ANGELY	M. CYRIL HERMITTE	Expropriation - Le bien exproprié est grevé de charges	2024/033	2024/25	13/02/2024	15/02/2024	06/09/2024	105 140,00	100%	105 140,00	28,91	VRAI	VRAI	VRAI
24-Dordogne	180819	24170 PAYS DE BELVES BELVES	PAYS DE BELVES - REVITALISATION DU CENTRE BOURG- RUE JACQUES MANCHOTTE (AD129-130)	24170 PAYS DE BELVES BELVES	Cts LOUBIAT-GAMOT	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2024/065	DV2024/39	14/03/2024	20/03/2024	05/09/2024	35 000,00	100%	35 000,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
24-Dordogne	180965	24650 CHANCELADE	CHANCELADE-ACTION FONCIERE POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA DENSIFICATION DE L'HABITAT - LES COMBEAUX	24650 CHANCELADE	M ET MME VEYSSET	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2024/115	2024/56	30/04/2024	13/05/2024	18/07/2024	200 000,00	100%	200 000,00	110,00	VRAI	VRAI	VRAI
33-Gironde	181024	33130 BEGLES	EPA DE BODEAUX EURATLANTIQUE REALISATION SECTEUR BEGLES GARONNE - SCI MAJOR - BK 54 ET 90	33130 BEGLES	SCI MAJOR	Préemption - Refus par le préempté de recevoir le prix de vente du bien	2024/150	2024/79	14/06/2024	27/06/2024		250 000,00	15%	43 500,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
47-Lot-Et-Garonne	180986	47130 PORT STE MARIE	PORT-SAINTE-MARIE - OP _VEILLE - REVITALISATION DU CENTRE-BOURG	47130 PORT STE MARIE	CSTS BELLAN	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2024/198	DV2024/83	04/07/2024	08/07/2024	06/09/2024	110 000,00	100%	110 000,00	52,25	VRAI	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	123204	17340 CHATELAILLON PLAGE	CHATELAILLON PLAGE-SITE 2-LOTISSEMENT JARDIN	17340 CHATELAILLON PLAGE	Consignation M ET MME GUERIN	Expropriation - Refus par l'exproprié de recevoir l'indemnité d'expropriation	2024/205	2024/103	09/08/2024	05/09/2024		97 470,00	100%	97 470,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
87-Haute-Vienne	175101	87000 LIMOGES	LIMOGES - OPERATIONS DE REQUALIFICATION DU QUARTIER VAL DE L'AURENCE SUD - CENTRE COMMERCIAL - OK 5	87000 LIMOGES	SCI RENAISSANCE	Préemption - Refus par le préempté de recevoir le prix de vente du bien	2024/212	2024/100	19/08/2024	29/08/2024		65 400,00	15%	9 810,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
47-Lot-Et-Garonne	180986	47130 PORT STE MARIE	PORT-SAINTE-MARIE - OP _VEILLE - REVITALISATION DU CENTRE-BOURG	47130 PORT STE MARIE	NADALIG FREDERIC	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2024/235	DV2024/99	19/08/2024	26/08/2024	28/11/2024	40 000,00	100%	40 000,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
47-Lot-Et-Garonne	180959	47200 FOURQUES SUR GARONNE	FOURQUES-SUR-GARONNE - OP 2 ET 3 COEUR DE BOURG	47200 FOURQUES SUR GARONNE	M ET MME LARRUE DENIS ET MICHELE	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2024/301	DV2024/114	27/09/2024	01/10/2024		60 000,00	15%	9 000,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
33-Gironde	181143	33230 COUTRAS	COUTRAS-VEILLE STRATEGIQUE - 23 RUE JEAN ZAY/41 AV JUSTIN LUQUOT	33230 COUTRAS	M MICHAUD	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2024/355	2024/139	14/11/2024	18/11/2024	28/11/2024	110 000,00	100%	110 000,00	-	VRAI	VRAI	VRAI
33-Gironde	181134	33230 COUTRAS	COUTRAS-VEILLE STRATEGIQUE POUR LA PRODUCTION DE LOGEMENTS-IMPASSE DES LOGES	33230 COUTRAS	CSTS YALA	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2024/321	2024/147	19/11/2024	22/11/2024		350 000,00	100%	350 000,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	181178	17390 LA TREMBLADE	LA TREMBLADE - DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE LOGEMENT SOCIAL - BD ROGER LETELIER	17390 LA TREMBLADE	SA GRISET	Préemption - Refus par le préempté de recevoir le prix de vente du bien	2024/336	2024/148	02/12/2024	02/12/2024		236 000,00	15%	35 400,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
17-Charente-Maritime	180719	17200 ROYAN	ROYAN - REALISATION DE LOGEMENTS SUR LES SITES OBJETS DE LA DUP MULTISITES - BROCHET LES BOUDINS	17200 ROYAN	CONSIGNATION RABATIER JEAN LOUIS	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2024/381	DV2024-152	11/12/2024	16/12/2024		605 680,00	100%	605 680,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
33-Gironde	181179	33470 GUJAN MESTRAS	GUJAN MESTRAS - PRODUCTION DE LLS - 11 COURS DE VERDUN	33470 GUJAN MESTRAS	SCI SAVANE - M DULAS	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2024/395	2024/153	11/12/2024	24/12/2024		850 000,00	100%	850 000,00	-	FAUX	VRAI	VRAI
33-Gironde	181272	33880 ST CAPRAIS DE BORDEAUX	SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX - 17 AVENUE DE LOUSTALLAUT	33880 ST CAPRAIS DE BORDEAUX	BAZZO CHRISTIAN	Préemption - Autre cas d'obstacle au paiement	2024/322	DV2024-154	13/12/2024	17/12/2024		390 000,00	100%	390 000,00	-	FAUX	VRAI	VRAI

Dossiers déconsignés à la Caisse des Dépôts
Dossiers consignés à la Caisse des Dépôts

Solde du compte 2751 au 31/12/2023	7 074 266,20
Ensemble des dossiers ayant fait l'objet sur 2024 d'une consignation auprès de la Caisse des Dépôts	3 591 000,00
Ensemble des dossiers ayant fait l'objet sur 2024 d'une déconsignation auprès de la Caisse des Dépôts	-4 228 518,28
Solde du compte 2751 au 31/12/2024 (hors fonctionnement courant)	**6 436 747,92**
Opérations intervenues sur le fonctionnement courant (DG locaux)	7 802,41
	-2 575,00
Solde du compte 2751 au 31/12/2024	**6 441 975,33**

COMPTE FINANCIER 2024

SUIVI DES SUBVENTIONS

Nom financeur	Lieux de réalisation	Nom dispositif	Montant demandé	Unité 1	Montant attribué	Unité 2	Montant versé				Unité 3	Reliquat de subvention non consommé	Montant restant à verser	Unité 4	Montant intégré en stock en 2024
							Antérieur à 2024	2024 - Avance	2024- Acompte	TOTAL Versé					
ADEME	16110 LA ROCHEFOUCAULD EN ANGOUMOIS	AIDE A LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT 2014-2020	145 600,00	€ HT	79 100,00	€ HT	-			-	€ HT		79 100,00	€ HT	
AGENCE DE L'EAU	16110 LA ROCHEFOUCAULD EN ANGOUMOIS	AAP CONTINUITES ECOLOGIQUES EN NOUVELLE AQUITAINE 2020/2021	587 000,00	€ HT	493 225,00	€ HT	-			-	€ HT		493 225,00	€ HT	
REGION	16110 LA ROCHEFOUCAULD EN ANGOUMOIS	APPEL A PROJETS DEPOLLUTION FRICHES EDITION 2020	223 925,00	€ HT	223 925,00	€ HT	156 747,50			156 747,50	€ HT		67 177,50	€ HT	
REGION	16110 LA ROCHEFOUCAULD EN ANGOUMOIS	AAP CONTINUITES ECOLOGIQUES EN NOUVELLE AQUITAINE 2020/2021	587 000,00	€ HT	231 080,00	€ HT	-			-	€ HT		231 080,00	€ HT	
ETAT	16000 ANGOULEME	FONDS FRICHES 2 ET 3 EDITION	1 323 264,00	€ HT	699 063,54	€ HT	180 900,00			180 900,00	€ HT		518 163,54	€ HT	
INRAP	16000 ANGOULEME	FNAP	-	€ HT	670 281,70	€ HT	516 048,22			516 048,22	€ HT		154 233,48	€ HT	
ETAT	16400 LA COURONNE	FONDS VERT : RECYCLER LE FONCIER	456 608,00	€ HT	400 000,00	€ HT	-	**120 000,00**		120 000,00	€ HT		280 000,00	€ HT	
INRAP	17700 SURGERES	FNAP	-	€ HT	77 508,58	€ HT	77 508,58			77 508,58	€ HT		-	€ HT	
ADEME	17390 LA TREMBLADE	ETUDES DEPOLLUTION FRICHES	5 430,00	€ HT	5 429,90	€ HT	-		**5 107,20**	5 107,20	€ HT	322,70	-	€ HT	5 107,20
ETAT	17000 LA ROCHELLE	FOND FRICHES - 3ème EDITION	1 014 000,00	€ HT	466 064,00	€ HT	-		**137 588,38**	137 588,38	€ HT		328 475,62	€ HT	137 588,38
ETAT	23000 GUERET	FONDS VERT RECYCLER LE FONCIER	30 000,00	€ HT	29 100,00	€ HT	-			-	€ HT		29 100,00	€ HT	
ETAT	24100 BERGERAC	FONDS FRICHES 1ère édition	300 000,00	€ HT	300 000,00	€ HT	-		**237 100,00**	237 100,00	€ HT		62 900,00	€ HT	237 100,00
ETAT	24000 PERIGUEUX	FONDS FRICHES 1ERE EDITION	1 000 000,00	€ HT	400 000,00	€ HT	120 000,00		**192 000,00**	312 000,00	€ HT		88 000,00	€ HT	312 000,00
ETAT	33500 LIBOURNE	FONDS FRICHES 1ère EDITION	1 039 528,00	€ HT	200 000,00	€ HT	80 000,00		**80 000,00**	160 000,00	€ HT		40 000,00	€ HT	160 000,00
ETAT	33420 RAUZAN	FONDS FRICHES 1ere EDITION	62 388,00	€ HT	62 388,00	€ HT	12 477,60		**29 006,00**	41 483,60	€ HT	20 904,40	-	€ HT	41 483,60
ETAT	33390 EYRANS	FONDS VERT RECYCLER	335 000,00	€ HT	355 200,00	€ HT	-			-	€ HT		355 200,00	€ HT	
ADEME	33230 COUTRAS	ETUDE DEPOLLUTION FRICHE	5 841,85	€ HT	5 841,85	€ HT	-		**5 808,25**	5 808,25	€ HT	33,60	-	€ HT	5 808,25
ETAT	33710 PUGNAC	FONDS VERT : RECYCLER LE FONCIER	254 850,00	€ HT	254 850,00	€ HT	-		**203 880,00**	203 880,00	€ HT		50 970,00	€ HT	203 880,00
ADEME	33220 PINEUILH	ETUDE DEPOLLUTION FRICHES ABANDONNE	2 506,00	€ HT	-	€ HT	-			-	€ HT		-	€ HT	
ETAT	33113 ST SYMPHORIEN	FONDS VERT RECYCLER LE FONCIER	360 000,00	€ HT	-	€ HT	-			-	€ HT		-	€ HT	
ETAT	33650 SAUCATS	FONDS VERT RECYCLER LE FONCIER	200 000,00	€ HT	-	€ HT	-			-	€ HT		-	€ HT	
ADEME	47230 VIANNE	AIDE AUX ETUDES PREALABLES	24 652,60	€ HT	24 652,60	€ HT	24 652,60			24 652,60	€ HT		-	€ HT	
REGION	79270 LE VANNEAU IRLEAU	AAP DEPOLLUTION FRICHES EDITION 2021 PARTENARIAT ADEME REGION	1 200 000,00	€ HT	1 200 000,00	€ HT	396 000,00			396 000,00	€ HT		804 000,00	€ HT	
REGION	79270 LE VANNEAU IRLEAU	APP DEPOLLUTION FRICHES EDITION 2020 PARTENARIAT ADEME REGION	331 747,50	€ HT	331 747,50	€ HT	232 223,25			232 223,25	€ HT		99 524,25	€ HT	
ADEME	79390 LA FERRIERE EN PARTHENAY	ETUDE DEPOLLUTION FRICHES	4 804,80	€ HT	4 804,80	€ HT	-		**4 785,90**	4 785,90	€ HT		18,90	€ HT	4 785,90
ETAT	86320 LUSSAC LES CHATEAUX	FONDS FRICHES 2nde EDITION	505 000,00	€ HT	505 500,00	€ HT	151 650,00		**186 426,14**	338 076,14	€ HT		167 423,86	€ HT	338 076,14
ETAT	86500 MONTMORILLON	FNADT	256 000,00	€ HT	256 000,00	€ HT	256 000,00			256 000,00	€ HT		-	€ HT	
ETAT	86500 MONTMORILLON	FNADT DESTINATION FRANCE	28 000,00	€ HT	28 000,00	€ HT	28 000,00			28 000,00	€ HT		-	€ HT	
ETAT	86500 MONTMORILLON	FONDS VERT : RECYCLER LE FONCIER	500 000,00	€ HT	300 000,00	€ HT	-			-	€ HT		300 000,00	€ HT	
FROMAGERIE ST SAVIOL	86500 MONTMORILLON	FROMAGERIE ST SAVIOL	7 000,00	€ HT	7 000,00	€ HT	7 000,00			7 000,00	€ HT		-	€ HT	
ETAT	16300 BARBEZIEUX ST HILAIRE	FONDS FRICHES 2 ET 3 EDITION	665 000,00	€ HT	349 000,00	€ HT	164 700,00			164 700,00	€ HT		184 300,00	€ HT	
ADEME	16210 CHALAIS	ETUDE DEPOLLUTION FRICHES	5 000,00	€ HT	5 357,10	€ HT	5 178,60			5 178,60	€ HT	178,50		€ HT	
ETAT	47300 VILLENEUVE SUR LOT	FONDS FRICHES 2EME EDITION	800 000,00	€ HT	32 300,00	€ HT	-			-	€ HT		32 300,00	€ HT	
ADEME	33790 PELLEGRUE	ETUDES DEPOLLUTION FRICHES	3 593,80	€ HT	3 593,80	€ HT	3 174,50			3 174,50	€ HT	419,30	-	€ HT	
ADEME	47400 TONNEINS	AAPFriches2021 - Etudes	12 160,40	€ HT	12 160,40	€ HT	12 160,40			12 160,40	€ HT		-	€ HT	
ETAT	47400 TONNEINS	FONDS FRICHES 3ème EDITION	1 237 488,00	€ HT	200 000,00	€ HT	100 000,00			100 000,00	€ HT		100 000,00	€ HT	
ADEME	16700 RUFFEC	ETUDE DEPOLLUTION FRICHES	5 538,05	€ HT	5 538,05	€ HT	5 048,75			5 048,75	€ HT	489,30	-	€ HT	
ADEME	86100 CHATELLERAULT	AIDE A LA DECISION	35 122,15	€ HT	35 122,15	€ HT	35 122,15			35 122,15	€ HT		-	€ HT	
ADEME	86100 CHATELLERAULT	FONDS FRICHES DEPOLLUTION 2EME EDITION - SUBVENTION REFUSEE PAS DE PROJET	1 311 062,00	€ HT	1 152 697,20	€ HT	-			-	€ HT		1 152 697,20	€ HT	
ADEME	86100 CHATELLERAULT	ETUDES DEPOLLUTION FRICHES	16 032,01	€ HT	16 032,10	€ HT	-		**15 065,75**	15 065,75	€ HT	966,35	-	€ HT	15 065,75
DEPARTEMENT DE LA VIENNE	86100 CHATELLERAULT	CONTRAT DE TERRITOIRE	100 000,00	€ HT	100 000,00	€ HT	-			-	€ HT		100 000,00	€ HT	
ADEME	86800 SAVIGNY LEVESCAULT	ETUDES POLLUTION FRICHES	5 505,20	€ HT	5 505,20	€ HT	-		**5 180,00**	5 180,00	€ HT	325,20	-	€ HT	5 180,00
ADEME	47260 VERTEUIL D AGENAIS	ETUDES DEPOLLUTION FRICHES	5 318,00	€ HT	4 653,25	€ HT	4 464,95			4 464,95	€ HT	188,30	-	€ HT	
ETAT	47200 MARMANDE	FONDS VERT INGENIERIE	67 200,00	€ HT	42 000,00	€ HT	-			-	€ HT		42 000,00	€ HT	
ETAT	33710 GAURIAC	FOND BARNIER	1 112 720,00	€ HT	1 112 720,00	€ HT	-		**463 203,28**	463 203,28	€ HT		649 516,72	€ HT	463 203,28
ETAT	47260 VERTEUIL D AGENAIS	FONDS VERT 2024 RECYCLER LE FONCIER	369 000,00	€ HT	-	€ HT	-				€ HT		-	€ HT	
ADEME	86000 POITIERS	ETUDES DEPOLLUTION FRICHES	7 323,40	€ HT	7 323,40	€ HT	-		**6 906,20**	6 906,20	€ HT	417,20	-	€ HT	6 906,20
ADEME	24380 EGLISE NEUVE DE VERGT	ETUDE DEPOLLUTION FRICHES	9 576,00	€ HT	9 576,00	€ HT	-			-	€ HT		9 576,00	€ HT	
ETAT	47800 MIRAMONT DE GUYENNE	Fonds Vert 2024 _ Recyclage foncier	362 375,00	€ HT	-	€ HT	-			-	€ HT	-	-	€ HT	
ETAT	47300 VILLENEUVE SUR LOT	FONDS VERT INGENIERIE	120 000,00	€ HT	73 120,00	€ HT	-			-	€ HT		73 120,00	€ HT	
ETAT	33450 IZON	FONDS VERT - RECYCLAGE FONCIER	59 500,00	€ HT	-	€ HT	-			-	€ HT	-	-	€ HT	
ETAT	86320 LUSSAC LES CHATEAUX	FONDS VERT - Recyclage foncier	4 140,00	€ HT	-	€ HT	-			-	€ HT	-	-	€ HT	
ETAT	19120 BEAULIEU SUR DORDOGNE	FONDS VERT INGENIERIE	40 000,00	€ HT	40 000,00	€ HT	-			-	€ HT		40 000,00	€ HT	
ETAT	47400 TONNEINS	DSIL	396 000,00	€ HT	396 000,00	€ HT	-			-	€ HT		396 000,00	€ HT	
ETAT	47400 TONNEINS	Plan de transformation des zone commerciale	64 000,00	€ HT	-	€ HT	-			-	€ HT	-	-	€ HT	
ETAT	86300 CHAUVIGNY	FONDS VERT INGENIERIE	46 798,00	€ HT	46 798,00	€ HT	-		**29 040,00**	29 040,00	€ HT		17 758,00	€ HT	29 040,00
ETAT	33820 ST CIERS SUR GIRONDE	FONDS VERT - RECYCLAGE FONCIER	167 000,00	€ HT	-	€ HT	-			-	€ HT	-	-	€ HT	
ETAT	33390 PLASSAC	FONDS VERT - RECYCLAGE FONCIER	294 000,00	€ HT	-	€ HT	-			-	€ HT	-	-	€ HT	
					11 260 259,12		**2 569 057,10**	**120 000,00**	**1 601 097,10**	**4 290 154,20**		**24 244,85**	**6 945 860,07**		**1 965 224,70**

Nom financeur	Lieux de réalisation	Nom dispositif	Montant demandé	Unité 1	Montant attribué	Unité 2	Montant versé				Unité 3	Reliquat de subvention non consommé	Montant restant à verser	Unité 4	Montant intégré en stock en 2024
							Antérieur à 2024	2024 - Avance	2024- Acompte	TOTAL Versé					
ETAT/CD79/CAN/RNA/EXPLOITANT	79000 NIORT	PPRT SIGAP		€ HT		€ HT	778 793,12		**388 253,77**	1 167 046,89	€ HT			€ HT	388 253,77
CD16	16000 ANGOULEME	REQUALIFICATION DES FRICHES INDUSTRIELLES ET D'ACTIVITÉS - SAFT		€ HT		€ HT	422 421,00		**18 220,00**	440 641,00	€ HT			€ HT	18 220,00
ETAT/CD17/CDA/RNA/EXPLOITANT	17000 LA ROCHELLE	PPRT PICOTY SDLP		€ HT		€ HT	451 622,90		**183 685,00**	635 307,90	€ HT			€ HT	183 685,00
					-		**1 652 837,02**	-	**590 158,77**	**2 242 995,79**		-	-		**590 158,77**

INTEGRATION DES SUBVENTIONS TITREES PAR L'ETABLISSEMENT DANS LE STOCK FONCIER

Travail réalisé suite aux recommandations du commissaire aux comptes dans son compte rendu du 06/09/2022

Opération	Référence DCo	*Compte de variation de stock*	Libellé de l'opération	Montant HT cumulé des subventions perçues à intégrer dans le stock au 31/12/2024
1716021014	DCo202400321	*713333*	La Tremblade - Développement de l'offre de logement social - 80 bis bd Mal Joffre et lieu-dit Tirpee	5 107,20
3318013001	DCo202400321	*713333*	Coutras - Développement économique et d'habitat - Quartier Gare	5 808,25
7916063001	DCo202400321	*713333*	La Ferrière en Parthenay - Revitalisation du centre bourg - Centre bourg	4 785,90
8621060009	DCo202400321	*713333*	Grand Poitiers Communauté Urbaine - Renouvellement du quartier de la gare - 3 Bd Jeanne d'Arc	6 906,20
8624001001	DCo202400321	*713333*	Savigny-Levescault - Développement de l'habitat et du commerce en centre-bourg - Rue de la Mairie	5 180,00
8622067001	DCo202400321	*713333*	Chatellerault - Réalisation - Reconversion de la friche STAR (AW51/247/248)	15 065,75
3322096001	DCo202400321	*713331*	Gauriac - réalisation - action fonciere au titre du FPDRNM (AB 205/206/207/374)	463 203,28
8620046001	DCo202400321	*713334*	Lussac les Châteaux - Revitalisation de coeur de bourg - Usines DUVIVIER	338 076,14
2418028001	DCo202400321	*713334*	Périgueux - Développement de la ZAC du grand quartier de la gare - Secteur Gare - Section 1	312 000,00
2417089002	DCo202400321	*713334*	Bergerac - Centre ville - Ilot Bourbarraud	237 100,00
3317037005	DCo202400213	*713334*	Libourne - Redynamisation du centre bourg - Ilôt Lyrot Gambetta	160 000,00
3317069001	DCo202400321	*713334*	Rauzan - Redynamisation du centre bourg - Place de la Halle (ZA168/170/176)	41 483,60
1719100001	DCo202400321	*713334*	CA de la Rochelle - Requalification du quartier du Prieuré-Lafond - Ilot 1 CFA	137 588,38
8619127001	DCo202400321	*713334*	Chauvigny - Développement éco, culturel et de logements - Ancien site de la Gare	29 040,00
3319008001	DCo202400321	*713331*	Pugnac - Développement de l'habitat - L'Ombrage (B205-206-207-363-376-377)	203 880,00
1714021001	DCo202400321	*713331*	CA de la Rochelle - PPRT Picoty / SDLP	183 685,00
7916012001	DCo202400321	*713331*	CA du Niortais - PPRT SIGAP Ouest NIORT - De 1 KRATON CHEMICAL SAS (EY9)	2 615,97
7916012003	DCo202400321	*713331*	CA du Niortais - PPRT SIGAP Ouest NIORT - De 4 TECNAL (EZ13)	397 848,00
7916012004	DCo202400321	*713331*	CA du Niortais - PPRT SIGAP Ouest NIORT - De 5 ORTEC (EX156)	-12 210,20
1617002002	DCo202400321	*713333*	Angoulême - Requalification des friches industrielles et d'activités - SAFT	18 220,00
			Total général	**2 555 383,47**

Nota : Ce tableau ne tient pas compte des avances sur subventions perçues (comptes de classe 46 mouvementé) et ne tient pas compte également des subventions déduites des cessions réalisées. Les subventions recensées et précisées ci-dessus sont extraites du compte comptable 74.

Ecritures comptables réalisées

Débit => 713331 => 1 239 022,05 €
Débit => 713333 => 61 073,30 €
Débit => 713334 => 1 255 288,12 €
Crédit => 333172 => 2 555 383,47 €

ANNEXE AU COMPTE FINANCIER 2024

DETAIL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Solde du compte 15 au 31/12/2023	303 000,00
DONT PROVISION 2023 - COMPTE EPARGNE TEMPS (CET)	*216 000,00*
DONT PROVISION POUR ALLOCATION PERTE D'EMPLOI ET INDEMNITES DE LICENCIEMENT	*87 000,00*

PROVISIONS 2024

N° de la pièce comptable	*Objet de la provision*	*Montant en €*
DCo202400322	PROVISION 2024 - COMPTE EPARGNE TEMPS (CET)	47 000,00
	TOTAL PROVISIONS 2024	**47 000,00**

REPRISES 2024

N° de la pièce comptable	*Objet de la provision*	*Montant en €*
	TOTAL REPRISES 2024	**-**

Solde du compte 15 au 31/12/2024	350 000,00
DONT PROVISION 2024 - COMPTE EPARGNE TEMPS (CET)	*263 000,00*
DONT PROVISION POUR ALLOCATION PERTE D'EMPLOI ET INDEMNITES DE LICENCIEMENT	*87 000,00*

COMPTE FINANCIER 2024

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Immobilisation			Paramètres de calcul				Amortissement					Imputations		Imputations dotation		
Numéro d'immobilisation	Libellé	Clôturée	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Date de mise en service	Durée	Exercice	Annuité	Amortissement cumulé	Avancement de l'amortissement	VNC au 31/12	Opération	Compte d'immobilisation	Opération	Compte d'amortissement	Compte de dotation
- Imputations immobilisation-Compte d'immobilisation : 2051																
1	Licence Open Gouv - Office Pro Plus	Non	456,41	29/09/2009	29/09/2009	3a			456,41	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
2	Licence Open Gouv - Office Pro Plus	Non	456,41	29/09/2009	29/09/2009	3a			456,41	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
3	Licence Open Gouv - Office Pro Plus	Non	456,43	29/09/2009	29/09/2009	3a			456,43	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
4	Logiciel windows serveur standart édition	Non	617,11	17/11/2009	17/11/2009	3a			617,11	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
98	Licences SSL (10 utilisateurs)	Non	197,34	24/06/2010	24/06/2010	3a			197,34	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
142	Licence SYMANTEC edition 3	Non	28,80	20/09/2010	11/10/2010	3a			28,80	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
143	Licence SYMANTEC	Non	28,80	24/09/2010	11/10/2010	3a			28,80	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
155	Pack 5 licences CAL 2008 Open/Gouv	Non	488,21	15/11/2010	22/11/2010	3a			488,21	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
156	Pack 5 licences CAL 2008 Open/Gouv	Non	488,21	15/11/2010	22/11/2010	3a			488,21	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
157	8 Renouvelements SYMANTEC Entrep. Edition 3.0 Gouv	Non	230,39	15/11/2010	22/11/2010	3a			230,39	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
188	Licence d'outil d'exploitation-données cadastrales	Non	2 450,00	23/12/2010	20/07/2011	3a			2 450,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
179	Licence MapInfo V10.5	Non	2 760,00	13/01/2011	13/01/2011	3a			2 760,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
187	Licence Open Gouv - Office Pro Plus 2010	Non	382,95	30/05/2011	30/05/2011	3a			382,95	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
195	Licence SYMANTEC Protestion SBE Edition 4.0 (x10)	Non	117,50	15/11/2011	21/11/2011	3a			117,50	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
196	Pack 4 licences SBE Edition 4.0	Non	96,32	15/11/2011	21/11/2011	3a			96,32	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
198	Pack licence SYMANTEC SBE Edition 4.0 (x5)	Non	120,40	01/12/2011	01/12/2011	3a			120,40	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
214	Licence MapInfo version V11.0	Non	2 502,00	18/04/2012	17/01/2013	3a			2 502,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
210	Licence SYMANTEC Protection SBE 4.0 UOG (x14)	Non	389,64	03/10/2012	31/10/2012	3a			389,64	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
219	Logiciel	Non	305,18	20/03/2013	20/03/2013	1a			305,18	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
227	Logiciel Office Edit. pro 2010 OEM	Non	305,18	04/07/2013	03/09/2013	1a			305,18	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
230	Licence SYMANTEC Endpoint Protection SBE Edition 4.0	Non	501,56	21/10/2013	06/11/2013	3a			501,56	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
232	Logiciel Ultra Portable Vaio	Non	399,00	06/11/2013	13/11/2013	1a			399,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
235	Logiciels Serveur (virtuel)	Non	4 939,06	03/12/2013	07/01/2014	3a			4 939,06	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
257	2 LICENCES MICROSOFT PROJECT standard 2013	Non	1 588,88	13/11/2014	13/11/2014	3a			1 588,88	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
262	LICENCE MICROSOFT OFFICE 2013 + LICENCE MICROSOFT ACCESS 2013	Non	337,00	05/12/2014	08/12/2014	3a			337,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
278	LICENCE ACCESS 2013 MICROSOFT	Non	224,90	31/08/2015	19/08/2015	1a			224,90	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
300	Licence Access 2013	Non	112,45	26/10/2015	26/10/2015	1a			112,45	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
343	Pack Office 2013 Home et Business	Non	225,00	18/05/2016	20/06/2016	1a			225,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
348	2 licences SOPHOS antivirus 12 mois	Non	40,00	16/06/2016	07/07/2016	1a			40,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
353	Pack Office PME 2016 Microsoft	Non	232,00	16/06/2016	07/07/2016	1a			232,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
362	2 Licences Office Pro 2016	Non	866,00	10/08/2016	02/09/2016	1a			866,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
369	Licence Office Pro 2016	Non	433,00	23/09/2016	12/10/2016	1a			433,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
375	Licence Office Pro 2016	Non	433,00	23/09/2016	07/11/2016	1a			433,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
376	Licence Office Pro 2016	Non	433,00	23/09/2016	07/11/2016	1a			433,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
388	License Office Pro 216	Non	433,00	12/01/2017	12/01/2017	1a			433,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
404	RSI 2017 - ACHAT NOUVEAU PC + ECRAN + LICENCE + CABLES NON PREVU - SOLANGE GUERIN	Non	433,00	26/01/2017	07/02/2017	1a			433,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
396	RSI 2017 LICENSE SOPHOS ANTIVIRUS	Non	25,40	14/02/2017	17/03/2017	1a			25,40	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
399	RSI 2017 - ACHAT LICENCE OFFICE PRO 2016 - JR/MM/JP	Non	1 299,00	17/03/2017	17/03/2017	1a			1 299,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
401	RSI 2017 - LICENCE MICROSOFT ACCESS 2016 - NAPPEY PASCAL	Non	307,00	27/03/2017	31/03/2017	1a			307,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
412	DEMAT - RSI 2017 - ACHAT MINI PC DE BUREAU HP ET ECRAN 22'' ET LICENCES - BARRAU ALINE	Non	16,93	12/04/2017	28/04/2017	1a			16,93	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
413	DEMAT - RSI 2017 - ACHAT MINI PC DE BUREAU HP ET ECRAN 22'' ET LICENCES - BARRAU ALINE	Non	433,00	12/04/2017	28/04/2017	1a			433,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
416	DEMAT- RSI 2017 - REMPLACEMENT PC P.LANDES - PC PORTABLE SURFACE PRO 4 (Microsoft Office Pro 2016)	Non	433,00	31/05/2017	31/05/2017	1a			433,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
417	DEMAT- RSI 2017 - REMPLACEMENT PC P.LANDES - PC PORTABLE SURFACE PRO 4 (Licence Sophos)	Non	14,82	31/05/2017	31/05/2017	1a			14,82	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
427	DEMAT - RSI 2017 - ACHAT LICENCE ACCESS 2016 - JULIEN ROY	Non	227,83	10/07/2017	18/09/2017	1a			227,83	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
437	RSI 2017 - ACHAT DE 5 PC PORTABLES TOSHIBA SDO/PC/LL + 2 A DISPO	Non	42,40	16/08/2017	13/09/2017	1a			42,40	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
475	RSI 2018 - ACHAT DE 4 MINI PC HP POUR GM/JL/CR + 1 A DISPO	Non	463,88	16/10/2017	30/10/2017	1a			463,88	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
441	BRUNET - ACHAT ET MISE EN SERVICE DE LICENCES IP POUR LES 5 NOUVEAUX POSTES TELEPHONIQUES	Non	826,00	17/10/2017	17/10/2017	1a			826,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
448	HTP MULTIMEDIA - LICENCE WINDOWS 10 POUR M.SILL ET L.CLEMENT	Non	316,67	17/11/2017	21/11/2017	1a			316,67	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
455	DEMAT - RSI 2018 - ACHAT D'UNE LICENCE ACCESS 2016 - POSTE INFORMATIQUE J.LANDOIS	Non	227,83	23/11/2017	15/12/2017	1a			227,83	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
478	DEMAT - RSI 2018 - ACHAT D'UNE LICENCE ACCESS - POSTE INFORMATIQUE - MME K.MAROT	Non	174,00	02/02/2018	16/04/2018	1a			174,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
495	RSI 2018 - COMMANDE DE 5 SURFACE PRO 5 - JP/AS/LR/SSX/TR + 1 DE SECOURS	Non	3 383,45	13/03/2018	25/04/2018	3a			3 383,45	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
497	RSI - COMMANDE DE 3 MINI PC HP 260 CORE - POUR J.WELLINGTON + SECRETAIRES OPERATIONNELLES	Non	1 691,72	20/03/2018	25/04/2018	3a			1 691,72	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
480	DEMAT- RSI-CMD DE 5 LICENCES OPEN GOUV OFFICES PRO PC PORTABLE - J.COZ/L.CEZON/M.VILLAFANE + 2 DISPO	Non	2 226,80	05/04/2018	27/04/2018	1a			2 226,80	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
499	DEMAT - RSI - ACHAT DE 3 MINI PC - T.ROY/MVB + 1 A DISPO	Non	1 327,38	05/06/2018	02/07/2018	1a			1 327,38	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
502	DEMAT - RSI - ACHAT ULTRAPORTABLE TOSHIBA X30 D126 - REMPLACEMENT VAIO G.GILGER	Non	435,00	11/06/2018	02/07/2018	1a			435,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
507	DEMAT - RSI 2018 - MISES A JOURS DES LICENCES SERVEUR AU 30.06.2018	Non	2 102,10	03/07/2018	03/07/2018	1a			2 102,10	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
508	DEMAT - RSI 2018 - MISES A JOURS DES LICENCES SERVEUR AU 30.06.2018	Non	1 053,60	03/07/2018	03/07/2018	1a			1 053,60	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
509	DEMAT - RSI 2018 - MISES A JOURS DES LICENCES SERVEUR AU 30.06.2018	Non	1 821,75	03/07/2018	03/07/2018	1a			1 821,75	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
512	DEMAT - RSI - ACHAT 7 NOUVEAU PC PORTABLE MS SURFACE PRO 5 - L.RIPLEY / C.B / M.V / R.G / L.T+ 2 A D	Non	3 947,37	25/07/2018	29/08/2018	3a			3 947,37	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
515	DEMAT - RSI - ACHAT DE 2 MINI PC - ANGELIQUE.FERRE / CHRISTELLE GAGNAIRE	Non	884,92	25/07/2018	29/08/2018	1a			884,92	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
577	DEMAT - RSI 2019 - INSTALLATION 2 LICENCES MICROSOFT PROJECT - POLE TRAVAUX	Non	1 655,00	17/04/2019	09/05/2019	3a			1 655,00	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
576	DEMAT - RSI - ACHAT LICENCE ACCESS - POSTE INFORMATIQUE L.LEFEBVRE	Non	231,98	25/04/2019	09/05/2019	1a			231,98	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
636	DEMAT - BRUNET - 4 LICENCES TELEPHONIQUES IP M.CLEMENT/A.DEVALLEZ/F.BALIGAND/S.DESCHAMPS	Non	619,86	26/10/2020	26/10/2020	1a			619,86	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811

COMPTE FINANCIER 2024

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Immobilisation			Paramètres de calcul				Amortissement					Imputations		Imputations dotation		
Numéro d'immobilisation	Libellé	Clôturée	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Date de mise en service	Durée	Exercice	Annuité	Amortissement cumulé	Avancement de l'amortissement	VNC au 31/12	Opération	Compte d'immobilisation	Opération	Compte d'amortissement	Compte de dotation
643	DEMAT - SYMEXO - INSTALLATION WINDOWS 10 - 3 POSTES - A.CHATEAU/I.BUBERCI/J.SALLARD	Non	798,84	19/11/2020	19/11/2020	1a			798,84	100 %		ADMG	2051	ADMG	28051	6811
654	DEMAT - SOS DATA - COMMANDE MATERIEL INFORMATIQUE POUR C.FAUCHERON - LICENCE	Non	839,00	09/02/2021	09/02/2021	3a	2024	29,51	839,00	100 %	-	ADMG	2051	ADMG	28051	6811
664	DEMAT - SYMEXO - 90 LICENCES ANTI-VIRUS KASPERSKY ENDPOINT SECURITY CLOUD	Non	2 066,40	02/03/2021	02/03/2021	3a	2024	116,71	2 066,40	100 %	-	ADMG	2051	ADMG	28051	6811
674	DEMAT - SYMEXO - COMMANDE SERVEUR DELL POWEREDGE T440 - EPFNA	Non	5 266,63	01/04/2021	01/04/2021	3a	2024	438,89	5 266,63	100 %	-	ADMG	2051	ADMG	28051	6811
710	SYMEXO - LICENCE ANTI VIRUS ESET PROTECT ENTRY CLOUD - DU 11.05.2022 AU 10.05.2023	Oui	2 870,85	18/07/2022	11/05/2022	3a	2024	-	1 568,33	55 %	1 302,52	ADMG	2051	ADMG	28051	6811
823	SYMEXO - ANTI VIRUS ESET CLOUD - DU 10.05.2023 AU 31.12.2023	Oui	1 536,30	02/06/2023	10/05/2023	3a	2024	-	328,60	21 %	1 207,70	ADMG	2051	ADMG	28051	6811
868	SYMEXO - LOGICIEL ANTI VIRUS ESET CLOUD – DU 26.12.2023 AU 27.12.2024	Oui	2 304,00	26/12/2023	26/12/2023	3a										
947	SYMEXO - WINDOWS SERVER 2022 STANDARD - 2 CORE LICENSE PACK - 2024/2025 - EPFNA	Non	1 144,00	06/12/2024	06/12/2024	3a	2024	26,48	26,48	2 %	1 117,52	ADMG	2051	ADMG	28051	6811
71			67 522,84					611,59	61 591,10		3 627,74					
- Imputations immobilisation-Compte d'immobilisation : 20531																
109	Logiciel Office Edition Pro - Ordinateur fixe	Non	296,50	18/03/2010	15/04/2010	3a			296,50	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
110	Logiciel Office Edition Pro - Ordinateur fixe	Non	296,50	18/03/2010	15/04/2010	3a			296,50	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
97	Progiciel SIFOW	Non	69 188,60	21/04/2010	21/04/2010	3a			69 188,60	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
99	Logiciel ordinateur portable	Non	456,42	18/05/2010	18/05/2010	3a			456,42	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
100	logiciel ordinateur portable	Non	456,42	18/05/2010	18/05/2010	3a			456,42	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
174	Logiciel Office Pro Plus 2010	Non	458,01	04/11/2010	15/11/2010	3a			458,01	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
141	Logiciel Office Edition Pro - ordinateur fixe	Non	296,50	27/11/2010	01/12/2010	3a			296,50	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
181	Logiciel WINZAP Pro Version 14.5 Fr	Non	50,16	08/03/2011	21/03/2011	3a			50,16	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
207	Logiciel Mocrosft office Edition Pro 2010	Non	275,59	27/03/2012	31/08/2012	3a			275,59	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
201	Licence Open Gouv Office Pro Plus (ordi. Port.SIG)	Non	382,95	13/04/2012	25/04/2012	3a			382,95	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
212	Logiciel Micrososft Office Edit. pro 2010 OEM	Non	318,73	22/10/2012	19/12/2012	3a			318,73	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
241	LICENCE ADOBE CREATIVE SUITE DESIGN & LICENCE ADOBE ILLUSTRATOR CS6	Non	2 128,00	30/04/2014	05/05/2014	3a			2 128,00	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
243	MICROSOFT OFFICE PME 2013 & MICROSOFT ACCESS 2013 + MO PREPA ATELIER	Non	1 080,00	19/05/2014	19/05/2014	3a			1 080,00	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
251	Microsoft office PME 2013	Non	225,00	08/09/2014	08/09/2014	3a			225,00	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
252	Microsoft ACCESS 2013	Non	135,00	08/09/2014	08/09/2014	3a			135,00	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
269	2 microsoft access 2013 (2x112€)/2 microsoft office pme 2013 (2x225€)	Non	674,00	26/03/2015	26/03/2015	3a			674,00	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
276	PACK OFFICE 2013 HOME ET BUSINESS	Non	450,00	31/08/2015	19/08/2015	3a			450,00	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
298	Pack Office 2013 Home et Business	Non	225,00	26/10/2015	26/10/2015	3a			225,00	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
349	2 Packs Office PME 2016 Microsoft	Non	464,00	16/06/2016	07/07/2016	1a			464,00	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
351	2 Packs Office PME 2016 Microsoft	Non	464,00	16/06/2016	07/07/2016	1a			464,00	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
397	RSI 2017 - PACK OFFICE PME 2016 MICROSOFT	Non	232,00	14/02/2017	17/03/2017	1a			232,00	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
395	SIFOW GBCP 2017 - MISE EN PLACE DU MODULE DEMATERIALISATION DU COMPTE FINANCIER	Non	3 502,62	05/04/2017	05/04/2017	3a			3 502,62	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
433	RSI 2017 - REMPLACEMENT UNITES CENTRALES PAR 2 MINI PC HP LG/GM + MISE A JOUR MICROSOFT POUR EJ	Non	1 122,00	16/08/2017	14/09/2017	1a			1 122,00	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
438	RSI 2017 - ACHAT DE 5 PC PORTABLES TOSHIBA SDO/PC/LL + 2 A DISPO	Non	2 225,00	16/08/2017	13/09/2017	1a			2 225,00	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
474	RSI 2018 - ACHAT DE 4 MINI PC HP POUR GM/JL/CR + 1 A DISPO	Non	928,00	16/10/2017	30/10/2017	1a			928,00	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
447	HTP MULTIMEDIA - ACHAT DE 2 PC PORTABLE PR M.SILL ET L.CLEMENT	Non	598,17	24/10/2017	10/11/2017	1a			598,17	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
608	SIFOW - MISE EN PLACE DU MODULE COMPLEMENTAIRE RECOUVREMENT - AGENCE COMPTABLE	Non	3 650,00	24/01/2019	09/11/2019	3a			3 650,00	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
629	SYSTEME DE GESTION FONCIERE ET OUTIL CARTO / IF TECHNOLOGIE	Non	44 850,00	01/04/2020	01/04/2020	3a			44 850,00	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
622	DEMAT - SIFOW - MISE EN PLACE DU MODULE COMPLEMENTAIRE CHORUS PRO	Non	5 319,50	21/04/2020	21/04/2020	3a			5 319,50	100 %		ADMG	20531	ADMG	280531	6811
688	SIFOW - MISE EN PLACE DU MODULE BON DE COMMANDE	Non	1 985,10	27/08/2021	27/08/2021	3a	2024	433,78	1 985,10	100 %	-	ADMG	20531	ADMG	280531	6811
855	SYMEXO - INSTALLATION SERVEUR MDM / LOCATION ABONNEMENT DU 01.09.2023 AU 31.12.2023	Non	1 250,00	22/09/2023	01/09/2023	3a	2024	416,67	555,56	44 %	694,44	ADMG	20531	ADMG	280531	6811
856	SYMEXO - INSTALLATION SERVEUR MDM / LOCATION ABONNEMENT DU 01.09.2023 AU 31.12.2023	Non	705,00	22/09/2023	01/09/2023	1a	2024	470,00	705,00	100 %	-	ADMG	20531	ADMG	280531	6811
871	EADI - MISE EN PLACE DU MODULE INFINOE - INSTALLATION & PARAMETRAGE - MODULE COMPLEMENTAIRE DE SIFOW	Non	9 570,00	27/12/2023	31/10/2023	3a	2024	3 721,67	3 721,67	39 %	5 848,33	ADMG	20531	ADMG	280531	6811
33			154 258,77					5 042,12	147 716,00		6 542,77					
- Imputations immobilisation-Compte d'immobilisation : 214158																
192	Installations electriques	Non	7 802,00	06/10/2011	06/10/2011	4a			7 802,00	100 %		ADMG	214158	ADMG	2814158	6811
224	Installations électriques	Non	790,00	02/04/2013	02/04/2013	3a 6m			790,00	100 %		ADMG	214158	ADMG	2814158	6811
223	Cylindre monobloc Fichet serrure de sécurité	Non	597,00	23/04/2013	23/04/2013	3a 6m			597,00	100 %		ADMG	214158	ADMG	2814158	6811
225	Clés sécurisées (x13)	Non	1 032,72	23/04/2013	23/04/2013	3a 6m			1 032,72	100 %		ADMG	214158	ADMG	2814158	6811
240	INSTALLATIONS ELECTRIQUES	Non	1 085,00	15/04/2014	07/04/2014	4a 5m			1 085,00	100 %		ADMG	214158	ADMG	2814158	6811
259	DISPOSITIF DIFFERENTIEL	Non	260,00	12/12/2014	12/12/2014	1a			260,00	100 %		ADMG	214158	ADMG	2814158	6811
339	10 panneaux acoustiques Solo Ecophon 1200X1200X40	Non	1 470,00	05/04/2016	28/04/2016	1a			1 470,00	100 %		ADMG	214158	ADMG	2814158	6811
340	2 panneaux acoustiques Solo ecophon 2400X1190X40	Non	570,00	05/04/2016	28/04/2016	1a			570,00	100 %		ADMG	214158	ADMG	2814158	6811
429	MIROITERIE MELUSINE - REMPLACEMENT PORTE D'ENTREE SAS ASCENSEUR - LOCAUX DU 2EME ETAGE	Non	5 459,58	06/06/2017	21/09/2017	9a 3m	2024	590,22	4 295,49	79 %	1 164,09	ADMG	214158	ADMG	2814158	6811
435	EXPERT FENETRES - INSTALLATION DE 2 FENETRES MEZZANINE DU 2E ETAGE	Non	1 566,08	03/07/2017	04/10/2017	9a 3m	2024	169,31	1 226,09	78 %	339,99	ADMG	214158	ADMG	2814158	6811
458	PAIN MENUISERIE - REMPLACEMENT VITRE CASSEE - SALLE DE REUNION - EPFNA	Non	559,19	06/09/2017	09/10/2017	8a 4m	2024	67,10	484,98	87 %	74,21	ADMG	214158	ADMG	2814158	6811
457	MIROITERIE MELUSINE - CREATION D'UNE PORTE D'ENTREE SAS ASCENSEUR - LOCAUX DU 2EME ETAGE	Non	8 398,96	13/09/2017	18/12/2017	9a	2024	933,22	6 566,24	78 %	1 832,72	ADMG	214158	ADMG	2814158	6811
459	PAIN MENUISERIE - REMPLACEMENT VITRE CASSEE SALLE DE REUNION - 2EME SINISTRE	Non	573,05	14/12/2017	12/01/2018	8a	2024	71,63	499,22	87 %	73,83	ADMG	214158	ADMG	2814158	6811
506	EXPERTS FENETRES - CREATION 5 OUVERTURES FENETRES - 3E ETAGE - EXTENSION POLE G.GILGER	Non	2 325,00	28/05/2018	11/07/2018	8a 6m	2024	310,00	2 006,39	86 %	318,61	ADMG	214158	ADMG	2814158	6811
538	MIROITERIE MELUSINE - POSE DE CHASSIS BUREAU GBT + REMPLACEMENT VITRE ACCES TERRASSE - 2EME ETAGE	Non	6 211,92	12/11/2018	17/12/2018	9a 11m	2024	696,66	4 207,05	68 %	2 004,87	ADMG	214158	ADMG	2814158	6811
546	MIROITERIE MELUSINE - POSE DE CHASSIS BUREAU GBT + REMPLACEMENT VITRE ACCES TERRASSE - 2EME ETAGE	Non	1 272,45	12/11/2018	22/01/2019	9a 10m	2024	144,05	855,90	67 %	416,55	ADMG	214158	ADMG	2814158	6811
16			39 972,95					2 982,19	33 748,08		6 224,87					
- Imputations immobilisation-Compte d'immobilisation : 215148																
711	MISE EN PLACE DE 9 DETECTIONS FUMEE ARMOIRES ELECTRIQUES - SALLE DE PAUSE	Non	2 673,00	28/07/2022	01/07/2022	9a	2024	297,00	742,50	28 %	1 930,50	ADMG	215148	ADMG	2815148	6811

COMPTE FINANCIER 2024

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Immobilisation			Paramètres de calcul				Amortissement					Imputations		Imputations dotation		
Numéro d'immobilisation	Libellé	Clôturée	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Date de mise en service	Durée	Exercice	Annuité	Amortissement cumulé	Avancement de l'amortissement	VNC au 31/12	Opération	Compte d'immobilisation	Opération	Compte d'amortissement	Compte de dotation
763	EXTINCTEURS/DECLENCHEURS/SIRENES/PLANS - LOCAUX FRANCE BLEU	Non	2 242,00	31/12/2022	01/01/2023	9a	2024	249,11	498,22	22 %	1 743,78	ADMG	215148	ADMG	2815148	6811
776	AEB - CHANGEMENT DE CLIM BUREAU DE COMMUNICATION EXT PARTENARIAT ET INNOVATION	Non	4 690,00	30/03/2023	29/03/2023	9a	2024	521,11	914,84	20 %	3 775,16	ADMG	215148	ADMG	2815148	6811
777	AEB - CHANGEMENT DE CLIM LOCAL SERVEUR 4EME ETAGE	Non	4 850,00	30/03/2023	29/03/2023	9a	2024	538,89	946,05	20 %	3 903,95	ADMG	215148	ADMG	2815148	6811
852	EMI79 - ACHAT D'EQUIPEMENT ALARME INCENDIE - LOCAL ARCHIVES - EPFNA	Non	1 255,80	31/08/2023	07/09/2023	9a	2024	139,53	183,72	15 %	1 072,08	ADMG	215148	ADMG	2815148	6811
857	OPTI SECURITE - INSTALLATION ALARME INDEPENDANTE - LOCAL ARCHIVES	Non	1 595,00	13/12/2023	04/12/2023	9a	2024	177,22	190,51	12 %	1 404,49	ADMG	215148	ADMG	2815148	6811
6			17 305,80					1 922,86	3 475,84		13 829,96					
- **Imputations immobilisation-Compte d'immobilisation : 2181**																
5	Cablage réseau SPIE	Non	4 712,08	23/11/2009	23/11/2009	5a			4 712,08	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
6	Distributeurs papier	Non	140,60	08/12/2009	08/12/2009	5a			140,60	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
8	Stores à bandes	Non	1 716,16	30/12/2009	30/12/2009	5a			1 716,16	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
7	Support plafond videoprojecteur	Non	619,53	31/12/2009	31/12/2009	5a			619,53	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
128	Signalétiques intérieures	Non	245,18	02/04/2010	18/06/2010	5a			245,18	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
272	Aménagement électrique des nouveaux locaux	Non	5 996,00	15/08/2015	15/08/2015	5a			5 996,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
271	Ajout carte Autocom	Non	1 011,98	18/08/2015	18/08/2015	5a			1 011,98	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
274	Déménagement Autocom	Non	1 536,00	18/08/2015	18/08/2015	5a			1 536,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
279	Aménagement électrique bureau 301	Non	1 286,66	07/09/2015	07/09/2015	5a			1 286,66	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
283	Etagère supplémentaire salle d'archives	Non	156,00	24/09/2015	24/09/2015	1a			156,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
285	Placards archives	Non	2 430,00	24/09/2015	24/09/2015	5a			2 430,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
286	Démontage rétro projecteur	Non	84,00	24/09/2015	24/09/2015	1a			84,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
287	Arrêt et remise en service du serveur	Non	600,00	28/09/2015	28/09/2015	5a			600,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
288	Programmation Alarme et Sécurisation Portes	Non	893,70	16/10/2015	16/10/2015	5a			893,70	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
303	Switch HP 48 ports	Non	690,90	26/10/2015	26/10/2015	5a			690,90	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
307	SYSTEME AARME GALAXIE	Non	1 344,70	01/12/2015	01/12/2015	5a			1 344,70	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
327	1 ENSEMBLE DE RADIATEURS ELECTRIQUES	Non	4 370,79	04/03/2016	08/04/2016	5a			4 370,79	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
328	1 ENSEMBLE DE POSTES DE TRAVAIL STAGIAIRES 4EME ETAGE	Non	1 052,86	04/03/2016	08/04/2016	5a			1 052,86	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
332	Interphone 3ème étage	Non	201,52	25/03/2016	25/03/2016	1a			201,52	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
333	Vidéoprojecteur	Non	208,50	25/03/2016	25/03/2016	1a			208,50	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
334	Création d'un poste de travail dans la cuisine	Non	119,63	25/03/2016	25/03/2016	1a			119,63	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
335	Déplacement de pote de travail dans le bureau du directeur général	Non	127,20	25/03/2016	25/03/2016	1a			127,20	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
336	Déplacement de postes de travail dans les bureaux Foncier	Non	106,20	25/03/2016	25/03/2016	1a			106,20	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
337	Déplacement de postes de travail dans le bureau Comptabilité	Non	97,50	25/03/2016	25/03/2016	1a			97,50	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
338	Création poste de travail dans le bureau Etudes	Non	71,70	25/03/2016	25/03/2016	1a			71,70	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
329	INTERRUPTEUR DIFFERENTIEL GENERAL PRISES 4EME ETAGE	Non	189,75	06/04/2016	08/04/2016	1a			189,75	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
344	CREATION POSTE INFO BUREAUX 2 ET 4	Non	603,15	16/06/2016	05/07/2016	5a			603,15	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
345	DETECTEURS ECLAIRAGE COULOIRS	Non	1 473,75	16/06/2016	05/07/2016	5a			1 473,75	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
358	Travaux électricité bureau Roy	Non	355,61	21/07/2016	18/08/2016	1a			355,61	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
359	Fourniture et pose de moteur Climatisation	Non	1 247,00	01/08/2016	26/08/2016	5a			1 247,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
382	Alimentation électrique pour fontaine à eau	Non	247,80	01/09/2016	01/09/2016	1a			247,80	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
364	Climatisation (pompe de relevage)	Non	491,00	08/09/2016	08/09/2016	1a			491,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
377	Mise en service et accès au réseau par fibre optique	Non	750,00	12/09/2016	14/11/2016	5a			750,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
370	Batterie Alarme Incendie	Non	594,32	28/09/2016	28/09/2016	5a			594,32	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
386	Eclairage Escalier applique/plafonnier à led 20 W	Non	461,70	03/11/2016	03/11/2016	1a			461,70	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
393	Liaison fibre optique entre 2 baies	Non	1 781,00	15/02/2017	15/02/2017	5a			1 781,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
407	RSI 2017 - CHANGEMENT DES SWITCHS POUR EXTENSION RESEAU INFORMATIQUE ET TELEPHONIQUE A 48 PORTS	Non	269,80	22/02/2017	28/02/2017	1a			269,80	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
420	PEINTURE BAT - TRAVAUX 2E ETAGE - PEINTURE/POSE DE DALLES ACOUSTIQUES/REVETEMENT DES SOLS - PARTIE 1	Non	15 389,33	28/03/2017	24/05/2017	5a			15 389,33	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
467	PEINTURE BAT - TRAVAUX 2E ETAGE - PEINTURE/POSE DE DALLES ACOUSTIQUES/REVETEMENT DES SOLS - PARTIE 2	Non	387,76	28/03/2017	26/01/2018	1a			387,76	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
419	REVS'PLAFONDS - REMPLACEMENT DE DALLES FAUX PLAFONDS - 2EME ETAGE LOCAUX EPF	Non	2 124,54	21/04/2017	01/06/2017	5a			2 124,54	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
423	BRUNET - REPARATION CLIMATISATION DEFECTUEUSE - SECRETARIAT	Non	403,00	21/06/2017	29/06/2017	1a			403,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
454	BRUNET - TRAVAUX SUITE MAINTENANCE CLIMATISATION - BUREAUX TRAVAUX/SECRETARIAT/M.NAPPEY/ETUDES	Non	1 008,00	28/07/2017	10/08/2017	5a			1 008,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
449	AEB - CREATION PRISE ELECTRIQUE+ RACCORDEMENT BORNE WIFI - SALLE DE REUNION/MEZZANINE 2E ETAGE	Non	876,31	01/08/2017	15/09/2017	5a			876,31	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
434	SOLUTIONS ENERGIES - INSTALLATION DE PRISES INFORMATIQUES ET PRISES SECTEURS - 2E ETAGE	Non	4 263,76	06/08/2017	22/09/2017	5a			4 263,76	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
477	AEB - INSTALLATION RADIATEURS ELECTRIQUES AU 2EME ETAGE & TRAVAUX DE CABLAGE DIVERS	Non	9 717,52	03/01/2018	09/02/2018	5a			9 717,52	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
468	PEINTURE BAT - TRAVAUX 2E ETAGE - PEINTURE/POSE DE DALLES ACOUSTIQUES/REVETEMENT DES SOLS - PARTIE 2	Non	663,99	11/01/2018	26/01/2018	5a			663,99	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
464	SAT&G 2018 - RACCORDEMENT DES SYSTEMES D'ALARME DES 3E ET 4E ETAGES - LOCAUX EPFNA	Non	1 508,40	15/01/2018	02/02/2018	5a			1 508,40	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
500	SAT&G - INSTALLATION ET RACCORDEMENT SYSTEME ALARMES - 3E ETAGE EXTENSION G.GILGER	Non	1 948,60	28/05/2018	13/06/2018	5a			1 948,60	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
516	PEINTURE BAT - TRAVAUX PEINTURES ET REVETEMENTS DES SOLS BUREAUX + SANITAIRES- 3E ETAGE EXTENSION GG	Non	8 956,32	28/05/2018	27/08/2018	5a			8 956,32	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
520	AEB - INSTALLATION RESEAUX ELECTRIQUES/TELEPHONIQUE/INFORMATIQUE - 3E ETAGE - EXTENSION G.GILGER	Non	11 559,80	28/05/2018	26/07/2018	5a			11 559,80	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
488	CASTORAMA - ACHAT DE 5 ENROULEURS OCCULTANTS - 2EME ETAGE LOCAUX EPF	Non	199,58	11/06/2018	11/06/2018	1a			199,58	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
526	AEB - TRAVAUX DE REMPLACEMENT SANITAIRES - LAVABO + WC - 3E ETAGE - EXTENSION POLE G.GILGER	Non	1 089,57	06/08/2018	24/09/2018	5a			1 089,57	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
572	Travaux de peinture du 2ème étage EPFNA	Non	38 709,55	07/09/2018	21/12/2018	5a			38 709,55	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
567	AEB - TRAVAUX - ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE/PLOMBERIE ET SANITAIRE DU 2EME ETAGE - EPFNA	Non	66 667,53	10/09/2018	31/01/2019	5a	2024	1 111,11	66 667,53	100 %	-	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
541	EMI 79 - INSTALLATION SYSTEME SECURITE INCENDIE - EXTINCTEURS/PLANS/ALARMES - EXTENSION 1ER ETAGE	Non	1 064,00	05/10/2018	20/12/2018	5a			1 064,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
543	SAT&G - RACCORDEMENT SYSTEME ALARME INTRUSION - EXTENSION 2EME ETAGE - LOCAUX EPF	Non	2 780,60	21/11/2018	04/02/2019	5a	2024	50,98	2 780,60	100 %	-	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
542	BRUNET - REMPLACEMENT CHAUFFE EAU HS - 4E ETAGE EPF - CHAUFFE EAU DE 15 LITRES	Non	535,00	27/11/2018	13/12/2018	5a			535,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811

COMPTE FINANCIER 2024

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Immobilisation			Paramètres de calcul				Amortissement					Imputations		Imputations dotation		
Numéro d'immobilisation	Libellé	Clôturée	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Date de mise en service	Durée	Exercice	Annuité	Amortissement cumulé	Avancement de l'amortissement	VNC au 31/12	Opération	Compte d'immobilisation	Opération	Compte d'amortissement	Compte de dotation
534	DEMAT - MISSION CSPS - TRAVAUX DE REAMENAGEMENT BUREAUX 1ER ETAGE - LOCAUX EPFNA	Non	200,00	28/11/2018	20/12/2018	1a			200,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
535	DEMAT - MISSION CSPS - TRAVAUX DE REAMENAGEMENT BUREAUX 1ER ETAGE - LOCAUX EPFNA	Non	100,00	28/11/2018	20/12/2018	1a			100,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
536	DEMAT - MISSION CSPS - TRAVAUX DE REAMENAGEMENT BUREAUX 1ER ETAGE - LOCAUX EPFNA	Non	350,00	28/11/2018	20/12/2018	1a			350,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
560	ROUSSAUD - CHANGEMENT CYLINDRES + POIGNEES - SALLE DE REUNION/SALLE DE PAUSE/ SAS 3E - TERRASSE 3E	Non	1 291,00	28/01/2019	27/02/2019	5a	2024	40,16	1 291,00	100 %	-	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
587	AEB - INSTALLATION RESEAUX ET ELECTRICITES - 4 POSTES - ANCIENNE SALLE DE PAUSE 3E ETAGE	Non	2 177,68	14/02/2019	19/02/2019	5a	2024	58,06	2 177,68	100 %	-	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
575	ROUSSAUD - REMPLACEMENT GACHE ELECTRIQUE - PORTE HALL 3E ETAGE	Non	173,00	17/04/2019	19/04/2019	1a			173,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
588	AEB - INSTALLATION 5 RADIATEURS ELECTRIQUES - 4EME ETAGE LOCAUX EPFNA	Non	3 393,79	29/04/2019	11/06/2019	5a	2024	301,66	3 393,79	100 %	-	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
593	MIROITERIE MELUSINE - INSTALLATION STORES VENITIENS - BUREAUX EV/SB/SD/VLD/AJ	Non	3 526,31	04/06/2019	12/07/2019	5a	2024	374,19	3 526,31	100 %	-	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
601	AEB - INSTALLATION CLIMATISATION BUREAU DGA/DAF	Non	3 173,65	08/07/2019	20/08/2019	5a	2024	403,76	3 173,65	100 %	-	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
602	AEB - INSTALLATION CLIMATISATION BUREAU 2E ETAGE POLE G.GILGER	Non	16 210,59	08/07/2019	20/08/2019	5a	2024	2 062,34	16 210,59	100 %	-	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
603	AEB - POSE BOUCHE ASPIRATION / PLAQUE FAUX PLAFOND WC - SALLE DE PAUSE EPF	Non	195,38	25/07/2019	20/08/2019	1a			195,38	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
600	MIROITERIE MELUSINE - REMPLACEMENT DE VITRAGES SALLE DE PAUSE EPFNA	Non	958,61	23/08/2019	10/10/2019	5a	2024	148,59	958,61	100 %	-	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
613	PEINTURE BAT - REMPLACEMENT SOL BUREAU DU DG	Non	921,71	18/10/2019	16/12/2019	5a	2024	176,67	921,71	100 %	-	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
617	DEMAT - UGAP - COMMANDE 1 PANNEAU D'AFFICHAGE MURAL EPF	Non	83,39	09/01/2020	20/01/2020	1a			83,39	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
621	DEMAT - AEB - REPRISE DES ECLAIRAGES AU 3EME ETAGE - EPFNA	Non	2 492,16	16/01/2020	27/01/2020	5a	2024	498,43	2 456,15	99 %	36,01	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
615	AEB - REPRISE DES ECLAIRAGES AU 3EME ETAGE - EPFNA	Non	365,26	04/02/2020	04/02/2020	1a			365,26	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
619	DEMAT - PHILIPPE ROUSSAUD - INSTALLATION D'UN ENSEMBLE PALIERE AU NIVEAU 4 + REGLAGES FERME PORTE	Non	115,00	04/03/2020	05/03/2020	1a			115,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
620	DEMAT - AEB - DIVERS TRAVAUX D'ELECTRICITE AU 2EME ETAGE DANS LES FUTURS LOCAUX	Non	3 835,95	06/03/2020	10/03/2020	5a	2024	767,19	3 688,91	96 %	147,04	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
627	DEMAT - ROUSSAUD - REMPLACEMENT DE 3 SERRURES - NOUVEAU LOCAUX EPFNA	Non	840,00	03/06/2020	03/06/2020	1a			840,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
626	DEMAT - EMI 79 - INSTALLATION SYSTEME SECURITE INCENDIE - EXTINCTEURS/PLANS/PANNEAU SIGNALÉTIQUE	Non	341,20	26/06/2020	26/06/2020	1a			341,20	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
639	DEMAT - AEB - DIVERS TRAVAUX D'ELECTRICITE AU 2EME ETAGE LOCAUX EPFNA	Non	683,21	22/09/2020	22/09/2020	5a	2024	136,64	584,14	85 %	99,07	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
637	DEMAT - AEB - TRANSFORMATION ECLAIRAGES HS EN ECLAIRAGE LED - 4EME ET 5EME ETAGE - LOCAUX EPFNA	Non	323,91	30/10/2020	30/10/2020	1a			323,91	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
644	DEMAT - ROUSSAUD - REMPLACEMENT DE LA SERRURE 3 PTS SALLE DE PAUSE EPFNA	Non	424,00	06/11/2020	06/11/2020	1a			424,00	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
647	DEMAT - EMI 79 - INSTALLATION ALARME TYPE 4 RADIO LOCAUX (2EME, 3EME, 4EME & 5EME ETAGES) EPFNA	Non	6 111,00	26/11/2020	26/11/2020	5a	2024	1 222,20	5 007,63	82 %	1 103,37	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
663	DEMAT - AEB - TRAVAUX DEPOSE COURANT POUR OUVERTURE AU 3EME ETAGE - LOCAUX EPFNA	Non	719,32	17/12/2020	17/12/2020	5a	2024	143,86	581,03	81 %	138,29	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
648	DEMAT - EMI 79 - INSTALLATION ALARME INCENDIE ANCIENS LOCAUX COALIA - EPFNA	Non	746,60	22/01/2021	22/01/2021	5a	2024	149,32	588,57	79 %	158,03	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
662	DEMAT - ROUSSAUD - CHANGEMENT CYLINDRES SERRURE EPFNA - LOCAUX DE COALIA	Non	475,18	05/02/2021	05/02/2021	1a			475,18	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
655	DEMAT-SAT&G-INSTALLATION LECTEUR DE BADGES AU NIVEAU DE L'ACCUEIL LOCAUX EPFNA +FOURNITURE 70 BADGES	Non	818,09	09/02/2021	09/02/2021	5a	2024	163,62	637,21	78 %	180,88	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
659	DEMAT - SAT&G - EXTENSION ALARME INTRUSION COALIA	Non	730,00	09/02/2021	09/02/2021	5a	2024	146,00	568,59	78 %	161,41	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
653	DEMAT - AEB - INTERVENTION REMPLACEMENT PAVE LUMINEUX ET DETECTEUR WC 3EME ETAGE	Non	305,33	15/02/2021	15/02/2021	1a			305,33	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
656	DEMAT - PEINTURE BAT - CREATION D'UN COULOIR D'ACCES LOCAUX COALIA/POLE GG	Non	3 357,44	15/02/2021	15/02/2021	5a	2024	671,49	2 603,89	78 %	753,55	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
658	DEMAT - AEB - TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES LOCAUX 3EME ETAGE- AJOUT DE PRISE POSTE FUTUR STAGIAIRE	Non	576,80	16/02/2021	16/02/2021	5a	2024	115,36	447,02	78 %	129,78	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
670	DEMAT - AEB - TRAVAUX ELECTRICITE ET CLIMATISATION NOUVEAUX LOCAUX COALIA	Non	14 371,04	30/03/2021	30/03/2021	5a	2024	2 874,21	10 786,27	75 %	3 584,77	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
681	DEMAT - AEB - TRAVAUX PLOMBERIE POUR INSTALLATION MACHINE A LAVER POUR INSERSUD	Non	1 952,84	30/06/2021	30/06/2021	5a	2024	390,57	1 368,08	70 %	584,76	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
683	DEMAT - ROUSSAUD - DEMANDE OUVERTURE PORTES/CHANGEMENTS SERURRES/FOURNITURES CLEFS - BUREAU T.ROBIN	Non	352,68	16/07/2021	16/07/2021	1a			352,68	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
694	SAT & G - AJOUT DE DEUX DECTEURS D'ALARME - FUTUR ACCUEUIL EPFNA	Non	1 871,23	13/12/2021	01/01/2022	5a	2024	374,25	1 122,75	60 %	748,48	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
695	EMI 79 - EQUIPEMENT SECURITE INCENDIE - 2EME ETAGE - LOCAUX EPFNA	Non	539,80	20/12/2021	01/01/2022	5a	2024	107,96	323,88	60 %	215,92	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
699	ROUSSAUD - CREATION D'UNE SERRURE AVEC PASS SECURISE EPFNA - SERVICE GG	Non	330,18	23/12/2021	01/01/2022	1a			330,18	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
697	AEB - DEPANNAGE ELECTRIQUE AU 3EME ETAGE - LOCAUX EPFNA	Non	220,86	20/01/2022	22/01/2022	1a			220,86	100 %		ADMG	2181	ADMG	28181	6811
703	AEB - SECONDE INTERVENTION ELECTRICITE 3EME ETAGE ET PLOMBERIE COALIA	Non	813,24	25/04/2022	31/03/2022	5a	2024	162,65	447,29	55 %	365,95	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
744	HUGUET THIBAULT - COMMANDE DE 4 STORES ENROULEUR - BUREAUX ASSISTANTES - DIRECTION PL	Non	1 326,64	01/07/2022	01/07/2022	5a	2024	265,33	663,32	50 %	663,32	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
712	MIROITERIE MELUSINE - INSTALLATION DE DEUX BARRE ANTI-PANIQUE SALLE DE PAUSE ET COALIA	Non	1 052,52	31/07/2022	18/08/2022	5a	2024	210,50	498,77	47 %	553,75	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
714	travaux pôle accueil et moyens généraux	Non	218 040,17	06/09/2022	06/09/2022	5a	2024	43 608,03	101 146,40	46 %	116 893,77	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
742	MIROITERIE MELUSINE- INSTALLATION DE 4 BARRES ANTIPANIQUES	Non	877,12	17/11/2022	22/10/2022	5a	2024	175,42	384,46	44 %	492,66	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
743	AEB - INSTALLATION D'UN CLIMATISEUR MOBILE - LOCAUX FRANCE BLEU - EPFNA	Non	858,30	29/11/2022	29/11/2022	5a	2024	171,66	358,58	42 %	499,72	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
756	SAT&G - REMPLACEMENT ET EXTENTION ALARME INTRUSION - LOCAUX FRANCE BLEU	Non	4 940,41	13/12/2022	08/12/2022	5a	2024	988,08	2 039,29	41 %	2 901,12	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
757	AEB - LIAISON INTERNET ET RACCORDEMENT INFORMATIQUE - LOCAUX FRANCE BLEU - EPFNA POITIERS	Non	8 787,09	10/01/2023	15/12/2022	5a	2024	1 757,42	3 592,95	41 %	5 194,14	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
762	MIROITERIE MELUSINE - POSE BARRE ANTIPANIQUE FRANCE BLEU + POSE 2 FERMES PORTES AU 2EME	Non	871,56	28/02/2023	13/02/2023	5a	2024	174,31	328,29	38 %	543,27	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
771	SIGN86 - INSTALLATIONS DE MIROIRS ET SIGNALITIQUES DE STATIONNEMENTS - PARKING EPFNA	Non	2 315,00	28/02/2023	31/01/2023	5a	2024	463,00	887,42	38 %	1 427,58	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
772	INSERSUD - TRAVAUX ET PEINTURE - LOCAUX FRANCE BLEU ET EPFNA	Non	8 191,35	28/02/2023	15/12/2022	5a	2024	1 638,27	3 349,35	41 %	4 842,00	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
793	INSERSUD - TRAVAUX ET PEINTURE - LOCAUX FRANCE BLEU ET EPFNA	Non	1 261,82	30/04/2023	02/05/2023	5a	2024	252,36	419,90	33 %	841,92	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
790	AEB - TRAVAUX D'ELECTRICITE FUTURE SALLE DE VISIO CONFERENCE	Non	832,23	04/05/2023	03/05/2023	5a	2024	166,45	276,49	33 %	555,74	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
791	AEB - 1ER PARTIE DE LA MISE EN NORME ELECTRIQUE SUITE PASSAGE APAVE	Non	719,29	12/05/2023	30/04/2023	5a	2024	143,86	240,16	33 %	479,13	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
792	AEB - 2EME PARTIE DE LA MISE EN NORME ELECTRIQUE SUITE (FRANCE BLEU) PASSAGE APAVE	Non	716,86	12/05/2023	28/04/2023	5a	2024	143,37	240,15	34 %	476,71	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
824	MIROIRETERIE MELUSINE - POSE D'UNE BARRE ANTIPANIQUE & DEUX FERMES-PORTES - 4EME ETAGE	Non	801,22	31/05/2023	01/05/2023	5a	2024	160,24	267,07	33 %	534,15	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
837	SIGN86 –BANDE ANGLE DE PROTECTION AVEC AMORTISSEUR - RENFORCEMENT MURS - PARKING EPFNA	Non	520,00	30/06/2023	28/04/2023	5a	2024	104,00	174,20	34 %	345,80	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
860	POITOU RAYONNAGES - ACHAT ET INSTALLATION RAYONNAGES - CREATION LOCAL ARCHIVES EPFNA	Non	5 826,68	19/12/2023	18/12/2023	5a	2024	1 165,34	1 207,42	21 %	4 619,26	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
872	BRUNET - REMPLACEMENT RIDEAU AIR CHAUD/ ACHAT 3 RADIATEURS 2000W - LOCAUX FRANCE BLEU - EPFNA	Non	999,00	31/01/2024	18/01/2024	5a	2024	190,37	190,37	19 %	808,63	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
873	BRUNET - REMPLACEMENT RIDEAU AIR CHAUD/ ACHAT 3 RADIATEURS 2000W - LOCAUX FRANCE BLEU - EPFNA	Non	288,00	31/01/2024	18/01/2024	5a	2024	54,88	54,88	19 %	233,12	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
877	TRX D'AMENAGEMENT - BUREAUX SERVICE TRAVAUX - 4EME ETAGE - LOCAUX EPFNA	Non	1 744,89	25/03/2024	19/03/2024	5a	2024	273,37	273,37	16 %	1 471,52	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
885	TRAVAUX - REMPLACEMENT SYSTEME DE CLIMATISATION - 2EME ETAGE - LOCAUX EPFNA	Non	33 430,23	29/04/2024	19/04/2024	5a	2024	4 680,23	4 680,23	14 %	28 750,00	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
887	TRAVAUX - REMPLACEMENT SYSTEME DE CLIMATISATION - 4EME ETAGE - LOCAUX EPFNA	Non	42 561,96	31/05/2024	28/05/2024	5a	2024	5 036,50	5 036,50	12 %	37 525,46	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
888	TRX-REMPLACEMENT SYSTEME DE CLIMATISATION - R+2 & R+4 - LOCAUX EPFNA - FACTURE DE FIN DE TRX	Non	12 088,76	31/05/2024	28/05/2024	5a	2024	1 430,50	1 430,50	12 %	10 658,26	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
889	TRX - REMPLACEMENT DES STORES - R+5 - LOCAUX EPFNA	Non	588,26	05/07/2024	05/07/2024	5a	2024	57,52	57,52	10 %	530,74	ADMG	2181	ADMG	28181	6811

COMPTE FINANCIER 2024

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Immobilisation			Paramètres de calcul				Amortissement					Imputations		Imputations dotation		
Numéro d'immobilisation	Libellé	Clôturée	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Date de mise en service	Durée	Exercice	Annuité	Amortissement cumulé	Avancement de l'amortissement	VNC au 31/12	Opération	Compte d'immobilisation	Opération	Compte d'amortissement	Compte de dotation
890	TRX - REMPLACEMENT DES STORES - R+4 - LOCAUX EPFNA	Non	2 815,41	05/07/2024	05/07/2024	5a	2024	275,28	275,28	10 %	2 540,13	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
906	TRAVAUX AMENAGEMENT BUREAU EPFNA - 4 RUE ROUSSEL - BORDEAUX	Non	1 832,61	08/10/2024	08/10/2024	5a	2024	84,50	84,50	5 %	1 748,11	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
909	TRAVAUX AMENAGEMENT BUREAU EPFNA - 4 RUE ROUSSEL - BORDEAUX	Non	4 276,09	29/10/2024	29/10/2024	5a	2024	147,29	147,29	3 %	4 128,80	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
946	TRX - REMPLACEMENT DU SYSTEME DE CLIMATISATION - R+3 ET MEZZANINE - LOCAUX EPFNA	Non	46 761,07	21/11/2024	31/10/2024	5a	2024	1 558,70	1 558,70	3 %	45 202,37	ADMG	2181	ADMG	28181	6811
125			689 929,40					78 028,05	406 060,91		283 868,49					
- Imputations immobilisation-Compte d'immobilisation : 21827																
385	Véhicule Peugeot 308 immatriculé EJ-426-CG	Non	16 781,53	19/01/2017	19/01/2017	5a			16 781,53	100 %		ADMG	21827	ADMG	281827	6811
557	Véhicule Peugeot 308 immatriculé EJ-426-CG - Intégration TVA dans l'actif	Non	3 356,31	19/01/2017	19/01/2017	5a			3 356,31	100 %		ADMG	21827	ADMG	281827	6811
452	DEMAT - UGAP2017 - ACQUISITION 1 MEGANE BERLINE BUSINESS ENERGY - 100 CV - ES-512-AT	Non	11 740,54	11/07/2017	18/12/2017	5a			11 740,54	100 %		ADMG	21827	ADMG	281827	6811
558	DEMAT - UGAP2017 - ACQUISITION 1 MEGANE BERLINE BUSINESS ENERGY - 100 CV - ES-512-AT	Non	2 348,11	11/07/2017	18/12/2017	5a			2 348,11	100 %		ADMG	21827	ADMG	281827	6811
524	SACOA DES NATIONS - ACHAT 1 VEHICULE DE SERVICE - CLIO BUISINESS TCE 90-18	Non	12 858,00	24/07/2018	24/10/2018	5a			12 858,00	100 %		ADMG	21827	ADMG	281827	6811
525	SACOA DES NATIONS - ACHAT 1 VEHICULE DE SERVICE - 1 CLIO BUSINESS TCE 90-18	Non	12 858,00	24/07/2018	22/10/2018	5a			12 858,00	100 %		ADMG	21827	ADMG	281827	6811
858	CYCLABLE - ACHAT UN VELO PLIANT POUR DEPLACEMENTS PROFESSIONNELS - EPFNA	Non	1 523,92	20/12/2023	21/12/2023	5a	2024	304,78	313,25	21 %	1 210,67	ADMG	21827	ADMG	281827	6811
7			61 466,41					304,78	60 255,74		1 210,67					
- Imputations immobilisation-Compte d'immobilisation : 218317																
9	Poste opérateur IP ou numérique	Non	399,37	02/11/2009	02/11/2009	5a			399,37	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
10	Poste Numérique 6757 DG	Non	145,55	02/11/2009	02/11/2009	5a			145,55	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
11	Poste Numérique 6757	Non	145,55	02/11/2009	02/11/2009	5a			145,55	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
12	Poste Numérique 6757	Non	145,55	02/11/2009	02/11/2009	5a			145,55	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
13	Poste Analogique M355	Non	63,93	02/11/2009	02/11/2009	5a			63,93	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
14	Poste Analogique M355	Non	63,93	02/11/2009	02/11/2009	5a			63,93	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
15	Poste Analogique M355	Non	63,93	02/11/2009	02/11/2009	5a			63,93	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
129	Téléphone SAMSUNG (DG)	Non	58,60	24/11/2009	11/12/2009	5a			58,60	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
130	Téléphone IPHONE 3G- 16 GO- Noir (DAF)	Non	149,50	24/11/2009	11/12/2009	5a			149,50	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
131	Téléphone IPHONE 3G-16 GO - Noir (DO)	Non	149,50	24/11/2009	11/12/2009	5a			149,50	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
137	Téléphone SAMSUND B5310 Corby Pro (CO)	Non	58,60	26/04/2010	26/04/2010	5a			58,60	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
133	Poste Analogique - M355	Non	63,92	11/06/2010	09/09/2010	5a			63,92	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
134	Poste Analogique M355	Non	63,92	11/06/2010	09/09/2010	5a			63,92	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
135	Poste analogique M355	Non	63,93	11/06/2010	09/09/2010	5a			63,93	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
136	Poste Analogique M355	Non	63,93	11/06/2010	09/09/2010	5a			63,93	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
177	Téléphone Analogique M355	Non	63,93	11/06/2010	09/09/2010	5a			63,93	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
132	Téléphone Sony Ericsson W595 (CO)	Non	10,77	24/06/2010	28/06/2010	5a			10,77	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
185	Téléphone portable Samsung Player Star 2 Rose	Non	34,08	30/05/2011	30/05/2011	5a			34,08	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
190	Poste analogique 6730A	Non	53,45	17/08/2011	30/08/2011	5a			53,45	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
191	Poste amologique 6730A	Non	53,45	17/08/2011	30/08/2011	5a			53,45	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
189	Téléphone HTC WILDFIRE S + housse	Non	89,00	13/09/2011	13/09/2011	5a			89,00	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
194	Téléphone sans fil "GIGASET" AS200 - Siemens	Non	28,75	03/11/2011	28/11/2011	5a			28,75	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
197	Lampes de bureau "JOKER" (x12	Non	666,58	15/12/2011	15/12/2011	5a			666,58	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
203	Poste Analogique Alcatel Temporis 700	Non	27,08	23/02/2012	29/06/2012	5a			27,08	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
204	Poste analogique Temporis 700	Non	27,08	08/08/2012	01/10/2012	5a			27,08	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
205	Téléphone portable Samsung Galaxy Pro Gris SBT	Non	19,00	27/08/2012	27/08/2012	5a			19,00	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
208	Téléphone numérique Aastra 6753	Non	68,89	22/10/2012	23/10/2012	5a			68,89	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
220	Téléphone Temporis analogique filaire	Non	27,08	04/03/2013	21/03/2013	1a			27,08	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
229	Téléphones mobiles Smamsung	Non	828,00	14/11/2013	14/11/2013	5a			828,00	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
233	Téléphone analogique	Non	27,08	12/12/2013	20/12/2013	1a			27,08	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
238	POSTE ANALOGIQUE FILAIRE (x3) - TEMPORIS T380 PRO NOIR	Non	57,00	15/04/2014	04/04/2014	1a			57,00	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
239	POSTE NUMERIQUE 6753 (x1) - AASTRA 6753	Non	68,89	15/04/2014	04/04/2014	1a			68,89	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
264	Telephone mobile nokia lumia 830/imei 355159064149516	Non	49,90	31/01/2015	31/01/2015	1a			49,90	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
267	9 mobiles nokia lumia 830/imei 12807/12211/17889/17038/17129/17855/17780/17582/176808	Non	449,10	28/02/2015	28/02/2015	1a			449,10	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
273	Poste téléphonique SD Aastra 6730A	Non	47,18	20/08/2015	20/08/2015	1a			47,18	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
302	Téléphone mobile Nokia Lumia 830	Non	49,90	31/10/2015	31/10/2015	1a			49,90	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
314	Lot de 10 postes AASTRA 6730A	Non	491,80	16/11/2015	01/01/2016	1a			491,80	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
319	PIEUVRE DE CONFERENCE SOUNDSTATION2	Non	621,24	28/01/2016	15/02/2016	5a			621,24	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
381	2 Téléphons Portables Samsung Galaxy A3 2016	Non	118,00	22/12/2016	22/12/2016	1a			118,00	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
410	UGAP 2017 - ACHAT DE PLUSIEURS POSTES TELEPHONIQUES IP ALCATEL (36 postes)	Non	2 829,50	17/05/2017	17/05/2017	1a			2 829,50	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
418	VDCOM - ACHAT D'UN TELEPHONE PORTABLE SAMSUNG GALAXY A5 - P.GRALL	Non	379,00	15/06/2017	15/06/2017	1a			379,00	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
430	DEMAT - UGAP - ACHAT DE 5 POSTES TELEPHONIQUES IP ALCATEL	Non	598,55	20/09/2017	27/09/2017	1a			598,55	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
461	DEMAT - UGAP 2018 - ACHAT DE 5 POSTES TELEPHONIQUES IP ALCATEL	Non	821,15	01/12/2017	19/01/2018	1a			821,15	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
460	SONOMAX - ACHAT D'UN SYSTEME DE SONORISATION PORTATIVE - ENCEINTE + 2 MICROS	Non	949,17	15/01/2018	22/01/2018	5a			949,17	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
462	DEMAT - UGAP 2018 - ACHAT D'UN LAMPADAIRE LED - ECLAIRAGE CWTCH 2EME ETAGE - LOCAUX EPFNA	Non	230,66	17/01/2018	08/02/2018	1a			230,66	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
470	VERRIER CHAUMET - COMMANDE DE 26 SUPPORTS D'ECRAN D'ORDINATEURS	Non	2 149,40	19/02/2018	22/02/2018	1a			2 149,40	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
479	BRUNET - COMMANDE D'UN CASQUE SANS FIL POUR ACCUEIL TELEPHONIQUE - PLANTRONICS - J.WELLINGTON	Non	270,00	03/04/2018	17/04/2018	1a			270,00	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
481	DEMAT - UGAP - ACHAT DE 10 POSTES TELEPHONIQUES IP ALCATEL	Non	1 284,10	05/04/2018	23/04/2018	1a			1 284,10	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
487	MARCIREAU - COMMANDE DE 10 FAUTEUILS DE TRAVAIL - REMPLACEMENT FAUTEUILS DEFECTUEUX	Non	2 713,60	16/05/2018	14/06/2018	1a			2 713,60	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811

COMPTE FINANCIER 2024

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Immobilisation			Paramètres de calcul				Amortissement					Imputations		Imputations dotation		
Numéro d'immobilisation	Libellé	Clôturée	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Date de mise en service	Durée	Exercice	Annuité	Amortissement cumulé	Avancement de l'amortissement	VNC au 31/12	Opération	Compte d'immobilisation	Opération	Compte d'amortissement	Compte de dotation
485	DEMAT - UGAP - COMMANDE DE 4 SUPPORTS DOUBLE ECRANS D'ORDINATEUR - JRY/SB/EKY/KM	Non	550,93	24/05/2018	28/05/2018	1a			550,93	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
490	DEMAT - UGAP - COMMANDE DE 2 DOUBLES SUPPORTS ECRANS FELLOWES	Non	275,46	21/06/2018	02/07/2018	1a			275,46	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
504	DEMAT - UGAP - COMMANDE 10 SUPPORTS ECRANS - EXTENSION POLE G.BOURGAULT	Non	765,29	06/08/2018	10/08/2018	1a			765,29	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
533	BRUNET - COMMANDE CASQUE SANS FIL - PLANTRONICS CS540 - I.BUBERCI	Non	180,00	27/09/2018	30/11/2018	1a			180,00	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
527	DEMAT - UGAP - COMMANDES 5 BRAS SUPPORTS ECRAN + 5 ECRANS	Non	647,20	12/10/2018	15/10/2018	1a			647,20	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
565	DEMAT - UGAP - COMMANDE 5 POSTES TELEPHONIQUES IP ALCATEL - CB/CG/TR/CF/KUTCH	Non	1 154,91	19/11/2018	07/02/2019	1a			1 154,91	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
540	VERRIER CHAUMET - COMMANDE TABLEAU PAPER BOARD - REUNION/FORMATION	Non	193,93	29/11/2018	04/12/2018	1a			193,93	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
569	DEMAT - UGAP - COMMANDE CASQUE TELEPHONIQUE SANS FIL - JABRA - A.CHATEAU	Non	161,58	25/03/2019	28/03/2019	1a			161,58	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
584	DEMAT - UGAP - COMMANDE THERMORELIEUSE EPF	Non	61,52	25/03/2019	16/05/2019	1a			61,52	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
570	DEMAT - UGAP - COMMANDE D'UN TABLEAU MURAL - POLES FONCIER	Non	97,78	04/04/2019	25/04/2019	1a			97,78	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
573	DEMAT - UGAP - COMMANDE 3 PAPER BOARDS - POLE G.GILGER	Non	167,61	19/04/2019	02/05/2019	1a			167,61	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
591	DEMAT- ORANGE - CDE 1 TELEPHONE MOBILE - IPHONE XR NOIR 64 GO + ETUI/COQUE/VERRE TREMPE - M. BRILLET	Non	866,90	03/05/2019	07/05/2019	5a	2024	60,68	866,90	100 %	-	ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
585	DEMAT - UGAP - COMMANDE DE 5 POSTES TELEPHONIQUES - IP ALCATEL - STAGIAIRES + STOCK	Non	598,55	17/05/2019	24/05/2019	1a			598,55	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
590	VERRIER CHAUMET - COMMANDE PRISE ADAPTATEUR SECTEUR/ETIQUETEUSE	Non	59,71	06/06/2019	18/06/2019	1a			59,71	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
609	DEMAT - UGAP - COMMANDE 3 DESTRUCTEURS DE PAPIERS EPF	Non	1 040,43	21/11/2019	06/12/2019	1a			1 040,43	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
612	DEMAT - UGAP - COMMANDE 2 PANNEAUX D'AFFICHAGE EPF	Non	165,13	26/11/2019	11/12/2019	1a			165,13	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
618	DEMAT - UGAP - COMMANDE PANNEAU D'AFFICHAGE MURAL (X4) EPF	Non	180,05	28/02/2020	06/03/2020	1a			180,05	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
650	DEMAT-MARCHE DE SERVICES TELECOMMUNICATIONS - EPFNA - COMMANDE DE TELEPHONES & CLE 4G ET ACCESSOIRES	Non	6 336,00	15/12/2020	15/12/2020	5a	2024	1 267,20	5 125,12	81 %	1 210,88	ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
661	DEMAT - MARCHE DE SERVICES TELECOMMUNICATIONS - COMMANDE MATERIELS TELEPHONIQUES MME DE SAN NICOLAS	Non	529,00	17/02/2021	17/02/2021	5a	2024	105,80	409,68	77 %	119,32	ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
676	DEMAT - MARCHE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS 2020 - EPFNA - COMMANDE DE TELEPHONES & CLE 4G	Non	19 974,30	06/04/2021	06/04/2021	5a	2024	3 994,86	14 925,24	75 %	5 049,06	ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
677	CASQUE SANS FIL POUR STEPHANIE PIRON	Non	330,00	25/05/2021	25/05/2021	1a			330,00	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
682	DEMAT - MARCHE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS - EPFNA - COMMANDE DE 2 TELEPHONES SAMSUNG S20 FE	Non	1 098,32	28/06/2021	28/06/2021	5a	2024	219,66	770,64	70 %	327,68	ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
684	DEMAT - SOS DATA - COMMANDE DE CASQUES JABRA - UTILSATION TEAMS	Non	4 840,00	31/08/2021	31/08/2021	1a			4 840,00	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
702	TELECOM 2000 - COMMANDE 2 TELEPHONES SAMSUNG S20FE + KIT PIETON ET PROTECTIONS + FILMS	Non	1 098,00	13/12/2021	13/12/2021	5a	2024	219,60	669,78	61 %	428,22	ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
700	AERLINK - COMMANDE D'UN TELEPHONE STANDARD MP54 TEAMS - ACCUEIL EPFNA	Non	220,00	25/01/2022	01/01/2022	1a			220,00	100 %		ADMG	218317	ADMG	2818317	6811
74			59 494,67					5 867,80	52 359,51		7 135,16					
- Imputations immobilisation-Compte d'immobilisation : 218327																
19	Switch D-Link petite capacité	Non	479,74	26/09/2009	26/09/2009	3a			479,74	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
20	Imprimante HP Laserjet P3305DN	Non	239,65	29/09/2009	29/09/2009	3a			239,65	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
22	UC Pentium Dual E5300 2,6 GHZ	Non	742,24	29/09/2009	29/09/2009	3a			742,24	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
23	UC Pentium Dual E5300 2,6 GHZ	Non	742,24	29/09/2009	29/09/2009	3a			742,24	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
24	UC Pentium Dual E5300 2,6 GHZ	Non	742,24	29/09/2009	29/09/2009	3a			742,24	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
25	UC Pentium Dual E5300 2,6 GHZ	Non	742,24	29/09/2009	29/09/2009	3a			742,24	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
26	UC Pentium Dual 2 DUO 2,53 GHZ	Non	851,45	29/09/2009	29/09/2009	3a			851,45	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
27	UC Pentium Dual 2 DUO 2,53 GHZ	Non	851,45	29/09/2009	29/09/2009	3a			851,45	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
29	Micro-ordinareur portable HP	Non	785,63	29/09/2009	29/09/2009	3a			785,63	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
30	Micro-ordinareur portable HP	Non	785,63	29/09/2009	29/09/2009	3a			785,63	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
21	Imprimante multi.Brother MFC-8460N	Non	218,13	07/10/2009	07/10/2009	3a			218,13	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
31	Vidéoprojecteur Epson	Non	926,99	19/10/2009	19/10/2009	3a			926,99	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
32	Vidéoprojecteur Epson	Non	927,00	19/10/2009	19/10/2009	3a			927,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
38	Autocom	Non	5 391,23	02/11/2009	02/11/2009	3a			5 391,23	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
39	Serveur RSI Xéon Dual Core 33330	Non	6 708,84	02/11/2009	02/11/2009	3a			6 708,84	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
16	Serveur modèle DELL PE T300	Non	6 432,94	17/11/2009	17/11/2009	3a			6 432,94	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
17	Moniteur LCD DELL 17'	Non	178,74	17/11/2009	17/11/2009	3a			178,74	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
18	Unité de sauvegarde sur bande	Non	1 111,44	17/11/2009	17/11/2009	3a			1 111,44	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
33	Moniteur Plat et large LG Wide 22'	Non	190,16	17/11/2009	17/11/2009	3a			190,16	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
34	Moniteur Plat et large LG Wide 22'	Non	190,16	17/11/2009	17/11/2009	3a			190,16	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
35	Moniteur Plat et large LG Wide 22'	Non	190,17	17/11/2009	17/11/2009	3a			190,17	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
36	Moniteur Plat et large LG Wide 22'	Non	190,17	17/11/2009	17/11/2009	3a			190,17	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
37	Onduleur APC Smart	Non	3 078,50	17/11/2009	17/11/2009	3a			3 078,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
40	Imprimanre jet d'encre HP office jet	Non	204,61	30/12/2009	30/12/2009	3a			204,61	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
101	Fourniture pour pose de vidéoprojecteurs	Non	1 528,92	11/01/2010	11/01/2010	3a			1 528,92	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
102	cablage pour vidéoprojecteur	Non	706,72	11/01/2010	11/01/2010	3a			706,72	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
107	HP Intel Pentium Dual Core	Non	425,24	18/03/2010	15/04/2010	3a			425,24	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
108	HP Intel Pentium Dual Core	Non	425,24	18/03/2010	15/04/2010	3a			425,24	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
103	Moniteur PHILIPS 22"	Non	135,50	29/03/2010	29/03/2010	3a			135,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
104	Moniteur PHILIPS 22"	Non	135,51	29/03/2010	29/03/2010	3a			135,51	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
105	Moniteur PHILIPS 22"	Non	135,51	29/03/2010	29/03/2010	3a			135,51	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
106	Moniteur PHILIPS 22""	Non	135,51	29/03/2010	29/03/2010	3a			135,51	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
111	Ordinateur Portable TOSHIBA L550 -17" LED	Non	837,59	29/04/2010	24/05/2010	3a			837,59	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
112	Ordinateur Portable TOSHIBA L550 - 17" LED	Non	837,59	29/04/2010	24/05/2010	3a			837,59	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
113	Swicht 8 ports - D- Link	Non	53,82	22/06/2010	22/06/2010	3a			53,82	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
114	8 terminaisons analogiques	Non	679,21	29/06/2010	23/08/2010	3a			679,21	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
140	UC Intel Pentium Dual Core - E5400 2.7GHZ	Non	490,06	27/09/2010	01/12/2010	3a			490,06	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811

COMPTE FINANCIER 2024

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Immobilisation			Paramètres de calcul				Amortissement					Imputations		Imputations dotation		
Numéro d'immobilisation	Libellé	Clôturée	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Date de mise en service	Durée	Exercice	Annuité	Amortissement cumulé	Avancement de l'amortissement	VNC au 31/12	Opération	Compte d'immobilisation	Opération	Compte d'amortissement	Compte de dotation
154	Ordinateur portable Toshiba L670-18D- 17,3 LED	Non	999,04	04/11/2010	15/12/2010	3a			999,04	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
158	Imprimante Jet d'encre HP Offoce jet H470B	Non	276,81	04/11/2010	26/11/2010	3a			276,81	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
175	Disque dur externe (IOMEGA) + Housse de transport	Non	114,80	24/11/2010	24/11/2010	3a			114,80	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
178	Serveur NAS QNAP ts-239 Pro II	Non	1 122,33	01/12/2010	29/12/2010	3a			1 122,33	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
186	Ordinateur portable TOSHIBA PRO L670- 1KP-7pro	Non	644,40	25/06/2011	03/03/2011	3a			644,40	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
206	UC HP COMPAQ 8200 Elite - intel pentium G860	Non	364,22	27/03/2012	01/07/2012	3a			364,22	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
200	Moniteur Plat Large Wide22" Philips	Non	100,50	04/04/2012	01/06/2012	3a			100,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
202	Ordinateur portable - Asus K93SM 18,4 (SIG)	Non	914,03	13/04/2012	30/06/2012	3a			914,03	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
209	Moniteur 22" Wide PHILIPS 220S2SS	Non	99,50	22/10/2012	03/12/2012	3a			99,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
211	UC HP Compact 8300 Elite MT Intel Pentium	Non	390,47	22/10/2012	19/12/2012	3a			390,47	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
215	Moniteur PHILIPS 22" 16/10	Non	103,01	27/02/2013	02/04/2013	1a			103,01	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
218	UC	Non	527,86	20/03/2013	20/03/2013	3a			527,86	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
228	PC Bureau Compaq Elite 8300 - Intel Core i5-3470 DDR3 2GO	Non	545,91	04/07/2013	03/09/2013	3a			545,91	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
231	Ultra Portable Vaio	Non	1 300,00	06/11/2013	13/11/2013	3a			1 300,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
236	Serveurs Virtuels	Non	7 201,00	03/12/2013	07/01/2014	3a			7 201,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
242	ORDINATEUR SONY VAIO DUO SVF13N1A4E (X3) & CLAVIER + SOURIS SANS FIL (X3)	Non	3 357,00	19/05/2014	21/05/2014	3a			3 357,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
246	IMPRIMANTE LASER SAMSUNG SL-M-2825ND	Non	79,50	28/07/2014	01/01/2014	1a			79,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
249	ASUS PC TERRA core i3	Non	549,00	08/09/2014	08/09/2014	3a			549,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
250	Ecran Led 22" - View Sonic	Non	420,00	08/09/2014	08/09/2014	1a			420,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
253	VIDEO PROJECTEUR NEC WXGA 2700l	Non	1 073,30	20/10/2014	20/10/2014	3a			1 073,30	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
261	PORTABLE LENOVO THINKPAD X1 CARBON 20A7 14P	Non	1 278,00	05/12/2014	05/12/2014	3a			1 278,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
263	ecran 24p PHILIPS S line 241 S4LCB	Non	285,00	16/01/2015	16/01/2015	1a			285,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
266	2 DD EXTERNE 1TO 2.5 POUCES USB 3.0 TRANSCEND	Non	164,00	23/02/2015	23/02/2015	1a			164,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
265	APN SONY DSC HX400V	Non	333,25	25/02/2015	25/02/2015	1a			333,25	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
840	ORDINATEUR PORTABLE TOSHIBA PROTEGE Z30-C / 3G058766H	Non	1 251,00	26/03/2015	26/03/2015	3a			1 251,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
841	ORDINATEUR PORTABLE TOSHIBA PROTEGE Z30-C / 3G058764H	Non	1 251,00	26/03/2015	26/03/2015	3a			1 251,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
270	Client léger HP T410	Non	325,00	16/04/2015	07/05/2015	1a			325,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
275	2 PC TOSHIBA PORTABLE SATELLITE PRO Z30	Non	2 628,00	31/08/2015	19/08/2015	3a			2 628,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
277	IMPRIMANTE HP OFFICEJET PRO 8100	Non	97,00	31/08/2015	19/08/2015	1a			97,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
281	HP Thin Client t420 Client Leger	Non	325,00	29/09/2015	29/09/2015	1a			325,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
282	HP Thin Client t420 Client Leger	Non	325,00	29/09/2015	29/09/2015	1a			325,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
295	Moniteur LG 22MB65PM-B	Non	119,00	21/10/2015	21/10/2015	1a			119,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
297	MINI PC HP ProDesk Core i3-4160T	Non	379,00	26/10/2015	26/10/2015	1a			379,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
299	Disque dur SSD SAMSUNG 250Go	Non	149,00	26/10/2015	26/10/2015	1a			149,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
304	Borne Wifi Unifi N 300Mb	Non	274,80	26/10/2015	26/10/2015	1a			274,80	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
308	Disque dur externe Western digital et boitier USB 2.0 externe	Non	100,00	23/11/2015	23/11/2015	1a			100,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
323	1 LOT DE 2 DISQUES DURS 4To SATA-600 WESTERN DIGITAL	Non	363,80	18/12/2015	12/01/2016	1a			363,80	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
309	Batterie pour Toshiba modèle PU-ABRS	Non	68,00	22/12/2015	01/01/2016	1a			68,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
313	Moniteur LED 22" 16:10 STOCK	Non	119,00	11/01/2016	15/01/2016	1a			119,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
403	RSI 2017 - LICENCE OFFICE PRO 2016 - SOLANGE GUERIN	Non	1 972,00	26/01/2016	07/02/2017	3a			1 972,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
342	TABLETTE PC MICROSOFT SURFACE PRO 4	Non	1 433,90	18/05/2016	20/06/2016	3a			1 433,90	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
347	2 Ordinateurs HP Prodesk 600 G mini	Non	1 249,80	16/06/2016	07/07/2016	3a			1 249,80	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
350	2 Portables TOSHIBA Portégé Z30-C	Non	2 886,20	16/06/2016	07/07/2016	3a			2 886,20	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
352	Micro HP ProDesk 400 Core i3-6100	Non	733,00	16/06/2016	07/07/2016	3a			733,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
356	3 Moniteurs Led 22" Philips 220V4LSB/00	Non	326,40	29/06/2016	01/08/2016	1a			326,40	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
357	Disque Dur SDD 240Go SATA-600 Toshiba	Non	160,00	01/08/2016	04/08/2016	1a			160,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
360	TABLETTE PC MICROSOFT SURFACE PRO 4	Non	1 433,90	10/08/2016	02/09/2016	3a			1 433,90	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
361	TABLETTE PC MICROSOFT SURFACE PRO 4	Non	1 433,90	10/08/2016	02/09/2016	3a			1 433,90	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
363	2 Stations d'accueil pour Surface Pro 4	Non	310,48	08/09/2016	07/10/2016	1a			310,48	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
368	Unité Centrale Micro HP 260et Ecran Philips	Non	898,00	23/09/2016	12/10/2016	3a			898,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
373	TABLETTE PC MICROSOFT SURFACE PRO 4	Non	1 625,56	23/09/2016	07/11/2016	3a			1 625,56	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
374	TABLETTE PC MICROSOFT SURFACE PRO 4	Non	1 625,56	23/09/2016	07/11/2016	3a			1 625,56	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
604	SOS DATA - ACHAT NAS DE SAUVEGARDE POUR FICHIERS LOURDS	Non	1 055,00	04/11/2016	03/12/2019	3a			1 055,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
402	RSI 2017 - REPARATION ECRAN CASSE - MICROSOFT SURFACE PRO - HORS GARANTIE - MR GRALL	Non	600,00	16/11/2016	13/01/2017	3a			600,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
405	BRUNET - CHANGEMENT ET MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU SERVEUR DE COMMUNICATIONS ALCATEL IP	Non	5 516,00	07/12/2016	25/04/2017	3a			5 516,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
380	Disque Dur SDD KINGSTON 480Go 2.5" SATA-600	Non	159,00	16/12/2016	16/12/2016	1a			159,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
387	TABLETTE PC MICROSOFT SURFACE PRO 4	Non	1 643,52	12/01/2017	12/01/2017	3a			1 643,52	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
408	RSI 2017 - CHANGEMENT DES SWITCHS POUR EXTENSION RESEAU INFORMATIQUE ET TELEPHONIQUE	Non	1 965,00	16/01/2017	28/02/2017	3a			1 965,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
398	RSI 2017 - REMPLACEMENT UNITES CENTRALES PAR MINI PC DE BUREAU HP PRODESK G2 - JR/MM/SB/LL	Non	2 972,00	14/02/2017	17/03/2017	3a			2 972,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
390	3 moniteurs LED 22" 16:10 Multimédia LG	Non	354,00	17/02/2017	17/02/2017	1a			354,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
391	Moniteur LED24" 16:9 Philips	Non	173,70	20/02/2017	20/02/2017	1a			173,70	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
406	RSI 2017 - CHANGEMENT DES SWITCHS POUR EXTENSION RESEAU INFORMATIQUE ET TELEPHONIQUE A 48 PORTS	Non	990,00	22/02/2017	28/02/2017	3a			990,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
400	RSI 2017 - ACHAT ECRAN PHILIPS 27 POUCES + CLAVIER + SOURIS - NAPPEY PASCAL	Non	302,00	22/03/2017	23/03/2017	1a			302,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
411	DEMAT - RSI 2017 - ACHAT MINI PC DE BUREAU HP ET ECRAN 22'' ET LICENCES - BARRAU ALINE	Non	898,00	12/04/2017	28/04/2017	3a			898,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811

COMPTE FINANCIER 2024

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Immobilisation			Paramètres de calcul				Amortissement					Imputations		Imputations dotation		
Numéro d'immobilisation	Libellé	Clôturée	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Date de mise en service	Durée	Exercice	Annuité	Amortissement cumulé	Avancement de l'amortissement	VNC au 31/12	Opération	Compte d'immobilisation	Opération	Compte d'amortissement	Compte de dotation
409	DEMAT - DARTY - ACHAT D'UNE IMPRIMANTE BROTHER DCP-L2560 DW/CARTOUCHE D'ENCRE - TELETRAVAIL NAPPEY	Non	205,58	25/04/2017	27/04/2017	1a			205,58	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
424	CHAUMET - ACHAT DESTRUCTEUR DE PAPIER	Non	398,25	11/05/2017	22/06/2017	1a			398,25	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
415	TABLETTE PC MICROSOFT SURFACE PRO 4	Non	1 846,36	31/05/2017	31/05/2017	3a			1 846,36	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
426	MARCIREAU - COMMANDE DE 10 CLAVIERS ET SOURIS LOGITECH POUR STOCK + NOUVEAUX ARRIVANTS	Non	260,00	04/07/2017	12/07/2017	1a			260,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
428	DEMAT - UGAP - COMMANDE DE 4 ECRANS BUREAUTIQUE PHILIPS 22'' ET 1 ECRAN LG 27''	Non	633,82	17/07/2017	06/10/2017	1a			633,82	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
432	RSI 2017 - REMPLACEMENT UNITES CENTRALES PAR 2 MINI PC HP LG/GM + MISE A JOUR MICROSOFT POUR EJ	Non	1 891,00	16/08/2017	14/09/2017	3a			1 891,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
436	RSI 2017 - ACHAT DE 5 PC PORTABLES TOSHIBA SDO/PC/LL + 2 A DISPO	Non	5 184,30	16/08/2017	13/09/2017	3a			5 184,30	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
476	RSI 2018 - ACHAT D'1 SWITCH 48 PORTS + 4 PORTS SFP POUR EXTENSION RESEAU INFORMATIQUE/TELEPHONIQUE	Non	3 263,00	02/10/2017	31/10/2017	3a			3 263,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
439	AUCHAN - COMMANDE DE 5 ECRANS BUREAUTIQUES H.PACKARD - JL/CR/SS/SDO/PC	Non	415,42	12/10/2017	20/10/2017	1a			415,42	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
848	ORDINATEUR HP MINI 260 G2 DM - 8CN7340BSX	Non	855,50	16/10/2017	30/10/2017	3a			855,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
849	ORDINATEUR HP MINI 260 G2 DM - 8CN73603L7	Non	855,50	16/10/2017	30/10/2017	3a			855,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
850	ORDINATEUR HP MINI 260 G2 DM - 8CN7510HWK	Non	855,50	16/10/2017	30/10/2017	3a			855,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
851	ORDINATEUR HP MINI 260 G2 DM - 8CN7340BJ2	Non	855,50	16/10/2017	30/10/2017	3a			855,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
451	TABLETTE PC MICROSOFT SURFACE PRO 4	Non	1 756,36	20/10/2017	15/11/2017	3a			1 756,36	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
838	ORDINATEUR PORTABLE-ACER - SWIFT SF 314-52	Non	1 054,91	24/10/2017	10/11/2017	3a			1 054,91	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
839	ORDINATEUR PORTABLE-ACER - SWIFT SF 314-52	Non	1 054,92	24/10/2017	10/11/2017	3a			1 054,92	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
450	AUCHAN - ACHAT DE 5 ECRANS ORDINATEURS H.PACKARD 21.5" - PL/LT/LB/SS + 1 A DISPO	Non	415,42	21/11/2017	08/12/2017	1a			415,42	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
817	TABLETTES PC MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 802,31	29/01/2018	05/03/2018	3a			1 802,31	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
818	TABLETTES PC MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 802,31	29/01/2018	05/03/2018	3a			1 802,31	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
819	TABLETTES PC MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 802,31	29/01/2018	05/03/2018	3a			1 802,31	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
820	TABLETTES PC MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 802,31	29/01/2018	05/03/2018	3a			1 802,31	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
821	TABLETTES PC MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 802,31	29/01/2018	05/03/2018	3a			1 802,31	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
822	TABLETTES PC MICROSOFT SURFACE PRO A SORTIR PERDU	Non	1 802,31	29/01/2018	05/03/2018	3a			1 802,31	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
463	ECRAN D'ORDINATEUR HP Z24N 24 POUCES - CN4746060P- M. THOMAS BARON	Non	265,00	19/02/2018	26/02/2018	1a			265,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
469	AUCHAN - COMMANDE 5 ECRANS D'ORDINATEUR H.PACKARD 21.5"- AB/JR/SST/SDS/PL	Non	415,42	02/03/2018	02/03/2018	1a			415,42	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
811	TABLETTE PC MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 802,31	13/03/2018	25/04/2018	3a			1 802,31	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
812	TABLETTE PC MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 802,31	13/03/2018	25/04/2018	3a			1 802,31	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
813	TABLETTE PC MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 802,31	13/03/2018	25/04/2018	3a			1 802,31	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
814	TABLETTE PC MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 802,31	13/03/2018	25/04/2018	3a			1 802,31	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
815	TABLETTE PC MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 802,31	13/03/2018	25/04/2018	3a			1 802,31	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
816	TABLETTE PC MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 802,31	13/03/2018	25/04/2018	3a			1 802,31	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
472	AUCHAN - COMMANDE DE 5 ECRANS BUREAUTIQUES H.PACKARD - GG/SB/S.DESCHAMPS/NX ARRIVANTS	Non	415,42	14/03/2018	20/03/2018	1a			415,42	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
845	ORDINATEUR HP MINI 260 G2 DM - 8CN75000NT	Non	855,50	20/03/2018	25/04/2018	3a			855,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
846	ORDINATEUR HP MINI 260 G2 DM - 8CN7500168	Non	855,50	20/03/2018	25/04/2018	3a			855,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
847	ORDINATEUR HP MINI 260 G2 DM - 8CN75000S2	Non	855,50	20/03/2018	25/04/2018	3a			855,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
482	DEMAT - UGAP - ACHAT DE 10 CLAVIERS + SOURIS SANS FIL - LOGITECH COMBO	Non	230,00	05/04/2018	17/05/2018	1a			230,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
483	DEMAT - RSI - MISE EN PLACE SERVEUR WSUS PR MAJ WINDOWS + DISQUE DUR WD 4 TO - AU NIVEAU DU SERVEUR	Non	479,00	26/04/2018	31/05/2018	1a			479,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
486	DEMAT - RSI 2018 - MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE REFROIDISSEMENT - ULTRA PORTABLE SONY DE G.GILGER	Non	227,40	03/05/2018	23/05/2018	1a			227,40	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
489	LOT DE 10 ECRANS BENQ / MODELE GL2250	Non	913,00	16/05/2018	09/06/2018	1a			913,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
484	LOT 5 EECRANS BENQ / MODELE GL2250	Non	456,50	24/05/2018	26/05/2018	1a			456,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
842	MINI PC HP 260 G2 DM - 8CN8090GHW	Non	884,50	05/06/2018	02/07/2018	3a			884,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
843	MINI PC HP 260 G2 DM - 8CN8090GJ9	Non	884,50	05/06/2018	02/07/2018	3a			884,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
844	MINI PC HP 260 G2 DM - 8CN8090G99	Non	884,50	05/06/2018	02/07/2018	3a			884,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
501	ORDINATEUR PORTABLE TOSHIBA PORTEGE X30-D	Non	1 985,50	11/06/2018	02/07/2018	3a			1 985,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
491	DEMAT - UGAP - COMMANDE DE 2 DISQUES DURS EXTERNES TRANSCEND POUR P.GRALL	Non	162,56	02/07/2018	06/07/2018	1a			162,56	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
519	DEMAT - RSI - ACHAT SWITCH POE 24 PORTS - BRANCHEMENT NV POLE GREGOIRE	Non	1 127,00	20/07/2018	14/09/2018	3a			1 127,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
802	1 ORDINATEUR HP MINI 260 G2 DM	Non	1 039,50	25/07/2018	29/08/2018	3a			1 039,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
803	1 ORDINATEUR HP MINI 260 G2 DM	Non	1 039,50	25/07/2018	29/08/2018	3a			1 039,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
804	PC TABLETTE MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 915,33	25/07/2018	29/08/2018	3a			1 915,33	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
805	PC TABLETTE MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 915,33	25/07/2018	29/08/2018	3a			1 915,33	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
806	PC TABLETTE MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 915,33	25/07/2018	29/08/2018	3a			1 915,33	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
807	PC TABLETTE MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 915,33	25/07/2018	29/08/2018	3a			1 915,33	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
808	PC TABLETTE MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 915,33	25/07/2018	29/08/2018	3a			1 915,33	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
809	PC TABLETTE MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 915,33	25/07/2018	29/08/2018	3a			1 915,33	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
810	PC TABLETTE MICROSOFT SURFACE PRO	Non	1 915,36	25/07/2018	29/08/2018	3a			1 915,36	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
505	LOT 10 ECRANS LG MODELE 22BK55WD	Non	1 180,00	06/08/2018	10/08/2018	1a			1 180,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
521	DARTY - COMMANDE D'UN APPAREIL PHOTO PANASONICS - POLE COMMUNICATION	Non	499,17	17/09/2018	04/10/2018	1a			499,17	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
522	DARTY - COMMANDE DE 1 APPAREIL PHOTO CANON - POLE COMMUNICATION	Non	499,17	17/09/2018	30/09/2018	1a			499,17	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
523	DEMAT - RSI - COMMANDE DISQUE DUR EXTERNE USB - RECUPERATION DE DONNEES - P.GRALL	Non	138,90	01/10/2018	18/10/2018	1a			138,90	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
562	DEMAT - RSI - ACHAT 2 SWITCH 52 PORTS - BAIE DE BRASSAGE EXTENSION POLE GBT + 1 SWITCH BACKUP	Non	2 717,00	05/10/2018	24/01/2019	3a			2 717,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
528	LOT 5 ECRANS BENQ / MODELE GL2250	Non	456,50	12/10/2018	15/10/2018	1a			456,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
529	LOT 10 SOURIS ET CLAVIERS SANS FIL LOGITECH K235	Non	189,61	12/10/2018	18/10/2018	1a			189,61	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
532	DEMAT - RSI - REMPLACEMENT BATTERIE ONDULEUR SERVEUR - APC 2200 VA	Non	611,38	23/10/2018	16/11/2018	3a			611,38	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
596	RSI 2019 - ACHAT MINI PC - A. CHATEAU - EN REMPLACEMENT DE SA TOUR DEFFECTUEUSE	Non	928,00	29/04/2019	22/05/2019	3a			928,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811

COMPTE FINANCIER 2024

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Immobilisation			Paramètres de calcul				Amortissement					Imputations		Imputations dotation		
Numéro d'immobilisation	Libellé	Clôturée	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Date de mise en service	Durée	Exercice	Annuité	Amortissement cumulé	Avancement de l'amortissement	VNC au 31/12	Opération	Compte d'immobilisation	Opération	Compte d'amortissement	Compte de dotation
583	MONITEUR LED 27' - A.CHATEAU - 115890323222	Non	194,50	20/05/2019	23/05/2019	1a			194,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
589	DEMAT - RSI - REMPLACEMENT EN URGENCE DISQUE WESTERN DIGITAL - SERVEUR EPF	Non	187,08	21/05/2019	21/05/2019	1a			187,08	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
594	DEMAT - UGAP - COMMANDE 2 DISQUES DURS EXTERNES TRANSCEND 1TO - CGEFI A.LEBEAU	Non	119,56	04/07/2019	11/07/2019	1a			119,56	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
795	PORTABLES LENOVO ThinkPad L390 Yoga R90X86RZ - TRAORE AZIZ	Non	1 343,00	17/10/2019	11/12/2019	3a			1 343,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
796	PORTABLES LENOVO ThinkPad L390 Yoga R90W86RN - STOCK	Non	1 343,00	17/10/2019	11/12/2019	3a			1 343,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
797	PORTABLES LENOVO ThinkPad L390 Yoga R90W86SW - GAELLE DELCOURT	Non	1 343,00	17/10/2019	11/12/2019	3a			1 343,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
798	PORTABLES LENOVO ThinkPad L390 Yoga R90W86RX - ORIANE LAFARGUE	Non	1 343,00	17/10/2019	11/12/2019	3a			1 343,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
799	PORTABLES LENOVO ThinkPad L390 Yoga R90W86SY- SALLE 102	Non	1 343,00	17/10/2019	11/12/2019	3a			1 343,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
800	PORTABLES LENOVO ThinkPad L390 Yoga R90X86RZ - R90W86S5 -PIERRE LANDES	Non	1 345,00	17/10/2019	11/12/2019	3a			1 345,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
801	6 STATIONS ACCUEIL LENOVO I-0061/0113/0171/0207/0259/0275	Non	1 152,00	17/10/2019	11/12/2019	3a			1 152,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
606	ORDINATEUR FIXE LENOVE THINK CENTER - SS4JP8951- C.COUVERTIER	Non	1 426,00	18/10/2019	06/12/2019	3a			1 426,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
605	SOS DATA - ACHAT NAS DE SAUVEGARDE POUR FICHIERS LOURDS	Non	850,00	04/11/2019	03/12/2019	3a			850,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
610	DEMAT - RSI - ACHAT ESPACE DISQUE SUPPLEMENTAIRE SERVEUR - UPGRADE ESPACE DISQUE	Non	1 198,00	04/11/2019	04/12/2019	3a			1 198,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
616	DOCK LENOVO USB 2 - ZKW04C7F - N.PROUST	Non	192,00	13/01/2020	13/01/2020	1a			192,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
628	ECRAN LED AOC 27 POUCES - N° SERIE GNYKBAHA027043 - M. BRILLET	Non	185,00	02/03/2020	02/03/2020	1a			185,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
623	6 ECRANS AOC 24E1- N° SERIE GNSKCHA 091710/093393/090778/090805 GNSL6HA130370/ 130914	Non	720,00	29/04/2020	29/04/2020	1a			720,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
625	5 DOCK LENOVO THINKPAD-C GEN 2	Non	960,00	29/04/2020	29/04/2020	1a			960,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
764	ORDINATEUR PORTABLE-LENOVO THINKPAS L13 YOGA-N°SERIE R90XLD4Y-NICOLAS PROUST	Non	1 276,00	29/04/2020	29/04/2020	3a			1 276,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
765	ORDINATEUR PORTABLE-LENOVO THINKPAS L13 YOGA-N°SERIE R90XLD4S-GUILLAUME BOURGAULT	Non	1 276,00	29/04/2020	29/04/2020	3a			1 276,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
766	ORDINATEUR PORTABLE-LENOVO THINKPAS L13 YOGA-N°SERIE R90XLD40-LOUIS ANDREO	Non	1 276,00	29/04/2020	29/04/2020	3a			1 276,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
767	ORDINATEUR PORTABLE-LENOVO THINKPAS L13 YOGA-N°SERIE R90XLD46-MAUD CLEMENT	Non	1 276,00	29/04/2020	29/04/2020	3a			1 276,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
768	ORDINATEUR PORTABLE-LENOVO THINKPAS L13 YOGA-N°SERIE R90XLD47-PIERRE CHARDONNEAU	Non	1 276,00	29/04/2020	29/04/2020	3a			1 276,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
633	Station d'accueil ordinateur portable Nguefack / Léa	Non	250,00	08/09/2020	08/09/2020	1a			250,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
635	DEMAT - SOS DATA - COMMANDE MATERIEL INFORMATIQUE (X2 PC PORTABLES LENOVO) & ACCESSOIRES	Non	384,00	08/09/2020	08/09/2020	1a			384,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
769	ORDINATEUR PORTABLE-LENOVO THINKPAS L13 YOGA-N°SERIE R90YJAZ0 -NGUEFACK KEMGANG NGUIMGO	Non	1 297,00	08/09/2020	08/09/2020	3a			1 297,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
770	ORDINATEUR PORTABLE-LENOVO THINKPAS L13 YOGA-N°SERIE R90YJAZ1-CARINE BONNARD	Non	1 297,00	08/09/2020	08/09/2020	3a			1 297,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
638	LOGITECH CONFERENCECAM CONNECT - N°SERIE 2029LZ50K8F8	Non	433,29	08/10/2020	08/10/2020	1a			433,29	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
641	TELEVISEUR LG - 009IKTY0C749 - BUREAU M. BRILLET	Non	549,16	04/11/2020	04/11/2020	3a			549,16	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
640	DEMAT - SOS DATA - COMMANDE DE BARRETTE MEMOIRE (X2) POUR POSTE INFORMATIQUE M. BARON	Non	50,00	16/11/2020	16/11/2020	1a			50,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
784	PC LENOVO 82C5 - PF280T56 - I. BUBERCI	Non	666,62	23/11/2020	23/11/2020	3a			666,62	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
785	PC LENOVO 82C5 - PF280T56 - I. BUBERCI	Non	99,96	23/11/2020	23/11/2020	3a			99,96	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
786	PC LENOVO 82C5 - PF280YM6 - A.BOISLEAU	Non	666,62	23/11/2020	23/11/2020	3a			666,62	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
787	PC LENOVO 82C5 - PF280YM6 - A.BOISLEAU	Non	99,96	23/11/2020	23/11/2020	3a			99,96	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
788	PC LENOVO 82C5 - PF280RPE - J.SALLARD	Non	666,62	23/11/2020	23/11/2020	3a			666,62	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
789	PC LENOVO 82C5 - PF280RPE - J.SALLARD	Non	99,96	23/11/2020	23/11/2020	3a			99,96	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
646	STATION D'ACCUEIL LENOVO N°SERIE ZKW1F54V / ZKW1FC08 / ZKW1FD7D	Non	570,00	07/12/2020	07/12/2020	1a			570,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
773	ORDINATEUR PORTABLE-LENOVO THINKPAD 15 IIL-N°SERIE LR0EDJZH -M MESCHAIN	Non	889,00	07/12/2020	07/12/2020	3a			889,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
774	ORDINATEUR PORTABLE-LENOVO THINKPAD 15 IIL-N°SERIE LR0EDSY4 - S DESCHAMPS	Non	889,00	07/12/2020	07/12/2020	3a			889,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
775	ORDINATEUR PORTABLE-LENOVO THINKPAD 15 IIL-N°SERIE LR0EDJR9 - K GUILLOTEAU	Non	889,00	07/12/2020	07/12/2020	3a			889,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
657	DEMAT - SYMEXO - COMMANDE SWITCH + ONDULEUR POUR NOUVEAU SERVEUR - EPFNA	Non	1 226,90	28/01/2021	28/01/2021	3a	2024	30,67	1 226,90	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
649	STATION D'ACCUEIL - LENOVO- N°SERIE : ZK1QWAH - S.DESCHAMPS	Non	190,00	29/01/2021	29/01/2021	1a			190,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
651	STATION D'ACCUEIL-LENOVO -N°SERIE ZJZ0LLCA - C.FAUCHERON	Non	347,00	29/01/2021	29/01/2021	1a			347,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
652	WEBCAM LOGITECH CONFERENCE - FRANCE BLEU	Non	431,00	09/02/2021	09/02/2021	1a			431,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
673	DEMAT - SYMEXO - COMMANDE SERVEUR DELL POWEREDGE T440 - EPFNA	Non	7 225,00	01/04/2021	01/04/2021	3a	2024	602,09	7 225,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
665	ORDINATEUR PORTABLE LENOVO THINKPAD P1- N° SERIE R9110M3 - C.FAUCHERON	Non	2 268,00	09/04/2021	09/04/2021	3a	2024	205,80	2 268,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
672	DEMAT - SYMEXO - COMMANDE SERVEUR DELL POWEREDGE T440 - EPFNA	Non	1 100,00	16/04/2021	16/04/2021	3a	2024	106,94	1 100,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
668	DEMAT - SOS DATA 5 ECRANS AOC	Non	650,00	28/04/2021	28/04/2021	1a			650,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
779	PC PORTABLES LENOVO-THINKBOOK 15 -MP1XN08E - F. BALIGAND	Non	889,00	28/04/2021	28/04/2021	1a			889,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
780	PC PORTABLES LENOVO-THINKBOOK 15 -MP1XGELC- A.TAMBOURA	Non	889,00	28/04/2021	28/04/2021	1a			889,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
671	4 ECRANS SAMSUNG SF350 / LEA SALVI-E.GLENAT-STOCK	Non	359,83	05/05/2021	05/05/2021	1a			359,83	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
678	IPAD + STYLET + SACOCHE DE PROTECTION POUR M. BRILLET	Non	1 004,97	07/06/2021	07/06/2021	3a	2024	145,16	1 004,97	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
680	DEMAT - LDLC - COMMANDE DE 5 WEBCAMS ET UN DISQUE DUR 1TO	Non	220,59	07/06/2021	07/06/2021	1a			220,59	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
716	TELEVISEUR SALLE ILE DE RE	Non	507,49	29/09/2021	29/09/2021	3a	2024	125,94	507,49	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
717	TELEVISEUR SAMSUNG BUREAU M.BRILLET	Non	674,16	29/09/2021	29/09/2021	3a	2024	167,29	674,16	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
691	CAMERA VISION CONFERENCE LOGITECH	Non	416,63	12/10/2021	12/10/2021	1a			416,63	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
734	ORDINATEUR PORTABLE LENOVO MP1ZM14D	Non	890,00	19/10/2021	19/10/2021	3a	2024	237,33	890,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
735	ORDINATEUR PORTABLE LENOVO MP1ZQ5N6	Non	890,00	19/10/2021	19/10/2021	3a	2024	237,33	890,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
736	ORDINATEUR PORTABLE LENOVO MP1ZYDWY	Non	890,00	19/10/2021	19/10/2021	3a	2024	237,33	890,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
737	ORDINATEUR PORTABLE LENOVO MP1ZKZ40	Non	890,00	19/10/2021	19/10/2021	3a	2024	237,33	890,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
738	ORDINATEUR PORTABLE LENOVO MP1ZLSCL	Non	890,00	19/10/2021	19/10/2021	3a	2024	237,33	890,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
739	ORDINATEUR PORTABLE LENOVO MP1ZLIZD	Non	890,00	19/10/2021	19/10/2021	3a	2024	237,33	890,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
740	ORDINATEUR PORTABLE LENOVO MP22HHW8	Non	890,00	19/10/2021	19/10/2021	3a	2024	237,33	890,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
741	LOT 7 STATIONS ACCUEIL I-TEC	Non	672,00	19/10/2021	19/10/2021	3a	2024	179,22	672,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
724	PC PORTABLE LENOVO THINKBOOK 14s YOGA ITL G.BOUGES	Non	1 260,00	09/12/2021	09/12/2021	3a	2024	394,33	1 260,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811

COMPTE FINANCIER 2024

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Immobilisation			Paramètres de calcul				Amortissement					Imputations		Imputations dotation		
Numéro d'immobilisation	Libellé	Clôturée	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Date de mise en service	Durée	Exercice	Annuité	Amortissement cumulé	Avancement de l'amortissement	VNC au 31/12	Opération	Compte d'immobilisation	Opération	Compte d'amortissement	Compte de dotation
725	PC PORTABLE LENOVO THINKBOOK 14s YOGA ITL L.TAVARD	Non	1 260,00	09/12/2021	09/12/2021	3a	2024	394,33	1 260,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
726	PC PORTABLE LENOVO THINKBOOK 14s YOGA ITL L.LABORDE	Non	1 260,00	09/12/2021	09/12/2021	3a	2024	394,33	1 260,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
727	PC PORTABLE LENOVO THINKBOOK 14s YOGA ITL T.BARON	Non	1 260,00	09/12/2021	09/12/2021	3a	2024	394,33	1 260,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
728	PC PORTABLE LENOVO THINKBOOK 14s YOGA ITL S.BRILLET	Non	1 260,00	09/12/2021	09/12/2021	3a	2024	394,33	1 260,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
729	PC PORTABLE LENOVO THINKBOOK 14s YOGA ITL MI.ALLOUCH	Non	1 260,00	09/12/2021	09/12/2021	3a	2024	394,33	1 260,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
730	PC PORTABLE LENOVO THINKBOOK 14s YOGA ITL J.PERROT	Non	1 260,00	09/12/2021	09/12/2021	3a	2024	394,33	1 260,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
731	PC PORTABLE LENOVO THINKBOOK 14s YOGA ITL STOCK	Non	1 260,00	09/12/2021	09/12/2021	3a	2024	394,33	1 260,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
732	LOT 8 STATIONS ACCUEIL I-TEC	Non	768,00	09/12/2021	09/12/2021	3a	2024	240,38	768,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
696	LDLC - COMMANDE DE 50 SUPPORTS POUR ORDINATEUR PORTABLE	Non	1 414,89	16/12/2021	01/01/2022	3a	2024	471,63	1 414,89	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
701	MICRO EXPENSIVE LOGITECH	Non	233,29	25/01/2022	24/01/2022	1a			233,29	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
722	PC PORTABLE LENOVO ESSENTIAL ET THINKPAD 15-IIL C.ANTUNES	Non	937,00	28/06/2022	01/07/2022	3a	2024	312,33	780,83	83 %	156,17	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
723	STATION TEC U3DUALHDMIDOCK C.ANTUNES	Non	111,00	28/06/2022	01/07/2022	1a			111,00	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
718	ORDINATEUR PORTABLE LENOVE THINKBOOK 15 G2ITL S.BEC	Non	929,50	23/09/2022	19/09/2022	3a	2024	309,83	707,45	76 %	222,04	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
719	STATION ACCUEIL LENOVO S.BEC	Non	217,50	23/09/2022	19/09/2022	1a			217,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
720	ORDINATEUR PORTABLE LENOVE THINKBOOK 15 G2ITL C. GAGNAIRE	Non	929,50	23/09/2022	19/09/2022	3a	2024	309,83	707,45	76 %	222,04	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
721	STATION ACCUEIL LENOVO C. GAGNAIRE	Non	217,50	23/09/2022	19/09/2022	1a			217,50	100 %		ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
733	LDLC - COMMANDE D'ECRAN + ADAPTATEUR USB-C/USB-A POUR CASQUE JABRA ET PACK SOURIS/CLAVIER	Non	1 241,91	29/09/2022	29/09/2022	3a	2024	413,97	933,73	75 %	308,18	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
745	ORDINATEUR PORTABLE-LENOVO THINKBOOK 15 G2 ITL-N° SERIE MP23GSSG -AUDREY CHATEAU	Non	1 134,72	29/11/2022	27/10/2022	3a	2024	378,24	823,72	73 %	311,00	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
746	ORDINATEUR PORTABLE-LENOVO THINKBOOK 15 G2 ITL-N° SERIE MP23G15V -ANAIS DEVALLEZ	Non	1 134,72	29/11/2022	27/10/2022	3a	2024	378,24	823,72	73 %	311,00	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
747	ORDINATEUR PORTABLE-LENOVO-THINKBOOK 15 G2 ITL-N° SERIE MP23G2BJ - LUCIE GONNIN	Non	1 134,72	29/11/2022	27/10/2022	3a	2024	378,24	823,72	73 %	311,00	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
748	ORDINATEUR PORTABLE - LENOVO THINKBOOK 15 G2 ITL - N°SERIE MP23FTFC - ALINE BARRAU	Non	1 134,73	29/11/2022	27/10/2022	3a	2024	378,24	823,72	73 %	311,01	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
749	ORDINATEUR PORTABLE - LENOVO THINKBOOK 15 G2 ITL - N°SERIE MP23G0A9 - JENNIFER WILLINGTON	Non	1 134,73	29/11/2022	27/10/2022	3a	2024	378,24	823,72	73 %	311,01	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
750	ORDINATEUR PORTABLE - LENOVO THINKBOOK 14s G2 IAP - N°SERIE MP29KZK7	Non	1 654,73	29/11/2022	27/10/2022	3a	2024	551,58	1 201,22	73 %	453,51	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
751	ORDINATEUR PORTABLE - LENOVO THINKBOOK 14s G2 IAP - N°SERIE MP29LQYG - STOCK	Non	1 654,73	29/11/2022	27/10/2022	3a	2024	551,58	1 201,22	73 %	453,51	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
752	ORDINATEUR PORTABLE - LENOVO THINKBOOK 14s G2 IAP - N°SERIE MP29KX7D - STOCK	Non	1 654,73	29/11/2022	27/10/2022	3a	2024	551,58	1 201,22	73 %	453,51	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
753	ORDINATEUR PORTABLE - LENOVO THINKBOOK 14s G2 IAP - N°SERIE MP29KX8J - STOCK	Non	1 654,73	29/11/2022	27/10/2022	3a	2024	551,58	1 201,22	73 %	453,51	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
754	ORDINATEUR PORTABLE - LENOVO THINKBOOK 14s G2 IAP - N°SERIE MP29LX7X - STOCK	Non	1 654,73	29/11/2022	27/10/2022	3a	2024	551,58	1 201,22	73 %	453,51	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
755	ORDINATEUR PORTABLE -THINKBOOK 14s YOGA MP29KZJP- LEA SALVI	Non	1 654,73	29/11/2022	27/10/2022	3a	2024	551,58	1 201,22	73 %	453,51	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
758	SYMEXO - INSTALLATION DES MATERIELS INFORMATIQUES – RESEAUX ENTRE FRANCE BLEU ET EPFNA	Non	1 286,20	10/02/2023	06/01/2023	3a	2024	428,73	851,51	66 %	434,69	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
759	SYMEXO - COMMANDE ET PREPARATION SWITCH - NOUVEAU LOCAUX FRANCE BLEU	Non	2 620,00	10/02/2023	31/12/2022	3a	2024	873,33	1 746,66	67 %	873,34	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
760	SYMEXO - AJOUT ET REMPLACEMENT BORNE WIFI EX LOCAUX FRANCE BLEU	Non	1 933,40	10/02/2023	31/12/2022	3a	2024	644,47	1 288,94	67 %	644,46	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
825	TEDELEC - INSTALLATION SALLE DE VISIO CONFERENCE EPFNA	Non	15 996,71	26/05/2023	25/04/2023	3a	2024	5 332,24	8 975,93	56 %	7 020,78	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
874	SYMEXO - ACHAT 2 SERVEURS STOCKAGE SAUVEGARDE NAS	Non	1 685,00	19/02/2024	05/02/2024	3a	2024	508,62	508,62	30 %	1 176,38	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
924	LENOVO THINKPAD E14 - SPF4P68H8	Non	859,91	16/04/2024	16/04/2024	3a	2024	203,04	203,04	24 %	656,88	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
925	LENOVO THINKPAD E14 - SPF4P6ZJK	Non	859,91	16/04/2024	16/04/2024	3a	2024	203,04	203,04	24 %	656,88	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
926	LENOVO THINKPAD E14 - SPF4P6ZL2	Non	860,18	16/04/2024	16/04/2024	3a	2024	203,09	203,09	24 %	657,07	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
927	LENOVO THINBOOK 16 - SPW08DP9K	Non	830,00	16/04/2024	16/04/2024	3a	2024	195,97	195,97	24 %	634,03	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
928	LENOVO THINBOOK 16 - SPW08RWKL	Non	830,00	16/04/2024	16/04/2024	3a	2024	195,97	195,97	24 %	634,03	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
929	LENOVO SLIDE THINKPAD X13 - SPF4T482Z	Non	1 234,88	16/04/2024	16/04/2024	3a	2024	291,57	291,57	24 %	943,31	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
930	LENOVO SLIDE THINKPAD X13 - SPF4T4CLD	Non	1 234,88	16/04/2024	16/04/2024	3a	2024	291,57	291,57	24 %	943,31	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
931	LENOVO SLIDE THINKPAD X13 - SPF4T4EV1	Non	1 235,24	16/04/2024	16/04/2024	3a	2024	291,65	291,65	24 %	943,59	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
932	LENOVO THINPAD USB STATION ACCUEIL	Non	220,00	16/04/2024	16/04/2024	3a	2024	51,95	51,95	24 %	168,06	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
933	LENOVO THINPAD USB STATION ACCUEIL	Non	220,00	16/04/2024	16/04/2024	3a	2024	51,95	51,95	24 %	168,06	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
934	LENOVO THINPAD USB STATION ACCUEIL	Non	220,00	16/04/2024	16/04/2024	3a	2024	51,95	51,95	24 %	168,06	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
935	LENOVO THINPAD USB STATION ACCUEIL	Non	220,00	16/04/2024	16/04/2024	3a	2024	51,95	51,95	24 %	168,06	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
936	LENOVO THINPAD USB STATION ACCUEIL	Non	220,00	16/04/2024	16/04/2024	3a	2024	51,95	51,95	24 %	168,06	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
937	LENOVO THINPAD USB STATION ACCUEIL	Non	220,00	16/04/2024	16/04/2024	3a	2024	51,95	51,95	24 %	168,06	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
938	LENOVO THINPAD USB STATION ACCUEIL	Non	220,00	16/04/2024	16/04/2024	3a	2024	51,95	51,95	24 %	168,06	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
939	LENOVO THINPAD USB STATION ACCUEIL	Non	220,00	16/04/2024	16/04/2024	3a	2024	51,91	51,91	24 %	168,02	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
942	MOBILE - SFR PERFORMANCE - 20 GO	Non	689,00	16/04/2024	10/04/2024	3a	2024	166,51	166,51	24 %	522,49	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
943	MOBILE - SFR PERFORMANCE - 20 GO	Non	689,00	16/04/2024	10/04/2024	3a	2024	166,51	166,51	24 %	522,49	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
883	ONDULEUR ELECTRIQUE - APC SMART-UPS SMT2200IC	Non	1 430,00	23/04/2024	25/04/2024	3a	2024	325,72	325,72	23 %	1 104,28	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
893	DELL LATITUDE 5440	Non	1 110,00	13/09/2024	21/12/2023	3a	2024	380,28	380,28	34 %	729,72	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
898	SOURIS + CLAVIERS + DIVERS CABLES	Non	792,00	13/09/2024	21/12/2023	1a	2024	792,00	792,00	100 %	-	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
910	DELL LATITUDE 5540	Non	1 159,88	13/09/2024	21/12/2023	3a	2024	397,37	397,37	34 %	762,52	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
911	DELL LATITUDE 5540	Non	1 159,88	13/09/2024	21/12/2023	3a	2024	397,37	397,37	34 %	762,52	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
912	DELL LATITUDE 5540	Non	1 160,24	13/09/2024	21/12/2023	3a	2024	397,48	397,48	34 %	762,74	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
913	DELL LATITUDE 9330	Non	1 854,00	13/09/2024	21/12/2023	3a	2024	635,17	635,17	34 %	1 218,84	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
914	DELL LATITUDE 9330	Non	1 854,00	13/09/2024	21/12/2023	3a	2024	635,16	635,16	34 %	1 218,83	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
915	DELL WD22TB4	Non	235,00	13/09/2024	21/12/2023	3a	2024	80,51	80,51	34 %	154,49	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
916	DELL WD22TB4	Non	235,00	13/09/2024	21/12/2023	3a	2024	80,51	80,51	34 %	154,49	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
917	DELL WD22TB4	Non	235,00	13/09/2024	21/12/2023	3a	2024	80,51	80,51	34 %	154,49	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
918	DELL WD22TB4	Non	235,00	13/09/2024	21/12/2023	3a	2024	80,51	80,51	34 %	154,49	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
919	DELL WD22TB4	Non	235,00	13/09/2024	21/12/2023	3a	2024	80,51	80,51	34 %	154,49	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811

COMPTE FINANCIER 2024

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Immobilisation			Paramètres de calcul				Amortissement					Imputations		Imputations dotation		
Numéro d'immobilisation	Libellé	Clôturée	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Date de mise en service	Durée	Exercice	Annuité	Amortissement cumulé	Avancement de l'amortissement	VNC au 31/12	Opération	Compte d'immobilisation	Opération	Compte d'amortissement	Compte de dotation
920	ECRAN 24" AOC 24B2XH	Non	79,00	13/09/2024	21/12/2023	3a	2024	27,07	27,07	34 %	51,94	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
921	ECRAN 24" AOC 24B2XH	Non	79,00	13/09/2024	21/12/2023	3a	2024	27,07	27,07	34 %	51,94	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
922	ECRAN 24" AOC 24B2XH	Non	79,00	13/09/2024	21/12/2023	3a	2024	27,07	27,07	34 %	51,94	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
923	ECRAN 24" AOC 24B2XH	Non	79,00	13/09/2024	21/12/2023	3a	2024	27,05	27,05	34 %	51,92	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
940	MONITEUR UHD 55" - OQZTHNDX7000178 - SALLE VISIO	Non	3 555,00	08/11/2024	30/10/2024	3a	2024	200,79	200,79	6 %	3 354,21	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
941	MONITEUR UHD 55" - OQZTHNDX700179 - SALLE VISIO	Non	3 555,00	08/11/2024	30/10/2024	3a	2024	200,79	200,79	6 %	3 354,21	ADMG	218327	ADMG	2818327	6811
299			323 324,69					28 922,52	285 283,93		38 040,74					
- **Imputations immobilisation-Compte d'immobilisation : 21847**																
41	Bureau accueil(pommier)	Non	659,66	01/11/2009	01/11/2009	10a			659,66	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
42	Bureau direction DG(chêne)	Non	641,00	01/11/2009	01/11/2009	10a			641,00	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
43	Bureau direction DF (chêne)	Non	641,00	01/11/2009	01/11/2009	10a			641,00	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
44	Bureau direction DO (poirier)	Non	641,00	01/11/2009	01/11/2009	10a			641,00	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
45	Bureau chargé opération + caisson (Aulne)	Non	927,55	01/11/2009	01/11/2009	10a			927,55	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
46	Bureau chargé opération + caisson (Aulne)	Non	927,55	01/11/2009	01/11/2009	10a			927,55	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
47	Caisson accueil (2 tiroirs plats + plumier)	Non	317,30	01/11/2009	01/11/2009	10a			317,30	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
48	Caisson DF (1 tiroir plat + plumier) chêne	Non	400,25	01/11/2009	01/11/2009	10a			400,25	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
49	Caisson DO (1 tiroir plat + plumier) poirier	Non	400,25	01/11/2009	01/11/2009	10a			400,25	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
50	Crédence DG (1 tablette) chêne	Non	455,40	01/11/2009	01/11/2009	10a			455,40	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
51	Armoire rideau accueil (5 tablettes) pommier	Non	404,70	01/11/2009	01/11/2009	10a			404,70	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
52	Armoire portes DF (4tablettes) chêne	Non	823,30	01/11/2009	01/11/2009	10a			823,30	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
53	Armoire portes DO (4 tablettes) poirier	Non	823,30	01/11/2009	01/11/2009	10a			823,30	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
54	Armoire rideau CO (4 tablettes) AULNE	Non	474,20	01/11/2009	01/11/2009	10a			474,20	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
55	Armoire rideau CO (4 tablettes) AULNE	Non	474,20	01/11/2009	01/11/2009	10a			474,20	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
115	Armoire 198x110x45 P/battantes - 4 tablettes	Non	823,30	23/11/2009	22/01/2010	10a			823,30	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
71	Table de réunion ronde(4 pl.) DF chêne	Non	373,30	01/12/2009	01/12/2009	10a			373,30	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
72	Table de réunion ronde(4 pl.) DO poirier	Non	373,30	01/12/2009	01/12/2009	10a			373,30	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
73	Table de réunion oblongue (8 pl.) DG chêne	Non	762,75	01/12/2009	01/12/2009	10a			762,75	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
74	Plan de réunion (120x80) avec pieds	Non	181,76	01/12/2009	01/12/2009	10a			181,76	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
75	Plan de réunion (120x80) avec pieds	Non	181,76	01/12/2009	01/12/2009	10a			181,76	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
76	1/2 lune pour plan de réunion avec pieds	Non	180,15	01/12/2009	01/12/2009	10a			180,15	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
83	Plans de réunion 160x80 (x20) avec pieds	Non	1 993,00	01/12/2009	01/12/2009	10a			1 993,00	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
84	Angles 90 pour plan réunion (x8) avec pieds	Non	677,60	01/12/2009	01/12/2009	10a			677,60	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
77	1/2 lune pour plan de réunion avec pieds	Non	180,15	02/12/2009	02/12/2009	10a			180,15	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
80	Coffre-fort	Non	827,63	04/12/2009	04/12/2009	10a			827,63	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
56	Fauteuil Exos (sevilla) accueil	Non	227,85	16/12/2009	16/12/2009	10a			227,85	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
57	Fauteuil Exos (cuba) DF	Non	227,85	16/12/2009	16/12/2009	10a			227,85	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
58	Fauteuil Exos (azura) DG	Non	227,85	16/12/2009	16/12/2009	10a			227,85	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
59	Fauteuil Exos (night) DO	Non	227,85	16/12/2009	16/12/2009	10a			227,85	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
60	Fauteuil Exos (Chantaco) CO	Non	227,85	16/12/2009	16/12/2009	10a			227,85	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
61	Fauteuil Exos (Chantaco) CO	Non	227,85	16/12/2009	16/12/2009	10a			227,85	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
62	Chaise Visiteurs x3 (Cuba) DF	Non	313,20	16/12/2009	16/12/2009	10a			313,20	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
63	Chaise Visiteur x6 (Azura) DG	Non	626,40	16/12/2009	16/12/2009	10a			626,40	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
64	Chaise visiteur x3 (night) DO	Non	313,20	16/12/2009	16/12/2009	10a			313,20	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
65	Chauffeuse avec accotoir (rouge) couloir	Non	194,25	16/12/2009	16/12/2009	10a			194,25	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
66	Chauffeuse avec accotoir (rouge) couloir	Non	194,25	16/12/2009	16/12/2009	10a			194,25	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
67	Chauffeuse avec placets tomette) accueil	Non	156,50	16/12/2009	16/12/2009	10a			156,50	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
68	Chauffeuse avec placets tomette) accueil	Non	156,50	16/12/2009	16/12/2009	10a			156,50	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
69	Chauffeuse avec placets tomette) accueil	Non	156,50	16/12/2009	16/12/2009	10a			156,50	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
70	Présentoir mobile noir	Non	197,60	16/12/2009	16/12/2009	10a			197,60	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
78	Portemanteaux x4 noirs	Non	206,38	16/12/2009	16/12/2009	10a			206,38	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
79	Portemanteaux x2 bois frêne aloes	Non	206,00	16/12/2009	16/12/2009	10a			206,00	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
85	Chaises coque rouges (x10)	Non	2 693,03	16/12/2009	16/12/2009	10a			2 693,03	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
86	Chaise clip rouge (x4)	Non	201,75	16/12/2009	16/12/2009	10a			201,75	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
87	Chaise clip rouge (x4)	Non	201,75	16/12/2009	16/12/2009	10a			201,75	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
88	Tablette droite (x4)	Non	109,30	16/12/2009	16/12/2009	10a			109,30	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
89	Tablette droite (x4)	Non	109,30	16/12/2009	16/12/2009	10a			109,30	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
90	Table Karl 70 cm Kiwi	Non	101,50	16/12/2009	16/12/2009	10a			101,50	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
91	Table Karl 120x80 cm Kiwi	Non	112,50	16/12/2009	16/12/2009	10a			112,50	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
92	Chaise Karl canarie (x6)	Non	254,70	16/12/2009	16/12/2009	10a			254,70	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
93	Patères murale double	Non	24,00	16/12/2009	16/12/2009	10a			24,00	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
94	Patères murale double	Non	24,00	16/12/2009	16/12/2009	10a			24,00	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
95	Patères murale double	Non	24,00	16/12/2009	16/12/2009	10a			24,00	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
96	Patères murale double	Non	24,00	16/12/2009	16/12/2009	10a			24,00	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
116	Armoire à rideaux 100x120 - 2 tablettes - Accueil	Non	365,75	23/03/2010	06/05/2010	10a			365,75	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811

COMPTE FINANCIER 2024

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Immobilisation			Paramètres de calcul				Amortissement					Imputations		Imputations dotation		
Numéro d'immobilisation	Libellé	Clôturée	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Date de mise en service	Durée	Exercice	Annuité	Amortissement cumulé	Avancement de l'amortissement	VNC au 31/12	Opération	Compte d'immobilisation	Opération	Compte d'amortissement	Compte de dotation
117	Fauteuil EXOS- Sevilla	Non	233,01	23/03/2010	27/04/2010	10a			233,01	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
118	Fauteuil Exos - Chantaco	Non	233,01	23/03/2010	27/04/2010	10a			233,01	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
119	Fauteuil Exos - Collège	Non	233,00	23/03/2010	27/04/2010	10a			233,00	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
120	Fauteuil Exos - Collège	Non	233,00	23/03/2010	27/04/2010	10a			233,00	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
121	Bureau compact90 L.180 PR.60+ caisson Aulne nat(G)	Non	927,55	23/03/2010	20/05/2010	10a			927,55	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
122	Bureau compact 90 L.180XPR.60+ caissonAulne Nat(G)	Non	927,55	23/03/2010	20/05/2010	10a			927,55	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
123	Bureau compact 90-L.180XPR.60+caisson aulne Nat(D)	Non	927,54	23/03/2010	20/05/2010	10a			927,54	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
124	Bureau compact 90 L.180XPR.60+caisson-Aulne Nat(D)	Non	927,54	23/03/2010	20/05/2010	10a			927,54	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
125	Armoire rideaux 100x120+2tablettes - Epure	Non	365,75	23/03/2010	20/05/2010	10a			365,75	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
126	Armoire rideaux 100x120+2tablettes - Epure	Non	365,75	23/03/2010	20/05/2010	10a			365,75	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
127	Armooire rideaux 100x120+2tablettes - Epure	Non	365,75	23/03/2010	20/05/2010	10a			365,75	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
148	Table de cuisine Karl 120x80 cm	Non	101,14	23/09/2010	05/11/2010	10a			101,14	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
149	Chaise Karl dossier polypro	Non	38,70	23/09/2010	13/11/2010	10a			38,70	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
150	Chaise karl dossier polypro	Non	38,70	23/09/2010	15/11/2010	10a			38,70	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
151	Chaise Karl dossier polypro	Non	38,71	23/09/2010	15/11/2010	10a			38,71	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
152	Chaisse Karl dossier polypro	Non	38,71	23/09/2010	15/11/2010	10a			38,71	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
144	Fauteuil de travail EXOS - Chantaco	Non	233,01	06/10/2010	15/11/2010	10a			233,01	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
145	Fauteuil de travail Exos - Chantaco	Non	233,01	06/10/2010	15/11/2010	10a			233,01	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
146	Fauteuil de travail Exos - Sevilla	Non	233,00	06/10/2010	15/11/2010	10a			233,00	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
147	Fauteuil de travail Exos - Sevila	Non	233,00	06/10/2010	15/11/2010	10a			233,00	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
159	2 cloisons acoustiques électrifiées	Non	1 017,38	06/10/2010	06/11/2010	10a			1 017,38	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
161	Bureau ISOLE 160X80 - Aulne Naturel	Non	563,26	06/10/2010	09/11/2010	10a			563,26	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
162	Bureau ISOLE160x80 - Aulne Naturel	Non	563,26	06/10/2010	09/11/2010	10a			563,26	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
163	Bureau ISOLE 160X80 - Aulne naturel	Non	563,26	06/10/2010	09/11/2010	10a			563,26	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
164	Bureau ISOLE 160x80 - Aulne naturel	Non	563,26	06/10/2010	09/11/2010	10a			563,26	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
165	Caisson Haut Bureau - Aulne Naturel - PF 80	Non	290,61	06/10/2010	09/11/2010	10a			290,61	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
166	Caisson Haut Bureau - Aulne Naturel- PF 80	Non	290,61	06/10/2010	09/11/2010	10a			290,61	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
168	Caisson Haut Bureau - Aulne Naturel - PF 80	Non	290,60	06/10/2010	09/11/2010	10a			290,60	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
169	Crédence Hauteur L80x H.72 + 1 tablette	Non	378,54	06/10/2010	09/11/2010	10a			378,54	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
170	Crédence Hauteur L 80x H.72 + 1 tablette	Non	378,54	06/10/2010	09/11/2010	10a			378,54	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
171	Crédence Hauteur L80x H. 72 + 1 tablette	Non	378,54	06/10/2010	09/11/2010	10a			378,54	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
172	Crédence Hauteur L80x H. 72 + 1 tablette	Non	378,55	06/10/2010	09/11/2010	10a			378,55	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
167	Caisson Haut Bureau - Aulne naturel - PF 80	Non	290,60	06/11/2010	06/11/2010	10a			290,60	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
173	Coffre anti feu 3 bacs extractible avec clé (59L)	Non	2 370,14	09/11/2010	24/11/2010	10a			2 370,14	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
180	Crédence (armoire- couloir) L80 x H.72+1tablette	Non	316,51	15/02/2011	25/03/2011	10a			316,51	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
182	Amoire à rideaux 100x120 + 2 tablettes	Non	305,81	08/03/2011	14/04/2011	10a			305,81	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
183	armoire à rideaus 100x120 + 2 tablettes	Non	305,81	08/03/2011	14/04/2011	10a			305,81	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
184	Armoire à rideaux	Non	305,81	08/03/2011	14/04/2011	10a			305,81	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
193	Crédence L80 x H. 72 + 1 tablette	Non	316,51	28/03/2011	03/05/2011	10a			316,51	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
221	FAUTEUIL DE BUREAU - ASSISTANTE FONCIER	Non	203,18	04/03/2013	27/03/2013	1a			203,18	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
222	Bureau avec caisson	Non	1 066,52	04/03/2013	02/04/2013	10a			1 066,52	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
226	Cloisons mélaminées (2 droites et 2 courbes)	Non	1 638,50	12/04/2013	03/06/2013	10a			1 638,50	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
237	Crédence de bureau FRAME ONE 72x160-4 tablettes-poirier foncé	Non	1 206,32	23/12/2013	01/01/2014	10a	2024	0,02	1 206,32	100 %	-	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
244	BUREAU ANTHRACITE DROIT EPURE 160X80 + CAISSON HTB ERABLE 13 ALU	Non	1 559,44	20/03/2014	22/04/2014	10a	2024	48,12	1 559,44	100 %	-	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
245	FAUTEUIL DE BUREAU NOIR EXOS PLUS ASSISE TISSU-DOSSIER RESILLE	Non	904,88	20/03/2014	22/04/2014	10a	2024	27,88	904,88	100 %	-	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
255	TABLE BANDANA 120X80	Non	101,71	13/11/2014	13/11/2014	1a			101,71	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
256	FAUTEUIL BUREAU EXOS PLUS NOIR	Non	226,22	13/11/2014	13/11/2014	1a			226,22	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
258	ARMOIRE 198X120 4 TABLETTES/CAISSON HTB/ARMOIRE 103X120 2 TABLETTES	Non	922,50	26/11/2014	26/11/2014	1a			922,50	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
316	Lot de 3 bureaux droit 140X80 VITAL PLUS	Non	677,28	24/09/2015	01/01/2016	1a			677,28	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
317	Lot de 3 caissons hauteur bureau VITAL PLUS	Non	655,20	24/09/2015	01/01/2016	1a			655,20	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
318	Ecran séparation VITAL PLUS	Non	292,77	24/09/2015	01/01/2016	1a			292,77	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
290	Armoire 198X100 décor bois	Non	292,75	19/10/2015	19/10/2015	1a			292,75	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
291	Armoire 198X100 décor bois	Non	292,75	19/10/2015	19/10/2015	1a			292,75	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
292	Armoire 198X100 décor bois	Non	292,75	19/10/2015	19/10/2015	1a			292,75	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
293	Armoire 100X120 décor bois	Non	244,58	19/10/2015	19/10/2015	1a			244,58	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
294	Armoire 100X120 décor bois	Non	244,58	19/10/2015	19/10/2015	1a			244,58	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
296	6 LAMPES DE BUREAU BLOOM	Non	288,60	26/10/2015	26/10/2015	1a			288,60	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
301	Table de réunion ronde diam 100	Non	202,22	29/10/2015	29/10/2015	1a			202,22	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
305	3 fauteuils de bureau Bella	Non	337,68	04/11/2015	04/11/2015	1a			337,68	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
306	Table de Réunion 10 places EPURE	Non	387,94	12/11/2015	12/11/2015	1a			387,94	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
310	Lot de 2 Armoires métalliques A491	Non	605,66	26/11/2015	01/01/2016	1a			605,66	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
311	Tablette métallique de consultation A491	Non	83,63	26/11/2015	01/01/2016	1a			83,63	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
312	Lot de 4X2 chaises visiteur SATURN	Non	317,28	26/11/2015	01/01/2016	1a			317,28	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
320	1 LOT DE CHAISES YOSKO	Non	232,48	26/11/2015	26/01/2016	1a			232,48	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811

COMPTE FINANCIER 2024

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Immobilisation			Paramètres de calcul				Amortissement					Imputations		Imputations dotation		
Numéro d'immobilisation	Libellé	Clôturée	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Date de mise en service	Durée	Exercice	Annuité	Amortissement cumulé	Avancement de l'amortissement	VNC au 31/12	Opération	Compte d'immobilisation	Opération	Compte d'amortissement	Compte de dotation
315	Table de réunion tonneau 12 places Alliance	Non	755,32	01/12/2015	05/01/2016	10a	2024	75,53	678,93	90 %	76,39	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
321	1 LOT DE 2 BUREAUX DROITS VITAL PLUS 140*80	Non	450,88	01/12/2015	19/01/2016	1a			450,88	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
322	1 LOT DE 2 CAISSONS POUR BUREAU VITAL PLUS	Non	483,12	01/12/2015	19/01/2016	1a			483,12	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
326	PORTEMANTEAU SUR SOCLE IANKA x 4	Non	149,72	16/03/2016	05/04/2016	1a			149,72	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
330	2 ARMOIRES METALLIQUES CORIAL 198X120	Non	625,66	16/03/2016	15/04/2016	1a			625,66	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
331	ARMOIRE METALLIQUE CORIAL 100X120	Non	253,25	12/04/2016	22/04/2016	1a			253,25	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
341	Bureau droit Corial 120X80 chêne clair	Non	174,67	13/05/2016	03/06/2016	1a			174,67	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
346	3 FAUTEUILS DE BUREAU BELLA	Non	341,10	16/06/2016	29/06/2016	1a			341,10	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
354	Caisson htb 80 Corail 2 tiroirs plats+ 1 tiroir dossiers suspendus	Non	217,42	16/06/2016	08/07/2016	1a			217,42	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
355	Caisson Htb 80 Epure 4 tiroirs plats	Non	287,36	16/06/2016	21/07/2016	1a			287,36	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
366	2 Fauteuils de bureau Bella	Non	227,40	13/09/2016	10/10/2016	1a			227,40	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
367	2 ensembles "bureau et caisson" (GM+EJ)	Non	784,18	13/09/2016	10/10/2016	1a			784,18	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
383	4 Fauteuils de bureau Bella	Non	454,44	12/01/2017	12/01/2017	1a			454,44	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
389	4 Bureaux avec caissons 3 tiroirs Corail	Non	1 592,36	16/02/2017	16/02/2017	1a			1 592,36	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
392	6 Portemanteaux sur socle Lanka noir 8 patères	Non	225,78	22/02/2017	22/02/2017	1a			225,78	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
394	5 Armoires métalliques Etic 198X120	Non	1 587,90	03/03/2017	03/03/2017	1a			1 587,90	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
414	MARCIREAU - COMMANDE MOBILIER BUREAUX/CAISSONS 2E ETAGE - LOCAUX EPF	Non	24 067,69	05/05/2017	06/06/2017	10a	2024	2 406,77	18 217,91	76 %	5 849,78	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
421	SF 1080 / SF EMI 79 - INSTALLATION EXTINCTEURS 2E ETAGE ET MEZZANINE - LOCAUX EPF	Non	554,20	30/06/2017	30/06/2017	1a			554,20	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
422	SF 1105 / MARCIREAU - ACHAT 20 SIEGES DE TRAVAIL	Non	5 346,64	03/07/2017	03/07/2017	1a			5 346,64	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
431	MARCIREAU - EXTENSION BUREAUX DE TRAVAIL DEMI LUNE - BUREAU TRAVAUX	Non	192,46	02/08/2017	02/10/2017	1a			192,46	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
425	MARCIREAU - COMMANDE MOBILIER SUPPLEMENTAIRE - 2E ETAGE - LOCAUX EPF	Non	2 490,25	04/08/2017	04/08/2017	10a	2024	249,03	1 844,90	74 %	645,35	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
444	MARCIREAU - COMMANDE D'UN CWTCH COULOIR 2EME ETAGE	Non	8 408,70	18/09/2017	15/11/2017	10a	2024	840,87	5 993,53	71 %	2 415,17	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
442	VERRIER CHAUMET - ACHAT ENVELOPPES + GOMMETTES ELECTION CA DU 26.10.2017 + MOBILIERS	Non	907,50	26/09/2017	26/10/2017	1a			907,50	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
443	VERRIER CHAUMET - ACHAT ENVELOPPES + GOMMETTES ELECTION CA DU 26.10.2017 + MOBILIERS	Non	1 520,75	10/10/2017	26/10/2017	1a			1 520,75	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
445	MARCIREAU - COMMANDE DE MOBILIER POUR AMENAGEMENT MEZZANINE - 3E ETAGE LOCAUX EPF	Non	5 799,98	10/10/2017	20/11/2017	10a	2024	580,00	4 126,06	71 %	1 673,92	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
440	DEMAT - UGAP 2017 - ACHAT VESTIAIRE POUR MATERIEL ET EQUIPEMENT - S.MOISAN	Non	128,08	16/10/2017	02/11/2017	1a			128,08	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
456	VERRIER CHAUMET - ACHAT VITRINE POUR AFFICHAGE DECISIONS PREEMPTIONS - PORTE VITREE HALL EPF	Non	471,87	25/10/2017	20/12/2017	1a			471,87	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
465	DEMAT-CASTORAMA-ACHAT D'EQUIP. D'OUTILLAGE - PERFORATEUR/RADIATEURS/FORETS/SONNETTE/MOUSSEUR ROBINET	Non	133,16	26/02/2018	26/02/2018	1a			133,16	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
492	DEMAT - UGAP - COMMANDE DE 10 FAUTEUILS DE BUREAU POUR EXTENSION LOCAUX POLE G.GILGER	Non	2 017,96	16/05/2018	16/07/2018	1a			2 017,96	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
493	MARCIREAU - ACHAT D'UN CWTCH - ESPACE COLLABORATIF - LOCAUX EPF 2E ETAGE	Non	8 616,26	16/05/2018	25/05/2018	10a	2024	861,63	5 686,76	66 %	2 929,50	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
503	DEMAT - UGAP - COMMANDE DE 10 BRAS SUPPORT ECRAN POUR EXTENSION LOCAUX POLE G.GILGER	Non	765,29	16/05/2018	23/07/2018	1a			765,29	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
510	DEMAT - UGAP - COMMANDE DE MOBILIER POUR EXTENSION LOCAUX POLE G.GILGER	Non	7 381,66	16/05/2018	10/07/2018	1a			7 381,66	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
513	DEMAT - UGAP - COMMANDE DE 4 ARMOIRES METTALIQUES - 3E ETAGE - EXTENSION G.GILGER	Non	896,92	06/08/2018	06/09/2018	1a			896,92	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
517	DEMAT - UGAP - COMMANDE 10 FAUTEUILS DE BUREAU - EXTENSION POLE G.BOURGAULT	Non	2 017,96	06/08/2018	01/10/2018	1a			2 017,96	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
518	DEMAT - UGAP - COMMANDE 8 CHAISES POUR TABLE DE REUNION - EXTENSION POLE G.BOURGAULT	Non	828,18	06/08/2018	01/10/2018	1a			828,18	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
530	DEMAT - UGAP - COMMANDE DE MOBILIER BUREAU/SEPARATION POUR G.BOURGAULT - EXTENSION 2E ETAGE	Non	526,82	06/08/2018	25/09/2018	1a			526,82	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
531	DEMAT - UGAP - COMMANDE DE 4 ARMOIRES POUR DP + 1 ARMOIRE POUR GG + VITRINE POUR DP	Non	1 112,94	09/10/2018	31/10/2018	1a			1 112,94	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
544	MARCIREAU - COMMANDE MOBILIER EXTENSION 1ER ETAGE LOCAUX EPF	Non	12 433,30	28/11/2018	21/01/2019	10a	2024	1 243,33	7 390,91	59 %	5 042,39	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
564	DEMAT - UGAP - COMMANDE MOBILIER EXTENSION 1ER ETAGE - CAISSON/SEPARATION	Non	177,22	28/11/2018	29/01/2019	1a			177,22	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
566	DEMAT - UGAP - COMMANDE MOBILIER EXTENSION 1ER ETAGE – BUREAU DROIT 120X80	Non	292,91	28/11/2018	21/01/2019	1a			292,91	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
545	IKEA - COMMANDE DE MOBILIER ET DIVERS ACCESSOIRES - SALLE DE PAUSE LOCAUX EPFNA	Non	4 639,25	11/12/2018	14/01/2019	10a	2024	463,93	2 766,82	60 %	1 872,43	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
568	BOULANGER - COMMANDE ELECTROMENAGER 2 FRIGO/3 MICRO ONDES - SALLE DE PAUSE LOCAUX EPF	Non	1 129,17	18/12/2018	15/01/2019	10a	2024	112,92	673,13	60 %	456,04	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
561	DEMAT - MARCIREAU - COMPLEMENT MOBILIER POLE 1ER ETAGE - PETITES/HAUTES ARMOIRES + TABLE DE REUNION	Non	7 830,29	07/01/2019	13/01/2019	10a	2024	783,03	4 672,08	60 %	3 158,21	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
571	DEMAT - UGAP - COMMANDE TABLE DE REUNION - BUREAU G.GILGER	Non	148,34	03/04/2019	24/04/2019	1a			148,34	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
574	DEMAT - MARCIREAU - COMMANDE ECRAN DE CONFIDENTIALITE - POSTE DE TRAVAIL L.RIPLEY	Non	305,59	04/04/2019	10/05/2019	1a			305,59	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
578	DEMAT - UGAP - COMMANDE 4 ARMOIRES HAUTES + 3 ARMOIRES BASSES - POLES FONCIER ET RESSOURCES	Non	1 449,26	04/04/2019	03/05/2019	1a			1 449,26	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
579	DEMAT - UGAP - COMMANDE 6 FAUTEUILS - BUREAU G.GILGER	Non	516,29	04/04/2019	03/05/2019	1a			516,29	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
580	DEMAT - UGAP - COMMANDE 4 TABOURETS HAUTS - 2EME ESPACE COLLABORATIF - POLE G.GILGER	Non	833,59	04/04/2019	13/05/2019	1a			833,59	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
581	DEMAT - UGAP - COMMANDE DE TABLE HAUTE - ESPACE COLLABORATIF POLE G.GILGER	Non	150,27	04/04/2019	13/05/2019	1a			150,27	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
582	DEMAT - UGAP - COMMANDE DE 2 CHAISES HAUTES - ESPACE COLLABORATIF POLE G.GILGER	Non	416,79	04/04/2019	13/05/2019	1a			416,79	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
586	DEMAT - UGAP - COMMANDE 1 TABLE HAUTE - 2EME ESPACE COLLABORATIF - POLE G.GILGER	Non	490,47	04/04/2019	03/06/2019	1a			490,47	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
592	DEMAT - UGAP - COMMANDE MOBILIER CB/MIA - CHAISES	Non	455,74	20/06/2019	08/07/2019	1a			455,74	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
595	DEMAT - UGAP - COMMANDE MOBILIER CB/MIA - ARMOIRES	Non	368,23	20/06/2019	11/07/2019	1a			368,23	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
597	DEMAT - UGAP - COMMANDE MOBILIER CB/MIA - TABLES	Non	381,50	20/06/2019	30/07/2019	1a			381,50	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
598	DEMAT - UGAP - COMMANDE MOBILIER CB/MIA - BUREAUX/CAISSONS/SEPARATIONS	Non	1 512,77	20/06/2019	23/07/2019	1a			1 512,77	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
611	DEMAT - UGAP - COMMANDE LAMPES DE BUREAU EPF	Non	434,72	21/11/2019	06/12/2019	1a			434,72	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
614	DEMAT - UGAP - COMMANDE LAMPES DE BUREAU EPFNA (X6)	Non	89,94	09/01/2020	20/01/2020	1a			89,94	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
632	DEMAT - UGAP - COMMANDE LAMPES DE BUREAU EPF (X5)	Non	74,95	21/09/2020	21/09/2020	1a			74,95	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
667	DEMAT - 3D CONCEPT - COMMANDE DE MATERIEL ERGONOMIQUE POUR STEPHANIE PIRON	Non	1 759,11	22/03/2021	22/03/2021	10a	2024	175,91	664,06	38 %	1 095,05	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
666	DEMAT - UGAP - COMMANDE DE 2 BIBLIOTHEQUES ARMOIRES POUR M. BRILLET	Non	607,70	14/04/2021	14/04/2021	1a			607,70	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
693	BIBLIOTHEQUE SALLE DE PAUSE	Non	250,00	30/11/2021	30/11/2021	1a			250,00	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
698	BRUNEAU - COMMANDE PORTE-MANTEAUX POUR ACCUEIL	Non	112,82	25/01/2022	27/01/2022	1a			112,82	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
707	CAMIF - COMMANDE DE 3 TABLES EXTERIEURES - TERRASSES EPFNA	Non	622,50	14/06/2022	14/06/2022	1a			622,50	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
708	CAMIF - COMMANDE DE 2 LOTS CHAISES EXTERIEURES - TERRASSES EPFNA	Non	697,50	14/06/2022	14/06/2022	1a			697,50	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811

COMPTE FINANCIER 2024

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Immobilisation			Paramètres de calcul				Amortissement					Imputations		Imputations dotation		
Numéro d'immobilisation	Libellé	Clôturée	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Date de mise en service	Durée	Exercice	Annuité	Amortissement cumulé	Avancement de l'amortissement	VNC au 31/12	Opération	Compte d'immobilisation	Opération	Compte d'amortissement	Compte de dotation
705	CAMIF - COMMANDE DE TABLES ET CHAISES EXTERIEURES - TERRASSES EPFNA	Non	697,50	20/06/2022	22/06/2022	1a			697,50	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
706	CAMIF - COMMANDE DE TABLES ET CHAISES EXTERIEURES - TERRASSES EPFNA	Non	697,50	20/06/2022	22/06/2022	1a			697,50	100 %		ADMG	21847	ADMG	281847	6811
713	3D CONCEPT - COMMANDE DE MATERIEL ERGONOMIQUE POUR P.LANDES	Non	1 260,64	19/08/2022	19/08/2022	10a	2024	126,06	298,34	24 %	962,30	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
866	COMMANDE MEUBLES IKEA AMEUBLEMENT SALLE VASSIVIERE	Non	5 905,33	03/05/2023	03/05/2023	10a	2024	590,53	980,94	17 %	4 924,39	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
867	COMMANDE UGAP FAUTEUILS POUR SALLE VISIO	Non	481,66	05/06/2023	05/06/2023	1a	2024	206,04	481,66	100 %	-	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
945	ACHAT CANAPE JIBBI - UGAP	Non	705,95	22/05/2024	22/05/2024	10a	2024	42,95	42,95	6 %	663,00	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
944	ACHAT DE 7 POUF COCOON A ROULLETTES - GOSTO	Non	1 099,86	22/07/2024	22/07/2024	1a	2024	485,77	485,77	44 %	614,09	ADMG	21847	ADMG	281847	6811
191			185 795,76					9 320,32	153 417,75		32 378,01					
- **Imputations immobilisation-Compte d'immobilisation : 21887**																
466	DEMAT-CASTORAMA-ACHAT D'EQUIP. D'OUTILLAGE - PERFORATEUR/RADIATEURS/FORETS/SONNETTE/MOUSSEUR ROBINET	Non	112,49	26/02/2018	26/02/2018	1a			112,49	100 %		ADMG	21887	ADMG	281887	6811
537	DEMAT - UGAP - COMMANDE PERCOLATEUR A CAFE - 15L/H - UTLISATION CA OU SALONS	Non	177,75	05/11/2018	14/11/2018	1a			177,75	100 %		ADMG	21887	ADMG	281887	6811
539	DEMAT - UGAP 2019 - COMMANDE PLASTIFIEUSE + POCHETTES A3/A4 POUR PLASTIFIER	Non	57,18	07/01/2019	11/01/2019	1a			57,18	100 %		ADMG	21887	ADMG	281887	6811
563	CASTORAMA - ACHAT OUTILLAGE POUR TRAVAUX - CHEVILLES/FORETS/SCIE/SERRE JOINT - S.MOISAN	Non	123,16	21/02/2019	21/02/2019	1a			123,16	100 %		ADMG	21887	ADMG	281887	6811
599	DEMAT - UGAP - ACHAT URNE ELECTORALE AVEC COMPTEUR 300 A 500 BULLETINS - CA/BUREAU/ELECTIONS	Non	132,25	15/07/2019	22/07/2019	1a			132,25	100 %		ADMG	21887	ADMG	281887	6811
630	DEMAT - COVID 19 - PROFORM - BORNES (X5) DISTRIBUTEUR DE GEL	Non	1 350,00	22/06/2020	22/06/2020	1a			1 350,00	100 %		ADMG	21887	ADMG	281887	6811
660	DEMAT - EMI 79 - MISE A JOUR PLANS EVACUATIONS LOCAUX EPF	Non	723,00	25/02/2021	25/02/2021	1a			723,00	100 %		ADMG	21887	ADMG	281887	6811
675	DEMAT - LEROY MERLIN - COMMANDE DE DEUX TELEMETRES POUR VISITES DE BIENS	Non	83,17	25/05/2021	25/05/2021	1a			83,17	100 %		ADMG	21887	ADMG	281887	6811
679	DEMAT - BOULANGER - COMMANDE D'UN CLIMATISEUR ESSENTIEL B - BUREAU RH COALIA	Non	249,17	04/06/2021	04/06/2021	1a			249,17	100 %		ADMG	21887	ADMG	281887	6811
686	DEMAT - BOULANGER - COMMANDE D'APPAREILS PHOTO INSTAX + RECHARGES	Non	215,00	02/09/2021	02/09/2021	1a			215,00	100 %		ADMG	21887	ADMG	281887	6811
685	DEMAT - FNAC - COMMANDE D'UN STABILISATEUR POUR SMARTPHONE - CONGES HLM	Non	133,32	20/09/2021	20/09/2021	1a			133,32	100 %		ADMG	21887	ADMG	281887	6811
689	CREADHESIF - COMMANDE CAMEO MACHINE A DECOUPE POUR CELINE	Non	549,17	05/10/2021	05/10/2021	1a			549,17	100 %		ADMG	21887	ADMG	281887	6811
704	CARDIOP - COMMANDE D'UN DEFIBRILLATEUR	Non	1 327,00	31/03/2022	30/05/2022	5a	2024	265,40	686,35	52 %	640,65	ADMG	21887	ADMG	281887	6811
761	SLJ - COMMANDE D'UN ENCEINTE PORTATIVE POUR EVENEMENTS DE PRESENTATIONS EXTERNES	Non	720,50	21/02/2023	20/02/2023	5a	2024	144,10	268,59	37 %	451,91	ADMG	21887	ADMG	281887	6811
778	CARDIOP - ACHAT D'UN DEFIBRILLATEUR - LOCAUX FRANCE BLEU - EPFNA	Non	1 353,00	15/03/2023	15/03/2023	5a	2024	270,60	485,58	36 %	867,42	ADMG	21887	ADMG	281887	6811
835	SAV INTENSITY - COMMANDE DE 7 CLIM MOBILES	Non	4 750,00	21/06/2023	26/06/2023	5a	2024	950,00	1 438,19	30 %	3 311,81	ADMG	21887	ADMG	281887	6811
853	TENDANCE GOODIES - OBJETS PUBLICITAIRES STANDS POUR MANIFESTATIONS/CONGRES	Non	610,00	28/09/2023	27/09/2023	5a	2024	122,00	153,86	25 %	456,14	ADMG	21887	ADMG	281887	6811
854	TENDANCE GOODIES - OBJETS PUBLICITAIRES STANDS POUR MANIFESTATIONS/CONGRES	Non	330,00	28/09/2023	27/09/2023	1a	2024	243,83	330,00	100 %	-	ADMG	21887	ADMG	281887	6811
18			12 996,16					1 995,93	7 268,23		5 727,93					
840			1 612 067,45					134 998,16	1 211 177,09		398 586,34					

SUIVI DES MINORATIONS DEVANT FAIRE L'OBJET D'UNE DEPRECIATION DE STOCK SUR L'EXERCICE 2024

Avec promesses de vente
39333 => Dépréciation des en-cours de production de biens - Opérations de portage foncier - Minoration foncière

Convention	Opération	Commune	N° délibération CA minoration	Type de minoration	Montant minoration attribuée	Date de signature Promesse	Date de fin Promesse	Montant en dépréciation de stock au 31.12.2023	REPRISE SRU 2024	Ecriture comptable	A GARDER SUR 2024	Montant en dépréciation de stock au 31.12.2024	Ecriture comptable	Dépréciation cumulée au 31.12.2024
1714026	1714026001	ANGOULINS	CA-2017-009	SRU	150 000,00	26/06/2023	26/06/2025	150 000			Oui			150 000
	1714026001		CA-2020-009	SRU	286 000,00	26/06/2023	26/06/2025	286 000			Oui			286 000
	1714026001		CA-2023-023	SRU	380 000,00	26/06/2023	26/06/2025	380 000			Oui			380 000
1723016	1723016001	SAUJON	CA-2023-021	SRU	555 000,00	05/05/2023	28/08/2024	555 000	555 000	DCo 202400319	Non			0
3317069	3317069001	RAUZAN	CA-2018-132	EPFNA	200 000,00	03/10/2023	29/03/2024	200 000	200 000	DCo 202400319	Non			0
1723008	1723008001	VAUX SUR MER	CA-2023-022	SRU	70 000,00	03/10/2023	29/03/2024	70 000	70 000	Dco 202400262	Non			0
3324040	3324040001	LA TESTE DE BUCH	CA-2023-025	SRU	430 000,00	**25/10/2024**	31/01/2026					430 000	DCo 202400320	430 000
3318032	3318032008	GUJAN MESTRAS	CA-2023-053	SRU	350 000,00	18/12/2023	30/04/2025	350 000			Oui			350 000
3318032	3318032019	GUJAN MESTRAS	**CA-2024-034**	SRU	350 000,00	18/12/2023	30/04/2025					350 000	DCo 202400320	350 000
3302424	3324024001	IZON	CA-2023-054	SRU	145 000,00	10/02/2024	05/12/2025					145 000	DCo 202400320	145 000
1715039	1715039010	SAINT PALAIS SUR MER	CA-2018-132	SRU	200 000,00	23/12/2022	30/11/2025					200 000	DCo 202400320	200 000
1716010	1716010004	FOURAS	**CA-2024-031**	SRU	230 000,00	16/03/2023	30/04/2025					230 000	DCo 202400320	230 000
								1 991 000	**825 000**			**1 355 000**		**2 521 000**

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

Visa du compte financier de l'exercice 2024

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable public, notamment les articles 24, 32 et 212

Le compte financier, établi par l'agent comptable, soumis au visa de l'ordonnateur, comprend :

- les états retraçant les autorisations budgétaires prévues au 1° de l'article 175 du décret du 7 novembre 2012 susvisé et leur exécution ;

- le tableau présentant l'équilibre financier prévu au 2° de l'article 175 du décret du 7 novembre 2012 susvisé, tel qu'exécuté ;

- les états financiers annuels prévus à l'article 202 du décret du 7 novembre 2012 susvisé : bilan, compte de résultat et annexe ;

- la balance des valeurs inactives.

Je certifie que ce compte financier retrace les comptabilités dont j'ai la charge et les ordres transmis à l'agent comptable en application des articles 24 et 32 du décret du 7 novembre 2012 susvisé.

Fait à Poitiers, le 13 mars 2025

Directeur Général de l'établissement
public foncier de Nouvelle Aquitaine,
M. Sylvain BRILLET,



COMPTE FINANCIER 2024

L'Agent Comptable soussigné, affirme valable, sous les peines de droit, le présent compte financier. Il affirme en outre, et sous les mêmes peines, que les opérations portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de l'Etablissement et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

Le 13 mars 2025

L'Agent Comptable,
Frédéric BALIGAND

L'Ordonnateur soussigné certifie l'exactitude du montant des titres de dépense et du montant des titres de recettes inscrits au présent compte financier.

Le 13 mars 2025

Sylvain BRILLET
Directeur général

L'Ordonnateur,

Adopté sans réserve (1) par le Conseil d'Administration dans la séance du jeudi 13 mars 2025

Le 13 mars 2025

Pour le Préfet
L'Adjointe au Secrétaire général
pour les affaires régionales

Régine LEDUC

La Présidente du Conseil d'Administration,

(1) Mention 'sans réserve' à rayer éventuellement
En cas de réserves, joindre l'exemplaire du procès-verbal de la délibération du Conseil d'Administration

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du jeudi 13 mars 2025

Délibération n° **CA-2025-** 003

Nomination d'un commissaire aux comptes pour les exercices 2025 à 2027

Le conseil d'administration de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine :

Vu les articles L321-1 et suivants, et R321-1 et suivant du Code de l'urbanisme,

Vu le décret n°2008-645 du 30 juin 2008 portant création de l'Établissement public foncier de Poitou-Charentes, vu le décret n°2017-837 du 5 mai 2017 le renommant notamment en EPF de Nouvelle-Aquitaine, vu dans sa dernière version modifiée par le décret n° 2024-352 du 15 avril 2024,

Vu le règlement intérieur institutionnel de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine approuvé par le conseil d'administration par délibération n° CA-2024-047 du 09 octobre 2024, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine spécial n° R75-2024-198 du 16 octobre 2024,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu la circulaire annuelle relative à la gestion budgétaire et comptable publique des organismes publics et des opérateurs de l'Etat,

Vu le marché public n° 2024-00033 notifié le 18/02/2025.

Vu le rapport du directeur général,

Sur proposition de la présidente du conseil d'administration,

- APPROUVE la nomination de M. Jean RIGON, commissaire aux comptes associé agissant au nom et pour le compte de RSM France domiciliée à 26 rue Cambacères 75008 PARIS 8, afin de certifier les comptes de l'EPFNA au titre des exercices 2025 à 2027.

La présidente du conseil d'administration, le 13 mars 2025
Laurence ROUEDE

Approbation par la préfecture de région,
Bordeaux, le 24 MARS 2025

Le Préfet de Région
Etienne GUYOT

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
| 107 boulevard du Grand Cerf - CS70432 – 86011 Poitiers Cedex | **contact@epfna.fr** - 05 49 62 67 52 - epfna.fr
Siret 510 194 186 00035 - Code APE 8413

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du jeudi 13 mars 2025

Rapport du directeur général

Nomination d'un commissaire aux comptes pour les exercices 2025 à 2027

L'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine est soumis au décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Ce décret est complété par une circulaire qui stipule dans son chapitre 5, sous-chapitre 2, l'extrait suivant :

V. LA QUALITE DES COMPTES DES ORGANISMES PUBLICS

2. AMELIORATION DE LA QUALITE DES COMPTES

A) Certification des comptes

L'amélioration de la qualité des comptes, engagée au sein des organismes depuis maintenant plusieurs exercices peut être, aujourd'hui, renforcée avec la certification des comptes. Une telle démarche constitue, en effet, un levier décisif de qualité financière quand elle est vécue comme une offre de service globale. Au-delà de son objectif premier de régularité, elle permet de remettre à plat les procédures, le rôle des acteurs et de garantir le correct déploiement des dispositifs de maitrise des risques.

Choix stratégiques de l'organisme, la démarche volontaire de certification des comptes s'inscrit dans un cadre pluriannuel, qui peut comprendre, en amont, un audit des comptes. L'acte de nomination d'un commissaire aux comptes (première nomination ou renouvellement) doit respecter les règles de la commande publique ainsi que l'ensemble des textes applicables à la profession des commissaires aux comptes.

De ce fait, l'EPFNA dont la nomination d'un commissaire aux comptes n'est pas une obligation, a décidé depuis l'année 2022 de faire certifier ses comptes. Le premier marché concernait les exercices 2022 à 2024.

L'EPFNA souhaite poursuivre cette mission sur les exercices 2025 à 2027.
À la suite du comité achats du 3 février 2025, la société RSM France représentée par M. Jean RIGON, commissaire aux comptes associé, a été retenue pour un montant de 65 460 € HT pour l'ensemble de sa mission et le marché a été notifié en date du 18 février 2025.

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
| 107 boulevard du Grand Cerf - CS70432 – 86011 Poitiers Cedex | **contact@epfna.fr** - 05 49 62 67 52 - epfna.fr
Siret 510 194 186 0035 - Code APE 8413

CA – CB/GG/MC – 13/03/2025 – point V

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du jeudi 13 mars 2025

Délibération n° **CA-2025-** 004

Bilan 2024 RSE
(Responsabilité sociétale des entreprises)

Le conseil d'administration de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine :

Vu les articles L321-1 et suivants, et R321-1 et suivant du Code de l'urbanisme,

Vu le décret n°2008-645 du 30 juin 2008 portant création de l'Établissement public foncier de Poitou-Charentes, vu le décret n°2017-837 du 5 mai 2017 le renommant notamment en EPF de Nouvelle-Aquitaine, vu dans sa dernière version modifiée par le décret n° 2024-352 du 15 avril 2024,

Vu le règlement intérieur institutionnel de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine approuvé par le conseil d'administration par délibération n° CA-2024-047 du 09 octobre 2024, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine spécial n° R75-2024-198 du 16 octobre 2024,

Considérant que la **Responsabilité Sociétale des Entreprises** (RSE) est une démarche volontaire par laquelle notre établissement intègre des préoccupations **sociales, environnementales et économiques** dans ses activités et ses relations avec ses parties prenantes.
Dans ce bilan 2024 la RSE de l'EPFNA comprend plusieurs initiatives comme :

- **Environnement** : réduction des déchets numériques, mobilité durable, adhésion à des clusters pour la construction durable.
- **Social** : amélioration des conditions de travail (QVCT), engagement en faveur de l'égalité professionnelle.
- **Gouvernance** : mise en place d'un rapport annuel (bilan) pour suivre les engagements et progrès en matière de RSE.

L'objectif de la RSE est d'assurer un développement durable en alliant performance économique, respect de l'environnement et bien-être des collaborateurs et des partenaires.

Sur proposition de la présidente du conseil d'administration,

- VALIDE et APPROUVE, le bilan RSE 2024 (ci-annexé), ce document est un état des lieux de l'existant en matière de développement durable de l'établissement et présente l'engagement de l'EPFNA au regard de ces enjeux RSE.
- AUTORISE la communication interne et externe de ce bilan 2024, notamment auprès des parties prenantes externes

La présidente du conseil d'administration, le 13 mars 2025
Laurence ROUEDE

Approbation par la préfecture de région,
Bordeaux, le 24 MARS 2025

Le Préfet de Région
Etienne GUYOT

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
| 107 boulevard du Grand Cerf - CS70432 - 86011 Poitiers Cedex | **contact@epfna.fr** - 05 49 62 67 52 - epfna.fr
Siret 510 194 186 00035 - Code APE 8413

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du jeudi 13 mars 2025

Rapport du directeur général

Rapport RSE 2024

En tant qu'établissement public de l'Etat, nous nous devons d'être innovants aux côtés des collectivités territoriales pour accélérer la transition écologique en renforçant notre expertise et en capitalisant nos expériences mais aussi en veillant à mettre en place des actions en faveur de notre sobriété énergétique en accord avec le plan de sobriété gouvernemental.

Un rapport RSE est un document annuel publié par une organisation pour rendre compte de ses actions et de ses résultats en matière de responsabilité sociale d'entreprise. Ce document synthétise toutes les informations en matière de développement durable.

En France ces rapports, les déclarations de performance extra financière (DPEF), sont encadrés par la loi grenelle II et sont devenus obligatoires pour les entreprises cotées en bourse, avec un CA supérieur à 100 millions d'euros ou une masse salariale supérieure à 500 employés.

Dans le cadre de notre engagement et notamment celui pris auprès du Club Développement Durable des établissements publics, nous avons décidé de réaliser volontairement un rapport annuel RSE avec pour objectif de faire un état des lieux sur les différents enjeux de notre établissement.

C'est également l'occasion de présenter sous un autre angle notre action auprès des différentes parties prenantes sur notre territoire.

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
| 107 boulevard du Grand Cerf - CS70432 – 86011 Poitiers Cedex | **contact@epfna.fr** - 05 49 62 67 52 - epfna.fr
Siret 510 194 186 0035 - Code APE 8413

2024 BILAN RSE

epfna



SOMMAIRE

P. 1-2 STRATEGIE & DEMARCHE RSE

P 3-6 PARTIES PRENANTES ET ANALYSE DE NOS ENJEUX

P 7-9 RESUME DE L'ANNEE 2024 ET AXES DE TRAVAIL 2025

P. 10-13 ENJEUX SUR NOS TERRITOIRES

P. 14-19 ENJEUX SUR NOS OPÉRATIONS

P. 20-29 ENJEUX INTERNES

P. 30-38 ANNEXES

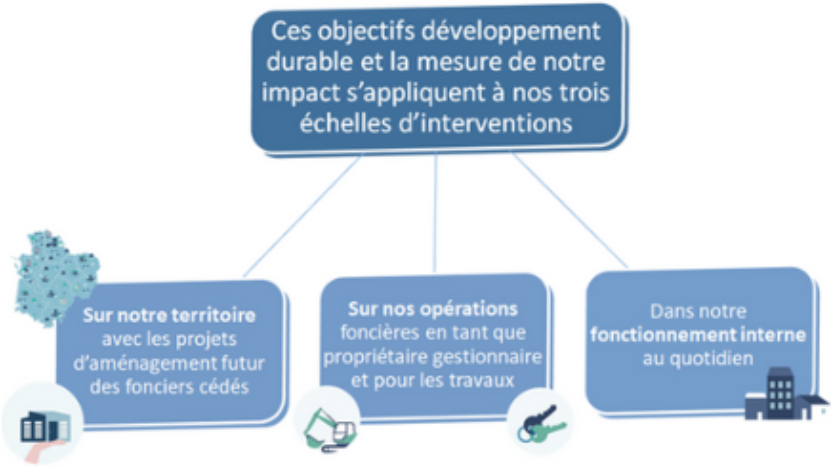
ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE - R75-2025-03-13-00007 - Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine Conseil d'Administration du 13 mars 2025 délibérations CA-2025-001 à CA-2025-008

I. STRATEGIE & DEMARCHE RSE

VISION

L'Établissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine (EPFNA) est un expert de la question foncière qui a une action quotidienne essentielle pour accompagner les grandes politiques nationales d'aménagement et de cohésion des territoires.

L'EPFNA a pour ambition de contribuer à l'aménagement durable des territoires et d'avoir un impact vertueux sur celui-ci par son action au côté des collectivités de Nouvelle Aquitaine.





Site SNPE - Angoulême (16)



NOS ENGAGEMENTS

Depuis 2021, l'EPFNA est **signataire de la charte du Club Développement Durable** des Établissements Publics et Entreprises Publiques. Cette charte nous engage à agir sur différents domaines d'actions, d'élaborer une stratégie et communiquer le suivi qui en est fait de manière transparente. En outre, notre mission s'intègre dans les objectifs développement durable de l'ONU. Parmi eux, nous concourons directement à atteindre ces cinq objectifs ci-dessous.



Au service de l'**aménagement durable**, résilient et inclusif du territoire (production de logements sociaux, revitalisation des centres bourgs et villes, réhabilitation de logements vacants, transformation d'espaces publics). Intégration de l'urbanisme transitoire dans notre stratégie de gestion de patrimoine.



Réduction des impacts environnementaux et sociaux de nos chantiers de démolition et de dépollution avec notamment la **démarche DEMOCLES** qui s'inscrit dans l'**économie circulaire**.



Participation à l'enjeu du « zéro artificialisation net » imposant des choix de projets économes en espace, l**utte contre l'étalement urbain. C**ontribution au projet pilote Territoire de sobriété foncière.



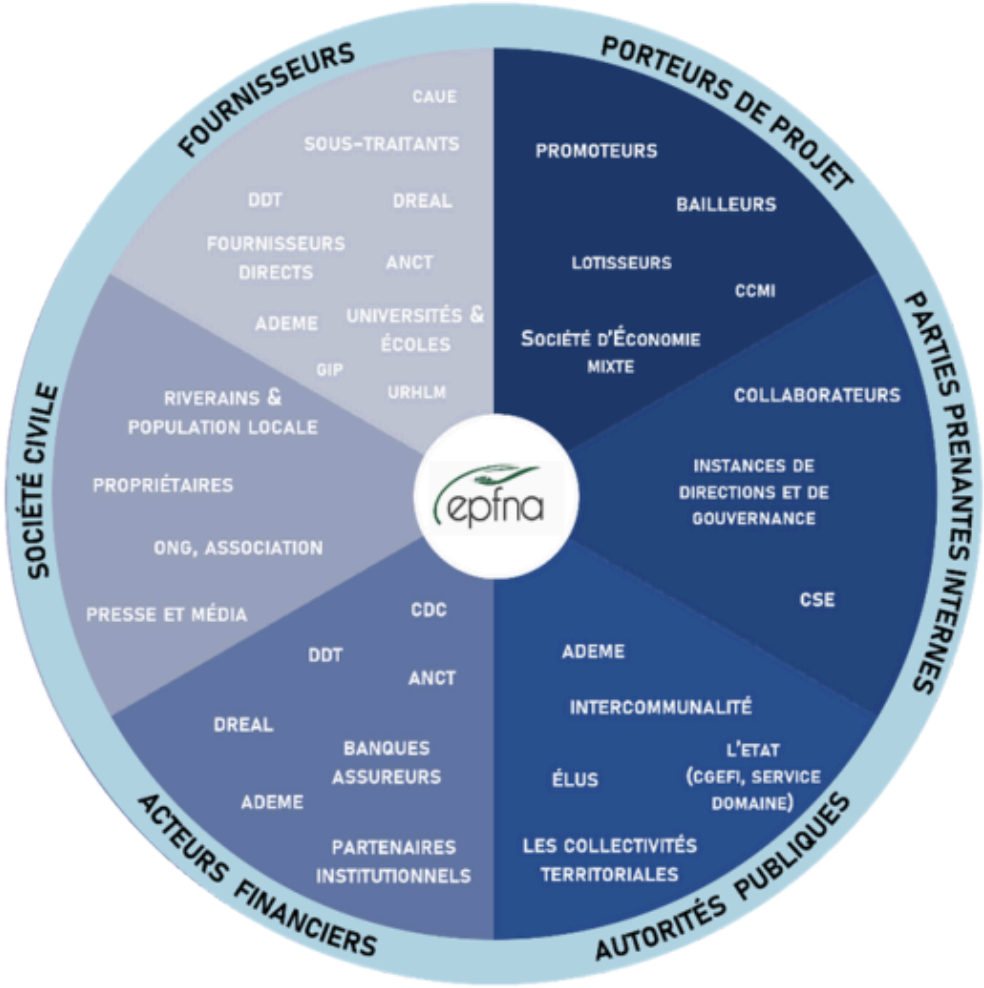
Acteur de la **préservation de la biodiversité et des espèces protégées** sur nos opérations.



Renforcement des **partenariats locaux** favorisant une synergie et de l'innovation autour de projets d'aménagement.

II. PARTIES PRENANTES ET ANALYSE DE NOS ENJEUX

NOS MATRICES DE MATERIALITÉ



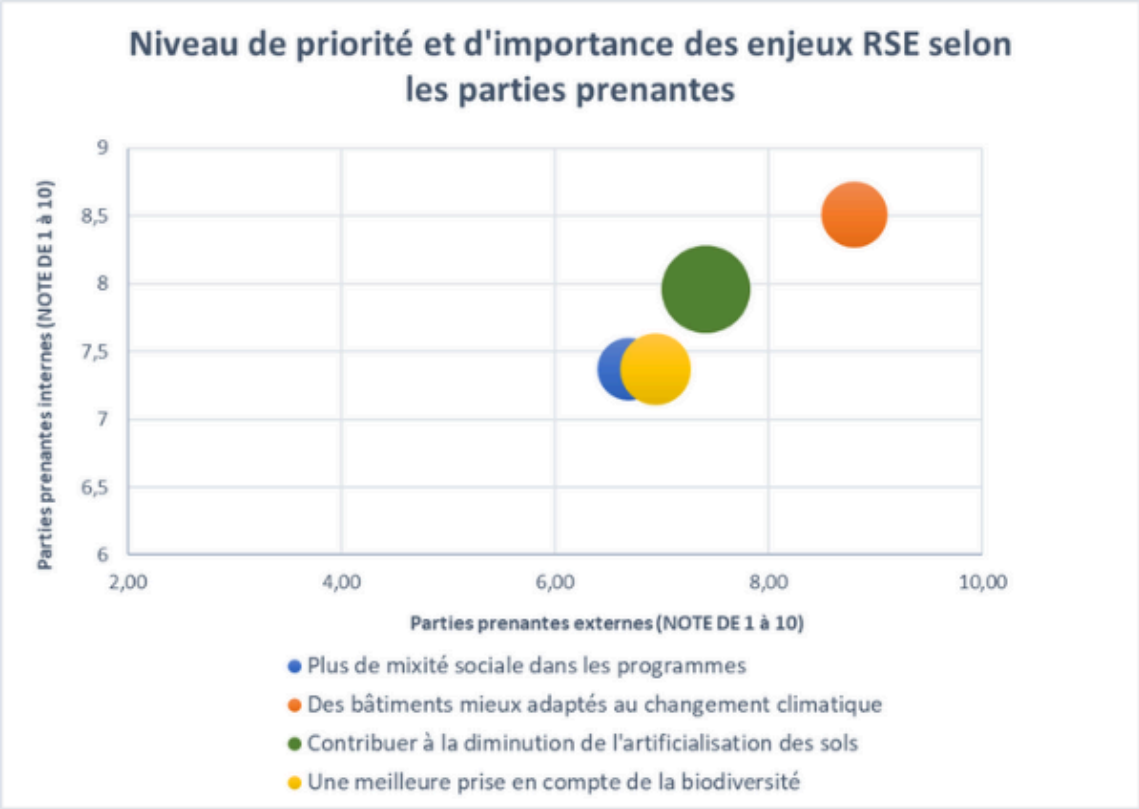
Une **partie prenante** est définie comme un individu ou groupe d'individus ayant un **intérêt** dans les décisions ou activités d'une organisation.

Ce schéma représente les diverses parties prenantes de l'EPFNA qui ont été **regroupées par catégorie**.

Dans le cadre de la définition de notre stratégie RSE, **nous avons consultés nos parties prenantes** afin d'identifier et de mettre en place une hiérarchie cohérente de nos enjeux RSE. Nous avons élaboré un questionnaire et nous l'avons envoyé à ces dernières. Au total, **224 parties prenantes ont participé**.

Voici le résultat de cette consultation. Nous avons décliné les enjeux RSE sur nos trois échelles d'interventions. Tout d'abord les **enjeux liés à notre territoire**, puis **dans nos opérations** et enfin **dans notre quotidien au bureau**.

a) Au service du territoire



La position des ronds renseigne le niveau de priorité des enjeux.

La grosseur des ronds présente l'importance accordée à ces enjeux.

On constate un consensus entre les parties prenantes (PP) internes et externes pour **prioriser nos actions** sur le territoire vers des **bâtiments mieux adaptés au changement climatique**.

Contribuer à la réduction de l'artificialisation des sols, bien que moins prioritaire représente l'enjeu **le plus important** sur nos territoires selon nos PP.

b) Dans nos opérations



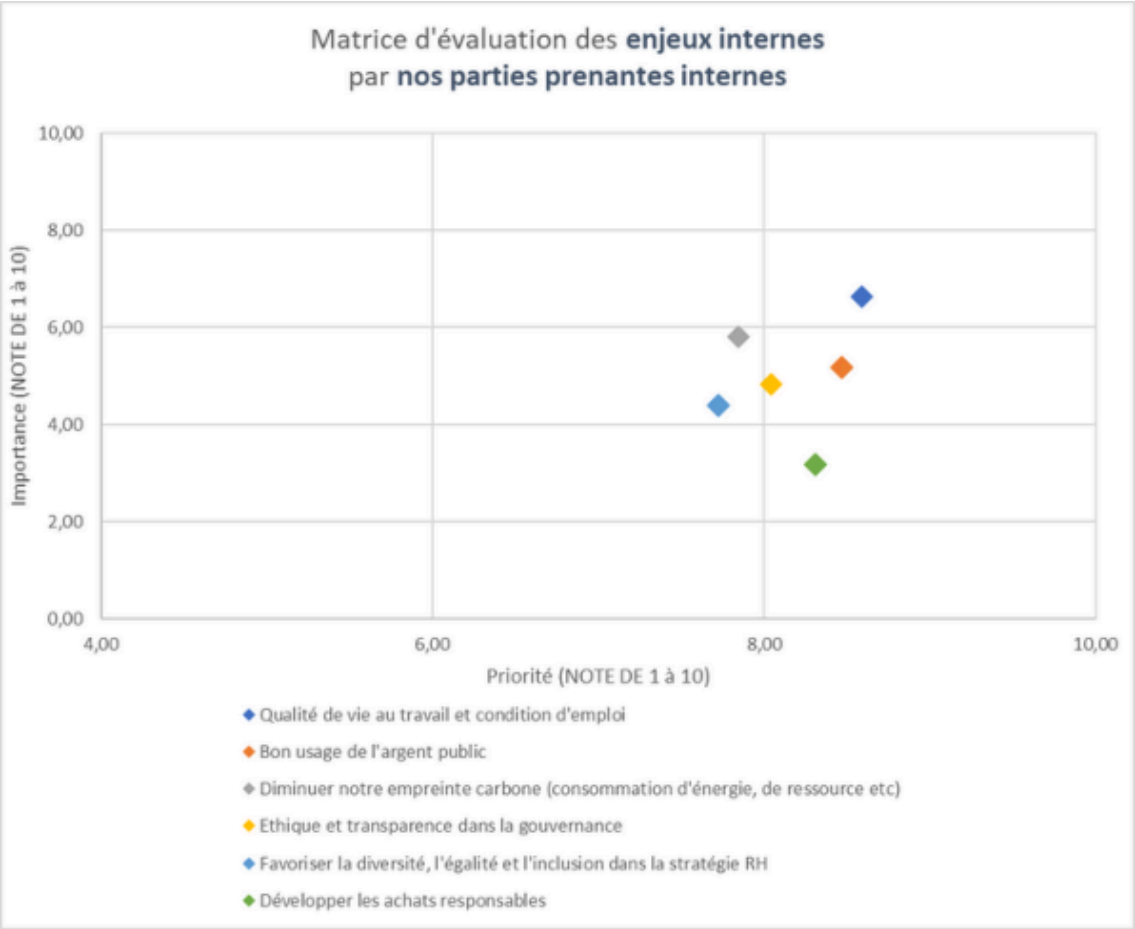
La position des ronds renseigne le niveau de priorité des enjeux.

La grosseur des ronds présente l'importance accordée à ces enjeux.

La matrice révèle que **favoriser l'économie circulaire** représente à la fois **l'enjeu le plus important et prioritaire** selon les PP.

Dans l'ensemble, l'écart entre la priorité donnée à ces enjeux par les parties prenantes internes & externes est faible.

c) Au quotidien



Sur cette partie, **seules les parties prenantes internes ont été interrogées.**

L'axe des abscisses renseigne le niveau de priorité donné par les parties prenantes internes aux enjeux internes tandis que l'ordonnée montre l'importance accordée à ces mêmes enjeux.

Incontestablement, la **qualité de vie au travail et la condition d'emploi** représente l'**enjeu numéro un au quotidien**.

Diminuer notre empreinte carbone représente notre second enjeu le plus important tandis que le **bon usage de l'argent public** le second enjeu sur l'échelle des priorités.

III. RESUME DE L'ANNEE

MOMENTS FORTS EN 2024



Semaine Européenne de la Mobilité : Le café mobilité est désormais un rendez-vous annuel à l'EPFNA. L'occasion pour le référent mobilité de créer un temps de présentation mais également d'échange avec les autres collaborateurs. Cette année, parmi d'autres sujets comme la sécurité, un livret créé par le référent mobilité a été présenté. Ce livret permet de retrouver tous les modes de déplacements, les aides financières ou encore des outils qui simplifient les déplacements, pour les villes de Poitiers et Bordeaux. Cette même semaine, une animation a été mise en place pour que les collaborateurs puissent essayer et mieux comprendre comment utiliser le vélo plaint de l'EPFNA.

Labélisation Employeur Pro-Vélo : En 2024, l'EPFNA s'est engagé dans le programme Objectif Employeur Pro-Vélo (OEPV) en signant sa charte. ce programme a permis à l'établissement de mettre en place des actions pour encourager la pratique du vélo notamment pour les déplacements domicile-travail des collaborateurs. Les objectifs étaient de répondre à certaines demandes des collaborateurs mais aussi d'être en cohérence avec notre engagement au dispositif Services Publics Ecoresponsables (SPE). L'équipe RSE a donc proposé des activités tout au long de l'année : formation sur la sécurité à vélo, mise en place d'une prestation de révisions des vélos des collaborateurs ou encore essais de vélo à assistance électrique. L'EPFNA est désormais **labélisé employeur pro-vélo de niveau OR.**


EMPLOYEUR PRO-VÉLO
NIVEAU OR



Semaine Européenne du Développement Durable et Semaine Européenne de la Réduction des Déchets : Deux semaines qui nous permettent de sensibiliser sur différents sujets. Cette année les collaborateurs ont été invités à calculer leur impact carbone lors de la SEDD.
La SERD 2024 de l'EPFNA avait pour thème l'anti-gaspi. Au programme, une activité fabrication de gâteaux à la peau de banane et la création collaborative d'une "frise anti-gaspi qui recense les actions réalisées par chacun au quotidien pour lutter contre le gaspillage.

QUALITÉ DE VIE ET DES CONDTIONS DE TRAVAIL



A l'EPFNA, un **groupe de travail** a été mis en place. L'objectif est de mettre en place des actions qui permettent d'accroitre à la fois le **bien-être** des collaborateurs mais aussi leur **performance professionnelle**.

Les actions de qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) visent à améliorer :

- Les conditions de travail
- La qualité de vie au travail
- La performance de l'établissement

La QVCT à l'EPFNA s'est illustrée en 2024 par :

- Le renouvellement de la mise à disposition de fruits quotidiennement en salle de pause
- Le renouvellement des cours de Pilates une fois par semaine et ajout d'une séance de renforcement musculaire
- L'atelier fabrication de gâteaux anti-gaspi
- La mise en place d'une prestation de massage dans les locaux
- La mise en place d'un atelier sophrologie
- L'achat et entretien de plantes pour les bureaux

LES PRINCIPAUX AXES DE TRAVAIL EN 2025

La priorité d'action sur les axes ci-dessous sera donnée par les résultats de notre **bilan carbone qui sera réalisé en 2025.**

Notre bilan carbone réalisé en 2022 montre que **80% de nos émissions de GES sont dû à nos achats de biens et services.** Nous devons **sensibiliser/former** les collaborateurs à réfléchir à leur besoin afin d'**optimiser nos commandes et s'orienter vers des achats plus durables.**



Autre volet important, le **sujet du numérique** responsable en 2025. Nos achats vont être progressivement orienter vers le **réemploi.**

Nous voulons également repousser la fin de vie de notre matériel et privilégier une sortie vers des acteurs de l'**économie circulaire**. Comme chaque année, une semaine sera consacré au tri et suppression des données et dossiers inutiles et à la sensibilisation des collaborateurs.

Nous allons continuer de **structurer la politique RSE** en intégrant des nouveaux **indicateurs de suivi** des performances environnementales en lien avec notre activité opérationnelle en parallèle des indicateurs de performances environnementales des EPF lancés par l'Etat.

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE - R75-2025-03-13-00007 - Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine Conseil d'Administration du 13 mars 2025 délibérations CA-2025-001 à CA-2025-008

IV. ENJEUX SUR NOS TERRITOIRES

NOTRE IMPACT EN 2024



320 communes accompagnées dont 12% concernées par la loi SRU

290 parcelles acquises soit
217 hectares de foncier





379 logements à produire sur les fonciers cédés dont
251 logements sociaux

CONTRIBUTION À LA LUTTE CONTRE L'ARTIFICIALISATION DES SOLS

« **L'artificialisation du sol** est définie comme **l'altération durable** de tout ou partie des **fonctions écologiques d'un sol**, en particulier de ses fonctions biologiques, hydrique et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique **par son occupation ou son usage** » (art 192 de la loi « climat et résilience »). L'artificialisation des sols est donc une **conséquence directe de nos modes de vie** et de **notre rapport à l'habitat**.



Les opérations d'aménagement peuvent effectivement entrainer plusieurs externalités négatives :
- **L'imperméabilisation partielle ou totale du sol** (ruissellement, inondations) ;
- **L'érosion de la biodiversité** ;
- La **perte de production agricole** et la diminution du stockage carbone dans les sols.

L'artificialisation est cependant un concept nouveau. Les méthodologies pour définir exactement si un sol est artificialisé sont à parfaire.

CONTRIBUTION À LA LIMITATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE



La loi Climat et résilience (art 194) définie la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers comme **la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné.**
Autrement dit, c'est un phénomène qui consiste à **transformer un sol** naturel, agricole ou forestiers afin de l'affecter **pour des fonctions urbaines ou de transport** (habitat, commerces…).

Alors qu'en **2023, 15.5%** des hectares que nous avons cédés ont engendré une consommation d'espace, en **2024 ce chiffre s'élève à 16%.**

DYNAMISATION DES CENTRES BOURGS

Partout sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine, des **communes sont concernées par la dévitalisation des cœurs de ville et de bourg** au profit des zones urbaines. Ce phénomène a une **conséquence directe sur l'artificialisation des sols** : il renforce l'extension urbaine et la construction de nouveaux habitats en périphérie des villes et des villages. L'enjeu est de redonner de l'attractivité aux cœurs de ville, par la requalification du bâti et de l'offre de logement ainsi que l'accueil de nouveaux services. Pour agir sur cet enjeu, nous accompagnons les villes dans la requalification des ilots dégradés, la mobilisation des dents creuses ou des friches pour produire du foncier disponible en cœur de ville pour l'accueil de nouveaux ménages et activités.
Ainsi **en 2024, 114 projets (conventions et opérations actives) ont contribué à dynamiser les centres bourgs**.

ACCOMPAGNEMENT DE TERRITOIRES DANS LEUR STRATÉGIE D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Cette année, l'EPFNA a mis en place une **direction dédiée au littoral**. La direction littoral 17/33 a été créée dans le cadre du plan de transformation en cours au sein de l'EPFNA. Dans une **logique d'équité et de proximité**, l'ancienne configuration à 4 directions territoriales ne permettait pas de répondre de manière optimale aux attentes des territoires et aux politiques publiques de nos tutelles (**sujets relatifs au littoral et au recul du trait de côte**...). Il a donc été décidé de revenir à 5 directions territoriales, avec la création de la nouvelle direction littoral 17/33, **regroupant toutes les communes concernées par les mêmes problématiques.** La direction littoral 17/33 est en action depuis avril 2024. Elle est composée de 5 personnes connaissant parfaitement le territoire et qui concentrent tous les efforts sur les enjeux propres au littoral.



BATIMENTS DURABLES

En termes d'adaptation, les risques liés aux aléas climatiques (sécheresse, inondation, gonflement des argiles, tempête…) s'amplifient et se reproduisent plus fréquemment avec le réchauffement climatique. Les infrastructures et nos bâtiments sont plus souvent mis à rude épreuve. Pour prolonger durablement leur durée de vie et aussi, garantir la sécurité de tous, les **nouveaux bâtiments construits doivent s'adapter et devenir plus résilients.**



L'EFPNA prend de plus en plus conscience de ces enjeux d'atténuations et d'adaptations au changement climatique. Intermédiaire crucial entre la politique nationale d'aménagement, les collectivités et les porteurs de projet foncier, nous ne sommes toutefois pas un aménageur. Il nous est donc difficile pour le moment d'agir sur ces enjeux autrement que par la prescription. Sur ce point, des réflexions ont commencé à émerger pour savoir comment nous pourrions agir.

odéys Cluster construction et aménagement durables

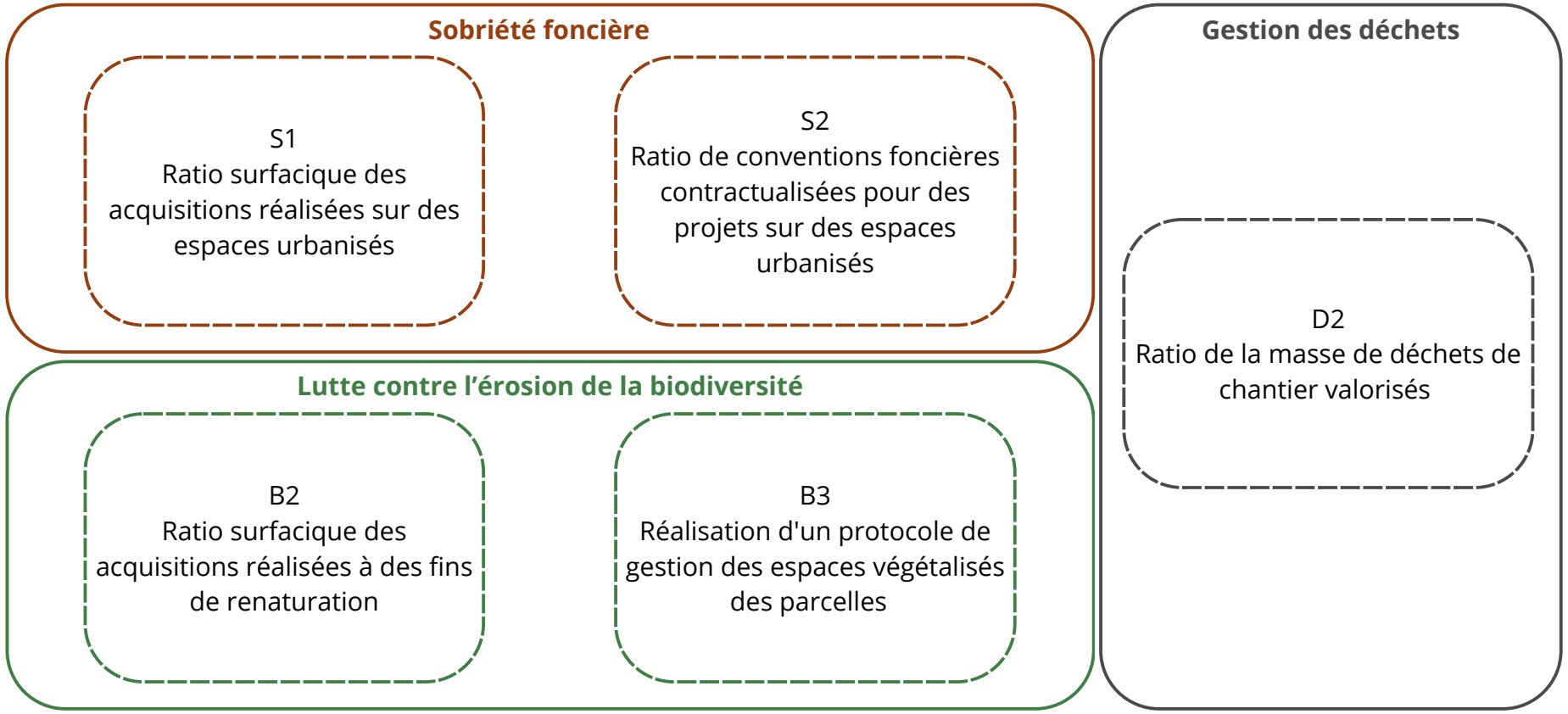
L'EPFNA a adhéré en 2024 au cluster de la construction durable en Nouvelle-Aquitaine (ODEYS), qui réunit les acteurs de la filière construction et les collectivités qui souhaitent **s'engager pour développer des pratiques plus durables en matière de construction et d'aménagement.**

Odeys développe deux référentiels pour évaluer la performance d'un projet immobilier (BDNA, bâtiment durable en Nouvelle-Aquitaine) ou d'un quartier de ville (QDNA, quartier durable en Nouvelle-Aquitaine). **Des projets labellisés "BDNA" sont en cours de construction sur certains fonciers cédés par l'EPFNA.**

V. ENJEUX SUR NOS OPÉRATIONS

PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DES EPF

En 2024, l'EPFNA a été intégré, comme les autres EPF d'Etat, à une démarche de suivi des performances environnementales des Etablissements publics fonciers de l'Etat. Les EPF ont un rôle stratégique pour la mise en œuvre des politiques d'aménagement durable des territoires. La démarche a pour objectifs de valoriser l'apport des EPF d'Etat en matière de performance environnementale et d'intégrer la performance environnementale comme élément de pilotage et dévaluation des EPF d'Etat. 3 thématiques ont été retenues pour les indicateurs :



ECONOMIE CIRCULAIRE

En 2024, **87,7%** de nos déchets affichent une **traçabilité plutôt précise**.



Nous comptons dans un premier temps sur l'**obligation** des **mentions** dans les devis concernant les **déchets générés** par des travaux de construction, rénovation ou de démolition de bâtiment en vigueur depuis le **1er juillet 2021**. Cela complète ainsi les obligations déjà existantes concernant les déchets dangereux. L'évolution de cette réglementation va nous aider à suivre plus facilement les déchets issus de nos opérations.

La consolidation de nos données sur les déchets révèle qu'en 2024, nous avons réceptionné 4 chantiers qui ont engendré au total **82.11 tonnes de déchets.**

Traitement des déchets	Quantité (t)	Pourcentage	Objectif 2025
Manque d'informations claires	2,40	2,92%	**30%**
Stockés	71,39	86,95%	**8%**
Valorisation énergétique	0,64	0,77%	**7%**
Recyclés (sans plus de détails)	7,68	9,35%	**40%**
Réemployés	0,00	0,00%	**15%**
Total	82,11	100,00%	**100%**

Notre volonté d'améliorer la traçabilité de nos déchets est toutefois confrontée à un problème structurel. Effectivement, il nous est pratiquement impossible de suivre certains déchets jusqu'à leur exutoire final.
La forte part de déchets stockés s'explique par la quantité de déchets dangereux produits sur les chantiers réceptionnés en 2024.

EXEMPLE DE RÉEMPLOI EN 2024

La friche de la Star, ancienne entreprise de transports située à Châtellerault (86) a été acquise fin 2019 par l'EPFNA. Agissant pour le compte de la municipalité de Châtellerault, qui souhaitait engager une opération de reconversion de cette friche en faveur d'une opération de renouvellement urbain.
La phase 2 du projet porte sur la dépollution du site après une deuxième phase de diagnostic des sols afin de chiffrer le montant de la dépollution.

En 2024, considérant la complexité des travaux liés à la reconversion de cette friche de 2,5 hectares, l'EPFNA publie un appel à candidature pour des travaux de réhabilitation de sols pollués.

A ce titre, 3 groupements ont été retenus et auditionnés. C'est l'entreprise Brezillon qui a été retenue. **Les solutions proposées permettent de réaliser la dépollution de la terre sur place afin de la réutiliser.**

Des solutions de dépollution innovantes

Brézillon

L'entreprise de travaux Brézillon spécialisée en environnement et génie écologique déploie son expertise et utilise des techniques de dépollution innovantes brevetées et à coût optimisé sur le site de la Star:

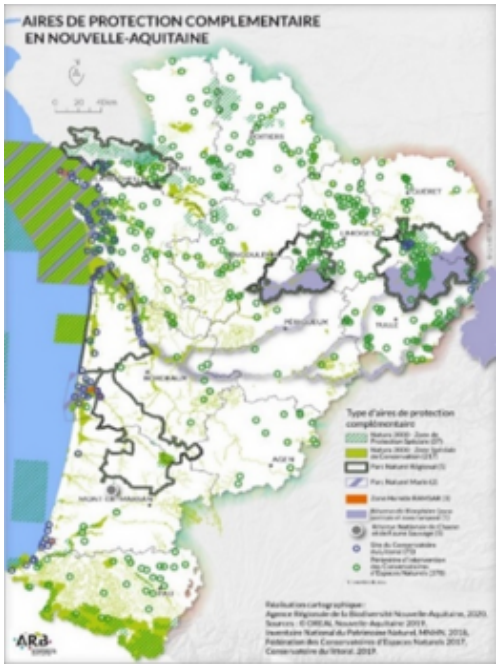
- gestion des eaux souterraines polluées (pompage et écrémage, barrières étanches ...)
- traitement des terres polluées sur site pour limiter le recours à la décharge
- démolition et concassage des bétons sur site pour réutilisation
- traitement de la pollution aux hydrocarbures par lavage des matériaux (procédé breveté) pour réemploi sur site



Site de la Star à Châtellerault (86) avant le début des travaux



PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE



Les travaux que nous sommes amenés à réaliser peuvent avoir un impact important sur la biodiversité sur ou à proximité des parcelles concernées. Notre territoire, la Nouvelle-Aquitaine compte **5 parc naturels régionaux** (Landes de Gascogne, Marais Poitevin, Périgord-Limousin, Millevaches en Limousin, Médoc) et **235 sites Natura 2000**. Il faut également ajouter les 72 sites du conservatoire du littoral. Ces espaces intègrent un **florilège d'espèces protégées.**

Les objectifs de l'EPF quant aux enjeux écologiques sont de pouvoir les anticiper dès l'amont de son intervention, afin d'éviter lorsque c'est possible toute atteinte aux espèces et aux milieux à protéger, de pouvoir prendre en compte les coûts liés aux mesures ERC dans les bilans d'opérations et les enjeux de temporalités dans les calendriers d'intervention.

Pour la troisième année consécutive, afin de favoriser la biodiversité, une convention d'éco-pâturage passée avec un berger a permis à un troupeau de moutons de venir paître à la Maison-Dieu de Montmorillon pendant 4 mois (mars - juin). Ces moutons remplacent les machines mécaniques et empêchent les nuisances associées.



URBANISME TRANSITOIRE



L'EPFNA intervient sur de nombreux biens bâtis en portage. Les biens acquis occupés sont conservés en gestion par l'EPFNA qui perçoit les loyers. Mais dans certains cas, lorsque les biens sont vides, la gestion transitoire peut mettre à disposition, de manière temporaire, des biens ou des fonciers à destination de structures spécialisées dans l'action sociale et solidaire.

Cette pratique se développe d'autant plus qu'elle répond aux enjeux actuels de l'urbanisme :
- Par exemple, en **réinvestissant une friche temporairement**, le locataire la sécurise et l'entretien.
- Une association peut concourir à la **dynamisation d'un secteur** en proposant des animations...

Concernant les biens bâtis que nous avons portés en 2024 et qui sont au nombre de 461 au 1er janvier, 53 étaient occupés. Généralement, les biens que nous avons acquis sont mis à disposition des collectivités. Au plus près des sites et besoins locaux, elles sont plus à même d'utiliser efficacement les biens de manière transitoire.

D'autres sont gérés en direct par l'EPFNA. Parmi eux, certaines parcelles ont été **mises à disposition**, comme à La Rochelle avec l'ancien CFA et l'association l'Outil en Main du Pays Rochelais.

EXEMPLE DE MISE A DISPOSITION EN 2024

La Rochelle (17)

Parmi les mises à disposition de l'EPFNA, l'ancien pôle mécanique du CFA de la Rochelle a été mis à disposition de l'Outil en Main du Pays Rochelais. Cette association a vocation à initier la jeune génération aux métiers manuels de l'artisanat, du patrimoine et bâtiment. Une vingtaine de bénévoles professionnels et surtout passionnés, pour la plupart à la retraite, transmettent ainsi les ficelles de ces métiers aux enfants de 9 à 14 ans. Depuis le 1er janvier 2024 et jusqu'au 4 juin 2025, l'Outil en Main s'est installé dans l'ancien bâtiment du centre de formation des apprentis jusqu'à sa transformation en logements. L'EPFNA autorise l'association à occuper les lieux à titre gratuit pendant toute la durée du bail transitoire. En contrepartie, cette dernière s'engage à entretenir et à gérer le bien. Le bâtiment accueille également 2 autres associations : la Grande collecte, qui a pour objet la promotion de l'économie circulaire dans le secteur textile et les Héritiers de la Récup', qui organise des ateliers de sensibilisation à la récupération autour de La Rochelle et de l'île de Ré.

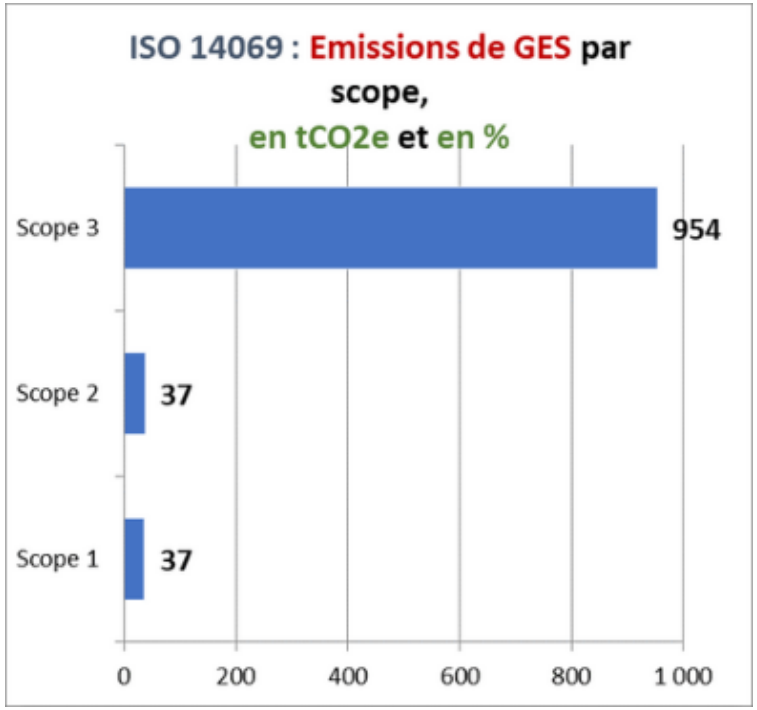




VI. ENJEUX INTERNES

NOTRE EMPREINTE CARBONE

Bilan carbone et suite de la démarche



Nous avons **réalisé volontairement** et pour la première fois un **bilan carbone sur l'année 2021.** Le second bilan est en cours de réalisation.

Sans surprise le **Scope 3 représentait la majeure partie de nos émissions**. Derrière ce résultat, nos intrants, dans lequel nous trouvons les **prestations de démolitions**, d'études, d'archéologie ainsi que l'**achat de biens et services**, représentent **80% de notre empreinte carbone**. Ainsi, intégrer des clauses environnementales dans nos marchés et nos achats est crucial pour diminuer notre empreinte carbone. L'année 2024 a vue des outils se mettre en place notamment pour **mieux identifier nos besoins.**

Les plans d'actions créés en 2023 à partir des ateliers participatifs avec les collaborateurs (intrants, mobilité, numérique, déchets, prescriptions et énergie), ont été **consolidés sur l'année 2024**. L'EPFNA a toujours en tête **l'amélioration continue de ses pratiques**, notamment des sujets de mobilité douce, un groupe de travail sobriété composé de 10 personnes se tient au sein de l'EPFNA trimestriellement.

INFORMATIQUE ET NUMÉRIQUE

Le bilan carbone a mis en exergue **la part significative que représente nos biens acquis immobilisables ou non** dans nos émissions de gaz à effet de serre. Afin de réduire à la fois nos coûts écologiques et économiques, il est important de faire durer le plus possible nos équipements dans la mesure du possible et de réfléchir à notre besoin pour optimiser nos commandes

En 2024 nous avons poursuivi les efforts de gestion du matériel informatique, notamment en conservant moins de stock inutilisé.

Stockage de données
Lors de la Digital clean'up week à laquelle nous avons participé, les collaborateurs ont été sensibilisés sur les impacts du numérique et ont trié leur messagerie et les données de stockage.

Futures données à suivre



% d'équipements de bureau achetés en seconde main (reconditionnés, recyclés ou d'occasions)



Durée de vie moyenne du mobilier et des équipements bureautiques

NOTRE GESTION DES DÉCHETS

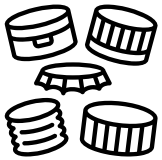


Depuis 2021 nous faisons appel à l'entreprise Plaxtil basée à Châtellerault afin de **recycler les masques chirurgicaux.** Les goodies créés de ce recyclage sont distribués au sein de l'EPFNA.

Les cendriers intégrés aux poubelles ne sont plus utilisés au profit des cendriers à vote installés en 2021. Ils nous ont encore permis en 2024 de communiquer et sensibiliser les collaborateurs sur divers sujets. En 2024, le service de collecte et **recyclage des mégots** a été effectué par Tchaomégot (**acteur de l'économie circulaire**), qui nous permet d'avoir une meilleure **traçabilité de ces déchets.**

Nos **cinq bioseaux** permettent aux collaborateurs de chaque étage de trier leur déchets compostables. Nous estimons que nous trions en moyenne environ **3 kg de déchets compostables par semaine**, qui sont par la suite emmenés dans un composteur collectif à proximité de l'établissement.
En plus **des piles et bouchons**, une nouvelle possibilité de tri a été mise en place dans nos locaux en 2024. Désormais nos **déchets électriques sont collectés** et envoyés à l'**éco-organisme Ecologic** (agréé par l'Etat) à l'aide de leur solution WEeeTRI. Les bouchons que nous récoltons seront envoyés à une association reconnue d'utilité publique agissant pour l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de handicap.






Nos déchets de bureau sont gérés par l'association d'insertion Insersud qui quotidiennement vide nos poubelles. Nous ne pesons pas à ce jour nos déchets liés à la vie de bureau.

NOTRE GESTION DES RESSOURCES

Au quotidien, nous consommons principalement du papier (100% recyclé). Notre volonté de réduction en s'appuyant sur la digitalisation est toujours menée grâce à nos services. C'est un des objectifs pour lesquels nous développons l'**utilisation d'outils digitaux collaboratifs** comme la suite office avec Sharepoint.



2,4 kg de papier consommé par convention active

16 kg par personne

	2023	2024	**Objectif 2025**
Total Papiers consommés	1124 kg	1037 kg	750 kg
% de papier recyclé	82%	96%	minimum 90%

À noter qu'en l'absence de suivi de consommation réelle de papier, il a été comptabilisé les commandes de papier passées auprès de notre fournisseur.
Ainsi, un second **objectif en 2025** est de pouvoir **suivre la consommation réelle** des consommations d'encre et de papier.

Le **décret tertiaire** implique de diminuer sa consommation d'énergie finale de 40% d'ici 2030 pour les bâtiments dont la surface dépasse les 1000 m² de surface de plancher. Dans ce cadre, un c**omité vert** qui rassemble notre bailleur, le cabinet de conseil Sinteo et nous-même a été **créé en 2021** afin de **réduire notre consommation d'énergie**. En 2024, des actions ont été menées comme l'installation de climatisation moins polluantes et la mise en place de nudges pour sensibiliser les collaborateurs.

Résultat 2024

111 994 Kw/h
Soit 54.4 Kw/h par m2

Objectif 2025

Ne pas dépasser 107 620 Kw/h
Soit 52.3 Kw/h par m2

À noter que la part d'**énergie renouvelable dans notre électricité est de 100%** avec le forfait que nous avons souscrit en 2021. Notre consommation à augmentée de 11% part rapport à 2023. Cette hausse s'explique principalement par la réalisation de travaux dans nos locaux.

Résultat 2024
646 M3

Soit 10 093 litres d'eau par personne

Objectif 2025
500 M3

Soit 7 692 litres d'eau par personne

Depuis la crise sanitaire nous utilisons davantage la visioconférences et appels téléphoniques pour communiquer avec nos partenaires. Cette nouvelle organisation des échanges nous a permis de mieux maitriser notre consommation de carburant.
En 2024 nous avons continué à travailler de cette façon car notre objectif est de réduire notre empreinte énergétique en pérennisant ces modes de communication. Notre consommation de carburant a **diminué de 11%.**

2024
14 924 litres
(16 826 en 2023)

Soit 34 litres de carburant consommé
par conventions actives

Objectif 2025
10 000 litres



ACHATS RESPONSABLES



Objectif 2025
(fixé en 2021)

3 000 heures d'insertion

Dans le cadre de sa **politique d'achats écoresponsables**, l'EPFNA a réalisé **6 176 heures d'insertion** grâce à l'introduction de clauses d'insertion dans les marchés publics et en réservant le marché de prestation de ménage de nos bureaux à une structure d'insertion.

Nous avons constaté une **hausse de 206 heures** d'insertion entre 2023 et 2024.



Objectif 2025
(fixé en 2021)
75% de consultations
intégrant des critères RSE

En matière d'achat responsable, nous intégrons la démarche dans notre note interne marchés avec le **suivi des aspects environnementaux** lors de la définition du besoin et **augmentations des critères environnementaux dans nos consultations.**
Par exemple, pour le marché de ménage, les produits utilisés sont certifiés écoresponsables.

En 2024 **43% de nos marchés** contenaient des clauses intégrant des critères RSE.

NOTRE GOUVERNANCE

Au sein de l'EPFNA, la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est **rattachée au service achats et financements**. Ce dernier assure la coordination de la démarche avec les autres services. En 2024, elle est composée d'une directrice responsable des achats, du financement et de la RSE ainsi que d'un assistant pour la RSE référent mobilité . Ces derniers opèrent en lien direct avec la directrice générale adjointe (ressource), elle-même en lien direct avec le directeur général (voir organigramme en annexe). Deux groupes de travail sont en place : **Qualité de vie et conditions de au travail** et **Sobriété/mobilité durable**



Pour nos actions RSE, 2847€ ont été utilisés par le service. En prenant en compte les actions QVCT, cette part s'élève alors à 16 367€ en 2024.



Dans deux conseils d'administration sur trois, soit 66% la RSE a été abordée.

Dans six CDCS sur onze, soit 54%, la RSE a été abordée.

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE - R75-2025-03-13-00007 - Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine Conseil d'Administration du 13 mars 2025 délibérations CA-2025-001 à CA-2025-008

INFORMATIONS SOCIALES

a) Informations générales

	2022	2023	2024
Effectif total	62	63	65
Hommes	23	24	27
Femmes	39	39	38
CDI ETP	61	59.62	61.29
CDD ETP	1	0.28	0.09
Contrat d'apprentissage / prof	1	1	1
Stagiaires	5	5	1
Moyenne d'âge	37	37	37.8
% de travailleurs handicapés	3.23%	4.76%	0%
Moyenne d'ancienneté	4.08	4.33	4.15
Nombre de recrutement total	12	13 CDI 2CDD	15CDI 1 CDD
Taux de rotation (turnover) = ((Total de sorties (décès, démissions, départs négociés, licenciements, ruptures conventionnelles) / total des effectifs))	14.52%	20.63%	20%
Taux d'absentéisme maladie (heures d'absence/ heures de travail théorique)	2.75%	3.99%	6%

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE - R75-2025-03-13-00007 - Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine Conseil d'Administration du 13 mars 2025 délibérations CA-2025-001 à CA-2025-008

b) Environnement de travail

En 2024, dans la continuité de 2023, le télétravail est toujours utilisé et apprécié des collaborateurs.
Cette année, 93.8% des collaborateurs télétravaillaient au moins une journée par semaine.

	2022	2023	2024	Objectif 2025
% entretiens pro annuels réalisés	100%	100%	100%	100%
Taux de fréquence des accidents	1%	0%	0%	0%
Taux de gravité des accidents	0%	0%	0%	0%
Nombre de collaborateurs formés à la SST dans les 3 ans	100%	100%	100%	100%
% des collaborateurs ayant suivi une formation	100%	82%	92.3%	100%
% de réalisation du plan de formation GPEC	79%	31%	72.3%	90%
Index égalité hommes femmes	69%	87%	91%*	90%
% hommes qui sont cadres	29.03%	24%	27.7%	--
% de femmes qui sont cadres	19%	14%	18%	--
Par des femmes dans le top management	38%	44%	38%	30%

*Suite à l'incalculabilité de l'index égalité hommes-femmes, nous avons utilisé une nouvelle méthode de calcul en utilisant le regroupement des catégories socioprofessionnelles.

VII. ANNEXES

TABLEAU D'INDICATEURS

ENJEUX SUR NOS TERRITOIRES				
Thèmes	**Indicateurs**	**Résultat en 2023**	**Résultat en 2024**	**Objectif pour 2025**
Artificialisation des sols	Pas d'indicateur, notion récente	X		Cf performances env. des EPF
Consommation d'espace	% d'hectares cédés qui ont engendrés une consommation d'espace NAF lors de l'année	15.5%	16%	Cf performances env. des EPF
Dynamisation des centres bourgs	Nombre de conventions actives intégrant l'enjeu de dynamisation de centre-ville et centre-bourg	204	114	Défini par orientations stratégiques de l'Etat
Accompagnement des collectivités sur des enjeux climatiques	Nombre de collectivités accompagnées traitant des enjeux climatiques (ex : recul du trait de côte, îlot de chaleur urbain…)	3	2	3
Bâtiment durable	% de logements construits répondant à des critères environnementaux (HQE, BDNA, BEPOS…) à la suite des cessions de l'année en cours	Pas de suivi	Pas de suivi	Suivre systématiquement et inciter à la construction de logement durable
Bâtiment durable	% de bâtiments construits mixtes socialement	Pas de suivi	Pas de suivi	À suivre
Bâtiment durable	% de cession comprenant des clauses environnementales/ sociales au-delà de la loi	Pas de suivi	Pas de suivi	À suivre
Logements sociaux	Part de logements sociaux qui vont être produits sur les fonciers cédés en 2024	55%	66%	Défini par orientations stratégiques de l'Etat

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE - R75-2025-03-13-00007 - Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine Conseil d'Administration du 13 mars 2025 délibérations CA-2025-001 à CA-2025-008

ENJEUX SUR NOS OPERATIONS				
Enjeux	**Indicateurs**	**Résultat en 2023**	**Résultat en 2024**	**Objectif pour 2025**
Economie circulaire	% des déchets de chantier dont on connaît précisément l'exutoire final	91.7%	87.7%	Min 70%
Economie circulaire	% des déchets de chantier qui vont être réemployés	12.3%	0%	15%
Economie circulaire	% des déchets de chantier qui vont être recyclés	35.2%	9.35%	40%
Préservation de la Biodiversité	Part des collaborateurs du services études, travaux et opérationnels formés aux enjeux de la biodiversité au cours de l'année	27%	0%	100%
Préservation de la Biodiversité	Hectares compensés dans le cadre de la réglementation	Pas de suivi	Pas de suivi	À suivre

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE - R75-2025-03-13-00007 - Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine Conseil d'Administration du 13 mars 2025 délibérations CA-2025-001 à CA-2025-008

ENJEUX INTERNES				
Enjeux	**Indicateurs**	**Résultat en 2023**	**Résultat en 2024**	**Objectif pour 2025**
Déchets de bureau	Nombre de catégorie de déchets recyclés	7	7	7
Déchets de bureau	Poids des déchets internes	Pas de suivi	Pas de suivi	À suivre
Ressource Papier	Quantité de papier consommée par convention active	2.3 kg	2.4 kg	1.27 kg
Ressource Eau	Quantité d'eau consommée par collaborateur lors de l'année	10 875 litres	10 093 litres	8 333 litres
Ressource Electricité	Intensité annuelle de notre consommation électrique (kwh/m2)	49.4 Kwh par m2	54.4 Kwh par m2	52.8 Kwh par m2
Ressource Carburant	Consommation annuelle de carburant par convention active	35 litres	34 litres	16 litres
Ressource Encre	Consommation annuelle d'encre	Pas de suivi	Pas de suivi	À suivre
Achat Responsable	Nombre d'heures d'insertion effectuées par nos prestataires	5970 heures	6176 heures	4 000 heures
Achat Responsable	% de consultations intégrant des spécifications RSE (marchés)	Pas de suivi	43%	75%
Achat Responsable	Nombre d'heures de formation suivies sur les achats responsables	0 h	1.5 h	20 h
Informations Sociétales	Délai moyen de paiement	15.70 jours	16.5 jours	12 jours

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE - R75-2025-03-13-00007 - Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine Conseil d'Administration du 13 mars 2025 délibérations CA-2025-001 à CA-2025-008

Informations Sociétales	% de fournisseurs engagés socialement et ou environnementalement	Pas de suivi	Pas de suivi	À suivre
Equipements & matériels	% de produits achetés en seconde main (reconditionné, recyclés, d'occasion)	Pas de suivi	Pas de suivi	À suivre
Equipements & matériels	Durée de vie moyenne du mobilier et des équipements bureautiques	Pas de suivi	Pas de suivi	À suivre
Mobilité	% des véhicules de service et de fonction à motorisation électrique	0%	0%	10%
Mobilité	Nombre total de véhicules disponibles (fonction et service) par collaborateur	0.2	0.2	0.2
RSE général	Nombre d'actions de sensibilisation au cours de l'année (évènements + mails/affiches de sensibilisation)	11	15	12
RSE général	Niveau de satisfaction moyen des collaborateurs sur les conditions de travail (sous forme de questionnaire)	Pas de suivi	Pas de suivi	80%
RSE général	Nombre d'ateliers QVT réalisés au cours de l'année	6	5	6

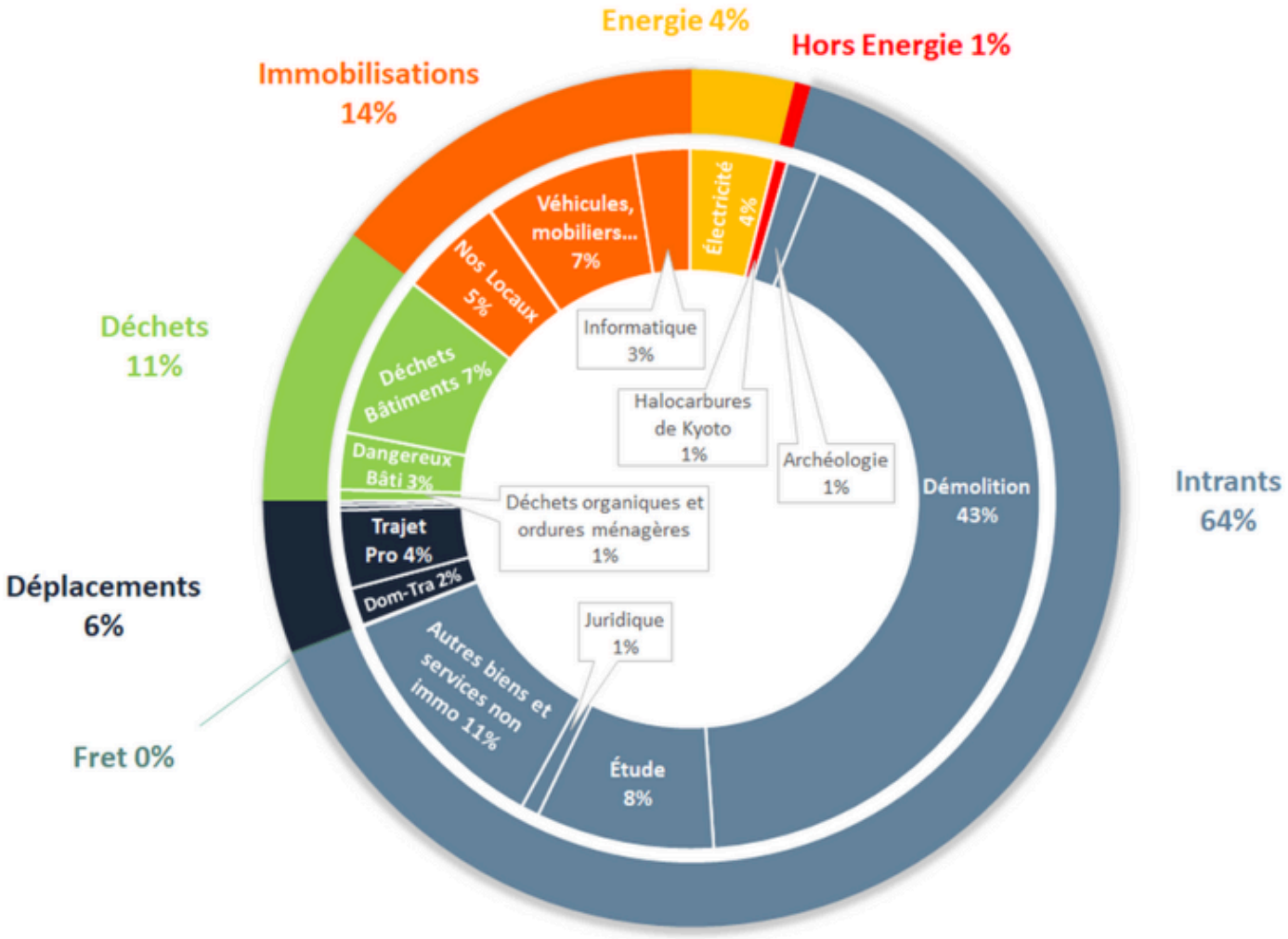
Numérique	Indice de réparabilité moyen des appareils électriques achetés (smartphones, ordinateurs portables, téléviseurs)	Pas de suivi	Pas de suivi	À suivre
Numérique	% de poste de travail possédant une multiprise	Pas de suivi	Pas de suivi	100%
Numérique	Nombre moyen de courriels envoyés par jour par collaborateur	Pas de suivi	7	<10
Numérique	Poids en octets de notre site interne sur le nombre de conventions actives	18 458 333	19 157 175	À suivre
Egalité	Part des femmes dans le top management	44%	38%	Min 30%
Equité	Ecart de rémunération entre le salaire de base le plus élevé et le plus bas	5.27	4.78	À suivre
Gestion des compétences	% de collaborateurs ayant réalisé une formation du plan GPEC	31%	72.34%	90%
Santé & sécurité	% de collaborateurs formés à la santé et sécurité au travail dans les 3 ans	100%	100%	100%
Santé & sécurité	Taux de fréquence d'accident	0%	0%	0%
Santé & sécurité	Nombre d'évènements/ateliers préventifs sur les TMS au cours de l'année	0	1	2

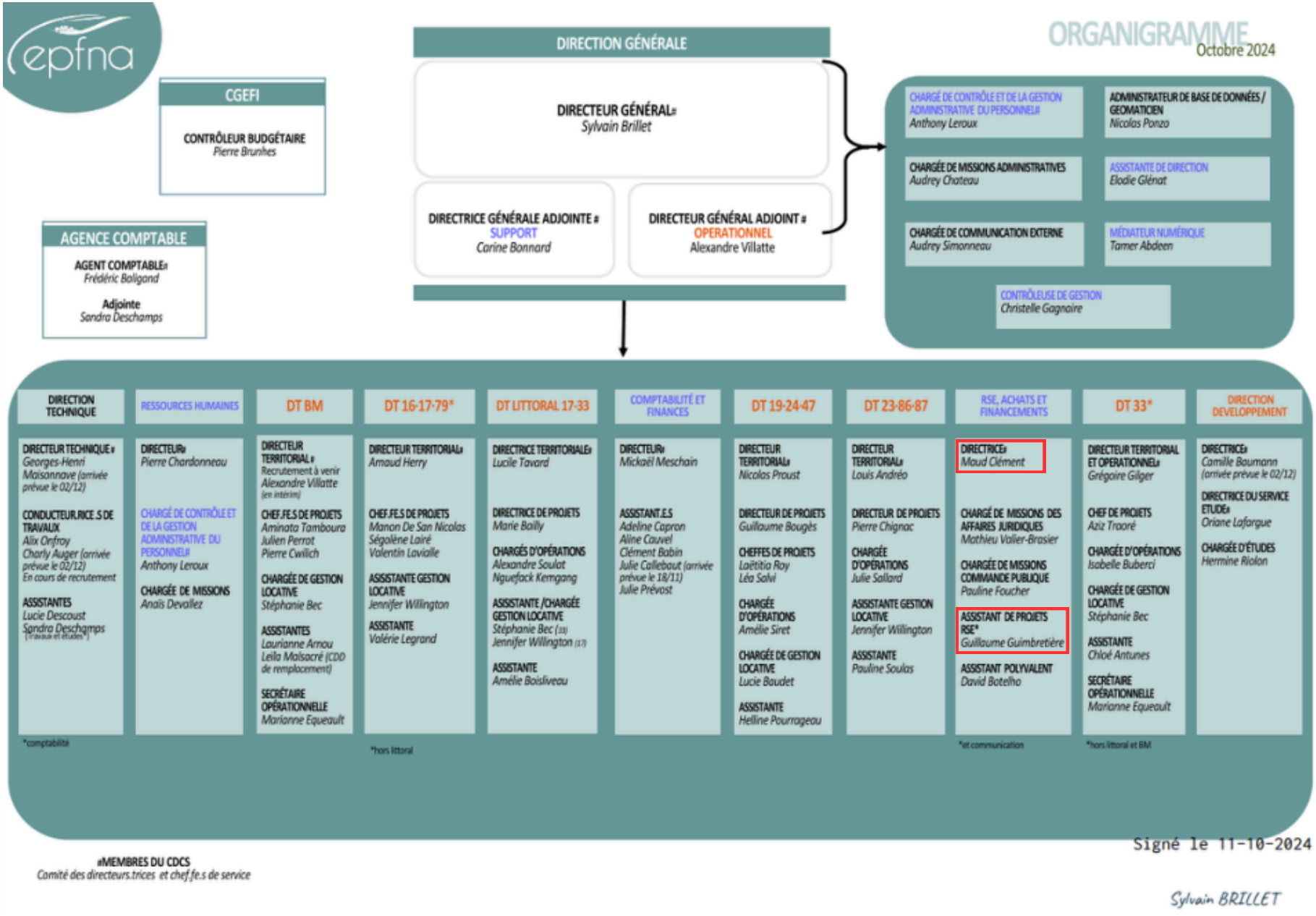
ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE - R75-2025-03-13-00007 - Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine Conseil d'Administration du 13 mars 2025 délibérations CA-2025-001 à CA-2025-008

Management & gouvernance	Taux d'absentéisme	3.99%	6%	0.5%
Management & gouvernance	Turnover	20.63%	20%	10%
Management & gouvernance	Part de la prime d'intéressement impliquant l'atteinte d'objectifs développement durable	16.67%	16.67%	-
Gouvernance	Ressources allouées à la RSE	11 265€	16 367	20 k €
Gouvernance	Nombre de conseil d'administration lors desquels des sujets RSE sont abordés	2/2	2/3	4/4
Gouvernance	Nombre de CDCS lors desquels des sujets RSE sont abordés	7/10	6/11	12/12

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE - R75-2025-03-13-00007 - Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine Conseil d'Administration du 13 mars 2025 délibérations CA-2025-001 à CA-2025-008

Répartition de nos émissions de co2 par postes d'émissions en 2021




ORGANIGRAMME
Octobre 2024
DIRECTION GÉNÉRALE
DIRECTEUR GÉNÉRAL#
Sylvain Brillet
DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE #
SUPPORT
Carine Bonnard
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT #
OPERATIONNEL
Alexandre Villatte
CGEFI
CONTRÔLEUR BUDGÉTAIRE
Pierre Brunhes
AGENCE COMPTABLE
AGENT COMPTABLE#
Frédéric Baligand
Adjointe
Sandra Deschamps
CHARGÉ DE CONTRÔLE ET DE LA GESTION ADMINISTRATIVE DU PERSONNEL#
Anthony Leroux
ADMINISTRATEUR DE BASE DE DONNÉES / GEOMATICIEN
Nicolas Ponzo
CHARGÉE DE MISSIONS ADMINISTRATIVES
Audrey Chateau
ASSISTANTE DE DIRECTION
Elodie Glénat
CHARGÉE DE COMMUNICATION EXTERNE
Audrey Simonneau
MÉDIATEUR NUMÉRIQUE
Tamer Abdeen
CONTRÔLEUSE DE GESTION
Christelle Gagnaire
DIRECTION TECHNIQUE
DIRECTEUR TECHNIQUE #
Georges-Henri Maisonnave (arrivée prévue le 02/12)
CONDUCTEUR.RICE .S DE TRAVAUX
Alix Onfroy
Charly Auger (arrivée prévue le 02/12)
En cours de recrutement
ASSISTANTES
Lucie Descoust
Sandra Deschamps (Travaux et études*)
*comptabilité
RESSOURCES HUMAINES
DIRECTEUR#
Pierre Chardonneau
CHARGÉ DE CONTRÔLE ET DE LA GESTION ADMINISTRATIVE DU PERSONNEL#
Anthony Leroux
CHARGÉE DE MISSIONS
Anaïs Devallez
DT BM
DIRECTEUR TERRITORIAL #
Recrutement à venir
Alexandre Villatte (en intérim)
CHEF.FE.S DE PROJETS
Aminata Tamboura
Julien Perrot
Pierre Cwilich
CHARGÉE DE GESTION LOCATIVE
Stéphanie Bec
ASSISTANTES
Laurianne Arnou
Leila Maisacré (CDD de remplacement)
SECRÉTAIRE OPÉRATIONNELLE
Marianne Equeault
DT 16-17-79*
DIRECTEUR TERRITORIAL#
Arnaud Herry
CHEF.FE.S DE PROJETS
Manon De San Nicolas
Ségolène Lairé
Valentin Lavialle
ASSISTANTE GESTION LOCATIVE
Jennifer Willington
ASSISTANTE
Valérie Legrand
*hors littoral
DT LITTORAL 17-33
DIRECTRICE TERRITORIALE#
Lucile Tavard
DIRECTRICE DE PROJETS
Marie Bailly
CHARGÉS D'OPÉRATIONS
Alexandre Soulat
Nguefack Kemgang
ASSISTANTE /CHARGÉE GESTION LOCATIVE
Stéphanie Bec (33)
Jennifer Willington (17)
ASSISTANTE
Amélie Boisfiveau
COMPTABILITÉ ET FINANCES
DIRECTEUR#
Mickaël Meschain
ASSISTANT.E.S
Adeline Capron
Aline Cauvel
Clément Babin
Julie Callebaut (arrivée prévue le 18/11)
Julie Prévost
DT 19-24-47
DIRECTEUR TERRITORIAL#
Nicolas Proust
DIRECTEUR DE PROJETS
Guillaume Bougès
CHEFFES DE PROJETS
Laëtitia Roy
Léa Salvi
CHARGÉE D'OPÉRATIONS
Amélie Siret
CHARGÉE DE GESTION LOCATIVE
Lucie Baudet
ASSISTANTE
Helline Pourrageau
DT 23-86-87
DIRECTEUR TERRITORIAL#
Louis Andréo
DIRECTEUR DE PROJETS
Pierre Chignac
CHARGÉE D'OPÉRATIONS
Julie Sallard
ASSISTANTE GESTION LOCATIVE
Jennifer Willington
ASSISTANTE
Pauline Soulas
RSE, ACHATS ET FINANCEMENTS
DIRECTRICE#
Maud Clément
CHARGÉ DE MISSIONS DES AFFAIRES JURIDIQUES
Mathieu Valier-Brasier
CHARGÉE DE MISSIONS COMMANDE PUBLIQUE
Pauline Foucher
ASSISTANT DE PROJETS RSE*
Guillaume Guimbretière
ASSISTANT POLYVALENT
David Botelho
*et communication
DT 33*
DIRECTEUR TERRITORIAL ET OPERATIONNEL#
Grégoire Gilger
CHEF DE PROJETS
Aziz Traoré
CHARGÉE D'OPÉRATIONS
Isabelle Buberci
CHARGÉE DE GESTION LOCATIVE
Stéphanie Bec
ASSISTANTE
Chloé Antunes
SECRÉTAIRE OPÉRATIONNELLE
Marianne Equeault
*hors littoral et BM
DIRECTION DEVELOPPEMENT
DIRECTRICE#
Camille Baumann (arrivée prévue le 02/12)
DIRECTRICE DU SERVICE ETUDE#
Oriane Lafargue
CHARGÉE D'ÉTUDES
Hermine Riolon
#MEMBRES DU CDCS
Comité des directeurs.trices et chef.fe.s de service
Signé le 11-10-2024
Sylvain BRILLET

Explications de certains indicateurs

1) % d'hectares cédés qui ont engendrés une consommation d'espace = hectares cédés en 2024 dont la nature réelle est naturelle, agricole ou forestier / totalité des hectares cédés en 2024. Pour cela, il a fallu vérifier à l'aide d'outil cartographique les parcelles catégorisées en NAF pour vérifier si effectivement leur nature correspondait au statut.

2) Nombre d'heures de formation suivies sur les achats responsables = nombre d'heures de formation données par un prestataire externe et/ou par le service RSE sur les achats responsables X nombre de participant (des services moyens généraux, achat & financement, études, communication interne & externe).

3) % de fournisseurs engagés socialement et ou environnementalement = Nombre de fournisseurs et prestataires avec lesquels nous avons travaillé lors de l'année et engagé socialement et/ou environnementalement (ex : possède un service RSE, affiche un label ou une norme, démontre un engagement avec une charte développement durable) / nombre total de fournisseurs et prestataires avec lesquels on a travaillé au cours de l'année.

4) Indice de réparabilité moyen des appareils électriques achetés (smartphones, ordinateurs portables, téléviseurs). Avec la loi AGEC, l'affichage d'un indice de réparabilité sur certains produits est obligatoire depuis le 1er janvier 2021. L'intérêt est d'utiliser cet indice lors de notre processus d'achat pour favoriser la réparation plutôt que le remplacement.

5) Part de la prime d'intéressement impliquant l'atteinte d'objectif développement durable. En 2024, six critères ont été pris en compte pour le calcul de la prime d'intéressement dont un portant sur le délai de paiement des fournisseurs.

CA – CB – – 13/03/2025 – point VI

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du jeudi 13 mars 2025

Délibération n° **CA-2025-** 005

Bilan des actions 2024 relatives à la cartographie des risques

Le conseil d'administration de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine :

Vu les articles L321-1 et suivants, et R321-1 et suivant du Code de l'urbanisme,

Vu le décret n° 2008-645 du 30 juin 2008 portant création de l'Établissement public foncier de Poitou-Charentes, dans sa version dernière modifiée par le décret n° 2017-837 du 5 mai 2017 le renommant notamment en EPF de Nouvelle-Aquitaine,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP),

Vu le décret n° 2017-61 du 23 janvier 2017 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif au cadre de référence des contrôles internes budgétaire et comptable, pris en application de l'article 215 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu la délibération du conseil d'administration du 23 novembre 2023 portant sur la définition des actions à mener en 2024 relatives à la cartographie des risques,

Vu le rapport du directeur général,

Sur proposition de la présidente du conseil d'administration,

- PREND acte **du bilan 2024** des actions relatives à la cartographie des risques et des préconisations apportées **ci-annexé**,

La présidente du conseil d'administration, le 13 mars 2025
Laurence ROUEDE

Approbation par la préfecture de région,
Bordeaux, le
24 MARS 2025
Le Préfet de Région
Etienne GUYOT

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
| 107 boulevard du Grand Cerf - CS70432 – 86011 Poitiers Cedex | **contact@epfna.fr** - 05 49 62 67 52 - epfna.fr
Siret 510 194 186 0035 - Code APE 8413

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du jeudi 13 mars 2025

Rapport du directeur général

Bilan des actions 2024 relatives à la cartographie des risques votée en novembre 2023

Le conseil d'administration a voté en novembre 2023 la cartographie des risques qui répertorie l'ensemble des facteurs auxquels est exposé l'établissement, et les actions correctives engagées pour l'année 2024.
Pour mémoire, cette cartographie est un outil de la mise en œuvre du contrôle interne financier (CIF).

Aussi un bilan a été dressé par les services lors de plusieurs réunions et permet de mettre en avant la réalisation de certaines actions majeures telles que :

- Poursuite du remplissage du logiciel métier Gesprojet
- Renforcement du service comptable et financier
- Mise à jour du règlement intérieur institutionnel
- Information des risques liés au conflits d'intérêts
- Mobilisation sur les risques psycho-sociaux
- Mise en œuvre de la Norme 24
- Veille sur la fiscalité
- Amélioration du contrôle interne
- Renforcement de la communication vers les collectivités
- Déploiement de la RGPD

Ce bilan a aussi pu relever certaines actions qui doivent être poursuivies ou menées cette année en parallèle du plan d'actions 2025.

- L'enregistrement obligatoire des données sous Gesprojet et la mise à jour régulière et récurrente par les opérationnels
- La re-sensibilisation aux conflits d'intérêts pour les salariés
- La finalisation de la charte des valeurs
- Le renforcement de la base documentaire fiscale sous SharePoint
- La poursuite du développement des outils liés au contrôle interne
- Mise en place du processus cession
- Mise en œuvre des préconisations de l'audit Patrimoine
- Le suivi du RGPD

Il est donc proposé au conseil d'administration de prendre acte du bilan des actions menées en 2024 ainsi que les préconisations qui s'y rapportent, bilan ci annexé.

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
| 107 boulevard du Grand Cerf - CS70432 – 86011 Poitiers Cedex | **contact@epfna.fr** - 05 49 62 67 52 - epfna.fr
Siret 510 194 186 0035 - Code APE 8413

Famille de risque :	Managérial	N° de fiche :	MA-1

Risque : **Trajectoire financière de l'établissement**

Probabilité d'occurrence	4
Impact	4

Responsable du risque	Directeur Général/DGA foncier
Service ou salarié chargé du suivi	DGA foncier/Directeurs territoriaux/Agent comptable

RISQUE CONSTATE / POTENTIEL :

Prévisions d'acquisitions et cessions erronées
Soutenabilité
Surendettement
Demande de l'Etat de porter du foncier sans collectivité garante
Secteur de l'immobilier en difficulté

Actions correctives	Mise en œuvre	Réalisé	En Cours	Non réalisé	Commentaires
Actions récurrentes					
	Amélioration du taux d'exécution avec une meilleure quantification des prévisions foncières (acquisitions/cessions), avec utilisation en mode projet du logiciel métier Gesprojet		X		Note sur le lissage des prévisions foncières
	Dialogue de gestion avec la direction générale		X		Réunions sur les prévisions foncières
	Collaboration étroite avec l'agent comptable		X		
	Mettre en place sur les opérations très spécifiques des garanties particulières		X		Echanges avec la Direction Générale lors des comités d'engagement
	Suivi des minorations accordées et subventions perçues		X		Suivi dans le logiciel métier Gesprojet
Actions à poursuivre en 2024					
	Implication des directeurs territoriaux dans le suivi et l'anticipation des besoins de leur territoire		X		
	Contrôle continu par les directeurs de l'utilisation du logiciel métier Gesprojet par les équipes		X		Mise en place de tableaux de bord permettant d'avoir une vue des données du logiciel métier Gesprojet pour les managers
	Limiter les avenants pour une meilleure rotation du stock			X	Courrier en fin d'année 2024 pour communiquer les dates de fin des conventions aux collectivités
	Via le comité d'engagement, contrôle renforcé et périodique de la concordance entre enveloppes budgétaires et l'exécution		X		Complétude de la fiche Comité d'Engagement
	Une attention devra être portée sur la perspective annoncée de passage en contrôle économique et financier au lieu du contrôle budgétaire			X	En attente de décret
	La centralisation au sein du service comptable et financier des missions budgétaires et comptables relatives à l'activité foncière par la création de 2 postes dédiés d'assistantes comptables métier	X			
Actions nouvelles en 2024					
	Réflexions et mise en œuvre des process innovants afin d'aider à la sortie de projets, ex modification des règles d'attribution du fonds SRU dans le contexte actuel de crise de production de logements neufs	X	X		Délibérations prises et mise en œuvre commencée

Famille de risque : Managérial

N° de fiche :	MA-2

Risque : **CONFLITS D'INTERETS**

Probabilité d'occurrence	3
Impact	3

Responsable du risque	DGA foncier
Service ou salarié chargé du suivi	Directeur Territoriaux/chargée mission instances

RISQUE CONSTATE / POTENTIEL :

Conflits d'intérêt pour les salariés
Conflit d'intérêt pour les administrateurs

Actions correctives	Mise en œuvre	Réalisé	En Cours	Non réalisé	Commentaires
Actions récurrentes					
	Mise à jour régulière du règlement intérieur institutionnel (RII)	X			CA du 09/10/2024
	Note d'information pour les administrateurs sur le conflit d'intérêt après chaque renouvellement du Conseil d'Administration		X		Donné à chaque nouveau administrateur (ponctuel)
	Production par chaque administrateur d'une déclaration personnelle d'intérêts après désignation	X			Demandé à chaque nouveau administrateur (ponctuel)
	Suivi et application de la charte de déontologie en vigueur	X			Charte existante et signée le 08/12/2020 Rappel fait = Au 1/4 sécurité en janvier 2025 aux salariés
	Passage en comité achats et application de la note sur la commande publique	X			Recours à la plateforme des marchés publics pour la consultation d'opérateurs => Sur le site EPFNA
Actions à poursuivre en 2024					
	Formation des salariés à ce risque	X			Fait pour chaque nouveau salarié + rappel au 1/4 sécurité
	Définition plus précise des risques de conflits d'intérêt par poste			X	
	Suivi des déclarations d'intérêt des salariés	X			Procédure dans la "Charte de déontologie"
Actions nouvelles en 2024					
	Intégration de ce risque dans le passeport d'intégration	X			Annexe du règlement intérieur

Famille de risque :	Managérial	N° de fiche :	MA-3

Risque : **RISQUES MANAGERIAUX (encadrement intermédiaire)**

Probabilité d'occurrence	3
Impact	3

Responsable du risque	DG/DRH
Service ou salarié chargé du suivi	Tous les manageurs intermédiaires

RISQUE CONSTATE / POTENTIEL :

Dysfonctionnements dans le fonctionnement et l'organisation actuels, turn over,
Management de proximité peu efficace, manque de clarté dans les directives,
Difficulté à partager la vision de la direction générale,
Difficulté d'alignement avec la direction générale,
Manque d'expertise transversale par les manageurs intermédiaires,
Difficulté d'actualiser, d'harmoniser et d'appliquer les procédures internes,
Mauvaise coordination entre les services,
Manque de considération et de valorisation des équipes,
Manque d'arbitrage et de priorisation des actions,
Surcharge de travail liée à un manque d'anticipation / planification,
La direction générale est parfois mobilisée sur des sujets qui sont de la responsabilité des manageurs de proximité ex management opérationnel.

Actions correctives	Mise en œuvre	Réalisé	En Cours	Non réalisé	Commentaires
Actions 2024					
	Mobilisation de la direction ressources humaines sur les risques psycho-sociaux et les alertes	X			Travail avec la médecine du travail et le CSE
	Collaboration avec le psychologue et le médecin de la médecine du travail pour évaluation des risques	X			Audit RPS + plan d'actions fait en travail collaboratif Mise à jour du DUERP signée le 06/05/24
	Poursuite du travail sur les entretiens annuels d'évaluation et professionnels, formation des manageurs intermédiaires	X			Nouveau process mise en œuvre pour la session d'entretiens fin 2024 = 2 entretiens différents
	Finalisation du travail sur les valeurs de l'établissement avec la rédaction d'une charte		X		
	Evaluation et si nécessaire refonte des comités existants	X			Comitologie revue et renforcée par : Création commission "Cession" Création commission "Conventionnement" Création comité d'engagement Etudes Travaux et Financements

Famille de risque :	Règlementaire	N° de fiche :	RE-1

Risque : **Respect de la GBCP (Gestion budgétaire et Comptable Publique)**

Probabilité d'occurrence	4
Impact	1

Responsable du risque	DG ressources Agent comptable
Service ou salarié chargé du suivi	Service finances Agence comptable

RISQUE CONSTATE / POTENTIEL :

Non-conformité des écritures,
Non respect des objets de gestion,
Non fiabilisation de l'actif immobilisé (inventaire physique et comptable),
Signataire / utilisateur sans habilitation (qualité de l'ordonnateur non déléguée),
Non respect du calendrier réglementaire.

Actions correctives	Mise en œuvre	Réalisé	En Cours	Non réalisé	Commentaires
Actions récurrentes					
	Habilitations informatiques à contrôler et à réactualiser	X			Fait à chaque nouvel arrivant
	Formation et information comptable à l'ensemble des intervenants EPFNA	X			
	Dématérialisation à continuer	X			Comparaison : 2024 = 28,86 % de papier 2023 = 36,26 % de papier
	Elaboration de procédures	X			Icone "Modèles et procédures" dans l'intranet documentaire
	Note de clôture	X			
Actions à poursuivre en 2024					
	Procédure sur la chaine de la dépense		X		
	Réflexion sur un éventuel budget rectificatif	X			Pris en compte dans le nouvel accord d'intéressement
	Vérification de l'interaction avec le logiciel métier	X			Mise en œuvre de l'interface en automatique entre Sifow et Gesprojet
	Poursuite de la mise à jour de la décision "chaine de la dépense"		X		
	Mise en œuvre Norme 24	X			
	Mise en œuvre d'Infinoé		X		Pb technique sur la plateforme = Mise en place repoussée
	Passage en contrôle économique et financier au lieu du contrôle budgétaire			X	En attente de décret
Actions nouvelles en 2024					
	Mise en œuvre d'auto-contrôle par le service	X			

Famille de risque :	Règlementaire	N° de fiche :	RE-2

Risque : **Conformité fiscale**

Probabilité d'occurrence	2
Impact	3

Responsable du risque	DGA Ressources
Service ou salarié chargé du suivi	Service finances

RISQUE CONSTATE / POTENTIEL :

Redressement fiscal,
Erreur d'application de TVA sur les acquisitions, cessions.

Actions correctives	Mise en œuvre	Réalisé	En Cours	Non réalisé	Commentaires
Actions récurrentes					
	Formation sur les bases fiscales en matière de TVA foncière	X			
	Mise en place du notaire unique	X			
	Mise à jour de la base documentaire sur la fiscalité / Créer un répertoire sous le serveur en commun pour toute la documentation fiscale			X	
	Base documentaire interne sur les avis/analyses données par les juristes fiscaux			X	
	Avoir recours aux rescrits si nécessaire	X			
	Recours au réseau inter-EPF / réunions DAF	X			
Actions à poursuivre en 2024					
	Suivi des demandes et actions liées au retour du commissaire aux comptes	X			Pas de remarque sur la certification des comptes 2023
	Mise en place d'un suivi des exonérations de plus-value sur cession de logements sociaux			X	
	Poursuite de l'automatisation du traitement annuel pour le paiement des taxes foncières	X			

Famille de risque : Règlementaire

N° de fiche :	RE-3

Risque : **Maitrise des risques/Contrôle interne financier**

Probabilité d'occurrence	3
Impact	3

Responsable du risque	DGA Ressources/Agent comptable
Service ou salarié chargé du suivi	Référents CIF/Contrôleur de gestion

RISQUE CONSTATE / POTENTIEL :

Le non respect du décret GBCP

Actions correctives	Mise en œuvre	Réalisé	En Cours	Non réalisé	Commentaires
Actions récurrentes					
	Comité contrôle de gestion et pilotage	X			Comité mensuel
	Groupe de travail piloté par le référent CIF	X			
	Sensibilisation de tous les salariés à la maitrise des risques	X			
	Mise en œuvre de la phase d'évaluation des dispositifs existants		X		
Actions à poursuivre en 2024					
	Réalisations de deux audits dans l'année	X			
	Mise en œuvre d'un processus de traçabilité (contrôle interne et contrôle de gestion)	X			Intranet documentaire
	Carte des processus sous responsabilité du contrôleur de gestion et agent comptable			X	
	Organigramme fonctionnel nominatif (OFN) sous responsabilité du contrôleur de gestion et agent comptable		X		
	Création d'un centre de documentation, sous responsabilité du contrôleur de gestion et agent comptable	X			
	Plan d'actions et mise en œuvre d'actions suite aux remarques du commissaire aux comptes	X			Pas de remarque sur la certification des comptes 2023
	Renforcement de la responsabilité managériale dans le cadre de la réforme ordonnateur/comptable par la mise en œuvre de contrôle interne à chaque service par le manageur	X			Communication faite par Popup et lors des réunions mensuel du DG
	Formation renforcée de la contrôleuse de gestion	X	X		
Actions nouvelles en 2024					
	Etablissement d'un plan d'actions et de suivi des audits réalisés et à réaliser	X			

Famille de risque :	Technique et opérationnel	N° de fiche :	TO-1

Risque : **Défaut de conseil aux collectivités**

Probabilité d'occurrence	4
Impact	4

Responsable du risque	DGA foncier
Service ou salarié chargé du suivi	Directeurs territoriaux

RISQUE CONSTATE / POTENTIEL :

Rotation du stock insuffisante,
Projet non approprié,
Objet de la préemption pas assez cerné, recours possible,
Faire courir un risque financier aux collectivités en soutenant des projets disproportionnés,
Affecter anormalement le plan de charge de l'EPFNA,
Insolvabilité ou difficulté de paiement lors des cessions.

Actions correctives	Mise en œuvre	Réalisé	En Cours	Non réalisé	Commentaires
Actions récurrentes					
	Compte Rendu d'Activité à la Collectivité (CRAC) transmis annuellement	X			
	Cadre conventionnel			X	Pas de nouveauté
	Paiement anticipé échelonné	X			
	Démembrement de propriété	X			
	Utilisation du logiciel métier pour connaitre la situation financière des collectivités pour proposer des projets et des modalités de paiement adaptés à leurs ressources		X		
Actions à poursuivre en 2024					
	Pilotage régulier	X			CRAC / Courrier en fin d'année 2024 pour informer des dates de fin de conventions
	Mise en place d'un processus cession		X		Commission Cession en cours
Actions nouvelles en 2024					
	Mise en place du comité d'engagement Etudes, Travaux et Financements	X			
	Réflexion pour la mise en place d'un comité interne analysant les projets des collectivités en lien avec le développement conventionnel		X		Commission "Conventionnement"

Famille de risque :	Technique et opérationnel	N° de fiche :	TO-2

Risque : **Risques sur les biens acquis**

Probabilité d'occurrence	3
Impact	3

Responsable du risque	DGA pole foncier
Service ou salarié chargé du suivi	Directeurs territoriaux

RISQUE CONSTATE / POTENTIEL :

Risques environnementaux
Risque sur le logement dégradé habité
Risque d'intrusion et d'accidents pour les biens non occupés, les friches
Risque pour la santé quand il y a des sites pollués
Risque concernant la prime d'assurance / Risque de déclarations d'assurance non efficientes

Actions correctives	Mise en œuvre	Réalisé	En Cours	Non réalisé	Commentaires
Actions récurrentes					
	Visite technique des sites et bâtiments de l'EPFNA avant acquisition		X		
	Vérification périodique des bâtis avec l'aide des équipes foncières			X	
	Suivre de très près les déclarations d'assurance et le marché " assurance"		X		
Actions à poursuivre en 2024					
	Les missions patrimoine sont intégrées dans les directions foncières			X	Audit externe réalisé en 2024
	Amélioration et formalisation des process "patrimoine"			X	Audit externe réalisé en 2024
	Implication et responsabilisation des directions foncières dans le suivi et la gestion des bâtis acquis		X		
	Implication du notaire unique dans les process de sécurisation		X		
Actions nouvelles en 2024					
	Réflexion autour du recrutement d'un écologue "Maison"			X	
	Renforcement des équipes foncières pour répondre aux besoins d'expertise pointue et dossiers d'envergure de certaines collectivités ex Bordeaux Métropole		X		Création direction foncière spéciale BM

Famille de risque :	Technique et opérationnel	N° de fiche :	TO-3

Risque : **Respect de la norme RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données)**

Probabilité d'occurrence	2
Impact	2

Responsable du risque	Directeur général
Service ou salarié chargé du suivi	Référent RGPD

RISQUE CONSTATE / POTENTIEL :

Non respect du RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données)

Actions correctives	Mise en œuvre	Réalisé	En Cours	Non réalisé	Commentaires
Actions récurrentes					
	Mise en œuvre d'un registre des traitements	X			Prestataire externe
	Elaboration d'un plan d'actions et du plan de mise en œuvre des priorisations des actions	X			
Actions à poursuivre en 2024					
	Reprise de la responsabilité de ces mission par le médiateur numérique			X	

CA –FB– 13/05/2025 – point VII

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du jeudi 13 mars 2025

Délibération n° **CA-2025-** 006

Demande d'admission en non valeur de créances supérieures à 1000 euros

Le conseil d'administration de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine :

Vu les articles L321-1 et suivants, et R321-1 et suivant du Code de l'urbanisme,

Vu le décret n°2008-645 du 30 juin 2008 portant création de l'Établissement public foncier de Poitou-Charentes, vu le décret n°2017-837 du 5 mai 2017 le renommant notamment en EPF de Nouvelle-Aquitaine, vu dans sa dernière version modifiée par le décret n° 2024-352 du 15 avril 2024,

Vu le règlement intérieur institutionnel de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine approuvé par le conseil d'administration par délibération n° CA-2024-047 du 09 octobre 2024, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine spécial n° R75-2024-198 du 16 octobre 2024,

Vu le rapport de l'agent comptable de l'Etablissement public foncier de Nouvelle Aquitaine ;

L'agent comptable propose l'admission en non-valeur des créances de loyer dont le détail est présenté en annexe du rapport, pour un montant total de 8 573,06 euros.

Sur proposition de la présidente du conseil d'administration,

- ADMET en non-valeur, les créances de loyer présentées et annexées pour un montant total de 8 573,06 euros.

- DECIDE que la dépense sera réintégrée dans le stock des opérations de portage dont relève ces locations et sera intégrée au prix de revient du bien ou au montant d'apurement.

La présidente du conseil d'administration, le 13 mars 2025
Laurence ROUEDE

Approbation par la préfecture de région,
Bordeaux, le 24 MARS 2025
Le Préfet de Région
Etienne GUYOT

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
| 107 boulevard du Grand Cerf - CS70432 – 86011 Poitiers Cedex | **contact@epfna.fr** - 05 49 62 67 52 - epfna.fr
Siret 510 194 186 00035 - Code APE 8413

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du jeudi 13 mars 2025

Délibération n° **CA-2025-** 007

Convention de partenariat financier relative à la réalisation d'une étude pour l'élaboration d'une stratégie de sobriété foncière entre Saintes Grandes Rives l'Agglo et l'EPFNA

Le conseil d'administration de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine,

Vu les articles L321-1 et suivants, et R321-1 et suivant du Code de l'urbanisme,

Vu le décret n°2008-645 du 30 juin 2008 portant création de l'Établissement public foncier de Poitou-Charentes, vu le décret n°2017-837 du 5 mai 2017 le renommant notamment en EPF de Nouvelle-Aquitaine, vu dans sa dernière version modifiée par le décret n° 2024-352 du 15 avril 2024,

Vu le règlement intérieur institutionnel de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine modifié dans sa dernière version et approuvé par le conseil d'administration par délibération n° CA-2024-047 du 09 octobre 2024, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine spécial n° R75-2024-198 du 16 octobre 2024,

Vu le rapport du directeur général,

Sur proposition de la présidente du conseil d'administration,

- APPROUVE la convention de partenariat financier relative à la réalisation d'une étude pour l'élaboration d'une stratégie de sobriété foncière entre Saintes Grandes Rives l'Agglo et l'EPFNA, annexée à la présente délibération ;
- AUTORISE un engagement financier d'un montant de 29 100 € pour la mise en œuvre de la convention de partenariat financier ; pour une durée de 12 mois à la suite de la signature de la convention, celle-ci sera échue 3 mois après la fin du délai d'exécution du marché ; dont la garantie de rachat est portée par la CA DE SAINTES
- AUTORISE le directeur général, les deux directeurs généraux adjoints de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine, à signer et exécuter l'avenant à la convention susvisée ;
- AUTORISE le directeur général, les deux directeurs généraux adjoints de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine, à procéder au nom de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine à tous engagements de dépenses et recettes dans le cadre de la convention et de ses avenants,

La présidente du conseil d'administration, le 13/03/2025
Laurence ROUEDE

Approbation par la préfecture de région,
Bordeaux, le 24 MARS 2025

Le Préfet de Région
Etienne GUYOT

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
| 107 boulevard du Grand Cerf - CS70432 – 86011 Poitiers Cedex | **contact@epfna.fr** - 05 49 62 67 52 - epfna.fr
Siret 510 194 186 00035 - Code APE 8413

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 13 mars 2025

Rapport du directeur général

Convention de partenariat financier relative à la réalisation d'une étude pour l'élaboration d'une stratégie de sobriété foncière entre Saintes Grandes Rives l'Agglo et l'EPFNA

Contexte : Saintes Grandes Rives l'Agglo (60 447 hab.) 36 communes. PLUi en cours d'élaboration et PLH en cours d'élaboration. La CdA va accueillir un projet de Ferrocampus, porté par l'association FERROCAPMUS et initié par la Région Nouvelle-Aquitaine. Afin de prendre en considération les besoins générés par ce projet et dans le cadre de la révision de du PLH, une étude a été lancée en mars 2024 afin d'identifier les besoins en logement par public cible et de disposer d'une réponse opérationnelle aux besoins générés par le projet Ferrocampus.
En parallèle, une étude urbaine va être menée afin de traiter des questions relatives au fonctionnement urbain autour du site Ferrocampus.

Projet : La Cda a sollicité l'EPFNA pour bénéficier de son appui tant sur le volet technique que financier dans le cadre d'une étude pour l'élaboration d'une stratégie de sobriété foncière à l'échelle de l'agglomération.
L'étude comprend trois phases principales :

- Phase 1 : Réalisation d'un diagnostic stratégique.
- Phase 2 : Définition politique des orientations de la stratégie.
- Phase 3 : Mise en place d'un plan d'action foncière.

L'étude pour l'élaboration d'une stratégie de sobriété foncière a pour objectif de répondre aux besoins suivants :
•Disposer d'une vision précise et complète du marché foncier et immobilier et des besoins fonciers du territoire permettant la mise en œuvre des documents cadres,
•Définir les objectifs politiques en matière de sobriété foncière, le niveau d'ambition et la priorisation des interventions à mener sur le foncier traduit dans une stratégie foncière,
•Traduire cette stratégie dans des fiches actions identifiant les objectifs de l'action, la temporalité de mise en œuvre en fonction des priorités identifiées, les outils et partenaires à mobiliser, les moyens financiers à allouer.

Durée : Le marché relatif à l'étude sera signé à la suite de la signature de la convention et pour une durée de 12 mois. La convention sera échue 3 mois après la fin du délai d'exécution du marché.

Montant : 29 100 € HT. Co-financement EPFNA - CdA de Saintes – Etat (Fonds Vert). Montant global de l'étude : 82 200 € HT. Fonds vert obtenu : 24 000 €. Le reste à charge : 58 200 € HT. Co-financement EPFNA à hauteur de 50% du reste à charge, soit 29 100 € HT.

Garantie de rachat : CA DE SAINTES (Saintes Grandes Rives l'Agglo)

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
| 107 boulevard du Grand Cerf - CS70432 – 86011 Poitiers Cedex | **contact@epfna.fr** - 05 49 62 67 52 - epfna.fr
Siret 510 194 186 00035 - Code APE 8413

CA de Saintes (17) – Convention de partenariat financier – Etude stratégique de sobriété foncière

Localisation: CdA de Saintes (Charente-Maritime) -> Saintes Grandes Rives l'Agglo





Situation: Saintes Grandes Rives l'Agglo (60 447 hab.) 36 communes. Son territoire s'organise autour d'un cœur d'agglomération (Saintes, 25 518 hab.), d'un espace d'agglomération (Chaniers, Fontcouverte, Les Gonds, Saint-Georges-des-Côteaux), d'un pôle d'équilibre (Burie), d'un pôle de proximité (Corme-Royal) et d'un ensemble de communes aux structures plus rurales.
PLUi en cours d'élaboration.
PLH en cours d'élaboration.

La CdA va accueillir un projet de Ferrocampus (centre d'expertise est à la fois un pôle de formation, d'innovation et de transfert de technologie), porté par l'association FERROCAPMUS et initié par la Région Nouvelle-Aquitaine.

Afin de prendre en considération les besoins générés par ce projet et dans le cadre de la révision de du PLH, une étude a été lancée en mars 2024 afin d'identifier les besoins en logement par public cible et de disposer d'une réponse opérationnelle aux besoins générés par le projet Ferrocampus.
En parallèle, une étude urbaine va être menée afin de traiter des questions relatives au fonctionnement urbain autour du site Ferrocampus.

CA de Saintes (17) – Convention de partenariat financier – Etude stratégique de sobriété foncière

- **Enjeux :** La CA de Saintes a sollicité l'EPFNA pour bénéficier de son appui tant sur le volet technique que financier dans le cadre d'une étude pour l'élaboration d'une stratégie de sobriété foncière à l'échelle de l'agglomération.

- **Programme :** Elaboration d'une stratégie de sobriété foncière à l'échelle de la CA de Saintes

L'étude comprend trois phases principales :
- Phase 1 : Réalisation d'un diagnostic stratégique.
- Phase 2 : Définition politique des orientations de la stratégie.
- Phase 3 : Mise en place d'un plan d'action foncière.

- **Attendus :**

L'étude pour l'élaboration d'une stratégie de sobriété foncière a pour objectif de répondre aux besoins suivants :
- Disposer d'une vision précise et complète du marché foncier et immobilier et des besoins fonciers du territoire permettant la mise en œuvre des documents cadres,
- Définir les objectifs politiques en matière de sobriété foncière, le niveau d'ambition et la priorisation des interventions à mener sur le foncier traduit dans une stratégie foncière,
- Traduire cette stratégie dans des fiches actions identifiant les objectifs de l'action, la temporalité de mise en œuvre en fonction des priorités identifiées, les outils et partenaires à mobiliser, les moyens financiers à allouer.

Planning, taches et missions confiées à l'EPFNA (travaux, etc..)

- Missions confiées à l'EPFNA : Co-financement de l'étude à hauteur de 29 100 € HT (sans que la participation ne puisse excéder un montant global de 49 445 € HT)
- Planning : Marché de 12 mois.



CA de Saintes (17) – Convention de partenariat financier – Etude stratégique de sobriété foncière

- Convention de partenariat financier relative à la réalisation d'une étude pour l'élaboration d'une stratégie de sobriété foncière

- Signataires : CA de Saintes / EPFNA
- Objet: Etude pour l'élaboration d'une stratégie de sobriété foncière
- **Montant : 29 100 € HT**

Co-financement EPFNA - CA de Saintes – Etat (Fonds Vert)

Montant global de l'étude : 82 200 € HT. Fonds vert obtenu : 24 000 €. Le reste à charge : 58 200 € HT. Co-financement EPFNA à hauteur de 50% du reste à charge, soit 29 100 € HT.

- Garantie financière : CA de Saintes (maître d'ouvrage de l'étude)
- Délai : Le marché sera signé à la suite de la signature de la convention et pour une durée de 12 mois. La convention sera échue 3 mois après la fin du délai d'exécution du marché.



CONVENTION DE PARTENARIAT FINANCIER RELATIVE A LA REALISATION D'UNE ETUDE POUR L'ELABORATION D'UNE STRATEGIE DE SOBRIETE FONCIERE ENTRE SAINTES GRANDES RIVES L'AGGLO ET L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE

Entre

La Communauté d'agglomération de Saintes (Saintes Grandes Rives l'Agglo), établissement public de coopération intercommunale (EPCI) dont le siège est 12 boulevard Guillet Maillet – CS 90316 – 17107 SAINTES Cedex, représentée par Monsieur **Bruno DRAPRON**, son Président, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire du ……..
ci-après dénommée " **l'Agglomération**" ;

d'une part,

Et

L'établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine, établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, dont le siège est au 107 Boulevard du Grand Cerf, CS 70432 - 86011 POITIERS Cedex – représenté par **Monsieur Sylvain BRILLET,** son directeur général, nommé par arrêté ministériel du 23 avril 2019, renouvelé par arrêté ministériel du 28 mars 2024 et agissant en vertu de la délibération du Conseil d'administration n°CA-2025-…… du 13 mars 2025.

ci-après dénommé « **EPFNA** » ou l'Etablissement ;

d'autre part.

PRÉAMBULE

La Communauté d'agglomération de Saintes (Saintes Grandes Rives l'Agglo)

Saintes Grandes Rives l'Agglo est située dans la région Nouvelle-Aquitaine, dans le département de la Charente-Maritime. C'est un territoire très contrasté avec une commune-centre, Saintes, qui représente presque la moitié de la population des 36 communes qui composent l'intercommunalité. Le territoire s'étend sur 475 km² divisé en deux par le fleuve Charente franchissable en trois points uniquement sur le territoire. En 2020, elle accueillait 60 447 habitants sur son territoire et comptait 26 665 emplois, dont 75,5 % à Saintes. La densité de population est de 127,4 hab/km².

Saintes Grandes Rives l'Agglo se situe à la croisée des grands axes structurants comme l'A10, l'A837 et la RCEA (Route Centre Europe Atlantique).

L'agglomération possède un fort potentiel d'attractivité touristique de par sa position rétro littorale, mais également par son patrimoine architectural, archéologique et naturel très riche. Le territoire est occupé par un réseau hydrographique important composé du fleuve Charente, de la Seugne, de l'Arnoult, de l'Antenne, du Coran et du Bourru.

La ville de Saintes regroupe 42% de la population de l'agglomération. Saintes Grandes Rives l'Agglo est le second pôle d'emploi de la Charente-Maritime, avec une dynamique de croissance favorable, malgré un ralentissement conjoncturel. L'économie locale est portée pour une grande partie par l'activité résidentielle et les emplois publics, mais une dynamique de développement productif est en cours. Saintes Grandes Rives l'Agglo subit une périphérisation des commerces et de l'habitat ; un enjeu fort du territoire est de renforcer les centralités existantes.

Son territoire s'organise autour d'un cœur d'agglomération (Saintes), d'un espace d'agglomération (Chaniers, Fontcouverte, Les Gonds, Saint-Georges-des-Côteaux), d'un pôle d'équilibre (Burie), d'un pôle de proximité (Corme-Royal) et d'un ensemble de communes aux structures plus rurales. La commune de Chérac constitue un pôle spécifique de par l'objectif de développement des activités économiques liées à la viticulture du cognaçais.
Associé aux Communautés de Communes Cœur-de-Saintonge (17 468 habitants) et de Gémozac et de la Saintonge Viticole (14 617 habitants), le territoire forme le Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane, lequel rassemble 92 532 habitants, soit 14,1 % de la population départementale.

La coopération territoriale entre ces trois intercommunalités se manifeste notamment à travers l'existence d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), approuvé le 18 mai 2017 et entré en révision le 26 avril 2023 afin de répondre aux obligations de la loi Climat et Résilience et particulièrement au ZAN.

Saintes Grandes Rives l'Agglo est une intercommunalité récente puisqu'elle a été créée au 1er janvier 2013. Cette intercommunalité est née de la fusion de la Communauté de Communes du Pays Santon, qui rassemblait 19 communes autour de Saintes, et de la Communauté de Communes des Vignobles et Vals Boisés du Pays Buriaud, qui regroupait 10 communes à l'Est du territoire.

Cette fusion a été complétée par l'intégration des communes de Écoyeux, Montils, La Clisse, Corme-Royal, Luchat, Pisany et Rouffiac, dans le cadre de la dissolution et recomposition d'intercommunalités voisines.

Les 36 communes composant le territoire sont essentiellement de type rural à périurbain, à l'exception de la ville-centre de Saintes, figurant parmi les principales communes du département. Les populations communales en 2020 s'échelonnent de 228 habitants (Villars-les-Bois) à 3 585 habitants (Chaniers), pour une moyenne de 1 001 habitants.

Concernant les documents d'urbanisme, Saintes Grandes Rives l'Agglo a lancé en décembre 2021 l'élaboration de son premier Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) qui est actuellement en phase de diagnostic.
De plus, l'Agglomération a lancé la révision de son Programme Local de l'Habitat (PLH) afin de définir une politique communautaire prenant en compte un contexte national et local ayant fortement évolué (loi SRU, rénovation énergétique du parc résidentiel, ZAN, etc.). L'objectif est également de positionner le rôle de l'Agglomération sur les différents segments des politiques de l'habitat et d'aboutir à une nouvelle programmation pour 2024-2030.
Saintes Grandes Rives l'Agglo va accueillir un projet de Ferrocampus, porté par l'association FERROCAPMUS et initié par la Région Nouvelle-Aquitaine, sur son territoire dont l'objectif est de proposer des formations relatives au ferroviaire à environ 700 étudiants par an à horizon 2030.
Afin de prendre en considération les besoins générés par ce projet et dans le cadre de la révision de du PLH, une étude a été lancée en mars 2024 afin d'identifier les besoins en logement par public cible et de disposer d'une réponse opérationnelle aux besoins générés par le projet Ferrocampus.
Cette étude prévoit notamment un recensement des gisements fonciers et immobiliers sur l'ensemble du territoire de Saintes Grandes Rives l'Agglo, dont l'objectif sera :

- De proposer une programmation en logements pour le Ferrocampus (y compris des études pré-opérationnelles sur des fonciers stratégiques),
- De proposer une lecture plus opérationnelle du Programme Local de l'Habitat, et en particulier les objectifs de production de logements.

En parallèle, une étude urbaine va être menée afin de traiter des questions relatives au fonctionnement urbain autour du site Ferrocampus.

C'est dans ce contexte que l'Agglomération a sollicité l'EPFNA pour bénéficier de son appui tant sur le volet technique que financier dans le cadre d'une étude pour l'élaboration d'une stratégie de sobriété foncière à l'échelle de l'agglomération. La stratégie de sobriété foncière mise en place par l'Agglomération s'inscrit parfaitement dans le champ d'intervention de l'EPFNA. La présente convention vise à fixer les modalités de partenariat financier pour la réalisation d'une étude pour l'élaboration d'une stratégie de sobriété foncière sur le territoire communautaire de l'EPCI.

L'Établissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine

L'EPFNA, a pour vocation d'accompagner et préparer les projets des collectivités publiques par une action foncière en amont ainsi que par la mise à disposition de toutes expertises et conseils utiles en matière foncière.
Il est un acteur permettant la mise en œuvre d'une politique foncière volontariste via l'acquisition de terrains nus ou bâtis destinés aux projets d'aménagement des collectivités.

L'EPFNA est habilité à réaliser des acquisitions foncières et des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement ultérieur des terrains par les collectivités ou les opérateurs qu'elles auront désignés. Il peut également procéder à la réalisation des études et travaux nécessaires à l'accomplissement de ces missions.

L'EPFNA intervient au titre de son décret de création et du code de l'urbanisme pour :

- des projets de logements,
- de développement économique,
- de revitalisation urbaine et commerciale des centres-bourgs et centres-villes,
- de lutte contre les risques et de protection de l'environnement.

Conformément au Plan national Biodiversité dévoilé le 4 juillet 2018, l'EPFNA contribuera par son action à atteindre l'objectif de Zéro Artificialisation Nette édicté par le Gouvernement. Au sein d'un modèle de développement économe en foncier, l'Etablissement s'inscrira pleinement dans la volonté de réduction de la consommation d'espace et d'équilibre des territoires prônées par le SRADDET de Nouvelle Aquitaine.

De manière générale, les interventions foncières au bénéfice de projets économe en espace et traduisant une ambition particulière de recyclage du foncier, de densification au sein du tissu urbain constitué ou, de retraitement du bâti ancien, seront prioritairement accompagnées.

Au titre de son PPI 2023-2027, les interventions de l'EPFNA, au service de l'égalité des territoires, doivent permettre :

- d'accompagner les territoires dans la définition précise de leurs besoins, à déterminer les gisements fonciers et immobiliers stratégiques mutables en posant les bases d'une gestion foncière prospective et d'une pédagogie d'utilisation ;
- de guider les territoires dans la requalification opérationnelle des espaces existants, à toutes les échelles et de toutes natures (résidentiel, commercial, patrimonial d'activité) ;
- d'optimiser l'utilisation foncière où les économies réalisées par les collectivités grâce à l'anticipation pourraient couvrir une part de leurs dépenses au titre du programme et, par conséquent, en favoriser la réalisation.

L'EPFNA, par la présente convention, accompagnera la Collectivité afin d'enrichir les projets qui lui sont soumis pour faire émerger des opérations remarquables et exemplaires répondant aux enjeux du territoire et aux objectifs définis dans le PPI.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. — OBJET DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT FINANCIER

La présente convention a pour objet de préciser la participation financière de l'EPFNA à la réalisation de l'étude pour l'élaboration d'une stratégie de sobriété foncière à l'échelle du territoire de Saintes Grandes Rives l'Agglo. L'Agglomération en assurera la maitrise d'ouvrage.

La collectivité souhaite confier au groupement ACADIE SCOP SARL, CHEUVREUX et CITY LINKED la réalisation de cette étude dans le cadre de la stratégie foncière qu'elle ambitionne d'impulser à l'échelle du territoire communautaire.

Ainsi qu'exposé précédemment, il s'agit d'engager le territoire dans un objectif de sobriété foncière et d'anticiper les évolutions à venir au regard des enjeux de limitations de la consommation d'espaces agricoles et naturels et de la trajectoire de « zéro artificialisation nette » à fixer à l'horizon 2050.

Cette approche de sobriété foncière et la volonté d'anticipation de l'Agglomération ont pour but de renforcer l'attractivité du territoire au travers d'aménagements plus vertueux et d'alternatives innovantes.

L'étude pour l'élaboration d'une stratégie de sobriété foncière a pour objectif de répondre aux besoins suivants :

- Disposer d'une vision précise et complète du marché foncier et immobilier et des besoins fonciers du territoire permettant la mise en œuvre des documents cadres,
- Définir les objectifs politiques en matière de sobriété foncière, le niveau d'ambition et la priorisation des interventions à mener sur le foncier traduit dans une stratégie foncière,
- Traduire cette stratégie dans des fiches actions identifiant les objectifs de l'action, la temporalité de mise en œuvre en fonction des priorités identifiées, les outils et partenaires à mobiliser, les moyens financiers à allouer.

L'étude comprend trois phases principales :

- Phase 1 : Réalisation d'un diagnostic stratégique.
- Phase 2 : Définition politique des orientations de la stratégie.
- Phase 3 : Mise en place d'un plan d'action foncière.

ARTICLE 2. — DISPOSITIONS FINANCIÈRES

2.1. Montant du marché

	Montant HT	**TVA à 20 %**	**Montant TTC**
Phase 1 - Diagnostic	24 700 €	4 940 €	29 640 €
Phase 2 – Définition politique des orientations de la stratégie	34 975 €	6 995 €	41 970 €
Phase 3 – Mise en place d'un plan d'action foncière	22 525 €	4 505 €	27 030 €
Total	**82 200 €**	**16 440 €**	**98 640 €**

Réunions supplémentaires : 800 € HT suivant Bordereau des prix unitaires.

Le montant global de cette étude est de 82 200,00 € HT. Saintes Grandes Rives l'Agglo, en sa qualité de maître d'ouvrage, a pu obtenir une participation du Fonds Vert à hauteur de 24 000,00 € HT pour cette étude.
Ainsi, l'EPFNA prendra à sa charge 50% du montant global restant, soit une participation maximale de 29 100,00 € HT.

Cette prise en charge sera prélevée sur les fonds propres de l'EPFNA afin de participer à l'élaboration de la stratégie foncière de Saintes Grandes Rives l'Agglo.
Les 50% restant seront pris en charge par **Saintes Grandes Rives l'Agglo**.

2.2. Demandes de paiement

L'ensemble des dépenses relatives à la réalisation de cette étude, toutes tranches confondues, sera réglé par la collectivité en tant sa qualité de maitre d'ouvrage.
L'EPFNA s'acquittera de sa participation financière selon les modalités décrites au 2.1 du présent article et sur présentation d'une facture globale HT, augmentée de la TVA, accompagné de l'ensemble des pièces constitutives du marché précité (AE, CCTP, CCAP, bons de commandes, factures, rendus, rapports, livrables, etc.) ainsi que d'un état récapitulatif des dépenses payées et certifiées par le comptable public et dans la limite du plafond global HT mentionné au 2.1, et ce dans un délai de trois mois après la fin d'exécution du marché

Tout avenant au marché ayant une répercussion financière n'entrainera pas d'augmentation de la participation financière de l'EPFNA.

ARTICLE 3 — DURÉE DE LA CONVENTION

Le marché sera signé à la suite de la signature de la présente convention et pour une durée de 12 mois. Il prévoit un délai d'exécution en 3 temps :

	Délais	Démarrage du délai
Phase 1	4 mois	A compter de la notification de l'ordre de service de lancement par mail
Phase 2	5 mois	A compter de la date précisée dans le bon de commande notifié par mail
Phase 3	3 mois	A compter de la date précisée dans le bon de commande notifié par mail

La présente convention sera échue 3 (trois) mois après la fin du délai d'exécution du marché.

Une prolongation du délai d'exécution du marché peut être accordée dans le cas prévu à l'article 13.3 du CCAG-PI.

ARTICLE 4 — ENGAGEMENTS DE L'EPFNA DE NOUVELLE-AQUITAINE ET DE LA COLLECTIVITE

La collectivité s'engage à ce que l'EPFNA :

- soit rendue destinataire de tout compte rendu de réunions, comité de pilotage et comités techniques;
- soit convié aux comités techniques et de pilotage
- soit mentionné dans les supports de communication ;
- soit propriétaire de l'étude au même titre que la collectivité.

ARTICLE 5 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre

recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 – RÉSILIATION

6.1 En l'absence de faute, chacune des parties peut résilier la présente convention, pour quelque cause que ce soit, en notifiant sa décision par lettre recommandée avec avis de réception à l'autre partie. La résiliation prendra alors effet le mois suivant la date de réception du courrier précité. Elle ne donnera lieu au versement d'aucune indemnité. Saintes Grandes Rives l'Agglo se réserve le droit de récupérer tout ou partie de la subvention allouée.

6.2 En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse. Saintes Grandes Rives l'Agglo se réserve également le droit dans ce cas-là de récupérer tout ou partie de la subvention allouée.

ARTICLE 7 – RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Poitiers.

ARTICLE 8 — SIGNATURE DE LA CONVENTION

La convention sera signée en deux exemplaires par Saintes Grandes Rives l'Agglo et l'EPFNA.
Chacune des deux parties aura un exemplaire original signé.

Fait à Poitiers, le …….en 2 exemplaires originaux

Saintes Grandes Rives l'Agglo représentée par son Président,	L'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine représenté par son Directeur Général,
Bruno DRAPRON	**Sylvain BRILLET**

B–LTA/NKN– 13/03/2025 – point VIII.02

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du jeudi 13 mars 2025

Délibération n° **CA-2025-** 008

Convention de réalisation n°17-25-012 pour le développement de trois opérations de logements en centre-bourg entre la Commune de Saujon et l'EPFNA

Le conseil d'administration de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine,

Vu les articles L321-1 et suivants, et R321-1 et suivant du Code de l'urbanisme,
Vu le décret n°2008-645 du 30 juin 2008 portant création de l'Établissement public foncier de Poitou-Charentes, vu le décret n°2017-837 du 5 mai 2017 le renommant notamment en EPF de Nouvelle-Aquitaine, vu dans sa dernière version modifiée par le décret n° 2024-352 du 15 avril 2024,
Vu le règlement intérieur institutionnel de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine modifié dans sa dernière version et approuvé par le conseil d'administration par délibération n° CA-2024-047 du 09 octobre 2024, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine spécial n° R75-2024-198 du 16 octobre 2024,
Vu le rapport du directeur général,

Sur proposition de la présidente du conseil d'administration,

- APPROUVE la Convention de réalisation n°17-25-012 pour le développement de trois opérations de logements en centre-bourg entre la Commune de Saujon et l'EPFNA, annexée à la présente délibération ;
  AUTORISE le directeur général à transférer toutes les actions et obligations juridiques engagées par l'EPFNA sur la convention précédente n°17-23-016 au titre de l'opération susvisée (1723016001) pour un montant total estimé de 1 067 252,58 € HT au 17/02/2025.
- AUTORISE le directeur général à constater et arrêter ce montant au moment de la signature de cette convention ;
- AUTORISE un engagement financier plafonné à 1 500 000 € pour la mise en œuvre de la convention ; jusqu'au 31/12/2026; sur le périmètre ci-annexé ; dont la garantie de rachat est portée par VILLE DE SAUJON (17421)
- AUTORISE le directeur général, les deux directeurs généraux adjoints de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine, à signer et exécuter l'avenant à la convention susvisée ;
- AUTORISE le directeur général, les deux directeurs généraux adjoints de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine, à procéder au nom de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine à tous engagements de dépenses et recettes dans le cadre de la convention et de ses avenants,

La présidente du conseil d'administration, le 13/03/2025
Laurence ROUEDE

Approbation par la préfecture de région,
Bordeaux, le 24 MARS 2025

Le Préfet de Région
Etienne GUYOT

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
| 107 boulevard du Grand Cerf - CS70432 – 86011 Poitiers Cedex | **contact@epfna.fr** - 05 49 62 67 52 - epfna.fr
Siret 510 194 186 00035 - Code APE 8413

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 13 mars 2025

Rapport du directeur général

convention de réalisation n°17-25-012 pour le développement de trois opérations de logements en centre-bourg entre la Commune de Saujon et l'EPFNA

Contexte : Située idéalement entre Saintes et Royan, Saujon est la deuxième ville de la CARA en termes de population avec 7 183 habitants en 2021. Véritable porte d'entrée de l'agglomération royannaise, son attractivité croissante a entraîné un doublement de sa population en 60 ans, accompagné d'une forte dynamique d'urbanisation. Cette expansion a conduit à un déficit en logements locatifs sociaux, puis à une carence depuis 2017, au regard de l'article 55 de la loi SRU.

L'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine accompagne la commune de Saujon depuis 2015 dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie foncière visant le développement de l'offre de logements locatifs sociaux. Cette collaboration aura ainsi permis, la maitrise, amiable ou par préemption, de plusieurs sites en centre-bourg situés rue d'Aunis, route de Royan et rue de la Barate en vue de la réalisation d'opération de logements intégrant une part de Logements Locatifs Sociaux.

Projet : Réalisation d'une opération d'une cinquantaine de logements dont 75% de LLS minimum sur les trois sites suivants :

- Site de projet n°1, Rue d'Aunis, 32 logements dont 60% de LLS
- Site de projet n°2, Route de Royan, 20 LLS.
- Site de projet n°3 Rue de la Barrate, cession d'un terrain à bâtir.

Transfert de l'ancienne convention : oui
La présente convention emporte transfert des actions et obligations juridiques engagées par l'EPFNA sur la convention précédente n°17-23-016 au titre de l'opération susvisée (1723016001) pour un montant total 1 067 252,58 € HT au 17/02/2025. Ce montant sera réactualisé au moment de la signature de cette convention.

Durée : 31/12/2026

Montant : 1 500 000 €

Garantie de rachat : VILLE DE SAUJON (17421)

Périmètre / zonage PLU : périmètre de réalisation sur 3 projets multisites de 8 121 m² au total, situé en zone UA1 - UA2

Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine
| 107 boulevard du Grand Cerf - CS70432 – 86011 Poitiers Cedex | **contact@epfna.fr** - 05 49 62 67 52 - epfna.fr
Siret 510 194 186 00035 - Code APE 8413

Production de logements en centre-bourg à Saujon / cession opérateur

Situation:

2e ville de la CARA avec 7 180 habitants, Saujon est située au Nord Est de l'aire Royannaise - entre Saintes et Royan

Localisation:



Marché:

Marché locatif tendu (taux de vacance : 5,35%)
Tension sur le prix du foncier

	Prix m2 moyen	
APPARTEMENT	2 343 €	de 1327 € à 2 901 €
MAISON	2 657 €	de 1505 € à 3 291 €



Site N°1 : Rue d'Aunis
Parcelles cadastrales AB n°752, 779, 874, 981, 1041 et 1042
Emprise partiellement bâtie d'une superficie totale de 4484 m² comprenant un bâtiment anciennement à usage de garage automobile et une maison d'habitation



Site N°3 : Rue de la Baratte
Parcelle cadastrale AB n°1047
Emprise partiellement bâtie d'une superficie totale de 649 m² comprenant hangar en très mauvais état



Site N°2 : Route de Royan
Parcelle cadastrale AD n°258
Emprise non bâtie d'une superficie de 2988 m²

Projet revente opérateur – logement

Etude capacitaire plan et 3D





Planning

Choix de l'opérateur : T1 2025
Signature PSV : T2 2025
Dépôt PC : T3 2025
Obtention PC : T1 2026 (instruction PC 4 mois secteur ABF soit juin 2025)
Achat terrain : Purge PC + 2 mois

Projet abandonné par Signature Promotion en raison d'une charge foncière très faible

51 logements dont 38 Logements Locatifs Sociaux répartis comme suit :
Site de projet n°1 – Rue d'Aunis : 13 logements libres et 18 LLS (6 T2 et 12 T3 / 5 PLAI, 10 PLUS et 3 PLS) – 2200 m² SHAB
Site de projet n°2 – Route de Royan : 20 LLS (12 T2, 5 T3 et 3 T4 / 6 PLAI, 11 PLUS et 3 PLS) – 1150 m² SHAB
Site de projet n°3 – Rue de la Baratte : démolition par l'opérateur puis remise sur le marché d'un TAB

Production de logements en centre-bourg à Saujon / cession opérateur

Budget prévisionnel - Opération Rte de Royan et Rue d'Aunis - Saujon			
Dépenses en HT		**Recettes en HT**	
Coût acquisition foncière	987 000,00 €	Cession prévisionnelle Rue d'Aunis	294 000,00 €
Impôts fonciers	14 203,00 €	Cession prévisionnelle Rte de Royan	100 000,00 €
Honoraires avocats sur acquisition	2 835,80 €	Minoration foncière	555 000,00 €
Honoraires Bureau d'Etudes	4 662,00 €		
Frais de notaire	17 332,02 €		
Frais d'études	25 412,00 €		
Frais d'huissier	999,55 €		
Frais accessoires	40,54 €		
Taxes	562,00 €		
Autres frais d'études	3 029,65 €		
Autres frais d'acquisition	5 232,08 €		
Assurances	1 161,15 €		
Travaux	4 428,10 €		
Dépenses prévisionnelles (impots, gestion...)	10 000,00 €		
Total des dépenses	**1 076 897,89 €**	**Total des recettes**	**949 000,00 €**
Solde créditeur	0,00 €	Solde débiteur	-127 897,89 €

Les comptes des collectivités

SAUJON - Charente-Maritime
Population légale en vigueur au 1er janvier de l'exercice : 7 320 habitants - Budget principal seul
Strate : communes de 5000 à 10 000 hab appartenant à un groupement fiscalisé (FPU)

2023 | 2022 | 2021 | 2020 | 2019 | 2018 | 2017 | Autres exercices

Chiffres clés	En milliers d'Euros	Euros par habitant	Moyenne de la strate en euros par habitant
TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT = A	8 503	1 162	1 307
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT = B	7 904	1 080	1 163
RESULTAT COMPTABLE (A - B = R)	599	82	144
TOTAL DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT = C	3 761	514	478
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT = D	3 504	479	505
Besoin ou capacité de financement de la section d'investissement = E	-257	-35	27
Capacité d'autofinancement brute = CAF	1 392	190	210
Encours de la dette au 31/12/N	5 630	769	767
FONDS DE ROULEMENT	2 534	346	411

La capacité financière de la collectivité est faible (résultat comptable, CAF) il est nécessaire de chercher à réduire le déficit de ces opérations.

- Convention de réalisation

- Nom des signataires : Commune de Saujon
- Objet: portage en vue d'une cession à opérateur

- Montant : 1 500 000€
- Garant du rachat : Commune

date échéance convention : 2 ans soit jusqu'au **31 décembre 2026**

- Mission attendues : portage et cession à opérateur



CONVENTION DE REALISATION N° 17-25-013

POUR LA REALISATION DE TROIS OPERATIONS MULTISITES DE LOGEMENTS EN CENTRE-BOURG

ENTRE

LA COMMUNE DE SAUJON

ET

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE

ENTRE

La **commune de SAUJON,** personne morale de droit public, dont le siège est situé à la mairie : 1 place Gaston Ballande, 17600 SAUJON, représentée par **Monsieur Pascal FERCHAUD**, son maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du XXX

Ci-après dénommé « **la collectivité** » ou « **la commune** » ou « **la personne publique garante** » ;

d'une part,

ET

L'établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine, établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, dont le siège est au 107 Boulevard du Grand Cerf, CS 70432 - 86011 POITIERS Cedex – représenté par **Monsieur Sylvain BRILLET,** son directeur général, nommé par arrêté ministériel du 23 avril 2019, renouvelé par arrêté ministériel du 28 mars 2024 et agissant en vertu de la délibération du Bureau n°B-202X- ..... du XX XX 2021.

ci-après dénommé « **EPFNA** » ou l'Etablissement;

d'autre part

PRÉAMBULE

La Commune de Saujon

Située idéalement entre Saintes et Royan, Saujon est la deuxième ville de la CARA en termes de population avec 7 183 habitants en 2021. Véritable porte d'entrée de l'agglomération royannaise, la ville connait une attractivité grandissante qui a conduit à un doublement de sa population en 60 ans.
Bien que confrontée à des contraintes naturelles fortes, par la présence de la Seudre et de nombreux cours d'eau ainsi que par la Loi Littoral, la commune a connu un très fort développement de son urbanisation. Cet essor non maitrisé, a conduit, lors de la promulgation Loi SRU à un déficit puis à une carence, depuis 2017, en termes de nombre de logements locatifs sociaux au titre de l'article 55 de ladite loi.

L'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine accompagne la commune de Saujon depuis 2015 dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie foncière visant le développement de l'offre de logements locatifs sociaux. Cette collaboration aura ainsi permis, la maitrise, amiable ou par préemption, de plusieurs sites en centre-bourg situés rue d'Aunis, route de Royan et rue de la Barate en vue de la réalisation d'opération de logements intégrant une part significative de Logements Locatifs Sociaux.

Ces sites ont été l'objet d'une consultation d'opérateurs, menée en 2020 et ayant aboutie en 2021 sur le choix d'un lauréat pour la réalisation d'une cinquantaine de logements dont une quarantaine de LLS.

Une promesse synallagmatique de vente a été signée en ce sens en septembre 2022. Les négociations n'ayant pas abouti avec l'opérateur en raison des déficits financiers importants de l'opération, la commune et l'EPFNA souhaitent explorer de nouvelles pistes de cessions.

Le tableau ci-après présente quelques chiffres clés sur la commune :

INDICATEURS	COMMUNE Saujon	EPCI CA Royan Atlantique	DÉPARTEMENT Charente-Maritime	SOURCE
Population (habitants)	7 180	83 661	651 358	*INSEE*
Variation annuelle de la population	0,16 %	0,53 %	0,47 %	*INSEE*
Taux de logements locatifs sociaux	3,34 %	3,40 %	7,87 %	*RPLS / INSEE*
Rythme de construction annuel logement	77	1 074	5 007	*SITADEL*
Rythme de construction annuel surface	942 m²	9 684 m²	128 315 m²	*SITADEL*
Taux de vacance du parc de logements	5,83 %	5,35 %	7,64 %	*INSEE*
Nombre d'emplois au lieu de travail	2 120	26 055	233 897	*INSEE*
Nombre d'entreprises	65	969	7 558	*INSEE*
Taux de chômage annuel moyen	18,05 %	15,67 %	13,98 %	*INSEE*
Nombre de personnes par ménage	1,97	1,95	2,09	*INSEE*

Nombre de commerces, hébergement, restauration	182	2 703	15 914	*INSEE*
Territoires d'industrie	1	33	72	*Observatoire des Territoires*

Documents d'urbanisme en vigueur :

PLU	Approuvé le 14 mars 2024	Révision générale du PLU
SCOT	25/09/2007	Modification n°1 : 20/10/2014 Révision : arrêté le 25/03/2024
PLHI	En cours d'élaboration	

L'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

L'EPFNA a pour vocation d'accompagner et préparer les projets des collectivités publiques par une action foncière en amont ainsi que par la mise à disposition de toutes expertises et conseils utiles en matière foncière. Il est un acteur permettant la mise en œuvre d'une politique foncière volontariste via l'acquisition de terrains nus ou bâtis destinés aux projets d'aménagement des collectivités.

L'EPFNA est habilité à réaliser des acquisitions foncières et des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement ultérieur des terrains par les collectivités ou les opérateurs qu'elles auront désignés. Il peut également procéder à la réalisation des études et travaux nécessaires à l'accomplissement de ces missions.
L'EPFNA intervient au titre de son décret de création et du Code de l'urbanisme pour :

- des projets de logements,
- de développement économique,
- de revitalisation urbaine et commerciale des centres-bourgs et centres-villes,
- de lutte contre les risques et de protection de l'environnement.

Conformément à l'article L321-1 du Code de l'urbanisme, modifié par la loi Climat et résilience du 22 aout 2021, l'EPFNA contribuera par son action à la limitation de l'artificialisation des sols. Au sein d'un modèle de développement économe en foncier, l'Etablissement s'inscrira pleinement dans la volonté de réduction de la consommation d'espace et d'équilibre des territoires prônés par le SRADDET (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) de Nouvelle-Aquitaine.

Les orientations développées à travers la présente convention sont en cohérence avec les objectifs et axes définis dans le PPI 2023-2027 de l'EPFNA.

Ce dernier établit trois grandes priorités d'action :

- L'aménagement durable des territoires ;
- La mobilisation du foncier pour l'habitat et en particulier pour le logement social ;
- La prévention des risques naturels et technologiques.

Les centre-bourgs et leur revitalisation sont un fil conducteur pour l'EPFNA qui se retrouve dans l'ensemble de ses axes d'intervention. Par ailleurs, la protection des espaces naturels et agricoles passera nécessairement par

une attention particulière à la localisation des interventions et une priorité donnée aux projets réalisés en densification.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1. CADRE DE LA CONVENTION

1.1. Objet de la convention

La présente convention de réalisation a pour objet de définir les modalités de partenariat entre la commune de SAUJON et l'EPFNA.

Elle détermine :

- les objectifs partagés par les signataires de la convention
- le périmètre et le projet qui sont l'objet de la présente convention
- les modalités techniques et financières d'interventions de l'EPFNA
- les responsabilités et garanties qui engagent les signataires de la présente convention.

Le projet poursuivi par la présente convention est en cohérence avec les axes définis dans le PPI 2023-2027 de l'EPFNA :

x	l'habitat
	le développement des activités et des services
	la protection des espaces naturels et agricoles
	la protection contre les risques technologiques

1.2. Documents contractuels

Les parties conviennent que la présente convention a été rédigée selon les règles du PPI 2023-2027 voté par le conseil d'administration de l'EPFNA le 24 novembre 2022 et du Règlement d'Intervention de l'EPFNA en vigueur à la date de signature de la convention d'action foncière.
Les modalités d'intervention de l'EPFNA sont définies dans le Règlement d'Intervention annexé au présent document (annexe 1). Il précise notamment les conditions de réalisation d'études dans le cadre de la convention, les modalités d'intervention en acquisition amiable, préemption au prix ou en révision de prix, expropriation, la gestion des biens acquis, les modalités de cession et le calcul du prix de cession, l'évolution de la convention, ses modalités de résiliation.

Le présent document opérationnel et le Règlement d'Intervention forment un tout indivisible et constituent ensemble la convention visée à l'article L 321-1 du Code de l'urbanisme. L'ensemble des signataires déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les conditions sans réserve.

Les modifications des documents contractuels peuvent s'effectuer par avenant avec l'accord des parties. Cet avenant est daté. Il est signé par l'ensemble des parties.
Les modifications des documents contractuels n'ont pas d'effet rétroactif, sauf accord expresse des parties.

Le présent document opérationnel complète et précise les dispositions du Règlement d'Intervention. En cas de contradiction entre une disposition du document opérationnel et une disposition du Règlement d'Intervention, les parties appliquent la disposition du document opérationnel.

2. PÉRIMÈTRE DE PROJET

2.1. Définition du secteur d'intervention

Le secteur d'intervention est identifié sur trois secteurs notamment les secteurs « Rue d'Aunis », « Route de Royan » et « Chemin de la Barette ». Ces secteurs sont définis par les éléments suivants :

Parcelles cadastrales	Surface de la parcelle	Type de bien	Adresse de la parcelle	Zonage PLU	Occupation
AB 1041	123 m²	Terrain nu	Rue d'Aunis		Libre
AB 1042	967 m²	Terrain nu	Rue d'Aunis		Libre
AB 752	461 m²	Maison	2b rue d'Aunis		Libre
AB 779	504 m²	Friche industrielle	4 rue d'Aunis		Libre
AB 874	1 220 m²	Terrain nu	La Ménagerie		Libre
AB 1047	649 m²	Bâti dégradé	Chemin de la Baratte		Libre
AD 528	2 988m²	Terrain nu	Route de Royan		Libre
AB 981	1 209 m²	Terrain nu	3b route de Rochefort		Libre
Total	***8 121 m²***				



2.2. Définition du projet

La présente convention fait suite à la convention de n°17-23-016. Dans le cadre de l'exécution de cette convention, le projet de l'opérateur Signature promotion avait retenu l'attention de la ville de Saujon. Une promesse de vente avait été signée le 14 septembre 2022 pour un prix de vente de 499 500€. Pour rendre possible cette cession, les instances de l'EPFNA avaient délibéré en faveur de l'attribution d'une minoration SRU d'un montant global de 550 000€.

Toutefois, les négociations avec Signature Promotion ont pris fin en janvier 2025, en raison des déséquilibres financiers significatifs du projet. La commune et l'EPFNA souhaitent donc désormais étudier de nouvelles opportunités de cession.

2.2.1. Le Programme

Le projet définit par la Personne Publique Contractante est le suivant :

Réalisation d'une opération d'une cinquantaine de logements dont 75% de LLS minimum sur les trois sites suivants :

- Site de projet n°1, Rue d'Aunis, 32 logements dont 60% de LLS
- Site de projet n°2, Route de Royan, 20 LLS.
- Site de projet n°3 Rue de la Barrate, cession d'un terrain à bâtir.

Ces trois projets pourraient évoluer à la marge en fonction des échanges et de la recherche de l'équilibre financier des opérations.

Nombre de logements prévus	52
Dont sociaux	38
Typologies des logements	T2 - T3 - T4
Densité prévue	70 logements/ha

1- Plan masse Projet Rue d'Aunis *(Proposition Signature Promotion)*



2 – Plan masse Projet Route de Royan *(Proposition Signature Promotion)*



2.2.2. Les modalités de sortie envisagées

A ce stade du projet, il est prévu que l'EPFNA cède le foncier à la Commune en vue de la réalisation du projet par un bailleur social. Cette cession à la collectivité permettrait à l'opération de bénéficier du dispositif de déductibilité des pénalités SRU, réduisant ainsi la charge financière et contribuant à améliorer son équilibre économique.

2.2.3. Le phasage prévisionnel du projet

- Cession du foncier par l'EPFNA à la collectivité : T3 2025

2.3 Démarche d'acquisition

Les parcelles objet du périmètre défini ci-dessus sont d'ores et déjà maitrisées.

Il n'est pas envisagé d'acquisition complémentaire à ce stade.

3. LA REALISATIONS D'ETUDES

3.1. Objectifs et définition du type d'études à réaliser

Le projet peut nécessiter des études complémentaires pour affiner l'équilibre de l'opération et/ou le prix d'acquisition. Le cas échéant, la commune sollicitera l'EPFNA afin de réaliser les analyses complémentaires suivantes :

	Etudes capacitaires (plan de composition, bilan financier)
	Diagnostic « travaux » intégrant les prélèvements dans la structure même du bâtiment
	Etude de programmation
	Étude géotechnique

	Diagnostic structure dans le cadre d'opérations comprenant des travaux de réhabilitation (évaluation de portances…)
	Constitution DUP et enquête parcellaire
	Etude de réhabilitation et économiste de la construction

L'état d'avancement des projets ne nécessitent pas d'étude complémentaire.

Modalités de réalisation des études

L'EPFNA assurera la maitrise d'ouvrage des études et à ce titre rédigera les cahiers charges, désignera les prestataires et assurera le suivi et résultats des études, en étroite concertation avec la commune, chaque étape devant être validée par cette dernière.

A ce titre, la commune sera en outre sollicitée via un accord de collectivité précisant le montant de la prestation, le prestataire retenu et la durée prévisionnelle de la mission.

Pour la réalisation de ces études, l'EPFNA pourra solliciter le concours de toute personne dont l'intervention se révèlerait nécessaire pour la conduite et la mise en œuvre des missions qui lui sont dévolues au titre de la présente convention.

L'EPFNA, en tant que maître d'ouvrage de l'étude, est l'unique interlocuteur du prestataire. Celui-ci pourra préconiser des rencontres de partenaires s'il l'estime utile, en tout état de cause l'EPFNA décidera ou non d'accéder à ces préconisations. Par ailleurs, le prestataire devra toujours associer l'EPFNA à ses échanges avec la collectivité.

3.2. **Modalités de financement** et de paiement **des études**

La réalisation de ces études a pour objectif d'approfondir le projet de la Commune mais également de sécuriser, sur le plan technique et financier, une éventuelle intervention foncière de l'EPFNA.

L'EPFNA en tant que maitre d'ouvrage assurera le règlement du prestataire.

En cas d'abandon du projet par l'une ou l'autre des parties, la Commune sera redevable du montant de l'étude et des dépenses annexes.

Le remboursement par la Commune des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention pourra être sollicité postérieurement à la date de fin de convention, l'EPFNA pouvant régler des dépenses d'études après cette date.

4. LES CONDITIONS DE GESTION DES BIENS

4.1. Sécurisation des biens

Le ou les biens acquis par l'EPFNA seront sécurisés par l'EPFNA avant toute mise à disposition éventuelle ou avant tout engagement d'un processus de travaux de démolition/dépollution.

4.2. Gestion des biens durant le portage

Le ou les biens acquis par l'EPFNA seront :

- Mis à disposition de la Personne Publique Contractante via la signature d'une Convention de Mise à Disposition

La demande d'autorisation préalable à toute acquisition intégrera un budget prévisionnel de dépenses de gestion courante estimé à 15% du montant de l'acquisition. Pour ces dépenses et à l'intérieur de ce plafond, l'EPFNA ne sollicitera pas de nouvel accord de collectivité. Au-delà de ce plafond et/ou pour toutes dépenses exceptionnelles, un nouvel accord de collectivité sera sollicité au préalable par l'EPFNA.

Enfin, l'EPFNA se réserve le droit d'engager toute dépense nécessaire à la réalisation de travaux d'urgence, y compris sans accord de collectivité ou en cas de refus de cette dernière.

5. ENGAGEMENT FINANCIER GLOBAL AU TITRE DE LA CONVENTION

5.1. Dépenses engagées au titre de la convention 17-23-016

Les dépenses engagées au titre la convention de réalisation 17-23-016 la convention sont intégrées dans la présente convention opérationnelle pour un montant de **1 067 252,58 € HT** au 18 février 2025 et font partie intégrante du dit plafond global.

5.2 Plafond de dépenses

Sur l'ensemble de la convention, l'engagement financier maximal de l'EPFNA est de **UN MILLION CINQ CENT MILLE EUROS HORS TAXE (1 500 000 € HT).**

L'ensemble de ces dépenses réalisées (dépenses engagées et payées) par l'EPFNA au titre de la convention sera imputé sur le prix de revente des biens acquis, hormis les dépenses liées à la réalisation des études qui pourront faire l'objet d'une facturation indépendantes.

5.3 Accord préalable de la commune

L'EPFNA ne pourra signer d'acte d'acquisition sans autorisation préalable de la personne publique garante. Cette autorisation prend le plus généralement la forme d'une délibération de l'instance délibérante de la collectivité ou un accord donné par l'organe ou la personne ayant la délégation de pouvoir. Elle pourra aussi, sous certaines conditions, prendre la forme d'un accord du maire ou du président de l'EPCI selon la nature de la collectivité garante.

La délibération, ou accord donnant autorisation préalable à toute acquisition intégrera un budget prévisionnel de dépenses de gestion courante estimé à 15% du montant de l'acquisition. Pour ces dépenses et à l'intérieur de ce plafond, l'EPFNA ne sollicitera pas de nouvel accord de collectivité. Au-delà de ce plafond et/ou pour toutes dépenses exceptionnelles, un nouvel accord de collectivité sera sollicité au préalable par l'EPFNA.

Enfin, l'EPFNA se réserve le droit d'engager toute dépense nécessaire à la réalisation de travaux d'urgence ayant trait à la sécurité des biens et des personnes, ou de cas de force majeur, y compris sans accord de collectivité ou en cas de refus de cette dernière.

5.4 Obligation de rachat et responsabilité financière de la commune

En dehors de ces dépenses, l'EPFNA sollicitera un accord préalable de la personne publique garante avant tout engagement : études et frais annexes liés aux études, frais de prestataires externe (géomètre, avocat…), diagnostics (structure, immobilier, pollution, avant démolition…).

Il est rappelé à la personne publique garante que le portage foncier proposé ne doit pas l'inciter à investir au-delà de ses capacités financières.

Les dépenses réalisées par l'EPFNA en exécution de la présente convention engagent la personne publique garante. A cet égard :

- Le bilan actualisé de l'opération sera communiqué annuellement à la personne publique garante par l'EPFNA sous forme d'un Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC)
- La personne publique garante s'engage à inscrire à son budget le montant nécessaire au remboursement des sommes engagées par l'EPFNA, l'année du terme de la convention
- La personne publique garante s'engage à faire mention de ce portage (objet, montant, durée, date d'échéance) à l'occasion de chaque débat annuel d'orientation budgétaire, et en fournira le compte rendu de séances à l'EPFNA.

Au terme de la convention, la personne publique garante est tenue de rembourser l'ensemble des dépenses et frais acquittés par l'EPFNA au titre de la convention.

En ce sens, plusieurs cas sont envisageables :

- **Si aucune acquisition n'a été réalisée,** la personne publique garante est tenue de rembourser à l'EPFNA l'ensemble des dépenses effectuées, à savoir le coût d'éventuels diagnostics, études ou procédures engagés par l'EPFNA

- **Si des fonciers ont été acquis par l'EPFNA,** la personne publique garante est tenue de racheter les biens acquis par celui-ci, soit le prix d'acquisition augmenté des dépenses et/ou frais d'études et de portage, augmentés du montant de la TVA selon le régime et la règlementation en vigueur, l'EPFNA étant assujetti.

- **Si des fonciers ont été acquis, et cédés** avant le terme de la convention à un tiers (promoteur, bailleur, lotisseur, aménageur, investisseur…), la personne publique garante est tenue de rembourser à l'EPFNA la différence entre la somme des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de l'opération, et les recettes générées par la cession.
  Après la cession à un tiers, et une fois que tous les engagements auront été soldés comptablement, l'EPFNA sollicitera le règlement auprès de la personne publique garante, dans les meilleurs délais via une facture d'apurement.

- **Si le projet est abandonné** par la personne publique garante, la cession à la personne publique garante est immédiatement exigible et toutes les dépenses engagées par l'EPFNA devront être remboursées.

Chaque année, lors du premier trimestre, l'EPFNA transmettra à la personne publique garante, un Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), récapitulant l'ensemble des dépenses engagées au titre de la convention. Ce CRAC devra être présenté annuellement en conseil municipal ou communautaire. La délibération devra être transmise à l'EPFNA.

Les dépenses effectuées par l'EPFNA au titre de la présente convention doivent être inscrites par la personne publique garante dans sa comptabilité hors bilan selon les modalités du Plan Comptable Général (article 448/80) et l'article L2312-1 du CGCT (avant dernier alinéa prévoyant que pour l'ensemble des communes, les documents

budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements). Ces dispositions s'appliquent aussi aux EPCI (L.3313-1 du CGCT).

Les engagements donnés sont enregistrés au crédit du compte 801.8.

ARTICLE 6 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention sera échue à la date du **31 décembre 2026**.

Le remboursement des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention, (avec ou sans rachat de foncier) par la commune pourra être sollicité postérieurement à la date de fin de portage, la convention pouvant continuer à produire ses effets l'EPFNA pouvant percevoir ou régler des dépenses jusqu'à un an après la dernière acquisition (études, impôts, taxes, frais d'avocat, huissiers…).

ARTICLE 7 – INSTANCES DE PILOTAGE

Il est créé au titre de la présente convention, **un comité de pilotage** comprenant à minima le Maire de la commune, et le Directeur Général de l'EPFNA ou leur représentant. En fonction, du projet sont intégrés au comité de pilotage, le/la représentant(e) de l'Etat, le/la représentant(e) du Conseil Départemental, le/la représentant(e) de la Région Nouvelle Aquitaine, et l'ensemble des partenaires financiers ou techniques que la Collectivité souhaitera associer. **Le Comité de pilotage**, se réunira autant que de besoin sur proposition de la Collectivité ou de l'EPFNA, et à minima **une fois par an**. Outre le suivi de l'évolution du projet, le Comité de Pilotage sera l'instance décisionnelle sous la présidence du la Maire de la Commune. Il validera en outre les différentes étapes des études portées par l'EPFNA ou par la Collectivité ayant trait au projet déterminé.

Les parties conviennent de désigner au démarrage de la convention, les interlocuteurs suivants en indiquant leurs coordonnées :

- Réfèrent Technique Commune : Pénélope LACOUX, DGS
- Réfèrent politique Commune : Pascal FERCHAUD, Maire
- Chargé d'Opérations foncières : Nguefack KEMGANG
- Directrice Territoriale de l'EPFNA : Lucile TAVARD

Chacune des parties pourra changer de référent technique en informant par courrier les autres partenaires avec un délai de prévenance d'un mois.

ARTICLE 8 – TRANSMISSION DES DONNEES

La commune et l'intercommunalité le cas échéant, transmettent l'ensemble des documents d'urbanisme, données, plans et études à leur disposition qui pourraient être utiles à la réalisation de la mission de l'EPFNA.

La commune transmettra à l'EPFNA toutes informations correspondant au projet et s'engage à en demander la transmission aux opérateurs réalisant ces études.

L'EPFNA maintiendra en permanence les mentions de propriété et de droits d'auteur figurant sur les fichiers et respectera les obligations de discrétion, confidentialité et sécurité à l'égard des informations qu'ils contiennent.

L'EPFNA s'engage à remettre à la commune toutes les données et documents qu'il aura pu être amené à produire ou faire produire dans l'exécution de cette convention.

ARTICLE 9 – COMMUNICATION

La commune et l'EPFNA s'engagent à faire figurer dans chacun des documents de communication qu'il produira, les logos et participations des autres partenaires au titre de la présente convention.

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION ET CONTENTIEUX

La présente convention ne pourra être résiliée qu'à l'initiative motivée de l'une ou l'autre des parties et d'un commun accord.

L'EPFNA pourra proposer la résiliation :

- d'une convention n'ayant connu aucun commencement d'exécution au bout d'un an ou dont l'exécution s'avère irréalisable.
- si le programme prévu par la convention est entièrement exécuté avant l'échéance de celle-ci et qu'aucun avenant n'est envisagé

Dans l'hypothèse d'une résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPFNA. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal, indiquant notamment le délai dans lequel l'EPFNA doit remettre à la commune, l'ensemble des pièces du dossier, dont il est dressé un inventaire.

La commune sera tenue de rembourser les frais engagés par l'EPFNA dans le cadre de la convention dans les six mois suivant la décision de résiliation.

À l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties rechercheront prioritairement un accord amiable.

Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

Fait à POITIERS, le …… en 3 exemplaires originaux

	L'Établissement public foncier
La commune de Saujon	de Nouvelle-Aquitaine
représentée par son maire,	représenté par son Directeur général,
Pascal FERCHAUD	**Sylvain BRILLET**

Avis préalable favorable du contrôleur général économique et financier, **Pierre BRUNHES** n° 2022/346 en date du 29 novembre 2022.

Annexes :

- Détails du périmètre d'intervention
- Règlement d'intervention


COMMUNE DE SAUJON (17)
Périmètres d'intervention de l'EPF
Projet n°1 : Rue d'Aunis
Périmètre de réalisation 4491 m²
Rue d'Aunis
Rue d'Aunis
Chem. de la Ménagerie
Chem. de la Ménagerie
Chem. de la Ménagerie
Location PASSIFLORE
Thierry Cijeni Carrosserie
AB1041
AB1042
AB0874
AB0981
AB0869
50 m
25
0


COMMUNE DE SAUJON (17)
Périmètres d'intervention de l'EPF
Projet n°2 : Route de Royan
Périmètre de réalisation 2988 m²
Rte de Royan
Bd Pasteur
AD0528
0
25
50 m


COMMUNE DE SAUJON (17)
Périmètres d'intervention de l'EPF
Projet n°3 : Rue de la Baratte
Périmètre de réalisation 641 m²
Rue de la Baratte
Rue Guynemer
Rue des Tulipes
Rue d'Aunis
Rue du Presbytère
Location PASSIFLORE
Meublés Nappée à Saujon
SAUJON AUTOMOBILES
Thierry Cisenin Carrosserie
Secours Catholique
AB1047
0
25
50 m

RECTORAT

R75-2025-04-01-00008

Arrêté portant nomination de responsables du service de défense et de sécurité pour l'académie de Poitiers

ACADÉMIE
DE POITIERS
Liberté
Égalité
Fraternité

LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE POITIERS,

Chevalier de la Légion d'Honneur

2025-A-174

Vu le code de l'éducation, notamment l'article R.222-36-6,

Vu le décret n°2025-75 du 29 janvier 2025 portant création des services de défense et de sécurité académiques (SDSA),

Vu l'instruction du 19 mars 2025 relatif à la Gouvernance des questions de défense et de sécurité au sein du MENESR et du MSJVA,

ARRETE

ARTICLE 1

Monsieur Philippe Millet, directeur de Cabinet du recteur de l'académie de Poitiers, est nommé responsable du service de défense et de sécurité.

Monsieur Yann Toussaint, directeur adjoint du Cabinet du recteur de l'académie de Poitiers, est nommé responsable adjoint du service de défense et de sécurité.

ARTICLE 2

Le secrétaire général de l'académie de Poitiers est responsable de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Poitiers, le 1er avril 2025

Le Recteur de l'académie de Poitiers,

Frédéric PERISSAT